Erich von Manstein

Benoît Lemay

tempus

Benoît LEMAY

ERICH VON MANSTEIN

Le stratège de Hitler

PERRIN

www.editions-perrin.fr

© Perrin, 2006
et 2010 pour la présente édition

© AKG-Images

EAN : 978-2-262-03859-5

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo

À Claudine

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BA-B : *Bundesarchiv* (Archives fédérales allemandes) à Berlin.

BA-MA : *Bundesarchiv-Militärarchiv* (Archives militaires fédérales allemandes) à Fribourg-en-Brisgau.

Gestapo : *Geheime Staatspolizei* (police secrète d'État).

MGFA : *Militärgeschichtliches Forschungsamt* (Office de recherche d'histoire militaire allemande) à Potsdam.

NOKW : *Nürnberger Oberkommando der Wehrmacht – Dokumente* (documents de Nuremberg sur l'OKW).

NSDAP : *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* (Parti national-socialiste des ouvriers allemands).

OKH : *Oberkommando des Heeres* (haut commandement de l'armée de terre).

OKW : *Oberkommando der Wehrmacht* (haut commandement des forces armées).

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

SA : *Sturmabteilung* (section d'assaut du parti national-socialiste).

SD : *Sicherheitsdienst* (service de sécurité de la SS).

SDN : Société des Nations.

SS : *Schutzstaffel* (section de protection du parti national-socialiste).

TMIN : Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international de Nuremberg.

NOTE DE L'AUTEUR

Dans le cadre de cet ouvrage, l'équivalence des rangs militaires suivants a été utilisée :

Reichsmarschall Feld-maréchal du Reich
Generalfeldmarschall Feld-maréchal
Generaloberst Colonel-général
General (*der Infanterie*, etc.) Général
Generalleutnant Lieutenant-général
Generalmajor Major-général
Oberst Colonel
Oberstleutnant Lieutenant-colonel
Major Major
Hauptmann ou *Rittmeister* Capitaine
Oberleutnant Lieutenant
Leutnant Second-lieutenant

INTRODUCTION

Le feld-maréchal allemand Erich von Manstein était-il le plus grand génie opérationnel, voire même le meilleur stratège de la Seconde Guerre mondiale ? Bien que ce soit l'avis de nombreux spécialistes en la matière, la compréhension de son rôle dans l'histoire militaire allemande demeure, encore aujourd'hui, très limitée en Occident. Cela pourrait s'expliquer par un certain « américano-centrisme », qui amenait à s'intéresser surtout au théâtre des opérations de l'Europe de l'Ouest et de l'Afrique du Nord. Or, comme la plupart des nombreux faits d'armes de Manstein se sont déroulés sur les champs de bataille de la Russie bolchevique, les historiens anglo-saxons et français ne lui ont accordé que peu d'intérêt, comparativement au feld-maréchal Erwin Rommel, par exemple, dont les principales prouesses militaires ont été accomplies en France et sur le sol nord-africain. Toutefois, ce dernier a eu, toutes proportions gardées, des responsabilités militaires beaucoup moins importantes que celles de Manstein, étant donné que le sort de la guerre s'est joué sur le front de l'Est, où l'armée allemande a engagé la plus grande partie de son effort de guerre et subi approximativement 85 % de ses pertes, faisant ainsi de la Russie « le tombeau de l'armée allemande[I1] ». Même si cette donnée est reconnue par la grande majorité des chercheurs occidentaux, elle n'inspire pas nécessairement les analyses de leurs ouvrages, ce qui explique, dans une certaine mesure, pourquoi le rôle militaire de Manstein, par exemple lors de la bataille de Stalingrad à l'hiver 1942-1943, n'est pas encore bien cerné. Il faut dire qu'il en est de même pour son rôle sur le front occidental, puisqu'il existe un débat pour savoir s'il a véritablement été l'auteur du plan « coup de faucille », à l'origine de la victoire foudroyante de la Wehrmacht sur les armées française et britannique, en mai-juin 1940.

Quoi qu'il en soit, les historiens militaires de renom sont presque unanimes à considérer Manstein comme le plus grand talent stratégique et le plus habile tacticien de la guerre de mouvement chez les généraux allemands de la Seconde Guerre mondiale. Sa compréhension de la dimension opérationnelle de la guerre moderne, impliquant notamment le binôme chars d'assaut et avions de combat, et sa capacité d'improvisation et de flexibilité en cas d'imprévu faisaient de lui le plus doué des officiers supérieurs de la Wehrmacht et le plus redouté par le haut commandement de l'Armée rouge. Maître dans l'art de mener des offensives audacieuses et téméraires, et des contre-attaques surprises et foudroyantes, il l'était aussi dans celui d'orchestrer de vastes replis méthodiques et ordonnés.

Dans son ouvrage *The Other Side of the Hill*, reposant sur des conversations et des correspondances avec des généraux allemands prisonniers de guerre après 1945, le très réputé historien militaire Basil Henry Liddell Hart écrivait : « Le plus talentueux de tous les généraux allemands était probablement le feld-maréchal Erich von Manstein. C'était le verdict de la plupart de ceux avec qui j'ai discuté de la guerre, depuis [le feld-maréchal Gerd von] Rundstedt jusqu'au bas de la hiérarchie militaire. Il avait un sens superbe de la stratégie, combiné à une grande compréhension des armes mécanisées, et ce, plus que n'importe lequel des généraux qui ne provenaient pas, à proprement parler, de l'école des blindés. En outre, contrairement à certains enthousiastes qui ne pouvaient se concentrer que sur une seule chose à la fois, il ne perdit pas de vue l'importance d'améliorer d'autres armes et la défense. Il fut responsable, peu avant la guerre, du développement du canon d'assaut blindé qui, plus tard, se révéla inestimable. » Liddell Hart confirma ce point de vue, quelques années plus tard, dans son ouvrage monumental *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, en y soulignant que Manstein « était considéré par ses camarades comme le meilleur stratège parmi les jeunes généraux[2] ».

Autre historien militaire de grande réputation, John Keegan estimait que le feld-maréchal Manstein « possédait l'une des intelligences militaires les plus remarquables de la Wehrmacht ». Selon Christian Schneider, Manstein « était tellement brillant qu'il était reconnu à l'unanimité – tout autant par ses compagnons d'armes que par les experts militaires de l'Allemagne, ainsi que des pays vainqueurs et neutres – comme le général allemand le plus compétent de la Seconde Guerre mondiale ». Hitler lui-même considérait Manstein comme « le meilleur cerveau que l'état-major ait

produit ». « Le respect de Hitler pour le talent du général von Manstein frôlait la peur », allait jusqu'à déclarer David Irving. Cette peur s'expliquait sans doute par les ambitions personnelles de Manstein et l'autorité dont il jouissait au sein du corps des officiers. « Von Manstein, soulignait Albert Seaton, était effectivement très ambitieux et un génie opérationnel, dont les compétences exceptionnelles étaient assombries par une attitude arrogante et suffisante. Il voulait avoir les pouvoirs d'un von Hindenburg et la gloire de von Moltke le Vieux, grâce à un haut commandement unifié qui serait placé sous son autorité[3]. »

Dans la préface du premier tome des Mémoires de Manstein dans l'édition anglaise de 1958, Liddell Hart écrivait : « Le verdict des généraux allemands était que le feld-maréchal von Manstein s'était révélé le commandant le plus talentueux de leur armée et l'homme dont ils avaient voulu le plus comme commandant en chef. » Richard Brett-Smith abondait dans le même sens lorsqu'il disait de Manstein qu'il aurait été accepté par tous les généraux du front de l'Est pour occuper le poste de commandant en chef, avec pleine autorité en matière opérationnelle. « Von Manstein, ajoutait-il, était le plus grand des généraux allemands de la guerre et probablement le plus grand de toutes les nations belligérantes[4]. »

Cette opinion était partagée par de nombreux généraux de la Wehrmacht, à commencer par Gerd von Rundstedt, l'aîné des feld-maréchaux allemands. Heinz Guderian, colonel-général et père des divisions de Panzer (les *Panzerdivisionen*), disait de Manstein qu'il était « notre plus brillant cerveau opérationnel ». Les généraux Walter Warlimont et Günther Blumentritt affirmaient tous les deux qu'il était « le plus brillant stratège de tous nos généraux », tandis que le général Siegfried Westphal déclarait : « [...] de tous les officiers de l'état-major général, von Manstein possédait les plus grands talents stratégiques et militaires en général. Tourné vers les possibilités de l'avenir, ayant toujours plein d'idées nouvelles, bonnes et souvent brillantes, il était un génie de l'organisation, un subordonné difficile, mais un supérieur généreux. Il se trouvait aussi toujours parmi les premiers lorsque les intérêts de l'armée étaient en jeu. »

Le feld-maréchal Wilhelm Keitel, qui éprouvait une profonde jalousie pour Manstein, corroborait ce point de vue, en écrivant à son sujet dans ses Mémoires, dans l'attente du procès de Nuremberg, ces mots fort révélateurs : « J'ai moi-même, à trois reprises, recommandé à Hitler de me remplacer [en tant que chef de l'état-major général des forces armées] par

von Manstein [...]. Mais, en dépit d'une admiration fréquemment exprimée pour le remarquable talent de Manstein, Hitler craignait manifestement de prendre une telle mesure et, chaque fois, il la repoussa. Est-ce que c'était de la pure indolence de sa part ou d'autres objections inexprimées qu'il avait à son sujet ? Je n'en ai aucune idée[5]. »

« Si quelqu'un avait pu mener avec succès une révolte militaire, c'était Manstein », soutenait Samuel W. Mitcham, en faisant référence à l'immense respect que le feld-maréchal s'attirait dans la Wehrmacht et en laissant sous-entendre, par le fait même, la raison pour laquelle Hitler le craignait autant. Manstein n'était-il pas « indubitablement la personnalité la plus significative de l'Allemagne lors de la Seconde Guerre mondiale », comme l'affirmait Andreas Hillgrüber, l'un des historiens militaires les plus distingués[6] ?

De par ses nombreux faits d'armes, Manstein méritait également le respect de ses adversaires, tels que les maréchaux soviétiques Rodion Malinowski et Kyrill Kalinov. Après la guerre, Malinowski parla de Manstein en des termes fort élogieux : « Nous considérions le détesté Erich von Manstein comme notre plus dangereux ennemi. Sa maîtrise technique de toutes, mais de toutes les situations n'avait pas sa pareille. La situation serait peut-être devenue mauvaise pour nous si tous les généraux de l'armée allemande avaient été de son envergure. » Pour sa part, Kalinov tint des propos fort similaires sur Manstein : « Dans le club, nous avons souvent discuté de la valeur des plus hauts commandants allemands. Pour plusieurs d'entre nous, la canaille Erich Lewinski, *alias* von Manstein, était le plus redouté. Son groupe d'armées nous paraissait imbattable, ses qualités techniques incomparables et sa connaissance de notre pays exceptionnelle. Si tous les généraux allemands lui avaient été comparables [...][7]. »

Son grand talent de stratège lui attirait cependant animosité et jalousie de la part de plusieurs collègues aussi bien au sein de l'OKH, tels le commandant en chef, le feld-maréchal Walther von Brauchitsch, et son chef d'état-major général, le colonel-général Franz Halder, qu'à l'OKW, tels le feld-maréchal Wilhelm Keitel, chef de l'état-major général, et le colonel-général Alfred Jodl, chef du bureau des opérations, ce qui l'empêcha d'accéder sans doute à des postes décisionnels plus importants au cours de sa carrière. Il était également peu apprécié par les hiérarques du parti nazi, que ce soit par le feld-maréchal du Reich Hermann Göring, dauphin de Hitler et commandant en chef de la Luftwaffe, le ministre de la Propagande

Joseph Goebbels ou le *Reichsführer-SS* Heinrich Himmler, chef de la SS et de la Gestapo.

Malgré sa grande admiration pour les compétences militaires du feld-maréchal, le Führer redoutait son indépendance d'esprit et sa force de caractère, ce qui explique pourquoi il refusa de lui confier le commandement de Brauchitsch, après qu'il eut démis celui-ci de ses fonctions, à la mi-décembre 1941, à cause de l'échec de l'opération « Barbarossa », ou d'unifier les commandements de l'OKH et de l'OKW sous ses ordres. D'ailleurs, c'est pour cette raison que le Führer lui retira, après l'une de ses plus belles opérations militaires, le commandement de son groupe d'armées, le 30 mars 1944.

Au-delà des campagnes militaires de Manstein, c'est un éclairage nouveau sur le caractère de la guerre, surtout celle sur le front de l'Est contre l'Union soviétique, qui est le principal centre d'intérêt de cette étude sur ce feld-maréchal. L'historiographie dominante sur la Seconde Guerre mondiale reconnaît, depuis un demi-siècle, que l'objectif de l'Allemagne, en déclenchant la guerre, était la conquête d'un espace vital (*Lebensraum*) à l'Est aux dépens de l'URSS et la destruction d'une partie de sa population, notamment les Juifs et les représentants du régime bolchevique. Cependant, ce n'est que depuis une dizaine d'années qu'elle fait siennes des études selon lesquelles la Wehrmacht aurait participé, en tant que membre à part entière de l'État hitlérien, aux préparatifs des guerres d'agression comme à leur conduite et aux opérations criminelles du régime national-socialiste. L'armée n'était donc pas une entité séparée de l'appareil nazi, mais un instrument qui s'était mis volontairement à son service à titre d'alliée.

Il existait donc une communauté d'esprit toute naturelle entre la plupart des hauts dirigeants de l'armée et ceux du régime nazi. À l'instar des membres du parti national-socialiste, les militaires étaient contre le libéralisme, la démocratie, les socialistes, les communistes, les pacifistes et les Juifs. Ils avaient favorisé, d'une part, le retour en Allemagne d'un régime autoritaire fort en permettant à Hitler d'accéder au pouvoir et de renverser le système républicain et, d'autre part, la restauration d'une puissante armée dotée de capacités offensives. Ils avaient pour objectifs communs la destruction des entraves à la souveraineté allemande imposées par le traité de Versailles et la constitution d'une Europe allemande par l'annexion de l'Autriche (l'*Anschluß*), la disparition de la Tchécoslovaquie et de la Pologne et, surtout, par la conquête d'un espace vital en Union

soviétique, nécessaire pour faire du Reich allemand une grande puissance continentale autarcique. Ils étaient, en fait, des alliés partageant des préoccupations communes et des visions du monde tout à fait compatibles, notamment quant aux objectifs politico-stratégiques en Europe de l'Est. Bref, ils formaient une alliance de plein gré et devinrent de véritables complices.

Cependant, la responsabilité politique et morale de la Wehrmacht durant la période nazie a été le plus souvent occultée à la faveur de la guerre froide et des impératifs du réarmement allemand, dans le cadre de l'Alliance atlantique (l'OTAN), qui nécessitaient la réinsertion d'anciens militaires ayant servi dans l'armée de Hitler. Il faut dire que le maintien de personnes qualifiées dans les institutions étatiques de la RFA, comme l'administration, la justice, la police, les universités et, à partir de 1956, la Bundeswehr, a entraîné une discrétion bien évidente dès qu'il s'agissait d'établir les responsabilités politiques et pénales des acteurs de l'époque national-socialiste. Ce qui a permis évidemment à des officiers haut gradés du temps de la Wehrmacht, en particulier à ceux qui ont participé à la levée des troupes de la Bundeswehr, de projeter une image apologétique de leur histoire[8].

Plus que n'importe lequel de ses pairs, Manstein a influencé, par ses témoignages et ses Mémoires d'après-guerre, les historiens qui, se réclamant de la théorie du totalitarisme, avaient tendance à rendre Hitler seul responsable de la guerre et des crimes commis au cours de celle-ci. De la guerre d'extermination contre les Juifs, les cadres politiques de l'Armée rouge et les prisonniers de guerre soviétiques, dans laquelle Manstein a pourtant joué un rôle fort actif, notamment en Crimée, il n'est point question dans ses Mémoires, qui mettent plutôt l'accent sur les actions et les sacrifices des soldats durant la guerre[9]. Lors du procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international de Nuremberg, Manstein, en tant que témoin, s'est porté garant de la Wehrmacht, contribuant mieux que quiconque à disculper l'état-major général et le haut commandement des accusations d'avoir formé une organisation criminelle.

Il n'est donc guère étonnant qu'il soit devenu, après 1945, l'une des principales cautions morales de l'intégrité de la Wehrmacht. Pourtant, il a été condamné à Hambourg, le 19 décembre 1949, par un tribunal militaire britannique à dix-huit ans de prison pour la responsabilité qu'il devait assumer en tant que commandant en chef d'une région de l'URSS où des

sévices graves avaient été commis, en particulier contre des prisonniers de guerre. Il a été ensuite relâché, le 7 mai 1953, un an après avoir reçu un congé pour raisons médicales. D'aucuns en Allemagne de l'Ouest pensaient alors qu'il n'avait été qu'une victime de la « justice des vainqueurs », purgeant une peine collective et non comme criminel de guerre en tant que tel. Ce qui explique pourquoi il a été l'un de ceux qui ont participé, à la demande du gouvernement ouest-allemand, à la supervision de la reconstruction de l'armée allemande, en 1956.

En conséquence, la tendance prédominante de l'historiographie sur Manstein est, encore aujourd'hui, celle des ouvrages qui en font l'apologie, en traitant de ses nombreuses prouesses militaires et de ses glorieux faits d'armes. Ce courant néglige ainsi les aspects politiques et idéologiques du conflit, pourtant indispensables à la compréhension de sa véritable nature. Et lorsque ces deux aspects sont traités, c'est généralement pour affirmer que le feld-maréchal ne doit pas être associé à la dimension criminelle de la guerre, car les faits démontreraient qu'il est à l'abri de tout soupçon. D'ailleurs, Manstein ne comptait-il pas comme critiques Himmler et Goebbels, qui lui reprochaient son désintérêt pour la cause nazie, ainsi que ses origines en partie slaves, sinon juives, comme 150 000 soldats de la Wehrmacht ? Mais la question pertinente n'est-elle pas de savoir si ses exploits militaires sont dissociables des enjeux connus de la guerre sur le front oriental ?

Manstein a toujours soutenu que l'armée allemande n'était pour rien dans les crimes nazis, puisqu'ils avaient été commis par les unités de la SS et du SD. Elle ignorait, en général, ce qui se passait à l'arrière du front, c'est-à-dire la nature et l'ampleur de ces crimes, mais lorsqu'elle avait eu connaissance de certains délits, elle avait manifesté sa réprobation. Pourtant, il ne fait plus aucun doute, aujourd'hui, que la plupart des officiers de haut rang ayant servi sur le front de l'Est ont collaboré étroitement avec les unités policières du régime nazi chargées de l'élimination ou de la déportation des prisonniers de guerre soviétiques, des commissaires politiques de l'Armée rouge, des partisans et des Juifs. Les officiers supérieurs de la Wehrmacht, y compris le feld-maréchal Manstein, ne pouvaient pas ne pas savoir ce qui se passait réellement. Puisqu'il a été un commandant de premier plan sur le front de l'Est, une réévaluation des perceptions à son endroit s'impose.

En dépit du fait qu'il semble ne pas avoir été un véritable nazi, Manstein a donné néanmoins certains ordres qui encourageaient ses troupes à commettre des actions criminelles aux dépens des commissaires politiques de l'Armée rouge, des partisans et des Juifs. Par exemple, c'est à titre de commandant en chef de la 11e armée en Crimée qu'il a intimé l'ordre à ses soldats, le 20 novembre 1941, d'appuyer énergiquement la politique d'extermination des Juifs, en exigeant d'eux de la compréhension pour le sévère châtiment infligé aux Juifs, représentants spirituels de la terreur bolchevique. Que cette directive n'ait eu pour but que de rehausser le moral et la volonté de combattre de ses troupes, il n'en demeure pas moins que le feld-maréchal s'est rendu pleinement coupable d'actions contraires au droit de la guerre qui se sont produites dans des territoires soviétiques se trouvant sous son commandement.

Manstein savait pertinemment qu'il était impossible de faire carrière dans un régime totalitaire sans se compromettre, à plus forte raison dans un régime que ses camarades de l'armée allemande et lui-même avaient décidé de soutenir en alliés, même s'ils n'approuvaient pas toutes ses politiques. Par conséquent, Manstein entendait respecter le serment de fidélité qu'il avait prêté à Hitler, une forme de soumission choisie délibérément et suggérée, à l'été 1934, par les dirigeants de la Wehrmacht, les futurs feld-maréchaux Werner von Blomberg et Walter von Reichenau. Tout au long de la guerre, Manstein fut conséquent et fidèle à l'esprit d'alliance qui liait l'armée au régime ; il resta cohérent avec le choix qu'il avait fait, c'est-à-dire celui de servir son pays et son Führer jusqu'au bout. Pour lui, le soldat était au service du politique et il était de son devoir de se cantonner aux questions militaires. On comprend alors mieux son refus, à l'hiver 1943, de suivre le major Claus Graf Schenk von Stauffenberg et le colonel Henning von Tresckow, les chefs de file de la conspiration militaire, puis de considérer, à l'été 1943, l'invitation des feld-maréchaux Günther von Kluge et Erwin Rommel, ainsi que celle du lieutenant-colonel Rudolf-Christoph Freiherr von Gersdorff, de prendre la direction de la Wehrmacht à la suite d'un coup d'État qui aurait débarrassé l'Allemagne de Hitler et de son régime nazi.

Manstein faisait partie du groupe des officiers supérieurs talentueux qui furent grandement favorisés par la venue du régime hitlérien. Le réarmement massif et l'élargissement des contingents militaires avaient accéléré ses promotions. En outre, il était bien intégré dans le corps des

officiers qui préparait la guerre et participait manifestement à l'état d'esprit dominant. À ce titre, la lettre qu'il écrivit, le 21 juillet 1938, durant la crise des Sudètes, au colonel-général Ludwig Beck, alors chef de l'état-major général de l'OKH, dans laquelle il insistait sur la nécessité de faire disparaître la Tchécoslovaquie, est significative et lourde de sens.

Grand militaire, mais homme au sens politique peu aiguisé, Manstein était très représentatif de la caste militaire germano-prussienne de son époque. À travers lui se profile ainsi le destin d'autres officiers de haut rang ayant combattu lors de la Seconde Guerre mondiale, en particulier sur le front de l'Est. De là l'importance d'une biographie sur ce personnage qui a servi son Führer jusqu'à la fin. En fait, l'étude du comportement indulgent de Manstein envers les exactions nazies, pendant et après la guerre, nous aide davantage à comprendre pourquoi l'armée allemande s'est faite volontairement l'instrument de la politique d'expansion hitlérienne. Une telle biographie n'est pas seulement importante pour l'histoire de la guerre et pour la connaissance des opérations d'un stratège exceptionnellement talentueux. Elle permet aussi de pénétrer dans le monde de la pensée, des conceptions et de la psychologie d'un officier de haut rang qui a joué un rôle de premier plan dans les préparatifs et la conduite de guerres d'agression, ainsi que dans les actions contraires au droit de la guerre commises par la Wehrmacht pour le compte du régime national-socialiste.

I. On trouvera les notes en fin de volume, ainsi qu'un glossaire des principaux termes allemands.

1
DE L’ARMÉE IMPÉRIALE À LA REICHSWEHR

Jusqu’à l’effondrement final du IIIe Reich, le feld-maréchal Erich von Manstein resta loyal à Hitler, son Führer, à qui il avait prêté un serment de fidélité. Il refusa ainsi de rejoindre les rangs de l’opposition militaire qui voulait assassiner Hitler et renverser le régime national-socialiste afin d’éviter le pire à l’Allemagne. Certes, après la guerre, il se distancia de son Führer. Mais il n’en continua pas moins à se porter garant de la Wehrmacht et de ses actions. Les origines familiales, l’éducation et la formation professionnelle de Manstein permettent de comprendre le comportement et l’attitude de ce personnage très représentatif de la caste militaire germano-prussienne de son époque, dont il est le produit le plus accompli. Elles permettent également de mettre en évidence son indulgence pour les exactions du régime nazi et son acceptation de la politique d’expansion hitlérienne.

Milieu familial et éducation

Dès son plus jeune âge, Erich von Manstein était prédestiné à mener une vie de soldat, ne serait-ce qu’en raison de ses origines familiales et de son éducation. Né à Berlin, le 24 novembre 1887, il était le dixième enfant du général Eduard von Lewinski et le cinquième enfant de la deuxième épouse de celui-ci, Helene von Sperling. La jeune sœur de cette dernière, Hedwig von Sperling, était mariée au lieutenant-général Georg von Manstein, avec qui elle n’avait pas d’enfants. Conformément à une pratique

courante à l'époque, le couple Lewinski avait décidé de confier son prochain enfant au couple Manstein. Avant même sa naissance, il fut donc convenu entre les deux familles que Erich allait être adopté lors de son baptême. Ainsi, le jour de cette cérémonie religieuse, Fritz Erich Georg von Lewinski prenait le nom de famille von Manstein.

Ses parents d'origine et ses parents adoptifs étaient issus de vieilles familles aristocratiques prussiennes ayant des traditions militaires qui remontaient à une époque fort éloignée. Elles comptaient dans leurs rangs des officiers qui avaient servi les rois de Prusse depuis de nombreuses générations. En fait, pour être plus précis, les traditions militaires des Lewinski et des Manstein dataient des chevaliers Teutoniques. Certains des ancêtres de Erich gardaient ainsi les frontières de l'Europe au XIIIe siècle. Du côté des Lewinski comme de celui des Manstein, seize de ses ancêtres étaient des officiers qui avaient servi sous les armes, que ce fût pour le Kaiser ou pour le tsar. À elle seule, la famille Lewinski avait fourni à l'armée allemande, au cours du XXe siècle, pas moins de sept généraux. Le général Eduard von Lewinski, le père naturel de Erich, était un officier d'artillerie qui allait gravir les échelons militaires jusqu'au grade de commandant de corps d'armée. Son père adoptif, le lieutenant-général Georg von Manstein, était, quant à lui, un officier d'infanterie qui allait devenir un commandant de division. Les Sperling provenaient également d'une famille militaire distinguée issue de la noblesse prussienne. Le grand-père maternel de Erich, Oskar von Sperling, était un général, de même que le frère de ses mères naturelle et adoptive. En outre, la plus jeune sœur de ses mères d'origine et adoptive était l'épouse du futur feld-maréchal et président du Reich Paul von Hindenburg.

Bien que le père adoptif de Erich von Manstein appartînt à la noblesse prussienne, il n'était pas un propriétaire terrien. Néanmoins, Georg von Manstein vivait dans l'aisance depuis que sa famille et celle de son épouse avaient reçu une dotation pour les services rendus lors de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, au cours de laquelle son père avait commandé un corps d'armée, et son beau-père occupé les fonctions de chef d'état-major d'armée. Votée par le Reichstag, cette dotation avait garanti aux Manstein et aux Sperling une indépendance financière en s'ajoutant aux salaires versés par l'armée.

Le milieu familial du jeune Manstein le prédestinait ainsi à une carrière militaire, d'autant plus que son père allait lui donner une éducation issue

tout droit de la tradition du corps des officiers prussiens. « L'environnement dans lequel j'ai grandi, souligna-t-il après la guerre, était le monde du soldat prussien. [...] On peut donc supposer qu'un certain patrimoine militaire héréditaire m'avait été imparti. » Puis il ajouta : « Ce n'est pas étonnant que, dès ma plus tendre enfance, j'aie voulu devenir un soldat[10]. » Il allait donc être élevé, à la maison comme à l'école des cadets, selon les traditions et l'éthique générale de la vieille caste militaire prussienne, ce à quoi il fallait ajouter un fort puritanisme luthérien.

Des cadets à l'armée impériale

Erich von Manstein était un enfant de constitution délicate. Mais, après avoir étudié cinq ans au lycée de Strasbourg, là où son père était affecté, il entra, en 1900, soit à l'âge de treize ans, dans le corps royal prussien de cadets, d'abord à Plön, puis à Berlin. Il y demeura six ans, période pendant laquelle sa constitution se renforça à un point tel que lors de son entrée dans l'armée, en 1906, il fut déclaré provisoirement apte pour le service actif. Durant son séjour à Berlin, qui dura quatre ans, il fut affecté, en tant que membre de la noblesse, au corps des pages à la cour du Kaiser Guillaume II.

Exerçant une influence importante sur la vieille armée allemande, le corps royal prussien de cadets fut fondé, en 1717, par le roi de Prusse Frédéric-Guillaume Ier, qui avait décidé de combiner les diverses académies militaires de Berlin en un seul corps de cadets pour les garçons de onze à dix-huit ans et de le placer sous le commandement nominal de son fils, le futur Frédéric le Grand. À l'origine, l'admissibilité n'était réservée qu'à la noblesse. Mais cela n'avait guère changé depuis, car les cadets étaient encore issus, pour la plupart d'entre eux, de familles d'officiers et de fonctionnaires prussiens, ainsi que de *Junkers*, ces hobereaux de l'Est. Cette institution de cadets avait pour tâche de procurer l'éducation nécessaire aux jeunes membres de la noblesse qui aspiraient à devenir officiers. Dans la formation qui y était dispensée, l'entraînement militaire n'était qu'une facette parmi d'autres, tel l'enseignement des matières académiques ou du sens de l'honneur et du devoir. En fait, l'accent était mis sur le développement du caractère afin de créer un mélange harmonieux des meilleurs aspects ayant trait à l'éducation physique, académique et religieuse. La formation insistait évidemment sur la loyauté envers la

personne de l'empereur. Le jeune Manstein et ses camarades de classe furent donc éduqués dans un environnement où primait la loyauté inconditionnelle et chevaleresque envers l'Allemagne. Celle-ci était personnifiée par le monarque, le seigneur suprême de la guerre. Dans le second tome de ses Mémoires, Manstein raconta ses années passées dans le corps royal prussien de cadets avec une certaine nostalgie. Le sens de l'honneur et du devoir, l'obéissance absolue et l'esprit de camaraderie étaient les principales valeurs qui lui furent inculquées et qui, selon lui, forgèrent positivement son caractère[11].

Manstein était intelligent et capable de maîtriser un sujet très rapidement. Cependant, ses bulletins scolaires indiquaient qu'il pourrait obtenir de meilleurs résultats s'il s'appliquait davantage et mettait mieux à profit son talent. En 1906, après avoir réussi ses examens pour entrer à l'École supérieure de cadets à Lichterfelde, il était nommé porte-étendard du prestigieux 3e régiment de Gardes à pied prussien. Stationné à Berlin et réservé presque exclusivement aux membres de la noblesse, ce régiment comptait dans ses rangs des officiers qui allaient jouer un rôle de premier plan dans l'histoire de leur pays, tels que le futur feld-maréchal Paul von Hindenburg, commandant en chef de l'armée impériale de 1916 à 1918 et président du Reich de 1925 à 1934 ; le futur lieutenant-général Kurt Freiherr von Hammerstein-Equord, commandant en chef de l'armée de terre de 1930 à 1934 ; le futur lieutenant-général Kurt von Schleicher, chancelier et ministre de la Reichswehr lors de la dernière année de la République de Weimar ; et le futur feld-maréchal Walther von Brauchitsch, commandant en chef de l'armée de terre de 1938 à 1941. Âgé de dix-neuf ans, Manstein commençait alors sa véritable carrière militaire. Toutefois, pour lui, être soldat était beaucoup plus qu'un métier. En fait, ce n'était rien de moins qu'une raison d'être et de vivre intimement liée à sa vision du monde.

L'année suivante, il était promu au grade de second-lieutenant et devenait, par le fait même, un officier de l'armée allemande. En 1913, il entrait à la *Kriegsakademie* (l'École de guerre) de Berlin pour y suivre une formation d'officier d'état-major qu'il ne put compléter en raison du déclenchement de la Première Guerre mondiale. « Le meilleur cerveau que l'état-major ait produit », comme le déclarerait un jour Hitler à propos de Manstein, n'allait donc jamais disposer, au cours de sa carrière militaire, d'une formation d'officier d'état-major en bonne et due forme.

Au début de la guerre, Manstein fut nommé lieutenant et servit en tant qu'adjudant au sein du 2e régiment de réserve de la Garde, d'abord en Belgique, puis en Prusse-Orientale et, finalement, en Pologne. Dans cette unité de réserve, il prit part, sur le front de l'Ouest, à la bataille de la Marne et à la capture de Namur, et, à l'Est, à la bataille des lacs de Mazurie qui, avec celle de Tannenberg, freinèrent définitivement l'avance des Russes en Prusse-Orientale et apportèrent la renommée à son oncle, le feld-maréchal Hindenburg, alors commandant en chef de la 8e armée. En novembre 1914, Manstein fut grièvement blessé, dans un combat au corps à corps en Pologne, par deux balles de fusil : l'une se logea dans l'épaule, l'autre dans le nerf sciatique. Mais il reprit du service dès la fin du printemps 1915. Affecté au groupe d'armées du général Max von Gallwitz, à titre d'officier d'état-major, il prit alors part aux offensives allemandes en Pologne septentrionale et en Serbie. Promu au grade de capitaine, à l'été 1915, il occupa ensuite les fonctions d'adjudant au quartier général de la 12e armée. En 1916, il servit comme officier d'état-major, d'abord au sein de la 11e armée, lors de la bataille de Verdun, puis dans la 1re armée du général Fritz von Below, le commandant en chef, et du major-général Fritz von Loßberg, le chef d'état-major, durant la bataille de la Somme. L'année suivante, il devint officier d'état-major chargé des opérations de la 4e division de cavalerie en Estonie et en Courlande qui, à ce moment-là, luttait contre les bolcheviques. À partir du printemps 1918, il exerça les mêmes fonctions pour la 213e division d'infanterie déployée sur le front de l'Ouest. Il participa alors aux grandes offensives allemandes de mai et de juillet, ainsi qu'aux batailles décisives de Reims et de Sedan. Il servit sur ce théâtre des opérations jusqu'à la signature de l'armistice par l'Allemagne, le 11 novembre 1918.

Au cours de la guerre, le capitaine Manstein se vit décerner deux grandes distinctions militaires, la croix de fer de première classe et l'ordre de la maison des Hohenzollern. Bien qu'il n'eût commandé aucune troupe durant la guerre, il avait néanmoins eu l'opportunité de démontrer, dans le cadre de ses diverses fonctions d'officier d'état-major, un talent exceptionnel pour la tactique et une compréhension remarquable des exigences et des besoins du haut commandement au moment d'une offensive. Déjà, lorsqu'il n'était qu'adjudant d'un bataillon de fusiliers, il avait prouvé à quel point son talent militaire était grand. « Il a été le

meilleur adjudant que j'aie jamais eu », déclara plus tard son commandant[12].

La Reichswehr du temps de la République de Weimar : un État dans l'État

En raison de leurs origines sociales et de l'éducation qu'ils avaient reçue dans les cadets – et aussi à la *Kriegsakademie* pour certains d'entre eux –, les officiers prussiens comme Manstein n'étaient pas en mesure de comprendre les véritables causes des événements qui se produisirent en Allemagne en novembre 1918. Que ce soit dans les cadets ou à la *Kriegsakademie*, leur éducation reposait essentiellement sur l'apprentissage de la tactique militaire, de l'histoire militaire, des armes, des fortifications, des chemins de fer, des mathématiques, de la physique, de la géographie et, enfin, de la discipline militaire. Peu de place était accordée aux autres disciplines, telles que les langues, l'économie, les sciences politiques ou sociales. L'éducation militaire allemande se révélait manifestement insuffisante pour les officiers à l'ère de l'industrialisation et, en particulier, des armées de masse et des guerres industrielles. D'une manière un peu paradoxale, la révolution industrielle, le socialisme et le parlementarisme étaient des phénomènes mal compris par les officiers, alors que, pourtant, les facteurs économiques, sociaux et politiques n'étaient pas sans conséquence sur la place des forces armées au sein de l'État et de la société. Ainsi furent-ils incapables de comprendre les véritables causes des événements de novembre 1918, croyant plutôt que la guerre avait été perdue en raison de l'influence de facteurs qu'ils ne comprenaient guère et qu'ils avaient appris à honnir dans l'armée : le socialisme, le libéralisme, la démocratie, le parlementarisme et, derrière tout cela, les Juifs. Récusant le modernisme, se cantonnant dans un traditionalisme réactionnaire, le corps des officiers était demeuré un État dans l'État, c'est-à-dire une institution au service du roi et de son royaume, et étrangère aux partis politiques et à la société[13].

À l'instar de ses camarades d'armée, Manstein fut ainsi profondément bouleversé par la chute de la monarchie des Hohenzollern. Pour les officiers, raconta-t-il après la guerre, celle-ci ne constituait pas seulement un simple changement de régime, elle provoqua l'effondrement de leur

conception du monde. Comme ses ancêtres autrefois, Manstein avait prêté un serment de fidélité au roi de Prusse. Et c'est ce serment de fidélité au roi qui, à ses yeux, était le fondement de la loyauté et du sens du devoir du soldat, et non pas le concept abstrait de l'« État » ou du « peuple ». Jusque-là liée inconditionnellement à la personne du roi par un serment de fidélité, l'armée ne lui semblait donc plus concevable sans monarchie. Avec la révolution et l'armistice, écrivit Manstein, sa jeunesse militaire prenait fin. Plutôt qu'au Kaiser et au roi, ajoutait-il, les soldats étaient désormais tenus de prêter un serment de fidélité au Reich, un concept qu'il qualifiait d'abstrait, voire même de mythique[14].

De même qu'à la plupart des officiers, la République de Weimar allait demeurer étrangère à Manstein. La droite nationaliste allemande considérait ce régime politique comme un produit de la défaite et un corps étranger à la nation allemande imposés par les puissances victorieuses. Le discrédit de la République était renforcé par cette même droite conservatrice qui insistait sur le fait que l'Allemagne n'avait pas été vaincue militairement et qui, par le fait même, accréditait l'idée du « coup de poignard dans le dos » porté à l'armée par les sociaux-démocrates, les communistes et les Juifs. Tout comme ses camarades qui avaient servi pour le Kaiser, du moins ceux qui provenaient de la noblesse, Manstein allait rester nostalgique de la monarchie prussienne et de la place centrale détenue jadis par l'armée au sein du régime impérial[15].

De la démocratie parlementaire, Manstein n'avait guère une opinion positive. Dans le second tome de son autobiographie, il donne son avis sur l'État allemand à l'époque du régime de Weimar : « Celui-ci se révélait, ni plus ni moins, que le jouet des partis et des groupes d'intérêts. Il incarnait moins une véritable autorité qu'un appareil de tous les bouleversements. De surcroît, sa forme ne prenait incontestablement pas sa source dans la volonté de la majorité du peuple, mais d'une conséquence de la défaite, d'un résultat du souhait des ennemis vainqueurs. » À son avis, la démocratie parlementaire était donc synonyme d'instabilité politique, de régime politique qui ne pouvait faire prévaloir l'intérêt général et qui, en outre, péchait par un manque d'autorité. Après avoir assisté à une séance du Reichstag à titre d'invité, il révélerait même avoir été « dégoûté par les indignes chamailleries des partis[16] ».

Malgré son aversion profonde pour la République de Weimar, Manstein lui resta loyal, notamment durant ses premières années tumultueuses. À

l’instar de la grande majorité de ses collègues du corps des officiers, il demeura fidèle au serment de fidélité qu’il avait prêté non pas au président de la République, mais à la Constitution. Ainsi approuvait-il la décision de ses supérieurs qui n’avaient pas prêté leur concours à Wolfgang Kapp. Ce dernier, en mars 1920, avait tenté un coup de force à Berlin pour renverser le régime de Weimar, avec l’aide du commandant en chef des armées du Nord, le général Walther von Lüttwitz, et du chef d’un corps franc de 6 000 hommes de retour de la Baltique, le capitaine Ludwig Erhard, en accord avec le général Erich Ludendorff, jadis l’assistant du feld-maréchal Hindenburg lorsque celui-ci était à la tête du haut commandement allemand de 1916 à 1918. À ce sujet, Manstein écrivait, après la guerre, que soutenir le putsch de Kapp aurait été non seulement « totalement contraire à la tradition du soldat allemand, mais cela aurait compromis sérieusement la position de l’armée vis-à-vis du peuple » car, pour celui-ci, « le rôle du soldat n’était pas seulement de défendre la patrie, mais aussi de préserver l’ordre et l’autorité au sein de l’État ». Il expliquait également la décision de la Reichswehr – le nom de la petite armée allemande issue du traité de Versailles – de ne pas intervenir aux côtés des putschistes par la crainte de provoquer, d’une part, une division au sein des troupes, voire même la désintégration de l’armée, et, d’autre part, une guerre civile qui aurait pu entraîner en Allemagne le chaos et le bolchevisme[17]. Ces raisons, qui l’avaient motivé à s’opposer au putsch de Kapp, allaient être essentiellement les mêmes qui l’incitèrent à refuser de prendre part à la conspiration contre Hitler lors de la Seconde Guerre mondiale.

Manifestement, à l’instar de la plupart de ses camarades officiers, il avait été profondément marqué par les troubles de la fin de la guerre, comme la révolution de novembre 1918, qui provoqua la chute de la monarchie des Hohenzollern, ou encore les révolutions des communistes du mouvement spartakiste à Berlin, en janvier 1919, et à Munich, au printemps de la même année. De cette expérience traumatisante, il était sorti animé d’un puissant anticommunisme qui, au cours de la Seconde Guerre mondiale, allait l’amener non seulement à cautionner, mais aussi à participer activement à la guerre d’anéantissement et d’extermination entreprise par l’Allemagne national-socialiste en Russie bolchevique. Cela dit, à chacune des révolutions de 1918-1919, les corps francs ou l’armée étaient intervenus, à la demande du gouvernement provisoire, pour écraser ces mouvements révolutionnaires communistes. Dès lors, il était clair que

l’existence de la jeune République de Weimar dépendait plus que jamais de la Reichswehr. Non seulement celle-ci apparaissait comme l’ultime recours en cas de crises internes, mais aussi comme la garante de l’unité de l’État et de la nation.

Le colonel-général Hans von Seeckt, à qui avait été confié le commandement de l’armée de terre, s’était engagé à ne pas tenter de putsch, pour autant que l’autonomie de la Reichswehr fût préservée au sein du nouveau régime, la République de Weimar, qu’il considérait comme une anomalie, puisque née de la défaite militaire et de l’effondrement politique, et portant, de surcroît, la marque du traité de Versailles. Il s’appliqua ainsi à y maintenir l’esprit de l’ancienne armée impériale, c’est-à-dire à faire de celle-ci un État dans l’État, indépendant du pouvoir politique. Il jugea donc nécessaire que la nouvelle armée conserve l’esprit monarchique de l’ancien corps des officiers.

À cet égard, le jeune officier Manstein pensait, tout comme Seeckt, que le fiasco du putsch de Kapp, qui avait été soutenu par les généraux Lüttwitz et Ludendorff, était la démonstration que le corps des officiers devait se tenir à l’écart de la politique et se préparer plutôt au jour où la sécurité externe serait confiée à une nouvelle armée. À l’instar de Seeckt – et il en allait de même pour la plupart de ses pairs –, Manstein considérait que la principale tâche du corps des officiers consistait à préserver l’armée en tant que garantie pour le maintien de la nation elle-même et pour l’éventuelle résurrection de l’Allemagne en tant que grande puissance. Durant la Seconde Guerre mondiale, lorsque les conspirateurs l’approchèrent afin de pouvoir s’assurer de son soutien dans leur entreprise visant à débarrasser l’Allemagne de Hitler et du régime nazi, Manstein leur opposa un refus net, en prétextant non seulement les raisons qui avaient motivé son comportement face au putsch de Kapp, mais en invoquant aussi l’argument selon lequel le soldat était au service du politique et qu’il était de son devoir de se cantonner aux questions militaires.

Obéissance, loyauté et sens du devoir allaient demeurer, pendant toute sa carrière militaire, les trois principales vertus de Manstein. Ainsi décrivait-il sa profession selon les notions traditionnelles de simplicité et de chevalerie, de même que selon sa conception personnelle de l’honneur militaire. Il se voyait, en quelque sorte, comme un descendant de l’ordre monastique militaire des chevaliers Teutoniques, fier de sa devise « chevalier sans peur et sans reproche ». Que ce soit pour son exactitude

extrême ou pour sa discipline et ses convenances les plus strictes, il était le produit typique de son milieu. En fait, il était arrogant et intolérant par moments et, parfois même, intraitable en matière de discipline. Cependant, il était très intelligent et possédait une acuité, une clarté et une rapidité d'esprit exceptionnelles qui reposaient, en grande partie, sur l'intuition. Autoritaire, distant, froid et réservé, il était néanmoins un homme émotionnel qui maîtrisait bien ses sentiments. Par-dessus tout, il avait une grande force de caractère, refusant de s'incliner devant ses supérieurs lorsqu'il pensait qu'il avait raison et qu'eux avaient tort. Ainsi, il apparaissait, aux yeux de ses camarades dont le grade était plus élevé que le sien, comme un officier impertinent, insolent, irrespectueux et démesurément ambitieux. Mais, en même temps, ce trait de caractère l'aidait à se distinguer et à se faire remarquer au sein du corps des officiers. Pourvu d'une confiance en soi inébranlable et ayant le sentiment de sa supériorité sur les autres, autant au point de vue du talent que de la compétence, il se sentait d'ailleurs prédestiné, depuis le début de sa carrière, à occuper les plus hauts postes de l'armée, pour des raisons de prestige, bien entendu, mais aussi pour des motifs relatifs à une profonde volonté d'assumer des responsabilités de première importance.

L'année du putsch de Kapp fut également celle du mariage de l'officier Manstein avec Jutta Sibylle von Loesch. Le 10 janvier 1920, Manstein demanda sa main, soit seulement trois jours après l'avoir rencontrée pour la première fois, à l'occasion d'une partie de chasse à Deichslau, en Silésie. Le mariage eut lieu cinq mois plus tard, le 10 juin, à Lorzendorf, dans la région de Namslau, en Silésie. Ils formèrent un couple heureux tout au long de leur mariage. Celui-ci dura jusqu'au décès de *Frau* Manstein, en 1966. Le couple eut trois enfants prénommés Gisela, Gero et Rüdiger, nés respectivement en 1921, en 1922 et en 1929. Lieutenant dans la Wehrmacht, Gero perdit la vie sur un champ de bataille en Russie, aux abords du lac Ilmen, le 29 octobre 1942.

Le beau-père de Manstein, Arthur von Loesch, était un aristocrate et propriétaire terrien de la région de Namslau, où il possédait trois domaines : Lorzendorf, Hennersdorf et Butschkau. Le dernier de ceux-ci se situait dans un district appelé « *Reichtaler Ländchen* » que les Alliés avaient octroyé à la Pologne dans le cadre du traité de Versailles. Dans le second tome de ses Mémoires, Manstein exprime sa rancœur contre l'expropriation du domaine Butschkau, ainsi que contre l'amputation d'une partie de la Silésie au profit

de la Pologne, une région qui, selon ses propos, ne lui avait jamais appartenu et sur laquelle elle ne disposait d'aucun droit, que ce soit au point de vue historique ou ethnographique. Sur le plan du droit des peuples à l'autodétermination, souligna-t-il, cette région était purement allemande. « Au sein même de notre famille, nous subissions ainsi les conséquences du diktat de Versailles », écrivit-il amèrement[18]. D'ailleurs, ce ressentiment expliquerait, du moins en partie, son attitude belliqueuse durant les préparatifs de la campagne de Pologne, au printemps et à l'été 1939.

Le réarmement secret de la Reichswehr et les préparatifs en vue de la prochaine guerre

En vertu du traité de Versailles du 28 juin 1919, la puissance militaire de l'Allemagne se trouvait anéantie, son armée étant réduite à 100 000 hommes dont 4 000 officiers. Constituée de 7 divisions d'infanterie et de 3 de cavalerie, réparties dans 7 districts militaires (*Wehrkreise*), cette armée était désormais conçue comme une simple force de garde-frontière ou de police chargée de maintenir l'ordre intérieur, d'autant plus qu'il lui était interdit de posséder de l'artillerie lourde, des chars d'assaut ou des avions de combat. En outre, elle se trouvait écartée de toute une partie du territoire national, c'est-à-dire de la zone démilitarisée qui comprenait la rive gauche du Rhin, qui devait être occupée jusqu'en 1935, et une bande de 50 kilomètres sur la rive droite. Force est de reconnaître que le désarmement ne fut jamais accepté par la majorité de la population allemande et de ses dirigeants politiques, et encore moins par le corps des officiers de la Reichswehr. Résultat du traité de Versailles, ce désarmement apparaissait comme une injure, comme une amputation de la souveraineté d'une grande nation. Par conséquent, il ne pouvait être que transitoire.

En raison de ses aptitudes militaires exceptionnelles, Manstein fut parmi les 4 000 officiers retenus pour préserver les traditions de l'ancienne armée impériale. Il avait été appelé par le major-général Fritz von Loßberg, le président de la commission chargée de concevoir les plans d'une armée réduite à 100 000 hommes, pour l'assister à Berlin dans sa tâche. Ancien chef d'état-major de la 1re armée, Loßberg avait beaucoup d'estime pour le talent naturel de Manstein depuis que celui-ci avait travaillé sous sa direction à la bataille de la Somme. C'est dans la perspective d'un

redressement, de la reconstitution d'une armée nationale, libérée de toute entrave, que les officiers œuvrant au sein de cette commission exercèrent leurs fonctions. Pour eux, la nouvelle armée devait d'abord constituer une élite, une armée de cadres. Parmi les 40 000 officiers de la Reichswehr provisoire de 400 000 hommes, née au lendemain de la défaite sur les ruines de l'armée impériale, ils n'eurent aucun mal à désigner les 4 000 officiers de la nouvelle armée de 100 000 hommes. Ceux-ci étaient choisis en fonction de leur droiture, de leur autorité et, surtout, de leur compétence. En fait, plusieurs des candidats sélectionnés étaient des officiers d'état-major.

Le colonel-général Seeckt, en sa qualité de commandant en chef de l'armée de terre, s'efforça de pallier, sur le plan de l'organisation, certaines contraintes imposées par les vainqueurs. La création du *Truppenamt* (l'office des troupes) avait pour objectif de remplacer, d'une manière camouflée, l'état-major général qui avait été dissous par le traité de Versailles. Manstein n'avait pu compléter sa formation d'officier d'état-major à la *Kriegsakademie* de Berlin et ses seules véritables qualifications, pour une admission à l'état-major général, étaient l'expérience qu'il avait acquise, durant la guerre, dans divers états-majors. Mais, avant toute chose, il lui était indispensable d'acquérir une expérience sur le plan du commandement. Le 1er octobre 1921, il reçut ainsi le commandement de la 6e compagnie du 5e régiment d'infanterie prussien à Angermünde, en Poméranie. Il exerça ce commandement pendant la période habituelle de deux années. Le 1er octobre 1923, il était muté à l'état-major du *Wehrkreiskommando II* à Stettin (Szczecin), puis, le 1er octobre 1924, à celui du *Wehrkreiskommando IV* à Dresde, là où il enseigna, pendant trois ans, la tactique et l'histoire militaire aux jeunes officiers appelés à servir dans les états-majors. D'une durée de trois ans, ce cours était, d'une manière déguisée, un substitut à la formation jadis dispensée à la *Kriegsakademie*, dont les activités avaient été interdites par le traité de Versailles. Après avoir été nommé major, le 1er février 1927, il fut appelé à servir, à partir du 1er octobre de la même année, dans l'état-major de l'*Infanterieführer IV* à Magdebourg.

Le 1er septembre 1929, il était affecté au ministère de la Reichswehr à Berlin. Il dirigea alors le groupe 1 de la section T1 qui correspondait à la section des opérations du *Truppenamt*, c'est-à-dire de l'état-major général.

Sous la direction de Manstein, le groupe 1 supervisait les opérations de l'état-major du commandant en chef de l'armée de terre et distribuait les tâches à toutes les troupes. Il organisait aussi les *Kriegsspiele* (les jeux de guerre qui consistaient à effectuer des manœuvres sur cartes) et les tournées d'instruction qui faisaient partie de l'entraînement opérationnel des commandants de haut rang et des officiers d'état-major.

Au sein de l'état-major général de la Reichswehr, Manstein fit preuve d'une intelligence et de compétences nettement supérieures à celles de ses camarades. Ses propositions recueillaient souvent l'approbation de ses chefs, laissant ainsi dans l'ombre celles de collègues plus élevés en grade, comme le lieutenant-colonel Wilhelm Keitel, qui allait devenir le chef de l'état-major général du commandement suprême de la Wehrmacht de 1938 à 1945. À partir de ce moment-là, Keitel éprouva une profonde jalousie pour l'ambitieux et talentueux Manstein, et leur relation se résuma à une haine réciproque jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La haute direction de la Reichswehr reconnaissait le talent de Manstein à un point tel qu'elle tenait de plus en plus compte de son opinion en ce qui concernait les questions militaires déterminantes. Dans le second tome de ses Mémoires, Manstein évoque la grande satisfaction qu'il éprouvait, à cette époque, de voir son talent reconnu à sa juste valeur : « Pour moi, ce succès avait pour corollaire qu'il donnait dorénavant un certain poids à mon avis, en tant que membre de la section des opérations[19]. »

Dans ses fonctions de chef du groupe 1, Manstein élabora les premiers plans de mobilisation d'une Reichswehr de 100 000 hommes, à une époque où l'armée française pouvait mobiliser, dans un très court délai, une trentaine de divisions, l'armée polonaise une vingtaine, et l'armée tchèque une quinzaine. Pour faire face à la supériorité de tels ennemis, il proposa de tripler le nombre des divisions d'infanterie de 7 à 21. Pour cela, il proposa que tous les engagés, officiers ou non, fussent en mesure, grâce à une instruction poussée à l'extrême, d'assurer en temps de crise les fonctions de deux échelons supérieurs à leur rang. Toutefois, le principal problème d'une telle augmentation du nombre de divisions d'infanterie ne résultait pas de la formation des engagés, mais de l'insuffisance d'équipements et de matériels modernes, malgré un réarmement secret et limité amorcé au début des années 1920.

Contrairement à ce que l'on a souvent affirmé, le réarmement allemand était une réalité longtemps avant l'arrivée de Hitler au pouvoir. Dès les

premières années de la République de Weimar, la Reichswehr, sous le commandement de Seeckt, avait procédé à un réarmement discret, qui bénéficiait de la collaboration des politiques et des industriels allemands. La Reichswehr mettait au point des prototypes d'armes interdites par le traité de Versailles (chars d'assaut, avions de combat, artillerie lourde, etc.), à charge pour l'industrie allemande de s'équiper pour la production en série afin de fournir, le moment venu, les armements nécessaires. En outre, se développaient à l'étranger les fabrications de prototypes pour le compte de la Reichswehr, non seulement en URSS, mais aussi en Suède, en Suisse, en Espagne et aux Pays-Bas. D'ailleurs, le traité de Rapallo de 1922 avait mis au point les détails de l'accord militaire secret que les dirigeants de la Reichswehr avaient signé l'année précédente avec leurs homologues de l'Armée rouge, à l'insu des autorités politiques allemandes. La restauration de la puissance militaire allemande, en tant que moyen pour faciliter la révision du traité de Versailles et le rétablissement de la position d'avant-guerre du Reich, était, depuis le début des années 1920, l'objectif premier des militaires et de plusieurs politiciens allemands. On envisageait même la guerre, en tant qu'instrument de politique étrangère, une fois que la Reichswehr aurait retrouvé sa capacité de mener des offensives et que les circonstances lui seraient favorables.

Les officiers supérieurs de la Reichswehr considéraient que la guerre était légitime et qu'elle constituait une prérogative de la souveraineté des États. Ils rejetaient, par le fait même, le pacte Briand-Kellogg de 1928 qui condamnait le recours à la guerre en tant qu'instrument de politique nationale. Tout compte fait, la mentalité des généraux n'avait guère changé depuis l'époque du feld-maréchal Helmuth Graf von Moltke, chef de l'état-major général de l'armée prussienne de 1858 à 1888. En 1880, celui-ci décrivait sa vision du monde en ces termes : « La paix est un rêve [...] et la guerre est un élément dans l'ordre mondial de Dieu. Dans la guerre, on retrouve les plus grandes vertus de l'homme : le courage, le renoncement à soi-même, le devoir de loyauté et l'esprit de sacrifice. Sans la guerre, le monde succomberait au matérialisme. » Au début des années 1920, le colonel-général Seeckt, commandant en chef de l'armée de terre, dénonçait le pacifisme, la Société des Nations et le principe de la sécurité collective reposant sur un désarmement général pour garantir la paix. « Ma formation personnelle m'empêche de voir dans l'idée d'une paix éternelle autre chose qu'un rêve [...]. » Le lieutenant-général Ludwig Beck, qui allait devenir le

chef de l'état-major général de l'armée de terre après la prise du pouvoir par Hitler, faisait l'apologie de la guerre lorsqu'il écrivait, à la fin des années 1930 : « Le dernier recours des États dans leurs relations mutuelles restera encore à l'avenir la puissance des armes. » Il concluait logiquement : « Nous ne pouvons pas supprimer la guerre[20]. » Bref, pour les militaires allemands, la guerre était un fait de nature historique et, si elle n'avait pas existé, il aurait fallu tout simplement l'inventer, car elle était indispensable pour toute politique se réclamant de la raison d'État.

Non seulement les officiers supérieurs de la Reichswehr considéraient qu'une autre guerre européenne était inévitable, mais ils la jugeaient nécessaire pour que l'Allemagne puisse mettre en lambeaux le traité de Versailles et retrouver sa véritable place en Europe. « L'armée ne peut avoir qu'une chose en vue, la guerre, et non la paix éternelle », déclarait, dès 1920, le colonel-général Seeckt. Dans un document secret du ministère de la Reichswehr daté du mois d'avril 1923, il était indiqué que le Reich ne pourrait recouvrer sa liberté et son indépendance nationale, ainsi que sa puissance économique et politique, que par la guerre. En décembre 1923, le lieutenant-colonel Schleicher, chef du département politique au sein du *Truppenamt*, définissait les objectifs de la direction militaire : « 1. renforcer l'autorité de l'État ; 2. consolider l'économie ; 3. reconstruire la capacité militaire ; ce sont toutes des conditions préalables pour une politique étrangère qui a pour but de créer une Grande Allemagne. » En mai 1925, un autre document secret du ministère de la Reichswehr stipulait carrément : « Que l'Allemagne aura à livrer une guerre dans l'avenir pour la continuation de son existence, en tant que peuple et État, est une certitude. » Dans un mémorandum du 6 mars 1926, le colonel Joachim von Stülpnagel, chef de la section des opérations du *Truppenamt*, soulignait l'importance de renforcer l'armée, instrument de l'expansionnisme chargé de récupérer les territoires que le Reich avait perdus par le traité de Versailles, de rétablir la suprématie allemande en Europe, notamment aux dépens de la France, et de préparer le combat ultime pour la domination mondiale contre les puissances anglo-saxonnes[21].

De récentes recherches ont démontré que les généraux allemands avaient planifié et préparé une nouvelle guerre bien avant l'accession de Hitler à la direction de l'État allemand. En fait, la marche à la guerre a commencé dix ans avant la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes. L'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges en 1923, pour cause

de non-paiement des réparations auxquelles l'Allemagne était astreinte en vertu du traité de Versailles, marqua les esprits des dirigeants de la Reichswehr à un point tel qu'ils décidèrent dès lors d'élaborer un plan ambitieux visant à ériger une grande armée, plus grande encore que celle qui avait servi le Kaiser en 1914. C'est Seeckt qui conçut ce plan secret dont l'objectif était la levée d'une armée aux capacités offensives de 2,8 millions d'hommes, répartis en 102 divisions, sous le commandement de 252 généraux. Or, au 1er septembre 1939, lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'armée allemande disposait effectivement de 2,8 millions d'hommes, répartis en 102 divisions, et d'au moins 252 généraux. Il est intéressant de noter qu'elle comptait alors dans ses rangs environ 600 000 hommes de plus que l'armée du Kaiser en 1914.

Lorsque ce plan secret fut esquissé par Seeckt, Hitler, faut-il le rappeler, purgeait une peine d'emprisonnement à la prison bavaroise de Landsberg et réfléchissait sur *Mein Kampf*. Il n'avait jamais pensé, lorsqu'il arriva au pouvoir dix ans plus tard, que le haut commandement de la Reichswehr avait déjà jeté les bases de la création d'une puissante et Grande Allemagne. D'ailleurs, sans la préparation d'un plan de réarmement secret par les militaires, il est difficilement concevable que le IIIe Reich eût pu parvenir, en l'espace de six ans seulement, à se doter du puissant instrument de guerre qui lui permit de dominer presque tout le continent lors des premières années de la guerre. Un mois avant le déclenchement de la campagne de Russie, soit le 26 mai 1941, un officier de la Wehrmacht tenait, de manière tout à fait juste, les propos suivants : « Lorsque Hitler est arrivé au pouvoir, il prit conscience que la Reichswehr avait déjà jeté les bases techniques nécessaires pour procéder à un réarmement d'envergure. » Il est donc faux de prétendre que les généraux allemands n'auraient voulu développer qu'une force militaire de nature défensive, mais que Hitler, une fois parvenu au pouvoir, les avait contraints à créer une machine de guerre pourvue de capacités offensives[22].

À l'époque, Manstein était conscient que la Reichswehr, en dépit de la qualité de l'entraînement et de la motivation des troupes, était non seulement incapable de soutenir un conflit contre la France, mais aussi d'assurer une guerre contre la Pologne ou la Tchécoslovaquie. L'insuffisance des armements et des matériels modernes en limitait le niveau professionnel. En raison du nombre restreint de ses effectifs et de la faiblesse de son équipement, l'armée allemande ne pouvait, à ce moment-là,

que mener des combats retardateurs, avec des résultats inévitablement désastreux. Pour pallier ces lacunes, Manstein renforça les défenses frontalières, au moyen d'enchevêtrements de fils de fer barbelé, de fossés antichars et de blockhaus de béton aux murs épais.

Parlant déjà un bon français et ayant appris entre-temps la langue espagnole, Manstein tirait profit des crédits accordés à l'armée pour encourager les officiers à voyager à l'étranger. En 1931 et en 1932, il fit lui-même des voyages en Union soviétique. À l'automne 1931, il accompagna le chef du *Truppenamt*, le général Wilhelm Adam, et visita les principales installations militaires soviétiques. Il rencontra également les commandants de l'Armée rouge à Moscou et à Leningrad, dont le commissaire du peuple et adjoint à la Défense, le général Mikhaïl Toukhatchevski. À l'été 1932, il se rendit de nouveau en URSS, cette fois-ci à titre de représentant officiel du général Adam, et assista à des manœuvres militaires en Ukraine et dans le Caucase.

Ces deux séjours en URSS contribuèrent à attiser encore davantage l'antibolchevisme de Manstein. Après la guerre, il relata que le retour en Allemagne avait constitué un soulagement d'autant plus vif que la Russie bolchevique ne faisait pas partie de l'Europe. À ce propos, il écrivit dans le second tome de ses Mémoires : « Quand bien même le régime soviétique aimait se référer aux idées occidentales du marxisme et acquérir avidement les nouveautés techniques du monde occidental, l'Union soviétique ne faisait plus partie de l'Europe ! L'ombre du despotisme asiatique planait sur le pays, les êtres humains et les événements[23]. » Mais, plus important encore, ses visites en terre soviétique lui confirmèrent l'image que le corps des officiers allemands se faisait de la prétendue « tyrannie despotique asiatique », incarnée notamment par les commissaires politiques de l'Armée rouge. En d'autres termes, elles confortèrent ses préjugés selon lesquels les cadres de l'Armée rouge et du parti communiste étaient pour la plupart des Juifs, l'amenant ainsi, au moment de la Seconde Guerre mondiale, à cautionner la guerre d'extermination de l'Allemagne nazie en URSS contre l'ennemi « judéo-bolchevique ».

2
LA WEHRMACHT : L'ARMÉE DU IIIe REICH

À l'instar de la majorité de ses camarades du corps des officiers, Manstein accueillit avec enthousiasme la prise du pouvoir par Hitler, l'établissement de la dictature du parti national-socialiste et la fin de la République de Weimar. Si, pour les officiers aristocrates comme Manstein, Hitler et les nazis n'étaient que des parvenus, ils partageaient néanmoins une vision du monde commune. Ce qui explique leur empressement à collaborer afin de réaliser leurs desseins communs : la mise sur pied d'une puissante armée dotée de forts moyens offensifs pour permettre à l'Allemagne de s'imposer en Europe.

Le corps des officiers et Hitler : une vision du monde commune ?

Peu avant son dernier voyage en URSS, Manstein était promu au grade de lieutenant-colonel. Au moment de la nomination de Hitler à la Chancellerie du Reich, le 30 janvier 1933, il était en charge du bataillon de chasseurs du 4e régiment d'infanterie à Kolberg (Kolobrzeg), en Poméranie, depuis le 1er octobre 1932. Pour l'aristocrate prussien conservateur, la prise du pouvoir par Hitler suscitait davantage d'espoirs que de soucis, car il voyait en lui l'homme idéal pour rétablir l'Allemagne au rang de grande puissance, statut qui reposerait évidemment sur une puissante armée. Après tout, Hitler n'était-il pas celui qui promettait de briser une fois pour toutes les chaînes du traité de Versailles qui maintenaient injustement le Reich

dans un état de faiblesse vis-à-vis des puissances européennes ? En outre, Manstein n'avait-il pas eu à élaborer, avec les plus grands soucis qui soient, quelques années plus tôt, des plans de mobilisation d'une armée presque sans défense contre d'éventuelles attaques de voisins ennemis ? La chute de la République de Weimar fut donc, pour lui, une source de satisfaction, comme en témoigna le bilan qu'il fit des quatorze années du régime : « Impuissance à l'extérieur, déchirement à l'intérieur[24]. »

L'abolition de la démocratie et des libertés fondamentales, et la mise en place d'un régime totalitaire régi par le parti national-socialiste ne furent pas saluées uniquement par Manstein, mais aussi par la grande majorité du corps des officiers. Force est d'admettre qu'entre Hitler et les officiers de la Reichswehr, hostiles à la démocratie parlementaire et au communisme, avides d'accélérer le réarmement de l'Allemagne et soucieux de préparer la prochaine guerre, il y avait une identité de vues et d'objectifs des plus frappantes, une fois surmontées les réserves à l'encontre du « caporal de Bohême ». Le nouveau dirigeant allemand offrait, en outre, aux officiers des perspectives politiques en adéquation avec leurs ambitions personnelles et corporatistes[25].

L'armée allemande a souvent été présentée comme une organisation qui serait restée, en raison d'un prétendu apolitisme, étrangère à l'idéologie national-socialiste. En fait, la position antilibérale et antidémocratique de l'armée n'a jamais été aussi marquée que pendant le IIIe Reich. Déjà, avant 1933, le corps des officiers de la Reichswehr considérait la République de Weimar, son système politique libéral et démocratique, comme un corps étranger à la culture politique allemande, imposé par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale et, de surcroît, marqué par l'« infâme » traité de Versailles. De ce fait, il rejetait le libéralisme, la démocratie et le pluralisme, valeurs politiques qui se trouvaient à la base de la République de Weimar, régime politique qu'il jugeait non seulement comme faible et décadent, mais également comme source de division nationale. Pour lui, le régime républicain ne devait être que passager, le temps pour l'Allemagne de recouvrer sa puissance militaire et de se libérer des entraves imposées à sa souveraineté par le traité de paix de 1919.

Considéré, bien avant les révolutions de 1848, comme le bastion de l'« Allemagne traditionnelle », le corps des officiers prônait le retour à un système politique autoritaire en Allemagne – pas nécessairement monarchiste, bien que ce fût le souhait d'une majorité d'entre eux – dans

lequel l'armée retrouverait la place privilégiée qu'elle occupait au sein du Reich avant 1918, en tant que pilier du régime au pouvoir. Foncièrement réactionnaires, la plupart des officiers étaient contre les démocrates, les socialistes, les communistes, les pacifistes, les Juifs, la Pologne et la Tchécoslovaquie. En matière de politique étrangère, leur objectif ne se limitait pas à la simple révision du traité de Versailles en vue d'un rétablissement des frontières allemandes de 1914, notamment celles de l'Est, mais à la constitution d'un puissant armement. Certains généraux aspiraient déjà à reprendre les territoires s'étendant en Europe de l'Est jusqu'à la ligne Narva-Rostov que le traité de Brest-Litovsk de mars 1918 avait permis au haut commandement de Hindenburg et de Ludendorff d'occuper et qui feraient du Reich allemand une véritable puissance continentale autarcique.

Cette vision du monde sur le plan de la politique intérieure et extérieure était également celle de Hitler et de ses acolytes du parti national-socialiste. Il n'est donc guère étonnant que la vaste majorité des officiers de la Reichswehr se soient réjouis de la prise du pouvoir par Hitler, de la mise en place de la dictature du parti national-socialiste sur les cendres de la démocratie libérale pluraliste et de la substitution du IIIe Reich à la République de Weimar. Contrairement à une opinion apologétique qui a souvent été émise, l'armée ne fut donc pas au sein du IIIe Reich un simple exécutant de la politique de Hitler. Elle s'associa sciemment à la définition de celle-ci[26]. Bien intégré dans le corps des officiers, Manstein participait tout à fait à l'état d'esprit dominant.

Ce dernier qui, à l'époque, avait approuvé la décision de ses supérieurs de laisser écraser le putsch tenté par Hitler à Munich, le 9 novembre 1923, avec l'aide du général Ludendorff, pour les mêmes motifs que lors du putsch de Kapp, acceptait maintenant, sans aucune réserve, de servir le nouveau gouvernement légalement constitué. Le programme de Hitler qui consistait à éliminer le système démocratique parlementaire, à extirper le marxisme, à rétablir l'unité nationale par le ralliement des masses ouvrières et paysannes selon le concept de la communauté nationale (*Volksgemeinschaft*), à exalter le nationalisme, à donner la priorité absolue à l'armée, notamment en lui rendant au sein de l'État le rang et le pouvoir qui étaient traditionnellement les siens avant 1918, et à briser les chaînes du traité de Versailles pour que le Reich recouvre son statut de grande puissance, n'était pas pour lui déplaire, bien au contraire.

D’ailleurs, après la guerre, Manstein expliqua les principales raisons pour lesquelles le corps des officiers avait salué la prise du pouvoir par le parti national-socialiste : « En mettant l’accent sur l’idée nationale et en se soulevant contre le diktat de Versailles, le parti [national-socialiste] produisait une grande impression sur les soldats. Cela en allait de même pour son combat sans relâche contre les communistes [...], ainsi que pour son ambition de surmonter la division entre la bourgeoisie et les ouvriers en Allemagne. En effet, on pouvait considérer ces problèmes non seulement comme les causes très profondes de l’effondrement de 1918 et de toutes les secousses suivantes dans le Reich, mais aussi comme le grave danger pour l’avenir. Comment l’Allemagne pouvait-elle recouvrer de nouveau son statut de grande puissance et se défendre contre des attaques de l’extérieur tant qu’on n’avait pas mis un terme à ces déchirures internes ? On devait reconnaître que les autres partis n’auraient pas été en mesure de réparer ces fissures. Les communistes avaient pour objectif d’établir une dictature selon le modèle soviétique. Les socialistes demeuraient toujours profondément fidèles à l’idée de la lutte des classes. Les partis bourgeois luttaient pour maintenir leurs positions idéologiques et économiques ou rêvaient de retourner au temps passé[27]. »

Le lieutenant-général Ludwig Beck, commandant en chef de la 1re division de cavalerie et futur chef de l’état-major général de l’armée de terre, écrivait, peu après la prise du pouvoir par Hitler, que la nature du changement de régime politique survenu le 30 janvier 1933 était ce qu’il avait souhaité depuis des années et que, de ce fait, il était extrêmement heureux que ses espoirs n’eussent pas été déçus. « C’est le premier trait de lumière depuis 1918 », ajoutait-il. À la même époque, le lieutenant-général Werner Freiherr von Fritsch, commandant en chef du *Wehrkreiskommando III* à Berlin et futur commandant en chef de l’armée de terre, déclarait que « la pensée national-socialiste » était déjà « le seul véhicule de la vie intellectuelle allemande » et que la Wehrmacht devait devenir « l’un des principaux représentants et promoteurs du mouvement national-socialiste »[28]. Ces propos peuvent être considérés comme très représentatifs de la position de la caste militaire allemande et sans doute de Manstein lui-même, qui allait considérer Beck et Fritsch comme ses deux mentors, durant les années où il travaillerait avec eux au haut commandement de l’armée de terre.

En somme, il y avait une communauté d'esprit toute naturelle entre les officiers supérieurs de la Reichswehr et les dirigeants du régime hitlérien, qui reposait sur la haine des Juifs, de la démocratie, du libéralisme, du marxisme, du socialisme et du bolchevisme. Elle reposait également sur la nécessité d'une militarisation de la société allemande et d'un réarmement à outrance des forces armées, indispensables pour mettre en branle une politique de puissance destinée à détruire le traité de Versailles et à entreprendre à l'Est la conquête d'un espace vital qui établirait alors l'hégémonie et la domination allemandes sur tout le continent européen. Ainsi, le 30 janvier 1934, dans le cadre d'un discours soulignant l'anniversaire de sa prise du pouvoir, Hitler mettait en exergue la relation entre les forces armées et le régime national-socialiste, en déclarant que l'État était soutenu par deux piliers : l'un politique, représenté par la communauté nationale (*Volksgemeinschaft*), issue du mouvement national-socialiste ; l'autre militaire, incarné par la Wehrmacht. Cette thèse selon laquelle les forces armées constituaient l'un des deux piliers qui soutenaient l'État concordait parfaitement avec les aspirations des chefs militaires et du corps des officiers en général[29].

Le 4 avril 1934, le ministre de la Reichswehr et commandant en chef des forces armées, le colonel-général Werner von Blomberg, exprimait on ne peut plus clairement cette communauté d'intérêts, en parlant de l'armée allemande en tant que « protectrice et gardienne de l'Allemagne national-socialiste et de son espace vital ». En décembre 1938, le colonel-général Walther Brauchitsch, commandant en chef de l'armée de terre, adressa un ordre du jour au corps des officiers dans lequel il mettait en évidence la vision du monde commune à la Wehrmacht, à Hitler et au national-socialisme : « La Wehrmacht et le national-socialisme proviennent des mêmes origines intellectuelles. Ils vont accomplir de grandes choses pour la nation s'ils suivent l'exemple et les enseignements du Führer, qui incarne en sa personne le soldat et le national-socialiste authentiques. » En mars 1939, le grand-amiral Erich Raeder, commandant en chef de la Kriegsmarine, déclarait que « la Wehrmacht et le parti sont devenus un tout indivisible, tant du point de vue de l'attitude que de celui de l'esprit ». Bref, la conviction jadis exprimée par le colonel-général Fritsch, commandant en chef de l'armée de terre de 1934 à 1938, selon laquelle « la fondation d'une armée moderne doit reposer sur le national-socialisme », était largement partagée dans les rangs de l'armée[30].

Comme allaient en témoigner son comportement et son attitude durant la guerre, Manstein participait manifestement à cet état d'esprit, du moins en bonne partie. Les propos qu'il tint après la guerre, prétendant que l'armée s'était montrée imperméable à l'idéologie nazie en restant attachée à ses « conceptions traditionnelles de simplicité, d'honnêteté et d'honneur militaire », sont, pour le moins, fallacieux. C'est le cas du passage de ses Mémoires où il écrit au sujet de la Wehrmacht : « Si Hitler ne pouvait accuser l'armée de manquer de loyauté envers l'État, il comprenait parfaitement qu'elle n'était pas disposée à jeter ses conceptions par-dessus bord pour adopter l'idéologie national-socialiste, et que cette attitude la rendait encore plus populaire dans une vaste partie du peuple[31]. »

L'introduction de la législation raciale dans l'armée et la protestation de Manstein

Les principaux chefs militaires, le colonel-général Blomberg et son adjoint le major-général Walter von Reichenau, tous les deux reconnus pour leurs profondes convictions national-socialistes, ne tardèrent pas à mettre sous le boisseau l'axiome de Seeckt d'après lequel l'armée devait se tenir à l'écart de la vie politique, se placer au-dessus des partis politiques et former ainsi un État dans l'État. Ils furent donc les grands responsables de l'intégration de l'armée au régime hitlérien et de son endoctrinement par l'idéologie national-socialiste dans les années suivant la prise du pouvoir de Hitler. Selon eux, l'association de l'armée et de l'État devait reposer sur l'absence de compromissions entre les deux pouvoirs. Cette distinction était considérée comme bénéfique pour l'un et pour l'autre, à partir du moment où l'État s'était engagé à satisfaire les besoins de l'armée et à lui reconnaître la primauté dans la nation. Ainsi, non seulement Blomberg et Reichenau se réjouissaient-ils de la « mise au pas » (*Gleichschaltung*) de l'ensemble de la société selon les principes nationaux-socialistes, mais ils promurent les « clauses aryennes » et l'enseignement des doctrines nazies au sein de l'armée.

Le 7 avril 1933, soit à peine deux mois après l'arrivée au pouvoir de Hitler, le régime national-socialiste rédigea la loi « pour le rétablissement de la fonction publique professionnelle » qui, sur la base du « paragraphe

aryen » (*Arierparagraph*), écartait les Juifs de l'administration, en leur interdisant l'exercice des professions libérales. Une seule exception, consentie sur l'intervention du président du Reich, le vieux feld-maréchal Hindenburg, concernait les Juifs qui avaient servi au front ou ceux dont les pères ou les fils étaient morts au combat. Quatre jours plus tard, un décret supplémentaire à cette loi définissait comme non aryen quiconque avait, soit trois ou quatre grands-parents juifs (*Volljude*), soit deux grands-parents juifs (*Halbjude*), soit même un seul grand-parent juif (*Vierteljude*). Dans les deux derniers cas, cette personne était qualifiée de *Mischling* (métis).

Le 28 février 1934, Blomberg acceptait, de son propre chef et sans aucune insistance des dirigeants nazis, le « paragraphe aryen » pour le corps des officiers. Bien qu'il ne remît pas en question l'exemption des non-aryens ayant combattu lors de la Grande Guerre, sa décision entraînait néanmoins le renvoi immédiat de 70 gradés. En franchissant ce seuil, il signalait clairement que l'idéologie nazie servirait de principe directeur, autant dans la conception que dans l'élaboration de la politique militaire. De ce fait, il renonçait à la traditionnelle autonomie de la Reichswehr par rapport aux affaires politiques[32].

La législation raciale appliquée dans les rangs de la Reichswehr par ses chefs ne rencontra quasiment aucune opposition dans le corps des officiers, qui était imprégné par un profond antisémitisme depuis l'époque impériale, antisémitisme qui s'était radicalisé avec les troubles de la fin de la Grande Guerre et de l'avènement de la République de Weimar. Dans l'esprit de nombreux officiers, il n'y avait pas de doute que derrière les pacifistes, les sociaux-démocrates et les communistes, qu'ils tenaient pour responsables de la défaite militaire de 1918 et de la chute du régime impérial, ayant donné un « coup de poignard dans le dos » de l'armée, se cachaient les Juifs.

En fait, de tous les officiers de la Reichswehr, un seul protesta contre l'introduction du « paragraphe aryen » dans les forces armées. Son nom : Erich von Manstein. Promu au grade de colonel le 1er décembre 1933, puis nommé chef d'état-major du *Wehrkreiskommando III* à Berlin le 1er février 1934, Manstein avait tenté de venir en aide, mais en vain, au lieutenant Klaus von Schmeling-Diringshofen, congédié de l'armée parce qu'il avait un grand-parent juif, ce qui faisait de lui un *Mischling* au sens de la législation raciale. Pour un officier comme Schmeling-Diringshofen, être licencié de l'armée était le pire déshonneur qu'il pût affronter, autant au

point de vue professionnel que social. À l'instar de collègues officiers ayant subi le même sort que le sien, il lui était difficile de comprendre pourquoi il ne pouvait plus exercer la profession qu'il avait choisie et dans laquelle il s'était bien illustré. Il avait donc écrit à Manstein, son ancien commandant à Kolberg, pour lui faire savoir que l'Allemagne aurait peut-être besoin de lui et de son frère plus tard et que si cette éventualité devait se présenter, alors ils seraient là pour la servir de nouveau[33].

Le colonel Manstein prit les choses en main et, le 21 avril 1934, il envoya un mémorandum à son supérieur, le lieutenant-général Beck, chef du *Truppenamt*, c'est-à-dire de l'état-major général, depuis le 1er octobre 1933, pour lui expliquer que le cas de Schmeling-Diringshofen l'avait amené à se pencher sur l'introduction de la législation raciale au sein de la Reichswehr : « Il y a quelques jours, j'ai appris la nouvelle du départ prochain d'un officier du bataillon de chasseurs à Kolberg, en vertu du "paragraphe aryen". Il s'agit d'un jeune lieutenant pour lequel j'ai beaucoup d'estime, en particulier en raison de son caractère, de ses opinions et de son rendement. [...] Je sais que, *Herr* général, vous êtes en mesure de comprendre que, en ma qualité d'ancien commandant de ce jeune officier exceptionnel au destin tragique, je me sens poussé et obligé de tout faire pour lui venir en aide. Le cas m'a amené à réfléchir profondément au sujet de l'application ultérieure du paragraphe aryen dans l'armée [...]. »

Après avoir assuré à son supérieur qu'il n'était pas dans ses intentions de critiquer la direction militaire ou bien de lui faire un reproche, il lui fit part de ses réflexions sur l'application du « paragraphe aryen » dans l'armée : « Si le Reich est prêt à exiger d'un soldat le sacrifice de sa vie à toutes les heures pendant des années, alors il ne peut pas maintenant légalement lui dire : "Tu n'es plus un véritable Allemand." Celui qui est devenu un soldat de son plein gré, qui est ainsi prêt à sacrifier sa vie à chaque heure pour le peuple allemand, est justement devenu, par sa bonne volonté, un Allemand. Il s'est révélé lui-même un Aryen, peu importe si sa grand-mère était aryenne ou non. » Cela dit, soulignait l'auteur de la lettre, « l'honneur de ces jeunes soldats d'après-guerre est une question d'honneur pour nous tous ».

Le colonel Manstein rassurait néanmoins le lieutenant-général Beck, notamment en ce qui concernait son adhésion au national-socialisme et à l'idéologie raciale : « Que nous tous approuvions le national-socialisme et l'idéologie raciale, il n'y a aucun doute. Mais, à mon avis, nous ne devons

pas oublier l'honneur du soldat qui, jusqu'à présent, nous a tous liés inévitablement les uns aux autres. » Il admettait aussi que « les Allemands ne voulaient plus servir sous des non-Aryens », même si cela n'avait jamais eu vraiment d'importance auparavant. Bien que les responsables du parti national-socialiste pussent ne pas apprécier ce qu'il allait avancer, Manstein déclarait qu'aucun officier ne demanderait à regarder l'arbre généalogique de son lieutenant tant et aussi longtemps que celui-ci s'attirerait le respect pour ses qualités de bon soldat. Manifestement, il voulait que l'armée conservât le droit de juger ses propres membres plutôt que d'abdiquer cette prérogative aux civils du parti national-socialiste. À cet effet, il considérait même le « paragraphe aryen » comme le fruit d'une campagne menée par certains éléments en vue de détruire le corps des officiers et de s'y substituer, faisant sans doute ici allusion aux ambitions de la SA de Ernst Röhm de se substituer à la Reichswehr[34].

Dans sa démarche contre l'introduction du « paragraphe aryen », Manstein fut appuyé par son commandant immédiat, le lieutenant-général Erwin von Witzleben. Après l'avoir lue, Beck envoya la lettre de Manstein au ministère de la Défense. Indigné par son contenu, le major-général Reichenau, dont le surnom dans l'armée était le « général nazi », la transmit ensuite à son chef, le colonel-général Blomberg. Celui-ci fut mis dans une telle colère par la protestation écrite de Manstein, qui se révélait être, en outre, une ingérence d'un officier subalterne dans la sphère de compétences du commandant en chef des forces armées, qu'il ordonna au général Fritsch, en sa qualité de commandant en chef de l'armée de terre, de prendre sur-le-champ des mesures disciplinaires contre l'officier en question. Heureusement pour celui-ci, Fritsch n'entreprit rien en ce sens, lui évitant ainsi des conséquences qui auraient pu s'avérer fâcheuses pour l'avancement de sa carrière. Malgré son virulent antisémitisme, Fritsch semble avoir été en accord avec la position de Manstein relativement à la nécessité de préserver l'autonomie de l'armée vis-à-vis du parti national-socialiste. La protestation écrite de Manstein n'en essuya pas moins une fin de non-recevoir. On ne sait toutefois pas l'écho qu'elle eut au sein du corps des officiers, ni si elle fut présentée à Hitler par Blomberg[35].

Bien que récalcitrant à l'application de la législation raciale dans l'armée, Manstein concéda néanmoins que l'influence juive devait être extirpée de la société. Cependant, au regard de sa lettre de protestation, on est en droit de se demander si, pour lui, la « juiverie » ne signifiait pas autre

chose que ce que prétendait l'idéologie nazie. En effet, il semble avoir abordé la question juive selon l'aspect culturel plutôt que par celui de l'identité raciale. À ses yeux, un non-Aryen qui avait acquis la culture allemande en servant dans l'armée devenait un Allemand. Cela dit, Manstein fut probablement incité à écrire à Beck une telle lettre en raison du fait qu'il voulait venir en aide non seulement à l'officier subalterne Schmeling-Diringshofen, mais aussi à ses deux petits-neveux qui, tous les deux, étaient des soldats de la Reichswehr et des *Mischlinge*. Ceux-ci étaient les enfants de sa nièce, *Frau* von Preuschen, née von Lewinski.

D'ailleurs, il est à se demander jusqu'à quel point sa famille et, de ce fait, ses probables origines juives le motivèrent à prendre position contre l'introduction du « paragraphe aryen » dans l'armée. De nombreuses suppositions ont circulé à propos d'un possible ancêtre juif de Manstein. Le fait qu'il fût né sous le nom de famille Lewinski et adopté ensuite par les Manstein a amené plusieurs auteurs à présumer qu'il avait une ascendance juive. Ils ont avancé que Lewinski pourrait être une variante de Levy, avec suffixe patronymique polonais. Manstein lui-même soupçonnait que son arrière-arrière-grand-père Lewi pût être un chef rabbin à Varsovie, sans en être tout à fait certain cependant. C'est du moins ce que rapporta dans ses Mémoires le lieutenant Alexander Stahlberg, qui fut son adjudant durant la Seconde Guerre mondiale sur le front soviétique et qui avait lui aussi des ancêtres juifs. Le fils de Manstein, Rüdiger, affirma, pour sa part, que sa famille avait peut-être des origines juives, mais qu'il n'y avait aucune preuve pour confirmer cette supposition. La SS mena une investigation sur les origines ancestrales de Manstein – qu'elle continua d'appeler Lewinski – en avril 1944, après son licenciement. Cependant, le dossier est incomplet et ce que la SS put trouver à son sujet reste inconnu[36].

Tout en élevant une protestation contre le « paragraphe aryen » et son application dans l'armée, Manstein se montrait toutefois fort ambigu dans son mémorandum, notamment lorsqu'il témoignait de ses sympathies à l'égard du national-socialisme et de l'idéologie raciale. Pour cette raison, on ne peut pas vraiment parler d'un acte de résistance de sa part contre le régime nazi et ses principes fondamentaux. En fait, il ne protestait que contre une application rétroactive du licenciement des *Mischlinge* déjà membres de la Reichswehr, et non pas contre l'interdiction à l'avenir de toute admission de non-Aryens dans les rangs de l'armée. En d'autres termes, il ne voulait pas que le « paragraphe aryen » ait des effets rétroactifs

pour les *Mischlinge* qui servaient dans l'armée avant son introduction, son intention manifeste étant que Schmeling-Diringshofen, un officier subalterne pour qui il avait beaucoup de considération, et ses deux petits-neveux pussent être maintenus dans la Reichswehr. Que l'introduction de la législation raciale dans l'armée interdît l'admission à l'avenir de tout nouveau *Mischling* dans ses rangs ne lui posait aucun problème. De toute évidence, aucune réflexion politique ou humaine n'avait motivé son intervention. S'il s'était opposé au décret de Blomberg, c'est tout simplement parce que celui-ci allait à l'encontre du principe de l'esprit de camaraderie dans l'armée. Quoi qu'il en soit, on doit reconnaître qu'il fit montre d'un courage exceptionnel en osant, sur cette question, mettre sa carrière en jeu. Ce fut cependant la dernière fois qu'il osa protester contre une politique initiée par le régime[37].

Lors de la Seconde Guerre mondiale, il allait se faire le complice des crimes de guerre contre les populations juives de Pologne et d'URSS. Non seulement il cautionna la guerre d'anéantissement et d'extermination conduite par la Wehrmacht en Europe de l'Est, mais il donna lui-même des ordres qui autorisèrent et incitèrent ses troupes à se montrer impitoyables à l'égard des Juifs des territoires occupés. Contrairement à son attitude à propos des *Mischlinge* de l'armée allemande qu'il considérait comme des compagnons d'armes, il adopta un comportement tout à fait différent envers les Juifs de la partie orientale de l'Europe, notamment ceux qui étaient communistes, slaves ou asiatiques. Les ambitions personnelles relativement à l'avancement de sa carrière dans l'armée et les préjugés qui avaient cours dans le corps des officiers quant à la prétendue menace pour la survie du Reich que représentait le « judéo-bolchevisme » expliqueraient cet antisémitisme criminel affiché en Europe de l'Est.

L'introduction du « paragraphe aryen » dans l'armée constituait une étape importante dans l'intégration étroite de cette organisation au sein du régime hitlérien. Elle marquait la fin d'une époque, celle de la traditionnelle autonomie de l'armée par rapport aux affaires politiques. Manifestement, il n'était désormais plus question d'un État dans l'État, comme cela avait été le cas durant la République de Weimar. Avec l'acceptation de l'application dans l'armée des principes raciaux du national-socialisme, on retrouvait les germes de la future complicité du corps des officiers dans la guerre d'extermination et d'anéantissement à caractère racial et idéologique menée en Russie bolchevique à partir de l'été 1941[38].

La « Nuit des longs couteaux » et le serment de fidélité prêté au Führer

Après l'introduction de la législation raciale dans les rangs de la Reichswehr, l'alignement des forces armées sur l'idéologie national-socialiste se poursuivit encore plus étroitement à la plus grande satisfaction de Hitler, mais aussi des haut gradés de l'armée. Lorsque le dirigeant du parti national-socialiste sonda, le 11 avril 1934, les chefs de la Reichswehr pour savoir si celle-ci accepterait qu'il succédât au vieux feld-maréchal Hindenburg, qui se faisait mourant, et qu'il cumulât ainsi les deux fonctions de président et de chancelier du Reich, ils répondirent par l'affirmative. Mais les dirigeants militaires lui posèrent une condition : il devait leur garantir que la Reichswehr conserverait le monopole des armes, notamment en procédant à une diminution draconienne des effectifs de la SA, qui serait alors détournée des prétentions mises en avant par son chef Röhm. Celui-ci voyait dans cette formation paramilitaire du mouvement nazi, forte de plus de trois millions d'hommes, le noyau de la future armée allemande, ce qui supposait la suppression des structures traditionnelles de la Reichswehr. Il voyait aussi dans sa milice le porte-étendard d'une « seconde révolution », qu'il plaçait sous le signe du socialisme. Le corps des officiers, auquel appartenait Manstein, s'inquiétait évidemment de ces ambitions et ne cessait, par l'entremise de ses chefs, de faire pression sur Hitler pour qu'il étouffât cette menace.

Hitler, qui se rendait bien compte qu'il n'aurait pas pu parvenir au pouvoir sans l'appui des généraux de la Reichswehr, ne pouvait faire autrement que satisfaire à la condition que ceux-ci lui posaient. Non seulement il aurait besoin personnellement de la loyauté des chefs militaires au moment crucial où Hindenburg, le président du Reich et le commandant en chef des forces armées, passerait de vie à trépas, mais aussi du corps des officiers, avec toutes ses traditions martiales et ses talents guerriers, pour réaliser son rêve de bâtir en peu de temps une puissante armée, à la fois bien organisée et disciplinée, destinée à établir l'hégémonie allemande en Europe par la conquête d'un espace vital à l'Est.

Déjà, le 28 février, lors d'une réunion qui se déroula au ministère de la Défense et à laquelle participèrent les officiers supérieurs de la Reichswehr,

dont le colonel Manstein, ainsi que les chefs de la SA et de la SS, Hitler rejeta les ambitions de Röhm à propos de la SA, en confiant plutôt à celle-ci la protection des frontières et la formation prémilitaire. Si Röhm sortit déçu de cette réunion, il n'en fut pas de même pour les chefs de la Reichswehr. La promesse de Hitler d'accorder à la Reichswehr le monopole des armes, de mettre sur pied une Wehrmacht puissamment armée et de conquérir un espace vital à l'Est était douce aux oreilles des officiers supérieurs. En tenant un tel discours, Hitler fit une bonne impression à Manstein, d'autant plus qu'il incarnait, à ses yeux, la légitimité, comme le Kaiser autrefois. C'est ce qu'il reconnut plus tard : « C'était la première fois que je voyais Hitler et que j'assistais à l'un de ses discours [...]. Je ne peux pas faire autrement que de reconnaître qu'il m'a fait une forte impression[39]. »

Mais, alimentée par les ennemis de Röhm, à commencer par Blomberg, Reichenau, Hermann Göring et Heinrich Himmler, le chef de la SS, la rumeur d'un putsch imminent de la SA décida Hitler, auquel beaucoup de dirigeants de la SA demeuraient fidèles, notamment Viktor Lutze, à frapper, à éliminer Röhm et à réduire l'influence de la SA. La Reichswehr, qui avait regardé d'un œil de plus en plus soupçonneux les ambitions du chef de la SA, mit des armes, des munitions et des moyens de transport à la disposition de la SS qui, par ses modestes effectifs et sa limitation à un travail de police, ne représentait pas encore pour elle une menace. Tous les chefs de la Reichswehr, Blomberg et Reichenau les premiers, mais aussi Fritsch et Beck, se tenaient prêts à une action imminente contre Röhm. L'affirmation d'après-guerre de Manstein selon laquelle le coup porté par Hitler contre la direction de la SA, le 30 juin 1934, avait pris l'armée allemande « complètement à l'improviste » est donc fausse[40].

Au cours de la purge du 30 juin 1934, la tristement célèbre « Nuit des longs couteaux », furent assassinées une centaine de victimes, non seulement Röhm et les principaux chefs de la SA, de même que les tenants d'une « seconde révolution », mais aussi tous ceux qui, aux yeux de Hitler, étaient susceptibles de conduire une quelconque opposition. Le chancelier profita de la même occasion pour régler de vieux comptes, en faisant exécuter tous ceux dont il n'avait pu pardonner les intrigues, en premier lieu le lieutenant-général Schleicher, ancien chancelier et ministre de la Reichswehr dans les derniers temps de la République de Weimar, et le major-général Ferdinand von Bredow, le bras droit de Schleicher.

À l'issue de la « Nuit des longs couteaux », la SA fut placée sous les ordres de Lutze, qui entreprit d'épurer les rangs de ses membres. À l'ombre de l'armée, elle n'avait plus que la mission d'assurer l'éducation politique et sportive des réservistes, ainsi que le recrutement des volontaires. En revanche, le port des armes lui était strictement interdit. La Reichswehr pouvait donc s'estimer satisfaite.

À l'instar de ses pairs, l'officier Manstein salua l'action résolue de Hitler qui permit d'écraser la SA et d'éliminer, par le fait même, l'organisation qui non seulement déstabilisait sérieusement le régime, mais qui menaçait également les droits exclusifs de l'armée relativement au port des armes. Pour avoir épargné au peuple allemand une guerre civile, Hitler ne pouvait que lui inspirer le respect. Certes, Manstein fut indigné par l'assassinat de deux généraux, ce qui l'avait amené, en compagnie d'une poignée de collègues, à appuyer Fritsch dans ses démarches visant à ouvrir une enquête sur le sort de Schleicher et de Bredow. Mais Blomberg, qui se réjouissait encore de la liquidation de la SA et de l'appui donné par Hitler au pouvoir de l'armée au sein de l'État, avait refusé d'y donner suite[41]. Au lieu de revenir à la charge, Manstein rejoignit alors la grande majorité du corps des officiers, entièrement occupée à sabler le champagne pour fêter la destruction de la SA. Que sa protestation contre le « paragraphe aryen » ait failli lui coûter une sanction disciplinaire qui aurait pu mettre en péril sa carrière explique sans doute son manque de détermination dans cette affaire.

Pour la grande majorité des officiers de l'armée, le nazisme, quels que fussent ses défauts, était préférable au bolchevisme que Hitler avait réussi à présenter comme la seule autre éventualité. Et ce régime hitlérien leur apparaissait comme la meilleure solution pour l'Allemagne. La complicité de l'armée dans les événements du 30 juin 1934 l'avait liée encore plus étroitement à Hitler et à son régime. Mais, ce faisant, elle ouvrit grand la porte d'une extension cruciale du pouvoir de Hitler à la suite de la mort de Hindenburg, le 2 août 1934. La veille du décès du vieux feld-maréchal, le cabinet ministériel avait décidé que les fonctions de président et de chancelier du Reich seraient désormais confondues entre les mains de Hitler. Le titre de président était aboli ; Hitler serait désigné sous le titre de Führer et de chancelier du Reich. En sa qualité de ministre de la Reichswehr, Blomberg avait compté parmi les signataires de cette modification constitutionnelle. Suivant celle-ci, Hitler deviendrait

automatiquement le commandant suprême des forces armées dès la mort de Hindenburg. Ainsi disparut pour la Reichswehr la possibilité d'en appeler au président du Reich et commandant suprême par-dessus la tête du gouvernement. Mais les dirigeants de la Reichswehr ne s'en soucièrent pas outre mesure. Au contraire, ils se félicitèrent du résultat du plébiscite du 19 août 1934, par lequel 89,9 % de la population approuva l'octroi à Hitler de pouvoirs désormais sans limites. À l'issue de ce plébiscite, Blomberg adressa un ordre du jour à l'armée, exigeant des officiers et des soldats qu'ils s'adressent à Hitler en l'appelant « *Mein Führer* ».

En outre, Blomberg et Reichenau étaient résolus à aller davantage de l'avant. Ils voulaient tirer profiter de la situation pour lier Hitler plus étroitement encore aux forces armées. C'est de leur propre initiative qu'ils rédigèrent le serment de loyauté inconditionnelle à la personne du Führer, que chaque officier et soldat des forces armées durent prêter, le 2 août, lors de cérémonies organisées à travers le pays. Aux yeux du colonel Manstein et de ses camarades officiers, le serment ne faisait que rétablir le genre de relation existant autrefois avec le Kaiser. Par ce serment de fidélité, ils se trouvaient dès lors liés à la personne du Führer, tout comme autrefois ils avaient été liés à celle de l'empereur d'Allemagne et roi de Prusse[42]. Par cette manifestation personnalisée de loyauté, Blomberg et Reichenau espéraient cimenter avec Hitler des liens privilégiés qui consolideraient le rôle de l'armée comme second pilier de l'État, aux côtés du parti. Évidemment, Hitler fut très heureux de cette démonstration de loyauté de la Reichswehr envers sa propre personne.

Le serment effaçait toute distinction entre la loyauté envers l'État et la loyauté envers Hitler. L'opposition devenait, de ce fait, plus difficile. Ce devait être un bon prétexte pour ceux qui, comme Manstein, hésitèrent ensuite à s'associer à une conjuration contre Hitler. Pourtant, ils n'avaient guère hésité lorsque vint le temps de briser leur serment de fidélité à l'égard de la République de Weimar pour en prêter immédiatement un autre à la personne du Führer. À vrai dire, c'était un serment qui devait plus tard poser des cas de conscience à un certain nombre d'officiers supérieurs, quand leur chef s'engagerait dans une direction dont ils savaient qu'elle ne pouvait conduire qu'à l'anéantissement de leur nation. Ce serment permettrait aussi à un nombre encore plus grand d'officiers de s'exonérer de toute responsabilité personnelle pour les crimes indicibles qu'ils avaient

perpétrés sur l’ordre d’un commandement suprême dont la véritable nature leur était apparue lors de la « Nuit des longs couteaux »[43].

3
MANSTEIN ET LA MARCHE À LA GUERRE

L'accélération du réarmement, l'accroissement des effectifs du corps des officiers, l'avancement des carrières militaires, l'investissement de l'armée à titre de second pilier de l'État aux côtés du parti national-socialiste et les premiers succès diplomatiques de Hitler favorisèrent l'adhésion des militaires au régime. Manstein, qui faisait partie du groupe des officiers supérieurs talentueux, fut donc grandement favorisé par la venue du régime hitlérien. Les investissements massifs et l'élargissement rapide des contingents accélérèrent ses promotions, lui permettant ainsi de gravir rapidement les échelons de la hiérarchie militaire, du grade de lieutenant-colonel, à l'arrivée de Hitler au pouvoir, jusqu'à celui de lieutenant-général, à la veille de la guerre. Malgré le fait qu'il ne disposait pas d'une formation d'officier d'état-major en bonne et due forme, il occupa néanmoins des postes de premier plan dans l'état-major général de l'armée de terre. La rapidité de son ascension au sein de celui-ci fut à maints égards remarquable. Elle attestait du talent exceptionnel d'un officier qui, le 1er septembre 1939, ne figurait même pas dans la liste des cinquante plus haut gradés de l'armée allemande[44].

La Wehrmacht et l'accélération du réarmement

Le 1er juillet 1935, Manstein était nommé chef de la branche opérationnelle de l'état-major général de l'armée de terre, un poste particulièrement prestigieux en raison de ses responsabilités. Le 1er octobre

1936, il était promu au rang de major-général et, cinq jours plus tard, au poste de premier quartier-maître ou chef de la section logistique, ce qui faisait de lui le sous-chef de l'état-major général de l'armée de terre. Dans ses nouvelles fonctions, il était appelé à devenir le successeur du général Beck qui, en sa qualité de chef de l'état-major général, n'était subordonné qu'au colonel-général Fritsch, le commandant en chef de l'armée de terre. En tant que sous-chef de l'état-major général, Manstein supervisait, outre le département des opérations de l'état-major général de l'armée de terre, ceux de l'organisation, des forteresses, de la cartographie et du génie. De temps à autre, le représentant du chef de l'état-major général organisait des *Kriegsspiele* avec les différents groupes d'armées. Le major-général Manstein conserva ce poste clé jusqu'au 4 février 1938, soit pendant une période importante durant laquelle le IIIe Reich mit en lambeaux le traité de Versailles, en procédant à un réarmement accéléré, en réintroduisant le service militaire obligatoire et en remilitarisant la Rhénanie, parachevant ainsi la reconquête de la souveraineté nationale.

Contrairement à ce que prétendirent Manstein et d'autres généraux allemands après la guerre, il n'est pas vrai que les élites militaires du Reich n'aient cherché à développer qu'une armée de nature défensive[45]. On a vu qu'elles avaient procédé à un réarmement secret, dès le début des années 1920, dans l'intention de développer les potentialités de l'armée qui lui permettraient de redevenir l'ancienne armée impériale, et qu'elles avaient élaboré un plan pour la levée d'une armée qui serait plus grande encore que celle qui servit sous le Kaiser avant la Grande Guerre, et ce, au moment de l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges, en 1923. Au tournant des années 1930, les modifications de la conjoncture politique permirent de passer à la réalisation des virtualités mises en place par Seeckt, avec notamment le départ de la Commission militaire interalliée de contrôle du désarmement, en janvier 1927, et l'obtention, en décembre 1932, de l'égalité des droits à la Conférence sur le désarmement à Genève. Au printemps 1932, soit avant même la prise du pouvoir par Hitler, le ministre de la Reichswehr, l'ancien lieutenant-général Schleicher, mit au point un plan de transformation de l'armée allemande en cinq ans à partir du 1er avril 1933, le plan « Umbau ». Approuvé par le lieutenant-général Hammerstein-Equord, alors commandant en chef de l'armée de terre, ce plan de mobilisation prévoyait de porter l'armée allemande de 7 à 21 divisions (de 100 000 à 300 000 hommes), ainsi que l'avait proposé Manstein du temps

qu'il était à la tête du groupe 1 du *Truppenamt*, et même de former des unités dotées d'un matériel interdit par le traité de Versailles (artillerie lourde, batteries antichars, bataillons de chars, etc.). Sans que le Reich eût dénoncé les clauses militaires du traité de paix, son armée était donc sortie des entraves que lui imposait la défaite.

Avec l'arrivée au pouvoir de Hitler et alors que Blomberg était le ministre de la Reichswehr, on assista à un changement de rythme dans la réalisation du plan « Umbau ». Il va sans dire que l'armement et la politique extérieure s'inscrivaient, dès le début, dans une logique militaire expansionniste acceptée sans aucune réserve par l'ensemble des généraux, y compris Manstein. Hitler et les haut gradés de l'armée étaient en parfait accord sur les moyens à mettre en œuvre : la création et l'utilisation de la puissance militaire. Mais, contrairement à une légende apologétique née après la Seconde Guerre mondiale, la composition et l'importance de l'armement ne furent pas dictées par Hitler à ses chefs militaires. Le réarmement fut conçu et réalisé par l'état-major général de l'armée de terre, au sein duquel Manstein exerça des fonctions de la plus haute importance, durant trois années déterminantes, de 1935 à 1938.

Les premiers pas vers une politique de puissance militaire furent entrepris en collaboration avec le commandement militaire, notamment dans le cadre du départ de l'Allemagne de la Conférence sur le désarmement à Genève et de la Société des Nations, le 14 octobre 1933. Dès l'instauration du régime national-socialiste, les généraux préconisèrent une politique de réarmement rapide, de grande envergure et non limitée par des accords. Une politique militaire unilatérale et autonome, telle fut la voie prônée en tout temps par le groupe des officiers supérieurs de l'armée autour du colonel-général Blomberg. Évidemment, ils ne voulaient ni d'une « armée de la SDN », ni d'une milice, mais d'une armée nationale, basée sur le service militaire, qui ne serait soumise à aucun règlement limitatif par des traités internationaux. Une puissance militaire offensive était l'instrument essentiel pour la réalisation d'une politique révisionniste d'hégémonie en Europe.

Faut-il s'étonner que Blomberg, en sa qualité de ministre de la Reichswehr, se soit chargé de faire pression sur un Hitler hésitant pour qu'il se retire de la Conférence sur le désarmement à Genève et de la SDN, en octobre 1933, lorsque les généraux se mirent à craindre qu'un compromis en matière de limitation d'armement pût surgir à tout moment, ce qui aurait

alors empêché l'Allemagne de réarmer à outrance ? Pour les militaires, une accélération du réarmement était essentielle afin que l'Allemagne pût se trouver en position de préparer et de conduire une guerre de conquête dans les plus brefs délais. Cela importait d'autant plus que, selon eux, un conflit majeur en Europe était de toute façon inévitable dans un avenir rapproché.

À la faveur du coup d'éclat du mois d'octobre 1933, les militaires, en accord avec la direction politique, purent amender le plan « Umbau ». Le 18 décembre 1933, était adopté un nouveau programme de réarmement qui ambitionnait de porter en 1939, donc en moins de six ans, les effectifs mobilisables de l'armée à 36 divisions en temps de paix et à 63 divisions en cas de guerre. Le réarmement, déjà commencé clandestinement durant la République de Weimar, devait être accéléré encore davantage afin de créer rapidement un instrument de puissance si important qu'une éventuelle intervention d'autres puissances entraînerait pour elles des risques incalculables. À la même époque, pour accentuer l'expansion de l'armée, les chefs militaires demandaient à Hitler d'introduire la conscription et de remilitariser la Rhénanie aussitôt que la situation internationale le permettrait[46].

Au printemps 1935, la conjoncture diplomatique aidant, l'Allemagne passa du réarmement clandestin au réarmement ouvert. Le 10 mars 1935, Göring, en sa qualité de ministre de l'Air, annonça que le Reich disposait désormais d'une aviation de guerre, la Luftwaffe. Puis, le 16 mars 1935, répudiant officiellement les clauses militaires du traité de Versailles, Hitler promulgua une loi sur la reconstruction de l'armée qui comportait trois points : 1. le service militaire obligatoire était rétabli ; 2. l'armée comprenait en temps de paix 36 divisions ; 3. une autre loi devait réorganiser la nouvelle armée. Cette dernière, publiée le 21 mai 1935, abandonnait le terme de Reichswehr, qui avait servi à désigner une force de protection, pour celui de Wehrmacht, c'est-à-dire de forces armées, quoique ce dernier terme eût été largement répandu dans les cercles politiques et militaires du Reich depuis quelque temps. Presque simultanément, encore en infraction aux clauses du traité de Versailles, Hitler annonça le rétablissement de l'état-major général de l'armée, ainsi que de la prestigieuse *Kriegsakademie* de Berlin.

Le remplacement de la petite Reichswehr par la Wehrmacht et le rétablissement du service militaire obligatoire, qui conduisit à l'incorporation de 650 000 hommes, à l'automne 1935, et de 1 200 000, en

1936, s'effectuèrent, dans une large mesure, sous la supervision du major-général Manstein et de ses supérieurs immédiats, le colonel-général Fritsch et le général Beck. Ces trois hommes étaient d'ardents défenseurs de la nouvelle politique militaire, tout à fait partisans du réarmement accéléré, sans souci des réactions extérieures qu'il incombait aux diplomates d'éviter. Dès décembre 1935, ils abandonnaient le concept de « défense stratégique » du plan « Umbau » à la faveur d'un concept de « défense offensive ». L'objectif était on ne peut plus clairement défini : renforcer les capacités militaires offensives de l'armée allemande. En juin 1936, après avoir porté le service militaire de un à deux ans, ils prévoyaient d'être en mesure de mobiliser une armée de 2 680 936 hommes en 1937-1938. Selon leurs estimations, le total des effectifs des forces armées devait s'élever, en 1940, à 3 612 673 hommes. À l'automne 1939, la Wehrmacht devait compter dans ses rangs 2 758 000 hommes, répartis en 102 divisions, soit des effectifs largement supérieurs à ceux de l'armée du Kaiser qui, à l'été 1914, comptait dans ses rangs 2 147 000 hommes, répartis en 87 divisions. Et, au 1er octobre 1939, cette puissante machine militaire devait se tenir prête à passer à l'action, car son seul objet était de conduire une guerre d'agression.

Évidemment, un tel programme de réarmement accéléré exerçait une pression extrême sur les ressources économiques du Reich. Les dépenses d'armement représentaient environ un quart des investissements publics en 1933 et près des trois quarts en 1938. L'Allemagne se trouvait confrontée à la possibilité de ne plus pouvoir suivre à long terme cette course générale aux armements qu'elle avait elle-même mise en route. En août 1936, le major-général Friedrich Fromm, chef du département général de l'armée de terre, attirait l'attention du colonel-général Fritsch sur le dilemme qui allait apparaître : « À partir de 1940, les dépenses militaires auront atteint des sommes telles qu'une armée de cette importance, prête à intervenir à tout moment, ne pourra plus être entretenue par l'Allemagne. Il faudra ou bien démanteler cette armée prête pour la guerre – ce qui révélerait l'aspect insensé de toute cette entreprise – ou bien ne pas tarder à utiliser la Wehrmacht après cette période. » Mais l'état-major général de l'armée de terre, dans lequel Manstein occupait des fonctions de première importance, refusait catégoriquement de ralentir le réarmement, notamment en raison de la détérioration de la situation internationale, conséquence de sa propre politique qui avait incité les puissances occidentales à prendre des contre-

mesures à long terme, c'est-à-dire à entamer leur propre réarmement. La seule issue qui s'offrait alors était d'utiliser la Wehrmacht prématurément. D'ailleurs, le mémorandum du Führer concernant le « plan de quatre ans », rendu public à ce moment-là, devait être considéré en rapport avec ce dilemme que l'on percevait nettement au commandement de la Wehrmacht. Dans ce mémorandum, Hitler demandait que l'économie et la Wehrmacht fussent prêtes pour une guerre en l'espace de quatre ans[47].

À cet effet, sous la direction de Fritsch, de Beck et, surtout, de Manstein, l'armée de terre adopta une nouvelle stratégie pour réhabiliter la guerre de mouvement opérationnelle : celle de l'engagement concentré de l'arme blindée et des forces aériennes selon les théories du major-général Heinz Guderian. Créateur de l'arme blindée allemande, Guderian prônait l'emploi des chars en formations massives dans le cadre de divisions de Panzer (les *Panzerdivisionen*), soutenus directement par des unités aériennes. L'objectif était de prendre l'ennemi d'assaut, après avoir exploité l'effet de surprise, en engageant des troupes rapides, blindées et mécanisées, et appuyées par l'armée de l'air. L'encerclement des armées adverses par des opérations d'enveloppement de grande envergure devait aboutir à une victoire décisive et rapide. Dans ce concept de la conduite des opérations, basé sur le mouvement et fondé sur la rapidité et la surprise, la rupture du front et son exploitation étaient ainsi confiées aux divisions de Panzer et aux escadrilles de la Luftwaffe, tandis que l'occupation du terrain revenait aux divisions d'infanterie. Indice de cette stratégie nouvelle, Manstein, en accord avec Fritsch et Beck, ajouta aux 36 divisions classiques 3 divisions blindées, dont le rôle était de servir de fer de lance aux offensives. Commandée par ces trois généraux, l'armée de terre se situait donc d'emblée dans le cadre d'une stratégie offensive et motorisée.

Dans le second tome de ses Mémoires, Manstein accordait à Guderian tout le crédit de la création et du développement des divisions de Panzer, mais il réfutait son accusation selon laquelle l'état-major général de l'armée de terre se serait initialement montré réticent à l'égard de sa doctrine de l'arme blindée. Selon Manstein, l'état-major général était accablé par la planification du réarmement et la question de l'arme blindée en était seulement une parmi d'autres qui se posaient à la direction militaire à cette époque. Compte tenu qu'elle n'avait pas encore véritablement fait ses preuves, aller de l'avant avec cette nouvelle arme comportait des risques, d'autant plus qu'elle était très dispendieuse, en requérant énormément

d’acier pour sa fabrication et en consommant de grandes quantités d’essence lors des manœuvres. Or, il s’agissait de matières premières que se disputaient l’armée de terre, la Kriegsmarine et la Luftwaffe pour la réalisation de leurs programmes d’armement respectifs. L’état-major général de l’armée de terre permit néanmoins le développement de l’arme blindée, en lui consacrant d’énormes ressources, et ce, sans pour autant négliger l’expérimentation d’autres armes[48].

À cet égard, Manstein apporta une contribution personnelle importante au développement des armes, en proposant, en 1935, le concept du « canon d’assaut » (*Sturmgeschutz*), un véhicule blindé sur chenilles doté d’un canon d’artillerie à courte portée de 75 mm tirant des obus à haute charge explosive et devant apporter un soutien direct et étroit à l’infanterie. À la différence du char d’assaut, le canon d’assaut ne possédait pas de tourelle. Ayant en mémoire les batailles sanglantes du front de l’Ouest de la Grande Guerre, Manstein était déterminé à rétablir la mobilité de l’infanterie, qui constituait le gros de l’armée allemande, en lui apportant un soutien blindé, nécessaire pour vaincre le feu de l’artillerie ou des mitrailleuses de l’ennemi. Ces véhicules blindés devaient se déplacer en étroite liaison avec l’infanterie d’assaut et engager le combat contre des unités ennemies d’infanterie, de mitrailleurs, d’artillerie ou de chars. Ils pouvaient ainsi procurer une couverture immédiate à l’infanterie par un feu qui accroissait celui de l’artillerie de campagne.

Initialement, l’idée de Manstein reçut un accueil plutôt froid de la part du commandant en chef de l’armée de terre et de son chef d’état-major général, tous deux des hommes qui provenaient de l’artillerie. De plus, l’arme blindée et l’artillerie antichars voyaient dans le canon d’assaut un concurrent potentiel, autant sur le plan du matériel que sur celui des fonds. L’infanterie, pour sa part, se montrait en faveur de cette nouvelle arme, mais tenait à avoir la main sur celle-ci. Finalement, Manstein parvint à rallier à sa cause Fritsch et Beck, qui firent du canon d’assaut une branche de l’artillerie. Durant la guerre 1939-1945, le canon d’assaut fit incontestablement ses preuves, en se révélant être la meilleure arme antichars. En effet, il détruisit quelque 20 000 chars ennemis, incitant ainsi l’Armée rouge à le copier et à l’introduire en grand nombre dans ses rangs après 1943[49].

La remilitarisation de la Rhénanie et les plans de concentration de Manstein

En sa qualité de chef du bureau des opérations de l'état-major général, Manstein rédigea les ordres pour faire entrer des troupes de la Wehrmacht dans la zone démilitarisée de la Rhénanie. Contrairement à une opinion parfois émise dans l'historiographie, l'opération ordonnée par Hitler ne s'effectua pas contre la volonté des dirigeants militaires. Bien au contraire car, pour l'armée, la réoccupation et la remilitarisation de la Rhénanie étaient un élément essentiel des plans de réarmement mis en place en décembre 1933 et de la défense sur le front occidental. C'est ainsi que, le 7 mars 1936, Hitler rétablit la souveraineté pleine et entière du Reich dans la zone démilitarisée de la Rhénanie.

Les chefs de la Wehrmacht avaient été informés des intentions du Führer de remilitariser la Rhénanie plusieurs semaines auparavant. Pour des raisons logistiques et par crainte d'une réaction instantanée et brutale de la France, ils avaient simplement insisté pour que la réoccupation prît au départ une allure symbolique et fût limitée à trois bataillons. Le débit des ponts ferroviaires sur le Rhin ne permettait pas un transfert rapide d'effectifs importants sur la rive gauche du fleuve. La force dépêchée par Manstein dans la zone démilitarisée ne comptait pas plus de 30 000 soldats de métier. À peine 3 000 hommes devaient s'enfoncer au cœur de la zone, les autres ayant pris position sur la rive est du Rhin. Les troupes avancées devaient être prêtes, dans l'éventualité d'un affrontement avec les Français, à se retirer et à mener des combats retardateurs, avant de livrer bataille derrière le Rhin. Mais les dirigeants français se contentèrent d'émettre une protestation par l'intermédiaire de la SDN.

« Au bout de trois ans, il me semble aujourd'hui que la lutte pour l'égalité des droits de l'Allemagne peut être considérée comme terminée[50]. » Ce sont là les mots de Hitler prononcés à la Chancellerie du Reich, le 7 mars 1936, alors que ses troupes, défiant les démocraties occidentales, pénétraient sur le territoire de la Rhénanie démilitarisée selon le plan d'opérations de Manstein. Même si le corps des officiers et, en particulier, Manstein lui-même faisaient souvent la moue devant les parvenus qui dirigeaient maintenant le Reich, la Wehrmacht avait moins de raisons que quiconque d'être insatisfaite. Les tensions avec la SA, qui avaient préoccupé non seulement les chefs militaires, mais aussi la plupart

des officiers de haut rang comme Manstein, dans la première année du régime national-socialiste, appartenaient de longue date au passé. L'assassinat politique de deux généraux, Schleicher et Bredow, au cours de la sinistre « Nuit des longs couteaux », leur était apparu comme un prix modeste à payer pour l'élimination de la menace que représentaient le chef de la SA et ses acolytes.

Parallèlement, Hitler les avait appuyés sans réserve dans l'objectif caressé, depuis le début des années 1920, de reconstruire une puissante Wehrmacht qui serait en mesure de récupérer les territoires perdus et d'asseoir la domination allemande en Europe. En mars 1935, les officiers s'étaient félicités du rétablissement de la conscription, dans le cadre d'une armée fortement accrue et qui comptait 36 divisions en temps de paix, malgré l'interdiction du traité de Versailles. Conformément à la promesse que Hitler avait faite aux dirigeants de l'armée le 3 février 1933, le réarmement se poursuivait à un rythme accéléré. Avec la remilitarisation de la Rhénanie, qui mettait fin à la dernière entrave imposée à la souveraineté militaire du Reich par le traité de Versailles, il avait ensuite réalisé un désir cher aux chefs de l'armée bien avant qu'ils n'en eussent envisagé la possibilité. Décidément, il faisait tout ce qu'ils souhaitaient le voir faire, et même plus encore. Pour cette raison, ils n'avaient guère de raisons de se plaindre.

Quelques semaines après la remilitarisation de la Rhénanie, à la demande du général Beck, le major-général Manstein travailla sur des plans pour passer des 36 divisions envisagées, en mars 1935, lors du rétablissement du service militaire, à 41 divisions. Les projections élaborées par l'état-major général de l'armée de terre prévoyaient, en 1940, une armée plus importante que ne l'était l'armée de guerre du Kaiser en 1914. Contrairement à une opinion généralement admise, les chefs de l'armée ne réagissaient pas à des pressions de Hitler. Ils suivaient leur propre ordre du jour. Ils savaient parfaitement que leur ambitieux réarmement coïncidait avec les objectifs politiques de Hitler[51]. En pourvoyant à la puissance militaire de l'Allemagne par une accélération rapide et massive du programme d'armements, et ce, sans prêter la moindre considération aux conséquences inévitablement néfastes pour l'économie, le feld-maréchal Blomberg, ministre de la Guerre, le colonel-général Fritsch, commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Beck, son chef d'état-major

général, et le major-général Manstein, son sous-chef d'état-major général, ouvraient manifestement la voie à l'expansionnisme ultérieur.

Dans la perspective d'une guerre prochaine, Manstein, en sa qualité de chef de la section logistique de l'état-major général, s'attela ensuite à la conception de plans de concentration basés sur le rééquipement des forces armées de 1936. Son premier plan, nommé « plan rouge » (*Fall Rot*), concernait la concentration stratégique des troupes allemandes dans l'éventualité d'une guerre sur deux fronts, les combats les plus importants ayant lieu à l'Ouest. Dans ce plan de nature purement défensive, on supposait que les Français pourraient lancer contre le Reich une attaque surprise pendant que les Tchèques resteraient essentiellement sur la défensive, ce qui obligerait les Allemands à employer le gros de leurs forces à l'Ouest. Le deuxième plan de concentration stratégique de Manstein fut également élaboré dans la perspective d'une guerre sur deux fronts, mais cette fois-ci avec une lutte principale engagée dans le sud-est du continent européen, à la suite d'une attaque surprise de l'Allemagne contre la Tchécoslovaquie, afin de parer l'attaque imminente d'une coalition ennemie supérieure en nombre. Dans cette contingence, le « plan vert » (*Fall Grün*) envisageait donc l'utilisation du gros des forces allemandes contre la Tchécoslovaquie, dans l'intention d'éliminer toute possibilité de menaces sur les arrières du Reich, durant une bataille décisive ultérieure contre l'armée française. Il était précisé que les conditions nécessaires pour justifier une action préventive contre la Tchécoslovaquie, autant au point de vue politique que du droit international, devaient être créées à l'avance. Des préparatifs furent aussi entrepris pour prévenir la restauration de la monarchie en Autriche par une marche sur Vienne. Ce plan de mobilisation, auquel participa Manstein, était le « plan Otto » (*Fall Otto*), du nom de l'héritier des Habsbourg, légitime prétendant au trône[52].

Le remaniement du haut commandement de la Wehrmacht : la fin d'un rêve pour Manstein

En 1938, commença la phase de réalisation des objectifs du Reich en tant que grande puissance mondiale à la recherche de l'hégémonie sur le continent européen. Si la décision de réaliser par la guerre ces objectifs expansionnistes était implicite dès l'origine du réarmement, elle fut

néanmoins prise explicitement, le 5 novembre 1937, lors d'une réunion secrète tenue à la Chancellerie du Reich à Berlin, et dont le contenu fut connu ensuite par le rapport de l'officier d'ordonnance du Führer, le colonel Friedrich Hoßbach. En présence du feld-maréchal Blomberg, ministre de la Guerre et commandant en chef des forces armées, du colonel-général Fritsch, commandant en chef de l'armée de terre, de l'amiral Raeder, commandant en chef de la Kriegsmarine, du colonel-général Göring, commandant en chef de la Luftwaffe, du ministre des Affaires étrangères du Reich, Konstantin von Neurath, et du colonel Hoßbach, son aide de camp militaire, Hitler avait révélé son intention d'entreprendre prochainement la conquête d'un espace vital à l'Est, en commençant par l'annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Bien qu'il prétendît le contraire après la guerre, Manstein dut être informé des propos du Führer par Fritsch ou bien par Beck, qui reçut, quelques jours plus tard, une copie des minutes de la réunion secrète par Hoßbach, ou encore par Blomberg qui, à peu près au même moment, se chargea de transmettre les souhaits de Hitler aux échelons supérieurs de la Wehrmacht[53].

L'exposé du Führer alarma Blomberg, Fritsch et Neurath. Ce n'était pas l'objectif de l'expansion territoriale qui les préoccupait. Sur ce point, il n'y avait aucun désaccord avec Hitler. Son interprétation raciale bien connue d'un espace vital avait une tonalité propre, mais elle s'accordait parfaitement avec les intérêts militaro-stratégiques pour la suprématie de l'Allemagne en Europe centrale et orientale. L'annexion de l'Autriche et la destruction de la Tchécoslovaquie n'étaient pas faites non plus pour les consterner. Même Beck, qui critiqua vivement les propos de son Führer lorsqu'il en lut le compte rendu quelques jours plus tard, ne contestait pas l'opportunité d'absorber l'Autriche et de liquider la Tchécoslovaquie, si l'occasion se présentait. Et encore moins Manstein, comme allait le démontrer son attitude belliqueuse au moment de la crise des Sudètes. En fait, ce qui heurtait Blomberg, Fritsch, Neurath et Beck, c'était la perspective d'un usage prématuré de la force et le danger que le Reich ne se laissât entraîner dans une guerre avec la Grande-Bretagne et la France.

Leurs craintes furent balayées lorsque Hitler, en février 1938, procéda à un remaniement du haut commandement de la Wehrmacht qui ne fut pas sans conséquence pour la suite de la carrière de Manstein en tant qu'officier d'état-major général de l'armée de terre. Alors que le feld-maréchal Blomberg venait de se remarier avec une secrétaire du ministère de la

Guerre, un rapport précisait que la jeune femme était bien connue des services de police et fichée de longue date comme prostituée. Au même moment, sur la foi d'un témoignage en apparence irréfutable, le colonel-général Fritsch était accusé d'homosexualité, à la plus grande indignation de Manstein qui lui vouait un immense respect et le considérait comme « un homme d'une grande compétence militaire qui, par son esprit clairvoyant, sa conduite de soldat et son esprit de camaraderie, avait gagné le cœur de la troupe[54] ».

Si le premier rapport était exact, le second reposait sur un témoignage qui n'allait pas tarder à s'effondrer. Ce double scandale posait néanmoins aux dirigeants nazis un problème de relations publiques de première importance qui contraignit les deux chefs militaires à se retirer officiellement pour des raisons de santé. Ainsi, contrairement à une idée largement reçue suivant laquelle le renvoi de Blomberg et de Fritsch serait une conséquence des objections adressées à Hitler lors de la réunion du 5 novembre 1937 et rapportées par Hoßbach, tout indique plutôt que les deux hauts chefs militaires auraient été destitués afin d'éviter que la révélation de leurs histoires respectives ne portât gravement atteinte au prestige du régime[55].

Afin de masquer toute cette histoire derrière un rideau de fumée, Hitler restructura entièrement la direction de la Wehrmacht le 4 février 1938. En plus de Blomberg et de Fritsch, 12 généraux se retrouvèrent sur la touche et 46 autres postes changèrent de titulaire. À la tête de l'armée de terre, Hitler nomma le colonel-général Brauchitsch, un pur représentant de la tradition prussienne et un national-socialiste convaincu qui jouissait d'une bonne réputation au sein du corps des officiers, ce qui n'était pas le cas pour le général Reichenau, son premier choix. Quant au poste de ministre de la Guerre et de commandant en chef des forces armées, Hitler décida d'en assumer lui-même les fonctions, dans le cadre de la création de l'*Oberkommando der Wehrmacht* (OKW) – le haut commandement des forces armées –, avec le général Keitel, comme chef d'état-major général, et le major-général Alfred Jodl, au titre de chef du bureau des opérations. L'un et l'autre se révéleraient des serviteurs exemplaires, d'une fidélité inconditionnelle au Führer et resteraient en poste jusqu'en 1945, fait exceptionnel parmi les grands chefs de la Wehrmacht. D'ailleurs, pour son dévouement sans borne à Hitler ainsi que pour sa conviction en

l'infaillibilité du génie de celui-ci, Keitel mériterait même le surnom de « *Lakeitel* » (le laquais).

Avec la mise sur pied de l'OKW – qui coifferait moins les différentes armes qu'il n'entrerait en rivalité avec elles – un écran disparaissait, celui représenté par Blomberg, à la fois ministre de la Guerre et commandant en chef des forces armées. L'autorité du Führer s'exerçait maintenant directement et sans partage sur l'ensemble de la Wehrmacht, avec ses trois composantes, l'*Oberkommando des Heeres* (OKH) – le haut commandement de l'armée de terre –, la Luftwaffe et la Kriegsmarine.

Dans ce grand remaniement, le major-général Manstein ne fut pas épargné. Le général Keitel, le nouveau chef de l'état-major général de l'OKW, jaloux du talent exceptionnel de Manstein depuis l'époque où ils avaient travaillé ensemble à la section des opérations du *Truppenamt* à la fin des années 1920, se débarrassa de ce concurrent qui lui portait ombrage en l'expédiant en Silésie. À Liegnitz (Legnica), la ville natale de son épouse, Manstein devait commander la 18e division d'infanterie, une unité nouvellement créée. Présentée officiellement comme une promotion, cette affectation était en réalité une mise à l'écart[56].

Dans le second tome de ses Mémoires, Manstein réfute une opinion parfois mise en avant selon laquelle Hitler lui-même aurait exercé des pressions pour le relever de son poste, à cause des relations étroites qu'il entretenait avec Fritsch, son principal mentor, ce qui l'aurait rendu suspect aux yeux du Führer. D'après Manstein, cela était peu probable, puisque Hitler le connaissait à peine à cette époque. En fait, selon lui, sa mise à l'écart fut vraisemblablement due à une intrigue de Blomberg ou de Keitel, deux chefs de la Wehrmacht avec lesquels il était en mauvais termes. À cet effet, il mentionna que Beck aurait protesté auprès de Keitel, en lui faisant part de son indignation pour ne pas avoir été consulté préalablement au sujet de la mutation de son premier assistant[57].

Que Keitel ait joué un rôle dans la mise à l'écart de Manstein est une hypothèse plausible dans la mesure où l'on prend également en considération les débats tumultueux entre le ministère de la Guerre et l'état-major général de l'armée de terre concernant la réforme de la structure du haut commandement de la Wehrmacht en temps de guerre. Si les chefs du ministère de la Guerre et de l'armée de terre étaient largement d'accord sur la nécessité de mettre sur pied un commandement suprême centralisé pour mieux diriger et coordonner les différentes armes, tant au point de vue de la

planification que de la conduite des opérations, ils divergeaient toutefois sur la nature de cette structure.

Le feld-maréchal Blomberg, à l'époque où il était ministre de la Guerre et commandant en chef des forces armées, et le général Keitel, à ce moment-là son bras droit depuis qu'il avait remplacé, en octobre 1935, le général Reichenau, étaient d'avis que le ministère de la Guerre devait devenir l'organisation centrale du système de commandement lors de la prochaine guerre. À leurs yeux, les trois armes devaient être sur un pied d'égalité, mais en étant chapeautées par un haut commandement central qui assurerait la planification et la coordination des opérations entre elles. En revanche, le colonel-général Fritsch, lorsqu'il était commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Beck, chef de l'état-major général, et le major-général Manstein, alors premier quartier-maître, soutenaient que l'autorité centrale de la Wehrmacht devait être attribuée au haut commandement de l'armée de terre. Pour faire valoir leur point de vue, ils insistaient sur le fait que l'armée de terre était l'arme décisive, car l'Allemagne était une puissance continentale qui avait des objectifs d'expansion territoriale essentiellement en Europe. Par conséquent, c'est le haut commandement de l'armée de terre qui assurerait la planification et la coordination des opérations entre les trois armes. Quant au ministère de la Guerre, il s'occuperait de l'aspect organisationnel de la guerre (planification et utilisation des ressources humaines et matérielles) et jouerait le rôle de courroie de transmission entre le régime national-socialiste et l'armée allemande, c'est-à-dire de représentant politique de cette dernière auprès de Hitler.

L'ambition et l'ego jouaient certainement un rôle dans ce débat, car Blomberg et Keitel provenaient de l'armée de terre et plaçaient eux aussi, à l'instar de Fritsch, de Beck et de Manstein, les intérêts de cette arme au-dessus de ceux de la Kriegsmarine et de la Luftwaffe. D'ailleurs, Jodl déclara à Manstein : « Toute cette affaire s'explique par le fait que les plus fortes personnalités se retrouvent à l'OKH. Si Fritsch, Beck et vous-même étiez à l'OKW, vous penseriez différemment. » Manstein approuva la remarque de Jodl et affirma que Fritsch, Beck et lui-même agiraient probablement ainsi si cela était effectivement le cas[58].

Ceci dit, il est probable que le général Keitel tira profit de la crise Blomberg-Fritsch et de sa nomination à titre de chef de l'état-major général de l'OKW pour manigancer le départ de Manstein de l'OKH et ainsi assurer

le primat du haut commandement des forces armées sur celui de l'armée de terre. Du même coup, il se débarrassa d'un général dont le talent de tacticien hors pair lui portait ombrage depuis de longues années au sein du corps des officiers.

En outre, le colonel-général Brauchitsch, affecté au poste de commandant en chef de l'OKH à la suite de la crise Blomberg-Fritsch, ne fut certainement pas sans influence sur la mutation de Manstein, officier pour lequel il avait de l'aversion depuis leurs différends lors de *Kriegsspiele* dirigés par l'ancien sous-chef de l'état-major général de l'armée de terre, en 1936-1937. Aux cours de ces exercices de manœuvres sur cartes, Manstein avait à plusieurs reprises contredit les solutions proposées par Brauchitsch, alors commandant en chef d'un groupe d'armées. Il se peut donc que Brauchitsch, une fois informé de sa nomination à titre de commandant en chef de l'OKH, ait manigancé le remplacement de Manstein, avec qui il n'avait sûrement guère envie de travailler en raison de sa forte personnalité[59].

Nicolaus von Below, l'aide de camp de Hitler pour la Luftwaffe, avança dans ses Mémoires une tout autre version des faits relativement à la nouvelle affectation de Manstein. D'après le major Below, Beck aurait lui-même œuvré, à la fin de janvier 1938, à ce que le poste de premier quartier-maître, c'est-à-dire de chef de la section logistique, fût libéré pour le général Franz Halder, sur qui il espérait pouvoir davantage compter que sur son prédécesseur, le major-général Manstein. Il est effectivement possible que Beck ait voulu se départir de son assistant qui, contrairement à lui, n'exprimait aucune réserve envers les intentions agressives de Hitler, notamment au sujet de la nécessité d'annexer l'Autriche et de détruire la Tchécoslovaquie, même si ces conquêtes devaient amener les puissances occidentales à déclarer la guerre à l'Allemagne[60].

C'est plein d'amertume que Manstein dut laisser son poste à Halder, d'autant plus que sa mutation anéantissait ses espoirs de devenir un jour le chef de l'état-major général de l'armée de terre : « Mon parcours au sein de l'état-major général, qui me conduisit du poste de chef de la section opérationnelle à celui de premier quartier-maître et de représentant du chef d'état-major général, m'avait qualifié pour devenir le prochain chef d'état-major général. À cette époque-là, tout laissait croire que je serais le successeur du [colonel]-général Beck lorsque celui-ci libérerait un jour son poste. Le [colonel-]général von Hammerstein [-Equord] m'avait déjà laissé

entendre cela et même le [colonel-]général Beck l'avait évoqué lors de son discours d'adieu. Mais cela était désormais du passé. L'objectif de chaque officier d'état-major général d'avoir le grand honneur de pouvoir occuper un jour la place jadis dévolue à un Moltke, à un Schlieffen et à un Beck, était pour moi enterré[61]. » Cette amertume était telle qu'en remettant la clé du coffre-fort qui contenait ses dossiers dans la main de son remplaçant, le général Halder, Manstein lui déclara abruptement : « Vous pouvez donc les lire. Au revoir. » Manstein tourna brusquement les talons, puis quitta la pièce, laissant derrière lui un Halder complètement éberlué[62]. Dès lors, les deux généraux allaient nourrir l'un pour l'autre une haine implacable.

La déception ressentie par Manstein était d'autant plus grande qu'il devait quitter une fois de plus Berlin, sa ville natale. En dépit de plusieurs mutations au cours de sa carrière d'officier, il s'était toujours considéré comme berlinois. Pour lui, sa véritable patrie était le nord-est de l'Allemagne, plus précisément la Poméranie et la Prusse. Il appréciait tout particulièrement les paysages sauvages de cette région, ses forêts reculées, ses vastes plaines, ses lacs étendus et ses imposantes cathédrales en brique. Après son affectation à l'état-major général de l'armée de terre, il avait compté s'établir dans la capitale du Reich pour de nombreuses années. À cet effet, il avait acheté, pour sa famille, une maison dans le quartier de Thielpark. Les Manstein s'y étaient bien établis, vivant en bon voisinage avec des familles distinguées de la haute bourgeoisie, appartenant notamment au monde des affaires et du cinéma. Mais cette idylle berlinoise fut de courte durée. C'est donc avec tristesse qu'il dut vendre sa maison de Berlin à un homme d'affaires.

L'*Anschluß* : Manstein accouche d'un plan d'occupation à la onzième heure

Avant même que l'officier Manstein pût assumer ses nouvelles fonctions à Liegnitz, ses services furent requis une fois de plus à Berlin. Le 10 mars 1938, Hitler avait décidé l'occupation militaire de l'Autriche afin de prendre de vitesse le chancelier de cet État, le Dr Kurt von Schuschnigg, qui, la veille, avait ordonné un plébiscite pour le 13 mars et par lequel le peuple aurait à se prononcer sur l'indépendance de son pays. Schuschnigg savait pouvoir compter sur une majorité favorable à cette solution et

espérait ainsi contrecarrer les plans de Hitler qui cherchait à réaliser l'*Anschluß*. Mais, pour que le plébiscite pût être empêché par la force, il fallait que la Wehrmacht entrât en Autriche dès le 12 mars. Or, aucun plan n'était prévu pour une manœuvre aussi rapide. Il n'est guère étonnant que Hitler ait alors pris ses généraux par surprise en leur demandant un plan d'intervention militaire.

À ce sujet, le dictateur nazi convoqua Keitel à la Chancellerie du Reich pour 10 heures le matin du 10 mars. Toutefois, avant d'accourir chez le Führer, le chef d'état-major général de l'OKW conféra avec Jodl. Le chef de la section des opérations de l'OKW se rappela alors le « plan Otto », qui avait été établi par Manstein pour faire échec à une tentative de restauration des Habsbourg. Puisqu'il n'existait pas d'autre plan d'action militaire contre l'Autriche, Hitler décida que celui-ci ferait l'affaire et ordonna à Keitel de le mettre en branle.

Le général Keitel revint en toute hâte au quartier général de la Wehrmacht, à la Bendlerstrasse, pour s'entretenir avec le colonel-général Beck. Quand il demanda des détails sur le « plan Otto », le chef d'état-major général de l'OKH répondit avec un ton désespéré : « Nous n'avons rien préparé, rien n'a été fait, rien du tout. » Beck fut alors convoqué à son tour à la Chancellerie du Reich, aux alentours de 11 heures du matin. Il alerta précipitamment le major-général Manstein, qui était sur le point de quitter Berlin pour assumer ses nouvelles fonctions en Silésie, et se rendit, avec lui, auprès du Führer. Après leur avoir exposé ses intentions, Hitler déclara que l'armée de terre devait être prête à entrer en Autriche le 12 mars. Ni Beck ni Manstein ne soulevèrent la moindre objection contre ce projet d'agression armée. Un seul point inquiétait les deux généraux : la difficulté d'improviser une manœuvre militaire dans un délai aussi bref.

Revenu à la Bendlerstrasse vers 13 heures, Manstein se mit aussitôt à rédiger les ordres relatifs à l'action militaire prévue. Il fallait absolument que les ordres partent en début de soirée. À 18 heures, Manstein avait terminé, soit après cinq heures de travail. Les ordres de mobilisation furent aussitôt envoyés à trois corps d'armée et à la Luftwaffe. Et, le 12 mars, après que le Führer en eut promulgué l'ordre, les troupes allemandes entrèrent en Autriche, conformément aux directives du « plan Otto » mises à jour par Manstein. Le lendemain, l'*Anchluß* était proclamée. Le même jour, Manstein s'envola pour Vienne afin de s'occuper de l'intégration des

troupes autrichiennes dans la Wehrmacht. Ce fut sa dernière tâche à l'état-major général de l'armée de terre.

Après la guerre, Manstein rapporta l'entretien qu'il avait eu avec le Führer, le jour où il s'était rendu à la Chancellerie du Reich en compagnie de Beck. Selon Manstein, les arguments du Führer en faveur d'une occupation militaire de l'Autriche étaient logiques et convaincants, et ses pronostics essentiellement corrects. Sans doute voulut-il justifier son rôle de premier plan dans les préparatifs relatifs à l'occupation militaire d'un pays : « L'exposé sur la situation, que Hitler nous avait présenté, reposait sur des arguments tout à fait logiques et sur un ton parfaitement objectif. C'était la première fois que j'avais l'occasion d'être en face de lui, dans le cadre d'un petit groupe de personnes, devant lequel il parla non pas à titre d'orateur du peuple, mais en tant que politicien lucide. Je dois avouer que son exposé fut absolument convaincant, de même que ses pronostics, qui s'avérèrent exacts[63]. »

La crise des Sudètes : Manstein va-t-en-guerre !

En avril 1938, Manstein se rendit finalement à Liegnitz pour prendre le poste de commandant en chef de la 18e division d'infanterie. C'est de la Silésie qu'il assista à la crise tchécoslovaque, qui se développa quelques semaines après l'occupation militaire de l'Autriche et l'annexion de celle-ci par le IIIe Reich. À cette époque, Hitler avait décidé de régler le sort de la Tchécoslovaquie. Son but n'était pas simplement d'intégrer au Reich les Sudètes – une région montagneuse de la Bohême où vivait une minorité de trois millions et demi d'Allemands –, mais de détruire l'État tchécoslovaque. En effet, prétextant que les Allemands des Sudètes étaient opprimés par les autorités tchèques, Hitler revendiquait le rattachement de cette région au Reich. Mais cela n'était qu'une ruse, car il voulait, en fait, liquider toute la Tchécoslovaquie. Bien entendu, l'exécution de ce projet était synonyme d'une guerre avec la Tchécoslovaquie et, probablement, avec les puissances occidentales, d'autant plus que la politique étrangère du Führer allait, cette fois-ci, bien au-delà du révisionnisme et de l'intégration nationale.

Presque tous les généraux de la Wehrmacht, y compris Manstein, comme allait en témoigner son attitude belliqueuse à l'été 1938, approuvaient l'intention de Hitler de mener une guerre offensive contre la

Tchécoslovaquie qui, à leurs yeux, était un État artificiel issu du traité de Versailles, enfoncé dangereusement dans le flanc du Reich. Derrière la politique militaire de l'état-major général, on reconnaissait les calculs d'un expansionnisme agressif, très clairement dirigé contre la Tchécoslovaquie dont Beck disait, à la fin de mai 1938 : « Dans sa forme actuelle, son existence est insupportable à l'Allemagne. Il faut trouver une solution pour la supprimer en tant que foyer de dangers pour l'Allemagne, si besoin est, par une guerre[64]. »

Seule la situation d'impréparation et les risques conjoncturels détournaient quelques-uns des généraux, en ce printemps 1938, de la perspective d'une guerre élargie au-delà d'une opération locale contre la Tchécoslovaquie. Parmi ceux-ci, on retrouvait le colonel-général Beck, le chef d'état-major général de l'OKH, pour qui la témérité du Führer pouvait conduire à la catastrophe en prenant le risque d'une guerre contre les puissances occidentales que l'Allemagne, pensait-il, ne pouvait gagner compte tenu de son état d'impréparation. Par conséquent, l'opposition de Beck ne portait pas sur l'usage de la guerre, que personne ne remettait en cause. Elle était essentiellement d'ordre technique, car il n'était pas moins prêt à travailler à une attaque armée contre la Tchécoslovaquie afin d'en assurer la réussite.

Le 28 mai 1938, Hitler prenait la décision irrévocable d'écraser la Tchécoslovaquie par une action militaire dans un avenir proche, au plus tard le 1er octobre 1938, même si l'Allemagne devait être entraînée dans une guerre contre la Grande-Bretagne et la France, quoiqu'il tînt cette éventualité comme peu probable. Deux jours plus tard, cette décision était entérinée dans le préambule d'une version mise à jour du « plan vert », datée du 30 mai 1938. Celle-ci portait la marque de l'OKW et tenait compte de la situation créée par l'incorporation de l'Autriche dans le Reich allemand.

Face aux intentions du Führer, Beck répondit à Brauchitsch, les 5 et 30 mai, le 3 juin et le 16 juillet, par une série de mémorandums très critiques qui insistaient sur le fait qu'une attaque allemande contre la Tchécoslovaquie provoquerait une guerre européenne dans laquelle la Grande-Bretagne et la France se dresseraient contre une Allemagne qui, il en était persuadé, ne pourrait pas gagner une guerre longue en raison du manque de matières premières. Cependant, le colonel-général ne découvrit que peu à peu à quel point il s'était isolé au sein de l'armée allemande. La

position personnelle du chef de l'état-major général de l'OKH et la force même de ses arguments se trouvèrent sensiblement affaiblies, à la mi-juin, lorsque les résultats de *Kriegsspiele* indiquèrent que, contrairement à ses sombres pronostics tablant sur une campagne d'au moins trois semaines, la Tchécoslovaquie serait probablement battue en onze jours, ce qui permettrait d'envoyer rapidement les troupes combattre sur le front occidental dans l'éventualité d'une entrée en guerre de la Grande-Bretagne et de la France.

Au sein même du haut commandement de l'armée de terre, Beck passait pour une sorte de Cassandre avec ses mises en garde excessives. De plus en plus isolé, il allait jusqu'à prôner, au cours de l'été, une démission collective des chefs militaires afin d'obliger Hitler à renoncer d'aller de l'avant dans ses intentions. Mais il échoua lamentablement dans sa tentative visant à rallier le colonel-général Brauchitsch, le commandant en chef de l'armée de terre, à l'idée d'un ultimatum des généraux à Hitler. En fait, la quasi-totalité des généraux, dont Manstein, refusèrent de se ranger derrière lui. S'ils étaient d'accord avec Beck sur le fait qu'une guerre européenne pourrait s'avérer désastreuse pour l'Allemagne, ils ne partageaient toutefois pas son opinion selon laquelle une invasion de la Tchécoslovaquie conduirait inévitablement à une confrontation avec les puissances occidentales. Certes, ils ne niaient pas la possibilité d'une telle confrontation, que Hitler lui-même admettait dans sa directive du 30 mai 1938. Mais en matière de politique étrangère, ils faisaient davantage confiance au jugement du Führer qu'à celui de leur chef d'état-major général. D'ailleurs, Hitler n'avait-il pas fait montre d'un flair politique exceptionnel dans les grandes questions internationales depuis qu'il était au pouvoir ?

L'opposition de Beck est intéressante en soi, puisqu'elle soulevait la question qui devait hanter tous les esprits lors des procès de Nuremberg : pour un officier, existait-il une plus haute autorité que celle du Führer ? À Nuremberg, les généraux allemands, comme Manstein, tentèrent d'excuser leurs crimes de guerre en répondant par la négative. En raison de leur devoir de soldat, ils devaient obéir aux ordres, dirent-ils. Mais, le 16 juillet 1938, Beck soutenait une opinion différente, qu'il allait chercher à imposer jusqu'à la fin de la guerre, presque toujours sans succès. Il existait, disait-il, des limites à l'obéissance due au commandement suprême lorsque la conscience d'un soldat, sa connaissance de certains faits et le sentiment de

sa responsabilité lui interdisaient d'exécuter un ordre. Les généraux de la Wehrmacht, estimait-il, avaient atteint ces limites. Si Hitler insistait pour faire la guerre, ils devaient lui refuser leurs services, en démissionnant en bloc. Dans ces conditions, ajoutait-il, le Führer ne pourrait pas déclencher une guerre, puisqu'il n'y aurait plus personne pour conduire les armées. En agissant ainsi, les généraux éviteraient le pire pour leur patrie, c'est-à-dire la défaite et la catastrophe. « Les temps exceptionnels, concluait-il, exigent des actions exceptionnelles[65]. »

Le major-général Manstein, commandant en chef de la 18e division d'infanterie, ne se préoccupait pas outre mesure de ces questions d'ordre moral. Au contraire, il conseilla à Beck de se défaire du poids des responsabilités qui, en fait, incombaient aux autorités politiques, et de s'engager à plein pour assurer la réussite de l'attaque militaire contre la Tchécoslovaquie, État qui, selon lui, n'avait ni légitimité, ni raison d'être. En effet, le 21 juillet 1938, il écrivait une lettre à Beck dans laquelle il insistait sur la nécessité de faire disparaître la Tchécoslovaquie de la carte européenne et d'annexer le plus rapidement possible les Sudètes. Il avançait également qu'une telle décision relevait entièrement de la responsabilité du Führer, qui était à même de juger si la situation internationale prescrivait au Reich d'intervenir en Tchécoslovaquie dans les plus brefs délais. Bien qu'il reconnût la possibilité que les puissances occidentales pussent se tenir aux côtés de leurs alliés tchèques, il affirmait qu'un soldat devait assumer les responsabilités relatives aux fonctions qui lui avaient été attribuées et, par conséquent, ne pas remettre en question le primat du politique sur le militaire. Dans les temps exceptionnels, répondait-il à Beck, on avait besoin d'hommes de sa trempe[66].

L'attitude belliqueuse manifestée par Manstein, au cours de l'été 1938, n'était pas l'exception, mais la règle parmi ses pairs. Il s'était bien intégré dans le corps des officiers qui préparait la guerre et il participait manifestement à l'état d'esprit dominant. Une question reste toutefois en suspens : en adoptant une telle attitude, l'ambitieux officier Manstein espérait-il également trouver grâce devant Hitler afin que celui-ci lui accordât le poste de chef de l'état-major général de l'armée de terre, puisqu'il n'ignorait pas que Beck envisageait de se démettre de ses fonctions en guise de protestation à l'égard des postulats du Führer concernant une guerre contre la Tchécoslovaquie ? Cela dit, dans sa lettre adressée à Beck, Manstein exprimait un point de vue sur la relation entre le

politique et le militaire typique de la pensée de Clausewitz et qu'il allait réitérer à quelques reprises durant la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire celui qui stipulait qu'un soldat était au service du politique et qu'il était de son devoir de se cantonner aux questions militaires. Cette façon de voir les choses allait d'ailleurs motiver sa décision de ne pas rejoindre les conspirateurs du 20 juillet 1944.

Personnage isolé parmi les responsables militaires en ce qui concernait la stratégie politique, ne parvenant pas à convaincre ses camarades de la nécessité de s'opposer aux desseins de Hitler, Beck finit par remettre sa démission, le 18 août 1938. Ainsi qu'il le dit lui-même, plusieurs mois après sa démission : « Je mis en garde et, finalement, je me retrouvai seul. » Paradoxalement, il avait, plus qu'aucun autre, contribué à donner à Hitler la puissance militaire dont celui-ci était impatient de se servir. En fait, il avait pris à la préparation de la guerre une part sans laquelle elle n'eût sans doute pas pu avoir lieu[67].

C'est le général Halder qui le remplaça à titre de chef de l'état-major général de l'OKH, le 1er septembre 1938. Mais le major-général Manstein ne fut pas pour autant en reste, car, au plus fort de la crise des Sudètes, soit en septembre 1938, il se fit octroyer le poste de chef d'état-major de la 12e armée. Commandée par le général Wilhelm Ritter von Leeb, la 12e armée était l'une des cinq appelées à envahir la Tchécoslovaquie. Au début du mois d'octobre, Manstein prit donc part à l'occupation des Sudètes, à la suite des accords de Munich. Après s'être acquitté de ses fonctions au sein de l'état-major de la 12e armée, il retourna à Liegnitz pour reprendre le commandement de la 18e division d'infanterie.

Le « plan vert » n'avait donc pas été appliqué. Et Hitler n'avait pas eu sa « petite guerre ». Devant l'étendue des concessions des puissances occidentales lors de la conférence de Munich, les 29 et 30 septembre 1938, il avait dû renoncer, du moins provisoirement, à la destruction complète de la Tchécoslovaquie. Mais ce n'était que partie remise. Le dernier acte allait intervenir, le 15 mars 1939, avec le « coup de Prague », par lequel la Wehrmacht occupa la Bohême-Moravie et démembra ce qui restait de la Tchécoslovaquie au profit de la Hongrie et d'un État fantoche slovaque.

Appelés à témoigner à Nuremberg, les généraux allemands déclarèrent avoir été soulagés que la guerre eût été évitée grâce aux accords de Munich. Parmi ceux-ci, on retrouvait, entre autres, Manstein, qui avait pourtant

adopté une position très belliqueuse durant l'été 1938. Ce général va-t-en-guerre qui, à cette époque, n'avait aucunement remis en question la faisabilité d'une campagne contre la Tchécoslovaquie, répondit, à une question lui demandant si les entreprises contre l'Autriche et les Sudètes étaient considérées comme préliminaires d'une guerre : « Non, certainement pas, car nos troupes n'étaient pas pleinement mobilisées. Cette mobilisation des corps lors de l'entrée en Autriche avait prouvé que rien n'était assez avancé pour que l'on pût raisonnablement exécuter une mobilisation, et que si la guerre avait éclaté, nous n'aurions pu défendre efficacement ni notre frontière de l'Ouest, ni la frontière polonaise. Et, sans aucun doute, si la Tchécoslovaquie s'était défendue, nous serions restés accrochés à ses fortifications, car, pratiquement, nous n'avions pas les moyens de les forcer. Il ne pouvait donc pas être question d'une épreuve militaire, c'était plutôt une épreuve de nerfs[68]. »

Évidemment, par une telle déposition, Manstein cherchait à éluder le rôle de premier plan joué par le haut commandement de l'armée allemande dans les préparatifs d'invasion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, de même que son attitude belliqueuse à cette époque. De plus, il cherchait à montrer que l'ensemble des généraux avaient appuyé Beck dans son opposition aux intentions de Hitler d'attaquer la Tchécoslovaquie. À vrai dire, les tendances bellicistes de Manstein étaient représentatives de l'attitude de l'ensemble du corps des officiers allemands et elles allaient être encore plus accentuées à l'occasion de la crise polonaise.

4
LE « LABORATOIRE » POLONAIS

Le 1er avril 1939, Manstein était promu au rang de lieutenant-général. Au même moment, il était affecté au poste de chef d'état-major de l'*Arbeitsstab Rundstedt* (l'état-major du colonel-général Gerd von Rundstedt), soit du groupe d'armées le plus important, avec celui du *Heeresgruppenkommando I* (le commandement du groupe d'armées I du colonel-général Fedor von Bock). Dans la perspective d'une guerre qu'il entendait déclencher contre la Pologne à la fin de l'été 1939, Hitler ne pouvait évidemment pas se passer du talent exceptionnel d'un Manstein et c'est pour cette raison qu'il fit appel à ses services à titre de chef d'état-major d'un groupe d'armées. Dès lors, l'officier en question s'attela à la tâche de planifier l'invasion de la Pologne. Bien que Manstein ait joué un rôle de premier plan dans les préparatifs et la conduite d'une guerre d'agression contre la Pologne, quasiment aucune des études historiques qui traitent de cet officier n'y fait allusion. Ainsi, nous apparaît-il opportun de faire ici la lumière sur son rôle dans la planification de cette guerre d'agression et sur sa contribution à la victoire foudroyante de la Wehrmacht en Pologne, de même que sur son attitude par rapport aux crimes que celle-ci y a commis.

Le « plan blanc » : le produit des réflexions de Manstein ?

Dans le premier tome de ses Mémoires, Manstein affirme n'avoir été informé du « plan blanc » (*Fall Weiß*), le plan d'opérations militaire offensif contre la Pologne préparé sur l'ordre de Hitler, qu'au milieu de l'été 1939.

Selon ses propos, ce plan d'attaque n'existait pas encore au printemps précédent. « Bien au contraire, souligne-t-il, puisque toutes les dispositions militaires à l'Est prévoyaient la défense ou le maintien de la sécurité de la frontière, en cas de conflit avec d'autres puissances. » L'OKH n'ayant jamais préparé de plan offensif contre la Pologne avant l'été 1939, la conception du « plan blanc » ne serait donc survenue, suivant son argumentation, que quelques semaines avant le début de l'attaque allemande. D'ailleurs, précise-t-il, le maintien très tardif d'un dispositif militaire défensif à l'Est avant le déclenchement des hostilités était significatif de la volonté manifestée par le Reich de procéder avant tout à une révision pacifique de ses frontières avec la Pologne.

Pour sa part, l'opinion exprimée en 1922 par le colonel-général Seeckt, alors commandant en chef de l'armée de terre, selon laquelle l'existence de la Pologne était intolérable et incompatible avec les conditions essentielles de la vie de l'Allemagne, et qu'elle devait par conséquent disparaître de la carte de l'Europe, constituait d'après Manstein un point de vue dépassé en raison de l'évolution de la donne politique et militaire depuis les années 1920. La disparition de l'État polonais n'était plus désirable pour l'Allemagne, souligna-t-il, car elle aurait fait de la Russie bolchevique un voisin beaucoup plus dangereux et imprévisible. « Des rectifications de la frontière pouvaient être à l'avantage des deux pays, mais une disparition totale de la Pologne n'était pas désirable pour le Reich. Qu'elle nous plût ou non, il valait mieux l'avoir entre nous et l'Union soviétique. Nous espérions naturellement, avec tous nos compatriotes, qu'une révision pacifique rendrait au Reich des territoires incontestablement allemands », conclut-il.

Malgré la fermeté affichée par Hitler au sujet de la question polonaise, notamment dans le cadre d'une conférence tenue devant ses généraux au Berghof – la résidence du Führer, située sur le flanc d'une des montagnes (l'Obersalzberg) des Alpes bavaroises, surplombant la ville de Berchtesgaden –, le 22 août 1939, tout laissait croire à ces derniers, selon Manstein, qu'il recourrait au bluff politique qui lui avait si bien servi lors de la crise des Sudètes. Pour appuyer cette affirmation, il signale que deux considérations conduisaient l'ensemble des dirigeants de l'armée à penser qu'un accord pacifique pourrait être ratifié au dernier moment, comme cela avait été le cas à Munich le 30 septembre 1938.

Premièrement, la conclusion du pacte de non-agression avec l'URSS, le 23 août 1939, inciterait la Pologne à faire montre de plus de flexibilité

envers Berlin. D’une part, la Grande-Bretagne et la France, ne voyant plus d’autre moyen d’aider leur alliée qu’en s’engageant dans une offensive sanglante à l’Ouest, exhorteraient sans doute Varsovie à céder aux revendications de Hitler relatives à la rétrocession de la ville de Dantzig et à la construction d’une voie de liaison routière et ferroviaire extraterritoriale à travers le corridor polonais afin de lier la Poméranie à la Prusse-Orientale. D’autre part, les Polonais « devraient désormais s’attendre, en faisant face aux Allemands, à une possible intervention des Soviétiques sur leurs arrières, désireux de satisfaire leurs anciennes revendications sur la partie orientale de leur pays ».

Deuxièmement, la convocation par Hitler de tous les chefs de la Wehrmacht au Berghof, au moment le plus aigu de la crise, fait qui ne pouvait pas passer inaperçu à l’étranger, était sans doute le point culminant d’une politique de bluff délibérée. Comme Manstein se le demandait, Hitler ne cherchait-il pas un accommodement, en dépit des propos belliqueux qu’il avait tenus au cours de cette conférence ? Celle-ci n’avait-elle pas pour objectif d’exercer une pression ultime sur la Pologne et ses alliés britanniques et français ? « En tout cas, déclare Manstein, l’OKH avait supposé, jusqu’aux journées décisives de la fin d’août – comme nous, au groupe d’armées sud –, que tout se résoudrait politiquement comme à Munich. »

En nous proposant cette version de l’histoire relative aux préparatifs de la campagne de Pologne, il est évident que Manstein cherche à dissimuler non seulement la responsabilité des hauts dignitaires de la Wehrmacht dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, mais également la sienne. En fait, il est très près d’attribuer un caractère accidentel à la conflagration qui allait embraser l’Europe en septembre 1939. À lire ses Mémoires, Hitler se serait résolu à faire la guerre au tout dernier instant, après en être venu à la conclusion qu’il n’y avait plus aucun espoir de parvenir à un *modus vivendi* avec Varsovie. En ce qui concerne la planification de l’attaque contre la Pologne, Manstein en aurait été tenu à l’écart jusqu’à ce qu’il soit appelé, le 12 août 1939, pour remplir les fonctions de chef d’état-major du groupe d’armées sud, placé sous le commandement de Rundstedt. Il aurait alors eu la tâche de mettre au point les derniers détails de l’attaque du groupe d’armées auquel il avait été affecté[69].

En réalité, les préparatifs militaires en vue de régler la question polonaise débutèrent dès le printemps 1939. Dans une instruction strictement confidentielle, datée du 25 mars et destinée au commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Brauchitsch, Hitler faisait part de son intention de recourir à la force contre la Pologne en cas d'échec diplomatique. Il lui ordonnait ainsi d'entamer dans les plus brefs délais les préparatifs pour une attaque militaire contre la Pologne.

Le 26 ou le 27 avril, Brauchitsch présenta une première ébauche du plan d'opérations de l'OKH à Hitler, qui l'accepta sans proposer de changements majeurs. Ce plan préliminaire avait été conçu par le général Halder, chef de l'état-major général de l'OKH, et par ses adjoints, le général Otto von Stülpnagel, chef de la section logistique, et le colonel Hans von Greiffenberg, chef de la section des opérations.

Le 1er mai, il fut soumis aux commentaires des états-majors des deux groupes d'armées qui devaient prendre part à la campagne de Pologne. Or, l'état-major du groupe d'armées sud était composé des membres de l'*Arbeitsstab Rundstedt*, dans lequel le commandant en chef était le colonel-général Rundstedt et le chef d'état-major, le lieutenant-général Manstein. Quant à l'état-major du groupe d'armées nord, il était formé du *Heeresgruppenkommando I*, avec le colonel-général Bock en tant que commandant en chef et le général Hans von Salmuth à titre de chef d'état-major. Ces deux états-majors devaient soumettre leur propre plan, et ce, à partir des directives générales proposées dans la première ébauche du plan de l'OKH. L'état-major du groupe d'armées sud présenta son plan d'opérations le 20 mai, tandis que celui du groupe d'armées nord soumit le sien le 27 mai. Après de multiples discussions concernant surtout le plan suggéré par le groupe d'armées nord, qui suscitait de nombreuses réticences, l'OKH émit finalement son plan d'opérations définitif le 15 juin[70].

Dans sa version définitive, le « plan blanc » reflétait largement les études du groupe d'armées sud. Le tableau de la situation qui constituait, en fait, le plan de conquête de la Pologne était donc essentiellement le produit des idées du lieutenant-général Manstein. Non seulement il était plein d'imagination et d'audace, mais il fut ultérieurement suivi, à part quelques modifications de détail. On peut donc prétendre, à l'instar de certains auteurs, que le « plan blanc » était avant tout l'œuvre de Manstein[71]. Au sein de l'*Arbeitsstab Rundstedt*, Manstein avait bénéficié, pour la

conception de son plan d'opérations, de l'aide inestimable de son sous-chef d'état-major, le colonel Günther Blumentritt, avec qui il avait toujours entretenu une belle complicité au travail.

Le plan d'opérations de Manstein visait à prendre l'armée polonaise en tenaille par la Prusse-Orientale au nord et la Poméranie au nord-ouest, ainsi que par la Silésie au sud-ouest et la Slovaquie au sud. Le tracé de la frontière permettait d'attaquer l'adversaire sur ses deux flancs, ce qui rendait plus facile l'opération d'enveloppement des principales forces armées polonaises, qui étaient regroupées près des frontières pour protéger les riches régions industrielles et agricoles de la Pologne. Réparties en deux groupes d'armées, l'un au nord et l'autre au sud, sur des ailes largement écartées, les forces armées allemandes devaient se rejoindre derrière la Vistule afin de prendre à revers le gros de l'armée polonaise déployé à l'ouest de ce fleuve. Pour effectuer cette opération, Manstein prenait le risque de laisser une large brèche au centre.

En toute logique, Manstein avait décidé que le choc principal viendrait de la Silésie. D'une part, parce que l'Allemagne y possédait un réseau ferroviaire et routier permettant une concentration plus rapide d'effectifs importants qu'en Poméranie ou en Prusse-Orientale. D'autre part, parce qu'une attaque suivant l'axe Poznan-Varsovie serait la moins efficace, puisqu'elle serait purement frontale. Par conséquent, le groupe d'armées sud serait plus puissant que le groupe d'armées nord.

Ce dernier, commandé par le colonel-général Bock, comprenait la 3e armée du général Georg von Küchler en Prusse-Orientale et la 4e armée du général Hans von Kluge en Poméranie. Ces deux armées englobaient 5 corps d'armée et un corps blindé, soit 17 divisions d'infanterie (9 d'active et 8 de formation récente), 2 divisions blindées, 2 divisions motorisées et une brigade de cavalerie, pour un total de 21 divisions.

Le groupe d'armées de Bock avait pour mission d'attaquer à revers le gros des forces armées de l'ennemi, stationné dans la grande boucle de la Vistule, dès qu'aurait été établie la liaison entre la 3e armée, poussant vers le sud à partir de la Prusse-Orientale, et la 4e armée, poussant vers l'est depuis la Poméranie. Après avoir éliminé les unités polonaises du corridor, les formations de Kluge devaient faire la jonction avec celles de Küchler, attaquer à travers la Narew en direction de Varsovie et envelopper le flanc droit polonais.

Commandé par le colonel-général Rundstedt, le groupe d'armées sud était sensiblement plus puissant. Il se composait de la 14e armée du colonel-général Wilhelm List, de la 10e armée du colonel-général Walter von Reichenau et de la 8e armée du colonel-général Johannes Blaskowitz. Ces trois armées disposaient de 8 corps d'armée et de 4 corps blindés, regroupant au total 23 divisions d'infanterie (15 d'active et 8 de formation récente), 4 divisions blindées, 4 divisions légères, 2 divisions motorisées et 3 divisions de montagne, soit un total de 36 divisions.

Le groupe d'armées de Rundstedt devait avancer avec la 14e armée à travers la région industrielle de la Haute-Silésie, la partie orientale de la Moravie et la région occidentale de la Slovaquie en direction de Cracovie, avec la 10e armée de la Haute-Silésie en direction de la Vistule de part et d'autre de la ville de Varsovie et avec la 8e armée de la Silésie centrale en direction de Lodz. L'objectif était de battre les forces de l'ennemi dans le grand coude de la Vistule et en Galicie, de foncer ensuite sur Varsovie afin de s'emparer le plus rapidement possible des passages de la Vistule pour anéantir, en liaison avec le groupe d'armées nord, le reste de l'armée polonaise.

Pour le lieutenant-général Manstein, il était impératif que, sur le front sud, les 10e et 8e armées débouchant de Silésie parvinssent à manœuvrer de manière à empêcher les forces ennemies de se dérober derrière la ligne Vistule-San. Pour cela, les unités blindées de la 10e devaient foncer à vive allure afin de déstabiliser le dispositif défensif de l'adversaire, établi juste à l'arrière de la frontière, pour atteindre avant l'ennemi les passages sur la Vistule, entre Varsovie et Deblin. En outre, la 14e armée, avançant à travers la Galicie, devait atteindre et traverser le San le plus rapidement possible. Si l'ennemi envisageait de n'offrir sa résistance définitive que derrière le San et la Vistule, Manstein entendait déjouer cette intention en ordonnant à la 14e armée d'établir la jonction avec l'aile droite du groupe d'armées nord sur l'arrière de l'adversaire, pour assurer la manœuvre d'enveloppement. Le groupe d'armées sud devait donc s'efforcer de contraindre la masse des forces adverses à livrer bataille en avant de la Vistule et de les détruire, tout en tenant compte, pour la prévenir, d'une éventuelle intention de l'adversaire de ne livrer une bataille décisive que derrière la ligne San-Vistule[72].

Pour assurer à l'armée allemande une écrasante supériorité sur celle de la Pologne, l'OKH était disposé à prendre le risque de dégarnir considérablement le front de l'Ouest. Mais contrairement à une opinion trop souvent admise, les chefs militaires ne craignaient pas une guerre sur deux fronts. Ils considéraient plutôt improbable la possibilité d'une offensive par les puissances occidentales sur le Rhin, du moins pendant la période que devait durer la campagne sur le front de l'Est. Ils laissèrent ainsi leurs frontières occidentales peu protégées afin de jeter la grande masse de leurs forces armées contre la Pologne.

L'OKH engagea 57 divisions dans la bataille contre la Pologne. De celles-ci, 42 étaient d'active. Elles comprenaient 24 divisions d'infanterie, 3 divisions de montagne, 6 divisions blindées, 4 divisions légères, 4 divisions motorisées et 1 brigade de cavalerie. À ces divisions d'active, s'ajoutaient 15 divisions constituées à la mobilisation, donc de plus faible valeur, et quelques régiments de la Waffen SS, notamment la *Leibstandarte Adolf Hitler*. Seulement 46 divisions dont 11 d'active étaient laissées à l'Ouest. Parmi celles-ci, on ne retrouvait aucune unité blindée ou motorisée. Devant elles, 88 divisions françaises dont 51 d'active étaient en cours de mobilisation depuis le 21 août. De même, la masse des formations aériennes se retrouvait engagée au-dessus du sol polonais, soit deux des trois flottes. C'était donc 1 929 appareils de la Luftwaffe qui étaient appelés à participer à la campagne de Pologne. Leur tâche principale serait de faciliter l'avance des 3 600 véhicules blindés.

Pour faire face au Reich, la Pologne ne disposait que de 30 divisions d'infanterie, de 11 brigades de cavalerie, d'une brigade de montagne et de deux brigades motorisées. Mais elle espérait pouvoir mobiliser dix divisions supplémentaires aussitôt les hostilités engagées. Elle possédait aussi une aviation d'environ 900 appareils, dont 500 de première ligne. L'équipement et l'armement de l'armée polonaise étaient toutefois datés et techniquement inférieurs à ceux de l'Allemagne. Mal équipées pour une guerre moderne, les troupes polonaises ne possédaient que 750 véhicules blindés[73].

L'agression contre la Pologne : une guerre des généraux ?

Contrairement à ce que les généraux allemands ont prétendu après la guerre, Hitler a reçu un accueil chaleureux au sein de la Wehrmacht quant à son intention d'attaquer la Pologne. Les officiers supérieurs, dont Manstein, brûlaient d'en découdre avec les Polonais, manifestant même un esprit beaucoup plus belliqueux que vis-à-vis de la Tchécoslovaquie. Alors que quelques-uns parmi eux avaient craint une intervention des puissances occidentales au cours de la crise des Sudètes, plusieurs généraux plaidaient maintenant que l'Angleterre et la France, à la lumière de leur attitude à Munich, demeureraient inactives et qu'il fallait laisser tomber les négociations avec le gouvernement polonais à propos de Dantzig et du corridor au profit de mesures militaires. Une guerre contre la Pologne, soutenaient-ils, serait populaire aussi bien au sein de l'armée que dans la population allemande. De surcroît, les responsables des diverses branches des forces armées collaborèrent dès le départ plus étroitement à la préparation des opérations militaires en Pologne qu'ils ne l'avaient fait aux premiers stades de la crise des Sudètes. Malgré la garantie de l'indépendance polonaise, ils faisaient davantage confiance à l'instinct du Führer et redoutaient moins un engagement occidental[74].

Cet état d'esprit fut confirmé, dans la seconde moitié d'avril 1939, lorsque le chef d'état-major général de l'OKH, le général Halder, exposa à grands traits, aux commandants d'armées et aux chefs d'état-major rassemblés à la *Kriegsakademie* de Berlin, les objectifs de la future campagne militaire pour détruire la Pologne. Son allocution témoigne du rôle majeur joué par le haut commandement dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Devant les officiers supérieurs de la Wehrmacht, parmi lesquels se trouvait le lieutenant-général Manstein, le principal concepteur du plan d'attaque contre la Pologne, Halder prenait un plaisir évident à la perspective d'une victoire militaire facile et rapide contre la Pologne, et envisageait ensuite un conflit avec l'URSS et les puissances occidentales. Non sans faire montre d'un mépris évident envers l'armée polonaise qui, à ses yeux, ne constituait aucunement un adversaire sérieux, il insista sur la nécessité de détruire la Pologne en un temps record. Et même la garantie britannique n'empêcherait pas cela de se produire, insista-t-il.

Il exposa ensuite brièvement le caractère qu'allait prendre l'offensive allemande, évoquant une coopération étroite de l'armée avec les unités de la SS et l'occupation du pays par les forces paramilitaires du parti. Il ne laissa

donc aucun doute quant au caractère idéologique que la campagne militaire en Pologne allait prendre. Celle-ci serait, en effet, conduite dans le plus pur esprit du national-socialisme. L'objectif primordial, répéta-t-il, était non seulement la destruction des forces armées polonaises, mais la liquidation complète de la Pologne, et cela, même si la Grande-Bretagne et la France intervenaient à l'Ouest, intervention qui, somme toute, lui paraissait d'ailleurs peu probable.

Le chef d'état-major général de l'OKH termina son allocution en jetant un regard sur l'avenir, au-delà du conflit polonais : « Nous devons en finir avec la Pologne en trois semaines, si possible en quinze jours. Il appartiendra alors aux Russes de dire si le front de l'Est deviendra ou non le destin de l'Europe. En tout cas, une armée victorieuse, gonflée par l'esprit des gigantesques victoires obtenues, sera prête à affronter le bolchevisme ou [...] à se lancer contre l'Ouest. » Tout compte fait, Halder envisageait d'affronter non seulement la Pologne, en risquant un conflit armé avec les puissances occidentales, mais il était également disposé à attaquer la Russie bolchevique lors de la même offensive[75].

Les propos de Halder ne suscitèrent aucune opposition parmi les généraux présents à la conférence, pas même de la part de Manstein, ce qui était très révélateur de l'esprit belliqueux du corps des officiers et surtout de son désir de faire disparaître la Pologne. Si quelques-uns demeuraient sceptiques quant à la non-intervention des puissances occidentales dans le cas d'une offensive allemande en Pologne, la plupart d'entre eux étaient convaincus néanmoins de la nécessité d'en finir une fois pour toutes avec la question polonaise. Il fallait poursuivre la politique expansionniste de Hitler destinée à régler le problème de l'espace allemand.

L'agression contre la Pologne recueillait donc l'approbation quasi unanime de tous les officiers supérieurs contre un État et un peuple honnis depuis 1919. Après la guerre, Manstein évoqua ce que représentait cet État pour l'ensemble des officiers allemands : « La Pologne ne pouvait être pour nous qu'une source d'amertume après s'être approprié, grâce au traité de Versailles, des territoires allemands sur lesquels elle ne possédait aucun droit résultant de l'Histoire ou du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et pour nous, soldats, une source d'inquiétudes au temps de la faiblesse de l'Allemagne[76]. »

Depuis l'époque de Seeckt, l'objectif des militaires concernant la Pologne avait toujours été le même : récupérer les anciens territoires à l'Est

par la destruction militaire de l'État polonais, dont l'existence était jugée incompatible avec le développement de l'Allemagne en tant que grande puissance en Europe. Mais, avec le recouvrement par le Reich de sa puissance militaire et l'amélioration de sa position géostratégique en Europe depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir, la conquête de la Pologne n'était plus qu'une étape dans la conquête d'un espace vital aux dépens de la Russie bolchevique. Par conséquent, dans l'optique de cette conquête d'un espace vital à l'Est, la Pologne se trouvait tout simplement sur le chemin vers l'Union soviétique. Pour Hitler comme pour les généraux de la Wehrmacht, l'annexion de Dantzig, de la Prusse-Occidentale et de la partie polonaise de la Haute-Silésie n'était pas une fin en soi, mais seulement un prétexte pour amorcer véritablement la conquête à l'Est de territoires jugés nécessaires pour assurer le développement du Reich allemand en tant que puissance continentale, voire même mondiale.

La veille de la conclusion du pacte germano-soviétique de non-agression et de partage des sphères d'influence en Europe de l'Est, Hitler avait convoqué au Berghof une cinquantaine d'officiers haut gradés de la Wehrmacht, parmi lesquels on retrouvait Manstein, pour leur exposer ses intentions définitives quant à la question polonaise. À quelques jours de l'offensive allemande, qui avait été fixée au 26 août, le Führer tenait à s'assurer que ses généraux étaient toujours convaincus de la nécessité d'attaquer la Pologne. Hitler s'était chargé d'exciter l'ardeur au combat de ses généraux et de s'assurer que l'armée ferait son devoir. Selon lui, il était peu probable que les puissances occidentales entreraient en guerre, mais il fallait néanmoins en accepter le risque. Il exigea donc une résolution inébranlable de ses haut gradés.

Peu importaient les risques d'une guerre mondiale, le fait que l'attaque devait justement être menée contre la Pologne, ennemie traditionnelle de la Prusse et de l'Allemagne, et qu'elle avait été précédée, de surcroît, par la conclusion d'un pacte de non-agression avec la Russie, suffisait pour gagner à Hitler le soutien de la majorité de ses généraux, comme en témoigna l'absence totale d'objection de leur part au terme de sa conférence. La grande majorité des chefs de la Wehrmacht étaient tout simplement impatients à l'idée de faire disparaître l'État polonais, dont l'existence était redevable à l'« infâme » traité de Versailles, et de poursuivre la conquête d'un espace vital en Europe de l'Est, déjà entamée par l'*Anschluß* et le dépeçage de la Tchécoslovaquie.

Le comportement du commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Brauchitsch, est d'ailleurs très significatif du rôle décisif de la Wehrmacht dans le déclenchement de la guerre. À la suite de la signature du pacte germano-soviétique, bon nombre de généraux se montraient pleinement satisfaits de la situation dans laquelle leur pays se retrouvait, puisqu'ils étaient convaincus, à l'instar de Hitler, que les puissances de l'Ouest n'interviendraient pas pour secourir la Pologne dans le cas d'une attaque allemande contre celle-ci. Et si les puissances occidentales se résolvaient à intervenir quand même, le pacte de non-agression germano-soviétique éliminait tout au moins la menace d'un encerclement et d'une guerre sur deux fronts, en garantissant la neutralité de l'URSS.

Cependant, la ratification soudaine et inattendue d'une alliance entre Londres et Varsovie, le 25 août 1939, incita Hitler à reculer. Il donna immédiatement à Brauchitsch l'ordre de retenir à la frontière les troupes de la Wehrmacht, prêtes à attaquer le 26 août. Le commandant en chef de l'OKH s'empressa d'exécuter cet ordre qu'il accueillit avec enthousiasme, non par crainte d'une intervention des puissances occidentales, mais pour des raisons purement logistiques. Le 26 août, l'attaque aurait commencé au premier jour de la mobilisation et la Wehrmacht n'aurait pas été pleinement opérationnelle. En revanche, en retardant l'offensive au septième jour de la mobilisation, soit le 1er septembre, la Wehrmacht pouvait être en mesure d'exécuter les opérations plus rapidement et plus efficacement. « Donnez-moi sept jours de plus pour réaliser méthodiquement la mobilisation et le déploiement, et je pourrai ainsi avoir à ma disposition plus de 100 divisions », dit-il à Hitler. Et c'est effectivement ce qui allait se produire.

Pour Brauchitsch, comme pour bien d'autres généraux de la Wehrmacht, si une guerre avec les puissances occidentales devait avoir lieu, il était préférable que cela survienne immédiatement, tandis qu'elles étaient encore faibles militairement. C'est pourquoi il souhaitait attaquer la Pologne non pas le 26 août, mais le 1er septembre 1939. Loin d'être effrayé par l'alliance anglo-polonaise, le commandant en chef de l'OKH exprimait plutôt son enthousiasme à l'idée du déclenchement de la guerre. Et ce fut pour ces mêmes raisons que le Führer finit par se convaincre une fois de plus qu'il valait mieux entrer en guerre dans une conjoncture militaire autant favorable au Reich. Puisque tel était le cas, retarder l'offensive de sept jours, comme le demandait Brauchitsch, et permettre ainsi à la Wehrmacht d'achever complètement sa mobilisation et son déploiement sur

le front de l'Est. Et en tant que chef d'état-major du groupe d'armées appelé à se tailler la part du lion dans la campagne, Manstein ne pouvait que se réjouir d'une mesure qui contribuerait à favoriser la rapidité du succès du plan d'opérations dont il était le principal auteur. Tandis que le nombre de divisions blindées pour l'offensive du 1er septembre demeurait exactement le même qu'une semaine auparavant, la Wehrmacht put toutefois compter sur 21 divisions d'infanterie et 2 divisions motorisées de plus[77].

Par conséquent, et à la lumière de la lettre qu'il avait envoyée au général Beck au moment de la crise des Sudètes, en y soulignant la nécessité de faire disparaître la Tchécoslovaquie de la carte de l'Europe, tout laisse croire que l'état d'esprit du lieutenant-général Manstein, à la veille de l'attaque contre la Pologne, n'était guère différent de celui d'un Brauchitsch ou d'un Halder. D'autant que, contrairement à ce qu'elle était à l'été 1938, la Wehrmacht se retrouvait, un an plus tard, dans une bien meilleure position sur le plan des préparatifs militaires pour se lancer dans une guerre européenne. Celui qui avait participé à la conception du « plan blanc », et qui avait insisté auprès de ses collègues sur le fait que sa réalisation ne poserait aucune difficulté à la Wehrmacht, semble avoir partagé l'enthousiasme de la plupart des généraux à l'idée d'anéantir pour de bon l'État polonais.

Le retour à la guerre de mouvement : un succès redevable à Manstein ?

Le 1er septembre 1939, lorsque les troupes allemandes franchirent la frontière polonaise, surprenant l'armée adverse en pleine mobilisation, l'état-major du groupe d'armées sud se trouvait à son poste à Neisse. C'est de là que Manstein suivit de près les opérations de son groupe d'armées et donna ses directives en suivant l'évolution de la campagne. Cela dit, il s'agit ici de cerner la contribution générale de Manstein dans la victoire éclair de la Wehrmacht en Pologne, notamment en vertu de son plan d'attaque, le déroulement des opérations étant trop connu pour qu'on s'y attarde plus particulièrement.

Le *Blitzkrieg* allemand fut dévastateur pour l'adversaire. Les pertes de l'armée polonaise s'élevèrent à environ 70 000 tués, 133 000 blessés et 700 000 prisonniers, alors que la Wehrmacht ne compta guère que 11 000

tués, 30 000 blessés et 3 400 disparus[78]. La vitesse et la puissance de destruction des opérations terrestres et aériennes menées par l'Allemagne contre la Pologne stupéfièrent les observateurs étrangers. En France, le choc fut particulièrement brutal. Ayant encore en mémoire les sanglantes batailles de tranchées de la Première Guerre mondiale, les dirigeants militaires français avaient compté sur une résistance polonaise jusqu'à l'hiver ou au printemps. Mais le *Blitzkrieg* avait permis de rétablir la guerre de mouvement, rendant ainsi possible une campagne militaire de courte durée.

La progression allemande en Pologne fut tellement foudroyante que le général Halder nota, dès le 5 septembre : « Ennemi pratiquement défait[79]. » Il n'avait pas tort car, seulement deux jours après le début de l'offensive, l'aviation polonaise était anéantie, la plus grande partie des 500 appareils de première ligne ayant été détruits au sol par le bombardement allemand avant d'avoir pu décoller. Le 3 septembre, lorsque la Grande-Bretagne et la France entrèrent en guerre, l'avance de la 4e armée de Kluge avait coupé le corridor et atteint le cours inférieur de la Vistule, complétant la jonction avec la 3e armée de Küchler qui exerçait, pour sa part, une pression sur la Narew. Le 6 septembre, la 10e armée de Reichenau avait progressé bien au-delà de la Warta, atteignant Lodz et Kielce. Ce même jour, Cracovie, la deuxième ville de Pologne, était prise par la 14e armée de List. Au soir, le gouvernement polonais quittait Varsovie pour se réfugier à Lublin. Dès le lendemain, Halder, estimant l'armée polonaise condamnée, préparait certains transferts de troupes sur le front de l'Ouest, bien qu'on n'y détectât aucune activité. Pas plus tard que le 8 septembre, les unités avancées de Reichenau se trouvaient déjà aux portes de Varsovie après avoir traversé la Vistule au sud de la capitale. Elles avaient parcouru plus de 220 kilomètres au cours de la première semaine. Les troupes de List n'étaient pas en reste, car elles arrivaient, à ce même moment, à Sandomierz, au confluent de la Vistule et du San. Tandis que le corps blindé de Guderian, le fer de lance de l'armée de Küchler, contournait la ligne du Boug et progressait vers Brest-Litovsk, le corps blindé du général Ewald von Kleist, sur le front de List, franchissait le San et atteignait la ville de Lvov le 12 septembre. Le jour de l'entrée des forces soviétiques en Pologne orientale, soit le 17 septembre, les Panzer de Guderian faisaient leur jonction avec les patrouilles de la 14e armée de List à Wlodawa, à 80 kilomètres au sud de Brest-Litovsk,

refermant les griffes de la grande tenaille. L'ensemble de l'armée polonaise se trouvait alors encerclé. Le 27 septembre, ses forces retranchées à Varsovie capitulaient.

La campagne prit fin lorsque les dernières troupes polonaises, qui n'avaient pu passer en Roumanie, déposèrent définitivement les armes, le 6 octobre. Ainsi, la Pologne, comme l'Autriche et la Tchécoslovaquie avant elle, disparaissait de la carte de l'Europe. Mais, cette fois-ci, le Reich avait été aidé et encouragé par l'Union soviétique. C'était le quatrième partage de la Pologne par l'Allemagne et la Russie (l'Autriche avait participé aux autres) et, jusqu'au dernier jour, ce fut de loin le plus barbare et le plus impitoyable.

Tandis que l'URSS annexait les régions polonaises situées à l'est de la ligne Narew-Boug-San, l'Allemagne récupérait bien plus que sa frontière de 1914. Ses nouvelles frontières orientales englobaient des territoires qui n'avaient jamais fait partie des anciennes provinces prussiennes. Les frontières du Reich se trouvaient ainsi repoussées de quelque 150 à 200 kilomètres plus à l'est, les Allemands n'étant majoritaires que dans la région de Dantzig. Dans le reste des territoires annexés, la proportion d'Allemands atteignait rarement plus de 10 %[80]. Il ne s'agissait donc plus de révisionnisme, mais d'une conquête impérialiste et criminelle à laquelle les officiers supérieurs de la Wehrmacht avaient souscrit.

La Wehrmacht avait appliqué en Pologne une doctrine militaire révolutionnaire reposant sur le tandem chars-avions lié par la radio, qui constituait une indiscutable innovation. Cette doctrine militaire allemande avait permis de rétablir la guerre de mouvement. Des ruptures avaient été ainsi obtenues sur des fronts étroits par des attaques massives de blindés opérant au sein de divisions autonomes. Les colonnes de blindés avaient exploité rapidement en profondeur ces ruptures afin de déborder sur les flancs des troupes ennemies et de réaliser leur encerclement. L'infanterie s'était chargée ensuite d'occuper et de nettoyer le terrain des poches de résistance. Les percées profondes et les manœuvres d'encerclement réalisées par les divisions de Panzer avaient été facilitées par le soutien de l'aviation qui bombardait sans relâche les lignes ennemies. Mais le rôle de la Luftwaffe s'était étendu très largement sur les arrières du front avec le bombardement des terrains d'aviation, des quartiers généraux, des lignes de communication, de transmission et de ravitaillement de l'ennemi. Pour ajouter à la désorganisation du commandement adverse, des unités de

parachutistes avaient été également larguées derrière les lignes ennemies. En définitive, ce fut une éclatante démonstration de la nouvelle forme de guerre annoncée par le colonel-général Seeckt dès les années 1920 et appelée aussitôt *Blitzkrieg* par la presse occidentale.

Cette campagne fut sans conteste un succès personnel pour Guderian, le créateur des divisions de Panzer et le théoricien de la guerre de mouvement associant les forces blindées à celles de la Luftwaffe. Elle le fut aussi pour Manstein. Ce dernier eut le mérite d'avoir adhéré très tôt aux théories de Guderian et d'avoir contribué à ce qu'elles fussent acceptées comme doctrine officielle au sein du haut commandement de l'armée de terre.

Plus tard, Manstein attribua en partie le succès si rapide et si foudroyant de la campagne de Pologne à l'emploi, complètement nouveau, de grandes formations blindées, opérant de façon indépendante, et à l'appui apporté par une aviation d'une supériorité écrasante : « L'essentiel était pourtant que cette petite Reichswehr, méprisée par beaucoup de gens, ait su, à partir de la défaite de la Première Guerre mondiale, sauver et redonner vie à la grande tradition allemande du commandement et de la formation. La nouvelle Wehrmacht, en tant qu'enfant de cette Reichswehr, avait réussi – et elle était la seule à l'avoir fait – à échapper à la dégénérescence de la guerre de positions [...]. Dans la Wehrmacht, avec l'aide des nouveaux moyens de combat, on était parvenu à restaurer le véritable art du commandement dans la conduite mobile des opérations[81]. »

Mais les succès foudroyants de la Wehrmacht en Pologne n'étaient pas seulement redevables à la forme de guerre à laquelle elle avait eu recours. Le plan d'opérations militaire allemand, essentiellement le produit des études de Manstein, y était aussi pour beaucoup. En effet, le stratège Manstein avait su exploiter au maximum la situation géostratégique défavorable de la Pologne, qui exposait ses flancs à des offensives débouchant simultanément de la Prusse-Orientale, de la Poméranie, de la Haute-Silésie et de la Slovaquie. Suivant l'application de son plan, la Pologne devint un énorme saillant, pris en tenaille par la Wehrmacht. Manstein avait également anticipé parfaitement la stratégie défensive de l'adversaire, qui consistait à livrer bataille juste derrière ses frontières afin de protéger les provinces occidentales les plus riches, les plus industrialisées et les plus populeuses de la Pologne. Puisque le gros des forces polonaises avait été déployé à l'ouest du pays, la manœuvre d'enveloppement de la Wehrmacht, par le nord, le nord-ouest, le sud-ouest

et le sud, prit forme dès le début de l'offensive. L'encerclement avait été facilité aussi par la mobilisation incomplète de l'armée polonaise au moment où les soldats allemands franchirent la frontière. En effet, seules un tiers des unités polonaises de première ligne se trouvaient prêtes à affronter l'envahisseur le 1er septembre[82].

La faiblesse de la position polonaise, à cause du tracé de la frontière, et l'infériorité des forces du pays auraient dû inciter le haut commandement à établir sa défense derrière la ligne Narew-Vistule-San. Mais cela aurait entraîné l'abandon de la plus grande partie de la principale zone industrielle, qui se trouvait à l'ouest de la ligne tracée par ces cours d'eau. Dans ses Mémoires, Manstein souligne cette considération sur le déploiement polonais : « Du point de vue opérationnel, cette conception était la seule juste, car elle faisait disparaître toute possibilité d'enveloppement et opposait avec ces rivières un obstacle important aux formations blindées allemandes. [...] L'accepter aurait cependant entraîné l'abandon de toute la Pologne occidentale où se trouvaient les plus précieuses régions industrielles et agricoles du pays[83]. » C'était d'ailleurs la stratégie qu'avait proposée depuis longtemps le haut commandement français à l'état-major polonais. Mais celui-ci avait refusé d'abandonner d'emblée le tiers du territoire national. Les arguments économiques en faveur d'une tentative d'action de retardement de l'avance ennemie dans la principale zone industrielle du pays se trouvaient renforcés par l'orgueil national et une confiance excessive des chefs militaires, ainsi que par les illusions entretenues sur la capacité des Alliés occidentaux à réduire la pression des troupes allemandes.

En voulant tout couvrir, y compris le corridor et la province avancée de Poznan, le commandant en chef de l'armée polonaise, le maréchal Edward Rydz-Smigly, ne pouvait conduire son armée qu'à la défaite. Le déploiement d'une armée de manière à couvrir tout le territoire et à ne rien abandonner de plein gré la rend faible partout et accélère sa défaite, encore plus si ses forces sont inférieures à celles de l'adversaire. Ce qui était justement le cas de la Pologne en 1939 devait l'être également pour l'Allemagne en 1943-1944, lorsque Hitler ordonnerait à Manstein de conserver à tout prix le bassin du Donets et la boucle du Dniepr.

En rassemblant le gros de ses forces à l'est de la ligne Narew-Vistule-San, l'état-major aurait été en mesure de mieux reconnaître l'axe principal de l'offensive allemande, même s'il pouvait facilement prévoir que le fer de

lance de l'attaque ennemie viendrait de la Haute-Silésie, pour les raisons énumérées précédemment. Par contre, on peut se demander si l'abandon de la portion occidentale à l'Allemagne n'aurait pas incité l'URSS à intervenir plus rapidement en Pologne orientale. Quoi qu'il en soit, une résistance établie en arrière de la ligne Narew-Vistule-San aurait non seulement éliminé la menace d'un enveloppement par la Prusse-Orientale et la Poméranie au nord et par la Haute-Silésie et la Slovaquie au sud, mais elle aurait également fait gagner du temps à la Pologne. Il était de son intérêt de maintenir son armée en campagne le plus longtemps possible, en espérant qu'une offensive occidentale obligerait l'Allemagne à retirer la grande masse de ses forces du théâtre d'opérations polonais. Il s'agissait d'ailleurs du seul espoir pour elle de reconquérir ultérieurement ses provinces occidentales sacrifiées[84].

La France et la Grande-Bretagne avaient-elles laissé passer une occasion unique de profiter de la faiblesse du dispositif défensif allemand à l'Ouest pour déclencher une offensive d'envergure dont les conséquences auraient pu être extrêmement graves pour le Reich ? C'est du moins ce que soutinrent plusieurs généraux allemands après la guerre. Dans ses Mémoires, Manstein souligne ainsi l'erreur des puissances occidentales qui n'ont pas osé exploiter le risque très grave pris à l'Ouest par le haut commandement allemand pour obtenir la supériorité nécessaire à l'Est, et accourir à temps à l'aide des Polonais : « Les choses auraient pris incontestablement une tournure absolument différente si les Alliés occidentaux étaient passés à l'offensive le plus tôt possible[85]. »

Il y avait dans cette affirmation une part d'illusion. Tout d'abord, la France ne disposait d'aucun plan offensif contre l'Allemagne. Depuis le milieu des années 1920, la stratégie de son armée était strictement défensive : elle ne visait qu'à la défense de l'intégrité territoriale de l'Hexagone. Cette stratégie était consolidée par la ligne Maginot, véritable système fortifié sur la frontière nord-est, dont les travaux de construction avaient commencé dès la fin des années 1920. Ne possédant pas une armée entraînée pour mener des opérations au-delà de ses frontières, la France ne pouvait donc pas respecter les engagements d'assistance qu'elle avait contractés envers ses alliés. Même si elle s'était résignée à déclencher une offensive d'envergure, elle n'aurait rien pu changer au sort de la Pologne, étant donné la lenteur de la mobilisation et de la concentration de ses troupes, de l'ordre de trois semaines au minimum. Compte tenu des

fortifications de la ligne Siegfried, particulièrement denses sur la frontière nord-est, une telle offensive se serait probablement transformée rapidement en une bataille d'usure et, de surcroît, avec de lourdes pertes. De son côté, la contribution britannique était beaucoup trop modeste pour changer quoi que ce soit. Les quatre premières divisions du corps expéditionnaire n'arrivèrent sur le sol français que lors des deux premières semaines d'octobre[86].

La perversion de la discipline militaire allemande

S'il y a une chose que les historiens ont peu relevée à propos de Manstein, c'est bien son indulgence à l'égard des crimes de la Wehrmacht en Pologne. Après la guerre, cet officier soutint, sans grande surprise, que l'armée n'avait jamais soupçonné Hitler d'avoir réellement pour intention de mener une politique d'extermination en Pologne. Au sujet de la conférence militaire tenue par Hitler le 22 août 1939, il affirma : « Ce que Hitler déclara au sujet d'une guerre éventuelle contre la Pologne ne pouvait, à mon avis, s'entendre au sens d'une politique d'extermination, comme l'accusation l'a soutenu à Nuremberg. S'il réclamait une destruction rapide et impitoyable des forces armées polonaises, il n'exprimait que le but de toute grande opération offensive. En tout cas, aucun de nous ne donna à ses paroles l'interprétation née de son comportement ultérieur envers ce pays[87]. » Or, les faits démontrent que non seulement les généraux de haut rang, y compris Manstein, étaient parfaitement au courant de la politique d'extermination du régime nazi en Pologne, mais qu'ils y ont également participé de leur propre gré, impliquant ainsi la Wehrmacht dans des actions criminelles contre les Juifs, les prisonniers de guerre et les élites politiques, religieuses et intellectuelles de la Pologne.

Bien qu'ils n'eussent reçu aucune instruction explicite et formelle du Führer à propos de la cruelle politique d'exécutions sommaires et de déplacements de population menée par les *Einsatzgruppen*, groupes d'intervention du SD chargés des opérations de nettoyage ethnique dans les territoires occupés et qui avançaient dans le sillage de l'armée, les généraux de la Wehrmacht commandant sur place étaient néanmoins au fait du programme criminel nazi.

Le sort réservé à la population des territoires conquis était sans précédent, pire encore que les assujettissements barbares des siècles passés.

Dans la vision de ses nouveaux suzerains, l'ancienne Pologne n'était plus qu'un territoire colonial dont on pouvait piller les ressources à sa guise, tandis que, grâce à des théories raciales modernes recouvrant les vieux préjugés, ses habitants étaient considérés comme les membres d'une race inférieure qu'on pouvait traiter aussi brutalement qu'on le jugeait utile.

La campagne de Pologne donna ainsi lieu à des actes de barbarie particulièrement féroces. Dans la partie occidentale, envahie par les Allemands, les *Einsatzgruppen* faisaient régner la terreur. Au nombre de cinq et rattachés à chacune des armées – en vertu d'un accord conclu entre le SD et l'OKH avant le début de la campagne – les *Einsatzgruppen* devaient liquider la noblesse, le clergé, l'intelligentsia et, surtout, les Juifs. Cependant, ils interprétaient très librement leur mission de fusiller les ennemis du Reich pour châtier toute manifestation d'hostilité ou s'en prendre à des résistants, c'est-à-dire à tous ceux qui laissaient paraître le moindre signe d'une opposition active aux forces d'occupation.

Les motifs de la campagne de Pologne ne se limitaient donc pas aux seuls objectifs militaires. Ils incluaient également des mesures d'ordre raciste et idéologique. Dans le but de sécuriser un espace vital en Europe de l'Est, la partie occidentale de la Pologne occupée devait être purifiée de ses éléments slaves et juifs, puis incorporée au Reich et repeuplée par des Allemands. Les élites polonaises, faisant partie de la noblesse, de la bourgeoisie, des professions libérales et du clergé, seraient exterminées afin de priver l'intelligentsia de toute chance de former une classe dirigeante. Les éléments polonais considérés comme « utiles » d'un point de vue racial seraient systématiquement germanisés. Les autres Polonais étaient appelés à devenir des esclaves non éduqués au service de la « race des seigneurs » allemands, en constituant une main-d'œuvre dans la partie orientale de la Pologne occupée, bientôt connue sous le nom de gouvernement général. Quant à la population juive, elle serait, pour une part, décimée et, pour une autre, évacuée dans des ghettos du gouvernement général.

Au sujet des atrocités commises en Pologne, la Wehrmacht était loin d'avoir les « mains propres ». Non seulement la politique implacable de purification raciale poursuivie par les autorités nazies concordait parfaitement avec les attitudes antipolonaises et antisémites de nombreux soldats et officiers de la Wehrmacht, mais celle-ci, en accord avec les directives de Hitler, conduisit une guerre brutale et impitoyable contre l'État polonais et sa population. Ainsi, dès les premières semaines de combat, de

nombreux rapports de l'armée faisaient état de pillages, d'exécutions arbitraires, de brutalités contre des personnes sans armes, de viols, de synagogues incendiées et de massacres de Juifs par les soldats allemands. L'OKH était donc bien informé de tout ce qui se passait derrière le front, non seulement au sujet des activités de la police de sécurité et des *Einsatzgruppen*, mais également de la participation d'unités de la Wehrmacht à des pogroms et à des exécutions sommaires d'ennemis du Reich, en particulier les Juifs[88]. Les soldats allemands n'avaient donc pas livré « un combat purement militaire » inspiré par « un caractère chevaleresque », comme l'affirma Manstein après la guerre[89].

La Wehrmacht, la police de sécurité et les *Einsatzgruppen* perpétrèrent ainsi, parfois séparément, d'autres fois ensemble, des actes criminels d'une barbarie des plus répugnantes. Sous prétexte de représailles pour sabotage, d'activités antiallemandes, d'insurrection armée ou tout simplement parce que les victimes faisaient partie de l'intelligentsia polonaise, ces organisations commirent des massacres atroces contre la population civile. Jusqu'à la fin d'octobre, elles perpétrèrent 764 massacres au cours desquels environ 20 000 personnes furent tuées. À elle seule, la Wehrmacht fut responsable de 311 de ces massacres. De sa propre initiative, elle prit également part à plusieurs manifestations de violence contre les Juifs : humiliations, pillages, travaux forcés, expulsions et exécutions sommaires. Bien que la police de sécurité et les *Einsatzgruppen* fussent principalement responsables de la liquidation des Juifs, l'armée y prêta volontiers son concours. Au cours du seul mois de septembre 1939, les soldats de la Wehrmacht fusillèrent plus de 1 200 Juifs. Jusqu'à la fin de 1939, les autorités d'occupation allemandes, assistées par des unités de la Wehrmacht, exécutèrent environ 7 000 Juifs polonais[90].

Les actes de pillages, de brutalités contre des civils, de viols et de massacres de Juifs prirent de telles proportions au cours de la campagne que les chefs de l'armée furent contraints de prendre des mesures pour réduire les manquements à la discipline. En effet, des soldats à titre individuel ainsi que plusieurs unités avaient perpétré de leur propre chef des crimes barbares. La direction de la Wehrmacht s'efforça alors de punir ceux ayant perturbé la discipline au sein de la troupe en les traduisant devant les tribunaux militaires. Mais Hitler amnistia la plupart d'entre eux par un décret du 4 octobre justifiant les actions allemandes comme des mesures de représailles dictées par les atrocités commises par les Polonais. Le

17 octobre, par une mesure qui contribua à étendre sensiblement l'autonomie de la SS et de la police de sécurité, Hitler décida de les soustraire à la juridiction de l'armée. Deux jours plus tard, un décret stipulait que l'administration militaire de la Pologne, jusque-là sous le commandement de l'état-major du colonel-général Rundstedt, cesserait à compter du 25 octobre et laisserait la place à une autorité civile.

Que l'armée fût déchargée des responsabilités n'empêcha pas le colonel-général Blaskowitz, commandant en chef de l'armée de terre en Pologne après la fin de l'administration militaire, de dénoncer les violences répugnantes et continues perpétrées par la SS, en particulier dans un rapport écrit qu'il adressa, en date du 6 février 1940, au colonel-général Brauchitsch, le commandant en chef de l'OKH. Or, ce dernier, pour éviter que les soldats et les officiers fussent envahis par le sentiment que les instructions des autorités nazies étaient en contradiction avec les valeurs traditionnelles de l'armée, avait pourtant émis un ordre, le 25 octobre 1939, par lequel il leur interdisait explicitement toute critique des mesures émanant de la direction de l'État alors mises en œuvre en territoire occupé. Le 7 février 1940, soit un jour après le rapport de Blaskowitz, le commandant en chef de l'armée de terre revint donc à la charge, en justifiant, à l'intention de ses troupes, la politique de purification raciale : « L'exécution des tâches dictées par nos politiques raciales, nécessaires pour sécuriser l'espace vital allemand et ordonnées par le Führer, devait nécessairement conduire à des mesures rudes, par ailleurs inhabituelles, contre la population polonaise de la zone occupée. L'exécution nécessairement accélérée de ces tâches, du fait du combat décisif du peuple allemand, a naturellement engendré une nouvelle intensification de ces mesures[91]. »

La réaction de Brauchitsch aux protestations de Blaskowitz, qui dans les faits revenait à cautionner la politique criminelle de nettoyage ethnique autorisée par Hitler, compromit la position de l'armée et ouvrit la voie aux accommodements entre celle-ci et la SS sur les mesures d'extermination de masse qui devaient être appliquées, à partir de l'été 1941, en URSS. Le 22 juillet 1940, le colonel-général Küchler, commandant en chef de la 18e armée déployée en Pologne, émit un ordre qui ne fit que renforcer la complicité de la Wehrmacht avec la politique criminelle de nettoyage ethnique du régime hitlérien : « J'insiste sur la nécessité que tous les soldats de l'armée, particulièrement les officiers, s'abstiennent de toute critique sur

le combat contre la population du gouvernement général, par exemple en ce qui concerne le traitement des minorités polonaises, des Juifs et des affaires de l'Église. La solution *völkisch* finale du conflit ethnique qui fait rage depuis des siècles sur la frontière orientale exige des mesures particulièrement sévères[92]. »

Tout compte fait, le colonel-général Blaskowitz fut l'un des seuls – avec, entre autres, le général Wilhelm Ulex, commandant en chef de la section sud du front – à s'élever contre le traitement inhumain réservé à la population polonaise des territoires occupés par l'armée allemande. Cela allait lui coûter cher, puisqu'il tomba en disgrâce et ne fut plus jamais promu jusqu'à la fin de la guerre[93]. Le lieutenant-général Manstein – qui ne formula aucune critique à ce sujet – et la grande majorité de ses collègues officiers répondirent plutôt par un silence complice ou par une approbation ouverte. Mais une chose est sûre : ils ne pouvaient pas ignorer les nombreux crimes perpétrés derrière les lignes du front et encore moins ceux commis par des unités de la Wehrmacht ; Manstein moins qu'un autre, ne serait-ce qu'en raison de sa qualité de chef d'état-major du groupe d'armées sud.

La compromission de Manstein dans les crimes de la Wehrmacht

Dans le cadre de ses fonctions, Manstein prit connaissance de plusieurs mémorandums adressés à son état-major et rapportant de nombreux cas de sévices graves exercés sur des Juifs et des civils polonais par la police de sécurité, la SS et des unités de la Wehrmacht. Durant la campagne de Pologne, un mémorandum du colonel-général List, commandant en chef de la 14e armée opérant sur le front du groupe d'armées sud, faisait état « de pillages, d'exécutions arbitraires, de mauvais traitements sur des personnes sans armes, de viols et de synagogues incendiées » par des soldats de la Wehrmacht. Des mémorandums du colonel-général Blaskowitz, commandant en chef de la 8e armée déployée dans le secteur du groupe d'armées sud, et du général Ulex, à la tête du 10e corps d'armée rattaché à la 8e armée, dressaient un constat analogue à celui de List, tout en condamnant cependant les atrocités commises par des unités de la Wehrmacht et la déchéance morale dans ses rangs. Évidemment, Manstein ne pouvait pas ignorer la teneur de telles allégations venant de deux

commandants d'armée et d'un commandant de corps d'armée appartenant au groupe sud dont il dirigeait les opérations.

Nombreux sont les rapports qui lui furent adressés et qui témoignaient de l'implication de l'armée allemande dans des actions criminelles commises à l'endroit de la population civile polonaise et, en particulier, des Juifs. Par exemple, le 8 septembre 1939, le major Rudolf Langhaeuser, un officier affecté au service de renseignements de l'état-major de Rundstedt, prépara un projet de lettre, destiné aux commandants d'armée, dans lequel il condamnait les pillages et les sévices des soldats de la Wehrmacht en Pologne, notamment aux dépens des prisonniers de guerre, qui contrevenaient à la discipline et à l'honneur de l'armée allemande. Pour parer aux pires excès, il prescrivait de prendre les mesures les plus sévères contre tout soldat de la Wehrmacht se livrant à de tels actes de violence. Mais le lieutenant-général Manstein, en sa qualité de chef d'état-major du groupe d'armées sud, refusa de donner suite à ce projet de lettre. Dans une note écrite à la main par le major Langhaeuser et se trouvant au bas de ce projet de lettre, on peut lire la mention selon laquelle Manstein a refusé, en effet, de le transmettre au colonel-général Rundstedt pour qu'il le signât[94].

Sur un rapport concernant trois soldats qui avaient brutalisé un Juif, violé sa fille et commis un vol à main armée chez un commerçant juif, on trouve une note de Manstein posant la question suivante : « Combien de temps cela prendra-t-il avant que l'affaire soit enfin condamnée ? » Ses déclarations d'après-guerre, notamment lors du procès de Nuremberg, selon lesquelles il n'avait jamais eu connaissance, à cette époque, de crimes perpétrés contre des Juifs ou autres civils polonais sont donc des plus mensongères.

Un autre rapport porté à la connaissance de Manstein concernait le massacre de Blonie dans le secteur de la 10e armée, commandée par le colonel-général Reichenau. Dans cette petite ville polonaise située à près de vingt kilomètres à l'ouest de Varsovie, un officier de la division SS *Leibstandarte Adolf Hitler* fit exécuter 50 Juifs durant la nuit du 18 au 19 septembre 1939. Après que le lieutenant-général Joachim Lemelsen, commandant de la 29e division motorisée, eut recommandé l'arrestation du responsable de cette tuerie pour cause d'indiscipline, le colonel-général Rundstedt, à titre de commandant en chef du groupe d'armées sud, exigea sa condamnation dans une lettre adressée à Reichenau. Bien entendu,

Manstein prit nécessairement connaissance de cette affaire, car la lettre de Rundstedt fut envoyée par l'entremise de son état-major.

Il fut également mis au courant du massacre qui eut lieu à Konskie, quelques jours auparavant, déclenché en guise de représailles à la mort du général Wilhelm Roettig, chef de la police de sécurité allemande en Pologne. Celui-ci avait été tué dans des combats contre des troupes régulières de l'armée polonaise, mais les *Einsatzgruppen* déclarèrent qu'il avait été sauvagement assassiné. Pour donner suite à cette déclaration, ils mirent aussitôt sur pied une commission d'enquête chargée de trouver les coupables qui, selon eux, se trouvaient probablement parmi les habitants de la ville de Konskie. Cela ne les empêcha toutefois pas de fusiller entre-temps 20 civils qui n'avaient pourtant rien à voir avec la mort du général Roettig. Pour faciliter néanmoins la recherche des coupables, le colonel-général Reichenau, commandant en chef de la 10e armée déployée sur le front du groupe d'armées sud, ordonna de faire arrêter tous les hommes civils de dix-huit ans et plus à Konskie et dans les environs – soit quelque 5 000 personnes en tout – et de les amener dans un camp près de la ville pour être interrogés. Bien qu'elles ne fussent pas blessées, 120 personnes – des Juifs, des Polonais et des soldats polonais en tenue civile – portaient des vêtements tachés de sang, ce qui les rendit immédiatement suspectes, d'autant qu'elles se trouvaient en possession d'argent allemand. De fait, elles furent déclarées coupables sur-le-champ et fusillées aussitôt. De nombreux soldats de la Wehrmacht prirent part à ces exécutions sommaires, appelés à former les divers pelotons d'exécution des condamnés[95]. Les événements de Konskie ne correspondent donc aucunement à la version relatée par Manstein dans ses Mémoires. Celui-ci minimisa grossièrement l'ampleur du massacre, laissant plutôt croire à un simple incident comme il s'en produit lors de chaque guerre[96].

Loin de se contenter d'un silence complice, Manstein donna même une directive fâcheuse envers les Juifs, apportant ainsi sa propre contribution à cette guerre criminelle. Après que l'Union soviétique eut envahi la Pologne, l'OKH émit un ordre déplorable à l'égard des Juifs que le chef d'état-major du groupe d'armées sud s'empressa aussitôt de transmettre à ses commandants d'armées. Par cet ordre, la Wehrmacht devait interdire aux Juifs qui avaient fui l'avance allemande, et qui se trouvaient désormais dans la partie polonaise occupée par l'Armée rouge, de traverser la ligne de démarcation germano-soviétique pour revenir dans leur lieu d'origine. À

l'attention de son groupe d'armées, Manstein ajouta à l'ordre de l'OKH la phrase suivante : « On doit empêcher par tous les moyens les réfugiés juifs de revenir en Haute-Silésie. » Comme si cette directive ne suffisait pas, le colonel-général Reichenau, le commandant en chef de la 10e armée sur le front du groupe sud, compléta la phrase de Manstein par ces mots : « Au besoin, avec les armes[97]. » De toute évidence, le sort des Juifs de Pologne semble avoir laissé Manstein complètement indifférent.

Les activités des *Einsatzgruppen* opérant sur les arrières des 8e, 10e et 14e armées du groupe sud furent évidemment connues de Manstein. De même, les atrocités criminelles commises en Pologne après la campagne militaire vinrent à sa connaissance et à celle de ses collègues officiers déployés sur d'autres théâtres d'opérations. Ainsi, le 19 décembre 1939, dans une lettre écrite à Brauchitsch, le colonel-général Leeb, commandant en chef du groupe d'armées C sur le front de l'Ouest, qualifia la conduite de la police de sécurité et de la SS en Pologne d'« indigne d'un peuple civilisé[98] ». Mais cette dénonciation fut la seule d'un commandant affecté à un secteur autre que celui de la Pologne.

Pour sa part, le lieutenant-général Manstein n'émit aucune protestation concernant les nombreuses exactions commises en Pologne, aussi bien avant qu'après le transfert de son état-major du front de l'Est au front de l'Ouest, le 24 octobre 1939. En refusant de s'opposer aux excès de l'armée allemande et en durcissant lui-même un ordre de l'OKH contre les réfugiés juifs, il s'était déjà largement compromis dans cette guerre criminelle. Il savait fort bien qu'il ne pouvait faire carrière dans un régime totalitaire sans se compromettre, à plus forte raison dans un régime qu'il avait décidé de soutenir en allié, même s'il n'en approuvait pas toutes les politiques. D'ailleurs, il n'oubliait sûrement pas que son opposition à l'application de la législation raciale dans la Wehrmacht, en 1934, avait failli lui coûter une sanction disciplinaire qui aurait pu nuire à l'avancement de sa carrière. Manifestement, il en avait retenu la leçon. Un officier brillant et énergique comme lui, dont l'ambition était de devenir chef d'état-major général ou commandant en chef de l'armée, ne pouvait pas se permettre une nouvelle fois de s'opposer aux objectifs politico-idéologiques du régime national-socialiste.

En approuvant le programme de liquidation qui se trouvait au cœur de la campagne barbare de purification ethnique en Pologne, les généraux de

l’armée avaient franchi le Rubicon. En effet, en acceptant plus ou moins volontiers d’être complices des politiques criminelles du régime nazi, les dirigeants de la Wehrmacht se compromettaient tout autant que celui-ci. Ce qui se déroulait dans les territoires conquis était, certes, encore bien loin du génocide systématique perpétré lors de la campagne de Russie. Mais l’opération avait déjà des traits génocidaires. Ce fut, en quelque sorte, le terrain d’essai de ce qui allait suivre à plus grande échelle en Union soviétique : une guerre raciale et d’extermination[99].

5
LE « PLAN MANSTEIN »

Après la campagne de Pologne, Manstein allait jouer un rôle primordial dans la conception du plan d'opérations contre les Alliés occidentaux, un rôle qui est encore aujourd'hui sujet à bien des débats, notamment pour savoir s'il a été vraiment l'initiateur de l'idée du « coup de faucille » qui rendit possible la victoire foudroyante de la Wehrmacht à l'Ouest. La discussion de cette question est d'une importance primordiale, car il s'agit, en effet, de l'un des malentendus qui eurent le plus de conséquences dans l'histoire militaire allemande.

Manstein à l'écart de la fronde des généraux ?

Le 24 octobre 1939, l'état-major du colonel-général Rundstedt et du lieutenant-général Manstein était transféré sur le front de l'Ouest pour prendre le commandement du groupe d'armées A, qui venait tout juste d'être formé. Le groupe d'armées A se trouvait à la gauche du groupe d'armées B – qui avait été confié au colonel-général Bock et qui était, en quelque sorte, l'ex-groupe d'armées nord ayant combattu en Pologne avant d'être transféré sur le front de l'Ouest le 10 octobre –, et à la droite du groupe d'armées C du colonel-général Leeb, en place depuis le début de la guerre. C'est à Coblence, à l'hôtel Riesen-Fürstenhof, situé au bord du Rhin, que l'état-major de Rundstedt et de Manstein avait installé ses quartiers généraux. Aussitôt transféré sur le front de l'Ouest, Manstein allait pouvoir jouer un rôle majeur dans la conception du plan d'opérations.

Le 21 octobre, il recevait l'ordre de se présenter à Zossen, lieu du quartier général de l'OKH, pour recevoir les instructions destinées à son

groupe d'armées. Il fut alors informé du « plan jaune » (*Fall Gelb*) relatif à l'offensive à l'Ouest, ordonnée par Hitler dès la fin de la campagne de Pologne.

Hitler avait dévoilé son intention d'attaquer les Alliés, qui plus est immédiatement après la campagne de Pologne, pour la première fois, le 8 septembre, au lieutenant-colonel Rudolf Schmundt, son principal aide de camp. Le 25 septembre, il avait annoncé à l'OKH sa décision de déclencher à l'Ouest une offensive générale dès l'automne 1939, tandis que les armées franco-britanniques n'étaient pas encore prêtes. Quant aux commandants en chef des trois armes de la Wehrmacht, il leur avait fait connaître sa décision le 27 septembre, jour de la capitulation de Varsovie, à la Chancellerie du Reich[100].

Le 10 octobre, Hitler convoqua ses grands chefs militaires pour leur exposer les motifs de l'offensive à l'Ouest dont, deux semaines plus tard, il devait fixer la date au 12 novembre. Il affirma qu'il fallait vaincre militairement les puissances occidentales pour qu'elles ne fussent plus en mesure de s'opposer à la consolidation et au développement du Reich. En outre, leur destruction était absolument nécessaire afin de faire place à l'expansion du peuple allemand en Europe de l'Est. Puisque le temps jouait en faveur de l'ennemi, dit-il, l'Allemagne devait frapper le plus rapidement possible, tandis qu'elle possédait encore un avantage au point de vue des armements. Ne serait-ce qu'en raison de l'hostilité des États-Unis ou du comportement incertain de l'URSS, le Reich avait tout intérêt à exploiter sa supériorité militaire momentanée. L'attaque pouvait néanmoins être écartée dans le cas de la conclusion d'une entente avec Londres et Paris, à condition que les gains en Pologne ne fussent pas compromis, conclut-il.

Pour les chefs de la Wehrmacht, la décision unilatérale de Hitler d'attaquer les puissances occidentales, et qui plus est immédiatement après la campagne de Pologne, semblait irrationnelle. En fait, l'attitude des généraux allemands a rarement été aussi unanime que dans le rejet d'une telle offensive à l'Ouest, si ce n'est à l'exception du lieutenant-général Manstein dont les considérations à ce sujet seront analysées un peu plus loin. L'intention du Führer d'attaquer à l'Ouest aboutissait, en quelque sorte, à une fronde des généraux.

Le colonel-général Brauchitsch, commandant en chef de l'OKH, et le général Halder, chef de l'état-major général de l'OKH, soulignaient à Hitler le 7 octobre que, en dépit de son succès spectaculaire, la campagne de

Pologne avait révélé de sérieuses lacunes, autant au niveau de l'équipement, de l'instruction que de la combativité des troupes. Les formations blindées avaient souffert d'un manque flagrant de chars lourds. La liaison entre les divisions de Panzer et celles d'infanterie non motorisées avait souvent été laborieuse. Cela dit, ils avançaient que la Wehrmacht n'allait pas rencontrer sur le théâtre occidental des conditions aussi favorables qu'en Pologne, là où elle s'était heurtée à une armée inférieure en hommes et en matériels, et, de surcroît, en pleine mobilisation. Rassemblée principalement dans la région de Poznan, dans une position géostratégique extrêmement défavorable, l'armée polonaise avait pu être facilement encerclée par une manœuvre en tenaille depuis la Prusse-Orientale et la Poméranie au nord et la Haute-Silésie et la Slovaquie au sud. À l'Ouest, la Wehrmacht allait toutefois se heurter à des fronts étroits, à des positions fortifiées aussi bien en France qu'en Belgique, et à des adversaires totalement mobilisés et disposant de gros effectifs sur le plan des soldats et du matériel. Ayant toujours en mémoire les souvenirs de la Première Guerre mondiale, sa durée et ses batailles de tranchées meurtrières, Brauchitsch et Halder étaient convaincus de la solidité de l'armée française et de la qualité de ses chefs.

Même les spécialistes de l'arme blindée, tels les généraux Guderian et Erich Hoepner, ainsi que le colonel-général Reichenau, déconseillaient le déclenchement d'une offensive à l'approche de l'hiver qui risquait de s'enliser dans la boue automnale. Le feld-maréchal Göring lui-même estimait que les brouillards de novembre risquaient de paralyser l'action de sa Luftwaffe, indépendamment de la brièveté des heures du jour. Le général Stülpnagel, chef de la section logistique de l'OKH, affirmait pour sa part que les divisions blindées et motorisées avaient été trop éprouvées par les durs combats en Pologne pour être employées encore dès l'automne. En raison du délai requis pour pallier les pertes en armement et en matériels, ainsi que pour parfaire la formation des unités, une attaque à l'Ouest n'était pas possible avant deux ans, considérait-il.

Bien que les principaux chefs de l'armée allemande eussent analysé à fond la campagne de Pologne et traduit aussitôt les expériences acquises en vue de l'instruction, ils ne la jugèrent pas susceptible de servir de point de comparaison pour un conflit avec les Alliés. Manifestement, le principal adversaire de la Première Guerre mondiale était encore tenu en très grand respect. Au sujet d'une offensive à l'Ouest, le colonel-général Leeb se montrait tout à fait pessimiste quant aux chances de victoire : « La surprise

n’est pas possible. Nous allons avoir un nombre infini de victimes sans pouvoir venir à bout des Français. Une attaque contre la France ne pourra pas être menée comme l’attaque contre la Pologne, mais sera longue et provoquera des pertes énormes. »

D’autres généraux allemands, à l’instar de Leeb, redoutaient encore une extension du conflit. La violation des neutralités belge et néerlandaise risquait de compromettre définitivement toute solution de règlement pacifique. Ils conseillaient donc d’attendre. La Wehrmacht devrait se cantonner sur la défensive, renforcer son potentiel militaire, renoncer à prendre l’initiative et se tenir prête à répondre à une offensive des Alliés en 1940 ou en 1941. Cette idée d’une guerre défensive à l’Ouest était prônée, en particulier, par le général Halder et ses assistants de l’OKH[101].

Halder et son fidèle adjoint Stülpnagel commencèrent même à envisager l’idée d’un putsch à la fin du mois, après que Hitler eut confirmé son intention d’attaquer le 12 novembre. Le chef d’état-major général de l’OKH chargea son subalterne de sonder discrètement quelques généraux sur leur réaction probable à un coup d’État. Les résultats ne furent guère encourageants. Tout en étant opposés à une offensive, les commandants sur le front de l’Ouest rejetaient l’idée d’un putsch, d’une part par devoir d’obéissance, d’autre part par crainte que leurs troupes ne les suivissent pas. Même la tentative de Halder et de Stülpnagel de créer, pour agir contre Hitler, une coalition avec les commandants en chef des trois groupes d’armées échoua. Bien que Rundstedt et Bock eussent une appréciation similaire de la situation, ils ne pouvaient se résoudre à une résistance active. Seul Leeb eût été prêt à tout, de même que quelques généraux du front critiques à l’égard du régime, comme Witzleben et Hoepner. De lui-même, Leeb essaya d’amener les commandants en chef des deux autres groupes d’armées à démissionner pour faire pression sur Hitler, mais sans aucun succès. Ne pouvant compter sur une majorité de généraux, Halder établit que la population allemande soutenait Hitler et n’était, par conséquent, pas prête à un putsch[102].

Le 5 novembre, à l’instigation de ses commandants de groupe d’armées, le commandant en chef de l’armée de terre rencontra Hitler afin de le dissuader de déclencher l’attaque à l’automne. Accompagné de son chef d’état-major général, il reprit la liste des objections déjà présentées le 7 octobre, à laquelle il ajouta celle des généraux du front occidental : saison défavorable, solidité de l’armée française, nécessité de corriger les

faiblesses des forces allemandes. Mais c'est avec véhémence qu'il se fit éconduire par un Hitler de glace qui demeurait inébranlable. Après avoir dénoncé vivement « l'esprit de Zossen », le défaitisme du grand quartier général de l'OKH, il confirma une fois de plus la date du 12 novembre pour le déclenchement de l'offensive. En fait, elle allait être ajournée à vingt-neuf reprises au cours de l'automne et de l'hiver, essentiellement pour des raisons d'ordre météorologique.

Quoi qu'il en soit, le fait que Hitler eût parlé de détruire « l'esprit de Zossen » laissa penser à Halder qu'il avait eu vent du complot pour l'évincer. Craignant que la Gestapo pût se présenter à Zossen à tout moment, il s'empressa, dès son retour à son quartier général, de détruire tous les documents relatifs à la conjuration, aidé en cela par Stülpnagel. Manifestement, la diatribe du Führer contre ses deux chefs de l'OKH avait éteint leurs velléités, certes bien timides, de le renverser. En effet, Halder et Stülpnagel se résignaient maintenant à accepter la responsabilité d'une offensive à l'Ouest à laquelle ils étaient pourtant opposés. De toute façon, ils étaient bien conscients que l'armée de terre était divisée. Si quelques généraux étaient hostiles à Hitler, la grande majorité, dont Manstein, le soutenaient. Alors, pour les chefs militaires, ce fut le début de la fuite en avant et ils se laissèrent complètement emporter dans la préparation de l'offensive. Si l'on ne pouvait empêcher une campagne militaire à l'Ouest, il fallait au moins la gagner[103].

En attendant le jour fatidique, le Führer convoqua quelque deux cent officiers de haut rang des forces armées mobilisées sur le front occidental, commandants en chef et officiers d'état-major, à la Chancellerie du Reich le 23 novembre. Parmi ceux-ci, on retrouvait le lieutenant-général Manstein, chef d'état-major du groupe d'armées A. Hitler voulait les amener au degré d'exaltation qu'il jugeait indispensable à la veille des grandes batailles. Dans son discours, il reprit essentiellement les mêmes arguments énoncés dans son mémorandum du 9 octobre qu'il avait lu le lendemain aux chefs de l'OKW, de l'OKH, de la Luftwaffe et de la Kriegsmarine.

Pas un seul haut gradé n'éleva la voix, ni pour exprimer une quelconque objection quant aux motifs et aux objectifs du Führer concernant l'offensive à l'Ouest, ni pour souligner l'immoralité d'une attaque contre la Belgique et les Pays-Bas, dont le gouvernement allemand avait solennellement garanti les frontières et la neutralité. « Les raisons données pour expliquer la nécessité fondamentale de mener l'offensive étaient bien réfléchies et, à

mon avis, convaincantes (sauf quant à la question de la date) », écrivit Manstein dans ses Mémoires[104].

En fait, lors de visites faites à l'état-major du groupe d'armées A, en octobre et au début novembre, par le commandant en chef de l'OKH et son chef d'état-major général, Manstein souleva essentiellement les réserves déjà formulées par ceux-ci et les autres généraux sur le front occidental. Une offensive déclenchée à la fin de l'automne, affirmait-il, n'avait aucune chance de remporter un succès décisif. La saison ne s'y prêtait tout simplement pas. Elle ne permettait guère à la Wehrmacht d'employer pleinement ses unités blindées et son aviation. En raison de la brièveté des heures diurnes, le rythme des opérations se verrait grandement ralenti. À cela il ajoutait l'insuffisance de l'instruction des unités nouvellement formées. Seules les divisions d'active étaient véritablement en mesure de prendre part à une offensive d'envergure à l'automne 1939. Les autres manquaient encore de cohésion et d'entraînement. Il insistait également sur le fait que l'armée n'avait pas encore achevé la remise en état des divisions blindées depuis la conclusion de la campagne de Pologne. Pour mener une offensive à l'Ouest dès l'automne, il aurait fallu les retirer du front de l'Est beaucoup plus tôt. Qui plus est, l'aviation aussi nécessitait une remise en état avant d'entreprendre de nouvelles opérations. En somme, pour le chef d'état-major du groupe d'armées A, la Wehrmacht ne pouvait pas envisager d'attaquer sur le théâtre occidental avant le printemps 1940. Mais si, dans l'état des choses qui régnait alors, le printemps 1940 constituait le moment le plus rapproché, il représentait aussi le dernier où le Reich pouvait espérer lancer une offensive victorieuse[105].

À l'instar de ses collègues officiers, Manstein ne croyait pas que l'Allemagne parviendrait à s'entendre avec les puissances occidentales après sa victoire en Pologne[106]. Il lui paraissait inconcevable que le Reich acceptât de rétablir l'État polonais, comme l'exigeaient la Grande-Bretagne et la France, alors qu'il venait justement de mener une campagne militaire victorieuse pour régler la question polonaise. De toute façon, il lui semblait impossible de rétablir la Pologne pour parvenir à s'entendre avec l'Ouest, après l'absorption de la moitié de ce pays par les Russes. Manstein et ses pairs se montrèrent donc tout à fait d'accord avec la proposition de compromis offerte par Hitler à la Chancellerie du Reich le 6 octobre 1939. Son rejet par Londres et Paris ne les surprit pas outre mesure.

Cependant, le chef d'état-major du groupe d'armées A ne partageait aucunement le point de vue de certains généraux de l'OKH, en particulier Halder, qui conseillaient l'attente dans l'espoir que les puissances occidentales se décideraient à passer à l'attaque, procurant ainsi au haut commandement allemand l'occasion d'obtenir la décision par une contre-offensive. Mais rien ne garantissait, selon Manstein, que les puissances occidentales se décideraient à passer à l'attaque. En fait, une telle attaque lui paraissait plutôt improbable. Les Alliés n'ayant même pas osé attaquer au moment où la masse des forces allemandes combattait en Pologne, comment s'y résoudraient-ils alors que le gros des troupes de la Wehrmacht se trouvait maintenant déployé à l'Ouest ? Les objectifs des Alliés semblaient être plutôt d'assurer l'inviolabilité du territoire français et, bien entendu, de se porter au secours de la Belgique et des Pays-Bas s'ils étaient attaqués. En conséquence, on ne pouvait donner à la guerre une issue favorable en persistant dans la défensive. En aucun cas, le Reich ne pouvait se permettre d'attendre que ses adversaires parvinssent à combler leur retard dans le domaine des armements terrestres et aériens ou finissent par acquérir la supériorité militaire avec l'aide américaine, qu'il fallait d'ailleurs prévoir. Et encore moins en tenant compte du comportement imprévisible de la Russie bolchevique. Plus les puissances occidentales se renforceraient militairement, plus la situation de l'Allemagne deviendrait précaire avec le géant soviétique sur ses arrières, pensait le chef d'état-major du groupe d'armées A[107].

Pour Manstein, le Reich n'avait tout simplement pas le choix, il devait passer à l'attaque afin de forcer la décision à l'Ouest. D'ailleurs, au procès de Nuremberg, il confirma le point de vue qu'il avait adopté, après la campagne de Pologne, au sujet de l'intention du Führer d'attaquer à l'Ouest : « À mon avis, lorsqu'il fut avéré qu'une union politique avec les puissances occidentales était irréalisable par des moyens pacifiques, il n'y eut plus d'autre issue que de mener une offensive à l'Ouest et de terminer ainsi la guerre[108]. » De ce fait, il se montrait, à cette époque, résolument plus belliqueux que les généraux de l'OKH qui proposaient l'adoption d'une stratégie défensive. Il était toutefois d'avis que la Wehrmacht, si elle voulait obtenir un succès décisif contre les puissances occidentales, devait absolument opter pour un autre plan d'opérations que celui qu'avait élaboré l'OKH.

Le « plan jaune » : le plan d’opérations de l’OKH

En Pologne, Hitler s’était tenu à l’écart des opérations militaires, autant lors des préparatifs qu’au cours du déroulement de la campagne. Dans la préparation de l’offensive occidentale, il intervenait directement pour la première fois, créant ainsi un précédent. Le 9 octobre 1939, Hitler avait remis à l’OKH, par l’entremise de l’OKW, ses directives concernant l’offensive à l’Ouest. Elles soulignaient la nécessité de défaire la plus grande partie possible des forces armées françaises, aussi bien que les armées des Alliés luttant à leurs côtés, et, en même temps, de conquérir un maximum de territoires aux Pays-Bas, en Belgique et dans le nord de la France. La conquête de ces territoires devait servir de base à la conduite d’une guerre aérienne et navale contre la Grande-Bretagne et de zone tampon contre les bombardements alliés sur la Ruhr. En vertu de ces directives générales du Führer, l’OKH avait pour tâche de préparer un plan détaillé des opérations dans les plus brefs délais.

Dans la stratégie édictée par Hitler, on ne trouve aucune trace de l’idée d’une guerre éclair en tant que telle. Au lieu de tout jouer sur une carte dans le cadre d’une bataille décisive qui mettrait un terme à la guerre, cette stratégie ne visait que des objectifs partiels : il fallait détruire la plus grande partie possible des armées alliées et conquérir le plus de terrain possible afin de constituer une base pour la suite de la guerre. Sans doute s’agissait-il, dans la pensée du commandant suprême des forces allemandes, empêtré dans un mode de pensée hérité de la Grande Guerre, de gagner des ports et des aérodromes, condition préalable à la guerre d’usure à laquelle il fallait s’attendre par la suite, en tout premier lieu contre l’Angleterre[109].

Le plan d’opérations de l’OKH fut complété le 19 octobre. Supervisé par le commandant en chef de l’armée de terre, le colonel-général Brauchitsch, le plan était l’œuvre de son chef d’état-major général, le général Halder, ainsi que de ses adjoints, le général Stülpnagel, chef de la section logistique, et le colonel Greiffenberg, chef du bureau des opérations. Selon les directives générales données par Hitler le 9 octobre, l’OKH envisageait de déclencher une attaque par les Pays-Bas et le nord de la Belgique, avec une aile droite puissante pour détruire les forces néerlandaises et belges, ainsi que les forces franco-britanniques qui se porteraient à leur rescousse. C’était effectivement par l’aile droite que l’OKH espérait obtenir la victoire. Composée du détachement d’armée N et

du groupe d'armées B, l'aile droite se concentrerait sur le cours inférieur du Rhin et dans la partie nord de l'Eifel. Tandis que le détachement N (3 divisions) avait pour mission de mettre hors de combat les Pays-Bas par une action en direction d'Utrecht, le groupe d'armées B, articulé en trois armées (37 divisions dont 8 blindées et 2 motorisées), devait attaquer la Belgique par le nord et le sud de Liège en direction de Bruxelles, avec l'aide de ses unités blindées déployées en première ligne. Le groupe d'armées A, qui était composé de deux armées (27 divisions dont 1 blindée et 1 motorisée), devait couvrir au sud les opérations du groupe d'armées B, pendant que le groupe d'armées C, articulé en deux armées (25 divisions), assurerait la défense du *Westwall* (rempart de l'Ouest) en face de la ligne Maginot[110].

À la suite de l'insatisfaction manifestée par Hitler et certains hauts responsables militaires, notamment Keitel, à l'égard du plan d'opérations, l'OKH y apporta quelques modifications qui, dans l'ensemble, étaient relativement mineures. Le 29 octobre, il transmit au Führer et à l'OKW son deuxième plan d'attaque. Celui-ci, contrairement au premier, n'avait pas un axe d'effort unique, soit en direction de Bruxelles, mais deux points forts simultanés, l'un en direction de Bruxelles, l'autre en direction de Namur.

Dans ce deuxième ordre de déploiement, les Pays-Bas n'étaient plus concernés par l'offensive allemande. Le groupe d'armées B demeurait le plus puissant, avec 30 divisions d'infanterie et la masse des unités rapides, c'est-à-dire 9 divisions blindées et 4 motorisées. Il s'agissait presque de la moitié des 102 divisions alors disponibles sur le front de l'Ouest. Constitué maintenant de quatre armées concentrées sur le cours inférieur du Rhin et dans la partie nord de l'Eifel, le groupe d'armées B devait attaquer en Belgique de part et d'autre de Liège, dans une double direction, vers Bruxelles et vers Namur, avec deux armées en première ligne, les 4e et 6e, et deux autres en deuxième ligne, les 2 et 18e (le détachement d'armée N renforcé). La conquête des Pays-Bas fut rétablie par la suite et confiée à la 18e armée.

La mission du groupe d'armées A était de couvrir au sud le groupe d'armées B chargé d'obtenir la décision. Sa zone de concentration se trouvant dans la partie sud de l'Eifel et dans la région de l'Hunsrück (entre la Moselle et la Nahe), il devait avancer par le sud de la Belgique et le Luxembourg. Réparti en deux armées, les 12e et 16e, le groupe d'armées A

comprenait 22 divisions d'infanterie, mais aucune unité rapide. Tandis que la 12e armée couvrirait le flanc gauche du groupe d'armées B lors de sa progression, la 16e armée bifurquerait au sud, après avoir traversé le Luxembourg, afin d'assurer la protection de l'ensemble de l'opération. Elle prendrait une position défensive sur une ligne s'étendant de l'extrémité occidentale de la ligne Maginot à l'est de Sedan, soit entre la Meuse et la Sarre.

Fort de deux armées et de 18 divisions d'infanterie, le groupe d'armées C devait assurer la sécurité du *Westwall*, entre les frontières du Luxembourg et de la Suisse. L'OKH laissait en réserve 17 divisions d'infanterie et 2 divisions rapides[111].

Que ce soit dans le premier ou dans le deuxième plan d'opérations, l'objectif de l'OKH demeurait limité. Dans la première phase de la campagne, les chefs de l'OKH n'envisageaient pas de mettre l'armée française hors de combat, mais de la contraindre à se replier au sud de la Somme, puis d'occuper les côtes de la Manche, coupant ainsi l'Angleterre de son allié français et s'assurant, en même temps, des bases aériennes et navales d'où ils pourraient harceler et bloquer les îles Britanniques. C'était comme s'ils pensaient qu'à la suite d'une telle défaite, certes limitée, l'Angleterre et la France se montreraient disposées à traiter et à laisser le Reich libre de porter son attention de nouveau vers l'Est.

Les objections de Manstein concernant le « plan jaune »

Le lieutenant-général Manstein rejeta d'emblée le plan d'opérations de l'OKH. Sa première réaction fut de le considérer comme une simple répétition du célèbre « plan Schlieffen », conçu en 1905 et utilisé par l'armée allemande en 1914. À l'instar de celui-ci, non seulement le point de concentration de l'offensive planifiée par l'OKH se trouvait à l'aile droite, mais l'axe principal devait également traverser la Belgique et le nord de la France. Même si la ressemblance entre les deux plans s'arrêtait là, Manstein ne considérait pas moins comme insatisfaisant le plan du général Halder puisqu'il ne pouvait aucunement apporter une décision stratégique, contrairement au « plan Schlieffen » de jadis. En effet, si ce dernier recherchait une victoire stratégique totale, le « plan jaune » n'avait pour

objectif qu'un succès partiel. Il est donc erroné de prétendre, comme certains le font parfois, que le « plan jaune » constituait une simple réédition du « plan Schlieffen ».

Dans son fameux plan de 1905, le feld-maréchal Alfred Graf von Schlieffen, qui fut chef d'état-major général de l'armée impériale de 1891 à 1906, escomptait battre l'armée française en une seule campagne militaire au moyen d'une très grande manœuvre d'enveloppement. Celle-ci devait être exécutée en deux phases par une puissante aile droite. Dans un premier temps, un vaste mouvement tournant amènerait l'aile droite allemande à travers la Belgique et le nord de la France, bien au-delà de la Seine, à l'ouest de Paris. Dans un second temps, cette aile marchante, pivotant vers l'est, au sud de Paris, encerclerait et détruirait les forces françaises restantes, acculées sur le front Metz-Vosges-frontière suisse. Pour obtenir cette décision totale et définitive sur l'ensemble de l'armée ennemie, Schlieffen espérait que les Français attaqueraient en Alsace-Lorraine, dès le début des hostilités, afin de reprendre cette région perdue à l'issue de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, ce qui ne manquerait pas de faciliter le succès de la manœuvre d'enveloppement par l'armée allemande. Il acceptait ainsi le risque de subir des échecs initiaux en Alsace-Lorraine, voire même de perdre temporairement cette province. D'ailleurs, il s'opposait à la construction d'une puissante ligne de fortifications à l'Ouest justement parce qu'il considérait qu'une avance française en Alsace-Lorraine était non seulement désirable, mais aussi tout à fait nécessaire. Dans l'esprit du feld-maréchal Schlieffen, l'Alsace-Lorraine devait servir à la fois d'appât et de trappe pour l'armée française.

Par contre, le plan du général Halder ne cherchait aucunement à obtenir une décision complète et définitive sur les forces ennemies. Il n'envisageait pas la perspective d'une victoire totale. Loin de la décision stratégique recherchée par Schlieffen, le chef d'état-major général de l'OKH ne se fixait pour objectif qu'un succès opérationnel partiel. En fait, il considérait la possibilité de remporter une décision totale et définitive sur le théâtre de l'Ouest comme inexistante. Son plan visait donc uniquement une victoire partielle sur les forces alliées rencontrées en Belgique et une conquête territoriale limitée à la côte de la Manche. L'acquisition de celle-ci devait procurer une base à la poursuite de la guerre contre l'Angleterre et la France. Se rappelant que l'armée allemande, après l'échec de son offensive en 1914, n'était pas parvenue à acquérir les bases nécessaires pour la

conduite de la guerre sous-marine contre l'Angleterre, l'OKH accordait une priorité absolue à la conquête de la côte de la Manche. Toutefois, il voulait attendre, pour décider de la poursuite de l'offensive et de la forme à lui donner, d'avoir atteint ses premiers objectifs, en l'occurrence une victoire partielle sur les forces alliées en Belgique et une conquête de la côte de la Manche.

Mais, à l'encontre de Schlieffen, Manstein ne croyait pas que l'armée française pouvait être complètement vaincue d'un seul coup. Une répétition du plan de 1914 était impossible en raison de la modification de la situation, jugeait-il. Tout d'abord, si l'armée allemande avait pu escompter obtenir une surprise opérationnelle en 1914, elle ne le pouvait guère en 1939. Il lui était désormais impossible de dissimuler à l'ennemi la concentration de ses forces à l'aile septentrionale. Se fondant sur les souvenirs de 1914, l'état-major français devait, de toute façon, s'attendre à une reprise du « plan Schlieffen ». Il prévoyait sans doute que l'armée allemande allait contourner la ligne Maginot par la Belgique, tout comme elle avait contourné en 1914 par ce même pays le front fortifié Verdun-Toul-Nancy-Épinal. Ensuite, soulignait-il, les Allemands ne pouvaient miser sur une initiative française au centre du dispositif général. Au contraire, ils devaient plutôt compter sur une vigoureuse contre-attaque dirigée contre le flanc méridional des forces engagées en Belgique. Nul doute que le haut commandement des forces alliées enverrait immédiatement des forces importantes en Belgique pour s'opposer à l'avance allemande. Ce n'était donc pas par une offensive reposant sur une puissante aile droite passant par les Pays-Bas et la Belgique que l'Allemagne pouvait espérer surprendre l'ennemi, concluait-il.

Le plan d'opérations de l'OKH comportait d'autres lacunes. Selon Manstein, si l'on désirait, après avoir obtenu le résultat partiel souhaité par l'OKH, poursuivre l'offensive en vue d'éliminer complètement les forces occidentales, il fallait mener la première opération en fonction de cet objectif final. Elle devait d'abord assurer la destruction totale de l'aile nord des forces ennemies afin de procurer une supériorité décisive qui permettrait d'anéantir ensuite le reste des armées alliées en France à partir d'une base opérationnelle de départ favorable à cette seconde opération. Mais le plan de l'OKH ne lui paraissait pas du tout remplir ces deux conditions essentielles pour la conduite d'une seconde opération visant à remporter une décision totale et définitive sur l'adversaire. Ni le rapport de

forces à l'aile droite ni le terrain en Belgique ne permettaient d'envisager une telle possibilité pour la Wehrmacht.

Le groupe d'armées B, qui se trouvait à l'aile droite, disposait d'un total de 43 divisions. Après son entrée en Belgique, il se heurterait à 20 divisions belges et à 10 divisions néerlandaises. Même si celles-ci étaient inférieures en valeur de combat aux formations allemandes, elles pourraient recourir à d'importantes fortifications et à de nombreux obstacles naturels pour résister à l'envahisseur. En effet, on retrouvait en Belgique de puissantes fortifications des deux côtés de Liège, le long du canal Albert jusqu'à la forteresse d'Anvers et le long de la Meuse avec Namur comme base centrale, et ce, sans compter les nombreux obstacles naturels en Hollande, tels que les cours d'eau et les canaux.

Les troupes allemandes auraient à peine le temps de briser la résistance des forces belges et néerlandaises qu'elles seraient déjà confrontées aux armées franco-britanniques. Celles-ci, étant déployées le long de la frontière franco-belge justement parce que leur haut commandement s'attendait à une attaque allemande par les Pays-Bas et la Belgique, pourraient venir s'opposer aux unités de la Wehrmacht en territoire belge dès les premiers jours de combats. Sur son aile droite, la Wehrmacht perdrait alors sa supériorité numérique. Ayant à poursuivre son attaque de front, devant un adversaire sensiblement de même force, peut-être même supérieur, elle n'aurait plus aucune possibilité de réaliser par surprise un enveloppement de grand style comme en 1914. Dans une situation de bataille frontale, l'armée allemande serait contrainte de rechercher une victoire par des manœuvres tactiques et non plus par l'orientation stratégique de l'offensive. Et cette victoire ne pourrait être que partielle, d'autant que l'ennemi, avec un commandement habile et énergique, pourrait éviter une défaite en Belgique. En effet, s'il se révélait incapable de se maintenir sur la ligne fortifiée Anvers-Liège-Meuse, il pourrait toujours replier ses unités encore en état de combattre derrière la Somme inférieure et établir, avec des formations de réserve, un nouveau front défensif.

Entre-temps, l'offensive allemande aurait déjà dépassé son « point culminant ». Le groupe d'armées B verrait sa progression stoppée par l'adversaire. Quant au groupe d'armées A, il ne serait pas en mesure, à cause de son déploiement et de ses forces, d'empêcher l'ennemi d'établir un nouveau front défensif s'étendant de la Somme inférieure à Sedan. L'armée allemande se retrouverait alors dans une situation analogue à celle de 1914

après la bataille de la Marne, c'est-à-dire dans une guerre de positions. Le seul avantage qu'elle aurait par rapport à cette époque serait de posséder sur la côte une base plus large pour la poursuite des opérations.

Un commandement ennemi audacieux et résolu pourrait également tirer profit des lacunes du plan de l'OKH non seulement pour arrêter l'offensive allemande en Belgique qu'il attendait, mais aussi pour lancer une contre-offensive contre le flanc sud de l'aile droite de la Wehrmacht. Même en envoyant en Belgique les forces destinées à secourir les troupes de ce pays et de la Hollande, il aurait suffisamment de réserves pour rassembler une cinquantaine de divisions pour une telle contre-attaque. Pour cela, il n'aurait qu'à retirer des unités de la ligne Maginot. Plus les armées du groupe B progresseraient en direction de la Manche ou de l'embouchure de la Somme, plus cette contre-attaque alliée serait efficace. Avec seulement 22 divisions, le groupe d'armées A ne serait d'ailleurs probablement pas en mesure de la contrer.

Le chef d'état-major du groupe d'armées A en venait ainsi à la conclusion que le plan d'opérations de l'OKH entraînerait sans doute la Wehrmacht dans une bataille frontale à la suite de laquelle elle ne pourrait ni obtenir la destruction des forces alliées rencontrées en Belgique et, par conséquent, une supériorité suffisante pour garantir la décision, ni une base opérationnelle de départ favorable pour une seconde opération destinée à détruire le restant des armées ennemies. L'opération conçue par l'OKH conduirait à un succès partiel et à rien de plus. Menacée par une contre-attaque sur le flanc sud de son aile septentrionale, la Wehrmacht se retrouverait probablement dans une guerre de positions comme lors de la Grande Guerre[112].

Le « plan Manstein » ou l'idée du « coup de faucille »

À la lumière de ces considérations, le lieutenant-général Manstein décida de transmettre ses objections à l'OKH concernant le plan d'opérations pour l'offensive à l'Ouest et de soumettre, par la même occasion, un nouveau plan d'attaque. À ce moment-là, il ignorait complètement que le plan conçu par Halder et son état-major mécontentait le Führer. Il le considérait simplement comme une façon timorée d'aborder

un problème stratégique que d'instinct il jugeait susceptible d'une solution plus hardie. Avec l'aide de son commandant en chef, le colonel-général von Rundstedt, du chef de la section logistique, le colonel Blumentritt, et du chef du bureau des opérations, le lieutenant-colonel Henning von Tresckow, Manstein conçut ainsi un plan d'opérations à la fin du mois d'octobre 1939.

Dès le 31 octobre, Rundstedt envoya à l'OKH deux documents dans lesquels figuraient toutes les idées fondamentales de Manstein. Alors que le premier document énonçait les raisons pour lesquelles il était préférable de retarder l'offensive allemande au printemps et d'adopter un plan d'opérations autre que celui proposé par l'OKH, le second complétait ces considérations par une proposition sur la façon dont devait être conduite l'attaque de la Wehrmacht.

Le fer de lance de celle-ci devait se trouver à l'aile gauche et non à l'aile droite. L'action prévue par le groupe d'armées B dans le plan de l'OKH aboutirait sans doute à une bataille frontale avec un adversaire qui s'y attendait. Elle pouvait procurer un succès initial, mais le choc frontal conduirait tout au plus à une guerre de positions sur la Somme. En déplaçant le point de concentration de l'offensive du groupe d'armées B au groupe d'armées A, la Wehrmacht pouvait ainsi espérer créer surprise et confusion chez l'ennemi. Une avance du groupe d'armées A à travers les Ardennes, avec la masse des unités blindées et motorisées, ne manquerait pas de surprendre un ennemi qui considérait cette région boisée inadaptée pour une telle action, s'attendant plutôt à la rencontrer plus au nord en Belgique. Après la traversée des Ardennes, le groupe d'armées A franchirait la Meuse, entre Dinant et Sedan, puis se fixerait pour objectif d'atteindre la Somme inférieure afin de couper au nord de cette rivière la retraite des forces franco-britanniques envoyées en Belgique. Seule cette façon de faire pouvait anéantir l'aile nord de l'adversaire et créer une situation permettant d'espérer une victoire décisive en France.

Il était possible que l'ennemi, après avoir bien manœuvré, essayât d'éviter une décision catastrophique pour lui en Belgique, en se repliant derrière la Somme le cas échéant. Un haut commandement allié flexible et audacieux rassemblerait alors ses forces disponibles pour lancer une contre-offensive contre le flanc méridional allemand, en vue d'encercler le gros des forces de la Wehrmacht en Belgique ou en avant du Rhin inférieur. Si l'offensive allemande à travers la Belgique finissait par s'immobiliser sur la Somme inférieure, les puissances occidentales parviendraient à établir, avec

leurs réserves opérationnelles, un front défensif partant de l'extrémité nord-ouest de la ligne Maginot, à l'est de Sedan, et allant jusqu'à la Manche, le long de l'Aisne et de l'Oise. Pour éviter ce scénario, la Wehrmacht devait contrer immédiatement toute intervention de forces ennemies contre son flanc sud entre la Meuse et l'Oise. Dès le début de l'offensive, il lui était donc nécessaire de détruire la cohésion du front adverse dans cette région afin de créer la possibilité de prendre la ligne Maginot à revers.

Puisque le centre de gravité de toute l'opération était appelé à se trouver sur l'aile gauche et non sur l'aile droite, le groupe d'armées A devait se composer de trois armées au lieu de deux. Il devait aussi intégrer l'essentiel des unités rapides, blindées et motorisées, pour l'offensive à travers les Ardennes. La première des trois armées avancerait à travers la Belgique méridionale, en franchissant la Meuse, et foncerait ensuite en direction de la Somme inférieure, pour attaquer à revers les forces alliées engagées contre le groupe d'armées B en Belgique. La deuxième armée pousserait vers le sud-ouest, avec la mission de passer à l'attaque contre toutes les forces ennemies rassemblées dans l'intention de contre-attaquer le flanc méridional de l'armée allemande dans la région à l'ouest de la Meuse. La troisième armée aurait pour directives d'assurer défensivement la protection du flanc de l'opération générale au nord de la ligne Maginot, de Sierck à Mousson, soit à l'est de Sedan.

Le déplacement du point de concentration du groupe d'armées B au groupe d'armées A soulevait néanmoins un problème pour le déploiement des divisions : celui de l'espace. On pouvait introduire une nouvelle armée dans le groupe d'armées A seulement au cours du développement de l'offensive. Mais pour assurer la rapidité d'exécution de l'offensive, elle devait être prête dès le début[113].

Telles étaient les idées du « plan Manstein », mieux connu plus tard par le terme « coup de faucille » (*Sichelschnitt*), qui furent communiquées par l'état-major du groupe d'armées A à l'OKH.

Le plan de Manstein : un parachèvement de la pensée opérationnelle de Schlieffen ?

Le plan d'opérations de Manstein était à la fois brillant et audacieux. Il cherchait à obtenir une décision stratégique et non un simple succès

opérationnel. Au lieu d'une offensive frontale en Belgique, il recommandait plutôt une manœuvre d'enveloppement de toutes les forces ennemies déployées au nord de la Somme. Pour cela, il déplaçait le centre de gravité de l'opération du groupe d'armées B, à l'aile nord, au groupe d'armées A, à l'aile sud. Fer de lance de l'offensive allemande, le groupe d'armées A devait traverser les Ardennes, avec le gros des unités rapides, blindées et motorisées, et franchir ensuite la Meuse, entre Dinant et Sedan, pour finalement foncer jusqu'à la côte de la Manche en suivant l'axe tracé par la Somme, soit d'Amiens à Abbeville. Au moyen d'une manœuvre d'enveloppement par le sud, le groupe d'armées A prendrait ainsi à revers les armées alliées du nord qu'il fallait s'attendre à voir avancer en Belgique septentrionale pour freiner la progression du groupe d'armées B, dont la mission était, en quelque sorte, de servir d'appât. Certes, une manœuvre d'enveloppement contre le flanc méridional des formations alliées envoyées en Belgique était plus ambitieuse qu'une simple manœuvre frontale destinée à briser les forces ennemies. Elle avait cependant beaucoup plus de chances de prendre l'adversaire par surprise, de briser la cohésion de son front et de détruire le gros de ses forces.

Avec sa clairvoyance de stratège, Manstein avait déjà en tête la seconde phase de la campagne à l'Ouest. Il considérait qu'il était illusoire de penser écraser la France et ses alliés lors d'une unique opération d'enveloppement. Cela s'était avéré fatal, en 1914, avec le « plan Schlieffen ». Il préférait se référer à Clausewitz qui avait expliqué que, lors d'une offensive, il ne fallait pas chercher à atteindre prématurément le « point culminant ». Il proposait ainsi de conduire la campagne en deux grandes opérations enchaînées immédiatement à partir du point de bifurcation de Sedan ; l'une après l'autre, chaque moitié du front des Alliés devait être encerclée et anéantie. La première opération, appelée « plan jaune » (*Fall Gelb*), avait pour objectif d'encercler l'aile nord des armées ennemies par une offensive des blindés allant de Sedan aux côtes de la Manche. Dans la seconde opération, appelée « plan rouge » (*Fall Rot*), il s'agissait ensuite d'encercler l'aile sud, de Sedan à la frontière suisse. Cette offensive devait se dérouler dans le sens du « plan Schlieffen » et obliger les Français à se battre à l'arrière de la ligne Maginot, avec un retournement des fronts.

Avec son plan d'attaque, le lieutenant-général Manstein parachevait non seulement la pensée opérationnelle du feld-maréchal Schlieffen, mais il la surpassait d'une certaine façon. À l'idée d'enveloppement proposée par

l’ancien chef d’état-major général de l’armée impériale, il ajoutait la méthode de la percée rejetée par celui-ci. Le « plan Manstein » consistait en deux opérations partielles : la percée dans la région de Sedan et la manœuvre d’enveloppement jusqu’à la côte de la Manche. Dans ce cas, si l’on définit « l’école Schlieffen » par l’enveloppement et le refus de la percée, le « plan Manstein », qui misait sur la percée de la ligne de la Meuse à Sedan et sur la manœuvre d’enveloppement au nord de la Somme, n’appartenait décidément pas à la postérité de cette école de pensée. Eu égard à la puissance de destruction des armes à feu modernes, Schlieffen avait considéré les assauts frontaux comme sans issue et repoussé l’idée de la percée. En d’autres termes, il voulait éviter, à l’époque des armées de masse et de la puissance de feu qui conféraient à la défense une supériorité sur l’attaque, le choc direct qui entraînerait des pertes considérables sans résultat décisif. Il s’en tenait donc à la stratégie de l’attaque sur une aile, en quête du débordement, puis de l’enveloppement. Depuis, les possibilités offertes par le moteur, notamment le binôme chars-avions, permettaient à Manstein d’envisager la rupture tout en offrant une nouvelle méthode d’encerclement et d’anéantissement. Ainsi, son plan se divisait en deux opérations partielles : dans celle de la percée, la ligne de la Meuse devait être forcée de front à Sedan ; dans celle de l’enveloppement, on devait foncer par cette brèche et attaquer sur les arrières de l’ennemi.

Le constat des deux stratèges demeurait néanmoins le même : c’était la tactique de l’enveloppement de l’ennemi qui se transposait le mieux au niveau stratégique. Autrement dit, pour qu’une bataille donne des résultats décisifs, il fallait qu’elle se livre sur fronts renversés, que les lignes de retraite de l’ennemi soient coupées ou que le débordement ou la rupture du front provoque la désagrégation de l’armée adverse.

Manstein avait analysé le « plan Schlieffen » dans ses moindres détails et surtout cherché les raisons de son échec, dont il s’était inspiré pour élaborer son concept opérationnel. Tout laisse croire également qu’il avait étudié, dans un cadre plus général, la pensée de l’ancien chef d’état-major général de l’armée allemande pour qui le modèle par excellence d’une bataille d’anéantissement par le débordement des flancs et l’encerclement de l’ennemi était la bataille de Cannes remportée par Hannibal aux dépens de Terentius Varron en 216 av. J.-C. Le général carthaginois, avec quelque 50 000 hommes, y avait encerclé et anéanti une armée romaine forte de presque 80 000 hommes. Celle-ci avait été attirée

par le retrait du centre vers l'entonnoir que les deux ailes carthaginoises, en se rabattant, refermèrent sur les troupes de Terentius Varron. Selon Schlieffen, à l'exception de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, lors de laquelle le feld-maréchal Helmuth Graf von Moltke avait réussi à emporter une décision immédiate en cernant une armée de Napoléon III au cours de la bataille d'encerclement de Sedan, la « Cannes du XIXe siècle », aucune autre « Cannes parfaite », avec encerclement complet de l'ennemi, n'avait plus été réussie[114].

À l'instar de Schlieffen, Manstein considérait qu'une victoire décisive à l'Ouest ne pouvait être remportée que par un encerclement complet des forces de l'ennemi. Et, tout comme lui, il avait pour objectif de répéter la bataille de Sedan de 1870 mais, cette fois-ci, sur une plus grande échelle. D'ailleurs, pour faire accepter son plan d'opérations, c'est à maintes reprises qu'il citait Moltke, chef d'état-major général de l'armée prussienne de 1858 à 1888, dans ses notes adressées à l'OKH. Il partageait le point de vue du célèbre feld-maréchal selon lequel l'objectif ultime des opérations militaires était l'annihilation complète de l'armée ennemie : « La victoire remportée lors d'une bataille décisive est le moment crucial dans une guerre. Seule la victoire brise la volonté de l'ennemi et le contraint à se soumettre à notre volonté. Ce n'est pas l'occupation d'une partie du territoire ou la conquête d'une place fortifiée, mais la destruction des forces armées de l'ennemi qui [...] apportera une décision. Celle-ci, par conséquent, est l'objectif principal des opérations[115]. »

Tout comme Schlieffen, il en venait donc à la recherche systématique du débordement ou de l'enveloppement, de l'attaque sur les flancs ou sur les arrières de l'ennemi. Il articulait ainsi sa pensée opérationnelle autour du concept de la manœuvre d'encerclement, qu'il considérait comme l'art ultime de la stratégie militaire car elle était la plus susceptible d'apporter une victoire complète sur les forces armées ennemies. Mais, dans le cadre de son plan d'opérations, il fallait d'abord percer le front de l'ennemi pour pouvoir le prendre à revers, la rupture étant une condition *sine qua non* du débordement et de l'enveloppement de l'ennemi.

Cette manœuvre en tenaille de Manstein comportait une autre dissimilitude avec la pensée opérationnelle de Schlieffen. Pour ce dernier, une opération d'enveloppement n'était concevable que par une révolution complète de l'une des ailes de l'armée. Elle devait procéder à l'encerclement de toutes les forces de l'ennemi en une seule opération. Le

chef d'état-major du groupe d'armées A, lui, envisageait une manœuvre d'enveloppement non pas de l'ensemble, mais de la plus grande partie des forces de l'ennemi. Pour cela, il prenait le risque d'exposer l'un des flancs de la Wehrmacht à une contre-attaque. Une fois cette manœuvre d'encerclement de grande ampleur réalisée, il entendait en mener une seconde, de moindre envergure, destinée à détruire le restant des troupes ennemies.

Dans ses Mémoires, Manstein soulignait le risque pris par Schlieffen dans son plan d'opérations : « [...] il avait accepté le risque de subir des échecs initiaux en Alsace tout en espérant que l'ennemi ferait de son mieux pour faciliter le succès de l'opération allemande en attaquant en Lorraine[116]. » Toutefois, le risque que prenait Manstein dans son plan d'opérations n'était pas tant celui de voir le groupe d'armées B subir des échecs initiaux en Belgique ou en Hollande, mais plutôt celui de subir une contre-attaque contre le flanc méridional du groupe d'armées A. Car si les troupes franco-britanniques restaient stationnées à la frontière, elles pouvaient se retirer à temps derrière la Somme. Et si jamais elles faisaient une percée vers le sud, c'est l'aile d'enveloppement allemande qui risquait une « Cannes » le long des côtes de la Manche. Toutefois, le jugement de Manstein sur la situation ennemie allait se vérifier plus tard.

L'une des raisons de l'échec du plan de Schlieffen était que son successeur à la tête de l'état-major général, le général Helmuth von Moltke, dit le Jeune, le neveu du vainqueur de Sedan, ne s'était pas montré disposé à exposer l'aile gauche de l'armée allemande à une puissante attaque française et à accepter, par le fait même, le risque de perdre temporairement l'Alsace-Lorraine au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale. Chef d'état-major général de l'armée allemande de 1906 à 1914, Moltke le Jeune ne possédait pas l'audace de son prédécesseur qui s'était opposé à la construction d'une puissante ligne de fortifications à l'Ouest justement parce qu'il considérait une avancée des forces ennemies en Alsace-Lorraine comme étant absolument indispensable pour la réalisation de la manœuvre d'enveloppement par l'aile nord allemande.

La répartition prévue par le « plan Schlieffen » de 1905 était de 10 divisions à l'est et de 62 à l'ouest, dont 54 à l'aile droite entre Aix-la-Chapelle et Metz et 8 à l'aile gauche en Alsace-Lorraine. Le rapport de forces entre l'aile droite, mobile et offensive, et l'aile gauche, statique et défensive, était de 7 à 1. En 1914, Moltke le Jeune disposait de 8 divisions

de plus que Schlieffen ne le prévoyait en 1905. Voulant réduire les risques d'une avance profonde des Français en Alsace-Lorraine, avance qui aurait menacé des régions économiquement importantes, il n'en engagea aucune à l'aile droite, préférant plutôt toutes les employer à l'aile gauche pour doubler le nombre de divisions qui s'y trouvaient en le faisant passer de 8 à 16. En agissant ainsi, il altéra malencontreusement le rapport de forces qui passait désormais de 3 à 1. L'armée française s'étant sensiblement renforcée depuis 1905, le « plan Schlieffen » perdit alors tout son avantage opérationnel.

En outre, lors des premiers jours de l'offensive allemande, en août 1914, juste avant la bataille de la Marne, Moltke le Jeune modifia à nouveau l'esprit originel du « plan Schlieffen ». Il retira deux corps d'armée de la 2e armée, déployée à la gauche de la 1re armée qui se trouvait à l'extrémité septentrionale de l'effort principal de l'aile marchante, pour les redéployer en Prusse-Orientale afin de renforcer le front de l'Est, alors qu'aucune demande de renforts n'avait été formulée à cet effet. Quand ils arrivèrent, la situation était déjà rétablie par la victoire de Tannenberg. Dans ses Mémoires, le chef d'état-major général admit que cette décision avait été sa plus grave erreur.

En renforçant les fronts de l'Alsace-Lorraine et de la Prusse-Orientale au lieu d'accorder le maximum de forces à son aile marchante en Belgique et au nord de la France, Moltke le Jeune priva celle-ci de divisions de seconde ligne qui lui auraient été absolument nécessaires pour prendre la relève des divisions de première ligne, une fois ces dernières parvenues à leur « point culminant ». Disposées en seconde ligne, ces divisions auraient pu constituer une seconde force de frappe et permettre la poursuite de l'offensive. Cette erreur stratégique conduisit à la défaite lors de la bataille de la Marne, après laquelle Moltke le Jeune fut relevé de son commandement. L'avancée de l'aile marchante en France prit aussitôt fin. Une guerre de positions se substitua alors à une guerre de mouvement.

Mais, en réalité, l'erreur décisive ne résidait pas tant dans l'affaiblissement de l'aile droite que dans le renforcement de l'aile gauche. En doublant le nombre de divisions à l'aile gauche, Moltke le Jeune enleva pratiquement à l'Alsace-Lorraine son rôle qui était de servir à la fois d'appât et de trappe pour les forces françaises, pourtant l'un des points essentiels à la réussite du « plan Schlieffen ». Les formations engagées à l'aile gauche avaient acquis une telle puissance de combat que l'attaquant

français n'était plus en mesure, comme l'avait souhaité Schlieffen à l'époque, d'avancer assez profondément en Alsace-Lorraine. Au contraire, plutôt que d'attirer les troupes ennemies profondément en Alsace-Lorraine, en restant cantonnés sur la défensive, les Allemands de l'aile gauche lancèrent une contre-attaque spontanée qui parvint à repousser les Français, qui s'étaient précipités dans cette zone de leur plein gré afin de reconquérir les provinces perdues. Bien qu'elle prît fin sur les fortifications frontalières françaises, la contre-attaque de l'aile gauche allemande empêcha toutefois l'ennemi de tomber dans le piège prévu originellement par Schlieffen.

Cette contre-attaque était en profonde contradiction avec le « plan Schlieffen ». Comment l'armée allemande pouvait-elle réaliser sa manœuvre d'enveloppement par le nord et l'ouest si au sud les forces françaises étaient repoussées de l'Alsace-Lorraine ? Moltke le Jeune ne semble pas avoir compris que celles-ci deviendraient alors disponibles pour une contre-offensive contre le flanc sud de l'aile droite de son armée. Il ne semble pas avoir compris non plus que l'ennemi ne pouvait reprendre l'Alsace-Lorraine que par une bataille frontale. Les énormes pertes qui auraient résulté d'une telle bataille l'auraient considérablement affaibli, ce qui aurait favorisé l'attaque sur ses arrières par l'aile droite allemande[117].

L'analyse des causes de l'échec du « plan Schlieffen » renforça davantage chez Manstein la conviction que la réussite de la manœuvre d'enveloppement de son propre plan d'opérations dépendait justement de la puissance du groupe d'armées chargé de cette mission et de l'efficacité du piège tendu aux forces ennemies. Mais, si son plan d'attaque était accepté par l'OKH, il importait de procéder à un renforcement massif du groupe d'armées A. Celui-ci ne devait pas seulement se contenter de mener à bien sa manœuvre d'enveloppement, mais aussi contrer toute contre-offensive sur son flanc méridional.

Un premier pas dans le sens des idées du « plan Manstein » ?

L'état-major du groupe d'armées A ne reçut aucune réponse de la part de l'OKH concernant les deux documents du plan d'opérations de Manstein envoyés le 31 octobre. Après en avoir pris connaissance le 1er novembre,

Halder déclara, avec une certaine condescendance, que ce plan ne contenait aucun élément positif[118].

Mais une visite de Brauchitsch et de Halder au groupe d'armées A, le 3 novembre, allait fournir l'occasion à Manstein d'exposer plus en détail son plan par l'intermédiaire de Rundstedt. Si ce dernier promouvait de toutes ses forces le concept opérationnel de son chef d'état-major, ce n'était pas tant parce qu'il y croyait que parce que le plan en question attribuait à son groupe d'armées le rôle décisif dans l'offensive. Le commandant en chef de l'OKH et son chef d'état-major général le rejetèrent toutefois sous prétexte qu'ils ne disposaient pas des forces nécessaires pour octroyer au groupe d'armées A une troisième armée et de puissantes forces blindées et motorisées. Ils s'opposaient tout simplement à l'idée de déplacer le point de concentration de l'offensive du groupe d'armées B au groupe d'armées A.

Trois jours plus tard, le commandant en chef du groupe d'armées A utilisa une invitation de l'OKH à exposer ses intentions, dans le cadre des directives qui lui avaient été envoyées, pour renouveler les propositions de son chef d'état-major[119]. Tout comme pour celle du 31 octobre, il ne reçut aucune réponse à cette note datée du 6 novembre.

Le 11 novembre, à sa grande surprise, l'état-major du groupe d'armées A recevait un message de l'OKH lui annonçant l'attribution d'un corps blindé provenant du groupe d'armées B. Sur l'ordre du Führer, l'OKH octroyait au groupe d'armées A le 19e corps blindé du général Guderian fort de deux divisions de Panzer (la 2e et la 10e), d'une division motorisée et de deux régiments d'élite (*Grossdeutschland* et SS *Leibstandarte Adolf Hitler*). Ce corps blindé avait pour directive de battre les unités mobiles ennemies engagées dans le sud de la Belgique et de faciliter ainsi la mission des 12e et 16e armées. Il avait également pour mission de s'emparer par surprise de la rive occidentale de la Meuse à Sedan après avoir franchi les Ardennes. Il se trouverait alors en mesure de créer des conditions favorables à la poursuite des opérations, au cas où les unités blindées des 4e et 6e armées du groupe d'armées B ne parviendraient pas à percer en Belgique septentrionale.

À l'instigation de Hitler, le nom fatidique de Sedan apparaissait ainsi pour la première fois dans le plan d'opérations, à la recherche d'une solution de rechange et d'une éventuelle rupture du centre français. Mais cela signifiait l'ajout d'un troisième axe d'effort aux deux qui avaient déjà été définis dans le deuxième ordre de déploiement, ce qui diminuait ainsi

encore davantage la force de frappe de la Wehrmacht. Manifestement, Hitler n'osait pas tout jouer sur une seule carte et, de ce fait, enfreignait l'un des principes fondamentaux de la guerre éclair, celui de la concentration des forces en un point précis. Pour justifier sa décision, le Führer expliquait que l'axe d'effort ne devait être constitué que durant l'opération, en appuyant le mouvement qui se développerait[120].

Sa directive à l'OKH constituait néanmoins un premier pas, certes timide, dans le sens des idées proposées par Manstein. Déjà le 25 octobre, en présence des chefs de l'OKH, des commandants en chef des groupes d'armées et des armées du front de l'Ouest, il s'était demandé s'il n'était pas préférable de lancer l'assaut principal seulement au sud de Liège et de couper les armées alliées déployées en Belgique, en tournant, une fois à l'ouest de Namur, vers la côte de la Manche.

Après la guerre, Halder revendiqua d'avoir lui-même fait cette suggestion à Hitler dès la fin du mois de septembre 1939. Mais cette assertion n'est corroborée par aucun document convaincant. Si cela avait été le cas, pourquoi, à cette occasion, ne fit-il aucun commentaire à l'égard de la proposition du Führer ? Que le chef d'état-major général de l'OKH eût lui-même proposé un tel concept opérationnel serait pour le moins surprenant, non seulement en raison de sa remarque condescendante du 1er novembre à propos de la première note de Manstein, mais aussi en raison de celle qu'il allait faire dans son Journal, le 19 décembre 1939, au sujet de la 6e note de Manstein – datée de la journée précédente – que lui avait remise le colonel Walter Buhle, aide de camp de Stülpnagel : « Buhle m'a apporté la proposition idiote du groupe d'armées A. » Loin d'être l'initiateur du « coup de faucille », tel qu'il l'a laissé entendre après la guerre, Halder en a d'abord été l'adversaire le plus résolu, avant de s'y rallier une fois qu'il lui fut imposé par Hitler, en février 1940[121].

Cela dit, Hitler avait donné alors pour instruction aux généraux de l'OKH d'examiner cette idée. Mais ils jugèrent l'opération trop risquée, puisqu'elle obligeait à passer par le terrain difficile et boisé des Ardennes, avec des problèmes évidents pour les chars. Apparemment, Hitler ne s'était pas vraiment convaincu lui-même, car il n'en reparla plus. Dès le lendemain, il mentionna ne plus envisager pour le moment de changements majeurs dans le plan d'opérations en vigueur. L'effort principal de

l’offensive allemande devait toujours s’effectuer au nord et au sud de Liège[122].

Il ne faut donc pas considérer cette idée d’une attaque principale au sud de Liège, émise par Hitler le 25 octobre, sur le même plan que les idées mûrement réfléchies et rigoureusement fondées de Manstein dans sa note adressée à l’OKH le 31 octobre. Il s’agissait bien plus d’une de ces intuitions subites du dictateur qui disparaissaient aussitôt. À ce propos, Halder disait : « C’était une “idée” typique de Hitler, sans doute même une bonne idée. Mais ses interventions au cours de l’opération, par la suite, montrent à quel point il était peu en mesure de penser cette idée sur le plan militaire. » Plus tard, le général Hermann Hoth affirma qu’il ne s’agissait là que de l’une des nombreuses « intuitions brutales » de Hitler. Il mit ainsi en garde contre la tentation de voir dans cette idée, lancée à la va-vite le 25 octobre et abandonnée dès le lendemain, un prélude au « coup de faucille »[123].

L’adjonction d’un corps blindé ne satisfaisait pas le lieutenant-général Manstein. Elle ne pouvait entraîner, estimait-il, qu’une dispersion des forces cuirassées allemandes et rendre encore plus ardue la tâche de percer le front adverse. Le général Guderian partageait tout à fait l’avis de Manstein. D’après le spécialiste de l’arme blindée, il fallait plutôt donner un coup de bélier en un seul point avec l’ensemble des divisions de Panzer. Ainsi, lorsque Manstein lui exposa les grandes lignes de son plan et ses efforts pour obtenir le déplacement du point de concentration de l’aile nord à l’aile sud, en lui montrant l’objectif prometteur de prendre à revers l’adversaire à l’embouchure de la Somme, Guderian exprima avec empressement son enthousiasme. Comme le raconta Manstein après la guerre, Guderian fut d’emblée « tout feu tout flamme ». Le spécialiste de l’arme blindée, qui avait participé à la traversée des Ardennes en 1914, lui confirma que l’idée de mener une offensive à travers les Ardennes, avec des formations blindées en première ligne, était tout à fait possible en dépit du terrain accidenté. Par ailleurs, Guderian insista sur la nécessité de mobiliser un nombre suffisant de divisions blindées et motorisées, et si possible leur totalité, pour assurer la réussite de ce plan audacieux[124].

Le 21 novembre, l’OKH convoqua une conférence à Coblence réunissant les généraux des groupes d’armées A et B. Le colonel-général Brauchitsch désirait entendre des commandants de groupe d’armées et d’armée leurs intentions ou les dispositions qu’ils avaient prises

relativement aux directives de l'OKH. Or, lorsque vint le tour des généraux du groupe d'armées A de prendre la parole, après ceux du groupe d'armées B, Brauchitsch déclara qu'il lui suffisait d'entendre les commandants d'armée. Manifestement, il ne voulait pas accorder la possibilité à Rundstedt et à Manstein d'exposer leur conception divergente. Il ne leur restait plus qu'à la présenter de nouveau par écrit dans une troisième note, guère différente des deux premières, adressée à l'OKH[125].

Un changement possible du point de concentration de l'offensive ?

Entre-temps, Hitler s'était apparemment occupé de l'adjonction du 19e corps blindé au groupe d'armées A, en se demandant s'il fallait lui ajouter éventuellement d'autres forces, au cas où la masse des chars concentrée sur le front du groupe d'armées B ne parviendrait pas à agir efficacement en Belgique et à obtenir, de ce fait, le succès rapide escompté. Le 20 novembre, il envoya des directives à l'OKH lui enjoignant de mettre au point les dispositions nécessaires à un déplacement rapide du point de concentration de l'opération au profit du groupe d'armées de Rundstedt, dans l'éventualité où celui-ci obtiendrait des succès plus rapides et plus importants que le groupe d'armées de Bock. C'était manifestement en application de ces directives que l'OKH transféra, à la fin novembre, le 14e corps motorisé sur la rive droite du Rhin, derrière la zone de concentration du groupe d'armées A. Ce corps demeura cependant en réserve de l'OKH, car celui-ci voulait pouvoir l'affecter à l'un ou l'autre des deux groupes d'armées en fonction du développement de la situation.

Il se peut que le Führer ait voulu, à la fin novembre, se procurer la possibilité d'effectuer un transfert du point de concentration du groupe d'armées B au groupe d'armées A au cours de l'offensive. Mais cela ne signifiait pas pour autant qu'il eût abandonné le plan de l'OKH alors en vigueur, ni adopté les grandes idées du concept opérationnel de Manstein. Au contraire, car toutes les directives données par l'OKH à ses commandants de groupe d'armées et d'armée demeuraient valables, malgré le transfert du 14e corps motorisé derrière la zone de rassemblement du groupe d'armées A en tant que réserve de l'OKH. Comme précédemment, le groupe d'armées B était investi de la mission de mener l'assaut principal

de l’offensive, tandis que le groupe d’armées A se voyait conférer un rôle de couverture pour l’ensemble de l’opération. Mais si le succès n’atteignait pas l’ampleur désirée dans la zone des armées de Bock ou s’il paraissait être plus important dans celle des armées de Rundstedt, Hitler se réservait le pouvoir de changer le point de concentration de l’offensive.

Ceci ressortait clairement dans une réponse (la première) faite par Halder à une nouvelle note (la quatrième) de l’état-major du groupe d’armées A en date du 30 novembre, toujours relative au plan d’opérations à l’Ouest proposé par Manstein[126]. Le chef d’état-major général de l’OKH confirmait qu’un deuxième point de concentration était effectivement prévu au groupe d’armées A. Si la percée à travers les Ardennes s’avérait une réussite, ce deuxième point de concentration conduirait à un élargissement de l’objectif et à une conduite générale des opérations dans le sens des propositions du groupe d’armées A. D’ailleurs, la plupart de celles-ci, soulignait Halder, cadraient tout à fait avec celles de l’OKH. Mais il avait reçu de Hitler l’ordre formel de maintenir le point de concentration au groupe d’armées B, tout en ménageant la possibilité de le déplacer au cours de l’offensive.

Insatisfait de cette réponse, le chef d’état-major du groupe d’armées A fit adresser, le 6 décembre, une autre note au chef d’état-major général de l’OKH dans laquelle il exposait de nouveau toutes les considérations qui parlaient en faveur de son plan d’opérations[127]. Le 15 décembre, n’ayant reçu aucune réponse, il téléphona au général Halder pour lui demander si l’OKH avait l’intention de garder bien longtemps encore le silence au sujet de ses propositions. Halder s’empressa de l’assurer que ses idées étaient partagées par l’OKH, mais que le Führer lui avait donné l’ordre formel de maintenir le point de concentration au groupe d’armées B. Dans ce cas, rétorqua Manstein, pourquoi Hitler avait-il ordonné le transfert du corps blindé de Guderian ? Parce que le Führer, répondit Halder, voulait garder l’option de déplacer le point de concentration de l’offensive de l’aile nord à l’aile sud de l’armée si le déroulement de la campagne le justifiait[128].

À première vue, on peut donc supposer que l’OKH avait adopté les propositions de Manstein et les avait communiquées à Hitler sous une forme ou sous une autre. Ce dernier n’étant toutefois pas disposé à les accepter dans leur intégralité, l’OKH se voyait contraint de mettre en application le plan d’opérations en vigueur. Cependant, peu de temps après, Manstein apprit par le colonel Walter Warlimont, adjoint de Jodl à l’OKW,

et par le lieutenant-colonel Bernhard von Loßberg, officier au bureau des opérations de l'OKW, que l'OKH n'était jamais intervenu auprès de Hitler dans le sens de ses propositions. Non seulement Brauchitsch et Halder n'avaient jamais fait part à Hitler du concept opérationnel de Manstein, mais ils ne l'avaient jamais pris en considération. En plus de le trouver trop risqué, ils n'y voyaient qu'une manœuvre du commandant en chef du groupe d'armées A et de son chef d'état-major pour se faire attribuer le premier rôle dans l'exécution du « plan jaune ». Il est vrai que, dans la seconde moitié de décembre, le plan d'opérations de Manstein fit l'objet d'études au sein de l'OKH. Mais rien ne laisse supposer que ses chefs en informèrent Hitler. Apparemment, Brauchitsch n'aurait transmis à Hitler aucune des notes dans lesquelles Manstein exposait son plan d'opérations. Tout laisse ainsi croire que Hitler n'aurait été mis au courant des idées de Manstein concernant l'offensive à l'Ouest qu'au moment de leur rencontre du 17 février 1940 ou quelques jours auparavant, par l'entremise du lieutenant-colonel Schmundt, son principal officier d'ordonnance[129].

L'idée de transférer le point de concentration de l'aile nord à l'aile sud seulement au cours de l'offensive ne répondait pas du tout au concept opérationnel de Manstein. Il ne pouvait être question d'attendre le déroulement des opérations afin de savoir s'il fallait transférer le point de concentration, car le plan du groupe d'armées A reposait avant tout sur l'idée de surprendre l'adversaire. Déplacer le point de concentration selon la tournure des événements, c'était laisser à l'adversaire une occasion en or d'attaquer le flanc sud de l'armée allemande avec ses puissantes réserves opérationnelles. C'était en même temps renoncer à la possibilité de détruire les forces alliées du nord de la Belgique en les encerclant par le sud. Pour le chef d'état-major du groupe d'armées A, l'idée d'attendre pour déplacer le point de concentration relevait du principe du feld-maréchal Moltke selon lequel « une faute commise dans le déploiement initial ne peut plus être rattrapée[130] ».

Sa note du 6 décembre n'ayant pas obtenu l'effet escompté, il présenta à Rundstedt, le 18 décembre, une nouvelle note qui, une fois approuvée, fut aussitôt envoyée à l'OKH. En exposant ses conceptions relatives à l'offensive à l'Ouest d'une manière plus concrète que précédemment, il espérait que l'OKH se résoudrait à les accepter[131]. Mais cette sixième note connut le même sort que les précédentes, Brauchitsch et Halder refusant d'y donner suite.

N’ayant pu savoir si entre-temps Hitler avait été mis au courant de ses conceptions, Manstein décida de préparer une nouvelle note qui lui permettrait de résoudre cette question. Le 12 janvier 1940, il envoya une septième et dernière note à l’attention de l’OKH dans laquelle il exposait derechef ses idées sur la conduite de l’offensive à l’Ouest[132]. Mais il lui demanda en plus de bien vouloir les transmettre à Hitler. Signée par Rundstedt, cette note allait à l’encontre de la tradition militaire allemande. D’après celle-ci, seul le commandant en chef ou, en ses lieu et place, le chef d’état-major général étaient qualifiés pour présenter des propositions au chef suprême des forces armées. Cependant, si l’OKH était largement en accord avec les idées de Manstein, comme il le lui avait déjà affirmé à quelques reprises, il pouvait toujours prendre le plan de celui-ci à son propre compte et le présenter tel quel à Hitler.

Mais le chef d’état-major du groupe d’armées A ne reçut pas la réponse qu’il escomptait, l’OKH refusant de transmettre sa note à Hitler. À vrai dire, et à la lumière de sa réponse, l’OKH n’était manifestement pas disposé à proposer une solution de rechange au plan en vigueur allant dans le sens des idées de Manstein.

Le « plan jaune » tombe entre les mains de l’ennemi

Entre-temps, un accident fâcheux se produisit pour le haut commandement de la Wehrmacht. Le 10 janvier, un avion de liaison fit un atterrissage forcé à Mechelen-sur-Meuse en Belgique. À son bord, se trouvaient le pilote et le sous-chef d’état-major de la 7e division aérienne de la Luftwaffe qui transportait avec lui les documents du plan d’opérations de l’OKH. Parti de Münster, cet officier de liaison devait se rendre à Bonn pour discuter avec le commandement de l’armée de l’air de certains détails du plan d’invasion. Par un temps brumeux et venteux, le pilote perdit son chemin au-dessus du Rhin gelé et couvert de neige, et entra par mégarde en Belgique où il fut contraint à un atterrissage forcé. L’officier de liaison ne put brûler complètement les documents du « plan jaune », une partie se retrouvant entre les mains des Belges. L’attaché militaire allemand en Hollande apprit alors que les documents saisis étaient suffisants pour compromettre le secret des opérations du plan.

Ce fâcheux contretemps exerça, d'après de nombreuses opinions émises après la guerre, une influence décisive sur la modification du plan d'attaque dans le sens proposé par Manstein. L'adjoint au chef du bureau des opérations à l'OKW, le colonel Warlimont, soutint que le Führer décida de changer de plan d'attaque le 16 janvier, et que cette décision fut principalement motivée par l'accident d'avion[133]. Cependant, tout indique que cet épisode ne fit pas modifier ce plan, bien qu'on puisse supposer qu'il contribua à faire adopter ultérieurement par Hitler les propositions de Manstein.

À la conférence militaire du 25 janvier, la première depuis l'atterrissage forcé de l'avion de liaison, il ne fut nullement question d'apporter des changements significatifs au plan d'opérations en vigueur, car les trois points forts de l'attaque, ceux qui avaient été envisagés dès le 11 novembre 1939, étaient maintenus. Elle réunit les chefs de l'OKH, ceux des groupes d'armées A et B, et leurs officiers de haut rang. Seule la mission du groupe de Bock fut élargie, la 18e armée étant désormais chargée d'occuper toute la Hollande et non plus seulement, comme jusque-là, la partie située en dehors de la « Forteresse Hollande ». Quant à la mission du groupe de Rundstedt, elle demeurait inchangée. Le 2e corps d'armée était bien envoyé dans sa zone de concentration, mais il restait, à l'instar du 14e corps motorisé, à la disposition de l'OKH. Ces quelques modifications furent transmises aux armées par le troisième plan d'opérations de l'OKH en date du 30 janvier[134].

Le lieutenant-général Manstein profita de l'occasion pour souligner au colonel-général Brauchitsch que l'engagement du seul 19e corps blindé dans les Ardennes ne garantissait plus un succès à Sedan, l'adversaire ayant dans l'intervalle amené de nouvelles forces sur la Meuse. Mais le commandant en chef de l'OKH lui déclara qu'il lui était impossible de placer le 14e corps motorisé et le 2e corps d'armée sous le commandement de son groupe d'armées. Manifestement, cette réponse démontrait que l'OKH faisait toujours dépendre le déplacement du point de concentration du déroulement de l'offensive. À l'évidence, l'incident de l'atterrissage forcé en Belgique n'avait nullement incité le haut commandement de l'armée de terre à modifier significativement ses directives[135].

La période de mauvais temps qui suivit allait donner l'occasion de revoir de fond en comble la planification des opérations. Hitler stigmatisait

les plans d’opérations de l’OKH, en disant qu’il s’agissait d’« idées d’élève-soldat ». Il déplorait l’absence d’idées neuves capables de produire un effet de surprise[136]. Toutes les solutions proposées jusque-là par le haut commandement de l’armée de terre ne pouvaient conduire qu’à des succès partiels tactiques ou, au mieux, opérationnels. Entre-temps, un officier, en marge de l’état-major général de l’OKH responsable de la planification des opérations, avait développé ces idées qui permettraient de produire un effet de surprise et d’arracher une victoire décisive. Mais Hitler n’en avait toujours pas été avisé.

6
DISGRÂCE ET COUP DE THÉÂTRE

Le lieutenant-général Manstein a été l'auteur du plan « coup de faucille », mais aussi sa première victime, puisque c'est à cause de son obstination à vouloir imposer cette idée qualifiée d'idiote par l'OKH que celui-ci l'a relevé de ses fonctions de chef d'état-major du groupe d'armées A. Pourtant, son concept opérationnel a fini par être adopté sur l'ordre de Hitler, bien que les chefs du haut commandement de l'armée de terre l'eussent rejeté.

La mise à l'écart de Manstein

Exaspérés par l'insistance dont faisait montre le lieutenant-général Manstein auprès d'eux pour faire adopter son plan d'opérations à la place du leur, le colonel-général Brauchitsch et le général Halder décidèrent de le muter de son poste de chef d'état-major du groupe d'armées A et de l'envoyer commander une unité d'infanterie où il serait moins encombrant et moins bien placé pour promouvoir ses idées. Avec l'approbation de Brauchitsch, Halder réussit ainsi à « mettre au placard » l'obstiné et indésirable officier par une manœuvre politique personnelle. Il avait su persuader le colonel-général Rundstedt qu'il ne fallait pas oublier Manstein lorsqu'on procéderait à une promotion du personnel, car le lieutenant-général Georg-Hans Reinhardt, avec moins d'ancienneté, devait justement devenir commandant d'un corps blindé dans le groupe d'armées A. Halder suggéra d'attribuer aussi un corps d'armée à Manstein. Lorsque, le 27 janvier, celui-ci fut informé de sa nomination à titre de commandant du 38e corps d'armée en cours de formation à Stettin en Poméranie, ville fort

éloignée du front de l'Ouest, il ne fut pas des plus réjouis. C'est le lieutenant-général Georg von Sodenstern qui le remplaça à titre de chef d'état-major du groupe d'armées A[137].

Il s'agissait ainsi d'une façon élégante de se débarrasser d'un officier encombrant. En effet, par ce déplacement déguisé en promotion, Halder n'avait cherché qu'à l'écarter. Pour Manstein, cette nomination apparaissait comme une disgrâce, d'autant plus qu'il se trouvait désormais écarté du théâtre principal. Si la procédure pouvait paraître régulière, souligna-t-il plus tard, le changement d'un chef d'état-major à la veille d'une grande offensive n'en était pas moins suspect. Selon lui, la question d'ancienneté invoquée comme prétexte par l'OKH aurait pu être résolue d'une autre façon. Il n'y avait pas de doute dans son esprit que « l'OKH désirait se débarrasser d'un gêneur qui avait osé opposer un plan d'opérations au sien[138] ». L'OKH lui refusa même le commandement d'un corps de Panzer sous prétexte qu'il manquait de l'expérience nécessaire pour assumer une telle fonction, ce qui le mécontenta encore plus de son sort. Pour la deuxième fois de sa carrière, Manstein était mis sur la touche.

Ancien rival de Halder pour accéder au poste de chef d'état-major général de l'OKH, Manstein écopait de l'antipathie que lui témoignait celui-ci depuis ce temps. Présomptueux et orgueilleux, en raison notamment de la position qu'il occupait au sein de l'armée, Halder – et il en était de même pour Brauchitsch – ne voulait absolument pas qu'un officier subalterne lui portât ombrage et encore moins lorsque celui-ci était déjà reconnu comme l'un des meilleurs cerveaux opérationnels de la Wehrmacht. L'animosité dont il faisait montre à l'endroit de Manstein se doublait donc d'une jalousie à l'égard de son talent sur le plan opérationnel.

D'ailleurs, l'énorme prestige que le succès de la campagne de France allait conférer à Manstein exaspéra Halder et Brauchitsch à un point tel qu'ils cherchèrent alors à se débarrasser une fois de plus de celui qui leur portait ombrage au sein de la Wehrmacht. Pour cela, ils tentèrent de l'expédier sur un théâtre des opérations secondaires, d'abord en Norvège, puis en Afrique. En février 1941, ils prirent la décision de lui confier, en effet, le commandement de l'*Afrika Korps*, le corps expéditionnaire allemand qui venait tout juste d'être créé afin de rétablir la situation en Afrique du Nord, consécutivement aux insuccès des armées italiennes face à celles de la Grande-Bretagne dans la région. Seule l'intervention du

Führer, qui préféra accorder la direction de l'*Afrika Korps* à Erwin Rommel, évita à Manstein d'exercer un commandement sur le front méditerranéen[139].

Dans le cercle des généraux allemands, à l'époque, Halder passait pour un officier exceptionnel sur le plan intellectuel. Cependant, en Manstein, plus jeune, ambitieux, recherchant les promotions, était apparu un rival dont bon nombre de généraux estimaient les compétences supérieures. Tout différenciait le Bavarois Halder du Prussien Manstein lorsque venait le temps de prendre des décisions, autant au point de vue de leur nature que de leur structure mentale. À cause de sa pensée méthodique et systématique, Halder ruminait pendant des nuits, envisageait toutes les possibilités et consultait beaucoup ses collaborateurs avant de prendre des décisions importantes. Inversement, Manstein était l'homme des décisions rapides, prises sans avis extérieur. Il se fiait plutôt à son intuition qu'à une quelconque pensée méthodique ou systématique. Ne serait-ce qu'en raison de la clairvoyance étonnante dont il faisait preuve dans le domaine de la stratégie, Manstein se distinguait nettement comme le général le plus brillant de la Wehrmacht.

Du temps qu'il était chef de l'état-major général de l'armée de terre, le colonel-général Beck s'était intéressé très vite à ce jeune prodige sur le plan opérationnel. C'est à son aide que celui-ci devait d'avoir été nommé chef de la section logistique à l'état-major général de l'armée de terre, en octobre 1936. Ainsi, malgré son âge relativement jeune, Manstein était devenu le représentant de Beck en tant que chef de l'état-major général et, de ce fait, était considéré comme son successeur. Mais Beck, qui devait plus tard devenir l'un des chefs de file de la résistance militaire, n'était plus, à ce moment-là, en grâce auprès de Hitler. Par conséquent, à la suite de la crise Blomberg-Fritsch, ce n'est pas lui qui était devenu le commandant en chef de l'armée de terre – ce qui aurait fait presque automatiquement de Manstein le nouveau chef de l'état-major général –, mais Brauchitsch, jugé plus docile. En même temps, on avait envoyé Manstein à Liegnitz commander une division et on l'avait remplacé par Halder. Quelques mois plus tard, Beck démissionna pour protester contre l'intention de Hitler d'attaquer la Tchécoslovaquie. Le 1er septembre 1938, Halder lui succéda. On peut comprendre les rapports tendus entre Halder et Manstein que si l'on prend en compte cet arrière-plan[140].

Dans cette rivalité, Halder disposait d'un double avantage aux dépens de Manstein. Général, il avait un grade plus élevé dans la hiérarchie

militaire que Manstein, qui n'était que lieutenant-général. De plus, il était un véritable officier d'état-major de formation, ayant fait ses classes à l'école d'état-major bavaroise, tandis que Manstein n'avait pu compléter sa formation à la *Kriegsakademie* prussienne, et ainsi obtenir son certificat d'officier d'état-major, du fait du déclenchement de la Première Guerre mondiale. Malgré cela, Manstein s'était vu assigner plusieurs affectations importantes au sein de divers états-majors depuis la Grande Guerre, accédant même à l'état-major général de l'armée de terre avant Halder. Au moment de son départ pour le commandement d'une division à Liegnitz, on racontait d'ailleurs au sein du corps des officiers que Beck avait imposé Halder à Brauchitsch. C'est, en quelque sorte, pour toutes ces raisons que Halder détestait profondément Manstein. Quant à Brauchitsch, il n'aimait pas beaucoup plus cet officier qui, de surcroît, était le protégé de Rundstedt, avec qui il n'était aucunement en bons termes depuis que celui-ci l'avait critiqué, en 1938, pour n'avoir rien fait en vue de réhabiliter Fritsch[141].

Manstein n'avait pas une haute opinion de Brauchitsch. Dans ses Mémoires, il le décrit ainsi : « Le futur feld-maréchal von Brauchitsch était un soldat très capable. Sans doute n'appartenait-il pas à la très grande classe des chefs tels que von Fritsch, Beck, von Rundstedt, von Bock et von Leeb, mais il venait immédiatement après eux et il possédait, comme les événements l'ont montré, la capacité de conduire une armée. En ce qui concerne son caractère, la noblesse de sa conception de la vie demeure incontestable. Je ne lui dénierai pas non plus une certaine force de volonté bien que, à mon avis, elle s'exprimât souvent sous la forme négative de l'entêtement plutôt que sous la forme créatrice. Il se laissait imposer des décisions qui ne lui plaisaient pas ou qu'il n'approuvait pas. Plusieurs fois, il se défila dans l'espoir d'éviter une lutte où il ne se sentait pas de force. »

Puis il ajouta, à son sujet, ces propos fort sévères : « Mais, de nature, il n'était nullement combatif. Il n'était pas l'homme à jeter sa personne dans la balance pour imposer sa volonté. [...] Sa personnalité manquant de cette combativité qui contraint l'adversaire à la réserve ou tout au moins à la prudence, elle ne produisait pas l'effet d'être créatrice, entraînante. Il exerçait généralement une action réfrigérante, paralysante [...]. Le général von Seeckt était, certes, froid, voire distant, mais on sentait en lui un feu intérieur, une volonté de fer qui en faisaient un chef. Le feld-maréchal von Brauchitsch n'avait aucune de ces deux qualités, ni cette affabilité

insouciante qui – en plus de ses grandes capacités militaires – avait gagné le cœur des soldats au baron von Fritsch, son prédécesseur. »

En ce qui concerne Halder, il portait un jugement un peu moins sévère. « Comme la plupart des officiers provenant de l'état-major général bavarois, Halder possédait au plus haut degré la technique de l'état-major. De plus, c'était un travailleur infatigable. On aurait pu lui appliquer la parole de Moltke : "Le génie c'est l'application", mais il n'avait pas ce feu sacré qui doit brûler dans la poitrine de tout véritable grand chef. Le fait qu'il fit préparer un plan d'opérations avant la campagne de Russie par des études demandées aux commandants de groupes d'armées et au général Paulus, le premier quartier-maître, parle en faveur de son sens élevé des responsabilités, mais la conception fondamentale d'un plan d'opérations doit naître dans la tête de celui qui sera appelé à l'appliquer. Sa présentation n'avait pas l'élégance de celle de von Brauchitsch[142]. »

La rencontre fatidique Hitler-Manstein

Le 7 février, deux jours avant le départ de Manstein de Coblence pour Stettin, son plan d'opérations fit néanmoins l'objet d'un exercice sur la carte. C'est lui-même qui le dirigea. Présent à ce *Kriegsspiel*, le chef d'état-major général de l'OKH se montra sceptique sur la possibilité pour les divisions blindées et motorisées de traverser facilement les Ardennes et de franchir rapidement la Meuse. Avec leurs routes sinueuses, étroites et encaissées, disait-il, les forêts des Ardennes ne se prêtaient pas au passage de colonnes blindées et motorisées. Quant à la Meuse, ajoutait-il, elle constituait un puissant obstacle antichars, dont le franchissement semblait singulièrement aléatoire, surtout que des troupes françaises y étaient en position depuis septembre 1939. Consulté à ce propos, le général Guderian se faisait fort de franchir le fleuve dès le cinquième, voire même le quatrième jour de la campagne. Prétention que le général Halder jugeait insensée. En fait, d'après lui, une exploitation de la rupture du front adverse depuis la Meuse à la hauteur de Sedan n'était possible qu'au neuvième jour de l'offensive au plus tôt, et plus vraisemblablement le dixième jour[143].

Par une ironie de l'histoire, les conclusions de l'OKH étaient similaires à celles des officiers de l'état-major français, pour lesquels les Ardennes étaient impénétrables par les chars et la Meuse infranchissable. En effet, ils avaient calculé que, pour une offensive ennemie par les Ardennes, il fallait

compter au minimum cinq jours, mais vraisemblablement neuf. Or, en réalité, les premiers chars allemands atteignirent la Meuse au bout de deux jours et demi. Les Français avaient cru aussi que l'attaquant aurait besoin d'environ sept jours de plus pour amener les pièces d'artillerie, empiler les munitions, etc. À leur grande surprise, à peine un jour plus tard les troupes allemandes se livraient déjà à une attaque dans la foulée, en vue de franchir la Meuse. En fait, exactement comme Guderian l'avait prévu, c'est dès le quatrième jour de l'attaque que les Allemands réussirent à franchir la Meuse à Sedan. Là, ils n'avaient pu devancer que de quelques heures les réserves françaises qui s'en approchaient[144].

Le « coup de faucille » ne pouvait réussir que si l'on misait tout sur une seule carte, l'arme blindée. La Meuse devait être franchie, au plus tard, le cinquième jour, faute de quoi les Français, dès qu'ils auraient vu clair dans la manœuvre du plan « coup de faucille », auraient encore le temps de déplacer leurs réserves près du fleuve. Après avoir traversé la Meuse, les divisions de Panzer devaient foncer vers l'embouchure de la Somme aussi rapidement que possible, sans se préoccuper de leurs flancs découverts, sinon les Alliés auraient encore le temps de sortir du piège qui leur était tendu. Cependant, à peine Manstein éloigné de son poste, l'état-major du groupe d'armées A, effrayé de sa propre hardiesse, voulait planifier un « *Blitzkrieg* au ralenti », en faisant attaquer en tête, non pas les divisions blindées, mais les divisions d'infanterie. En fait, plusieurs des généraux de l'état-major du groupe d'armées A étaient sceptiques quant à la possibilité de franchir la Meuse avec des unités blindées.

Par exemple, le lieutenant-général Sodenstern, le successeur du lieutenant-général Manstein au poste de chef d'état-major du groupe d'armées A, ne considérait pas qu'il était de l'ordre du possible de forcer le passage de la Meuse avec des chars : « J'ai la conviction que nous ne pourrons pas forcer le passage de la Meuse avec des forces motorisées. Pour y parvenir, nous devrons plutôt recourir à l'infanterie. [...] Malgré toute l'estime que mérite le succès des blindés en Pologne, il faut bien reconnaître que, face à une telle défense, on ne peut leur donner que peu de chances de succès ou pas de chances du tout. » Le colonel Blumentritt, responsable de la conduite des opérations à l'état-major du groupe d'armées A, affirmait : « [...] qu'on laisse les unités motorisées à l'arrière, qu'on mène le combat avec les divisions d'infanterie et que l'on ne mette en jeu

l’arme blindée qu’une fois la brèche tactique effectuée et la liberté d’action opérationnelle acquise[145]. »

Le 9 février, Manstein quitta Coblence pour rejoindre sa nouvelle affectation à Stettin. En dépit de celle-ci, le lieutenant-général allait avoir l’occasion d’exposer ses idées au Führer. Le protocole exigeait de tous les nouveaux chefs de corps d’armée qu’ils présentent leurs respects au chef de l’État. Le 17 février, Manstein fut ainsi convoqué à Berlin pour être présenté à Hitler, en même temps que tous les généraux nouvellement nommés à un poste de commandant de corps d’armée. La cérémonie aurait dû normalement être une simple formalité. Mais le colonel Schmundt, principal officier d’ordonnance de Hitler, avait organisé pour cette occasion une rencontre privée entre le nouveau commandant du 38e corps d’armée et le Führer.

Le 30 janvier, Schmundt avait été envoyé à Coblence pour vérifier par lui-même l’état des préparatifs militaires du groupe d’armées A. À son arrivée, il y rencontra tout d’abord deux proches collaborateurs de Manstein, le colonel Blumentritt et le major Tresckow, qu’il connaissait très bien depuis l’époque où ils avaient servi ensemble dans le 9e régiment d’infanterie à Potsdam. Blumentritt et Tresckow avaient été choqués par la façon dont leur supérieur avait été mis à l’écart. Ainsi saisirent-ils l’occasion pour apprendre à Schmundt que leur groupe d’armées avait transmis au haut commandement de l’armée de terre un plan d’opérations conçu par Manstein. À leur avis, ce plan était supérieur à celui en vigueur, mais l’OKH n’y prêtait aucune considération, refusant même de le transmettre à l’OKW. Intrigué par ce qu’il venait d’entendre, Schmundt leur demanda d’être présenté aussitôt à Manstein pour qu’il lui exposât les grandes lignes de son plan. Il fut alors surpris de découvrir chez son interlocuteur, quoique dans une forme beaucoup plus élaborée et précise, une conception assez semblable à celle que le Führer avait déjà développée devant lui.

Le 4 février 1940, le major Gerhard Engel, l’adjudant du Führer auprès de la Luftwaffe, notait dans son Journal : « Schmundt est allé à Coblence et [...] revint très impressionné d’un assez long entretien qu’il avait eu avec Manstein. Celui-ci avait exprimé de fortes réserves contre le plan d’opérations proposé par le haut commandement de l’armée de terre. Schmundt, très excité, m’a raconté qu’il avait constaté chez Manstein les mêmes conceptions, quant à l’effort principal des forces armées, que celles

que le Führer exprimait sans arrêt, mais sous une forme nettement plus précise. »

À la demande de Schmundt, Rundstedt lui envoya, quelques jours plus tard, une note rédigée par Manstein relativement à ses conceptions sur la conduite de l'offensive à l'Ouest. On ne sait pas avec certitude si elle fut montrée à Hitler ou seulement au chef du bureau des opérations de l'OKW, le lieutenant-général Jodl. Tout laisse croire cependant que Hitler aurait bel et bien été informé par Schmundt du plan d'opérations de Manstein. Car, dès le 13 février 1940, Hitler fit part à Jodl de son intention d'employer le gros des forces blindées et motorisées à l'aile sud, en direction de Sedan, là où l'adversaire ne s'attendrait pas à recevoir le choc principal de l'offensive allemande. Jodl en informa aussitôt l'OKH et l'invita à soumettre des propositions conséquentes.

Cela dit, Schmundt avait été très impressionné par son entretien avec le chef d'état-major du groupe d'armées A. Considéré comme un fervent admirateur de Manstein, il trouvait que l'OKH s'était mal conduit à son égard. C'est donc avec empressement qu'il avait accepté la demande de son ami Tresckow de créer une occasion permettant à Manstein d'exposer directement à Hitler ses idées sans pour autant éveiller les soupçons de Halder et de Brauchitsch. Cette rencontre allait avoir lieu à la Chancellerie du Reich à Berlin, le 17 février, à la suite de la cérémonie protocolaire[146].

Après le déjeuner qui suivit la présentation des nouveaux commandants de corps d'armée, Hitler demanda à Manstein, qui était sur le point de se retirer, de le suivre dans son bureau et l'invita à lui exposer ses idées sur l'offensive à l'Ouest[147]. Ne prirent également part à cet entretien que le lieutenant-général Jodl et le colonel Schmundt. Alors que Hitler avait la désagréable manie d'interrompre les exposés de ses généraux au bout d'un temps relativement court pour se lancer dans l'un de ses monologues interminables, cette fois il écouta en silence les explications de Manstein. Il trouva dans la façon de penser du lieutenant-général exactement les arguments qui lui avaient manqué et, en plus, formulés de façon remarquable. Impressionné par l'exposé de celui-ci, il parvint même à cacher l'aversion personnelle qu'il nourrissait d'ordinaire contre ce type de général, représentant typique de la caste d'officiers de la vieille Prusse qu'il rejetait, la trouvant réactionnaire. D'ailleurs, après l'entretien, Hitler aurait dit de Manstein : « Il a certainement un cerveau particulièrement intelligent et un grand talent opérationnel, mais je ne lui fais pas confiance[148]. » Cela

dit, il sortit enthousiaste de son entretien avec Manstein et approuva ses conclusions, y compris la mise en jeu d'importantes forces blindées. Les dés étaient donc jetés et l'idée du « coup de faucille » allait être mise en avant.

Manstein ne savait pas si et jusqu'à quel point le Führer avait déjà été renseigné par son principal aide de camp. Quoi qu'il en soit, il fut surpris de la rapidité avec laquelle Hitler adhéra parfaitement à son concept opérationnel qui jumelait audace et originalité. Celui-ci exultait d'entendre d'un stratège professionnel, développées en des termes précis, des idées qui correspondaient à certaines intuitions qu'il avait déjà eues. Il avait enfin le plan de rechange qu'il envisageait depuis l'accident aérien du 10 janvier. Un plan qui, contrairement au précédent, avait tout pour surprendre et anéantir l'adversaire.

Hitler fut conquis par les idées hardies et mêmes téméraires proposées par Manstein. À l'instar de celui-ci, il pensait que la seule chance de réussir était de prendre des risques. Des forces blindées lancées à travers les Ardennes atteindraient les Alliés là où ils s'y attendaient le moins, car leurs généraux, comme la plupart des généraux allemands, devaient probablement considérer cette région accidentée et boisée comme peu propice aux chars d'assaut. Une feinte de l'aile droite allemande amènerait sans doute les armées franco-britanniques à se précipiter en Belgique. Ainsi, en opérant une trouée dans le front allié entre Dinant et Sedan, et en se dirigeant vers la Manche, le long de la rive nord de la Somme, la Wehrmacht prendrait au piège le gros des forces alliées.

L'adoption du « plan Manstein » et le redéploiement des troupes sur le front de l'Ouest

Le 20 février, Hitler, appuyé par l'OKW, imposa à l'OKH une refonte totale du plan d'opérations selon les idées de Manstein. Le résultat en fut le quatrième ordre de déploiement présenté le 24 février 1940. Celui-ci transférait définitivement le point de concentration de l'aile droite à l'aile gauche. La rupture du front français interviendrait à la hauteur des Ardennes en dépit des difficultés présentées par un terrain boisé et accidenté, parcouru par des routes sinueuses et étroites, et d'une inconnue

de taille, le franchissement de la Meuse qui constituait un excellent obstacle antichars. L'exploitation se ferait en direction de la Manche, de manière à prendre au piège les armées alliées entrées en Belgique.

En vertu de ce changement fondamental, le groupe d'armées A, à qui incombait la manœuvre principale, se retrouvait désormais avec 45 divisions, dont 7 blindées et 3 motorisées. Il avait pour mission de traverser les Ardennes, d'établir de solides têtes de pont afin de franchir la Meuse entre Dinant et Sedan, et de poursuivre à vive allure en direction d'Abbeville sur la Somme inférieure. Il devait ensuite couper la retraite derrière ce fleuve aux forces ennemies engagées dans le nord de la Belgique et reculant devant les armées du colonel-général Bock. De même, il devait s'opposer à toute contre-attaque dirigée contre son flanc sud.

Quant au groupe d'armées B, destiné à jouer un rôle secondaire, il se voyait ramené à 29 divisions, dont 3 blindées et 2 motorisées. Avec le concours des troupes aéroportées, il avait pour directives de briser la résistance hollandaise et de neutraliser les fortifications belges du canal Albert et de la Meuse. Une fois cette tâche accomplie, il devait exercer une poussée afin de refouler frontalement les troupes ennemies venues à sa rencontre dans le nord de la Belgique et de faciliter, par le fait même, la manœuvre d'enveloppement des armées du colonel-général Rundstedt attaquant par le sud. Dans le dessein de monopoliser l'attention de l'adversaire pendant les premiers jours fatidiques de l'offensive et de permettre ainsi au groupe d'armées A de traverser les Ardennes et de franchir la Meuse le plus rapidement possible, le groupe d'armées B devait paraître à l'adversaire comme le fer de lance de l'armée allemande. Son objectif principal était donc de servir d'appât et d'attirer le maximum de troupes alliées en Belgique de manière à en préparer l'encerclement. Il avait encore pour objet de protéger le flanc droit du groupe d'armées A.

Pour sa part, le groupe d'armées C devait se cantonner dans une sorte de guerre de positions. Composé de seulement 19 divisions et privé d'unités blindées ou motorisées, il assurerait la sécurité du *Westwall* entre les frontières du Luxembourg et de la Suisse. Il avait aussi pour mandat de retenir le plus grand nombre de formations adverses sur le front de ce secteur, le long de la ligne Maginot[149].

Cela dit, la stratégie du « coup de faucille » n'était ni plus ni moins que celle du marteau et de l'enclume ; le rôle du marteau étant joué par le groupe d'armées A, avec ses divisions blindées, et celui de l'enclume, par le

groupe d'armées B, avec ses divisions d'infanterie. Plus les troupes ennemies s'avanceraient vers l'enclume, plus le coup de marteau sur leurs arrières serait violent. On peut aussi la comparer à une corrida. Le groupe d'armées B, sur l'aile droite, formait la cape rouge du torero qui devait provoquer l'ennemi pour qu'il se ruât, comme un taureau en colère, dans le piège. Agissant comme l'épée de celui-ci, le groupe d'armées A, sur l'aile gauche, pouvait alors enfoncer le flanc non protégé, les unités blindées représentant la pointe de cette épée.

Après d'ultimes hésitations, l'OKH finit par céder aux pressions du Führer, mais aussi à celles de Keitel et de Jodl, et modifia le plan d'opérations en vertu des directives du 20 février. Si Brauchitsch et Halder ne se convertirent qu'à contrecœur, ils travaillèrent néanmoins d'arrache-pied sur la nouvelle version du plan. Celle-ci fut donc complétée le 24 février et les généraux sur le front occidental reçurent l'ordre de redéployer leurs troupes le 7 mars.

Sur les 10 divisions blindées de la Wehrmacht, 7 étaient affectées au groupe d'armées A avec l'ensemble des chars lourds et moyens. À l'encontre des armées de Rundstedt, celles de Bock n'auraient guère à rencontrer de grosses formations de chars aux Pays-Bas et dans le nord de la Belgique. Par conséquent, les trois divisions de Panzer accordées au groupe B étaient constituées essentiellement d'engins légers. La grande majorité des divisions motorisées étaient également attribuées au groupe A, soit trois sur cinq.

Tel que proposé par Manstein, le 19e corps blindé du général Guderian et le 14e corps motorisé du général Gustav von Wietersheim furent réunis en un groupe blindé, nouvellement créé, sous le commandement du général Kleist. Mieux encore, on ajouta à ce groupe blindé un autre corps blindé, le 41e du général Reinhardt. De ce fait, le groupe de Panzer du général Kleist constituait le fer de lance du groupe d'armées A. Avec le 19e corps blindé de Guderian et le 41e corps blindé de Reinhardt, il regroupait 1 222 chars, c'est-à-dire la moitié des forces blindées de la Wehrmacht[150]. De plus, la 2e armée fut affectée au groupe du colonel-général Rundstedt et rassemblée avec d'autres unités pour constituer une troisième armée. Elle devait être insérée dès que la 16e armée, en bifurquant vers le sud-ouest, élargirait le front d'attaque du groupe d'armées. Même la 4e armée du groupe d'armées

B fut subordonnée au groupe d'armées A pour procurer à celui-ci l'espace de mouvement nécessaire en direction de la Somme inférieure.

Mécontent de son rôle secondaire, le colonel-général Bock soumit au chef d'état-major général de l'OKH une analyse critique de ce nouveau plan d'opérations qu'il jugeait inutilement risqué. Il le conjura de laisser tomber ce plan absurde et lui reprocha de jouer à quitte ou double avec le destin de l'Allemagne : « Vous allez passer avec le flanc de la percée à 15 kilomètres de la ligne Maginot en essayant de vous cacher et vous espérez que les Français regarderont sans rien faire. Vous entassez la masse des blindés sur les routes étroites des monts ardennais, comme si les forces aériennes n'existaient pas ! Et après, vous espérez mener une opération jusqu'à la côte avec un flanc sud découvert sur une longueur de 320 kilomètres, avec la masse de l'armée française à côté. Cela dépasse les bornes de la raison ! »

L'avertissement du commandant en chef du groupe d'armées B rappelait aux officiers de sa génération la dernière opération à flanc découvert de l'armée allemande, en 1914, qui avait pris fin par la bataille de la Marne. S'il avait raison de penser que la Wehrmacht risquait de s'enliser dans une guerre de positions à l'Ouest si le « plan Manstein » échouait, il avait cependant tort de supposer qu'il pourrait échouer à la manière du « plan Schlieffen ».

D'une part, contrairement à la ligne fortifiée Verdun-Toul-Nancy-Épinal de 1914, la ligne Maginot n'était pas une forteresse d'où il était possible de lancer inopinément une contre-attaque sur le flanc de l'ennemi. Elle avait été conçue de telle sorte que sa garnison se trouvait fixée à l'intérieur et réduite à une défense purement frontale contre une attaque frontale que la Wehrmacht n'était d'ailleurs pas chargée de livrer. D'autre part, les armées sous le commandement de Rundstedt n'allaient pas avancer le long de la ligne Maginot. Après avoir traversé les Ardennes et franchi la Meuse, elles progresseraient à une cadence de 50 à 60 kilomètres par jour comme elles l'avaient fait en Pologne. Or, l'armée française ne possédait pas la mobilité nécessaire pour s'opposer à ce genre de manœuvre. Quant à la force aérienne française, elle était très inférieure à la Luftwaffe, que ce soit sur le plan de la qualité ou sur celui de la tactique.

C'est du moins ce que la plupart des généraux pensaient. Ils étaient, en effet, de plus en plus nombreux à croire au succès de l'offensive, dont le caractère audacieux finissait même par les enthousiasmer. Même le colonel-général Brauchitsch et le général Halder étaient désormais convaincus du

bien-fondé du « coup de faucille », et travaillaient fiévreusement à ses préparatifs. Après avoir été l'adversaire le plus résolu de ce plan, Halder répondit à Bock : « Même si l'opération n'avait que 10 pour cent de chances de réussir, j'y tiens. Car elle seule conduira à l'anéantissement de l'adversaire[151]. »

Le « plan Dyle » : le plan d'opérations des Alliés

La confiance des généraux dans le « plan Manstein » était renforcée par le service de renseignements allemand qui était en mesure de décrypter le code français de transmission. Par conséquent, la Wehrmacht était très bien informée de la marche en Belgique prévue par les Alliés, ainsi que du schéma d'organisation de leurs armées, en cas d'attaque allemande.

De fait, la riposte alliée se résumait au « plan Dyle » adopté par le Conseil suprême allié réuni à Paris le 17 novembre 1939. Selon ce plan, les 1re, 2e et 9e armées françaises et le corps expéditionnaire britannique devaient avancer en Belgique, prendre position le long de la ligne Anvers-Dyle-Louvain-Wavre-Namur-Meuse et recueillir les divisions belges qui auraient retardé l'avancée allemande sur le canal Albert et la Meuse. Avec l'aide de la 7e armée française, le plan prévoyait d'étendre la ligne de défense jusqu'à Breda, au sud des Pays-Bas, dans l'éventualité où ce pays serait également attaqué par l'Allemagne. Cette stratégie avait le mérite de garantir la sécurité des ports de la côte de la Manche, nécessaires à la liaison entre la Grande-Bretagne et la France, et des bases pour la Royal Air Force. Elle assurait aussi la protection de l'importante région industrielle du Nord-Est français[152].

Le concept du « plan Dyle » reposait sur la certitude d'une réédition du « plan Schlieffen » par l'armée allemande. En raison de l'existence de la ligne Maginot, construite sur la frontière nord-orientale, les Français étaient convaincus que les Allemands allaient essayer de la contourner par la Belgique et peut-être aussi par les Pays-Bas. Astucieusement conçue comme un obstacle sur lequel s'appuyer afin de neutraliser l'avantage allemand en hommes et de gagner le temps nécessaire pour effectuer une contre-attaque en Belgique, ce système fortifié avait aussi pour objet d'épargner à la France les terribles saignées de la guerre 14-18, et d'éviter que la région industrielle du nord de la France ne devînt derechef le théâtre des affrontements.

Après la guerre, peu de commandants en chef ont fait l'objet de critiques aussi sévères que le général Maurice Gamelin pour la défaite de mai-juin 1940, consécutive à l'échec du « plan Dyle ». Pourtant, de son point de vue, sa décision de marcher en Belgique en cas d'attaque allemande était à considérer comme juste et logique. Le flanc droit de la ligne de front française était protégé par la ligne Maginot, que les généraux français jugeaient tout simplement imprenable. Au centre, la Meuse et les Ardennes formaient un double verrou. « Les Ardennes sont imprenables aux chars et la Meuse est infranchissable ! » disait-on dans les états-majors français et britannique. Gamelin pouvait ainsi concentrer les meilleures unités sur l'aile gauche. Tout lui laissait donc croire que les Allemands attaqueraient de nouveau, selon le « plan Schlieffen », avec l'axe d'effort sur la droite, mais cette fois avec les blindés. D'ailleurs, à l'origine, c'était exactement les intentions de l'état-major général de l'OKH.

Ce postulat des Ardennes que les blindés ne pouvaient traverser et d'une Meuse infranchissable fut admis, après la Première Guerre mondiale, comme un dogme dans les états-majors français et anglais. Le fait qu'une autorité comme le maréchal Philippe Pétain, le vainqueur de Verdun, eût qualifié les Ardennes d'« impénétrables » y avait certainement contribué. De la même façon, le commandant en chef français, le général Gamelin, avait estimé que la Meuse constituait « le meilleur obstacle antichars qui existe en Europe ». À vrai dire, le double obstacle géographique des Ardennes et de la Meuse apparaissait comme une barrière stratégique que l'on pouvait contourner, certes, mais qui était difficile à franchir par des unités blindées. Ainsi, comme le secteur de Sedan se trouvait à l'abri d'une attaque, on y avait négligé la construction de fortifications au profit d'autres secteurs du front et on n'y avait stationné que des troupes de deuxième catégorie. Par ailleurs, on croyait que, même en cas d'une offensive allemande par les Ardennes, on disposerait d'un temps suffisant pour y amener des renforts.

Durant l'entre-deux-guerres, les mises en garde n'avaient pourtant pas manqué, qui mettaient en question le mythe des Ardennes « impénétrables ». En 1928, le théoricien militaire britannique Basil Henry Liddell Hart avait visité cette région et s'était montré étonné de la croyance illusoire du haut commandement français voulant que les Ardennes fussent infranchissables pour les chars d'assaut. Quand le ministère de la Guerre britannique mit sur pied des formations cuirassées plus importantes, en

1933, son expertise, en tant que spécialiste de l'arme blindée, fut sollicitée. On voulait savoir comment, dans l'éventualité d'une guerre, on pouvait s'en servir le mieux. Il suggéra une contre-offensive des Alliés à travers les Ardennes au moyen de puissantes forces blindées en cas d'une invasion allemande en France. On lui répondit que cette région boisée était infranchissable par les chars, ce à quoi il répliqua qu'à la lumière d'une étude personnelle du terrain il considérait qu'il s'agissait là d'une illusion, comme il l'avait déjà souligné dans plusieurs livres depuis la fin de la Grande Guerre[153].

Au sein de l'armée française, dans les années 1930, on mena également des études pour déterminer la valeur effective de l'obstacle qu'opposaient les Ardennes. En mai-juin 1938, le général André Gaston Prételat, alors commandant en chef de la 2e armée, dirigea un exercice sur cartes. Le scénario qui était décrit ressemblait étrangement à celui de l'offensive du corps blindé de Guderian en mai 1940. À l'étonnement de ses supérieurs, Prételat en arrivait à la conclusion que les Allemands étaient en mesure d'atteindre la Meuse en soixante heures et de la traverser en un jour. En fait, il ne s'était trompé que de trois heures, car les premiers blindés allemands atteignirent la Meuse au bout de cinquante-sept heures. Informé du résultat alarmant de cet exercice, Gamelin accusa Prételat de « jouer le pire ». Pour avoir lui-même, en 1936, dirigé un exercice de carte analogue, il était convaincu que, même dans l'hypothèse d'une offensive allemande réussie avec franchissement de la Meuse, l'armée française serait tout à fait en mesure de résoudre la crise en engageant des réserves[154].

Parce qu'il ne croyait pas à la possibilité d'une attaque massive par les Ardennes, Gamelin était d'avis qu'il ne valait pas la peine de se préparer en fonction d'une telle éventualité. La surprise ne serait que plus grande. Aussi folle qu'elle pût l'être, l'idée de lancer la masse des blindés en plein milieu des Ardennes rappelait, d'une certaine manière, la traversée des Alpes par les éléphants d'Hannibal. La décision de Gamelin d'ordonner une contre-attaque en Belgique, c'est-à-dire au beau milieu du piège, créa ainsi la condition préalable à l'enveloppement allemand. En mettant en branle le « plan Dyle », il se conduisit comme le chef de guerre romain Terentius Varron au début de la bataille de Cannes. Le regard fixé sur les Flandres, il avait perdu de vue la Meuse et les Ardennes[155].

Or, l'accident d'avion du 10 janvier aurait dû inciter le haut commandement des Alliés à modifier son plan d'opérations ou, à tout le

moins, à prendre des précautions pour faire face à la probabilité d'un déplacement du poids de l'attaque que le commandement suprême allemand n'aurait pas manqué de faire si les plans saisis étaient authentiques. Mais, plutôt que de tirer profit des renseignements qui étaient tombés en sa possession, le haut commandement des Alliés les considéra comme une tentative d'intoxication. Cette réaction était absurde, car cela aurait été une intoxication bien dangereuse que de courir le risque de mettre Bruxelles sur ses gardes et de pousser la Belgique à une collaboration plus étroite avec Paris et Londres. Le gouvernement belge aurait alors très bien pu décider d'ouvrir ses frontières aux armées franco-britanniques pour renforcer ses défenses avant que l'offensive allemande ne se mît en branle[156]. Cette décision des dirigeants militaires franco-britanniques de n'accorder aucune valeur aux documents récupérés allait donc se révéler des plus néfastes pour leurs armées.

L'auteur du plan « coup de faucille » : Manstein ou Hitler ?

Manstein a été le concepteur, mais aussi la première victime, du plan « coup de faucille », puisque c'est à cause de cette idée soi-disant aberrante qu'il fut démis de son poste. Pourtant, son plan d'opérations a fini par être adopté, bien que la majorité des officiers généraux l'eussent rejeté. En fait, il était parvenu à faire accepter par Hitler ses conceptions relatives à l'offensive à l'Ouest, malgré l'opposition initiale des deux chefs de l'OKH. Grâce à sa fonction de commandant suprême de la Wehrmacht, le Führer était ensuite intervenu en ce sens dans les décisions du haut commandement de l'armée. Mais l'animosité personnelle et la jalousie professionnelle de Brauchitsch et de Halder à l'égard de Manstein les avaient amenés à le relever de son poste de chef d'état-major du groupe d'armées A pour le nommer commandant d'un corps d'armée.

Que le concepteur de l'un des plans de guerre les plus astucieux et audacieux au point de vue stratégique n'ait joué qu'un rôle secondaire dans la mise en œuvre de celui-ci est certainement l'une des plus grandes ironies de l'histoire militaire. Que le plus doué des officiers de la Wehrmacht ait été tenu à l'arrière-plan de cette campagne militaire, alors que la victoire décisive et expéditive acquise lors de celle-ci lui était en grande partie

redevable, demeure encore aujourd'hui remarquable en soi. En effet, ce n'est que lors de la seconde opération de l'offensive, au moment où la victoire était assurée, que le plus brillant cerveau opérationnel de tous les officiers d'état-major de la Wehrmacht allait entrer en scène à titre de commandant d'un corps d'armée. Il était encore plus ironique qu'il se fût retrouvé à la tête d'un corps d'infanterie, alors qu'il comprenait mieux que quiconque, mis à part Guderian, comment exploiter tout le potentiel de l'arme blindée dans une guerre de mouvement.

Il était tout à fait caractéristique de Hitler qu'il eût affirmé avoir lui-même conçu le plan « coup de faucille » dès qu'il l'eut adopté. Il reconnut seulement à Manstein le mérite d'avoir été d'accord avec lui : « De tous les généraux auxquels j'ai parlé du nouveau plan d'attaque à l'Ouest, Manstein a été le seul qui m'ait compris[157]. » Se considérant comme un génie militaire, le Führer finit par croire qu'il s'agissait de son propre plan. De toute façon, en partager le crédit avec Manstein serait revenu, en quelque sorte, à faire ombrage à sa prétention d'être le stratège suprême de la Wehrmacht. D'ailleurs, après la victoire militaire de l'Allemagne sur la France, la propagande allemande se chargea de présenter le Führer comme l'auteur du plan d'attaque à l'Ouest.

L'affirmation selon laquelle il aurait trouvé, de façon instinctive, à la suite de considérations intuitives, la même solution opérationnelle que Manstein, qui lui s'appuyait sur des calculs du niveau de l'état-major, ne correspond pas du tout à la réalité. Et encore moins l'opinion selon laquelle il en serait l'auteur principal. Le plan « coup de faucille » était l'idée de Manstein et uniquement de ce dernier.

Pour s'en convaincre, il suffit de se demander si Hitler et Manstein pensaient réellement la même chose quand, le doigt sur la carte, ils montraient la direction de Sedan. Or, la façon dont la campagne allait se dérouler par la suite montre bien que le dictateur ne fut pas capable de saisir la portée opérationnelle de cette idée. Pourtant, après la campagne victorieuse, son délire lui laissa croire qu'il était bien l'auteur de ce plan, l'initiateur de l'idée du « coup de faucille » qui témoignait de tout son génie de chef suprême des forces armées allemandes.

Hitler avait certes jonglé avec l'idée de déplacer le point de concentration de l'offensive de l'aile droite à l'aile gauche. Mais ce n'était qu'une de ses idées intuitives et erratiques abandonnées dès le lendemain. Il avait effectivement pointé Sedan sur la carte. Mais ce n'était qu'un concept

opérationnel tactique, visant seulement à franchir la Meuse, et non stratégique, avec l'objectif d'atteindre la Manche et de prendre ainsi à revers le fer de lance des armées franco-britanniques. Il n'avait jamais été question, pour lui, de déplacer totalement le centre de gravité vers le sud, sur la Meuse, entre Dinant et Sedan, et encore moins de poursuivre l'attaque vers la Manche en suivant l'axe Saint-Quentin-Amiens-Abbeville. La compréhension limitée qu'avait Hitler de la dimension opérationnelle de la guerre moderne ne lui avait pas permis d'élargir l'idée d'une opération tactique de percée sur la Meuse en opération stratégique afin qu'elle apportât une décision complète. Alors que, pour Hitler, la percée devait s'arrêter sur la rive gauche de la Meuse, pour Manstein, elle devait plutôt se terminer à l'embouchure de la Somme[158].

En d'autres termes, les idées que Hitler associait à Sedan étaient uniquement de nature tactique. Comme Manstein le lui concéda plus tard, il avait seulement reconnu « que c'est vers Sedan que l'on pourrait franchir la Meuse le plus facilement[159] ». Mais, autodidacte des questions militaires, il n'était pas en mesure de pousser cette idée jusqu'au bout. C'est la question stratégique, au contraire, qui occupait l'esprit de Manstein, cherchant comment obtenir une décision totale. Tandis que les réflexions de Hitler s'arrêtaient à la rive est de la Meuse, celles de Manstein allaient jusqu'aux côtes de la Manche. C'est là, dans le cours inférieur de la Somme, estimait-il, qu'une victoire totale était possible, mais à condition que l'on réussisse à avancer suffisamment vite pour encercler les armées alliées concentrées dans le Nord. Quand les divisions de Panzer, après leur percée de Sedan, avancèrent à toute vitesse vers les côtes de la Manche, exactement comme Manstein l'avait voulu, Hitler fut pris de panique. Alors, comment le dictateur pouvait-il avoir pensé et planifié l'idée du « coup de faucille », quand, au moment où elle allait réussir, au bord de la crise de nerfs il fit arrêter l'avancée des blindés[160] ?

Ainsi, les réflexions sommaires de l'amateur ne rejoignaient que très partiellement les cogitations brillantes du stratège professionnel. Loin d'être le fruit de vues convergentes entre Hitler et Manstein, le plan « coup de faucille » était uniquement l'œuvre de ce dernier. Ce n'est donc pas de « plan Hitler », mais plutôt de « plan Manstein » que l'on doit parler en référence à la version définitive du « plan jaune ».

« L'idée directrice de la campagne provient de Manstein », affirma après la guerre le général Hoth, qui avait joué un rôle de premier plan lors

de la campagne de France en tant que commandant en chef du 15e corps blindé opérant au sein du groupe d'armées A. Puis il ajouta ces propos : « Le rôle de Hitler dans la formulation du plan d'opérations est d'avoir été convaincu de la pertinence des idées de Manstein et d'avoir prescrit les directives appropriées au haut commandement de l'armée de terre. Le mérite de celui-ci est d'avoir appliqué les idées de Manstein dans ses directives de déploiement du 24 février 1940. » Devenu plus tard colonel-général, Johann Adolf Graf von Kielmansegg, capitaine et chef de la section logistique de la 1re division de Panzer durant la campagne à l'Ouest, affirma sans équivoque à ce sujet : « L'idée est incontestablement de Manstein et entièrement de lui[161]. »

Au sein du corps des officiers de la Wehrmacht, on admettait généralement que l'auteur du plan de l'offensive à l'Ouest était bel et bien Manstein. On y retrouvait aussi des gens qui prétendaient que Manstein – à la suite de l'adoption de son concept opérationnel par Hitler – aurait dû, en toute logique, devenir le successeur de Halder. Après le franc succès de la campagne de France, Manstein allait acquérir une réputation qui ferait de lui une figure légendaire dans le cercle des officiers d'état-major. D'ailleurs, il allait se voir attribuer le surnom honorable de « Schlieffen de la Seconde Guerre mondiale[162] ». Et cette réputation légendaire n'allait cesser par la suite de prendre de l'ampleur avec ses succès et prouesses militaires en URSS, en particulier dans la région baltique, en Crimée et en Ukraine.

Son extraordinaire sens de la stratégie et de la tactique était redevable, entre autres, à une méthode de travail différente de celle de la plupart des autres officiers d'état-major. Le lieutenant-colonel Adolf Heusinger, sous-chef des opérations de l'OKH, en témoigna après la guerre : « À partir des années 1930, j'ai servi directement sous Manstein, Jodl et puis, pendant quatre ans, Halder. Les méthodes du Prussien [Manstein] et des deux Bavarois [Halder et Jodl] étaient fondamentalement différentes. Les décisions tactiques de Manstein étaient largement le fruit de l'intuition. La tâche de ses assistants était de déterminer dans quelle mesure cette intuition pouvait être mise en pratique. Halder et Jodl, pour leur part, passaient de longues heures à travailler durant la nuit sur les préparatifs militaires avant de parvenir à une décision[163]. » Manifestement, Manstein avait un sens inné de la stratégie.

7
LA VICTOIRE INCOMPLÈTE DU « COUP DE FAUCILLE »

Au cours de la campagne de l'Ouest, le concept opérationnel du « plan Manstein » ne fut pas appliqué par le haut commandement allemand dans toutes ses dimensions et implications. D'ailleurs, son adaptation timide et incohérente de l'idée hardie du « coup de faucille » aurait pu conduire à une sorte de « *Blitzkrieg* au ralenti ». Mais, grâce aux actions individuelles de quelques généraux, l'opération suivit un autre cours et finit par aboutir au succès escompté par Manstein. Toutefois, en ne prévenant pas le « miracle de Dunkerque », en raison de sa propre faute, la direction militaire allemande transforma la victoire stratégique visée par Manstein en une simple victoire opérationnelle.

Les forces en présence au début de l'offensive

Contrairement à une opinion généralement admise pour expliquer le succès du « plan Manstein », au moment du déclenchement de l'offensive, le 10 mai 1940, la Wehrmacht ne disposait d'aucune supériorité numérique terrestre sur ses adversaires, en termes de divisions, de pièces d'artillerie ou de chars de combat.

En ce qui concerne le nombre de divisions, l'armée de terre allemande en comptait 157, le 10 mai 1940. De ce nombre, 135 étaient prévues pour l'offensive à l'Ouest, y compris 42 divisions de réserve. D'ailleurs, parmi celles-ci, quelques-unes venaient tout juste d'être levées et étaient à peine mises en place. Au début de la campagne, 93 divisions seulement participèrent à l'assaut. En face, l'armée française disposait de 117

divisions, dont 104 se trouvaient sur le front nord-est, y compris 11 divisions de réserve. Le jour de l'offensive allemande, le corps expéditionnaire britannique consistait en 13 divisions, dont 3 n'étaient pas au complet. Deux autres divisions, dont la 1re blindée, furent également amenées sur le continent jusqu'à la fin mai. À ce contingent des Alliés, il fallait ajouter 22 divisions belges et 10 néerlandaises. En mai 1940, face aux 135 divisions allemandes, parmi lesquelles il y avait 42 divisions de réserve, se trouvait donc un total de 151 divisions alliées.

Sur le plan de l'artillerie, la supériorité des Alliés sur l'Allemagne était écrasante. À elle seule, la France disposait de plus de 10 700 canons, ce à quoi il fallait ajouter 1 280 pièces d'artillerie de l'armée britannique, 1 338 de l'armée belge et 656 de l'armée néerlandaise. Ainsi, les armées occidentales pouvaient mettre en jeu près de 14 000 pièces d'artillerie et la Wehrmacht seulement 7 378.

Quant aux blindés, l'affirmation selon laquelle les armées des Alliés auraient été victimes de l'écrasante supériorité des Panzer allemands n'est qu'une légende. En mai 1940, aux 2 439 chars de la Wehrmacht faisaient face les 4 204 chars des forces occidentales. L'armée française comptait dans ses rangs 4 111 blindés, sans compter les 250 stationnés dans les colonies. Sur le front du Nord-Est, ce n'était pas moins de 3 254 chars qu'elle mettait en ligne le 10 mai 1940. Ce jour-là, le corps expéditionnaire britannique engageait 310 blindés sur le continent. Mais on doit aussi tenir compte des 330 chars d'assaut de la 1re division blindée que l'on achemina de l'autre côté de la Manche et qui y arrivèrent jusqu'à la fin mai. L'armée belge disposait de quelque 270 chars, tandis que l'armée néerlandaise en mettait approximativement 40 en ligne.

Si l'Allemagne avait une supériorité numérique, c'est uniquement sur le plan de l'aviation. Au début de l'offensive à l'Ouest, la Luftwaffe disposait de 3 864 avions de combat. Parmi ceux-ci, seulement 2 756 étaient prêts à intervenir. En enlevant au minimum les contingents déployés contre la Norvège, il ne restait que 2 589 avions de combat prêts à intervenir sur un total de 3 578. À cette force, les Alliés ripostaient par 1 453 avions de combat (bombardiers et chasseurs) opérationnels, au 10 mai 1940, sur le front de l'Ouest. Des 3 562 avions de combat dont disposait la France, quelque 3 097 étaient stationnés dans l'Hexagone, dont 1 410 sur le front nord-est. De ceux-ci, seulement 879 étaient prêts à intervenir. Les forces de l'aviation britannique (bombardiers et chasseurs) engagées sur le continent

s'élevaient à 1 150 appareils, dont 384 étaient concentrés sur le front nord-est français. La Belgique disposait de 118 bombardiers et chasseurs prêts à intervenir sur un total de 140, tandis que l'armée de l'air néerlandaise en comptait 72 sur des effectifs totaux de 82[164].

Le franchissement de la Meuse et la « seconde bataille de Sedan »

Tel que Manstein l'avait anticipé dans son plan d'opérations, le gros des armées alliées se déploya en Belgique selon le « plan Dyle » dès le début de l'offensive allemande. La ligne Maginot ne pouvant que vouer à l'échec toute opération d'attaque frontale, le haut commandement des Alliés s'attendait de la part de l'adversaire à une réédition de la manœuvre du « plan Schlieffen ». Les troupes franco-britanniques pénétrèrent donc massivement en Belgique pour se porter à la rencontre du groupe d'armées B. Croyant que la masse de manœuvre principale de la Wehrmacht se trouvait à l'aile droite, le haut commandement allié tomba dans le piège, puisqu'il exécuta justement le mouvement qui conditionnait la réussite de la manœuvre du « plan Manstein » par les Ardennes.

Dans leur progression, la 18e armée du général Küchler et la 6e armée du colonel-général Reichenau, regroupées sous le commandement du colonel-général Bock, bénéficièrent des opérations au sol de la Luftwaffe qui, lors des trois premiers jours, fut volontairement tenue à l'écart de la véritable direction de l'effort principal. Les Stukas bombardèrent sans arrêt les positions ennemies, les chemins de fer et les grands axes routiers, ainsi que les postes de commandement et les terrains d'aviation adverses. Ces succès rapides de l'aile droite allemande accaparèrent l'attention des Alliés et la détournèrent, pendant quelques jours, de l'attaque principale qui fut lancée à l'aile sud à travers les collines boisées des Ardennes, en direction des côtes de la Manche.

Toutes ces mesures de diversion eurent le résultat escompté par Manstein dans son plan d'opérations : les généraux français et britanniques gardèrent les yeux rivés vers le nord. Ils ne virent pas le danger mortel qui les menaçait sur leur flanc droit. Tandis que les meilleures troupes alliées marchaient vers le nord, en direction de la Belgique, à côté d'elles, sur leur droite, les colonnes blindées et motorisées du groupe d'armées A

avançaient en sens inverse, vers le sud-ouest, à travers les Ardennes. Elles ne se heurtèrent qu'à une faible résistance de sorte que, dès le 12 mai en fin d'après-midi, leurs avant-gardes atteignaient déjà la Meuse à Dinant, à Monthermé et à Sedan. Sans que cela ne provoquât d'émotion particulière au sein du haut commandement des Alliés, toujours convaincu que le centre de gravité de l'offensive se situait aux Pays-Bas et en Belgique, plus particulièrement entre Maastricht et Liège.

Toutefois, la surprise se produisit, dès le 13 mai, avec le franchissement de la Meuse, non pas après une puissante préparation d'artillerie, mais à la suite d'une intervention massive de la Luftwaffe, suivant le scénario imaginé par Manstein et Guderian lors du *Kriegsspiel* de Coblence, tenu le 7 février 1940. Toute une Luftflotte, soit près de la moitié de l'aviation de combat disponible à l'Ouest, fut concentrée dans cette région.

Les premiers franchissements eurent lieu dès la fin de la journée du 12 mai à Dinant sur le front du 15e corps blindé du général Hoth. Des unités d'infanterie de la 7e division de Panzer du major-général Rommel traversèrent la Meuse et constituèrent aussitôt une tête de pont après avoir livré de durs combats contre des troupes établies depuis plusieurs mois sur des positions solides. Au milieu de la nuit du 13 mai, les premiers blindés passaient déjà sur la rive gauche. Le lendemain, la tête de pont se trouvait alors solidifiée sur une profondeur de plus d'une vingtaine de kilomètres, facilitant ainsi la traversée des chars de combat. Plus au sud, le 41e corps blindé du général Reinhardt parvint à prendre pied sur la rive gauche de la Meuse à Monthermé, grâce à la 6e division de Panzer du général Werner Kempf. Mais sa progression fut néanmoins bloquée par la vive résistance française manifestée à cet endroit. Le franchissement le plus important se produisit à Sedan avec les 1re, 2e et 10e divisions de Panzer du 19e corps blindé du général Guderian. À l'infanterie qui ouvrit le passage de la Meuse le 13 mai, succédèrent les blindés dès le lendemain matin, une fois la tête de pont renforcée et sécurisée sur une profondeur de quelque 20 kilomètres.

Dans l'après-midi du 14 mai, environ 570 chars d'assaut se retrouvaient déjà sur la rive gauche de la Meuse. En poussant en direction de Charleville-Mézières, les unités de Panzer de Guderian permirent à celles de Reinhardt de se dégager à Monthermé. Derrière les 19e et 41e corps blindés, suivait de près le 14e corps motorisé de Wietersheim. Au soir de

cette même journée, une brèche de 70 kilomètres se dessinait alors sur le front du groupe d'armées A[165].

Au troisième jour de l'offensive, les colonnes blindées et motorisées bouchonnaient sur plus de 250 kilomètres depuis la Meuse jusqu'au Rhin, à travers les territoires français, belge, luxembourgeois et allemand. À lui seul, le groupe de Panzer de Kleist, composé des 19e et 41e corps blindés ainsi que du 14e corps motorisé, avec ses 41 120 véhicules et ses 1 222 chars d'assaut, se trouvait resserré dans un étroit corridor qui ne comprenait en tout et pour tout que quatre itinéraires, provoquant un bouchon monstre. Pour l'aviation alliée se présenta alors l'unique chance d'anéantir les blindés et véhicules motorisés allemands qui piétinaient depuis les Ardennes. Mais au grand étonnement des Allemands, ce jour-là, presque aucun avion français ou britannique n'apparut dans le ciel sans nuage. Les forces aériennes des Alliés intervenaient essentiellement dans le nord de la Belgique où la Luftwaffe s'était également engagée. À midi, celle-ci avait brusquement disparu pour concentrer la quasi-totalité de ses forces contre le secteur de Sedan, le véritable point de concentration de l'offensive allemande.

Prenant alors conscience que ce secteur du front représentait le talon d'Achille des Allemands, les Alliés improvisèrent à la hâte, le 14 mai, une opération destinée à détruire la tête de pont de Sedan. Des 402 bombardiers et chasseurs alliés réunis pour cette mission, 167 furent abattus, soit une véritable hécatombe. Non seulement ils s'étaient heurtés aux 1 470 bombardiers, Stukas et chasseurs de la Luftwaffe, mais aussi au feu intense des quelque 303 batteries antiaériennes rassemblées par Guderian dans ce secteur d'opérations. L'échec fut complet dans le camp allié puisque les colonnes allemandes ne furent pratiquement pas inquiétées et purent poursuivre le passage du fleuve sans interruption. Après la bataille aérienne de Sedan du 14 mai, les Stukas continuèrent à pilonner les positions d'infanterie et les batteries d'artillerie françaises qui se trouvaient sur la rive gauche de la Meuse sans rencontrer la moindre opposition dans les airs.

L'opération du 19e corps blindé ayant permis la rupture du front à Sedan, dans le cadre du plan « coup de faucille », est parfois appelée la « seconde bataille de Sedan », en référence à la célèbre bataille par encerclement de 1870, elle-même souvent appelée la « Cannes du XIXe siècle ». Cependant, sur le plan de la dimension des opérations, une

différence majeure existe entre la manœuvre d'enveloppement du feld-maréchal Moltke et celle du lieutenant-général Manstein. Tandis qu'en 1870 le point de rassemblement des deux armées qui formaient la tenaille se trouvait à 9 kilomètres de la colline d'Illy d'où Moltke exerçait ses fonctions de chef de l'état-major général, l'opération de 1940 représentait un mouvement d'encerclement gigantesque, d'une longueur de presque 400 kilomètres. Elle s'étirait en forme de faucille des Ardennes aux côtes de la Manche. Si, en 1870, les Allemands avaient réussi à encercler dans Sedan une armée française de 120 000 hommes, en 1940, ce furent environ 1,7 million de soldats alliés qui tombèrent dans le piège mis au point par Manstein. Avec la rupture du front à Sedan par les unités de Panzer de Guderian, la défaite française devenait inévitable, puisque les armées alliées du Nord se retrouvaient déjà en Belgique[166].

Une progression des unités de Panzer jusqu'à la Manche en un seul tenant ?

Les percées à partir des têtes de pont de Dinant, de Monthermé et de Sedan relevaient avant tout de l'audace de commandants d'unités blindées, comme le général Guderian, qui avaient su se servir à la perfection du principe du « commandement de l'avant ». Ils s'étaient élancés vers les côtes de la Manche en outrepassant les ordres, ce qui avait mis non seulement les Alliés, mais également la direction militaire allemande devant le fait accompli. En fait, l'OKH n'avait pas adopté les conceptions opérationnelles du lieutenant-général Manstein dans toutes leurs dimensions et implications lorsqu'il avait procédé à la refonte de son plan offensif le 24 février. Celui-ci n'était qu'une pâle imitation sans conviction de l'audacieux plan « coup de faucille ». Cette version édulcorée de la pensée originelle aurait d'ailleurs pu conduire à une sorte de « *Blitzkrieg* au ralenti ». C'est grâce aux actions individuelles de quelques généraux que l'opération suivit un autre cours et finit par aboutir au succès escompté par Manstein[167].

Conforté par l'approbation d'un spécialiste en blindés de la trempe de Guderian, Manstein avait conçu originellement la percée des Ardennes, le franchissement de la Meuse et la progression jusqu'à la Manche en un seul tenant. Les divisions de Panzer devaient foncer, sans s'arrêter et à grande

vitesse, des Ardennes jusqu'aux côtes de la Manche. Sans cela, l'aile nord des armées alliées aurait le temps de se retirer derrière la Somme et d'échapper au piège tendu en Belgique par le groupe d'armées de Bock. Pour les unités blindées du groupe de Rundstedt, il s'agissait donc d'avancer sur les arrières de l'ennemi dans un isolement complet, sans se soucier de leurs flancs à découvert.

Hitler et plusieurs généraux de haut rang, comme Rundstedt, Kleist et Ernst Busch, le commandant en chef de la 16e armée, étaient toutefois sceptiques quant à la possibilité de franchir rapidement la Meuse, en dépit des arguments fournis à cet effet par Manstein et Guderian. Ils l'étaient encore plus en ce qui concernait la conception de Manstein, soutenue non seulement par Guderian, mais aussi par Halder, d'une opération en un seul tenant par les divisions blindées. Au lieu d'une avancée en un seul tenant jusqu'à la Manche, telle que proposée par les généraux « progressistes », les généraux « traditionalistes » ou de la « vieille école » avaient plutôt l'intention de faire une halte à Dinant, à Monthermé et à Sedan, soit à mi-chemin. Les unités de Panzer devaient se contenter d'établir de solides têtes de pont et attendre sur la rive gauche l'arrivée des divisions motorisées et d'infanterie. La véritable rupture et l'exploitation n'interviendraient que plusieurs jours après le passage de la Meuse, une fois que l'infanterie serait en mesure d'assurer les flancs des divisions blindées.

Guderian avait vivement protesté contre cette intention du Führer et de certains hauts dirigeants militaires, car une halte accorderait suffisamment de temps aux Alliés pour se replier derrière la Somme et construire une nouvelle ligne de défense à l'ouest de la Meuse. Selon lui, il fallait s'en tenir à l'idée de Manstein et foncer à vive allure vers la Somme inférieure, en suivant l'axe Saint-Quentin-Amiens-Abbeville, sans même s'arrêter une seule fois après avoir traversé la Meuse. Faute de quoi, on courrait le danger de laisser passer la grande opportunité d'un encerclement complet de l'aile nord des Alliés, donc d'une victoire stratégique, et de n'obtenir qu'une victoire d'ordre opérationnel.

C'est alors que l'un des épisodes les plus déterminants de la campagne de France se produisit. Au lieu d'ordonner à ses divisions de Panzer d'attendre encore quelques jours à l'emplacement des têtes de pont jusqu'à ce que les divisions motorisées et d'infanterie qui suivaient eussent pu également franchir la Meuse et assurer les flancs, le général Guderian lança ses 1re et 2e divisions blindées vers l'ouest, en direction de l'Oise et de

Saint-Quentin, laissant à la 10e division blindée et au régiment motorisé *Grossdeutschland* le soin d'assurer la protection de son flanc gauche. Ce faisant, il déclencha un phénomène d'avalanche, puisqu'il entraîna les autres divisions blindées avec lui. La progression vers l'ouest de deux de ses trois divisions de Panzer à partir de la tête de pont de Sedan convergea rapidement avec celle des deux divisions de Panzer de Reinhardt en provenance de Monthermé, de même qu'avec celle des deux divisions de Panzer de Hoth à partir des abords de Dinant. L'opération gagna ainsi une dynamique propre, évoluant selon l'esprit de Manstein[168].

Le premier « ordre d'arrêt » et l'avancée des Panzer jusqu'à la Manche

Le 16 mai, le front français fut complètement rompu au centre. Les divisions de Panzer s'engouffrèrent dans une brèche de plus de 100 kilomètres. La manœuvre allemande se développa finalement comme Manstein l'avait prévu dans son plan d'opérations. Cependant, l'avancée des blindés prit la forme d'une faux effilée, en raison de l'absence de protection sur les flancs. De là vint le qualificatif forgé après la guerre de « coup de faucille » (*sickle cut*), dont l'auteur est Winston Churchill[169]. Au sixième jour de l'offensive, la poussée vers l'ouest avait progressé de plus de 120 kilomètres, depuis la Meuse en direction de la Manche, et elle avait déjà atteint l'Oise.

Une autre occasion en or semblait alors se présenter aux Alliés. Une brèche parfaitement observée par l'aviation de reconnaissance française apparaissait entre les divisions blindées et celles de l'infanterie qui suivaient péniblement à marches forcées. Les Panzer progressaient dans un étroit couloir d'environ 60 kilomètres de large et les unités d'infanterie affichaient un retard de trois à quatre jours, soit une distance de 100 à 125 kilomètres. La 10e division blindée, qui s'efforçait de rejoindre les 1re et 2e divisions blindées du corps de Guderian, s'allongeait déjà sur une centaine de kilomètres.

Cette situation suscitait la plus vive appréhension de Hitler, du colonel-général Rundstedt, à la tête du groupe d'armées A, et du général Kleist,

chef du groupe de Panzer qui coiffait les 19e et 41e corps blindés de Guderian et de Reinhardt. L'avance des chars de Guderian était telle qu'ils redoutaient une contre-attaque française sur son flanc gauche. Dans les échelons supérieurs du haut commandement allemand, on vivait dans l'angoisse d'une réédition du « miracle de la Marne » qui avait conduit à l'échec du « plan Schlieffen » en septembre 1914. Ce vide qui ne cessait de se creuser entre les blindés et l'infanterie fut à l'origine de sérieuses tensions entre Guderian et ses chefs immédiats.

Déjà le 15 mai, Kleist, inquiet de la poussée foudroyante du 19e corps blindé à flancs découverts, avait ordonné à Guderian de faire une pause pour permettre à l'infanterie de rattraper ses unités de Panzer et, par le fait même, de faire face à une éventuelle contre-attaque française. Guderian avait refusé de se conformer à cet ordre qui, selon lui, revenait à renoncer à l'effet de surprise et à tous les succès initiaux. Après une discussion animée au téléphone, Kleist l'avait autorisé à poursuivre son avance pendant vingt-quatre heures, avant d'effectuer une pause pour permettre le regroupement des divisions d'infanterie dans la tête de pont de Sedan. Bien décidé à exploiter en profondeur la rupture du front ennemi, le commandant en chef du 19e corps blindé avait poursuivi cependant son avance bien au-delà de ce qui lui était permis.

Mais les nerfs de Hitler finirent par lâcher. Le dictateur était convaincu que les Français montaient une importante contre-attaque depuis le sud pour couper les faibles pointes blindées de ses arrières. Lorsqu'ils s'entretinrent à l'aube du 17 mai, Rundstedt l'appuya, en lui faisant part de ses craintes quant à une contre-attaque surprise des troupes françaises dans la région de Verdun et de Châlons-sur-Marne. Hitler lui demanda alors de mettre un frein à l'avance de Guderian qui avait déjà atteint l'Oise. Ce dernier fut donc invité à observer une pause de deux jours afin de permettre à l'infanterie de rejoindre ses unités blindées et d'assurer la protection de son flanc gauche le long de l'Aisne.

Cet « ordre d'arrêt » (*Haltbefehl*), le premier de la campagne, auquel s'opposèrent énergiquement Brauchitsch et Halder, fut transmis à Guderian par Kleist, qui l'avait invité à se présenter à 7 heures à l'aérodrome de campagne de Montcornet. S'ensuivit entre les deux hommes une discussion extrêmement orageuse. Convaincu par des reconnaissances aériennes qu'aucune menace ne pesait sur son flanc gauche, Guderian brandit sur-le-champ sa démission que Kleist s'empressa d'accepter. Averti de l'affaire,

Rundstedt se dépêcha de trouver un compromis. Le lendemain soir, à 18 heures, Guderian réintégrait son commandement et était autorisé à poursuivre vers la Manche une « reconnaissance en force », tout en laissant sur place son quartier général. Hitler ne s'était résolu à accepter ce compromis que lorsque Halder l'eut assuré que l'infanterie s'alignait progressivement sur l'Aisne pour former un bouclier[170].

Avant la campagne, Hitler avait affirmé à maintes reprises que la France s'écroulerait comme un château de cartes. Maintenant que cette prédiction se concrétisait, il avait du mal à y croire. Pourtant, le danger venant du flanc gauche s'avéra être un fantôme. Aucun argument, même ceux de Halder s'appuyant sur les rapports clairs et précis du service de renseignements, ne parvint réellement à délivrer Hitler de sa peur instinctive des flancs ouverts. Comme Manstein le remarquait ironiquement, Hitler avait sous les yeux le « fantôme » d'une menace de revers. Dans la même foulée, il soulignait également le fait que c'était le dictateur qui portait la responsabilité de l'absurde interruption de l'opération[171]. Or, Rundstedt et Kleist avaient eux aussi leur part de responsabilités dans cet « ordre d'arrêt » lourd de conséquences.

Friedrich-Wilhelm von Mellenthin, futur lieutenant-général, a estimé que, dans la campagne de l'Ouest, n'ont été commises que deux erreurs capitales : l'« ordre d'arrêt » de Montcornet et l'« ordre d'arrêt » de Dunkerque. Certains, comme l'officier d'état-major Kielmansegg, en déduisent même que si l'attaque allemande n'avait pas été freinée du 17 au 18 mai, le « miracle de Dunkerque » aurait eu peu de chance de se produire[172]. Quoi qu'il en soit, Guderian avait eu raison de vouloir exploiter au maximum sa progression vers la mer, puisque les Alliés n'étaient aucunement en mesure de lancer une contre-offensive de grand style sur le flanc sud de son corps blindé. Halder aussi avait vu juste ; les Français n'avaient tout simplement pas les forces nécessaires pour monter une contre-attaque à partir du sud.

Guderian n'en demandait pas plus. Son corps blindé reprit sa progression ininterrompue vers la Manche. Le 18 mai, il traversa l'Oise et occupa Saint-Quentin. Deux jours plus tard, il s'empara d'Amiens et atteignit, le soir même, Abbeville aux abords de la mer, coupant les lignes de communication de l'aile gauche alliée en Belgique. L'objectif opérationnel visé par Manstein était ainsi atteint. Tout au long de son avancée fulgurante, le corps blindé de Guderian avait établi des têtes de

pont sur la Somme, à Péronne, à Amiens et à Abbeville, que les Alliés, en dépit de l'emploi de moyens importants, n'avaient pu réduire. À l'abri derrière une ligne de défense établie le long de l'Aisne et de la Somme, le 19e corps blindé de Guderian remonta peu après vers le nord et investit Boulogne, le 22 mai, et Calais, le lendemain.

La phase décisive de l'opération « coup de faucille » de Manstein s'achevait ainsi sur un succès. Les chars d'assaut allemands avaient enfoncé un coin dans le front des Alliés et enfermé la totalité de l'aile nord contre les côtes de la Manche. Dans cette gigantesque nasse, d'une longueur de 200 kilomètres et d'une profondeur allant jusqu'à 140 kilomètres, se trouvaient non seulement l'armée de terre belge, mais aussi le corps expéditionnaire britannique, les 1re et 7e armées françaises, ainsi que des éléments dispersés de la 9e armée. Prise au piège, l'aile nord des Alliés semblait définitivement condamnée.

Le second « ordre d'arrêt » et le « miracle de Dunkerque »

Le 24 mai, au matin, les Allemands n'étaient plus qu'à 15 kilomètres de Dunkerque, le dernier port sur la Manche encore disponible pour les Alliés. Les premières unités du corps blindé de Guderian avaient déjà franchi le canal de l'Aa, entre Gravelines et Saint-Omer, le dernier obstacle naturel, après avoir établi cinq têtes de pont. Entre les chars allemands et Dunkerque, il n'y avait plus aucune troupe ennemie d'importance notable. Ce n'était donc plus qu'une question d'heures pour que le seul port sur la Manche restant aux Alliés tombe entre les mains des Allemands. Dès que cette dernière issue serait verrouillée, environ un million de soldats belges, britanniques et français seraient pris au piège. La majorité d'entre eux se trouvaient encore à quelque 100 kilomètres de Dunkerque. Aux prises avec le groupe d'armées B, ils n'avaient plus aucune chance de réagir à la menace mortelle qui se dessinait dans leur dos. C'est alors que se produisit l'un des épisodes les plus remarquables de l'histoire militaire : le « miracle de Dunkerque ». Les soldats alliés se rendirent compte avec étonnement que les redoutables chars allemands restaient immobiles.

Pourquoi cette décision de faire arrêter les chars, alors qu'ils étaient sur le point d'obtenir la plus grande victoire allemande de la campagne ? Cet

« ordre d’arrêt », le second de la campagne, est à l’origine d’interminables controverses depuis la fin de la guerre. D’après les études les plus solides, Hitler aurait donné cet ordre pour des raisons militaires et sur les conseils de ses chefs militaires. Ainsi, il n’aurait fait que confirmer les directives de Rundstedt, de Keitel, de Jodl et de Göring. Sa décision aurait été inspirée principalement par trois motifs : le désir de conserver ses Panzer pour la seconde partie de l’offensive ; la crainte de leur enlisement dans la Flandre marécageuse ; et les arguments de Göring en faveur de la Luftwaffe.

Dans la matinée du 24 mai, Hitler se rendit au quartier général du groupe d’armées A, qui se trouvait alors à Charleville, à environ 100 kilomètres de la Manche, pour discuter avec Rundstedt de la situation militaire. Considérant la victoire acquise dans le nord de la France, Rundstedt, l’un des généraux en qui Hitler avait le plus confiance, proposa d’arrêter l’avance des divisions blindées sur l’Aa, à proximité de la poche de Dunkerque, jusqu’à ce qu’on ait amené davantage d’infanterie. Éprouvées par une progression ininterrompue de deux semaines, les unités de Panzer avaient, estima-t-il, besoin d’un repos pour être remises en état. Il fallait aussi les tenir en réserve pour les regrouper dans la perspective d’une contre-attaque venant du sud et surtout de l’ultime offensive au sud de la Somme et de l’Aisne, dans le cadre du « plan rouge » conçu pour éliminer le restant des forces françaises.

Hitler approuva sur-le-champ les propos de Rundstedt, d’autant qu’ils renforçaient les conclusions auxquelles Keitel, Jodl et lui-même étaient arrivés précédemment. Pour Hitler et les deux chefs de l’OKW, la nature du terrain ne se prêtait pas à une attaque des blindés, la Flandre étant une région marécageuse. De même, une telle attaque, en vue de réduire la poche de Dunkerque, entraînerait des pertes sévères en Panzer et affaiblirait l’offensive imminente dans le sud de la France.

En outre, Göring conforta Hitler dans sa décision de mettre un frein à la progression des chars. Il le persuada que sa Luftwaffe était capable, à elle seule, de porter le coup de grâce aux armées alliées encerclées dans la zone de Dunkerque, éliminant ainsi la nécessité d’employer les formations blindées pour cette opération. Voulant sans doute permettre à son aviation de livrer la bataille décisive et s’attribuer la gloire du succès, Göring fit valoir à Hitler l’avantage de liquider la poche sans sacrifier le moindre char et, par conséquent, sans retarder la seconde partie de l’offensive en France.

C’est à 12 h 45 que le célèbre « ordre d’arrêt » de Dunkerque fut promulgué. Il est clair que l’idée de Hitler, suggérée par les Rundstedt, Keitel, Jodl et Göring, mais énergiquement combattue par Brauchitsch et Halder, était de laisser la Luftwaffe et le groupe d’armées B éliminer les troupes ennemies prises dans la poche. Pour sa part, le groupe d’armées A, avec la masse des éléments blindés, resterait sur ses positions et maintiendrait l’encerclement, tout en assurant la protection du flanc sud[173].

Le lendemain, au matin du 25 mai, lorsque Brauchitsch demanda que les chars fussent engagés dans les plaines de Dunkerque, le Führer s’y opposa, lui expliquant que la région de la Flandre n’était pas propice aux unités blindées et que le risque était trop grand de manquer ensuite de chars pour l’offensive dans le sud. Il n’en laissa pas moins la décision finale à Rundstedt qui choisit de ne pas déployer les chars contre Dunkerque, parce qu’il avait besoin de les regrouper en vue de l’opération dans le sud. Brauchitsch et Halder en furent atterrés. Il leur fallait s’accommoder d’un chef suprême de la Wehrmacht qui intervenait de plus en plus directement dans la conduite des opérations.

Il s’avéra très vite que l’arrêt des divisions de Panzer avait été une erreur grotesque et lourde de conséquences. Ni la Luftwaffe de Göring ni le groupe d’armées de Bock ne se révélèrent capables d’exécuter leur mission. La Luftwaffe, qui ne disposait encore que de terrains éloignés, fut gênée par le mauvais temps et surtout par l’intervention massive des escadrilles de chasse britannique qui opéraient tout près du sud de l’Angleterre. Quant au groupe d’armées B, son avance était trop lente, faute d’éléments blindés et motorisés suffisants. Ce n’est que le 26 mai, alors qu’il était trop tard, que Rundstedt, peu à peu, se mit à douter de la justesse de l’« ordre d’arrêt ». Il alla sur le front voir Kleist et Hoth qui, tous deux, insistèrent avec véhémence pour que la liberté de mouvement leur soit redonnée. Il ne lui resta plus alors qu’à mettre Hitler au courant de la tournure des événements, à la suite de quoi celui-ci abrogea, à 13 h 30, l’« ordre d’arrêt ». Or, entre-temps, les formations blindées s’étaient mises au repos, étaient en cours de restructuration ou occupées à des travaux de réparation. Par conséquent, l’offensive ne put recommencer que le 27 mai, à 8 heures. Les divisions de Panzer étaient ainsi restées immobiles devant Dunkerque pendant trois jours et huit heures au total.

Durant ce délai, les Alliés avaient eu le temps de construire tout autour de Dunkerque une position défensive échelonnée en profondeur et de réunir

à la hâte une flotte d'évacuation, dans le cadre de l'opération « Dynamo », afin de procéder à l'embarquement des soldats pour l'Angleterre. Le corps blindé de Guderian se heurta à une résistance bien organisée qu'il ne put enfoncer de manière significative. Privé d'un soutien massif régulier de la Luftwaffe, retenue au sol par le mauvais temps ou accaparée par l'opposition inattendue de l'aviation de chasse britannique, il dut assister, impuissant, au rembarquement des troupes alliées. L'opération « Dynamo », du 26 mai au 4 juin, dernier jour de la bataille de Dunkerque, permit aux Alliés de sauver 338 682 hommes en les envoyant en Angleterre. En tout, avec les quelque 28 000 soldats évacués auparavant de divers ports de la Manche et les quelque 4 000 Britanniques que l'on avait sauvés en les envoyant dans des ports français, le chiffre total atteint environ 370 000 hommes. Il y avait parmi eux approximativement 247 000 Britanniques et 123 000 Français.

Néanmoins, 80 000 soldats français n'avaient pu être évacués à temps de Dunkerque et il fallait leur ajouter la reddition de 35 000 hommes de ce qui restait de la 1re armée encerclée dans la région de Lille. Malgré le revers qu'elle avait subi à Dunkerque, son premier depuis le début de la guerre, la Wehrmacht pouvait néanmoins revendiquer, en moins de trois semaines de combat, la capitulation des forces néerlandaises et belges, respectivement les 15 et 28 mai, la destruction de trois armées françaises et l'expulsion du continent du corps expéditionnaire britannique. La France avait déjà perdu 250 000 soldats provenant de ses meilleures troupes, 930 chars de combat et l'importante région économique et industrielle du Nord-Est. Du côté de l'Angleterre, en dépit du rapatriement du corps expéditionnaire, les pertes étaient également sévères : 68 000 soldats et un peu plus de 100 blindés[174]. Ses forces terrestres pouvaient néanmoins être considérées comme battues, puisque seule une division canadienne possédait des armes lourdes sur le sol britannique.

La première phase de la campagne : une simple victoire opérationnelle

Brauchitsch et Halder avaient peine à dissimuler leur colère. Selon eux, si le 19e corps blindé de Guderian n'avait pas été contraint de faire une halte de plus de trois jours, il aurait pu liquider la poche et empêcher un

rembarquement massif de troupes alliées vers l'Angleterre. Jamais celles-ci n'auraient eu le temps nécessaire pour établir une résistance bien organisée autour de Dunkerque.

Bien que le terrain de la région de la Flandre, sillonné de canaux, de fossés et de marais, ne convînt pas aux chars, le corps blindé de Guderian n'en avait pas moins établi cinq têtes de pont sur l'Aa, entre Gravelines et Saint-Omer, au moment de l'« ordre d'arrêt » du 24 mai. Ce jour-là, il n'y avait qu'un seul bataillon britannique pour tenir les quelque 30 kilomètres de l'Aa, entre Gravelines et Saint-Omer. Les Allemands n'eurent donc aucune difficulté pour constituer des têtes de pont de l'autre côté du fleuve. D'ailleurs, celui-ci était, selon le général Lord Gort, commandant en chef du corps expéditionnaire britannique, le seul obstacle antichars des troupes alliées prises dans la poche de Dunkerque. Une fois l'Aa franchi, rien n'aurait pu arrêter les Panzer de Guderian ni les empêcher de barrer la ligne de retraite du corps expéditionnaire britannique, dont le gros des troupes n'était pas encore rassemblé au port. Rien n'aurait pu les empêcher de porter le coup fatidique qui aurait martelé les armées alliées du Nord sur l'enclume des 6e et 18e armées de Bock arrivant du nord-est, ni les empêcher également de les détruire en totalité, excepté l'ordre de Hitler leur imposant une halte.

Même si elle ne fut maintenue que trois jours, cette halte permit à Lord Gort de déployer contre les unités de Panzer de Guderian trois divisions d'infanterie avec un lourd soutien d'artillerie[175]. Cela s'avéra suffisant. Dès qu'il se remit en marche, le 19e corps blindé fut incapable de réaliser une quelconque percée importante dans le dispositif défensif ennemi établi autour de Dunkerque, et encore moins d'empêcher le rembarquement de la plupart des troupes prises dans la poche. Par l'« ordre d'arrêt » des Panzer du 24 mai, Hitler avait compromis le succès de l'opération « coup de faucille ». Et cette « Cannes parfaite » qu'avait espéré reproduire l'école de Schlieffen n'eut pas lieu. Au contraire, l'embarquement pour l'Angleterre du corps expéditionnaire britannique ravala la victoire stratégique visée par Manstein à une simple victoire opérationnelle. Tout compte fait, la campagne de l'Ouest ne fut rien d'autre, pour faire référence au titre du premier tome des Mémoires de Manstein, qu'une « victoire perdue ». C'était, pour ainsi dire, sa première « victoire perdue » de la guerre[176].

Après la guerre, la plupart des généraux allemands, dont Manstein, Guderian et Halder, rejetèrent le blâme exclusivement sur Hitler. Même

Rundstedt rejeta entièrement la faute sur Hitler, alors qu'il avait pourtant exercé une influence décisive dans la décision de celui-ci d'arrêter les Panzer devant Dunkerque. Sans doute pour préserver l'image d'un haut commandement militaire exceptionnel et remarquable sur le plan opérationnel, mais victime des incessantes interventions du Führer dans la conduite de la guerre, et donc des erreurs dues à son dilettantisme, Manstein, Guderian et Halder épargnèrent ainsi Rundstedt, Kleist, Keitel et Jodl.

Manstein dressa même un bilan exagéré des conséquences de Dunkerque : « [...] le fait d'avoir permis l'évacuation de Dunkerque constitua une des fautes les plus décisives de Hitler. Elle l'empêcha plus tard de tenter l'invasion de l'Angleterre et permit par la suite aux Britanniques de poursuivre la guerre en Afrique et en Italie[177]. » Si le retrait du corps expéditionnaire britannique permit effectivement aux Anglais de poursuivre la guerre en Afrique du Nord après la chute de la France, il est faux de prétendre, comme Manstein le fit dans ses Mémoires, qu'il empêcha la Wehrmacht de tenter l'invasion de l'Angleterre. S'il n'y eut pas d'invasion, c'est tout simplement parce que l'OKH décida de se tourner de nouveau vers l'Est, cette fois-ci contre l'URSS. Et le résultat de la bataille d'Angleterre n'influença aucunement une décision prise avant son déclenchement.

Si Hitler n'avait pas ordonné l'arrêt de ses divisions blindées devant Dunkerque et que celles-ci avaient pu empêcher l'évacuation des troupes alliées prises dans la poche, procurant ainsi le succès stratégique recherché par Manstein, la Grande-Bretagne aurait-elle capitulé ? Pour certains, si le corps expéditionnaire britannique avait été perdu, il aurait été presque impossible pour Churchill de survivre aux pressions croissantes de ceux qui, dans son pays, voulaient trouver un accommodement avec Hitler[178].

En tout état de cause, la bataille de Cannes (216 av. J.-C.) est un paradigme classique d'une victoire d'annihilation sur un champ de bataille qui n'apporta pas nécessairement une décision politique. Malgré une manœuvre d'enveloppement magistralement orchestrée aux dépens des Romains, la victoire d'annihilation remportée par Hannibal à Cannes n'entraîna pourtant pas de décision stratégique. Au contraire, car les gagnants de cette bataille allaient finalement perdre la deuxième guerre punique (218-201 av. J.-C.)[179].

Le 38e corps d’armée de Manstein sur la défensive

Après avoir pris le commandement du 38e corps d’armée, le lieutenant-général Manstein s’était occupé à organiser son état-major à Stettin et à superviser l’entraînement des divisions en cours de formation. Son brusque éloignement de l’état-major du groupe d’armées A, alors qu’il était pourtant le concepteur du plan d’opérations à l’Ouest, ne l’avait guère réjoui : « Pendant que les autres mettaient au point les idées que j’avais si longtemps défendues, j’eus d’abord la tâche modeste d’organiser mon état-major à Stettin et d’inspecter de temps en temps les divisions en cours de formation en Poméranie et en Posnanie. Le 10 mai 1940, j’appris le début de l’offensive par la radio à Liegnitz, où je passais pour une permission de quarante-huit heures. Il va de soi qu’au cours des jours suivants toutes mes pensées et tous mes vœux accompagnèrent nos unités en marche dans les Ardennes. [...] Mais on comprendra aussi qu’il ne m’était pas précisément agréable de me trouver si loin à l’arrière, tandis que d’autres appliquaient le plan pour lequel je m’étais si longtemps et si farouchement battu[180]. »

Le 10 mai au soir, il avait reçu l’ordre de transférer le quartier général de son corps d’armée de Stettin à Brunswick. Trois jours plus tard, le 38e corps d’armée passait brièvement sous le commandement du groupe d’armées B avant d’être affecté, le 16 mai, au groupe d’armées A. Au sein de celui-ci, il devait s’incorporer à la 12e armée, qui se trouvait entre la 4e au nord et la 16e au sud. La 12e armée était chargée de poursuivre l’attaque vers l’ouest, tandis que la 2e, orientée face au sud-ouest, devait s’insérer entre la 12e et la 16e.

Cependant, le 17 mai, la 12e armée recevait pour instructions de s’orienter au sud-ouest, en se plaçant sur la défensive. La 2e s’introduirait entre la 4e et la 12e pour continuer l’attaque en direction de l’ouest. Ces nouvelles directives provenaient de la décision du haut commandement, prise sur l’initiative de Hitler avec le soutien de Rundstedt et de Kleist, d’arrêter l’avance du 19e corps blindé de Guderian devant l’Oise. Il voulait éviter à tout prix un revers allemand, même passager, qui aurait pu ranimer le moral des troupes françaises déjà extrêmement ébranlé. En fait, il craignait un revers de cet ordre si la 12e armée, poursuivant comme prévu son avance en direction de la Somme inférieure, était assaillie sur son flanc

sud à l'ouest de la Meuse. Mais les Alliés se montrèrent incapables de lancer une contre-attaque de grand style dans cette région.

Il était clair, d'une part, que l'arrêt du corps blindé de Guderian risquait de compromettre la victoire décisive sur les forces ennemies engagées en Belgique qu'il devait justement prendre à revers. D'autre part, l'ordre donné à la 12e armée de se mettre sur la défensive équivalait à renoncer à l'initiative entre la Meuse et l'Oise ; en d'autres termes, il revenait à abandonner l'idée proposée par Manstein dans son plan d'opérations quant à une couverture du flanc sud par l'offensive. En se cantonnant sur la défensive, au lieu d'agir offensivement vers le sud-ouest entre la Meuse et l'Oise, la 12e armée permit à l'adversaire d'établir un nouveau front sur l'Aisne qui ne put être percé que par de durs combats au cours du second acte de l'offensive. La 12e armée perdit ainsi la possibilité d'empêcher, par une action offensive, l'établissement de ce front en ce point décisif. Cette action offensive constituait pourtant l'une des idées essentielles du « plan Manstein », en plus de l'encerclement des forces alliées engagées en Belgique.

Cette décision du 17 mai révélait que ni Hitler ni Rundstedt et Kleist ne possédaient l'audace nécessaire pour accepter un risque provisoire sur le flanc sud. « Cet exemple montre une fois de plus qu'un plan d'opérations ne peut jamais être exécuté comme il a été conçu par son auteur, si l'exécution en incombe à d'autres que celui-ci, même s'il ne se présente aucune raison pour s'en écarter », déclarait Manstein après la guerre.

Dans ses Mémoires, il reconnaissait que le Führer « possédait un certain instinct dans les questions stratégiques. Mais il lui manquait la formation du véritable officier chef de guerre qui permet à celui-ci d'accepter même un risque élevé au cours d'une opération en sachant qu'il pourra s'en rendre maître ». Dans le cadre de l'offensive à l'Ouest, il ajoutait : « Hitler adopta bien l'idée du groupe d'armées A de couper les forces ennemies engagées dans le nord de la Belgique en attaquant à travers les Ardennes et en poussant jusqu'à la mer, et il l'a fidèlement suivie au moins jusque devant Dunkerque. Mais il n'a pas compris parfaitement l'autre idée consistant à créer par cette première phase une situation favorable à l'exécution de la seconde. Le commandement allemand s'est contenté, au cours de la progression des unités rapides du groupe d'armées A en direction de la côte, de couvrir ce mouvement contre une contre-offensive ennemie à prévoir des deux côtés de la Meuse, en étalant défensivement les divisions qui suivaient

comme un collier de perles le long du flanc sud menacé. Il lui parut trop risqué de détruire d'avance toute tentative de l'adversaire pour lancer cette contre-offensive, en attaquant vers le sud, à l'ouest de la Meuse, afin d'enfoncer ainsi définitivement le front ennemi entre la Meuse et l'Oise[181]. » Se défiant de la conception téméraire de Manstein, Hitler préféra donc jouer de prudence et opter pour une couverture défensive du premier acte de l'offensive allemande en France.

Le 25 mai, l'état-major de Manstein recevait l'ordre de remplacer celui du 14e corps motorisé que Kleist avait laissé, avec la 9e division blindée et la 2e division motorisée, dans le secteur Abbeville-Amiens pour couvrir les arrières de ses deux groupes de Panzer le long de la Somme inférieure. Le 27 mai, le 38e corps d'armée prenait position et se bornait dès lors à surveiller le cours du fleuve. Sa mission consistait, plus précisément, à tenir les têtes de pont à Abbeville et à Amiens.

Le lieutenant-général Manstein suggéra au commandant en chef de la 4e armée, le colonel-général Kluge, à qui son corps d'armée était désormais subordonné, d'essayer d'acquérir l'initiative de la manœuvre dans cette région plutôt que de demeurer sur la défensive. La solution défensive prescrite à son corps d'armée offrirait sans doute à l'adversaire la possibilité d'établir solidement un nouveau front défensif. En outre, le maintien des deux têtes de pont deviendrait difficile s'il amenait de nouvelles forces dans l'intention de lancer une attaque contre celles-ci. En restant sur place, le 38e corps d'armée et les deux divisions rapides qui lui avaient été affectées ne pourraient intervenir que si l'ennemi forçait ces têtes de pont et débouchait sur la rive nord de la Somme. Par conséquent, il fallait franchir le fleuve par surprise entre les deux têtes de pont, avec les deux divisions rapides, pour agir contre le flanc des forces attaquant Abbeville et Amiens, et pour les mettre en déroute. Ensuite, il était nécessaire d'engager le corps d'armée dans un combat mobile au sud de la Somme jusqu'à la fin de la bataille dans le nord de la Belgique et en attendant l'arrivée de l'aile nord allemande sur la Somme inférieure afin de maintenir celle-ci ouverte et d'empêcher l'adversaire d'y aménager un front continu. Tant qu'il restait seul au sud du fleuve, le 38e corps d'armée pouvait se retrouver dans une situation hasardeuse. Mais il fallait accepter le risque dans l'intérêt de la seconde partie de l'offensive pour ne pas à avoir à livrer de durs combats contre un front ennemi solidement établi dans l'intervalle.

Probablement à l'instigation de Hitler et de Rundstedt, Kluge rejeta la suggestion de Manstein, ce qui permit aux troupes alliées sur la rive sud de la Somme d'installer un front continu entre les têtes de pont d'Abbeville et d'Amiens. Le haut commandement désirait manifestement éviter tout risque jusqu'à la fin des opérations en Belgique, quand il pourrait alors concentrer toutes ses forces en face du front nouvellement formé. Après avoir précédemment abandonné l'initiative entre l'Oise et la Meuse, permettant ainsi l'établissement d'un front sur l'Aisne, il renonçait maintenant à conserver sa liberté de manœuvre au sud de la Somme, entraînant, cette fois-ci, la constitution d'un front au sud de ce fleuve. En fait, il laissait à l'adversaire le temps de constituer une ligne défensive de l'extrémité nord-ouest de la ligne Maginot à l'embouchure de la Somme[182].

La marche vers la Seine et la Loire

C'est au cours de la seconde phase de la campagne, dans le cadre du « plan rouge », que le lieutenant-général Manstein, promu le 1er juin au grade de général d'infanterie, allait enfin jouer un rôle actif en France. Prenant part à l'attaque du 5 juin au sein de la 4e armée du général Kluge, son 38e corps d'armée avait pour mission de franchir la Somme à Picquigny, à une dizaine de kilomètres au nord-ouest d'Amiens. L'assaut initial devait être mené par les 27e et 46e divisions d'infanterie, alors que la 6e division d'infanterie serait maintenue en deuxième ligne afin d'être engagée ultérieurement à travers les divisions avancées pour compléter la rupture. En face du corps d'armée de Manstein, se trouvaient deux divisions françaises. Celles-ci bénéficiaient d'un terrain favorable. La rive nord était formée en cet endroit par un plateau qui descendait légèrement vers la Somme, sans bois qui pussent offrir au 38e corps d'armée un quelconque couvert. Par contre, la rive sud était très escarpée, offrant aux divisions françaises une vue très dégagée sur les troupes de Manstein. Ce dernier, par conséquent, ordonna à son infanterie de préparer les radeaux, les sacs flottants et les passerelles pour le franchissement de la Somme au cours de la nuit. Elle devait passer à l'action à l'aube du 5 juin, sans bénéficier au préalable d'une préparation de tirs d'artillerie. Cela était nécessaire afin d'assurer l'effet de surprise à l'attaque allemande.

Malgré des pertes importantes, le franchissement de la Somme par le 38e corps d'armée fut un succès complet. Les hauteurs de la rive sud étaient déjà prises à la fin de la journée. L'artillerie française, en dépit de sa supériorité numérique, se révéla inefficace, faute de souplesse sur le champ de bataille.

Une fois la résistance ennemie brisée sur les hauteurs de la rive sud de la Somme, le 38e corps d'armée poursuivit sa progression vers la Seine. La mission assignée par l'OKH à la 4e armée était d'établir des têtes de pont au sud de ce fleuve. À la lumière du déroulement des combats des jours précédents, il était clair que les troupes françaises ne pouvaient plus offrir d'opposition sérieuse. Tout indiquait qu'elles essaieraient d'établir un front défensif derrière la Seine en faisant appel à d'éventuelles réserves. Les Allemands devaient donc forcer le passage du fleuve avant que les Français aient eu le temps de s'organiser.

Le 8 juin, à environ 70 kilomètres de la Seine, Manstein reçut l'ordre non seulement de l'atteindre le lendemain avec ses éléments motorisés, mais aussi de la franchir. L'infanterie et l'artillerie attelée suivraient à marches forcées pour y parvenir le jour suivant. Pour cela, il orienta les 6e et 46e divisions d'infanterie respectivement vers Les Andelys et Vernon, deux positions clés sur la Seine, entre Paris et Rouen. La 27e division d'infanterie, quant à elle, fut ramenée en deuxième ligne. Le 9 juin, les deux divisions de première ligne de Manstein atteignirent le fleuve. Mais elles ne purent empêcher l'ennemi de détruire les ponts aux Andelys et à Vernon. Les unités de la 6e furent néanmoins en mesure de franchir le fleuve dès le soir du 9 juin. Par contre, celles de la 46e ne purent le faire que le lendemain matin. Le 38e corps d'armée fut le premier contingent allemand à prendre pied au sud de la Seine[183].

Convaincu de la nécessité de conserver l'initiative dans cette région pour ne pas laisser à l'adversaire le temps d'organiser sa défense ou de monter une contre-offensive, Manstein demanda à Kluge la permission d'attaquer dès que l'artillerie de son corps d'armée aurait franchi le fleuve, au lieu de s'en tenir à défendre comme prévu les têtes de pont établies aux Andelys et à Vernon. Entre-temps, celles-ci étaient élargies jusqu'à l'Eure. De plus, la 27e division d'infanterie se trouvait également sur la rive sud de la Seine. La proposition de Manstein se heurta à un refus. La contre-attaque que dut repousser la 46e division d'infanterie, les 11 et 12 juin, non sans

subir des pertes importantes, confirma néanmoins le jugement du commandant en chef du 38e corps d'armée sur la situation.

Le 16 juin, Manstein avait reçu une instruction de Kluge lui assignant la direction Le Mans-Angers, au sud-ouest de Paris. Il devait cependant atteindre cet objectif sans la 46e division d'infanterie qui était passée sous le commandement du 1er corps d'armée, déployé à sa gauche. Le jour même, son corps d'armée s'était heurté de nouveau à une résistance organisée sur la ligne la Ferté-Vidame-Senonches-Châteauneuf qui fut brisée au cours de la soirée. Le 19 juin, il traversait Le Mans et, le 22 juin, jour de la signature de l'armistice franco-allemand, les 6e et 27e divisions d'infanterie se trouvaient toutes deux sur la rive sud de la Loire, après l'avoir franchie dans le secteur d'Angers.

À titre de commandant du 38e corps d'armée, Manstein avait fait montre sur le terrain d'un grand sens tactique. La progression fulgurante de son corps d'armée sur près de 400 kilomètres depuis la Somme jusqu'à la Loire témoignait de son habilité à diriger et à manœuvrer ses divisions d'infanterie comme si elles étaient des troupes mobiles. Audacieux et imaginatif, il avait pris l'initiative lorsque la situation l'exigeait et il avait démontré beaucoup de flexibilité pour parer aux imprévus. À plus d'une occasion, il s'était rendu aux avant-postes de commandement pour mieux évaluer l'état de la situation. Bref, il avait démontré les qualités d'un véritable chef de guerre sur le terrain. D'ailleurs, la poussée fulgurante de son corps d'armée de la Somme jusqu'à la Loire en quatorze jours lui valut la croix de chevalier de l'ordre de la croix de fer.

Le « plan Manstein » ou la guerre des six semaines

Le 3 août 1914, au moment du déclenchement de l'offensive à l'Ouest, le haut commandement allemand avait cru être en mesure de vaincre l'armée française en six semaines. Cependant, l'échec du « plan Schlieffen » s'était traduit par une guerre de positions de quatre longues années durant lesquelles l'armée du Kaiser ne parvint jamais à percer décisivement le front adverse. À la veille de l'offensive du 10 mai 1940, les chefs de l'OKH et de l'OKW avaient envisagé une victoire rapide sur le théâtre de l'Ouest. Mais jamais, même dans leurs rêves les plus fous, ils n'avaient sérieusement escompté une décision en six semaines et encore

moins une rupture du front adverse en seulement trois jours. L'offensive avait progressé avec une rapidité stupéfiante qui laissa tout le monde pantois au sein de la Wehrmacht. Même Hitler n'avait guère osé espérer des succès d'une telle ampleur.

Pourtant, sorties des forêts des Ardennes, les colonnes blindées et motorisées exploitèrent dès le quatrième jour la brèche effectuée la journée précédente sur la Meuse, entre Sedan et Dinant, et roulèrent d'un seul trait sur les arrières du front ennemi en direction de la Manche, enfermant ainsi les armées alliées du Nord dans une vaste opération d'encerclement. Dix jours après le déclenchement de l'offensive, les troupes allemandes avaient déjà parcouru 240 kilomètres et atteint les côtes de la Manche. Le « coup de faucille » de Manstein avait marché parfaitement. Les forces alliées étaient coupées en deux ; une bonne partie d'entre elles se trouvaient alors prises entre la côte et les divisions allemandes qui arrivaient. En moins de deux semaines, la campagne de France avait été décidée. Là où le « plan Schlieffen » avait échoué, le « plan Manstein » avait réussi. Tout compte fait, l'opération « coup de faucille » représente l'opération d'enveloppement la plus gigantesque de l'histoire militaire.

La disparité des bilans reflétait l'ampleur de la victoire. Les pertes françaises s'élevaient à 92 000 soldats tués, 200 000 blessés et près de deux millions de prisonniers ; celles des autres alliés à 80 000 soldats tués, dont 70 000 Britanniques. Pour leur part, les Allemands déploraient 27 000 soldats tués, 15 000 disparus et 111 000 blessés[184].

Après la campagne de l'Ouest, le général Manstein allait acquérir la réputation de génie militaire, accédant même à un statut de légende dans le cercle des officiers[185]. Il ne fait aucun doute que sans son plan « coup de faucille », plein d'imagination et d'audace, un *Blitzkrieg* contre la France aurait été difficilement concevable et réalisable.

D'emblée, Manstein avait dénoncé les objectifs limités et l'absence de surprise du plan d'opérations initial de l'OKH. Au lieu du succès partiel recherché par l'OKH, il avait visé dès le début une victoire décisive sur le champ de bataille. Au lieu de la destruction du plus grand nombre possible d'armées alliées en Belgique et de la conquête des côtes de la Manche, il avait proposé l'anéantissement complet des armées alliées à l'Ouest et le contrôle de tout le littoral français, belge et hollandais sur l'Atlantique. Au lieu d'une offensive principale à travers la Belgique, comme dans le « plan Schlieffen », à laquelle les Alliés s'attendaient, il avait suggéré une attaque

massive à partir des Ardennes, considérées comme un terrain infranchissable pour les blindés. Au lieu de mener une offensive frontale en Belgique qui risquait de s'arrêter sur la Somme et de faire place à une guerre de positions analogue à celle de 1914-1918, il avait prôné une solution audacieuse qui consistait à foncer en direction de la Manche depuis Sedan et à prendre ainsi à revers l'essentiel des forces ennemies déployées en Belgique.

Le résultat de la campagne était également redevable à Guderian et à ses théories sur le binôme chars-avions, auxquelles Manstein avait non seulement adhéré très tôt, mais qu'il avait contribué à faire adopter par le haut commandement de l'armée de terre. Leur conception tactique révolutionnaire faisait appel à la surprise, à l'effet de masse et à la vitesse. La traversée des Ardennes et le franchissement de la Meuse, entre Sedan et Dinant, par la masse des unités blindées et motorisées de l'armée allemande, avaient permis la rupture du front à l'endroit où l'adversaire s'y attendait le moins, assurant ainsi la surprise stratégique. L'exploitation de cette rupture du centre en direction de la Manche s'était effectuée sous le signe de la rapidité des unités de Panzer et motorisées, agissant en étroite liaison avec l'aviation.

À la vitesse, à l'esprit de manœuvre et à la concentration des forces de la Wehrmacht, les armées alliées n'avaient répondu que par la dispersion de leurs forces selon le concept du front continu, avec des progressions lentes et méthodiques. Au cours de cette bataille, le haut commandement franco-britannique n'avait pu s'affranchir d'une doctrine militaire périmée héritée du conflit précédent, nullement à la mesure de la nouvelle forme de guerre de mouvement imposée par l'état-major allemand. Après le désastre de Sedan, le général Maxime Weygand, qui avait été nommé commandant en chef de l'armée française à la place du général Gamelin le 19 mai, déclara à juste titre : « Nous sommes partis à la guerre avec une armée de 1918 contre une armée allemande de 1939. C'est de la pure folie[186]. »

Les promotions et les dons du Führer ou le renforcement de l'alliance avec ses généraux

Dans l'euphorie de la victoire, des généraux allemands reconnurent le rôle personnel de Hitler dans le succès de la Wehrmacht. À l'annonce de la

demande d'armistice de la France, le colonel-général Keitel le proclama comme étant « le plus grand chef d'armée de tous les temps ». Après la cessation définitive des hostilités, le colonel-général Brauchitsch en rajouta, le qualifiant de « premier soldat du Reich allemand », titre honorifique auquel les militaires se rallièrent avec enthousiasme[187]. Pour les Allemands, qui avaient vécu l'éprouvante expérience de la Première Guerre mondiale et qui avaient essuyé l'affront de la défaite, la victoire sur la France représentait la fin de l'humiliation de novembre 1918. Cette honte insupportable que les militaires avaient cherché, pour une question d'honneur, à atténuer par la légende du « coup de poignard dans le dos ». Maintenant, l'armée allemande retrouvait l'honneur qu'elle avait jadis perdu. L'alliance entre les généraux et Hitler s'en trouvait davantage renforcée.

Bien plus, le 19 juillet, le Führer remettait, au cours d'une séance à la Chancellerie du Reich, le bâton de feld-maréchal à douze colonels-généraux et un bâton spécial, qui ressemblait à un sceptre, à Göring, promu au grade nouvellement créé de feld-maréchal du Reich, ce qui le mettait, sur le plan de la hiérarchie militaire, au-dessus de tous les autres. Il était aussi promu grand-croix dans l'ordre de la croix de fer – la cinquième et suprême marque d'une dignité conférée par les rois de Prusse à Blücher, Moltke et Hindenburg –, et il fut le seul de toute la guerre. Parmi les douze colonels-généraux qui étaient promus au rang de feld-maréchal, neuf provenaient de l'armée de terre : les trois commandants de groupe d'armées, Bock, Leeb et Rundstedt, le commandant en chef de l'OKH, Brauchitsch, le chef d'état-major général de l'OKW, Keitel, quatre des colonels-généraux les plus réputés, Kluge, List, Reichenau et Witzleben ; et trois étaient issus de la Luftwaffe : Erhard Milch, Albert Kesselring et Hugo Sperrle. Si la Kriegsmarine était oubliée, c'est parce que Raeder, son commandant en chef, avait déjà été promu grand-amiral – l'équivalent pour la marine du grade de feld-maréchal – le 1er avril 1939. Halder, qui avait pourtant dirigé deux brillantes campagnes militaires à titre de chef d'état-major général de l'OKH, ne montait que d'un grade, de général à colonel-général. Quant à Manstein, le concepteur du plan d'opérations à l'Ouest et le principal auteur de celui en Pologne, il fut carrément oublié lors de cette cérémonie de promotions. Il restait donc au grade de général d'infanterie.

L'ampleur des promotions faisait conclure que le Führer considérait que la guerre était, pour ainsi dire, gagnée. Mais si l'attribution de tels honneurs

à des chefs de guerre s'étant distingués lors d'une campagne ou d'une bataille était tout à fait naturelle, Manstein considérait néanmoins qu'ils étaient démesurés de par leur ampleur. C'est une opinion que, selon lui, partageaient ses compagnons d'armes. En faisant douze feld-maréchaux en plus d'un feld-maréchal du Reich, Hitler ne pouvait que diminuer la valeur de la plus haute dignité militaire en Allemagne, écrivit-il dans ses Mémoires. Il expliquait son point de vue ainsi : « Jusque-là, il fallait pour l'obtenir (en dehors de quelques feld-maréchaux nommés en temps de paix par l'empereur Guillaume II) avoir conduit indépendamment une campagne, gagné une bataille ou conquis une forteresse. Après la campagne de Pologne, où le commandant en chef de l'armée et les deux commandants de groupe d'armées avaient rempli ces conditions, Hitler n'avait pas jugé nécessaire d'exprimer ses remerciements en en faisant des feld-maréchaux. Or, il en créait maintenant une douzaine, dont, à côté du commandant en chef qui avait dirigé deux brillantes campagnes, le chef de l'OKW qui n'avait ni exercé un commandement, ni rempli les fonctions d'un chef d'état-major général, et le secrétaire d'État à l'Air qui – quels que pussent être ses mérites comme organisateur – ne pouvait être placé sur le même pied que le commandant en chef de l'armée. »

S'il est vrai que certaines promotions n'étaient pas justifiées, comme celles de Göring, de Keitel et de Milch, l'affirmation de Manstein selon laquelle seuls quelques feld-maréchaux avaient été promus à ce grade en temps de paix par l'empereur Guillaume II est toutefois non fondée. Du temps du Kaiser, pas moins de 25 généraux avaient été nommés feld-maréchaux et la plupart d'entre eux en temps de paix. Le nombre de généraux qui avaient été élevés au rang de feld-maréchal par le passé est également plus important que ne le laissait sous-entendre Manstein : par Frédéric-Guillaume Ier : 10 ; Frédéric le Grand : 21 ; Frédéric-Guillaume II : 4 ; Frédéric-Guillaume III : 12 ; Frédéric-Guillaume IV : 5 ; Guillaume Ier : 8. En outre, ceux qui avaient reçu leur bâton de feld-maréchal lors de la Première Guerre mondiale, ne l'avaient pas tous mérité en satisfaisant à l'un des trois critères énoncés par Manstein. Faut-il en déduire que Manstein avait éprouvé de l'amertume, voire même de la jalousie, pour ne pas avoir été lui-même promu à la fin de la campagne de France, alors qu'il avait été l'auteur du plan d'opérations ? A-t-il voulu plutôt accorder davantage de mérite à sa propre nomination comme feld-

maréchal qui eut lieu après sa conquête de la forteresse de Sébastopol, à l'été 1942 ?

Qui plus est, Manstein se disait outré par l'élévation de Göring à la dignité de feld-maréchal du Reich. Cette promotion plaçait ce dernier au-dessus des commandants en chef de l'armée de terre et de la marine, d'autant qu'il se trouvait le seul à être décoré grand-croix dans l'ordre de la croix de fer. « Le geste, mentionnait Manstein, ne pouvait être interprété que comme une rétrogradation délibérée du chef de l'armée et il traduisait bien l'état d'esprit de Hitler à l'égard de l'OKH[188]. » En fait, Hitler entendait tout simplement remercier son vieux compagnon de route et fidèle complice depuis les tout débuts.

Par de si nombreuses promotions, il n'en dévaluait pas moins le plus haut grade militaire en Allemagne, surtout si l'on considère que le Kaiser n'avait nommé que cinq feld-maréchaux au cours de la Première Guerre mondiale et que Ludendorff n'avait même pas été promu à ce rang. En agissant ainsi, Hitler ne voulait pas seulement récompenser la contribution de ses principaux chefs de guerre, mais également renforcer son emprise sur eux en accroissant davantage leur loyauté. Dans son récit d'après-guerre, Joachim Wieder décrivait, en sa qualité de soldat de la Wehrmacht ayant notamment combattu lors de la grande bataille de Stalingrad, la fidélité partisane, la soumission et l'obéissance inconditionnelles recherchées par Hitler par l'octroi de telles promotions à ses élites militaires : « Après la campagne de France, de nouvelles nominations de feld-maréchaux et d'innombrables promotions spectaculaires entretinrent une ambition supplémentaire et un dévouement prometteur de gloire chez les grands chefs de l'armée qui se sentirent particulièrement obligés vis-à-vis du Führer[189]. »

La distribution d'honneurs ou de cadeaux par le pouvoir politique était déjà une pratique courante au Moyen Âge. Le roi octroyait à ses élites des titres de noblesse, des domaines ou des terres en guise de remerciement pour service rendu lors d'une guerre victorieuse. En récompensant le sens du devoir et la loyauté de ses sujets envers le royaume, le roi cherchait évidemment à accroître davantage leur dépendance et leur fidélité à l'égard de sa propre personne. L'attribution de récompenses par le roi à ses élites s'était poursuivie au-delà du règne de Napoléon Ier. D'ailleurs, la pratique était courante sous le roi de Prusse et empereur d'Allemagne Guillaume Ier : le feld-maréchal Moltke et le chancelier du Reich Otto von Bismarck

avaient reçu des sommes d'argent considérables pour l'époque, ainsi que des domaines et des titres de noblesse, pour avoir élevé la nation allemande au statut de grande puissance à la suite des guerres d'unification.

En accordant des promotions et des honneurs en abondance, Hitler ne faisait donc que poursuivre une vieille pratique consistant à corrompre les élites. Tout comme les rois ou les empereurs, il ne cherchait rien de moins qu'à accroître leur allégeance. Par ces actes de générosité, les généraux de haut rang se trouvaient davantage liés, quelles que fussent leurs idées politiques, par leur serment de loyauté à l'égard de Hitler, à qui ils devaient ces promotions et ces honneurs.

Lorsqu'il présenta ses douze feld-maréchaux avec leur bâton, dont la valeur totale s'élevait à 72 000 RM – celui de Göring, plus élaboré en raison de son grade de feld-maréchal du Reich, coûtait une somme additionnelle de 22 750 RM –, Hitler prit soin de souligner l'importance qu'il accordait à la loyauté inconditionnelle du commandement militaire. Le nouveau feld-maréchal Bock notait dans son Journal : « Le Führer nous a présentés à la Chancellerie du Reich avec le bâton de feld-maréchal. Il a insisté sur la nécessité que le peuple allemand soit uni [...] et sur la nécessité absolue que la Wehrmacht se déclare en parfaite harmonie avec la pensée national-socialiste. » Au cours de cette cérémonie, le colonel-général Blaskowitz avait brillé par son absence. Ses protestations contre les atrocités allemandes commises dans les territoires occupés de Pologne lui avaient coûté, en mai 1940, le commandement de l'armée de terre qu'il exerçait dans ce pays depuis octobre 1939. Il était donc le seul colonel-général à ne pas avoir été promu au grade de feld-maréchal. Même si, par la suite, il allait assumer divers commandements sur le front de l'Ouest, il ne devait jamais plus être promu. Le message ne pouvait pas être plus clair. Les officiers supérieurs qui obéiraient aveuglément aux ordres seraient récompensés en conséquence, tandis que ceux qui feraient montre d'un esprit frondeur verraient leur carrière stagner[190].

En plus d'accorder des promotions aux hauts dirigeants de la Wehrmacht, Hitler allait leur attribuer, à partir du 8 août 1940, par l'entremise de son ministre de la Chancellerie du Reich, Hans Heinrich Lammers, une prime mensuelle exonérée d'impôts – versée directement sur leur compte de banque –, mieux connue sous le nom d'*Aufwandsentschädigungen* (indemnités de dépenses). Dès lors, les feld-maréchaux et les grands-amiraux recevaient 4 000 RM par mois, tandis que

les colonels-généraux et les amiraux se voyaient attribuer mensuellement 2 000 RM. À ces dons, il fallait ajouter un autre montant mensuel accordé en supplément aux généraux, depuis le 10 novembre 1939, selon le type de commandement qu'ils exerçaient : 250 RM pour celui d'un groupe d'armées ou d'une armée ; 150 RM pour celui d'un corps d'armée ; et 50 RM pour celui d'une division. Évidemment, Manstein, qui allait bénéficier de ces primes mensuelles exonérées d'impôts durant tout le reste de la guerre, n'en fit guère mention dans ses Mémoires.

Tous ces montants versés en prime s'ajoutaient au salaire annuel. Du 1er avril 1939 au 1er avril 1942, les commandants en chef des trois armes et celui de l'OKW gagnaient 26 550 RM par année, tandis que les feld-maréchaux, les grands-amiraux, les colonels-généraux et les amiraux recevaient annuellement 24 000 RM. Du 1er avril 1942 jusqu'à la fin de la guerre, les commandants en chef des trois armes et celui de l'OKW, ainsi que les feld-maréchaux et les grands-amiraux recevaient un salaire annuel de 26 550 RM ; les colonels-généraux et les amiraux de 25 500 RM ; les généraux et les vice-amiraux de 24 000 RM. En recevant une prime mensuelle de 4 000 RM exonérée d'impôts, les feld-maréchaux et les grands-amiraux triplaient leur salaire annuel, tandis que les colonels-généraux et les amiraux, en encaissant chaque mois une somme de 2 000 RM exonérée d'impôts, doublaient le leur. Par exemple, en 1943, Manstein, alors feld-maréchal, recevait ainsi un montant de 48 000 RM exempt d'impôts qui s'ajoutait à son salaire annuel de 26 550 RM, tandis que Guderian, alors colonel-général, additionnait à son salaire annuel de 25 500 RM un montant de 24 000 RM exempt d'impôts. Dans les deux cas, cela représentait une somme totale faramineuse, surtout si l'on tient compte du fait que le salaire hebdomadaire d'un ouvrier spécialisé sous le IIIe Reich était d'environ 28 RM, soit à peine 1 500 RM par an.

La profonde méfiance qu'il éprouvait à l'égard de ses généraux explique pourquoi Hitler avait eu recours à un tel procédé alors que la guerre n'était pas encore terminée. En dépit du serment de fidélité que ses officiers lui avaient prêté, en août 1934, ceux-ci ne lui inspiraient que de la défiance. Sa déclaration publique, en février 1938, selon laquelle la Wehrmacht était pleinement dévouée à l'État national-socialiste et lui témoignait une loyauté et une obéissance aveugles, cachait une réelle suspicion à l'égard du haut commandement militaire.

Une partie de cette défiance s'expliquait par la réticence des officiers conservateurs et aristocrates prussiens à accepter sans discussion les décisions stratégiques d'un homme que le feld-maréchal Rundstedt qualifiait encore en privé, en 1944, de « caporal bohémien ». Le renvoi du feld-maréchal Blomberg et du colonel-général Fritsch à l'hiver 1938, ainsi que la démission du colonel-général Beck à l'été de cette même année n'avaient fait qu'accroître la suspicion du Führer à l'égard de ses officiers supérieurs, tout comme la réaction négative de plusieurs d'entre eux à l'égard de son intention de lancer une offensive à l'Ouest dès l'automne 1939. Une autre partie de cette défiance s'expliquait par le refus de quelques généraux de cautionner la politique criminelle du régime nazi dans les territoires occupés depuis le début de la guerre. Les protestations du colonel-général Blaskowitz contre les atrocités allemandes commises en Pologne n'avaient pas manqué de provoquer la colère de Hitler. Sa conviction que Blaskowitz parlait au nom de ses camarades l'avait incité à dénoncer les « attitudes puériles » de la direction de l'armée et à affirmer qu'on ne pouvait pas gagner la guerre « avec les méthodes de l'Armée du Salut ». C'est donc dans ce contexte, où l'issue de la guerre était encore incertaine, que Hitler avait décidé de mettre en place un système de corruption reposant sur l'octroi de généreux dons afin de s'assurer une obéissance inconditionnelle et une loyauté à toute épreuve de ses élites militaires.

En acceptant les sommes d'argent qui leur étaient octroyées par l'entremise d'un système secret, car elles provenaient d'une caisse spéciale du Reich, les généraux de haut rang se laissaient corrompre, devenant ainsi les complices de Hitler et de son régime. D'ailleurs, le message aux officiers supérieurs qui recevaient ces montants d'argent était très clair : celui qui contesterait les politiques criminelles du régime national-socialiste, comme l'élimination des Juifs et de l'intelligentsia en Pologne qui avait cours depuis l'automne 1939, verrait sa prime mensuelle exonérée d'impôts prendre aussitôt fin[191].

En atteignant le rang de colonel-général ou de feld-maréchal, l'officier entrait aussitôt en correspondance avec Lammers qui l'informait du montant d'argent exonéré d'impôts qu'il allait recevoir chaque mois. Les conditions des paiements lui étaient clairement expliquées : ils dépendaient d'un comportement exemplaire. À cet égard, le ministre de la Chancellerie du Reich lui indiquait que l'argent provenait de la caisse du Führer et non

pas du budget militaire. Par conséquent, la prime mensuelle exonérée d'impôts pouvait être révoquée à tout moment. Ainsi, les transferts sur le compte bancaire du feld-maréchal Friedrich Paulus prirent fin en avril 1943, non pas à cause de sa capture à Stalingrad deux mois auparavant, mais en raison de rapports soviétiques selon lesquels il imputait à Hitler la responsabilité de la destruction de la 6e armée. Il en fut évidemment de même pour le feld-maréchal Witzleben pour sa participation au complot du 20 juillet 1944 contre Hitler.

Toutefois, la prime mensuelle exonérée d'impôts qui était versée aux officiers des deux plus hauts rangs n'était pas réservée uniquement à ceux qui étaient actifs. En effet, un accord conclu, en mars 1943, entre Lammers et Keitel stipulait que toute nouvelle affectation ou mise en disponibilité n'entraînait pas un arrêt des paiements, ce qui n'était pas le cas d'une démission ou d'une mise à la retraite. Tous ceux qui allaient être relevés de leur commandement au cours de la guerre continuèrent donc de recevoir leur prime mensuelle exonérée d'impôts. Par exemple, le futur feld-maréchal Manstein allait encaisser mensuellement un montant de 4 000 RM exonéré d'impôts d'avril 1944 à avril 1945, période durant laquelle il fut pourtant inactif, en raison de sa mise en disponibilité par Hitler le 30 mars 1944.

S'il n'y a aucun document concernant la réaction des bénéficiaires, tout porte à croire cependant qu'ils acceptèrent avec empressement les chèques mensuels exonérés d'impôts du Führer, dont les conditions d'encaissement revenaient, en quelque sorte, à signer son nom sur ce qui pouvait apparaître comme un second serment de fidélité. À l'instar de la plupart de ses pairs, Manstein allait profiter de ce système sans éprouver le moindre remords de conscience. En fait, semble-t-il, les bénéficiaires considéraient ces sommes d'argent comme un paiement légitime qui allait de soi à tous les feld-maréchaux et colonels-généraux. Pourtant, le simple fait qu'elles étaient considérables pour l'époque et, de surcroît, exonérées d'impôts, et qu'elles leur étaient versées secrètement et ce, en fonction de leur comportement, aurait dû suffire amplement à leur faire prendre conscience qu'elles n'étaient aucunement légitimes et encore moins une marque de gratitude du Führer pour les services rendus à l'Allemagne.

Bénéficiaire de la prime mensuelle exonérée d'impôts pour l'exercice du commandement d'un corps d'armée (150 RM par mois de février 1940 à septembre 1941), Manstein allait par la suite se faire attribuer les primes

mensuelles exonérées d’impôts relatives aux grades de colonel-général (2 000 RM par mois de février 1942 à juin 1942) et de feld-maréchal (4 000 RM par mois de juillet 1942 à avril 1945), ainsi que celles concernant les commandements d’armée (250 RM par mois de septembre 1941 à novembre 1942) et de groupe d’armées (250 RM par mois de novembre 1942 à mars 1944). Après son licenciement, en mars 1944, il allait continuer à recevoir une prime mensuelle de 4 000 RM exonérée d’impôts en vertu de son grade de feld-maréchal jusqu’en avril 1945, le dernier mois où le système de dotations du Führer fut en vigueur.

Au printemps 1945, alors que l’étau se resserrait de plus en plus autour de l’Allemagne et que des milliers de soldats allemands étaient fusillés pour désertion, des officiers supérieurs, dont la prime mensuelle exempte d’impôts était déposée jusque-là dans une banque située dans une région qui se retrouvait sous le feu de l’ennemi, transférèrent leur compte dans une banque d’une localité plus sécurisée. Autrement dit, l’argent allait pouvoir retraiter, mais pas les troupes ! Parmi les noms de ces officiers, on retrouvait ceux des feld-maréchaux suivants : Erich von Manstein, Georg von Küchler, Wilhelm List et Maximilian von Weichs[192].

8
ENTRE DEUX CAMPAGNES

Peu de temps après la fin de la campagne de France, le général Manstein apprenait qu'une nouvelle affectation était prévue pour son état-major. Il allait être transféré sur la côte de la Manche pour préparer l'invasion de l'Angleterre. Mais l'abandon de celle-ci, à la fin de l'été 1940, causa une grande déception chez cet officier supérieur qui faisait partie de ceux qui, dans les rangs de la Wehrmacht, croyaient à la réussite de l'opération et poussaient le plus vigoureusement les préparatifs. Pourtant, malgré ses critiques virulentes, formulées dans ses Mémoires, à l'égard des raisons qui conduisirent à abandonner le plan de débarquement en Angleterre, il n'en justifia pas moins la décision de Hitler d'envahir plutôt la Russie bolchevique par des considérations stratégiques, parlant même de guerre préventive. Évidemment, en reprenant à son compte la rhétorique nazie sur cette guerre d'agression, il passa sous silence ses objectifs idéologiques, en particulier la destruction du système « judéo-bolchevique » et la liquidation de ses représentants, mission criminelle à laquelle la Wehrmacht devait contribuer avec toutes ses énergies.

L'opération « Lion de Mer » (Seelöwe)

En abattant la France, en la faisant sortir du conflit, Hitler espérait amener l'Angleterre à conclure une paix de compromis avec l'Allemagne pour ainsi se dégager d'un conflit à l'Ouest qu'il n'avait pas souhaité et qu'il avait cru éviter en signant un pacte de non-agression avec Staline. Le 25 juin 1940, au moment où l'armistice entra en vigueur, il confiait à son entourage : « La guerre à l'Ouest est terminée. La France a été défaite et

avec l'Angleterre je trouverai d'ici peu un terrain d'entente. Il nous restera alors à régler nos comptes avec l'Est. Mais c'est une tâche qui ouvre des problèmes planétaires, tels que les relations avec le Japon et le rapport de forces dans le Pacifique, des problèmes auxquels nous ne serons sans doute pas à même de nous attaquer avant dix ans. Maintenant, nous allons avoir les mains occupées, et ce, pour des années, à digérer et à consolider ce que nous avons obtenu en Europe[193]. »

Dans la perspective d'une entente avec l'Angleterre qui devait mettre un terme à la guerre, il avait déjà ordonné, à la fin mai, avant même la conclusion de la campagne de France, une réduction des forces terrestres. Celles-ci devaient diminuer de 35 grandes unités, soit de 155 à 120. Le nombre de divisions rapides devait néanmoins être doublé de 10 à 20 divisions de Panzer et de 5 à 10 divisions motorisées[194].

Mais l'enthousiasme de Hitler sur les chances d'un accommodement fit rapidement place au scepticisme avec l'échec des sondages diplomatiques entrepris par l'intermédiaire de la Suède, de la Suisse et du Vatican. Manifestement, son idée selon laquelle la Grande-Bretagne, à la suite de la défaite française et de l'offre de conditions « raisonnables », se résignerait à l'inévitable, et ce, dans son propre intérêt, se révéla erronée.

Le 19 juillet, sans toutefois trop y croire, Hitler annonça à la Chancellerie du Reich sa dernière proposition de paix à l'Angleterre dans l'intention de mettre fin à la guerre. Dans celle-ci, il se montrait prêt à ménager l'Empire britannique pour autant que celui-ci acceptât que le Reich eût les mains libres sur le continent. Malgré la réponse négative de Londres à sa proposition de paix de compromis, Hitler ne fut pas surpris outre mesure, d'autant qu'il envisageait depuis peu un débarquement en Angleterre.

Déjà, le 30 juin, le lieutenant-général Jodl avait remis à Hitler un mémorandum dans lequel il suggérait différentes mesures à adopter dans l'éventualité où l'Angleterre refuserait de conclure la paix avec l'Allemagne. Pour donner suite à ce mémorandum, l'OKW avait émis, le 2 juillet, une directive qui enjoignait aux trois armes d'entamer les préparatifs en vue d'un débarquement. Puis, le 16 juillet, Hitler avait donné son aval aux préparatifs d'une opération de débarquement contre l'Angleterre. Dans ce dessein, la Royal Air Force devait être éliminée de sorte qu'elle ne pût gêner d'aucune manière le transport des troupes à

travers la Manche. Le nom de code de l'opération était « Lion de Mer » (*Seelöwe*) et ses préparatifs devaient être terminés à la mi-août.

Dès le lendemain, l'OKH mettait au point un plan détaillé de débarquement sur un vaste front de la côte sud de l'Angleterre. Il envoyait 13 divisions d'infanterie d'élite aux emplacements qui, sur la côte de la Manche, devaient servir de point de départ à la première vague d'invasion. À l'instar de la bataille de France, l'opération principale de l'invasion était confiée au feld-maréchal von Rundstedt et à son groupe d'armées A, composé des 16e et 9e armées. Six divisions de la 16e armée du colonel-général Busch devaient embarquer au pas de Calais et atteindre les plages du sud-est de l'Angleterre entre Ramsgate et Bexhill. Quatre divisions de la 9e armée du général Adolf Strauß traverseraient la Manche depuis les différents ports situés entre Caen et Dieppe, dans la région du Havre, et débarqueraient sur la côte sud anglaise entre Brighton et Portsmouth. Plus à l'ouest, le groupe d'armées B du feld-maréchal Bock, avec trois divisions de la 6e armée du feld-maréchal Reichenau, appareillant de la presqu'île du Cotentin à Cherbourg, accosterait dans la baie de Lyme sur les côtes anglaises du sud-ouest de part et d'autre de Weymouth. En tout, 90 000 hommes devaient débarquer lors de cette première vague, dont le transport à travers la Manche demandait l'utilisation de 155 navires, représentant quelque 700 000 tonnes et plus de 3 000 embarcations de moindre tonnage (1 720 péniches, 470 remorqueurs et 1 160 vedettes).

La deuxième vague de l'invasion serait constituée par une force mobile d'exploitation formée de 6 divisions blindées et de 3 divisions motorisées réparties en trois corps d'armée. Cette vague devait être suivie par une troisième de 17 divisions d'infanterie. Après cette troisième journée d'invasion, l'OKH prévoyait d'avoir débarqué un total de 260 000 hommes organisés en 39 divisions, dont 6 de Panzer et 3 motorisées, plus 2 divisions aéroportées.

Selon les prévisions de l'OKH, la campagne durerait quatre semaines tout au plus. Cet objectif correspondait en tout point à celui du Führer qui insistait pour que l'opération fût terminée vers le 15 septembre. Les 41 divisions allemandes étaient jugées suffisantes pour briser la résistance ennemie en un mois. Au début juillet, l'OKH estimait les forces anglaises de « valeur combattante » à 15 ou 20 divisions. En réalité, il y avait, à ce moment-là, 29 divisions en Angleterre, mais guère plus d'une demi-

douzaine de « valeur combattante », car elles ne possédaient pratiquement ni chars de combat ni artillerie lourde[195].

Le 19 juillet, le général Manstein était informé que le 38e corps d'armée qu'il commandait devait participer à la première vague d'invasion. Deux divisions d'infanterie, les 24e et 36e, lui seraient subordonnées[196]. Les quartiers de son état-major furent aussitôt établis dans la ville portuaire du Touquet, à quelque 20 kilomètres au sud de Boulogne. C'est à cet endroit qu'il devait mettre au point les derniers détails relatifs aux opérations d'invasion de son corps d'armée et superviser les exercices d'embarquement et de débarquement de ses troupes avec le concours de la marine. Placé sous le commandement de la 16e armée de Busch, le corps d'armée de Manstein devait partir de Boulogne-Étaples et débarquer à Bexhill. Conscient des risques que comportait une telle opération, Manstein n'en était pas moins convaincu de son succès. C'était avec la plus grande ardeur qu'il en poussait les préparatifs.

Toutefois, le grand-amiral Raeder, commandant en chef de la Kriegsmarine, s'était montré sceptique dès le début. Il émettait de sérieuses objections concernant une opération d'une aussi grande ampleur à réaliser dans des délais extrêmement rapides. Tous les préparatifs devaient être terminés au milieu du mois d'août. Selon lui, une opération amphibie d'une telle envergure sur un si vaste front, qui s'étendait sur 300 kilomètres de Ramsgate à la baie de Lyme, dépassait les moyens de la marine allemande en convois et en protection. Devant la difficile tâche de transporter une forte armée de l'autre côté de la Manche, en face d'une marine britannique nettement plus forte et d'une aviation ennemie qui paraissait encore active et efficace, on ne devait envisager un débarquement qu'en dernier ressort, insistait-il. Et encore fallait-il que la Luftwaffe eût acquis la supériorité aérienne au-dessus de la Manche et du sud-est de l'Angleterre.

Les dirigeants de l'armée de terre, eux aussi, manifestaient beaucoup d'appréhension quant aux risques que couraient leurs troupes en traversant la mer du fait qu'elles n'étaient aucunement prêtes pour une invasion de l'Angleterre. L'OKH ne l'ayant ni envisagée ni étudiée avant ou pendant la campagne de France, les troupes n'avaient reçu aucun entraînement approprié et rien n'avait été fait pour construire la flotte de débarquement nécessaire. Si bien que, à défaut d'une flotte de débarquement composée de chalands adaptés au transport du personnel et du matériel, on devait rassembler dans les ports de la Manche une armada hétéroclite de

remorqueurs, de caboteurs et de péniches de type rhénan, et faire pratiquer aux troupes des exercices d'embarquement et de débarquement. En outre, les chefs de l'OKH n'avaient guère confiance dans la capacité de la Kriegsmarine ou de la Luftwaffe à assurer la protection des convois. C'est pourquoi ils voulaient effectuer l'invasion sur un large front, de Ramsgate à la baie de Lyme, pour obliger l'adversaire à disperser ses forces et faciliter une exploitation rapide dans l'intérieur à partir de zones peu défendues.

Le 31 juillet, le grand-amiral Raeder était convoqué par Hitler au Berghof pour lui exposer définitivement ses vues sur l'opération. Le 15 septembre, déclarait-il, serait la date la plus proche possible pour entreprendre l'opération « Lion de Mer », et à condition qu'« aucune circonstance imprévue due au temps ou à l'ennemi ne se produise ». Sauf pendant la première quinzaine d'octobre, le temps, expliquait-il, était généralement mauvais sur la Manche, marqué par des brouillards légers au milieu du mois et épais à la fin. Mais cela n'était qu'une partie du problème, car l'opération ne pouvait être conduite que si la mer était calme. Si elle était forte, les chalands couleraient et même les gros bateaux seraient inutiles, puisqu'ils ne pourraient pas assurer le ravitaillement. Le grand-amiral se montrait plus pessimiste à mesure qu'il énumérait toutes les difficultés : « Même si la première vague réussit à traverser avec des conditions météorologiques favorables, il n'y a aucune garantie que ce temps favorable se prolonge pour les deuxième et troisième vagues [...]. En réalité, nous devons admettre que pas un transport digne de ce nom ne pourra traverser pendant quelques jours, jusqu'à ce que certains ports puissent être utilisés. » En vertu des considérations reliées au temps et à la logistique, concluait-il, « la meilleure époque pour l'opération serait mai 1941 ».

Mais Hitler ne voulait pas attendre si longtemps, car l'armée de terre britannique pourrait profiter d'un tel ajournement pour se reconstituer et aligner de 30 à 35 divisions, une force considérable, dans la zone d'invasion projetée. Il décida donc de faire dépendre l'opération « Lion de Mer » du résultat de la bataille d'Angleterre fixée pour la mi-août. Si la Luftwaffe parvenait, d'une part, à éliminer complètement la Royal Air Force du ciel de la Manche et de la côte sud de l'Angleterre et, d'autre part, à neutraliser la marine britannique de la côte sud, une opération amphibie pourrait alors être exécutée à l'automne 1940[197].

Malgré cette décision, Hitler était de plus en plus réfractaire à l'idée d'aller de l'avant avec l'opération « Lion de Mer » qu'il considérait comme extrêmement risquée. En fait, ses pensées étaient maintenant réservées essentiellement au problème russe. Pressé depuis le 21 juillet par le feld-maréchal Brauchitsch et le colonel-général Halder d'entreprendre l'attaque contre la Russie bolchevique, moins pour anéantir le dernier espoir continental de l'Angleterre que pour mettre enfin la main sur un espace vital, Hitler se résolut à se retourner vers l'Est, le 29 juillet. L'exposé de Raeder sur les difficultés d'un débarquement en Angleterre, le 31 juillet, ne fit que le conforter dans sa décision. Même si l'offensive aérienne au-dessus de l'Angleterre devait toujours avoir lieu, c'était désormais la planification des opérations militaires contre l'URSS qui accaparait l'attention de Hitler et des chefs de l'OKH.

Finalement, le 17 septembre, Hitler ajourna *sine die* l'opération « Lion de Mer ». La Luftwaffe se révélait manifestement incapable d'acquérir la supériorité aérienne aux dépens de l'aviation britannique dans le cadre de la bataille d'Angleterre qui avait cours depuis un mois.

L'abandon de l'opération « Lion de Mer » suscita une amère déception chez le général Manstein qui représentait la fraction de l'armée qui croyait à la réussite de l'opération et poussait le plus vigoureusement les préparatifs. En fait, il aurait préféré régler le problème de l'Angleterre avant de s'attaquer à celui de la Russie bolchevique. Selon lui, le haut commandement militaire aurait dû tout mettre en œuvre pour terminer dans les plus brefs délais la guerre avec la Grande-Bretagne. Ne serait-ce qu'en raison de la menace latente que l'Union soviétique faisait peser sur les arrières de l'Allemagne, il lui semblait plus que nécessaire d'obtenir sans tarder la décision à l'Ouest. Une fois l'Angleterre contrainte à la paix par la force, soutenait-il, Staline se serait retrouvé à la merci des bonnes volontés du Reich allemand, dont le front de l'Ouest aurait été définitivement sécurisé.

Après la guerre, il déplora l'absence de préparatifs antérieurs au projet d'envahir l'Angleterre. La Wehrmacht ne put donc exploiter immédiatement la faiblesse momentanée de l'adversaire et dut laisser passer le moment le plus favorable pour effectuer le débarquement. « Ces préparatifs furent entrepris aussitôt, souligna-t-il, mais ils réclamaient tant de temps que la réussite d'un débarquement devint problématique du seul fait des conditions météorologiques[198]. » En fait, seules la faiblesse et la

désorganisation momentanées des forces britanniques, après la perte de la plupart de leurs armes et de leur équipement en France, auraient pu donner à une opération de débarquement aussi hâtive une chance de succès.

Les considérations stratégiques de Manstein sur la poursuite de la guerre

Selon Manstein, trois options auraient pu s'offrir à Hitler et au haut commandement militaire s'ils avaient été prêts à poursuivre jusqu'au bout la lutte contre l'Angleterre.

La première aurait consisté à couper les voies maritimes et, de ce fait, les importations de l'Angleterre afin de la contraindre à se rendre. De prime abord, soulignait-il, l'Allemagne bénéficiait des conditions les plus favorables pour mener à bien cette tâche. Elle disposait de tout le littoral de la Norvège, des Pays-Bas, de la Belgique et de la France pour installer ses bases aériennes et sous-marines. Cependant, il reconnaissait que les moyens navals et aériens lui faisaient cruellement défaut pour atteindre l'objectif. La Kriegsmarine ne possédait pas un nombre suffisant de sous-marins et encore moins de grands navires, en particulier de porte-avions, pour collaborer avec eux. Comme la bataille d'Angleterre l'avait démontré, la Luftwaffe n'était pas encore assez puissante pour acquérir la maîtrise de l'air, à tout le moins pour empêcher l'aviation britannique d'intervenir contre les sous-marins allemands. Étant donné le nombre encore limité de bombardiers et l'absence de chasseurs disposant d'un rayon d'action suffisant, il lui était impossible d'éliminer rapidement la Royal Air Force et de détruire ses sources d'armement. N'étant pas capable de paralyser la plupart des ports en les détruisant, la Luftwaffe l'était encore moins de collaborer étroitement avec les sous-marins dans leur lutte contre la navigation maritime ennemie.

Selon Manstein, aller de l'avant avec cette option aurait exigé d'accroître considérablement les flottes maritime et aérienne pour en assurer le succès. Pour cela, il aurait été inévitable de réduire l'armée de terre pour libérer de la main-d'œuvre. Il aurait donc fallu se préparer à une lutte de longue durée. Mais, ajoutait-il, une réduction des effectifs terrestres et une fixation de la puissance aérienne devant la Grande-Bretagne pendant une longue période auraient pu inciter Moscou à exercer un chantage politique, voire même à entrer en guerre. Si on ne pouvait prédire avec

certitude le comportement de l'URSS dans l'éventualité d'une telle guerre sans merci entre l'Allemagne et l'Angleterre, il était néanmoins fort probable, assurait-il, que les États-Unis seraient intervenus pour éviter la défaite de leur dernier allié en Europe. Ils en auraient eu au moins le temps, alors que, en cas d'une invasion de l'Angleterre, ils seraient arrivés trop tard.

Bien que ce ne fût pas la solution qu'il aurait préconisée, Manstein faisait part de la réflexion suivante : « [L'Allemagne] aurait pu juger possible de s'engager dans cette voie avec de bonnes perspectives de succès, toujours hors le cas d'une intervention soviétique ou américaine, à condition de se borner strictement à réaliser la destruction de l'aviation britannique puis le blocus complet des communications maritimes. Toute entorse à cette règle, dans le vague espoir d'abattre le moral de la nation ennemie par des attaques contre ses villes, ne pouvait que diminuer ces chances de succès[199]. »

Judicieuse en soi, l'analyse que faisait Manstein des tenants et aboutissants de cette option stratégique démontrait toutefois une certaine propension à surestimer les capacités de la Wehrmacht dans l'éventualité où elle aurait décidé de s'engager dans cette voie. Il n'y a pas de doute que le contrôle de la côte atlantique française offrait au Reich une plate-forme opérationnelle qui augmentait d'emblée les chances de succès d'un blocus des îles Britanniques. Dans ce cas, il fallait absolument concentrer l'effort de guerre vers la marine et l'aviation afin d'accroître considérablement leurs flottes respectives.

Mais, même si une telle concentration de l'effort de guerre en faveur de la Kriegsmarine et de la Luftwaffe avait été effectuée et qu'aucun théâtre de guerre secondaire n'avait surgi entre-temps, le Reich n'aurait pu escompter faire le siège de la Grande-Bretagne avec succès avant 1942, voire même avant 1943, selon les dires de l'amiral Karl Dönitz. Encore fallait-il couler plus de bateaux qu'il n'en sortait des chantiers britanniques et prévenir, aussi longtemps que possible, l'entrée en guerre des États-Unis ou, du moins, restreindre au maximum le volume de leur aide à l'Angleterre. Le grand-amiral Raeder estimait, pour sa part, qu'il fallait envoyer par le fond au moins un million de tonnes de navires de commerce par mois pour espérer que le siège conduisît à une conclusion décisive. Ce chiffre était considérable puisque le résultat record des *U-Boot* fut de 63 navires, en octobre 1940, pour un total de 352 407 tonnes. Une guerre contre les lignes

de communication britanniques ne pouvait donc pas garantir un succès immédiat et encore moins à long terme, car il est presque certain que les États-Unis auraient réagi par un effort accru pour éviter une défaite de l'Angleterre si elle s'était trouvée davantage menacée[200].

La deuxième option aurait consisté à s'emparer des positions stratégiques de la Grande-Bretagne en Méditerranée. En coupant ses lignes de communication avec l'Inde et le Proche-Orient, la Wehrmacht aurait compromis gravement son ravitaillement, notamment en pétrole. Cependant, Manstein ne croyait pas que cela aurait été suffisant pour la contraindre à demander la paix. À son avis, il aurait toujours été possible d'atteindre l'Extrême et le Proche-Orient par la voie du cap de Bonne-Espérance qui ne pouvait être coupée, sauf par un étroit blocus des îles Britanniques exercé par la Kriegsmarine et la Luftwaffe, ce qui ramenait à la première option. Mais ce blocus aurait absorbé tous les moyens de la marine et de l'aviation, et il n'en serait plus resté pour la bataille de la Méditerranée.

Pour expulser l'Angleterre du théâtre méditerranéen, relevait-il, il fallait enlever Gibraltar et Malte, et refouler ses troupes hors de l'Égypte et de la Grèce au cas où elles s'y seraient installées. Manstein ne doutait pas que la Wehrmacht aurait été capable militairement d'accomplir cette tâche. Cependant, une importante partie de ses forces y aurait été absorbée. Pour enlever Gibraltar, il fallait soit l'accord de l'Espagne, qu'en fait Hitler n'avait pas été en mesure d'obtenir, soit exercer une pression sur ce pays, ce qui revenait, en quelque sorte, à l'occuper. Le Reich aurait dû alors, avec l'accord ou contre la volonté de Madrid et de Lisbonne, assurer la garde des côtes de la péninsule Ibérique. Il lui aurait également été indispensable d'occuper l'Afrique du Nord pour empêcher la puissance maritime britannique de reprendre pied en Méditerranée.

Ne serait-ce qu'en raison de la nécessité de couper le ravitaillement en pétrole de l'Angleterre, la Wehrmacht aurait été contrainte de s'engager dans les pays du Proche-Orient. Il a souvent été dit que la possession d'une base dans le Proche-Orient aurait procuré deux avantages à l'Allemagne : d'une part, la possibilité de menacer l'Inde et, d'autre part, l'acquisition d'une position sur le flanc sud de l'URSS qui aurait retenu cette dernière d'attaquer le Reich. Pour Manstein, cette argumentation était tout à fait erronée. Sans tenir compte de l'effet que l'occupation allemande aurait exercé, à la longue, sur l'attitude des peuples du Proche-Orient, il faisait

deux constatations. En premier lieu, il arguait : « Rien que pour des considérations de ravitaillement, on n'aurait pu entreprendre des opérations contre l'Inde ou contre la Russie, à partir du Proche-Orient, avec des forces suffisantes pour leur assurer un succès véritable. » La puissance maritime britannique aurait pu alors se montrer fort gênante. De plus, ajoutait-il : « L'apparition de l'Allemagne dans le Proche-Orient n'aurait pas empêché l'Union soviétique de l'attaquer, mais l'aurait au contraire incitée à le faire. »

D'après lui, la perte des positions de la Grande-Bretagne sur le théâtre méditerranéen ne l'aurait probablement pas contrainte à la paix. Par contre, la bataille dans cette région aurait absorbé, à la longue, des forces allemandes si importantes que la tentation d'intervenir, pour la Russie bolchevique, eût été accrue pour protéger ses intérêts et les prétentions qu'elle avait dans les Balkans et surtout au Proche-Orient. Il tirait donc cette conclusion : « Passer par la Méditerranée pour réduire l'Angleterre, c'était prendre une *voie détournée*, analogue à celle que Napoléon avait envisagée pour frapper mortellement l'Angleterre dans les Indes par l'Égypte. C'était, à longue échéance, engager les forces allemandes dans une direction non décisive, permettre ainsi à la métropole britannique de se réarmer, et offrir à l'Union soviétique sa meilleure chance contre le Reich. En réalité, c'eût été *se dérober* devant la décision qu'on ne se croyait pas capable d'obtenir en face de la métropole britannique[201]. »

Manstein n'avait probablement pas tort en affirmant que le Reich n'aurait peut-être pas pu contraindre l'Angleterre à faire la paix dans l'éventualité où il serait parvenu à s'emparer de ses positions stratégiques en Méditerranée. Cependant, il ne semble pas avoir reconnu à leur juste valeur tous les avantages que son pays aurait pu retirer d'une offensive limitée sur le théâtre méditerranéen et de l'acquisition de positions stratégiques clés comme Gibraltar, Malte et le canal de Suez. Les avantages étaient les suivants : sécuriser le flanc sud des puissances de l'Axe, considéré comme étant « le ventre mou de l'Europe » ; rendre impossible pour l'Angleterre toute tentative d'ouvrir un second front par une intervention dans les Balkans ou ailleurs sur le théâtre méditerranéen ; éviter une division subséquente des forces de la Wehrmacht ; disposer d'un tremplin idéal pour s'emparer, si nécessaire, des principales bases de la France de Vichy en Afrique du Nord, comme celles de Dakar et de

Casablanca ; obtenir un accès aux sources de pétrole du Moyen-Orient et renforcer ainsi significativement l'économie de guerre allemande.

Cette stratégie était justement celle que préconisait le grand-amiral Raeder, le commandant en chef de la Kriegsmarine. En septembre 1940, il avait écrit deux mémorandums à l'attention de Hitler dans lesquels il prônait avec force une stratégie visant à détruire les forces britanniques en Méditerranée et au Proche-Orient. Selon Raeder, il fallait s'emparer de Gibraltar et du canal de Suez, avant de pousser vers la Palestine et la Syrie jusqu'à la frontière turque. Des bases à Dakar, à Casablanca et dans les Açores consolideraient la présence du Reich dans l'Atlantique. Quant à la domination de la Méditerranée, elle priverait la Grande-Bretagne de son principal centre stratégique et la chasserait du Proche-Orient. En même temps, elle permettrait l'emprise italienne en Afrique orientale, tout en empêchant les États-Unis d'acquérir des bases en Afrique du Nord-Ouest avant d'entrer en guerre. L'Angleterre étant isolée et peut-être même contrainte de trouver un arrangement, l'Allemagne serait dans une telle position de force qu'elle n'aurait plus rien à craindre des États-Unis. Pour convaincre son Führer, Raeder avait ensuite joué sa dernière carte. La Turquie se trouvant sous l'influence allemande, la menace soviétique serait réduite. « Il serait alors douteux, concluait-il, qu'il fût encore nécessaire d'attaquer les Russes par le nord[202]. »

Après la campagne de France de mai-juin 1940, la Grande-Bretagne ne disposait que d'une seule division blindée pour assurer la défense de l'Égypte et du canal de Suez. L'Allemagne, en revanche, avait à sa disposition une dizaine de divisions de Panzer. Si elle avait décidé d'utiliser seulement quatre de celles-ci pour s'emparer de l'Égypte et du canal de Suez, la Royal Navy aurait été contrainte de se retirer en mer Rouge, ne pouvant plus compter sur un ravitaillement adéquat par convois depuis la mer Méditerranée. Le Reich n'aurait eu ensuite qu'à s'emparer de Malte et de Gibraltar pour s'assurer le plein contrôle de la Méditerranée et bloquer, par le fait même, à la Royal Navy le dernier accès à cette mer. Les forces armées allemandes auraient alors disposé d'un tremplin idéal pour occuper, si les circonstances l'exigeaient, les colonies de la France de Vichy en Afrique du Nord – le Maroc, l'Algérie et la Tunisie –, ainsi que pour s'emparer de la base de Dakar au Sénégal, sur la côte ouest-africaine, à partir de laquelle les sous-marins et les avions allemands auraient pu contrôler les principales voies maritimes de l'Atlantique méridional.

Une fois que l'Allemagne se serait emparée du canal de Suez, la voie lui aurait été ouverte pour entreprendre une opération militaire en Palestine, en Syrie, en Irak et en Iran. Celle-ci lui aurait permis non seulement d'avoir accès aux sources de pétrole du Moyen-Orient, mais également d'isoler la Turquie, de menacer la mainmise britannique sur l'Inde et de placer des divisions blindées à la portée des champs pétrolifères soviétiques du Caucase. Dans ce contexte, il est fort probable que la Turquie aurait été contrainte de s'allier au Reich ou bien d'accorder un droit de passage sur son territoire aux forces armées allemandes. La Grande-Bretagne, pour sa part, aurait vraisemblablement été amenée à déployer des forces supplémentaires en Inde afin d'accroître la protection de cette pièce maîtresse de son empire colonial. Quant à l'Union soviétique, elle aurait eu tout intérêt à préserver plus que jamais la paix avec l'Allemagne, en raison de la position périlleuse dans laquelle elle se serait alors retrouvée, désormais menacée par la Wehrmacht tant sur son flanc occidental que méridional.

Si, pour des raisons de ravitaillement et de logistique, une opération contre l'Inde ne pouvait être entreprise avec des forces suffisantes pour en assurer le succès, cela n'était pas nécessairement le cas pour une opération contre l'URSS par le Caucase. Avec un accès direct aux champs pétrolifères irakiens leur assurant de l'essence en quantité suffisante, quelques unités blindées et motorisées allemandes auraient pu progresser rapidement à travers le Caucase et faire jonction avec un groupe d'armées allemand débouchant de l'Ukraine. Le parcours de ce dernier aurait été facilité par le fait que les troupes allemandes attaquant par le Caucase auraient retenu devant elles plusieurs divisions ennemies. Dans le cas où Hitler et les chefs de la Wehrmacht auraient décidé de ne pas attaquer l'URSS, la seule présence de forces allemandes sur son flanc sud l'aurait incitée davantage à ne pas attaquer le Reich et à se montrer bienveillante à son égard, notamment en ce qui concerne les livraisons de produits alimentaires et de matières premières destinées à l'Allemagne, en vertu des accords commerciaux qui complétaient le pacte germano-soviétique de non-agression.

L'Allemagne se serait également retrouvée dans une position beaucoup plus favorable pour faire face aux développements politico-militaires dans les Balkans, au printemps 1941. En fait, la Yougoslavie et la Grèce auraient probablement été contraintes d'en arriver à un accord avec elle. Avec le

soutien de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie, le IIIe Reich aurait alors pu exercer son hégémonie sur le sud-est de l'Europe, et ce, sans avoir eu à y déployer un seul soldat. Dans ces circonstances, il aurait probablement évité l'ajournement de l'opération « Barbarossa » – le plan d'attaque contre l'Union soviétique – du 15 mai au 22 juin 1941.

En exerçant son hégémonie sur l'Europe, à l'exception de la Grande-Bretagne et de l'URSS, ainsi que sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, et en disposant de puissantes forces armées presque intactes et d'une économie de guerre en mesure d'exploiter les ressources de trois continents, l'Allemagne serait devenue pratiquement invincible militairement. La résistance britannique à la périphérie de l'Europe serait alors devenue progressivement insignifiante et les États-Unis n'auraient plus vraiment eu l'espoir d'entreprendre, avec succès, une invasion du continent européen[203].

À maints égards, cette deuxième option stratégique semble donc beaucoup plus judicieuse que ne le pensait jadis Manstein. S'il prétendait le contraire, c'est sans doute parce qu'il cherchait, comme nous le verrons plus loin, à justifier l'invasion de l'Union soviétique, en invoquant l'argument selon lequel l'Allemagne aurait été contrainte de mener une guerre préventive du fait de la politique agressive de Staline et de la concentration de forces soviétiques menaçantes à la frontière orientale du Reich.

La troisième option évoquée par Manstein aurait consisté en un débarquement sur les côtes anglaises, tel qu'envisagé par l'opération « Lion de Mer ». Selon lui, « une invasion constituait le moyen *le plus rapide* d'abattre l'Angleterre », les deux autres options « ne pouvant agir qu'à *longue échéance* ». La conquête de la métropole anglaise aurait enlevé à l'adversaire la base qui lui était indispensable pour attaquer le continent européen par la mer. Même si le gouvernement Churchill décidait de poursuivre la lutte depuis le Canada et que les États-Unis finissaient par entrer en guerre, ils ne pourraient projeter une invasion du continent européen à travers l'Atlantique sans pouvoir se servir des îles Britanniques comme tremplin pour un débarquement. L'occupation de la Grande-Bretagne, qui aurait entraîné l'élimination de la Royal Air Force, le refoulement des restants de la flotte navale sur l'autre rive de l'Atlantique et la suppression du potentiel militaire de la métropole, aurait peut-être permis au Reich de régler rapidement la situation sur le théâtre méditerranéen. Du seul point de vue militaire, soulignait-il, « l'invasion de l'Angleterre, *si elle*

possédait des chances de réussir, constituait incontestablement la solution juste ».

Certes, Manstein ne méconnaissait pas l'énorme risque d'une telle opération militaire à travers la Manche. Toutefois, il la considérait quand même réalisable à l'été 1940. La comparaison avec les immenses moyens techniques mis en œuvre par les Alliés lors du débarquement de Normandie de juin 1944, arguait-il rétrospectivement, ne suffisait pas, à elle seule, à conclure prématurément qu'une tentative d'invasion exécutée avec des moyens de transport aussi peu adaptés que ceux dont disposaient les Allemands à l'été 1940 était nécessairement vouée à l'échec. Il en était de même en ce qui concerne la maîtrise de l'espace aérien et maritime, quelle que fût son importance décisive en 1944.

À l'été 1940, l'Allemagne possédait un avantage majeur, selon Manstein : elle n'avait pas, du moins dans l'immédiat, à compter « sur une défense organisée sur la côte britannique par des troupes suffisamment bien armées, entraînées et commandées ». En fait, expliquait-il, l'Angleterre se trouvait vulnérable à une invasion et l'aurait été encore plus « si Hitler n'avait pas laissé le corps expéditionnaire s'échapper à Dunkerque ».

À ses yeux, le succès d'un débarquement en Angleterre, à l'été 1940, dépendait de deux facteurs : « 1°. d'une exécution aussi rapide que possible pour trouver le pays encore dans l'incapacité de se défendre à terre et pour profiter des conditions météorologiques favorables. (La Manche fut presque constamment plate comme un miroir, devant nous, en juillet, août et début septembre) ; 2°. de la possibilité d'empêcher, *dans une mesure suffisante*, l'aviation et la flotte britanniques d'intervenir dans la zone du débarquement pendant la durée du passage et le temps nécessaire après celui-ci. » L'imprévisibilité du facteur météorologique et l'impossibilité d'assurer que la Luftwaffe serait en mesure d'acquérir la supériorité aérienne au-dessus de la Manche et du sud de l'Angleterre conféraient à l'opération « Lion de Mer » un degré de risque considérable. C'est justement à cause de ce risque que l'entreprise avait été envisagée dès le départ avec beaucoup de réserves par Hitler et ses chefs militaires.

D'après Manstein, le Führer avait renoncé finalement à l'idée d'entreprendre un débarquement essentiellement pour deux raisons. Premièrement, parce que les préparatifs se prolongèrent à un point tel que le passage de la première vague ne put être envisagé avant la fin septembre, c'est-à-dire à un moment où les Allemands n'avaient plus l'assurance de

disposer d’une période de beau temps suffisamment longue pour mener successivement et sans intervalle les trois vagues d’invasion. Deuxièmement, la Luftwaffe ne fut pas en mesure, à cette date, d’acquérir la maîtrise aérienne au-dessus de la Manche et du sud de l’Angleterre. Il allait de soi que cette seconde raison fut plus décisive que la première, insistait-il.

Selon lui, le premier écueil aurait pu être évité si un plan d’invasion avait déjà existé. Ainsi, une partie importante des préparatifs aurait pu être entreprise avant même la fin de la campagne de France. La date d’exécution n’aurait pas dû être repoussée jusqu’à l’automne si Hitler et les dirigeants de la Wehrmacht avaient pris la décision d’envahir l’Angleterre au plus tard à l’époque de la capitulation française, c’est-à-dire au milieu de juin et non pas au milieu de juillet. Prise quatre semaines plus tôt, cette décision aurait permis de fixer la date de l’opération dès le milieu d’août.

Quant à la seconde raison, ajoutait-il, le haut commandement militaire avait commis une erreur de jugement dans son intention de conquérir la maîtrise de l’air au-dessus de la Manche et de l’Angleterre par une bataille aérienne isolée, débutant bien avant la première date prévue pour l’invasion. En obtenant la supériorité aérienne dans ce secteur avant le débarquement, la direction militaire avait manifestement voulu se créer une garantie de succès de l’opération. Cependant, elle avait abouti simplement à gaspiller les forces de la Luftwaffe dans des conditions qui lui étaient tout à fait défavorables.

La seule prise en considération du rapport de forces, selon Manstein, aurait dû amener le haut commandement militaire de la Luftwaffe à s’apercevoir que ses moyens n’étaient pas suffisants et appropriés pour obtenir le succès recherché aux dépens de l’aviation britannique et de ses centres d’armement. D’un côté, il sous-estimait la puissance de la chasse adverse ; de l’autre, il surestimait l’action de ses propres bombardiers. En outre, il fut surpris par l’existence d’un système de radars déjà en mesure de fonctionner efficacement. Il aurait dû savoir que le rayon d’action de ses bombardiers et surtout de ses chasseurs était insuffisant pour mener des opérations en profondeur. L’aviation ennemie put ainsi se soustraire aux combats dans lesquels il comptait l’anéantir. Il ne prit pas non plus en considération que les chasseurs allemands devraient combattre au-dessus d’un territoire dans des conditions beaucoup plus défavorables que la chasse aérienne adverse, pendant que les bombardiers se trouveraient

dépourvus de toute couverture dès qu'ils sortiraient du rayon d'action de la chasse. Enfin, il commit la faute de modifier, au cours de la bataille d'Angleterre, l'objectif de l'offensive aérienne. Alors que sa Luftwaffe était sur le point d'acquérir la maîtrise de l'air au-dessus du Kent et du Sussex, à la suite d'attaques contre les industries aéronautiques et les terrains d'aviation, il déplaça le point de concentration de l'offensive sur Londres, objectif qui n'avait désormais plus aucun rapport opérationnel avec la préparation de l'invasion.

En vertu de ces considérations, expliquait Manstein, l'état-major de Göring n'aurait dû chercher « la bataille décisive que dans des conditions d'égalité avec l'aviation britannique, c'est-à-dire au-dessus de la Manche ou de ses côtes, donc en liaison opérationnelle étroite avec le débarquement lui-même » : « [...] Bien qu'il soit toujours désirable d'acquérir la maîtrise de l'air avant même le début d'une opération de débarquement, un examen lucide de tous les éléments aurait dû conduire le commandement allemand à n'engager décisivement son aviation qu'en liaison étroite avec ce débarquement. »

Manstein reconnaissait que la Luftwaffe aurait alors eu beaucoup de missions à remplir, telles que l'attaque des bases aériennes du sud de l'Angleterre, la protection de l'embarquement dans les ports français, la protection de la flotte de transport pendant la traversée de la Manche, le soutien des premières vagues à leur arrivée sur les plages, et l'opposition à une intervention de la flotte anglaise, en collaboration avec la Kriegsmarine et l'artillerie côtière. Mais, ces missions devant se succéder très rapidement, elle n'aurait cependant pas eu à les remplir toutes à la fois.

Selon lui, l'issue aurait probablement dépendu d'une bataille aérienne décisive livrée au-dessus de la Manche ou de l'Angleterre méridionale, à partir du moment où la Wehrmacht et la Kriegsmarine auraient commencé l'opération. Mais la Luftwaffe aurait trouvé des conditions sensiblement plus favorables dans cette bataille que dans ses attaques à l'intérieur du pays. Il était d'avis que cela « équivalait, évidemment, à tout jouer sur la même carte. C'était cependant le prix à payer si, dans les conjonctures du moment, on décidait de tenter l'invasion ».

Hitler s'était trouvé confronté à une entreprise militaire qui impliquait indubitablement de très gros risques et Manstein en était bien conscient. Si l'invasion échouait, le Führer perdrait les forces de l'armée et de la marine engagées dans l'opération, ainsi qu'une partie de celles de l'aviation. Sans

subir un dommage irréparable, du seul point de vue militaire la Wehrmacht ne sortirait pas de cette bataille sans être durement éprouvée. Les conséquences politiques pourraient toutefois être beaucoup plus graves. La volonté de résistance des Britanniques s'en trouverait certainement renforcée, tandis que l'incitation des États-Unis et de l'URSS à entrer en guerre pourrait être plus grande que jamais. Aussi, un tel échec ne manquerait pas de compromettre le prestige du dictateur, tant en Allemagne que sur la scène internationale.

Aux deux considérations militaires évoquées précédemment pour expliquer l'abandon du plan « Lion de Mer », Manstein en ajoutait une troisième de nature politique. Selon lui, Hitler avait toujours cherché à éviter une lutte avec la Grande-Bretagne et son empire à cause de ses conceptions politiques. À plus d'une occasion, il avait affirmé qu'il n'était pas dans l'intérêt du IIIe Reich de détruire cet empire, car l'héritier ne pouvait être lui, mais les États-Unis, le Japon ou l'Union soviétique. Par conséquent, il n'avait ni voulu ni prévu la guerre avec la Grande-Bretagne. Dans toute la mesure du possible, il avait souhaité éviter une lutte décisive avec un empire qu'il admirait comme réalisation politique.

Au lieu de vaincre cette puissance par les armes, il avait décidé de la convaincre de la nécessité d'une entente en abattant la Russie soviétique, qui semblait être son dernier espoir sur le continent pour la poursuite de la lutte contre l'Allemagne. « Ce recul devant un risque militaire et politique certainement très élevé fit commettre à Hitler, déclarait Manstein, *sa plus grande faute de jugement.* » S'il craignait de livrer la bataille décisive contre l'Angleterre au moment le plus favorable pour lui, « l'Allemagne devait se trouver tôt ou tard dans une situation intenable ». Plus la guerre avec l'Angleterre se poursuivrait, plus l'attitude de l'URSS pourrait devenir menaçante pour le Reich. Mais s'il refusait finalement de porter le coup décisif, à l'été 1940, en laissant filer une chance qui ne devait plus se représenter, poursuivait Manstein, Hitler ne pouvait pas pour autant se cantonner dans une position d'attente. « Il se trouvait contraint d'éliminer l'Union soviétique comme adversaire, par une *guerre préventive*, tant qu'il n'existait pas encore à l'Ouest, sur le continent, d'ennemi dangereux[204]. »

L'abandon du projet d'invasion de l'Angleterre constitua donc pour Manstein une amère déception. Malgré ses risques élevés, il avait, selon lui, une véritable chance de succès pour autant qu'il fût exécuté à l'été 1940. Il croyait qu'il s'agissait de la meilleure solution à adopter pour la poursuite

de la guerre, comme en témoigne cette remarque qu'il fit dans ses Mémoires : « En réalité, Hitler se déroba devant le risque que comportait une invasion de l'Angleterre pour accepter celui beaucoup plus grand d'une guerre sur deux fronts[205]. »

Que Manstein ait vu juste en affirmant qu'une invasion constituait le moyen le plus rapide pour acculer l'Angleterre à la défaite, il n'y a pas de doute. Mais, en raison des risques extrêmement élevés d'une telle invasion, il semblait néanmoins judicieux de la part de Hitler et des chefs de la Wehrmacht d'avoir fait dépendre celle-ci du résultat de la bataille d'Angleterre. Pour l'opération « Lion de Mer », la Kriegsmarine ne disposait pas de suffisamment de bâtiments pour assurer à la fois le transport des troupes et leur protection. Puisqu'elle ne possédait pas une flottille de débarquement appropriée, il aurait fallu des conditions météorologiques d'un calme et d'une durée exceptionnels pour tenter l'invasion. Il fallait, en outre, que la Luftwaffe fût en mesure de neutraliser l'aviation ennemie au-dessus de la Manche et de la côte sud de l'Angleterre durant la traversée et le débarquement, tout en intervenant simultanément contre la flotte de guerre britannique pour compenser l'infériorité de la Kriegsmarine.

Qui plus est, la critique de Manstein selon laquelle le haut commandement fit preuve d'un manque de prévoyance en négligeant de préparer une invasion de l'Angleterre avant la fin de la campagne de France était fortement exagérée. Non seulement une opération amphibie à travers la Manche représentait un risque considérable, mais la préparation de celle-ci avant la conclusion des opérations militaires en France aurait imposé un effort excessif aux forces de la Wehrmacht, qui étaient encore déployées presque entièrement contre les forces françaises. À ce moment, il ne restait pas suffisamment de forces disponibles pour entreprendre les préparatifs d'une invasion de l'Angleterre. Même s'il était possible de rassembler tous les bateaux nécessaires, déclarait Raeder à Hitler à l'été 1940, l'économie allemande en serait ruinée, car retirer tant de chalands et de remorqueurs détruirait tout le système de navigation fluviale intérieure du pays, dont la vie économique dépendait largement[206].

En plus de s'avérer extrêmement risquée, une invasion de l'Angleterre se révélait, pour ainsi dire, presque impossible à exécuter, et ce, même à la fin de la campagne de France. Avec le recul, l'option stratégique qui apparaît la plus juste était donc la deuxième, c'est-à-dire celle qui consistait

à prendre les positions stratégiques de la Grande-Bretagne en Méditerranée. Des trois options, elle était celle qui pouvait être exécutée et réalisée le plus facilement, qui comportait le moins de risques et qui pouvait procurer des avantages géopolitiques, géostratégiques et économiques fort appréciables.

La campagne de Russie : une guerre préventive ou d'agression ?

Malgré sa déception concernant l'abandon de l'opération « Lion de Mer », Manstein n'en justifie pas moins la décision de Hitler d'attaquer l'Union soviétique. En plus d'une occasion dans ses Mémoires, il souligne la menace latente que l'URSS constituait pour l'Allemagne, voire même pour l'Europe dans son ensemble. Il présente la Russie bolchevique comme une puissance qui était « vouée à l'idée de révolution universelle » et qui cherchait à « exploiter les dissensions des peuples européens pour réaliser sa politique d'expansion ». Selon lui, l'Allemagne se trouvait d'autant plus sous la menace latente d'une intervention de celle-ci que « de menaçantes concentrations de forces soviétiques à la frontière orientale du Reich éveillaient fatalement des soupçons au sujet de l'attitude future du Kremlin ». Certes, déclare-t-il, on ne pouvait dire « si la décision d'attaquer l'Union soviétique n'était pas inévitable pour des raisons politiques. En tout cas, les concentrations de troupes sur nos frontières et sur celles de la Hongrie et de la Roumanie ne laissaient pas d'être menaçantes ». De ce fait, il ne pouvait dire si Staline s'apprêtait à attaquer Hitler dans un avenir rapproché : « À la vérité, l'Union soviétique – devenue la voisine du Reich – constituait un danger latent à l'Est malgré le traité de Moscou [le pacte de non-agression], mais on ne pouvait supposer qu'elle prendrait une attitude agressive, *dans un avenir immédiat*, après les victoires allemandes sur la Pologne et sur la France. » Ce qui l'amène alors à préciser davantage sa pensée : « À en juger par le nombre des unités rassemblées à l'ouest du pays et par la concentration massive de blindés dans la région de Bialystok comme autour de Lvov, on devait bien songer à nous attaquer tôt ou tard – idée qui servit en tout cas de prétexte à Hitler pour justifier son action. Toutefois, l'articulation des forces soviétiques, le 22 juin, ne trahissait aucune intention agressive *dans l'immédiat.* »

Lorsque les troupes allemandes foulèrent le sol soviétique, le 22 juin 1941, précise-t-il, les forces de l'Armée rouge étaient déployées sur une

telle profondeur qu'elles ne pouvaient mener, dans leurs positions du moment, qu'une bataille défensive. « On serrera sans doute la vérité de très près en déclarant que le dispositif, dans les régions très vastes annexées par les Russes en Pologne orientale, en Bessarabie et dans les pays baltes, constituait "un déploiement à toutes éventualités". » Mais le dispositif défensif soviétique aurait pu prendre un caractère offensif très rapidement : « L'Armée rouge – dont chaque groupe d'armées était supérieur par l'effectif sinon par la valeur à son correspondant allemand – pouvait se concentrer dans un délai très bref pour passer à l'offensive. En fait, ce déploiement représentait une menace latente. » Et il fournit une raison supplémentaire qui revient à défendre, quoique en des termes très vagues, la thèse de la guerre préventive : « Assurément, à l'été de 1941, Staline aurait encore préféré éviter un conflit avec l'Allemagne. Mais si les développements de la situation avaient donné à penser à la direction soviétique qu'elle pouvait exercer une pression politique ou une menace militaire plus précise, le dispositif était à même de prendre un caractère agressif dans un délai très bref. C'était bien un "déploiement à toutes éventualités"[207]. »

En réalité, les chefs de la Wehrmacht et Hitler n'ont jamais redouté d'être attaqués par l'Union soviétique. Il en allait de même pour les attachés militaires et diplomates allemands à Moscou. Non seulement ils jugeaient les intentions du haut commandement soviétique comme purement défensives, mais la possibilité d'une attaque de l'Armée rouge leur paraissait plutôt improbable. Selon eux, si Staline avait ordonné une concentration massive de troupes près de la frontière occidentale de l'URSS, c'était tout simplement dans le but de sécuriser les territoires qu'il avait récemment annexés. En aucun cas, pensaient-ils, le chef d'État de l'Union soviétique ne prendrait le risque de lancer une attaque contre les positions du Reich alors que l'Armée rouge n'avait pas encore achevé ses réformes militaires et que la Wehrmacht semblait au sommet de son art. Au contraire, tout leur indiquait qu'il se montrerait même prêt à faire des sacrifices afin de préserver la paix, en laissant voir aux Allemands qu'ils n'auraient pas plus d'avantages à retirer d'une guerre contre la Russie. Staline allait donc poursuivre ses objectifs sans porter préjudice aux intérêts allemands, concluaient-ils[208].

Tout compte fait, la thèse de la guerre préventive, selon laquelle l'opération « Barbarossa » aurait été une offensive de nature préventive

imposée à l'Allemagne par le dispositif militaire offensif et menaçant de l'Armée rouge, a été mise en avant par Hitler et son ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, au moment du déclenchement de l'attaque allemande pour justifier l'entreprise de la Wehrmacht contre une prétendue « menace du bolchevisme ». Reprise ensuite par d'anciens officiers de la Wehrmacht aux lendemains de la guerre, cette thèse a été évoquée derechef par quelques historiens militaires, sans qu'ils puissent parvenir à convaincre la majorité de leurs collègues spécialistes.

Le « plan Otto » : un plan précurseur au « plan Barbarossa »

En imputant l'intention d'attaquer l'Union soviétique uniquement à Hitler, Manstein semble une fois de plus avoir cherché à passer sous silence le rôle central joué par l'OKH dans les préparatifs de l'opération « Barbarossa ». L'étude récente de documents provenant des archives soviétiques a fait état de l'existence du « plan Otto », un précurseur du « plan Barbarossa ». À la lumière de cette découverte, l'OKH n'aurait apparemment pas hésité, après la campagne de France, à pousser un Führer hésitant à entreprendre l'attaque contre l'URSS.

Déjà, dès la fin mai 1940, alors que la victoire de l'Allemagne sur la France ne laissait plus aucun doute, le général Halder, chef de l'état-major général de l'armée de terre, envisageait d'amorcer les préparatifs pour une guerre à l'Est. À la mi-juin, avant même la conclusion de la campagne de France, il élaborait le « plan Otto », avec l'aide d'officiers de son état-major général. Achevé le 19 juin, ce plan prévoyait une guerre éclair en URSS dès la fin de l'été 1940, avec 80 divisions et 400 000 hommes placés en réserve. Halder projetait une campagne militaire de neuf semaines tout au plus, durant laquelle la Wehrmacht devait occuper, avant les premières boues automnales, les États baltes, la Russie blanche et l'Ukraine. Même s'il s'agissait d'une campagne limitée, le chef d'état-major général de l'OKH estimait toutefois que la Wehrmacht était en mesure de s'emparer de Moscou, de Leningrad et de Kharkov.

À l'instigation de Halder, le colonel-général Brauchitsch, commandant en chef de l'OKH, entreprenait, le 25 juin, le redéploiement de la 18e armée en Prusse-Orientale (Königsberg et Dantzig, aujourd'hui Kaliningrad et

Gdansk) et dans la partie occidentale de la Pologne annexée (Posen et Breslau, aujourd'hui Poznan et Wroclaw). Avec 15 divisions d'infanterie d'active, réparties en six corps d'armée, la 18e armée du général Küchler était la plus puissante des armées de la Wehrmacht, d'autant plus que l'OKH avait placé à sa disposition le groupe de Panzer du général Guderian. Déployé en deux corps blindés dans les régions de Berlin et de Breslau, le groupe de Panzer de Guderian, qui comptait 6 divisions rapides, soit 4 blindées et 2 motorisées, était le plus redoutable de la Wehrmacht. À ces forces transférées à l'Est, il fallait ajouter les sept divisions d'infanterie que l'OKH avait maintenues en Pologne durant la campagne de France. Ainsi, le 4 juillet, l'état-major de Küchler assumait déjà le commandement de la 18e armée à Bydgoszcz en Pologne, tandis que le gros des formations prenait position sur le front de l'Est dès la fin juillet. En tout, 600 000 hommes étaient déployés à l'Est ou se retrouvaient à la disposition immédiate de l'OKH dans le cadre du « plan Otto ». Deux groupes furent constitués : l'un devait attaquer en direction de Bialystok et l'autre en direction de Lvov.

Ces lourds préparatifs pour une agression militaire dans le cadre du « plan Otto » avaient commencé à l'insu du Führer qui n'en fut informé que le 21 juillet, c'est-à-dire un mois après la conception du plan et la mise en branle du redéploiement de la 18e armée. Ce jour-là, après avoir convoqué à Berlin les commandants en chef des trois armes de la Wehrmacht pour faire le point sur les préparatifs de l'opération « Lion de Mer », Hitler était mis au courant par son commandant en chef de l'OKH de l'existence du « plan Otto ». Frappé de stupeur, le Führer apprenait alors de Brauchitsch que l'OKH avait déjà préparé une campagne militaire contre la Russie bolchevique. Selon le nouveau feld-maréchal, 80 divisions de première ligne et 20 divisions en réserve suffiraient pour l'opération. Les Russes, soutenait-il, ne possédaient que 50 à 75 bonnes divisions, comme en témoignaient les rapports du service de renseignements de l'OKH concernant l'Armée rouge. Pour l'instant, affirmait-il fièrement à Hitler, son chef d'état-major général disposait sur le front de l'Est d'effectifs qui pouvaient être accrus jusqu'à 60 divisions (42 d'infanterie et 18 rapides). Les préparatifs du déploiement ayant commencé le 19 juin, il mentionnait à Hitler que la Wehrmacht pourrait entreprendre une guerre éclair contre l'URSS quatre ou six semaines plus tard, c'est-à-dire vers la fin de l'été 1940. L'objectif des opérations militaires était de vaincre l'Armée rouge de

manière à pouvoir occuper les pays baltes, la Russie blanche et l'Ukraine avant les premières boues automnales. Il tablait donc sur une campagne expéditive de deux mois tout au plus. Ni Hitler, pourtant commandant suprême des forces armées, ni le feld-maréchal Keitel, chef d'état-major général de l'OKW, ni le général Jodl, chef du bureau des opérations à l'OKW, et encore moins les dirigeants de la Luftwaffe et de la Kriegsmarine, n'avaient été informés de l'existence du « plan Otto » avant cette rencontre fatidique du 21 juillet à Berlin[209].

Tant pour Halder que pour Brauchitsch, la guerre avec l'ennemi idéologique de toujours, la Russie bolchevique, devait avoir lieu tôt ou tard. Par conséquent, il était préférable de le frapper avant qu'il n'eût achevé ses réformes militaires. L'Armée rouge, estimaient-ils, n'était aucunement disposée à attaquer l'Allemagne en 1941, voire même en 1942. Sur la voie de devenir un puissant instrument de guerre moderne, notamment sur le plan des armements, elle n'était cependant pas encore capable de mener une guerre offensive de grande envergure, ne serait-ce qu'en raison de ses déficiences organisationnelles et de commandement. Pour cette raison, il fallait profiter de l'occasion tandis que toutes les mesures militaires de l'État soviétique étaient d'ordre défensif, que la Wehrmacht était supérieure sur le plan militaire et qu'il lui était encore possible d'attaquer à l'Est avec toutes ses forces. Cela confirme les allégations d'après-guerre de Curt Siewert, officier d'état-major à l'OKH, selon lesquelles Brauchitsch aurait fortement poussé un Hitler indécis à lancer une offensive sur l'Union soviétique aussitôt que possible et à conquérir, de ce fait, un espace vital à l'Est.

Pour Halder ou Brauchitsch, comme pour Hitler et un bon nombre de généraux de la Wehrmacht, l'objectif suprême était de conquérir pour le peuple allemand un espace vital à l'Est, en dépeçant l'État soviétique et en repoussant la Russie le plus loin possible du continent européen, par la mise en place d'un cordon sanitaire constitué d'États satellites placés dans le giron allemand. L'attaque de l'Union soviétique s'intégrait dans la vieille politique allemande de la « marche vers l'Est » (*Drang nach Osten*) pratiquée dès le Moyen Âge par l'ordre religieux et militaire des chevaliers Teutoniques. Politique appliquée à la fin de la Première Guerre mondiale par le haut commandement de Hindenburg et de Ludendorff, notamment avec le traité de Brest-Litovsk de mars 1918 qui permit alors au Reich d'étendre son influence sur les États baltes, la Russie blanche, l'Ukraine, la

Crimée et même le Kouban. Tout comme lors de la guerre 14-18, il s'agissait donc une fois de plus de créer, conformément à l'esprit du traité de Brest-Litovsk, une confédération d'États baltiques et des États biélorusse et ukrainien sous domination allemande.

Avec la conquête des immenses espaces de l'Est, l'Allemagne pourrait ainsi disposer de produits alimentaires et de matières premières jugées inépuisables et nécessaires pour son développement comme grande puissance continentale, voire même mondiale. En devenant un empire continental autarcique à l'épreuve de tout blocus, elle pourrait alors étendre son hégémonie sur toute l'Europe. Il lui serait possible, par le fait même, de créer les États-Unis d'Europe en unifiant les diverses nations du continent sous sa domination. On songeait, en effet, à une Europe organisée suivant le modèle allemand de l'ancien Reich bismarckien, c'est-à-dire une Europe unifiée, constituée d'États dont l'un, l'Allemagne national-socialiste en l'occurrence, jouerait un rôle prééminent, en exerçant la même fonction que naguère la Prusse à l'intérieur de l'Allemagne impériale. En d'autres termes, l'idée était d'établir une Europe allemande par la conquête d'un espace vital en Europe de l'Est.

Le 29 juillet, après quelques jours de réflexion, Hitler se résolvait à attaquer l'URSS comme Brauchitsch le pressait de le faire. Puis, deux jours plus tard, il convoquait au Berghof ses chefs militaires pour leur annoncer officiellement sa décision d'attaquer l'URSS. Mais, à la campagne planifiée par Halder et limitée à 80 divisions de première ligne et à 20 divisions en réserve, Hitler préférait une opération militaire de plus grande envergure dans laquelle 120 divisions de première ligne et 20 divisions en réserve seraient affectées à l'ensemble des opérations sur le front de l'Est. Une quarantaine d'autres, maintenues sur le front occidental, assureraient sa défense. Cependant, pour des raisons logistiques et opérationnelles, à cause notamment des conditions défavorables de la saison automnale, de l'augmentation des effectifs de 100 à 140 divisions, des énormes difficultés de transfert du gros de l'armée du front de l'Ouest au front de l'Est et du mauvais état des voies de transport en Pologne, l'offensive projetée en Russie soviétique était remise au printemps 1941. Au lieu de neuf semaines, la Wehrmacht disposerait de neuf mois pour achever ses préparatifs[210].

L’échec de l’opération « Barbarossa » : la faute de Hitler ou des chefs militaires ?

Après la guerre, Manstein rejeta sur Hitler seul la faute d’une sous-estimation de la force du régime soviétique, des sources de puissance du pays et de la valeur de l’Armée rouge. Or, cette allégation est fallacieuse dans la mesure où le plan d’attaque final a été essentiellement le fruit des études de l’OKH, et non pas des volontés du Führer comme le laisse sous-entendre Manstein dans ses Mémoires.

Une fois la réunion au Berghof du 31 juillet terminée, Halder, récemment promu colonel-général, s’attela avec entrain à la besogne, en compagnie des membres de son état-major général avec lesquels il révisa aussitôt son plan d’attaque selon les directives du Führer. Bien qu’il eût prétendu, aussi bien dans ses Mémoires que dans ses déclarations d’après-guerre, s’être posé en adversaire de cette attaque et l’avoir qualifiée de démentielle, les notes relevées dans son Journal révèlent plutôt, à cette époque, son enthousiasme devant sa nouvelle tâche. À aucun moment il ne fit part à ses plus proches collègues de travail du moindre doute quant à la pertinence ou à la faisabilité d’une opération militaire en Russie. En fait, il était allé au-devant des désirs de Hitler en travaillant, dès la mi-juin, sur les préparatifs d’une intervention militaire pour forcer les Russes à reconnaître la domination allemande sur l’Europe[211].

Contrairement à l’automne 1939, où la décision de Hitler d’entreprendre une campagne militaire à l’Ouest avait suscité leur inquiétude, les hauts responsables de la Wehrmacht n’étaient guère effarés, à l’été 1940, de se lancer dans les préparatifs d’une guerre contre la Russie bolchevique. À l’instar de Hitler, ils sous-estimaient considérablement le potentiel militaire russe. Mais cette sous-estimation ne s’expliquait pas uniquement par le facteur militaire. Leur dédain des Slaves se mêlait facilement à leur mépris de ce que le bolchevisme représentait. Les généraux de l’Armée rouge, avec lesquels ils avaient été en contact lors du partage de la Pologne, ne leur avaient pas fait forte impression. Les déconvenues des forces soviétiques en Finlande, où, contre toute attente, l’armée finlandaise sous-équipée avait infligé de lourdes pertes aux Soviétiques dans les premiers temps de la guerre, à l’hiver 1939-1940, n’avaient pas contribué à améliorer l’image de l’Armée rouge à leurs yeux. Et surtout, il y avait eu les purges staliniennes de 1937-1938 qui avaient

décimé le corps des officiers soviétiques. Pour toutes ces raisons, les dirigeants militaires allemands jugeaient l'Armée rouge incapable de mener sur une grande échelle des opérations propres à une guerre de mouvement moderne reposant sur la liaison des formations blindées et aériennes. Alors qu'une invasion de l'Angleterre demeurait une entreprise hasardeuse, une offensive contre l'Union soviétique n'inspirait aucune crainte. On s'attendait à mener là-bas un véritable *Blitzkrieg*.

Grisés par leur foudroyante victoire sur la France, « l'ennemi héréditaire » de l'Allemagne, ils en venaient à considérer la Wehrmacht comme invincible et à croire en l'infaillibilité de leur commandement. Convaincus de posséder un net avantage sur l'adversaire, aussi bien du point de vue de la qualité de l'armement et de la formation que du commandement ou encore de la doctrine militaire, ils étaient certains de pouvoir vaincre l'Armée rouge en deux ou trois mois tout au plus. En comparaison de l'armée française, que la Wehrmacht avait écrasée avec une relative facilité, l'Armée rouge semblait une proie facile. Pour les chefs militaires, la campagne de Russie ne devait être qu'un simple exercice militaire sur cartes – un *Kriegsspiel* –, comparativement à la campagne de France. De ce fait, ils ne pouvaient qu'être d'accord avec les propos de leur Führer qui, dès l'époque de la capitulation française, avait déclaré à Jodl et à Keitel qu'« une campagne contre la Russie serait un jeu d'enfant » en comparaison de ce qui avait été accompli à l'Ouest[212]. Après tout, durant la Grande Guerre, le Reich n'avait-il pas vaincu la Russie à l'Est, mais sans parvenir à battre la France à l'Ouest ?

Ainsi, dans l'esprit des généraux allemands, une victoire rapide de la Wehrmacht sur l'Armée rouge en une seule campagne ne faisait pas de doute, d'autant plus que leur conviction relative à la supériorité de la culture germanique sur celle du monde slave était profondément marquée par un antimarxisme virulent et un antisémitisme latent. Il en était sans doute de même pour Manstein. Après la guerre, il laissa cependant entendre le contraire – comme il fallait d'ailleurs s'y attendre –, puisque le recul lui permettait de soutenir une telle position. En tenant compte du rapport de forces et de l'étendue du théâtre, déclara-t-il, le haut commandement aurait dû envisager d'avance « la possibilité de détruire les forces armées soviétiques en *deux* campagnes[213] ». Pourtant, durant la guerre à l'Est, il avait lui-même sous-estimé à maintes reprises l'adversaire, par exemple lors de la bataille de Koursk à l'été 1943.

La version définitive du plan de l'OKH relatif à l'assaut contre la Russie bolchevique fut présentée à Hitler, le 5 décembre 1940, par le feld-maréchal Brauchitsch et le colonel-général Halder. Elle résultait des études demandées par ce dernier au chef d'état-major de la 18e armée, le major-général Erich Marcks, et au nouveau sous-chef d'état-major général de l'OKH, le lieutenant-général Friedrich Paulus. À aucun moment lors de leurs études respectives sur la planification des opérations, Marcks et Paulus ne laissèrent planer un seul doute quant aux chances de succès d'une campagne militaire en Russie. Au contraire, ils estimaient tous les deux que seulement huit à onze semaines de lutte suffiraient à la Wehrmacht pour mettre hors de combat l'Armée rouge[214].

Après avoir demandé qu'on apportât au plan quelques modifications concernant les objectifs stratégiques, Hitler émettait, le 18 décembre, ses directives pour l'invasion de l'Union soviétique, le nom de code de l'opération étant désormais « Barbarossa » et non plus « Otto ». Prévue initialement pour le 15 mai 1941, l'opération « Barbarossa » allait finalement être déclenchée le 22 juin 1941, après un ajournement consécutif à l'attaque allemande contre la Yougoslavie et la Grèce en avril 1941.

La prise de commandement du 56e corps blindé par Manstein et le plan d'opérations allemand

À la mi-février 1941, le général Manstein était rappelé en Allemagne pour prendre le commandement du 56e corps blindé qui venait d'y être constitué. Son désir constant de commander un corps rapide se réalisait enfin. Cependant, à l'identique des campagnes de Pologne et de France, il ne put jouer, en raison de ses nouvelles fonctions, aucun rôle dans l'élaboration du plan d'opérations pour l'attaque contre l'Union soviétique. Ainsi, il ne reçut les instructions de concentration pour son corps blindé qu'en mai 1941, quelques semaines avant le déclenchement de l'attaque.

Par contre, il est difficile de croire qu'il n'aurait été informé des intentions du Führer d'attaquer son voisin de l'Est qu'au printemps 1941. Dans ses Mémoires, il raconte à ce sujet : « À la fin de septembre 1940, quand l'opération "Lion de Mer" fut annulée, le 38e corps d'armée revint lui aussi à ses besognes d'entraînement ordinaires. Les moyens de transport rassemblés pour nous furent retirés des ports de la Manche, déjà menacés

par l'aviation britannique. Mais rien ne transpirait des intentions de Hitler à l'égard de l'Union soviétique qu'il ne décida d'ailleurs d'attaquer que beaucoup plus tard. Les premières indications sur ce qui se préparait me vinrent seulement au printemps de 1941, lorsque je fus appelé à un nouveau poste [commandant en chef du 56e corps blindé][215]. »

Manstein et ses collègues officiers durent être fixés sur les intentions du Führer et de l'OKH dès novembre 1940. À la veille de la visite du ministre soviétique des Affaires étrangères, Viatcheslav Molotov, prévue pour le 12 novembre, Hitler annonça à ses généraux sa décision ferme d'attaquer la Russie bolchevique coûte que coûte : « Des entretiens politiques vont avoir lieu dans le dessein de tirer au clair l'attitude de l'Union soviétique. [...] Indépendamment de leurs résultats, les décisions que j'ai arrêtées à l'endroit de la Russie et déjà communiquées verbalement seront exécutées[216]. » Le 11 novembre, il était donc clair que Hitler ne pourrait être dissuadé de lancer une offensive à l'Est, malgré l'attitude conciliante dont pouvait faire montre Molotov à l'égard de l'Allemagne.

Même s'il ne participa pas à l'élaboration du plan d'opérations, Manstein s'exprima néanmoins dans ses Mémoires sur les divergences entre Hitler et l'OKH à propos de la conception stratégique. Celles-ci surgirent non seulement pendant la préparation de la campagne, mais également lors de son exécution. Il mit ainsi en lumière le fait suivant : « Les *objectifs* stratégiques de Hitler résultaient avant tout de considérations *politiques* et *économiques*. Ils consistaient, d'une part, à enlever *Leningrad*, qu'il considérait comme le berceau du bolchevisme et qui devait lui rapporter la liaison avec les Finlandais et la maîtrise de la Baltique, d'autre part à s'emparer de l'*Ukraine*, pays de matières premières, de la région industrielle du *Donets*, enfin, par la suite, des champs pétrolifères du *Caucase*. Il comptait ainsi paralyser l'économie de guerre des Soviétiques. Par contre, l'OKH soutenait, avec juste raison, que la conquête de ces régions, indubitablement de grande importance stratégique, impliquait une condition préalable : la mise hors de combat de l'Armée rouge. Or, c'était sur la route de *Moscou* qu'on devait trouver le gros de celle-ci (hypothèse qui ne fut cependant pas entièrement confirmée par la distribution des forces soviétiques), car cette ville représentait pour le régime un centre de puissance qu'il ne pouvait s'exposer à perdre, d'une part parce que – contrairement à la situation de 1812 – Moscou était la capitale politique, de l'autre parce que l'occupation de sa région industrielle exercerait des

répercussions au moins très importantes sur l'économie de guerre du pays. Sa chute aurait pratiquement coupé en deux la résistance soviétique et placé le commandement russe dans l'incapacité d'organiser une opération d'ensemble. D'un point de vue stratégique, cette divergence peut s'exprimer ainsi : Hitler voulait chercher militairement la décision aux *deux ailes* (ce pour quoi les moyens allemands ne suffisaient pas à cause du rapport de forces et de l'étendue de l'espace), l'OKH la désirait au *centre*. »

Selon Manstein, l'OKH avait donc misé sur la bonne conception stratégique. Mais son choix fut gâché par Hitler qui chercha à lui imposer la sienne, dont les objectifs étaient tout simplement démesurés sur le plan opérationnel. « C'est sur cette divergence de conception que le commandement allemand échoua finalement. [...] la dissension au sujet des objectifs opérationnels persista pendant toute la campagne. Il ne pouvait y avoir qu'un seul résultat : Hitler n'atteignit pas ses buts, d'ailleurs trop écartés l'un de l'autre, tout en gâchant la conception de l'OKH. »

Même si les extraordinaires succès militaires remportés par la Wehrmacht lors des premiers mois de la campagne mirent l'Armée rouge au bord de la défaite, ces formidables exploits, conclut-il, n'étaient que des expédients, faute d'un plan d'opérations qui aurait été bien conçu dès le départ : « Mais cette recette ne pouvait nullement remplacer un plan d'opérations sur la conception et l'exécution duquel on aurait dû être unanimement d'accord à l'intérieur du haut commandement, plan d'opérations qui, tenant compte du rapport de forces et de l'étendue du théâtre, devait envisager par avance la possibilité de détruire les forces armées soviétiques en *deux* campagnes. »

Par contre, reconnut-il, Hitler « approuva la répartition des forces proposée par l'OKH, d'après laquelle la masse de l'armée devait être engagée en deux groupes au nord des marais du Pripet et en un groupe seulement au sud[217] ». L'opération « Barbarossa » mettait ainsi en jeu trois groupes d'armées. Sous le commandement du feld-maréchal Leeb, le groupe d'armées nord était composé de deux armées (la 18e du colonel-général Küchler et la 16e du colonel-général Busch) et d'un groupe de Panzer (le 4e du colonel-général Hoepner, auquel était rattaché le 56e corps blindé de Manstein), pour un total de 26 divisions, desquelles 3 étaient blindées et 3 motorisées. Il était, en outre, appuyé par 14 divisions finlandaises. Le groupe d'armées centre, commandé par le feld-maréchal

Bock, était de loin le plus puissant. Il regroupait deux armées (la 9e du colonel-général Strauß et la 4e du feld-maréchal Kluge) et deux groupes de Panzer (le 3e du colonel-général Hoth et le 2e du colonel-général Guderian), soit 50 divisions, dont 9 blindées et 6 motorisées. Quant au groupe d'armées sud, commandé par le feld-maréchal Rundstedt, il alignait trois armées (la 6e du feld-maréchal Reichenau, la 17e du général Stülpnagel et la 11e du colonel-général Schobert), et un groupe de Panzer (le 1er du colonel-général Kleist). Il disposait en tout de 41 divisions, dont 5 blindées et 4 motorisées, ainsi que de l'équivalent de 14 brigades roumaines.

En tenant compte de la trentaine d'unités placées en réserve, la Wehrmacht engageait 153 divisions au moment du déclenchement de l'offensive, soit un total de 3 200 000 hommes. Elle alignait sur le front de l'Est 17 de ses 21 divisions de Panzer – deux se trouvaient en Libye et deux étaient en reconstitution – pour un total de 3 350 blindés, c'est-à-dire presque mille de plus que lors de la campagne de France, et de 250 canons d'assaut. Elle alignait aussi ses 13 divisions motorisées et ses 7 146 pièces d'artillerie. L'ensemble ne devait toutefois pas faire trop illusion. Avec 153 divisions, la Wehrmacht ne disposait que de 12 divisions de plus que pendant la campagne de France. Si elle comptait sur 7 divisions de Panzer et 7 divisions motorisées supplémentaires, elle devait cependant composer avec deux divisions d'infanterie en moins et avec un nombre d'avions considérablement inférieur. Devant laisser un tiers de ses formations en Scandinavie, sur les côtes de la Manche et en Méditerranée, pour un total de 1 766 appareils, la Luftwaffe n'en déployait que 2 510 sur le front de l'Est, soit un peu moins que sur le front de l'Ouest un an auparavant[218].

Sous-estimant énormément les effectifs de l'Armée rouge, l'OKH pensait disposer de forces amplement suffisantes pour vaincre l'adversaire en une seule campagne. À la veille de l'invasion, son service de renseignements évaluait les effectifs de l'Armée rouge déployés dans la partie européenne de l'Union soviétique à 226 divisions, desquelles 10 seraient blindées et 37 motorisées. De ces 226 grandes unités, seules 187 seraient mobilisées, dont 8 blindées et 32 motorisées. En outre, il estimait à 10 000 le nombre de chars et à 8 000 le nombre d'avions que possédaient les Soviétiques.

En réalité, l'Armée rouge déployait 198 divisions dans la région occidentale de la Russie, y compris les 28 divisions placées en réserve, sur

un total de 303 divisions. Si on ajoutait aux 198 divisions déployées sur le front de l'Ouest les 60 autres qui étaient en cours de mobilisation ou de transport sur ce front, c'était sur 258 divisions que pouvait compter le haut commandement soviétique pour contrer l'agression de la Wehrmacht lors des premières semaines de l'opération « Barbarossa ». Des 170 divisions de première ligne, 36 étaient blindées et 19 motorisées. Plusieurs autres étaient placées en réserve ou déployées en Asie, car l'URSS disposait de quelque 60 grandes unités blindées et de plus de 30 motorisées. En somme, l'Armée rouge alignait sur le front occidental 2,9 millions d'hommes sur des effectifs totaux de 5 millions, environ 15 000 blindés sur 24 000, quelque 9 000 avions sur 23 000 et près de 35 000 pièces d'artillerie sur 148 000[219].

Que l'OKH eût sous-estimé les forces adverses à ce point ne tenait pas seulement à une vision du monde reposant sur une idéologie raciale, mais aussi à l'échec flagrant de son service de renseignements. Or les Allemands ne furent pas les seuls à sous-estimer la puissance soviétique. Au moment où la Wehrmacht entra en URSS le 22 juin, les autorités britanniques et américaines prévoyaient une victoire extrêmement facile de celle-ci sur l'Armée rouge. Les évaluations qu'elles faisaient de la durée de la résistance soviétique variaient entre dix jours et trois mois. Cela témoignait également de l'échec des services de renseignements des puissances anglo-saxonnes à obtenir des informations solides sur l'Armée rouge[220].

La barbarie autorisée : les ordres criminels de la Wehrmacht

Selon Manstein, il n'était pas réaliste d'avoir cru pouvoir vaincre militairement l'URSS en une seule campagne. « Pour cela, soutint-il après la guerre, il aurait fallu provoquer simultanément l'écroulement du régime par l'intérieur. » Or, ajoute-t-il, la politique brutale que Hitler fit appliquer dans les territoires occupés par la SS et le SD, contrairement aux aspirations des chefs militaires, ne pouvait produire que l'effet inverse. « Ainsi disparut l'unique chance de remporter une victoire rapide qui existât peut-être[221] », conclut-il.

Pourtant, il se trouve que les chefs de la Wehrmacht se sont faits les complices du régime hitlérien dans sa politique d'extermination à l'Est, en participant de leur plein gré à la rédaction et à l'exécution d'ordres

criminels visant à la liquidation des Juifs, des commissaires politiques de l'Armée rouge, des partisans et des prisonniers de guerre soviétiques. Manstein lui-même donna des ordres qui encouragèrent ses troupes à commettre des actions criminelles contre les représentants du « judéo-bolchevisme ». En fait, la conquête d'un espace vital à l'Est, l'exploitation économique des territoires conquis et l'extermination du « judéo-bolchevisme » formaient un tout indissociable, non seulement pour le haut commandement militaire, mais également pour la plupart des officiers supérieurs, y compris Manstein, comme nous le verrons plus loin. À cause des convictions idéologiques national-socialistes imprégnées par l'antibolchevisme, l'antisémitisme et l'antislavisme qu'ils partageaient à des degrés divers, la grande majorité des généraux ne pouvaient envisager une lutte contre l'URSS autrement que sous la forme d'une guerre de destruction et d'annihilation.

L'« ordre nouveau » que voulaient établir les dirigeants du régime national-socialiste obéissait à l'objectif principal suivant : une Europe gouvernée par l'Allemagne, dont les ressources seraient exploitées au profit du Reich, dont les habitants deviendraient les esclaves de la race allemande, « race des seigneurs » par excellence, et dont les « éléments indésirables » – les Juifs en premier lieu, mais également un grand nombre de Slaves de l'Est, en particulier leurs élites politiques, intellectuelles et religieuses – seraient exterminés. Aux yeux des élites nazies, les Juifs et les peuples slaves n'étaient que des êtres inférieurs (*Untermenschen*). Par conséquent, ils n'avaient pas le droit de vivre, à l'exception de ceux, parmi les Slaves, dont on aurait besoin pour labourer les champs ou travailler dans les mines, comme de simples esclaves, pour le compte des maîtres allemands.

Communauté raciale, le IIIe Reich combattait ainsi des peuples racialement inférieurs dans le but de conquérir un espace vital à l'Est, d'en exploiter les ressources minières et agricoles, d'en réduire les populations en esclavage et d'y envoyer des Allemands le coloniser pour mieux le dominer, l'administrer et l'exploiter. La substitution de l'État racial à l'État traditionnel, que Manstein ne semble jamais avoir comprise pleinement, entraînait logiquement une conduite raciste de la guerre. Par conséquent, la Wehrmacht allait mener en Union soviétique une guerre criminelle d'extermination et d'annihilation, enfreignant ainsi les règles les plus élémentaires du droit de la guerre.

La décision d'attaquer l'URSS procédait donc à la fois de considérations stratégiques, politiques, militaires, économiques et idéologiques. Le programme d'expansion à l'Est, la destruction du bolchevisme et l'extermination des Juifs étaient, en somme, des concepts liés de manière inextricable. L'impératif de détruire une fois pour toutes le « judéo-bolchevisme » résultait, en même temps, de la nécessité de procurer la sécurité nécessaire dans l'espace vital et d'assurer au IIIe Reich la domination politique et militaire du continent européen. Mais ce n'est qu'en mars 1941 que le Führer commença à insister sur l'objectif idéologique prioritaire de l'opération « Barbarossa[222] ».

Le rôle qui fut assigné à la Wehrmacht par Hitler au moment des préparatifs de l'opération « Barbarossa », au printemps 1941, ne laisse aucun doute quant à son implication étroite dans les crimes commis par l'Allemagne nazie. Le 3 mars, les propos du général Jodl, le chef du bureau des opérations de l'OKW, sur le projet des directives opérationnelles de l'opération « Barbarossa » qui lui avait été adressé par Hitler le 26 février, pour fins de révision, furent on ne peut plus clairs : « Tous les dirigeants ou commissaires bolcheviques doivent être immédiatement liquidés. » Le 13 mars, la version remaniée que signa le feld-maréchal Keitel, en sa qualité de chef d'état-major général de l'OKW, indiquait que le *Reichsführer-SS* Himmler avait reçu du Führer certaines missions spéciales à l'intérieur de la zone d'opérations de l'armée de terre. Cette limitation de la juridiction militaire ne souleva aucune protestation au sein du haut commandement de l'armée de terre[223].

Le 26 mars, le lieutenant-général Eduard Wagner, le chef de l'intendance au sein de l'OKH, et le *SS-Gruppenführer* Reinhard Heydrich, le chef de la police de sécurité et du SD, jetaient les bases de l'accord entre la Wehrmacht et le SD traçant la ligne de démarcation entre les domaines de responsabilité des deux organisations dans la liquidation des ennemis du national-socialisme. Le lendemain, le feld-maréchal Brauchitsch, s'adressant à ses commandants de la campagne de l'Est, attirait leur attention sur le caractère tout à fait particulier de la guerre contre l'Union soviétique : « Il faut qu'il soit bien clair pour les troupes que le combat sera livré de race à race et se mènera avec la sévérité nécessaire. » Dès ce moment, la Wehrmacht adhérait déjà pleinement aux objectifs idéologiques du régime nazi : extirper et anéantir sans pitié la base « judéo-bolchevique » du régime soviétique[224].

À la suite de cette déclaration du commandant en chef de l'OKH, le général Manstein ne pouvait pas ignorer qu'il s'agissait d'une lutte entre deux idéologies, entre deux conceptions raciales, qui excluait toutes formes chevaleresques de la guerre. S'il avait néanmoins encore des doutes, ils ne purent qu'être dissipés par le discours du Führer prononcé à la Chancellerie du Reich, le 30 mars, et auquel il assista. Devant plus de 250 officiers supérieurs placés à la tête des unités qui s'apprêtaient à envahir l'URSS, Hitler exposa, on ne peut plus clairement, sa vision de la guerre imminente avec l'ennemi « judéo-bolchevique » et expliqua ce qu'il attendait de la Wehrmacht. Il s'agissait non pas de parler de stratégie et de tactique, mais de présenter à ses généraux la nature du conflit dans lequel ils allaient s'engager, soit une guerre raciale et d'extermination. Ce discours est d'une importance historique majeure, car en cautionnant les propos qu'y tenait le Führer, c'est-à-dire en acceptant de préparer et de conduire une guerre raciale et d'anéantissement à l'Est, les généraux scellaient définitivement l'alliance idéologique entre Hitler et la Wehrmacht.

Les buts idéologiques de la guerre présentés par Hitler à ses généraux de haut rang furent transcrits par Halder : « *Choc de deux idéologies* : dénonciation cinglante du bolchevisme, identifié à une criminalité sociale. Le communisme est un danger considérable pour notre avenir. Nous devons oublier la notion de camaraderie entre soldats. Un communiste n'est un camarade ni avant ni après la bataille. C'est une guerre d'anéantissement. Si nous ne saisissons pas cela, nous battrons quand même l'ennemi, mais trente ans plus tard nous aurons encore à combattre l'ennemi communiste. Nous ne faisons pas la guerre pour préserver l'ennemi. *Guerre contre la Russie* : extermination des commissaires bolcheviques et de l'intelligentsia communiste. [...] Nous devons combattre le poison de la désintégration. Ce n'est pas une tâche pour des tribunaux militaires. Les différents commandants de troupes doivent savoir quels en sont les enjeux. Ils doivent se porter à la tête de ce combat. [...] Les commissaires et les hommes de la Guépéou sont des criminels et c'est comme tels qu'il faut les traiter. [...] Les commandants doivent faire le sacrifice de surmonter tous leurs scrupules personnels. » La guerre à l'Est devait donc être très différente de celle de l'Ouest.

Après ce discours du Führer et ses nombreuses autres remarques faites en privé associant le bolchevisme à la « juiverie », après les mesures prises dans le Reich depuis 1933 contre ces ennemis du national-socialisme et

surtout après les meurtres perpétrés sur une grande échelle en Pologne aux dépens de l'intelligentsia polonaise et des Juifs, il ne pouvait plus subsister aucun doute chez les généraux, y compris Manstein, sur le fait que la classe dirigeante communiste et les Juifs des territoires soviétiques occupés seraient eux aussi exterminés[225].

Bien que sa notion d'une guerre idéologique contre le bolchevisme fût familière aux généraux depuis longtemps par ses nombreuses remarques publiques et privées, Hitler en appelait toutefois à des mesures spécifiques contre les représentants du bolchevisme, c'est-à-dire les fonctionnaires de l'État et du parti communiste, et les commissaires politiques de l'Armée rouge. Il déniait à ces derniers tout statut militaire et demandait à ce qu'ils fussent traités comme des criminels. Sa formule relative au « poison de la désintégration » évoquait sûrement chez ses auditeurs les souvenirs de la désintégration de l'armée du Kaiser à l'automne 1918, que la propagande nazie attribuait à l'agitation bolchevique. Principale représentante du bolchevisme, la « juiverie » avait mis en place des conseils de soldats, le ferment de la révolution bolchevique, entraînant ainsi par la suite la désintégration des forces armées et le renversement du Reich bismarckien. Cette interprétation des causes de la chute de l'Allemagne impériale était largement acceptée et profondément intériorisée par les généraux, notamment par Manstein, comme nous l'avons vu plus haut. Il va sans dire que la corrélation entre l'ennemi intérieur du Reich d'alors et l'ennemi extérieur du nouveau Reich – en l'occurrence l'Union soviétique ou, dans sa forme la plus simpliste, le « judéo-bolchevisme » – tombait en terrain fertile. Ainsi, pour bon nombre d'officiers, il apparaissait normal que la guerre contre la classe dirigeante « judéo-bolchevique » ne fût pas conduite selon les règles du droit international et des traditions militaires. C'est pourquoi Hitler parvint à entraîner l'armée, au-delà de ses tâches strictement militaires, dans une guerre d'annihilation contre une idéologie et ses représentants[226].

Dans les semaines qui suivirent le discours prononcé par Hitler le 30 mars, les commandements suprêmes de la Wehrmacht et de l'armée de terre rédigèrent de plein gré et avec zèle des ordres qui étaient en étroite conformité avec l'orientation exterminatrice de la guerre à venir. Si l'inspiration venait de Hitler, la mise en œuvre de cette série d'ordres sur la conduite de la guerre à l'Est fut bien le fait des chefs militaires – et de leurs conseillers juridiques – tous empressés d'exaucer ses désirs.

Le premier ordre à s'inscrire directement dans le cadre défini par Hitler lors de son discours du 30 mars concernait le sort à réserver aux segments de la population soviétique rangés dans la catégorie des ennemis du Reich et la délimitation des champs de compétence respectifs de la SS et de l'armée allemande. L'entrevue qui se déroula, le 16 avril 1941, entre le lieutenant-général Wagner et le *SS-Gruppenführer* Heydrich se traduisit par un ordre rédigé par le feld-maréchal Brauchitsch, le 28 avril 1941, et ayant pour nom « convention sur l'intervention de la police de sécurité et du SD dans les unités de l'armée » (*Regelung des Einsatzes der Sicherheitspolizei und des SD im Verbande des Heeres*). Il prescrivait aux officiers de la Wehrmacht de collaborer dans les domaines logistique et opérationnel avec les *Einsatzgruppen*, groupes d'intervention du SD chargés d'éliminer les Juifs et l'intelligentsia bolchevique derrière le front.

D'ailleurs, un accord entre l'OKH et le SD fixait à quatre le nombre d'*Einsatzgruppen* qui entreraient en action et avanceraient dans le sillage de la Wehrmacht. L'*Einsatzgruppe A* était rattaché au groupe d'armées nord dans la région baltique ; l'*Einsatzgruppe B* au groupe d'armées centre en Biélorussie ; l'*Einsatzgruppe C* au groupe d'armées sud en Ukraine centrale et septentrionale ; et l'*Einsatzgruppe D* à la 11e armée en Bessarabie, en Ukraine méridionale et en Crimée. À chaque groupe d'armées et à la 11e armée devait donc être attaché un *Einsatzgruppe*. À son tour, le groupe d'armées et la 11e armée devaient détacher des *Einsatzkommandos* ou *Sonderkommandos* – unités spéciales d'un *Einsatzgruppe* – auprès de chacune des armées (ou divisions dans le cas de la 11e armée). En outre, l'accord stipulait que les trois groupes d'armées et la 11e armée seraient responsables des mouvements et du ravitaillement des *Einsatzgruppen*, mais que les ordres concernant leurs activités viendraient des chefs du SD. Bien que ceux-ci eussent seuls le droit de donner des ordres aux *Einsatzgruppen* quant à leurs interventions, il existait une entente générale, aux termes de laquelle l'OKH avait aussi le droit de leur donner des directives si le cours des opérations l'exigeait[227].

Le second ordre fut le « décret sur l'exercice de la juridiction de guerre dans la zone "Barbarossa" » (*Erlaß über die Ausübung des Kriegsgerichtsbarkeit im Gebiet « Barbarossa »*), plus communément appelé « décret Barbarossa ». Rédigé par la branche juridique de l'OKW le 13 mai 1941, il définissait l'application du code militaire dans le cadre de

l'opération « Barbarossa ». Les actes répréhensibles commis par des civils étaient soustraits à la juridiction des tribunaux militaires. En d'autres termes, ce décret autorisait la troupe à se faire justice elle-même de tout acte hostile en lieu et place des tribunaux militaires. Ceux qui pratiquaient la guérilla devaient être fusillés sans autre forme de procès. Dans les cas où l'on ne parviendrait pas à identifier rapidement les coupables, des représailles collectives contre des communautés villageoises entières devaient être ordonnées. Quant aux crimes contre des civils ou des prisonniers ennemis, ils ne seraient poursuivis en cour martiale qu'en cas de rupture de la discipline militaire au combat.

Cette limitation du champ d'application de la loi martiale en URSS faisait suite, en quelque sorte, au décret d'amnistie du Führer du 4 octobre 1939 en Pologne. Pourtant, l'exécution de civils soupçonnés d'activités de guérilla ou de sabotage était clairement illégale. Même l'accusation d'avoir menacé la sécurité des troupes ne pouvait servir de prétexte à l'abandon des droits humains les plus fondamentaux. En fait, le « décret Barbarossa » conférait un véritable permis de tuer aux soldats allemands. Le feld-maréchal Bock, commandant en chef du groupe d'armées centre, n'avait pas tort d'affirmer que ce décret donnait à tout soldat le droit de fusiller tout civil qu'il soupçonnait d'activités de guérilla ou de sabotage. Le « décret Barbarossa » constituait ainsi non seulement une perversion incontestable des valeurs militaires traditionnelles, mais également une violation patente du droit de la guerre.

Le « décret Barbarossa » fut suivi par les « directives sur la conduite des troupes en Russie » (*Richtlinien für das Verhalten der Truppe in Rußland*) rédigées par l'OKH le 19 mai 1941. Elles présentaient le « judéo-bolchevisme » comme « l'ennemi mortel du peuple allemand national-socialiste » et exigeaient des « mesures énergiques et impitoyables contre les agitateurs bolcheviques, les partisans, les saboteurs et les Juifs, ainsi que l'élimination totale de toute résistance active ou passive ». Bref, elles ordonnaient aux soldats d'agir brutalement et sans pitié contre les résistants et les Juifs.

Enfin, les « directives pour le traitement des commissaires politiques » (*Richtlinien für die Behandlung politischer Kommissare*) du 6 juin 1941, plus communément appelées « ordre sur les commissaires » (*Kommissarbefehl*), déniaient aux commissaires politiques, pourtant membres à part entière de l'Armée rouge, le statut de combattant et, par

conséquent, le droit de réclamer pour eux-mêmes les garanties de la convention de La Haye. En fait, elles ordonnaient leur exécution immédiate sur le terrain au nom d'une vision idéologique du commissaire politique présenté comme une redoutable menace pour la sécurité de la Wehrmacht et la pacification des territoires occupés. Cet ordre procédait directement des précédents et c'est l'OKH qui en fut à la fois l'inspirateur et l'auteur[228].

Les commandements suprêmes de la Wehrmacht et de l'armée de terre réalisaient tous les deux que l'élimination systématique des cadres politiques de l'Armée rouge constituait une infraction flagrante au droit international, d'autant que les véritables motifs de leur exécution obligatoire reposaient moins sur de simples présuppositions d'activités de guérilla ou de résistance à la Wehrmacht que sur les fonctions officielles qu'ils occupaient au sein de l'appareil gouvernemental. C'est pour cette raison que, pour légitimer ces mesures sévères, ils insistèrent sur la nécessité de recourir, en quelque sorte, à des représailles préventives contre les représentants du bolchevisme au sein de l'Armée rouge qui, selon eux, n'étaient pas de véritables soldats et constituaient le plus grave danger pour la sécurité de la Wehrmacht et la pacification des territoires occupés.

La complaisance et la complicité avec lesquelles les dirigeants militaires acceptèrent les directives de Hitler les invitant à une conduite criminelle de la guerre à l'Est n'avaient rien de surprenant, étant donné leur attitude en Pologne qui, un an et demi plus tôt, avait carrément plongé l'armée dans une dérive criminelle. Loin d'avoir été obligé d'imposer sa volonté à la Wehrmacht, Hitler put compter, au contraire, sur la collaboration enthousiaste de ses chefs militaires. En effet, non seulement la plupart des généraux de haut rang acceptaient les conceptions idéologiques de la guerre à l'Est de Hitler, mais ils étaient même impatients à l'idée de partir en croisade contre le « judéo-bolchevisme ». La symbiose idéologique entre la Wehrmacht et le régime national-socialiste arrivait alors à des degrés jamais atteints jusque-là.

Deux exemples témoignent du niveau élevé de conformité et d'affinité des généraux avec les conceptions idéologiques du Führer. D'abord, le colonel-général Küchler, commandant en chef de la 18e armée, définissait à ses subalternes, le 25 avril, les véritables enjeux de la guerre à l'Est. Il leur déclara d'emblée que la paix ne serait durablement acquise en Europe que si le peuple allemand occupait un territoire assurant ses approvisionnements en vivres et ceux des autres États européens. Mais cela n'était pas

concevable sans affrontement avec l'Union soviétique. En des termes à peine différents de ceux prononcés par Hitler lors de son discours du 30 mars, il poursuivit : « Un fossé profond nous sépare de la Russie tant d'un point de vue idéologique que racial. Par l'étendue même de son territoire, la Russie est un État asiatique. [...] Si nous voulons que l'Allemagne vive en paix pour les prochaines générations et qu'elle se trouve à l'abri de toute menace dangereuse pouvant venir de l'Est, il ne saurait être question de repousser la Russie un tant soit peu ou même de plusieurs centaines de kilomètres. L'objectif doit être d'anéantir la Russie européenne, de dissoudre l'État européen russe. [...] Les commissaires politiques et les gens de la Guépéou sont des criminels. Ce sont les gens qui tyrannisent la population. [...] Il faut sur-le-champ les faire comparaître devant un tribunal de campagne et les condamner sur la foi du témoignage des gens. [...] Cela nous épargnera du sang allemand et nous avancerons plus vite. »

Ensuite, l'ordre opérationnel donné au 4e groupe de Panzer – auquel était rattaché le 56e corps blindé de Manstein – par son commandant en chef, le colonel-général Hoepner, le 2 mai, avant même la formulation de l'« ordre sur les commissaires », était encore plus catégorique : « La guerre contre l'Union soviétique est un élément essentiel de la lutte pour l'existence du peuple allemand. C'est la vieille lutte des Germains contre les Slaves, la défense de la culture européenne contre l'invasion asiatico-moscovite, la résistance contre le judéo-bolchevisme. Cette lutte doit avoir pour but la destruction de la Russie actuelle et doit donc être menée avec une sévérité sans précédent. Dans sa conception comme dans son exécution, toute action militaire doit être conduite d'une main de fer, sans pitié et sans quartier afin d'anéantir l'ennemi. En particulier, il ne saurait être question d'épargner les représentants de l'actuel système russo-bolchevique[229]. »

Fait significatif et lourd de sens, le général Manstein, commandant en chef du 56e corps blindé, allait lui-même donner, avant le début de l'opération « Barbarossa », un ordre à ses troupes qui correspondait en tout point à l'idée de la guerre (*Weltanschauungskrieg*) à l'Est que se faisait Hitler, et qui le rendait, par conséquent, complice d'une guerre criminelle. Le 12 juin 1941, il promulgua la directive suivante à ses hommes : « Cette lutte exige des mesures impitoyables et énergiques contre les agitateurs bolcheviques, les francs-tireurs, les partisans et les Juifs[230]. » La nécessité

d’anéantir l’ennemi « judéo-bolchevique » était ici on ne peut plus clairement exprimée.

En outre, à la lumière de ses faits et gestes sur le front de l’Est, le général Manstein semble avoir fait partie du cercle des officiers allemands qui ne considéraient pas les commissaires politiques de l’Armée rouge comme des officiers, mais plutôt comme des fonctionnaires politiques paramilitaires qui supervisaient le commandement des véritables officiers et stimulaient l’ardeur au combat des troupes. Évidemment, dans ses Mémoires, il prend soin de nuancer son opinion concernant le statut des commissaires politiques de l’Armée rouge, le situant à mi-chemin entre ceux des soldats et des non-combattants. Mais il n’en considère pas moins ces commissaires comme des criminels, sans doute pour légitimer implicitement le traitement qui leur fut réservé par la Wehrmacht et ses propres troupes : « On pouvait à bon droit nourrir des doutes sur le statut de ces commissaires en droit international. Ils n’étaient assurément pas des soldats, mais on ne pouvait non plus leur attribuer le statut de non-combattants [...]. Ils étaient, par ailleurs, sans être des soldats, des combattants fanatiques dont l’activité, au sens traditionnel, ne pouvait être considérée que comme illégale. Ils avaient pour rôle, non seulement de surveiller les chefs militaires du point de vue politique, mais d’insuffler la haine la plus violente à la lutte en lui donnant un caractère absolument contraire aux conceptions normales. En fait, ce furent eux qui, les premiers, portèrent la responsabilité de ces méthodes de combat et de traitement des prisonniers qui violaient si ouvertement les conventions de La Haye[231]. »

En fait, l’un des seuls à avoir émis des réserves à propos du non-respect du droit de la guerre fut le lieutenant-colonel Tresckow, sous-chef d’état-major du groupe d’armées centre. « Si le droit international doit être bafoué, observa-t-il le 10 mai 1941, c’est aux Russes de commencer, pas à nous. » Comme sa remarque le prouve, il était évident que l’« ordre sur les commissaires » contrevenait au droit international. Mais c’est justement parce que la grande majorité des autres officiers supérieurs ne partageaient pas le point de vue de Tresckow que le Führer put facilement suspendre les principes fondamentaux du droit de la guerre[232].

La complicité de la plupart des généraux était inscrite dans la manière même dont ils avaient été élevés et éduqués, dans leur façon de penser. Ils étaient favorables à la création d’un Grand Reich allemand en Europe centrale et orientale qui dominerait tout le continent. Le mépris des Slaves

était profondément enraciné au sein du corps des officiers. La haine viscérale du bolchevisme sévissait dans l'ensemble des échelons supérieurs de la Wehrmacht, et l'antisémitisme y était aussi largement répandu, quoique rarement sous sa forme radicale hitlérienne. Cette parenté idéologique avec les dirigeants nazis explique ainsi un peu mieux pourquoi les généraux n'eurent aucun mal à impliquer leurs troupes dans une guerre de conquête et d'anéantissement à l'Est. On ne peut donc pas invoquer le devoir d'obéissance ou bien l'asservissement des officiers en guise d'explication à leur comportement en URSS.

En traduisant les intentions idéologiques du Führer à l'Est en ordres militaires, les chefs de l'OKW et de l'OKH contribuaient ainsi à transformer la Wehrmacht en un instrument parfaitement adapté à la guerre d'annihilation du « judéo-bolchevisme » qui s'annonçait. Ils étaient entrés pleinement dans le jeu de Hitler qui consistait à reporter sur la Wehrmacht l'odieux de la folie assassine et incendiaire du régime national-socialiste. Mais ils n'en jugeaient pas moins la collaboration de leurs unités avec celles du SD comme étant indispensable pour exercer une emprise durable sur l'espace vital conquis. Pour cela, la Wehrmacht devait obligatoirement prêter main-forte aux *Einsatzgruppen* dans la lutte commune contre l'ennemi mortel « judéo-bolchevique », en liquidant les commissaires politiques de l'Armée rouge, les fonctionnaires du parti communiste, les Juifs, les partisans et tout civil soupçonné d'actions de guérilla ou de sabotage. Le combat militaire pour la conquête d'un espace vital à l'Est, les mesures politiques criminelles pour sa pacification et son exploitation économique étaient donc les différentes facettes d'une grande guerre d'annihilation contre l'Union soviétique et sa population[233].

Contrairement à ce qu'ils prétendirent après la guerre, Manstein et ses camarades généraux n'étaient aucunement des soldats trompés ou des victimes de dirigeants politiques fanatiques. Ils étaient plutôt des complices à part entière du régime hitlérien et ils se rendirent pleinement coupables des actions contraires au droit de la guerre qu'ils ordonnèrent ou tolérèrent plus ou moins activement. Il existait une communauté d'esprit toute naturelle entre les hauts responsables nazis et ceux de la Wehrmacht. Loin d'être de simples complices, ils formaient, en fait, une véritable alliance. Ils partageaient des préoccupations communes et avaient des visions du monde tout à fait compatibles, notamment en ce qui concerne les objectifs politiques, idéologiques et stratégiques à l'Est. Par conséquent, la

Wehrmacht n’était pas une entité séparée de l’appareil nazi, mais bel et bien un instrument qui s’était mis volontiers au service du régime dans un dessein commun.

La guerre à l’Est, qui allait décider de l’avenir du continent européen, fut bien plus que la « guerre de Hitler ». Elle ne fut pas infligée par un dictateur tout-puissant à des élites militaires récalcitrantes. Loin de là. Celles-ci s’y rallièrent et souvent avec complaisance et empressement. À l’instar des Allemands ordinaires, elles devaient faire leur le sens que la propagande nazie donnait au conflit : celui d’une « croisade contre le bolchevisme ». En effet, elles allaient accepter sans difficulté l’idée d’une guerre préventive pour éviter que des « hordes asiatico-bolcheviques » ne détruisent la culture occidentale. De ce fait, elles croyaient que jamais l’Europe ne serait libre tant que le « judéo-bolchevisme » n’aurait pas été entièrement extirpé. L’héritage de plus de deux décennies d’une haine viscérale, souvent fanatique, du bolchevisme et souvent profondément assortie d’antisémitisme, était sur le point de se manifester dans une guerre génocidaire, en particulier dans l’Holocauste des Juifs[234].

9
À LA CONQUÊTE DE LA CRIMÉE

À titre de commandant en chef du 56e corps de Panzer, le général Manstein s'illustra singulièrement à l'été 1941, en progressant à l'intérieur du territoire soviétique plus rapidement que quiconque se trouvant à la tête d'une grande unité rapide et, de surcroît, dans une région peu propice à l'action des chars. Il démontra qu'il était, avec le colonel-général Guderian, celui qui comprenait le mieux les exigences de la guerre de mouvement à l'ère du moteur.

Pour l'offensive, le 56e corps blindé du général Manstein était incorporé au 4e groupe de Panzer du colonel-général Hoepner, déployé sur le théâtre des opérations du groupe d'armées nord du feld-maréchal Leeb. Le 26 juin 1941, les troupes de Manstein s'emparèrent de Dunabourg (Daugavpils). En quatre jours, elles avaient déjà parcouru 300 kilomètres à l'intérieur du territoire soviétique, soit une moyenne de 75 kilomètres par jour. Leningrad ne se trouvait plus alors qu'à environ 550 kilomètres de distance. Ce succès était dû au fait que Manstein n'avait pas hésité à foncer à vive allure avec les flancs découverts. D'ailleurs, le 41e corps blindé et la 16e armée du groupe d'armées nord se trouvaient à une distance de 100 à 150 kilomètres sur ses arrières. Pour éviter une attaque soviétique sur les flancs ouverts du corps blindé de Manstein, le haut commandement allemand lui imposa une halte de six jours sur la Dvina, le temps requis par la 16e armée et le 41e corps blindé pour le rejoindre.

C'est avec déception qu'il reçut l'ordre d'attendre l'arrivée des autres formations. Sans négliger la possibilité d'une contre-attaque de l'adversaire, il pensait néanmoins que, si on lui avait permis de poursuivre son avance, l'apparition de son corps blindé à une telle distance en arrière des lignes de

l’ennemi aurait sans doute causé chez celui-ci une énorme confusion. Plus son corps avancerait, soutenait-il, moins l’adversaire serait en mesure d’amener systématiquement devant lui des forces supérieures. Il rappelait d’ailleurs sa conception de la situation : « Bien entendu, les risques croissaient à mesure que le corps ou le groupe blindé s’enfonçaient dans l’espace russe. Mais la sécurité d’une grande unité rapide, opérant en arrière des lignes ennemies, repose avant tout sur sa mobilité. Si elle s’arrête, elle est immédiatement assaillie par les réserves adverses. »

Ces six jours de halte permirent aux Soviétiques d’établir de nouvelles lignes de défense. N’eût été cette halte, Manstein croyait qu’il aurait pu s’emparer rapidement de Leningrad. Un raid aussi foudroyant provoque forcément la confusion et la panique à l’arrière, détruit les lignes de communication et met l’adversaire dans la quasi-impossibilité de réagir de façon coordonnée. Mais en s’arrêtant six jours sur la Dvina, soulignait-il, le 56e corps blindé avait définitivement perdu cet avantage[235]. Ainsi, durant les semaines suivantes, il dut engager de nombreux combats entre les lacs Ilmen et Peïpous pour briser les contre-attaques répétées de l’ennemi.

Le 12 septembre, Manstein recevait l’ordre de l’OKH de se mettre immédiatement en route vers le groupe d’armées sud pour y prendre le commandement de la 11e armée. C’est avec joie qu’il reçut l’annonce de cette grande promotion dans sa carrière militaire. Sa nouvelle affectation était une indication du rôle de plus en plus prépondérant joué par Hitler dans les questions militaires, car, n’étant pas dans les bonnes grâces de l’OKH, il n’est pas dit que sans une intervention du Führer il aurait été désigné pour diriger la 11e armée, et ce, malgré ses performances remarquables dans la région baltique[236].

La campagne de Crimée allait permettre à Manstein de se distinguer en tant que commandant en chef d’une armée. Avec la conquête de la forteresse de Sébastopol, reconnue comme la plus puissante au monde, il allait recevoir son bâton de feld-maréchal, ce qui représentait, à ses yeux, le couronnement de sa carrière militaire. Dès lors, ce virtuose de la guerre de mouvement allait être également considéré par son Führer comme un maître dans l’art de faire le siège d’une ville ou d’une forteresse, voire même comme une sorte d’« arme secrète » pour les missions périlleuses.

La situation à la prise de commandement de la 11e armée par Manstein

Le 17 septembre, le général Manstein arrivait au quartier général de la 11e armée installé dans le port militaire de Nikolaïev, à l'embouchure du Boug, puis, à partir du 21 septembre, à Askanjïa Nova. Son prédécesseur, le colonel-général Eugen Ritter von Schobert, avait trouvé la mort, le 2 septembre, après que son avion eut atterri dans un champ de mines, au cours d'une de ses visites quotidiennes au front.

L'état-major de la 11e armée, dont le noyau d'officiers allait par la suite former successivement ceux des groupes d'armées Don et sud, se révélerait tout simplement excellent. Dans le premier tome de ses Mémoires, Manstein évoqua l'état-major qui devait rester avec lui pendant deux années et demie de guerre extrêmement dures. À ses yeux, celui-ci était composé presque entièrement d'officiers de très haute valeur. C'est pour cette raison qu'il se borna à citer le nom de ses plus proches conseillers. Parmi eux, il y avait son chef d'état-major, le colonel Otto Wöhler, « dont le calme imperturbable, rappelle-t-il, lui fut d'une aide inestimable aux époques de crise de la campagne de Crimée », et surtout son chef du bureau des opérations, le lieutenant-colonel Theodor Busse, qui, depuis ce poste, allait être nommé chef d'état-major général du groupe d'armées sud et rester auprès de lui jusqu'à la fin. « Durant toutes ces années difficiles, écrit Manstein au sujet de Busse, il fut mon conseiller le plus précieux, non seulement parce qu'il était un homme de jugement, mais aussi parce qu'il était un homme d'une activité inlassable qui ne perdait jamais, lui non plus, la maîtrise de ses nerfs dans les situations critiques. En outre, il devint mon plus fidèle ami. Après la guerre, il sacrifia plus d'une année [...] pour rester à mes côtés afin de contribuer à ma défense lors de mon procès[237]. »

Sous son commandement le général Manstein disposait de deux corps d'armée, d'un corps de montagne et d'une armée roumaine, prêtée par le maréchal Ion Antonescu, chef de l'État roumain. À l'aile sud, le 30e corps d'armée du général Hans von Salmuth regroupait les 22e et 72e divisions d'infanterie et la division motorisée SS *Leibstandarte Adolf Hitler*. Celle-ci était la seule unité mobile de la 11e armée. À l'aile nord, le 49e corps de montagne du général Ludwig Kübler était composé de la 170e division d'infanterie, ainsi que des 1re et 4e divisions de montagne. Ces deux corps

avaient poursuivi l'ennemi défait sur le Dniepr, et se rapprochaient de l'axe défini par Melitopol et le coude du Dniepr au sud de Zaporojie. Un autre corps d'armée, le 54e du général Christian Hansen, avançait avec les 46e et 73e divisions d'infanterie vers l'isthme de Perekop. La 50e division d'infanterie, en partie sous le commandement de la 4e armée roumaine, demeurait devant Odessa et nettoyait la côte de la mer Noire. La 3e armée roumaine, dont la valeur combative n'équivalait en rien à celle des armées allemandes, comprenait un corps de montagne (1re, 2e et 4e brigades) et un corps de cavalerie (5e, 6e et 8e brigades), et se trouvait toujours à l'ouest du Dniepr.

L'OKH avait assigné à la 11e armée une double mission qui devait la conduire dans deux directions opposées. Premièrement, avançant à l'aile droite du groupe d'armées sud, elle devait poursuivre les troupes ennemies en retraite vers l'est. Pour cela, il lui fallait longer la côte nord de la mer d'Azov et s'emparer de Rostov-sur-le-Don, point de passage vital près de l'embouchure du Don. Deuxièmement, elle devait prendre la Crimée et, en particulier, le port militaire de Sébastopol afin d'exercer une influence favorable sur l'attitude de la Turquie, d'éliminer les bases aériennes qui constituaient une menace pour les régions pétrolifères de la Roumanie, d'une importance vitale pour l'économie de guerre du Reich, et d'éliminer la menace qui existait sur le flanc droit de l'offensive allemande. Après la conquête de cette presqu'île, le corps de montagne franchirait le détroit de Kertch en direction du Caucase, manifestement pour poursuivre une offensive au-delà de Rostov-sur-le-Don.

Pourtant, la 11e armée était incapable de remplir cette double mission avec les seules forces dont elle disposait. Elle ne pouvait accomplir qu'une mission à la fois. Mais laquelle des deux devait-elle privilégier ? Pour Manstein, la priorité devait être accordée à la Crimée. L'adversaire étant maître de la mer Noire, la presqu'île constituait un danger pour le flanc sud de la 11e armée, sans parler de la menace aérienne sur les régions pétrolifères roumaines. Par conséquent, l'avance sur Rostov-sur-le-Don devait être tout simplement ajournée.

La Crimée était séparée du continent par la mer de Sivach. Il s'agissait de marais infranchissables par l'infanterie et qui, à cause de leur manque de profondeur, s'avéraient un obstacle aux canots d'assaut. En fait, deux routes de terre seulement conduisaient à la Crimée : à l'ouest, l'isthme de

Perekop ; à l'est, la Flèche d'Arabat. Mais celle-ci était trop étroite pour une quelconque offensive. Large de seulement 7 kilomètres, l'isthme de Perekop ne permettait de mener qu'une attaque frontale à travers un terrain absolument sans couvert. Il n'offrait aucune possibilité de manœuvre d'enveloppement. De plus, une défense y était solidement organisée sur toute sa largeur. Après l'avoir franchi, on en rencontrerait un autre, l'isthme d'Ichoun, dont les lacs salés réduisaient la largeur entre 3 et 4 kilomètres.

En prenant en considération la supériorité terrestre et aérienne de l'ennemi, rien ne garantissait que le 54e corps d'armée, après avoir pris éventuellement l'isthme de Perekop, demeurerait assez puissant pour enlever celui d'Ichoun. Deux divisions ne pouvaient certainement pas suffire pour capturer la Crimée, y compris la forteresse de Sébastopol. Pour y parvenir rapidement, il fallait prélever des unités engagées dans la poursuite de l'ennemi aux environs de la ligne Melitopol-coude du Dniepr et remettre à plus tard l'avance sur Rostov-sur-le-Don. Manstein mit donc à la disposition du 54e corps d'armée toute l'artillerie, le génie et la DCA de la 11e armée. Il fit également appel à la 50e division d'infanterie, encore loin sur l'arrière, pour le forcement de l'isthme d'Ichoun, et au 49e corps de montagne pour la conquête rapide de la presqu'île après le passage des isthmes. D'après les ordres de l'OKH, ce corps devait de toute façon franchir le détroit de Kertch afin d'avancer vers le Caucase. Il serait d'une très grande utilité pour l'occupation de la partie méridionale de la Crimée qui était montagneuse. En outre, la division motorisée SS *Leibstandarte Adolf Hitler* serait utilisée pour la capture de Sébastopol. Pour compenser l'affaiblissement du front est, la 3e armée roumaine et la 22e division d'infanterie étaient appelées à prendre la relève[238].

Le forcement de l'isthme de Perekop et la bataille de la mer d'Azov

Le 24 septembre, le 54e corps d'armée du général Hansen lança son attaque sur l'isthme de Perekop. L'adversaire y avait organisé ses défenses sur 15 kilomètres de profondeur et défendit avec acharnement chaque tranchée, chaque point d'appui. Le corps, repoussant de violentes contre-attaques, réussit néanmoins à prendre Perekop le 26 septembre. En dépit de la sévérité des combats et de la supériorité terrestre et aérienne de l'ennemi,

il parvint à percer entièrement la zone fortifiée au bout de trois autres journées. L'ennemi fut contraint de se replier sur l'isthme d'Ichoun, après avoir subi des pertes sévères et laissé entre les mains des Allemands 10 000 prisonniers, 112 chars d'assaut et 135 pièces d'artillerie[239].

Mais le corps ne put tirer profit de la situation en perçant définitivement jusqu'à la Crimée. Le rapport de forces favorable à l'ennemi et les pertes sévères qu'il avait lui-même subies l'empêchaient de toute évidence d'enlever l'isthme d'Ichoun immédiatement. L'intention de Manstein d'amener comme prévu des unités fraîches – le 49e corps de montagne et la division motorisée SS *Leibstandarte Adolf Hitler* – fut d'autre part déjouée par l'ennemi. Prévoyant la tentative de conquête rapide de la Crimée, il avait fait venir de nouvelles forces sur le front oriental de la 11e armée entre la mer d'Azov et le Dniepr.

Le 26 septembre, les Soviétiques avaient lancé une contre-attaque avec deux armées, la 9e et la 18e, comprenant 12 divisions. Si elle fut repoussée dans le secteur du 30e corps d'armée, il n'en fut pas de même dans celui de la 3e armée roumaine, où les forces russes ouvrirent une brèche de 15 kilomètres et menacèrent de refouler les envahisseurs jusqu'au Dniepr. Le commandant en chef de la 11e armée venait donc de perdre son pari : celui d'accepter le risque d'une contre-offensive soviétique sur le flanc est de ses troupes près de Melitopol, au nord de la mer d'Azov, afin de s'emparer rapidement de la Crimée par une concentration du plus grand nombre possible d'unités sur le front de Perekop.

Pour rétablir la situation, il n'avait pas le choix. Il devait ordonner au corps de montagne allemand de faire demi-tour, l'OKH lui ayant retiré sa seule unité rapide, la division motorisée SS *Leibstandarte Adolf Hitler*, pour l'employer en direction de Rostov-sur-le-Don. Contraint de la renvoyer sur le front est, il ne pouvait donc l'utiliser pour exploiter le succès de Perekop. Dans ce cas, autant tirer avantage de l'opportunité offerte par l'adversaire qui, en raison de sa contre-attaque, ne devait plus disposer de réserves opérationnelles pour se couvrir contre un franchissement du Dniepr à Zaporojie et à Dniepropetrovsk, d'où le 1er groupe de Panzer du colonel-général Kleist pouvait intervenir sur son flanc nord et la 11e armée sur son flanc sud. Le général Manstein proposa cette intervention conjointe au feld-maréchal Rundstedt, commandant en chef du groupe d'armées sud, et elle fut ordonnée le 1er octobre.

La pression du groupe blindé se fit sentir rapidement, puisque, dès le lendemain, les unités russes battaient en retraite vers l'est. Le 30e corps d'armée, le 49e corps de montagne et la 3e armée roumaine passèrent aussitôt à la poursuite de l'ennemi. Le 6 octobre, Melitopol fut prise et des éléments du 49e corps de montagne et du 1er groupe de Panzer firent leur jonction au sud de la ville d'Orechov. Au cours des quatre jours suivants, les 9e et 18e armées soviétiques furent encerclées puis détruites dans la zone Tokmak-Marioupol-Berdiansk par le 1er groupe de Panzer, la division motorisée SS *Leibstandarte Adolf Hitler*, et des éléments du 30e corps d'armée, du 49e corps de montagne et de la 3e armée roumaine.

À l'issue de la bataille de la mer d'Azov, qui prit fin le 10 octobre, la 11e armée avait capturé 27 000 prisonniers, 64 chars d'assaut et 130 pièces d'artillerie. Les captures conjointes de la 11e armée et du 1er groupe de Panzer étaient de 106 362 prisonniers, 212 chars et 672 canons[240]. Ce franc succès était redevable à Manstein qui avait su se montrer énergique et audacieux, en saisissant l'occasion de briser la contre-attaque de l'ennemi avec l'aide des Panzer de Kleist, et ce, malgré la situation critique dans laquelle se retrouvait sa propre armée.

Le forcement de l'isthme d'Ichoun et la poursuite de l'ennemi en Crimée

À la suite de la bataille de la mer d'Azov, l'OKH procéda à une réorganisation de l'aile sud du front oriental. Il avait manifestement reconnu qu'une seule armée ne pouvait conduire à la fois une opération vers Rostov-sur-le-Don et une autre en Crimée. La première fut donc confiée au 1er groupe blindé de Kleist auquel la 11e armée dut céder le 49e corps de montagne et la division motorisée SS *Leibstandarte Adolf Hitler*. En compensation, la 11e armée reçut de l'OKH le 42e corps d'armée du lieutenant-général Hans Graf von Sponeck, avec les 24e, 42e et 132e divisions d'infanterie. Outre ce corps d'armée, Manstein disposait également de deux autres : le 30e (22e, 72e et 170e divisions d'infanterie) et le 54e (46e, 73e et 50e divisions d'infanterie, un tiers de cette dernière demeurant devant Odessa). Quant à la 3e armée roumaine, qui repassait

sous les ordres du maréchal et chef de l'État roumain Antonescu, elle fut chargée d'assurer la protection du littoral de la mer Noire et de la mer d'Azov. À la demande de Manstein, Antonescu accepta toutefois de lui laisser le corps de montagne, avec une brigade de cavalerie et une autre de montagne pour garder la côte orientale de la Crimée.

Malgré ce renforcement de la 11e armée, l'ennemi qui lui faisait face possédait encore la supériorité numérique. Aux neuf divisions d'infanterie allemandes, les Russes opposaient bientôt huit divisions de tirailleurs et quatre divisions de cavalerie, après avoir évacué Odessa, le 16 octobre, et transporté leurs unités en Crimée. En plus de batteries côtières, les Russes disposaient de blindés, dont la 11e armée était totalement dépourvue. Cependant, l'artillerie allemande était supérieure à sa rivale[241].

Exempté de la responsabilité de protéger son flanc oriental au nord de la mer d'Azov, depuis que l'avance vers Rostov-sur-le-Don avait été confiée au 1er groupe de Panzer de Kleist, la 11e armée de Manstein pouvait maintenant concentrer l'essentiel de ses forces pour la conquête de la Crimée. L'isthme de Perekop déjà franchi, l'étape suivante était de percer celui d'Ichoun. La nature du terrain ne permettait toutefois pas de tenter une manœuvre d'enveloppement ni d'attaquer l'ennemi de flanc. L'attaque ne pouvait qu'être frontale et s'effectuer le long de trois bandes de terre étroites, découpées par des lacs, avec le golfe de Karkinit à l'ouest et la mer de Sivach à l'est. La largeur de ces bandes ne permettait d'engager au début que les trois divisions du 54e corps d'armée ; celles du 30e ne pourraient donc intervenir que lorsque les Allemands auraient gagné suffisamment d'espace vers le sud.

La steppe ne procurant pas aux assaillants le moindre couvert, l'avance du 54e corps fut pénible et ses pertes considérables, d'autant qu'il ne disposait d'aucune force blindée pour percer rapidement les puissantes défenses ennemies. Pour ajouter aux difficultés de son attaque, l'espace aérien était largement dominé par l'aviation soviétique. Devant la lenteur de la progression de ses troupes, visiblement épuisées par la sévérité des combats et l'importance des pertes, Manstein demanda au commandement du groupe d'armées sud un corps blindé – avec au moins deux divisions blindées et une division motorisée – pour forcer les défenses ennemies, et des renforts aériens pour pouvoir contester la supériorité aérienne soviétique et réduire au silence les batteries d'artillerie adverses installées

derrière de solides positions fortifiées. Mais, n'ayant aucune formation blindée en réserve, le groupe d'armées sud ne put lui envoyer que des renforts aériens. Cela se révéla néanmoins suffisant. Le succès put être obtenu avec l'intervention massive d'unités du 4e corps aérien du colonel Werner Mölders, qui avaient été prélevées à d'autres secteurs du front du groupe d'armées sud. Le 28 octobre, au dixième jour de l'attaque, la résistance soviétique s'écroulait finalement.

À l'issue de cette bataille, les Allemands avaient capturé 15 700 prisonniers, 30 chars d'assaut et 109 pièces d'artillerie. Les pertes de la 11e armée étaient faibles : 1 195 tués, 5 588 blessés et 249 disparus. Depuis l'attaque du 24 septembre contre l'isthme de Perekop, les troupes de Manstein avaient déjà capturé 53 175 prisonniers[242].

La 11e armée se lança ensuite à la poursuite de l'ennemi en Crimée. Le 26 novembre, toute la presqu'île de la Crimée, à l'exception de la forteresse de Sébastopol, se retrouvait entre les mains des hommes de Manstein. Il n'avait pu être question d'enlever la forteresse par surprise, car, pour cela, il aurait fallu une division blindée ou motorisée. « En nous l'accordant, précisa Manstein après la guerre, on aurait épargné beaucoup de sang, de durs combats d'hiver et l'assaut ultérieur de la forteresse, et on aurait disposé très tôt d'une armée supplémentaire pour les autres opérations sur le front Est. » Tous ses efforts pour obtenir, en remplacement de la division motorisée SS *Leibstandarte Adolf Hitler*, la 60e division d'infanterie motorisée, alors incorporée à la 1re armée, furent vains, Hitler tenant à s'emparer le plus tôt possible de Rostov-sur-le-Don.

Peu importe, la 11e armée avait presque anéanti l'ennemi en rase campagne. Elle avait défait deux armées comptant au total 12 divisions de tirailleurs et 4 de cavalerie. Sur un effectif d'environ 200 000 hommes, l'ennemi avait subi des pertes considérables : 25 000 tués, 100 000 prisonniers, 160 chars et 700 canons. Seuls des débris, sans armes lourdes, avaient pu franchir le détroit de Kertch ou rallier la forteresse de Sébastopol. Par des apports maritimes de personnel et de matériel, ces armées purent toutefois être remises rapidement en état de combattre[243].

Cependant, la 11e armée ne put exploiter la poursuite pour s'emparer par un coup de main du dernier bastion ennemi en Crimée. Pour conclure l'assaut de la forteresse de Sébastopol, elle devait agir rapidement afin de priver l'adversaire du temps nécessaire pour s'organiser et monter une

intervention par mer. Il lui fallait également concentrer le plus de forces possible, quitte à permettre aux Russes de débarquer en n'importe quel point favorable de la côte insuffisamment défendue. Selon Manstein, il valait mieux accepter de très gros risques en dégarnissant le reste de la Crimée, et en particulier la presqu'île de Kertch, que de compromettre le succès de l'attaque en l'exécutant avec des forces trop inférieures.

En considération du temps requis pour le déploiement des troupes et de leur ravitaillement en munitions, la date du déclenchement des opérations fut arrêtée au 27 novembre. Mais l'hiver russe, qui freinait les éléments les plus avancés du groupe d'armées centre devant Moscou, se faisait également sentir en Crimée. Des pluies incessantes s'y abattaient, transformant en bourbiers infranchissables la plupart des routes et paralysant les convois de ravitaillement. Les préparatifs de l'attaque traînèrent en longueur à tel point qu'elle ne put commencer que le 17 décembre. L'ennemi profita évidemment de ce délai de trois semaines pour renforcer ses défenses et préparer une intervention par mer.

À la fin de décembre, alors que les unités de la 11e armée étaient engagées dans de durs combats contre Sébastopol, à l'exception d'une division allemande et de deux brigades roumaines, les Soviétiques débarquèrent des troupes à Kertch, puis à Feodossia. La nécessité d'envoyer au plus vite des renforts aux points menacés devint alors des plus urgentes[244].

L'échec de l'opération « Barbarossa » : le commandement de l'armée de terre à Manstein ?

Dans la tourmente de la crise de l'hiver 1941-1942, marquée par l'échec de l'opération « Barbarossa », plusieurs officiers de haut rang furent relevés de leur commandement, en particulier le feld-maréchal Brauchitsch, le commandant en chef de l'OKH. Une chance pour le général Manstein de lui succéder se présentait, d'autant que certains généraux souhaitaient qu'il en soit ainsi. Mais encore fallait-il que le Führer veuille de lui pour occuper ce poste.

L'échec de l'opération « Barbarossa » fut consacré le 5 décembre. Alors que les Allemands croyaient que la résistance soviétique avait atteint son

paroxysme, le général Georgi Joukov lança une puissante contre-attaque sur le front central, de part et d'autre de Moscou, et infligea à la Wehrmacht sa première grande défaite. Le mythe de l'invincibilité de l'armée allemande était ainsi renversé. Pour la première fois depuis le 1er septembre 1939, la Wehrmacht se trouvait acculée à la défensive, l'initiative étant passée, pour un temps, dans le camp ennemi. Pris de panique, plusieurs généraux allemands ordonnèrent des replis qui s'effectuèrent dans les pires conditions, avec l'abandon de la quasi-totalité du matériel lourd, chars, camions et artillerie, en panne d'essence ou en réparation. Le moral des troupes allemandes s'effondra. Le spectre de la débandade de la Grande Armée de Napoléon, en 1812, se profila alors devant les dirigeants militaires allemands. Devant cette menace de décomposition, Hitler lança à ses troupes, le 16 décembre, son fameux *Haltbefehl*, c'est-à-dire l'« ordre de tenir sur place ». Bien que certains généraux l'eussent contesté, l'entêtement incroyable du Führer à exiger que ses troupes tinssent bon, au mépris du danger et des pertes, sauva sans doute l'armée allemande d'une véritable débâcle, en lui évitant de subir le sort de l'armée napoléonienne[245].

Au sortir de la crise de l'hiver, pas moins de 35 généraux furent limogés pour des replis parfois même minimes. Dès le 30 novembre, le feld-maréchal Rundstedt fut relevé du commandement du groupe d'armées sud après l'abandon de Rostov-sur-le-Don, malgré l'ordre formel du Führer de ne pas évacuer la ville. Il fut remplacé par le feld-maréchal Reichenau, jusque-là à la tête de la 6e armée. Le 18 décembre, le feld-maréchal Bock dut laisser la direction du groupe d'armées centre au feld-maréchal Kluge, commandant de la 4e armée. Le 15 janvier, le feld-maréchal Leeb ne put éviter à son tour la série de purges qui frappaient le haut commandement. C'est le colonel-général Küchler, commandant de la 16e armée, qui lui succéda à la tête du groupe d'armées nord. Pour avoir ordonné tour à tour un repli de leur groupe de Panzer devant Moscou sans l'autorisation préalable du Führer, les colonels-généraux Guderian et Hoepner furent congédiés respectivement le 26 décembre et le 8 janvier.

Le limogeage le plus important intervint toutefois le 19 décembre. Ce jour-là, Hitler accepta la démission du feld-maréchal Brauchitsch, au bord de l'effondrement psychologique et mal remis d'une crise cardiaque subie en novembre, et assuma lui-même le commandement de l'armée de terre. Il

conserva néanmoins Halder comme chef d'état-major général de l'OKH. Ce dernier, qui aurait eu le plus à perdre de ce changement, semble apparemment s'en être félicité. Loin de s'insurger contre ce qui apparaissait être le coup final à l'indépendance de l'armée envers le pouvoir politique, il s'accommodait, au contraire, plutôt fort bien de cette nouvelle situation. Il s'était un temps enthousiasmé, pensant qu'il serait ainsi directement en contact avec Hitler pour prendre les décisions, ce qui lui permettrait d'exercer son influence sur ce dernier. Il croyait ainsi pouvoir mieux travailler avec Hitler que Brauchitsch.

Brauchitsch ayant été de plus en plus mis sur la touche au fur et à mesure que la crise s'aggravait, le changement fut en un sens moins fondamental qu'il n'y semblait. Aux yeux de ceux qui voyaient avec quel dédain Hitler le traitait depuis quelques semaines, son limogeage ne fut guère surprenant. Le rendant largement responsable de la crise de l'hiver, Hitler ne témoignait que du mépris à l'égard de son ancien commandant en chef de l'armée de terre, qu'il traitait de poltron et d'incapable. Quant à ce dernier, il avait hâte de démissionner et il essaya de le faire sitôt après la contre-offensive soviétique, dans la première semaine de décembre, pensant au feld-maréchal Kluge ou au général Manstein pour lui succéder.

À l'époque, Hitler confia hypocritement à son entourage qu'il n'avait pas la moindre idée de qui pourrait remplacer Brauchitsch. Pourtant, les noms de Manstein et de Kesselring étaient évoqués depuis un certain temps. Mais le Führer n'aimait pas le caractère indépendant de Manstein, si brillant commandant fût-il. Quant au feld-maréchal Kesselring, connu pour être un organisateur rude et capable, doublé d'un éternel optimiste, il venait à peine – soit le 2 décembre 1941 – d'être nommé commandant en chef du théâtre méditerranéen. Dans la nuit du 16 au 17 décembre, à l'instigation du colonel Schmundt, son principal aide de camp, Hitler prit finalement la décision d'assumer lui-même le commandement suprême de l'armée de terre.

Au faîte de la crise qui aboutit à l'« ordre de tenir bon », Hitler s'était alors convaincu que prendre en charge l'armée de terre n'était qu'une « petite affaire de commandement tactique [...] à la portée du premier venu ». En outre, il avait le sentiment d'avoir été lâché par ses chefs militaires, alors que ceux-ci l'avaient pressé, à l'été 1940, d'entreprendre la conquête de l'URSS, en l'assurant qu'elle serait vaincue en moins de trois mois. Il avait également le sentiment que ses commandants s'étaient

montrés pusillanimes, qu'ils n'avaient pas été assez coriaces durant la crise de l'hiver et que seule la force de sa volonté et sa détermination avaient évité la débâcle pour son armée.

Un peu plus tôt dans la journée du 16 décembre, le général Jodl avait discuté de la situation critique sur le front de l'Est avec son vieil ami le lieutenant-colonel Loßberg. Pour ce dernier, la direction stratégique de la guerre devait être remise à un « soldat éminent » qui saurait se faire entendre auprès du Führer. Il suggéra alors à son interlocuteur le nom de Manstein. Mais Jodl resta évasif. S'il acquiesçait à l'idée qu'un général devait prendre le commandement et que Manstein était probablement le meilleur candidat, il maintenait cependant que jamais Hitler n'approuverait une telle nomination[246].

Nombreux étaient les généraux de l'armée allemande, notamment parmi les plus jeunes, qui espéraient justement voir Manstein succéder à Brauchitsch en tant que commandant en chef de l'OKH. Ils le considéraient tout simplement comme le meilleur stratège de la Wehrmacht. Mais Hitler voulait assumer lui-même ce poste. En revanche, il songea pendant un certain temps à le nommer chef d'état-major général de l'OKH. Mais il se ravisa au dernier moment, craignant que son caractère fût encore moins conciliant que celui de Halder. À ses proches, il justifia d'ailleurs sa décision de ne pas confier à Manstein le poste de chef d'état-major général de l'armée de terre en déclarant que celui-ci avait certes « un cerveau de génie, mais un caractère trop indépendant[247] ». S'il lui reconnaissait un immense talent pour les questions opérationnelles, il ne lui faisait manifestement guère confiance.

Hitler occupait désormais les fonctions de chef d'État, de commandant suprême de la Wehrmacht et de commandant en chef de l'armée de terre. Dans cette dernière fonction, il va sans dire qu'il entendait jouer un rôle primordial dans la conduite des opérations. Loin de devenir un état-major général des questions opérationnelles indépendant de la sphère politique, du moins tel que l'avaient envisagé Fritsch, Beck et Manstein, l'OKH se trouvait désormais directement subordonné à Hitler et restreint au théâtre des seules opérations du front de l'Est, l'OKW se voyant attribuer la gestion des autres fronts. Le chef d'état-major général de l'OKH ne possédait pas la moindre influence sur la répartition des forces entre les divers théâtres d'opérations ni même, le plus souvent, une connaissance suffisante des effectifs et du matériel qui s'y trouvaient. Une opposition entre l'OKW et

l'OKH était inévitable dans ces conditions. Mais elle correspondait aux principes de Hitler, car elle lui donnait le dernier mot sur toutes les questions. Au lieu de réunifier les deux structures de commandement – l'OKH et l'OKW – pour en simplifier le fonctionnement, Hitler agissait donc dans la direction opposée.

Les débarquements soviétiques à Kertch puis à Feodossia, et l'affaire Sponeck

Mis à part son rôle dans les crimes de guerre de la 11e armée en Crimée, peu de choses ont suscité autant de controverses dans la carrière militaire de Manstein que l'affaire Sponeck, du nom du lieutenant-général qui commandait la 46e division d'infanterie dans la presqu'île de Kertch lors des débarquements soviétiques dans cette région et à Feodossia. Pour avoir évacué la presqu'île de Kertch afin de parer au danger qui menaçait son unité depuis les débarquements soviétiques en ces deux endroits, et ce, en dépit d'ordres formels du général Manstein le lui interdisant, Sponeck fut relevé de ses fonctions par celui-ci. Traduit ensuite en cour martiale pour désobéissance, sur les instances du feld-maréchal Reichenau et du Führer, il fut condamné à mort par le feld-maréchal du Reich Göring, en sa qualité de président de la cour – sentence commuée toutefois par Hitler en une peine d'emprisonnement de sept ans –, puis exécuté, en juillet 1944, par les hommes du *Reichsführer-SS* Himmler, à la suite du complot contre Hitler, auquel il n'avait pourtant aucunement participé. Le destin tragique de Sponeck, consécutif à sa destitution par Manstein, est parfois imputé, du moins en partie, à ce dernier.

Le 26 décembre, deux divisions soviétiques traversèrent le détroit et débarquèrent de part et d'autre de la ville de Kertch. Le commandant du 42e corps d'armée, le lieutenant-général Sponeck, ne disposait que de la 46e division d'infanterie. Il demanda donc à son supérieur l'autorisation d'évacuer la presqu'île de Kertch avec l'intention de la bloquer depuis l'isthme de Parpatch. Mais le général Manstein refusa catégoriquement. Si l'ennemi parvenait à prendre solidement pied à Kertch, lui expliqua-t-il, il en résulterait un second front et une situation extrêmement menaçante pour la 11e armée, qui se trouverait alors prise entre les forces de Sébastopol et celles de Kertch. Il lui ordonna donc de rejeter l'ennemi à la mer avant qu'il

n’eût pu établir de solides têtes de pont. Afin de lui permettre d’employer toutes les forces de la 46e division d’infanterie, il mit en route vers Feodossia la 4e brigade de montagne roumaine, stationnée autour de Simféropol, et la 8e brigade de cavalerie roumaine, qui assurait la défense de la côte est, pour empêcher un nouveau débarquement en ce point critique. De même, le dernier régiment de la 73e division d’infanterie, alors en marche vers Rostov-sur-le-Don sur l’ordre du groupe d’armée sud, fut ramené de Genitchek sur Feodossia. Au 28 décembre, la 46e division d’infanterie avait effectivement réussi à réduire les débarquements du nord et du sud de Kertch à une petite tête de pont sur la côte septentrionale. Cependant, Sponeck demanda de nouveau à évacuer la presqu’île. Mais Manstein le lui interdit formellement.

Le 29 décembre, six divisions soviétiques débarquèrent à Feodossia. Les forces stationnées dans le port, limitées à un bataillon de génie et à quelques batteries côtières, ne purent s’y opposer (les deux brigades roumaines n’arrivèrent que le lendemain). Un message radio envoyé par le 42e corps d’armée informa l’état-major de Manstein que Sponeck avait ordonné l’évacuation immédiate de la presqu’île de Kertch par crainte d’un encerclement de ses troupes. Manstein s’empressa d’envoyer aussitôt un contre-ordre, mais il ne fut pas reçu par le corps d’armée qui, avant de battre en retraite, avait démantelé la station de radio de son poste de commandement. Pour le commandant en chef de la 11e armée, une retraite précipitée n’améliorerait en rien la situation, car l’ennemi, débarqué à Kertch, poursuivrait sans délai le 42e corps d’armée qui, en arrivant à l’isthme de Parpatch, se trouverait pris entre deux feux, puisque confronté également aux troupes ayant débarqué à Feodossia.

Pour rétablir la situation, il ordonna aux deux brigades roumaines, arrivées à Feodossia, et au régiment allemand, qui était en cours de route vers cette ville, de rejeter à la mer l’ennemi qui venait d’y débarquer. Si l’on ne pouvait se faire d’illusion sur la puissance offensive des unités roumaines, les Soviétiques n’avaient pu encore déployer à terre que de faibles effectifs. Une réaction immédiate et énergique avait encore des chances de succès ou elle pouvait, à tout le moins, contenir l’ennemi dans une étroite tête de pont jusqu’à l’arrivée des forces allemandes. Non seulement les Roumains ne percèrent pas le front, mais ils furent refoulés jusqu’à Staryi Krym. Pendant ce temps, la 46e division d’infanterie atteignit

le détroit de Parpatch à marches forcées, non sans avoir abandonné derrière elle la plus grande partie de son artillerie. Elle se trouvait par surcroît complètement épuisée par cet effort. La situation était d'autant plus critique qu'au soir du 31 décembre les Soviétiques avaient déjà débarqué dans la péninsule de Kertch et à Feodossia 40 519 hommes, 43 chars d'assaut et 236 canons.

Heureusement pour les Allemands, les Russes ne surent pas profiter de la chance en or qui leur était offerte. S'ils avaient exploité la situation en poursuivant la 46e division d'infanterie et les deux brigades roumaines, la situation de la 11e armée en Crimée aurait pu devenir extrêmement précaire. En poussant résolument sur Djankoï, ils auraient pu intercepter complètement le ravitaillement de la 11e armée, en coupant la voie de chemin de fer Djankoï-Simféropol. Les forces allemandes prélevées devant Sébastopol, les 170e et 132e divisions d'infanterie, ne pouvaient intervenir avant deux semaines à l'ouest ou au sud-ouest de Feodossia. Au lieu de cela, les formations soviétiques se contentèrent d'avancer à l'ouest et au nord-ouest de Staryi Krym et de se mettre alors sur la défensive pour consolider leur tête de pont. Manifestement, elles ne cherchaient qu'un succès tactique dans la presqu'île, négligeant le but stratégique qu'aurait constitué l'interruption des communications de la 11e armée[248].

Malgré cela, le lieutenant-général Sponeck fut démis de ses fonctions par le général Manstein. Pour ce dernier, l'évacuation de la péninsule de Kertch et la manière dont elle avait été conduite démontraient clairement que Sponeck n'était pas l'homme de la situation pour pallier la crise à laquelle faisait face son corps d'armée. Il le remplaça alors par le lieutenant-général Franz Mattenklott, qui venait à peine d'être nommé à la tête du 30e corps d'armée.

Après la guerre, Manstein soutint avoir relevé Sponeck de son commandement parce qu'il ne le considérait pas en mesure de remédier à une situation aussi critique que celle qui existait à ce moment-là dans la péninsule de Kertch. Ainsi, en apparence, ce ne serait pas pour avoir désobéi à l'ordre formel de son commandant en chef lui interdisant tout repli que Sponeck aurait été révoqué. À la suite du débarquement soviétique à Kertch, le 26 décembre, Manstein lui avait interdit, à deux reprises, d'évacuer la péninsule de Kertch, malgré la situation critique dans laquelle son corps d'armée se retrouvait. Cependant, après le débarquement

soviétique à Feodossia, le 29 décembre, Sponeck avait jugé que la situation n'était plus tenable et qu'elle exigeait une réaction rapide. Sans obtenir l'autorisation préalable de Manstein, il avait ordonné un repli jusqu'à l'isthme de Parpatch, croyant que cette solution était la seule pouvant sauver la 46e division d'infanterie. On se trouve ici en présence d'un conflit classique entre le devoir d'obéissance d'un officier et celui de sa conscience ou de son interprétation personnelle de l'évolution de la situation sur le champ de bataille. Mais en relevant Sponeck de son commandement, Manstein donna clairement la préférence à l'obéissance.

Selon Manstein, Sponeck connaissait les risques qu'il courait en agissant de la sorte. En annonçant au quartier général de la 11e armée que l'évacuation avait déjà été ordonnée, le 42e corps d'armée plaçait alors cette dernière devant un fait accompli, d'autant plus qu'il empêchait la possibilité de recevoir un contre-ordre en démantelant la station de radio. En outre, la retraite fut tellement précipitée qu'elle sema la panique dans les rangs de la 46e division d'infanterie, qui abandonna ainsi la plus grande partie de l'artillerie lourde derrière elle. Au moment où la division allemande atteignit les environs de Feodossia, le 31 décembre, ses troupes, au bord de l'épuisement, n'étaient déjà plus en état de lancer une attaque contre la tête de pont soviétique. Si l'ennemi débarqué à Feodossia s'était lancé sans retard à sa poursuite, souligna Manstein, il n'aurait eu aucun mal à briser sa résistance et, par le fait même, à couper la ligne de ravitaillement Djankoï-Simféropol, l'artère vitale de toute la 11e armée en Crimée[249].

L'ordre donné par Sponeck à son corps d'armée d'évacuer la péninsule de Kertch, le 29 décembre 1941, créa pour la 11e armée une situation de crise qui demeure encore aujourd'hui un sujet de controverse. Bien qu'elle eût influencé dramatiquement la suite de sa carrière, la destitution de Sponeck ne doit être analysée à priori que dans ces circonstances. Ce qui lui arriva par la suite relève de circonstances tragiques, imprévisibles à l'hiver 1941-1942.

Après avoir été relevé du commandement du 42e corps d'armée, Sponeck fut temporairement nommé à la tête du 30e corps d'armée pour remplacer Mattenklott. Mais il n'eut jamais le temps d'assumer cette nouvelle fonction, car il fut aussitôt remplacé par le lieutenant-général Maximilian Fretter-Pico. Se considérant victime d'un préjudice, il réclama alors l'ouverture d'une enquête afin de pouvoir faire valoir son point de vue

sur les raisons qui l'avaient mené à évacuer la péninsule de Kertch. Accaparé de toutes parts par la crise à laquelle était confrontée la 11e armée à ce moment-là, Manstein jugea qu'il lui était impossible de conduire une investigation sur cette affaire.

Le 4 janvier, le feld-maréchal Reichenau, commandant en chef du groupe d'armées sud, fit part à Hitler de son indignation à propos de la retraite de la 46e division d'infanterie. Selon lui, le lieutenant-général Sponeck devait être blâmé, car il n'y avait aucun doute que son insubordination constituait « un préjudice considérable et un danger pour la sécurité de l'Allemagne ». Considérant cette retraite comme une violation directe de son « ordre de tenir sur place » du 16 décembre, Hitler exigea aussitôt la tenue d'une cour martiale, à ses quartiers généraux en Prusse-Orientale, afin de juger Sponeck pour désobéissance aux ordres.

Le procès eut lieu dès le début de février. Étant donné que Manstein ne put s'absenter du front pour comparaître à la cour, on utilisa son rapport initial au groupe d'armées sud sur la situation dans la péninsule de Kertch à titre de témoignage contre l'ancien commandant du 42e corps d'armée. Présidée par le feld-maréchal du Reich Göring, la cour rendit un verdict le 16 février. Reconnu coupable d'indiscipline militaire, Sponeck fut condamné à mort, une sentence qui choqua non seulement le général Manstein, mais également le feld-maréchal Bock, devenu commandant en chef du groupe d'armées sud depuis le 19 janvier 1942, à la suite du décès du feld-maréchal Reichenau, victime deux jours auparavant d'un infarctus. En fait, il semble que la grande majorité du corps des officiers ait été scandalisée par l'issue de cette affaire[250].

Dans ses Mémoires, Manstein affirme que la sévérité du verdict ne pouvait s'expliquer que par la présence de Göring à titre de président de la cour martiale. Il n'avait probablement pas tort, parce que Göring et Sponeck éprouvaient une haine mortelle l'un envers l'autre depuis que ce dernier avait accepté de comparaître volontairement à titre de témoin à décharge lors du procès de l'ancien commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Fritsch, tenu en 1938 et présidé justement par le dauphin de Hitler. La déposition de Sponeck devant le tribunal visant à préserver l'honneur de Fritsch avait alors été interrompue par Göring[251].

L'insubordination de Sponeck ne justifiait évidemment pas une condamnation aussi sévère, notamment en considération de son

commandement exemplaire de la 22e division d'infanterie à Rotterdam, pendant la campagne de France, et dans la tête de pont de Berislav sur le Dniepr, durant les premiers mois de l'opération « Barbarossa ». D'ailleurs, certains dirigeants militaires avaient cautionné l'initiative de Sponeck d'évacuer la péninsule de Kertch. Le 30 décembre 1941, dans un message à l'intention du groupe d'armées sud, le colonel-général Halder, chef d'état-major général de l'OKH, mentionnait que la situation critique engendrée par le débarquement soviétique à Feodossia ne pourrait pas être rétablie par la seule 46e division d'infanterie, à moins qu'on ne lui envoyât des renforts immédiats. Selon lui, la décision du lieutenant-général Sponeck d'évacuer la péninsule de Kertch se trouvait donc largement justifiée. Le lendemain, le général Sodenstern, chef d'état-major du groupe d'armées sud, exprimait l'opinion selon laquelle la retraite du commandant du 42e corps d'armée pouvait se justifier en raison du nombre important de formations soviétiques débarquées à Feodossia et de la difficulté de rétablir la situation en cas de perte de la 46e division d'infanterie. Tout compte fait, à l'instar de Guderian et de Hoepner devant Moscou, Sponeck avait ordonné le repli de ses troupes après avoir considéré que la situation militaire du moment ne lui laissait guère le choix.

À la réflexion, Manstein lui-même finit par se convaincre que Sponeck n'avait peut-être pas eu tort. Le 10 février 1942, dans un second rapport sur l'évacuation de la péninsule de Kertch destiné au groupe d'armées sud et transmis ensuite à l'OKH par Bock, le commandant en chef de la 11e armée soutenait que la retraite de la 46e division d'infanterie était justifiée pour trois raisons. Premièrement, l'effondrement des forces roumaines permettait aux troupes de l'Armée rouge débarquées à Feodossia de progresser vers le nord, d'autant que le mauvais temps empêchait les renforts de se porter à leur rencontre avant une semaine. Par conséquent, il aurait été impossible pour la 46e division de tenir le front de Parpatch et d'éviter l'encerclement. Deuxièmement, les troupes de Sponeck, qui se trouvaient dans une situation critique au point de vue de l'approvisionnement, n'auraient pu tenir bon jusqu'à l'arrivée des renforts. Troisièmement, la Luftwaffe n'aurait pas pu refouler les formations soviétiques ou ravitailler la 46e division en raison du mauvais temps. Dans ces circonstances, concluait Manstein, la décision de Sponeck d'évacuer la péninsule de Kertch était la bonne. Mais cette intervention de Manstein en faveur de Sponeck se heurta au refus de Keitel.

Cela dit, la condamnation à mort de Sponeck ne fut pas exécutée. Hitler commua la sentence en une simple peine d'emprisonnement de sept ans. En dépit des efforts répétés de Bock et de Manstein, Sponeck ne fut toutefois pas réhabilité. En fait, il allait connaître une fin tragique à la suite de l'attentat contre le Führer du 20 juillet 1944, étant exécuté par la SS sur l'ordre de Himmler. Pourtant, il n'avait participé aucunement de près ou de loin au complot dirigé contre Hitler. Il appert plutôt que le chef de la SS aurait agi à l'instigation de Göring. Non seulement Sponeck fut exécuté sur l'ordre de Himmler, en date du 22 juillet 1944, mais sa fortune fut confisquée et sa veuve envoyée dans un camp de concentration[252].

À la fin de la guerre, certains blâmèrent Manstein pour sa responsabilité, du moins en partie, dans la mort de Sponeck, notamment pour l'avoir relevé de son commandement. Cependant, il n'était pas dit que, dans de telles circonstances, un autre commandant aurait agi de manière différente, comme en témoignaient les commentaires tenus par Reichenau à Hitler à ce sujet début janvier. D'ailleurs, si Sponeck n'avait pas réclamé une enquête sur la décision de Manstein, il aurait peut-être connu un destin différent. Son exécution relevait de la responsabilité de Göring qui avait saisi l'occasion offerte par l'épuration du corps des officiers, ordonnée à Himmler par Hitler pour se venger du complot dont il avait été victime en juillet 1944, afin de régler ses comptes avec un vieil ennemi.

La destitution de Sponeck étant survenue peu de temps après le limogeage de Brauchitsch et l'« ordre de tenir sur place » de Hitler, il est tentant de la considérer, dans une certaine mesure, comme une tentative de Manstein d'entrer dans les bonnes grâces du Führer. Dans un contexte plus général, l'affaire Sponeck constituait avant tout une punition exemplaire qui avait pour objectif de discipliner le corps des officiers, ainsi que tous les membres de la Wehrmacht. Le régime nazi voulait impressionner les soldats en visant non seulement un général, mais aussi sa famille. Ce type de mesure, arbitraire et cruelle, fit son effet et ne fut pas oublié durant le reste de la guerre.

La contre-attaque devant Feodossia

Avec ses seules forces, la 11e armée ne pouvait guère espérer mener à bonne fin l'assaut de la forteresse de Sébastopol, tout en essayant simultanément de repousser à la mer les forces ennemies débarquées à

Kertch et à Feodossia. L'attaque de Sébastopol devait donc être arrêtée temporairement. Le 30 décembre 1941, Manstein donna ainsi l'ordre de suspendre l'offensive contre la forteresse, convaincu qu'il n'y avait plus aucun espoir de succès dans ces circonstances. Ne pouvant compter sur des renforts significatifs de la part du groupe d'armées sud, il fut contraint de prélever le 30e corps d'armée sur les forces qui assiégeaient la forteresse afin de l'envoyer dans le secteur du 42e corps d'armée. Il était bien conscient que le lieutenant-général Mattenklott, le remplaçant de Sponeck, ne pouvait d'aucune manière nettoyer la partie orientale de la presqu'île de Crimée avec sa seule 46e division d'infanterie, qui était non seulement épuisée, mais également dépourvue de ses armes lourdes qu'elle avait laissées à Kertch au moment de sa retraite.

La 11e armée n'eut même pas le temps de lancer sa contre-offensive envisagée à Kertch et à Feodossia avant que l'ennemi ne frappât un nouveau coup. Le 5 janvier, un autre débarquement, appuyé par des unités navales, eut lieu dans le port d'Eupatoria, à environ 75 kilomètres au nord de Sébastopol. Le général Manstein dut se résoudre à détourner sur Eupatoria le 105e régiment d'infanterie, unité prélevée dans le secteur du groupe d'armées sud et qui était déjà en route pour Feodossia. Avec le détachement de reconnaissance de la 22e division d'infanterie, quelques batteries d'artillerie et le 70e bataillon du génie, qui y étaient déjà dirigés, le 105e régiment d'infanterie réussit à reprendre Eupatoria le 7 janvier.

Pendant ce temps, le front de Feodossia s'était maintenu. Les Soviétiques y avaient débarqué d'autres troupes et en amenaient encore de Kertch. Les deux divisions allemandes venant de Sébastopol ne purent intervenir avant une semaine. Pour mener la contre-attaque envisagée sur cette ville, Manstein désigna le 30e corps d'armée, dont il pouvait pourtant difficilement se passer devant la forteresse. Des attaques incessantes rendirent la situation très tendue sur le front d'investissement de Sébastopol, alors tenu par seulement quatre divisions allemandes et une brigade roumaine de montagne.

Le 15 janvier 1942, les 30e et 42e corps d'armée purent enfin passer à la contre-attaque devant Feodossia. En dépit du rapport de forces de trois contre un en faveur de l'ennemi (3,5 divisions allemandes et une brigade roumaine de montagne contre désormais 8 divisions et 2 brigades soviétiques), la ville fut reprise dès le 17 janvier. Mais en raison de la

faiblesse des forces dont il disposait, le commandant en chef de la 11e armée ne put exploiter immédiatement le succès de Feodossia pour expulser complètement l'ennemi de la péninsule de Kertch. Il dut se contenter de le rejeter jusqu'à l'isthme de Parpatch. Les Soviétiques perdirent au cours de la bataille 6 700 tués, 10 655 prisonniers, 177 canons et 85 chars[253]. En reconnaissance des succès obtenus par Manstein, Hitler le promut au rang de colonel-général le 1er février 1942.

La reconquête de la péninsule de Kertch

Au printemps 1942, l'OKH travailla d'arrache-pied aux préparatifs de la grande offensive d'été qu'il projetait dans la partie sud du front oriental. D'après ses instructions, le « plan bleu » (*Fall Blau*) devait être déclenché après l'expulsion définitive des forces russes de la Crimée, y compris de Sébastopol. À cet effet, Hitler convoqua Manstein à son quartier général de Rastenburg en Prusse-Orientale, le 16 avril, pour lui exposer ses intentions quant à la mission qui l'attendait. C'était la première fois que Manstein le rencontrait depuis février 1940, lorsqu'il lui avait présenté ses idées concernant l'offensive à l'Ouest. Selon le colonel-général, la 11e armée devait d'abord reconquérir la péninsule de Kertch et détruire les forces ennemies qui y étaient stationnées avant de tenter une nouvelle fois la prise de Sébastopol. Si elle voulait pouvoir concentrer toutes ses forces pour la conquête de la forteresse, il lui fallait d'abord assurer la sécurité de ses arrières. Non seulement on ne pouvait prévoir le délai nécessaire à la prise de Sébastopol, mais la presqu'île de Kertch était l'endroit où l'adversaire pouvait amener des forces le plus rapidement, ce qui en faisait le point le plus dangereux pour la 11e armée.

Dans ses Mémoires, Manstein décrit ainsi cet entretien avec le Führer : « C'était la première fois que je le rencontrais, en tant que commandant d'armée, depuis le mois de février 1940 où je lui avais présenté mes idées de l'offensive à l'Ouest. J'eus de nouveau l'impression qu'il était non seulement parfaitement renseigné sur tous les détails des combats antérieurs, mais qu'il montrait beaucoup de compréhension pour les projets qu'on lui exposait. Il m'écouta attentivement et approuva mes intentions pour les deux opérations. À aucun moment, il n'essaya de m'interrompre, ni

de se lancer, comme si fréquemment par la suite, dans une interminable énumération de chiffres de production[254]. »

Hitler approuva sans réserve les idées du colonel-général Manstein concernant les deux offensives successives qu'il projetait en Crimée. Manifestement, il avait pleinement confiance en celui qui était déjà réputé comme le général le plus doué sur le plan opérationnel, réputation qu'il considérait lui-même en privé comme étant tout à fait juste. Par la même occasion, il lui fit part formellement de son intention d'employer ensuite la 11e armée au Kouban, une fois franchi le détroit de Kertch, pour couper la retraite aux forces ennemies refoulées du Don vers le Caucase ou pour constituer une réserve à l'aile méridionale. Intention à laquelle le commandant en chef de la 11e armée ne s'opposa aucunement.

Le rapport de forces dans la presqu'île de Kertch était largement à l'avantage des Soviétiques. Ils disposaient des 44e et 51e armées, qui comptaient au total 17 divisions et 3 brigades de tirailleurs, 2 divisions de cavalerie et 4 brigades blindées. Sur ce front, la 11e armée ne pouvait opposer que 5 divisions d'infanterie allemandes et la 22e division blindée, de formation récente et mise à sa disposition par l'OKH. Il fallait y ajouter le 7e corps d'armée roumain qui regroupait les 10e et 19e divisions d'infanterie et la 8e brigade de cavalerie. En tout, 6 divisions allemandes et 3 roumaines (en comptant grossièrement la brigade de cavalerie comme une division) faisaient face à 26 grandes unités soviétiques. Le rapport de forces était donc approximativement de trois contre un en faveur des Russes.

Selon Manstein, l'attaque à travers l'isthme de Parpatch devait forcément être frontale, car sa largeur de 18 kilomètres interdisait toute manœuvre d'encerclement. Cependant, l'objectif de détruire les deux armées soviétiques ne pouvait pas être atteint en les refoulant frontalement, ni même par une simple percée. Si elles parvenaient à faire front sur une position plus en arrière, tout serait à recommencer. Puisque la presqu'île s'élargissait de 18 à 40 kilomètres après l'isthme, les Soviétiques seraient alors en mesure de déployer toutes leurs forces et de faire valoir ainsi leur supériorité numérique. Il ne fallait donc pas seulement crever le front de Parpatch et foncer ensuite en profondeur, mais détruire le gros des forces ennemies dès la première percée. La façon dont le commandement soviétique avait disposé ses forces offrait justement une chance à cet égard. D'après les reconnaissances allemandes, l'ennemi avait massé les deux tiers

de ses forces dans le secteur nord, là où le terrain était le plus propice pour une attaque, et le reste dans le secteur sud. Le commandant en chef de la 11e armée décida ainsi, en toute logique, de porter le coup décisif dans le secteur sud, le long de la côte de la mer Noire, c'est-à-dire là où l'adversaire s'y attendait le moins.

L'attaque principale incombait au 30e corps d'armée avec la 22e division blindée, la 28e division légère récemment arrivée, et les 50e et 132e divisions d'infanterie. La 170e division d'infanterie, qui resterait d'abord dans le secteur nord pour tromper l'adversaire, devait agir par la suite dans le secteur sud. Selon le plan d'opérations de Manstein, ce corps d'armée, avec trois divisions d'infanterie, crèverait la position de Parpatch et gagnerait d'abord de l'espace vers l'est, le long de la mer Noire, jusqu'au-delà des profonds fossés antichars, pour permettre aux blindés de franchir aisément ceux-ci. Ensuite, le corps obliquerait vers le nord-est, en direction de la mer d'Azov, avec la 22e division blindée, puis vers le nord pour prendre de flanc et à revers la masse ennemie stationnée dans le secteur nord, et l'encercler, en liaison avec le 42e corps d'armée et le 7e corps roumain, pour l'acculer contre la côte. Ce mouvement serait couvert à l'est, contre des forces pouvant venir de Kertch, par la brigade *Groddek*, une unité mobile composée d'éléments motorisés allemands et roumains. Afin de faciliter la percée, une opération de canots d'assaut transporterait à l'aube, sur les arrières du front de Parpatch, un bataillon partant de Feodossia. Enfin, dans le secteur nord du front, le 42e corps d'armée et le 7e corps roumain exécuteraient une attaque de diversion pour fixer les forces ennemies, puis compléter leur encerclement amorcé par le 30e corps d'armée[255].

Toute l'opération serait appuyée par une puissante artillerie et surtout par le 8e corps aérien du colonel-général Wolfram Freiherr von Richthofen, sans doute le plus grand des chefs de la Luftwaffe de la Seconde Guerre mondiale. En raison de l'infériorité numérique de ses forces, le colonel-général Manstein estimait que le succès de l'opération reposait en partie sur l'étroite coopération des forces terrestres et aériennes allemandes, notamment pour la rupture du front et son exploitation en profondeur, conditions nécessaires pour couper les lignes de l'ennemi et prendre ses forces de flanc puis à revers. En fait, la coopération entre la 11e armée de

Manstein et le 8e corps aérien de Richthofen allait se révéler, au niveau des commandements interarmes, comme le produit d'une coordination rarement égalée durant la guerre[256].

Prévue initialement le 5 mai, la bataille de la presqu'île de Kertch ne fut finalement déclenchée, pour cause de mauvais temps, que trois jours plus tard. Elle se déroula néanmoins selon les grandes lignes du plan d'opérations de Manstein. Après quatre jours de durs combats, la masse des forces soviétiques dans le secteur nord se trouvait déjà encerclée et anéantie. Le 16 mai, Kertch fut prise. Mais cinq jours de combats supplémentaires furent nécessaires pour détruire les éléments ennemis parvenus à la côte est. La bataille s'acheva donc le 21 mai, après treize jours de combat. Le succès fut complet. Les 26 grandes unités soviétiques étaient anéanties. Les pertes soviétiques étaient considérables : 169 198 prisonniers, 1 133 pièces d'artillerie, 258 chars, 3 800 véhicules motorisés et 300 avions. Quant à celles des Allemands, elles ne s'élevaient qu'à 7 588 hommes. 120 000 Soviétiques avaient toutefois échappé à la capture, étant parvenus à franchir le détroit de Kertch et à gagner la péninsule de Taman[257].

Menée, avec le gros des forces allemandes, profondément derrière les lignes de l'ennemi, au sud du front, à l'endroit le plus faiblement défendu, afin de prendre de flanc et à revers la masse des forces soviétiques concentrées au nord du front et fixées par l'assaillant avec quelques troupes de diversion, cette attaque est considérée encore aujourd'hui comme une bataille classique d'encerclement et d'annihilation[258]. Ce succès décisif et foudroyant de la 11e armée contre un ennemi de loin supérieur en nombre est largement redevable au talent opérationnel de son commandant en chef, le colonel-général Manstein. À l'inverse, il est aussi le résultat du mauvais déploiement de l'adversaire, incapable de déceler les réelles intentions allemandes. En fait, un commandement circonspect aurait échelonné ses défenses plus en profondeur de manière à pouvoir transporter à temps ses réserves opérationnelles à l'endroit même où le coup décisif était porté par l'assaillant. À défaut de briser l'attaque ennemie, l'Armée rouge aurait, tout au moins, freiné considérablement sa rapidité d'exécution[259].

La prise de la plus puissante forteresse au monde : Sébastopol

Il ne restait plus aux troupes du colonel-général Manstein qu'à capturer la forteresse de Sébastopol, reconnue comme la plus puissante au monde. Étant donné l'offensive projetée en direction de la Volga et du Caucase, était-il bien indiqué d'immobiliser la 11e armée pour une durée indéterminée dans l'attaque de Sébastopol, particulièrement lorsque la victoire de Kertch avait éliminé tout danger en Crimée ? Dans ses Mémoires, Manstein mentionne que cette question de principe n'a pas été évoquée lors de sa rencontre avec Hitler à la mi-avril 1942. « Cette question relevait manifestement du haut commandement et non de nous. Pour ma part, j'étais alors convaincu, et je le suis encore aujourd'hui, qu'il convenait de prendre tout d'abord Sébastopol. Même en se contentant de l'investir, il aurait fallu y laisser trois ou quatre divisions allemandes, c'est-à-dire la moitié de la 11e armée, en plus des unités roumaines[260]. »

La puissance de la forteresse résidait dans l'extraordinaire difficulté du terrain, coupé de ravins, de montagnes, de forêts et de rivières, et dans la multiplicité des positions fortifiées, des champs de mines, des réseaux de barbelés et des fossés antichars. Les défenseurs avaient aménagé trois lignes de résistance principales, dont les points d'appui les plus puissants étaient constitués par des ouvrages bétonnés munis de batteries que les Allemands avaient surnommés Staline, Volga, Donets, Gorki, Molotov, Guépéou, Sibérie, Oural, Tcheka, Lénine.

Pour renforcer leurs réseaux de fortifications à Sébastopol, les Soviétiques avaient bénéficié de cinq mois d'interruption de l'assaut de la 11e armée contre la forteresse depuis la fin décembre. Durant cette période, ils avaient également fait appel à des renforts acheminés par la mer Noire – qui était toujours sous le contrôle de la marine de guerre soviétique – depuis le Kouban et le Caucase. De la mi-novembre 1941 au début de juin 1942, les effectifs dans la forteresse avaient doublé, passant de 52 000 à 106 625 hommes. L'Armée rouge disposait ainsi de 7 divisions de tirailleurs, de 1 division de cavalerie et de 4 brigades de marine. Elle possédait aussi 606 pièces d'artillerie, 2 000 mortiers, 38 blindés et 109 avions de chasse. Le colonel-général Manstein devait donc s'attendre à rencontrer une résistance encore plus acharnée que lors de l'hiver précédent. Ce qui compliquait

davantage sa tâche de « nettoyer » la Crimée le plus rapidement possible afin de permettre le déclenchement de l'opération « bleue » dans les plus brefs délais.

Tout comme l'hiver précédent, le commandant en chef de la 11e armée et son état-major en vinrent à la conclusion qu'il était préférable d'attaquer avec le gros des forces par le nord et le nord-est plutôt que par le sud. Si les défenses étaient plus puissantes et plus nombreuses dans la zone septentrionale, le terrain offrait moins de difficultés, d'autant que l'artillerie et l'aviation y pouvaient mieux agir que dans les montagnes du sud. Cependant, il fallait aussi attaquer au sud, tout d'abord pour diviser les forces adverses et ensuite parce qu'on devait s'attendre à ce que l'ennemi, même après avoir perdu le secteur au nord de la baie de Severnaïa, essaie de se maintenir dans la ville et dans la presqu'île de Chersonèse. Mais il n'était plus aussi primordial que lors de l'hiver précédent d'obtenir le contrôle du port le plus vite possible car, avec l'action du 8e corps aérien, l'ennemi ne pouvait plus se ravitailler aussi librement par la mer.

L'offensive devait donc se déployer sur deux axes. Au nord, le 54e corps d'armée, avec les 22e, 24e, 50e et 132e divisions d'infanterie et le 213e régiment d'infanterie, attaquerait à partir de la vallée de Belbek en direction de la baie de Severnaïa. C'est là que s'exercerait l'effort principal. Au sud, le 30e corps d'armée, avec les 72e et 170e divisions d'infanterie et la 28e division légère, avancerait en direction du mont Sapoun et de la presqu'île de Chersonèse. Dans le secteur central du front dominé par la forêt, le corps de montagne roumain avait pour directive de fixer les forces soviétiques. Quelque 204 000 Allemands étaient ainsi déployés sur le front de Sébastopol d'une longueur de 35 kilomètres. La tâche d'assurer la sécurité de la presqu'île de Kertch et de la côte méridionale de la Crimée fut assignée au 42e corps d'armée (46e division d'infanterie) et au 7e corps d'armée roumain (10e et 19e divisions d'infanterie, 4e division de montagne et 8e brigade de cavalerie). Quant à la 22e division blindée, elle devait être rendue au groupe d'armées sud.

Pour faciliter l'avance de l'infanterie, Manstein ordonna à l'aviation et à l'artillerie d'entreprendre un bombardement intensif des positions adverses pendant les cinq jours précédant le déclenchement de l'attaque. Le 8e corps aérien de Richthofen attaquerait sans répit la ville, le port, les installations d'armement, les chemins servant au ravitaillement et les

aérodromes, tandis que l'artillerie réduirait les batteries et les positions avancées de l'ennemi.

L'artillerie lourde comprenait des batteries de 190 mm et quelques-unes de 305, de 350 et de 420 mm. En outre, il y avait deux pièces de 600 mm et une autre, du nom de Dora, dont le calibre était de 800 mm. À l'origine, celle-ci avait été prévue pour agir contre la ligne Maginot. Le tube du canon atteignait une trentaine de mètres et l'affût, la hauteur d'une maison de deux étages. Le canon lançait des projectiles de 5 tonnes à 50 kilomètres de distance et de 7 tonnes à 40 kilomètres. Il fallait 60 locomotives pour l'amener en position sur des rails spéciaux. Deux bataillons de DCA assuraient sa protection en permanence. En outre, Manstein fit appel à plusieurs régiments de DCA du 8e corps aérien pour le combat terrestre. Les canons antiaériens, dont le calibre était de 88 mm, pouvaient s'avérer efficaces contre les blockhaus et les emplacements d'armement. En tout, la 11e armée alignait sur le front une puissante artillerie de 1 300 pièces, soit plus du double de celle de son adversaire retranché dans la forteresse.

Aucune autre opération de la Wehrmacht au cours de la guerre ne réalisera pareille concentration d'artillerie. Sans compter les batteries de DCA, la 11e armée disposait à Sébastopol de 208 batteries sur un front de 35 kilomètres, soit 6 par kilomètre, chiffre qui évidemment était beaucoup plus élevé dans le secteur nord, front principal de l'assaut. Cette concentration était néanmoins faible si l'on considère que les Russes, en 1945, utilisaient jusqu'à 250 pièces d'artillerie par kilomètre. Quoi qu'il en soit, affirma rétrospectivement Manstein, les résultats obtenus par le pilonnage de la forteresse ne justifièrent pas pleinement cet immense effort de concentration de batteries et encore moins le déploiement de Dora[261].

Le commandant en chef de la 11e armée estimait que le second assaut contre la forteresse de Sébastopol durerait un peu moins de deux semaines. En fait, il allait durer un mois. L'attaque commença le 2 juin par un bombardement intensif de la Luftwaffe et de l'artillerie. L'objectif était de préparer l'assaut de l'infanterie qui devait être déclenché cinq jours plus tard. Malgré des dommages considérables, le pilonnage n'affaiblit pas pour autant les défenses ennemies. Par conséquent, l'infanterie ne réussit aucune percée significative. Sa progression fut lente et ses gains négligeables. Après deux semaines de violents combats, les assaillants parvinrent, non sans encaisser de très lourdes pertes, à enfoncer la zone fortifiée du secteur

nord et à atteindre la côte septentrionale de la baie de Severnaïa, et à pénétrer dans les défenses du secteur sud, en avant des hauteurs du Sapoun. Le 26 juin, ils se trouvèrent en possession de presque toutes les avancées de la forteresse. L'ennemi avait été refoulé dans une zone délimitée par les falaises du sud de la baie de Severnaïa et par les hauteurs du Sapoun qui rejoignaient celles de Balaklava.

Dès lors, un double problème se posa à Manstein. Comment le 54e corps pourrait-il franchir la baie de Severnaïa avec des canots d'assaut en face des hauteurs fortifiées de la rive sud ? Comment le 30e corps pourrait-il percer les puissantes positions fortifiées du Sapoun avec les seules forces dont il disposait ? Il semblait donc indiqué de transférer le point de concentration de l'offensive de l'aile nord à l'aile sud. Mais cela s'avérait impossible. Rien que pour y transporter des divisions venant du nord, il faudrait plusieurs jours, délai qui donnerait un répit à l'adversaire et qui retarderait encore davantage le déclenchement du « plan bleu », nom de code de la campagne de l'été 1942. De plus, la seule route qui existait entre les deux secteurs ne se prêtait aucunement au déplacement de l'artillerie. Le commandant en chef de la 11e armée se résigna alors à accepter le risque que comportait une traversée de la baie de Severnaïa. C'était justement parce qu'une telle opération amphibie semblait n'avoir aucune chance de succès, pensa-t-il, qu'elle provoquerait une surprise qui risquait d'être la clé du succès. En dépit des objections émises par ses subordonnés, il s'en tint à son plan téméraire[262].

À l'aube du 29 juin, le 54e corps d'armée franchissait la baie de Severnaïa au moment où le 30e corps d'armée commençait l'assaut de la position du Sapoun. À bord de canots d'assaut, la première vague constituée par les 22e et 24 divisions d'infanterie parvint à prendre pied sur la rive sud avant que la défense adverse eût même le temps d'entrer en action. Avec le soutien massif du 8e corps aérien et de l'artillerie, le 54e corps put s'emparer rapidement du plateau et prendre de flanc, par le fait même, la redoutable position du Sapoun. La percée du 30e corps se trouva ainsi facilitée.

Une fois ce premier objectif atteint, les divisions du 54e corps crevèrent au sud-est la ceinture de défense entourant la ville de Sébastopol et y pénétrèrent le 1er juillet. Ainsi prit fin un siège qui avait duré deux cent cinquante jours. Pour leur part, les divisions du 30e corps se déployèrent en

éventail à partir du tremplin que constituaient les hauteurs du Sapoun pour conquérir la presqu'île de Chersonèse. Celle-ci tomba entre leurs mains le 4 juillet. La Crimée se trouvait désormais entièrement en possession des Allemands. Au cours de cette dernière opération, la 11e armée avait capturé 95 000 prisonniers et un imposant matériel de guerre : 467 pièces d'artillerie, 758 mortiers, 155 canons antiaériens, 26 chars d'assaut et 141 avions. Les pertes allemandes avaient également été importantes, puisqu'elles s'élevaient à 24 000 hommes[263].

Le 1er juillet, jour de la prise de la plus puissante forteresse de Russie, le colonel-général Manstein reçut du Führer le message suivant : « Pour récompenser vos mérites particuliers lors des combats victorieux de Crimée, qui ont trouvé leur couronnement dans la bataille d'anéantissement de Kertch et la prise de la forteresse de Sébastopol, puissamment fortifiée par la Nature et l'art, je vous nomme feld-maréchal. Par cette promotion et en créant un écusson spécial pour tous les combattants de Crimée, je veux rendre hommage, devant tout le peuple allemand, aux héroïques exploits des troupes placées sous vos ordres[264]. » Ce bâton de feld-maréchal constituait indiscutablement le couronnement de sa carrière militaire.

Pour la conquête de la forteresse de Sébastopol, le 1er juillet 1942, Manstein se vit ainsi décerner le grade de feld-maréchal, tout comme Rommel l'avait reçu pour la prise de la forteresse de Tobrouk le 21 juin 1942. L'octroi d'un bâton de feld-maréchal pour la capture d'une forteresse ne se produisit d'ailleurs que trois fois dans l'histoire de l'armée allemande. Avant Rommel et Manstein, il n'y avait que le prince et colonel-général Friedrich-Karl von Preußen qui avait mérité cet honneur, lors de la guerre franco-prussienne de 1870, après s'être emparé de la forteresse de Metz[265].

En tant que commandant en chef de la 11e armée en Crimée, Manstein avait dirigé les opérations avec un degré d'autonomie supérieur à celui de n'importe quel autre commandant en chef d'armée sur le front de l'Est. La situation géographique de la presqu'île en était l'explication. Bien que subordonnée au groupe d'armées sud, la 11e armée n'avait pas été en contact direct avec les autres formations allemandes, sauf pendant la première moitié d'octobre 1941, au cours de laquelle elle avait mené, conjointement avec le 1er groupe de Panzer de Kleist, une contre-attaque dans le secteur de Melitopol, au nord de la mer d'Azov. Certes, l'OKH et le Führer avaient suivi de près le déroulement de la campagne de Crimée,

mais ils n'étaient jamais intervenus dans les décisions de Manstein. Hitler avait même approuvé sans réserve ses intentions de la mi-avril 1942 concernant les deux offensives qu'il projetait pour reconquérir la péninsule de Kertch et capturer la forteresse de Sébastopol.

Durant la campagne de Crimée, Manstein fit montre des qualités qui contribuèrent à sa réputation de plus brillant stratège et tacticien allemand de la guerre : énergie, flexibilité et imagination. La destruction des forces soviétiques dans la péninsule de Kertch, en mai 1942, fut conçue et exécutée de manière exceptionnelle. Désavantagé sur le plan des effectifs et du terrain, Manstein parvint néanmoins à tromper l'adversaire sur le point de concentration de son offensive et à réaliser ce qui constituait un exemple classique d'une bataille d'annihilation et de destruction. La planification et l'exécution de la traversée de la baie de Severnaïa par des canots d'assaut lors de l'offensive ultime contre Sébastopol démontrèrent tout son sens de l'initiative et de l'audace. La chute de la forteresse fut finalement redevable à sa détermination, à sa ténacité et à sa volonté de vaincre à toute épreuve. Le crédit lui revint également pour avoir affronté les nombreuses crises qui affligèrent son armée tout au long de l'hiver. C'est avec un calme déconcertant qu'il déplaça habilement d'un point à l'autre ses forces pour contenir, puis éliminer chacune des offensives soviétiques.

Après la forteresse de Sébastopol, au tour de celle de Leningrad ?

Dans le cadre du « plan bleu », la 11e armée du feld-maréchal Manstein, une fois la Crimée complètement conquise, devait franchir le détroit de Kertch et s'emparer du Kouban afin d'éliminer les principales bases navales soviétiques sur la côte orientale de la mer Noire, comme celle de Novorossisk, et de couper la retraite aux forces ennemies refoulées du Don vers le Caucase ou bien de constituer une réserve pour le groupe d'armées A. Ensuite, elle devait progresser, en première ou seconde ligne de celui-ci, en direction du Caucase dans l'intention de capturer les riches gisements pétrolifères de la région, dont celui de Maïkop. Mais Hitler, qui comme toujours chassait plusieurs lièvres à la fois, renonça à l'idée originelle d'utiliser la 11e armée dans ce cadre.

Pendant que son état-major préparait le franchissement du détroit de Kertch pour permettre à l'armée de participer à la grande offensive lancée dans l'intervalle, Manstein reçut de nouvelles instructions de l'OKH. Seul le 42e corps d'armée, avec la 46e division d'infanterie et quelques unités roumaines, traverserait le détroit. Quant au reste de la 11e armée, c'est-à-dire les 54e et 30e corps d'armée, avec les 24e, 132e et 170e divisions d'infanterie et la 28e division légère, soit seulement quatre divisions, il devait participer à la prise de Leningrad, en étant suivi par la grosse artillerie lourde. Trois autres divisions d'infanterie étaient donc enlevées à la 11e armée. La 50e devait rester en Crimée pour assurer sa défense. La 22e serait transformée en division aéroportée et envoyée en Crète, là où elle resterait jusqu'à la fin de la guerre. La 72e était affectée au groupe d'armées centre pour colmater les brèches dans ce secteur[266].

La capture de Sébastopol, succès remarquable en soi en raison du terrain, de la puissance des fortifications et de la détermination de l'adversaire à se battre jusqu'au bout, avait incité Hitler à abandonner le plan initial relatif à l'utilisation de la 11e armée au Kouban en faveur d'une nouvelle mission qui l'envoyait désormais au nord, avec pour objectif de s'emparer de Leningrad. Après la prise de Sébastopol, Hitler considérait le feld-maréchal Manstein comme un maître dans l'art de faire le siège d'une ville ou d'une forteresse, voire même comme une sorte d'« arme secrète » pour les missions périlleuses. Il lui semblait donc tout désigné pour investir et prendre la place forte qu'était la ville de Leningrad. En cela, il était appuyé par Jodl, qui lui suggérait ardemment de confier l'assaut de Leningrad au feld-maréchal Manstein et non au feld-maréchal Küchler, étant donné que celui-ci semblait manquer de force de caractère. Le 21 août, Hitler confia donc à Manstein la charge complète des opérations relatives à cette mission. Par le fait même, Manstein reléguait Küchler, pourtant son supérieur en tant que commandant en chef du groupe d'armées nord, à un rôle subalterne[267].

Cependant, pour Manstein, le moment n'était vraiment pas opportun pour enlever la 11e armée à l'aile sud du front oriental afin de l'engager à l'aile nord pour la prise de Leningrad qui, somme toute, était un objectif d'une importance moindre, puisque c'était dans la partie sud du front que le haut commandement cherchait la décision. La Wehrmacht ne pouvait y être trop forte, d'autant plus que l'offensive, en vertu des buts poursuivis par

Hitler, devait s'orienter dans deux directions – Stalingrad et le Caucase – et, en progressant vers l'est, exposer de plus en plus son flanc nord. La présence de la 11e armée à l'aile sud était donc tout indiquée, car en franchissant le détroit de Kertch elle pouvait couper la retraite des forces soviétiques vers le Caucase ou bien constituer une réserve en arrière du groupe d'armées sud. Toutes les forces disponibles devaient donc être concentrées dans le secteur principal de l'offensive.

Il en discuta avec le colonel-général Halder lorsqu'il se rendit au quartier général de l'OKH à Vinnitsa en Ukraine pour étudier sa nouvelle mission. Le chef de l'état-major général ne lui dissimula pas qu'il désapprouvait Hitler de vouloir s'emparer de Leningrad pendant que l'offensive progressait au sud. Mais il n'avait pu lui faire changer d'avis. Halder croyait néanmoins être en mesure de se passer de la 11e armée à l'aile sud, point sur lequel le commandant de cette armée demeurait sceptique[268]. Le feld-maréchal Manstein n'avait donc plus qu'à s'atteler à sa nouvelle mission.

Investir Leningrad et laisser sa population mourir de faim

Le 27 août, après un voyage de près de 2 000 kilomètres depuis la Crimée, l'état-major de la 11e armée arriva sur le front de Leningrad, en vue d'attaquer dans le secteur de la 18e armée du général Georg Lindemann. Il était prévu que l'armée du feld-maréchal Manstein relèverait celle-ci dans la partie septentrionale de son front, en lui laissant la partie orientale, sur la Volkhov. Le front de la 11e armée se situait dans le secteur de la Neva, allant du lac Ladoga jusqu'au sud-est de Leningrad. Celui de l'attaque se trouvait au sud de cette ville et s'étendait jusqu'à Oranienbaum, sur la côte sud du golfe de Finlande.

En plus de la grosse artillerie amenée de Sébastopol, dont une batterie de 800 mm, la fameuse Dora, deux de 600 mm, deux de 420 mm et six de 400 mm, Manstein devait disposer sous son commandement de 12 divisions, dont la « division bleue » espagnole, une blindée et une de montagne, ainsi que d'une brigade de SS. Mais deux d'entre elles demeureraient sur le front de la Neva et sur celui d'Oranienbaum, de sorte qu'il pourrait engager seulement 10 divisions dans l'offensive. Dans la zone

de Leningrad, l'ennemi possédait une armée de 19 divisions et une brigade de tirailleurs, une brigade de surveillance des frontières, et une à deux brigades blindées.

À l'instar du feld-maréchal Küchler, commandant en chef du groupe d'armées nord, et du colonel-général Richthofen, commandant en chef du 8e corps aérien chargé de participer aux opérations contre Leningrad, le feld-maréchal Manstein doutait, à la lumière de l'expérience de Sébastopol, que les bombardements par l'artillerie et l'aviation se révélassent aussi efficaces que le prévoyait Hitler, c'est-à-dire qu'ils pussent terroriser les Russes. En fait, il ne partageait pas l'opinion du Führer selon laquelle des attaques de terreur pourraient contraindre Leningrad à se rendre. « Il serait préférable, déclara-t-il à Küchler, d'encercler la ville et de laisser les défenseurs aussi bien que les habitants mourir de faim. » Ainsi notait-il dans son Journal : « Je propose une attaque pour gagner l'embouchure de la Volkhov afin de réduire la ville à la famine et de laisser ainsi de côté la difficile attaque de la forteresse[269]. »

À la lumière de cette affirmation, on pourrait croire, de prime abord, que les préoccupations des généraux responsables de la planification de l'assaut contre Leningrad semblaient se limiter avant tout aux aspects opérationnels. Or, Manstein, Küchler, Halder, Keitel et Jodl ne s'opposaient aucunement à la demande de Hitler exigeant la destruction complète de l'ancienne capitale tsariste et de sa population[270]. La décision du Führer de raser Leningrad – ainsi que Moscou – avait été exprimée à plusieurs reprises depuis le début de la guerre contre la Russie bolchevique et, en particulier, au cours de longues conversations avec Küchler et Manstein les 23 et 24 août 1942. « L'attaque contre Leningrad, affirma Hitler à Küchler, doit être exécutée dans l'intention de détruire la ville. Il serait donc désirable d'inclure la destruction de la ville dans les préparatifs. » Les instructions données à Manstein n'étaient pas moins explicites : « Phase 1 : encercler Leningrad et faire la liaison avec les Finlandais. Phase 2 : occuper Leningrad et la raser[271]. »

La bataille du lac Ladoga

Le feld-maréchal Manstein se prépara alors à remplir sa mission au nom de code « Aurore boréale » (*Nordlicht*). La ville était protégée par un système dense en fortifications de campagne. Pour cette raison, les unités

allemandes ne devaient en aucun cas se laisser entraîner dans un combat à l'intérieur de la ville dont résulteraient de lourdes pertes. Il fallait donc percer les défenses au sud de la ville, avec trois corps, l'appui massif de l'artillerie et de la Luftwaffe, mais s'arrêter ensuite à sa bordure. Pendant ce temps, deux autres corps interviendraient par l'est pour franchir la Neva par surprise au sud-est de Leningrad, détruire les forces stationnées entre la ville et le lac Ladoga, couper le ravitaillement par le lac, et investir étroitement la ville de ce côté. De cette façon, pensait Manstein, la 11e armée obtiendrait la capitulation de la ville – tout comme celle de Varsovie naguère – assez rapidement et sans difficiles combats de rues.

Mais l'ennemi réussit à déjouer ses intentions. Le 27 août, il attaqua, sur le front de la Volkhov, la 18e armée. Il s'agissait d'une attaque de grande envergure destinée à prévenir l'offensive allemande prévue pour le 14 septembre. Les forces soviétiques parvinrent à ouvrir une brèche large de 8 kilomètres et profonde de 12 kilomètres au sud du lac Ladoga. Le 4 septembre, mécontent de la défense menée jusque-là par Küchler, Hitler en confia la charge à Manstein. Une intervention immédiate, lui dit-il au téléphone, était indispensable sur le front de la Volkhov pour éviter une débâcle. Il lui fallait donc prendre prestement le commandement afin de rétablir la situation. Au lieu de l'attaque prévue contre Leningrad, Manstein s'engagea plutôt dans une bataille au sud du lac Ladoga.

Après de violents combats, la 11e armée parvint à colmater la brèche au cours des jours suivants, puis elle passa ensuite à la contre-attaque. Dès le 21 septembre, elle réussit à couper l'adversaire de ses lignes de communication. Cependant, elle dut aussitôt repousser de puissantes attaques lancées par des unités fraîches pour dégager les forces encerclées, ainsi qu'une autre déclenchée par l'armée de Leningrad avec 8 divisions. La bataille s'acheva, le 2 octobre, par la liquidation complète de la poche dans laquelle l'ennemi avait été pris au piège. En tout, 7 divisions et 6 brigades de tirailleurs, ainsi que 4 brigades blindées, y furent anéanties. Le nombre de prisonniers s'élevait à 12 000. Plus de 300 pièces d'artillerie, 500 mortiers et 244 chars avaient été capturés ou détruits. Cette bataille n'avait cependant pas été sans conséquence pour les Allemands qui, de leur côté, comptaient 26 000 tués et blessés[272].

Si la situation avait pu être rétablie, il n'y avait cependant plus aucune possibilité de prendre Leningrad et de la raser. La dernière chance de le

faire s'était définitivement envolée. Non seulement la 11e armée avait subi de lourdes pertes, mais elle avait consommé une partie importante des munitions prévues pour l'attaque de Leningrad. Si Hitler n'était pas disposé à en abandonner l'idée, il se montrait néanmoins prêt à en réduire l'objectif, ce à quoi Manstein s'opposait, car cela ne pouvait en aucun cas entraîner la disparition du front, l'objectif ultime. Ce dernier soutenait qu'aucune entreprise contre la ville ne devait être tentée sans un appoint de forces fraîches et surtout pas avec des forces insuffisantes[273]. Les semaines suivantes furent donc occupées par cette discussion et par la préparation de nouveaux plans.

Manstein et le commandement de la 11e armée

Le 25 octobre, Manstein se rendit en avion au quartier général du Führer pour recevoir son bâton de feld-maréchal. Après l'avoir remercié pour les résultats obtenus par les soldats de la 11e armée à la bataille du lac Ladoga, Hitler lui annonça son transfert au groupe d'armées centre, dans la région de Vitebsk où l'ennemi préparait une grande offensive. Pour contrer celle-ci, Manstein devait lancer une attaque préventive. Il devait également recevoir le commandement du groupe A, déployé dans le Caucase, que Hitler dirigeait lui-même depuis qu'il avait relevé le feld-maréchal List à cause d'une divergence d'opinion. Le Führer lui déclara ensuite qu'il projetait, l'année suivante, de franchir le Caucase, avec un groupe d'armées motorisé, et de pénétrer dans le Proche-Orient. Pour Manstein, cela démontrait « jusqu'à quel point il se leurrait encore sur la situation générale et sur les possibilités opérationnelles ».

Le 20 novembre, après le transfert de la 11e armée dans la région de Vitebsk, Manstein reçut l'ordre de prendre sans délai le commandement du groupe d'armées Don, en cours de formation dans le secteur de Stalingrad. Comme les conditions météorologiques ne permettaient pas d'utiliser l'avion, il dut partir de Vitebsk dans un train qui fut arrêté un certain temps par une mine. Le 24 novembre, jour de son cinquante-cinquième anniversaire, il arriva à l'état-major du groupe d'armées B, qui exerçait encore le commandement sur son futur secteur.

En tant que commandant d'une armée, Manstein avait démontré à plus d'une occasion son génie opérationnel, comme en témoignaient la reconquête de la péninsule de Kertch et la prise de la forteresse de

Sébastopol, avec des forces numériquement inférieures à celles de l'adversaire et sur un territoire où la nature du terrain avantageait nettement la défensive. Ces succès militaires avaient contribué à accroître considérablement sa popularité et sa renommée au sein de ses troupes, mais aussi dans toute la Wehrmacht et en Allemagne. Sa seule présence aux avant-postes du front suffisait à stimuler ses troupes, épuisées par de longs et durs combats, à donner l'effort supplémentaire nécessaire pour venir à bout de l'adversaire.

Comme la plupart des autres commandants, il lisait les rapports militaires le matin et le soir et se rendait au front l'après-midi pour visiter et inspecter ses troupes. S'il détestait la paperasse qui l'éloignait de ses troupes, il n'en conservait pas moins un contrôle ferme sur son état-major. D'ailleurs, dans les premiers temps de son arrivée à la tête de la 11e armée, il avait été scruté à la loupe par ses subalternes et comparé sévèrement à son prédécesseur. Bavarois, complaisant et relativement cordial, le colonel-général Schobert était davantage un soldat qu'un homme d'état-major. Sous son commandement, il avait laissé la planification des opérations à son chef d'état-major, le colonel Wöhler, et à son sous-chef d'état-major, le lieutenant-colonel Busse. Prussien, sévère et plutôt froid, le feld-maréchal Manstein était un officier d'état-major qui aimait exercer un contrôle complet sur les opérations, au grand mécontentement de Wöhler et de Busse. Pour les troupes du sud de l'Allemagne qui formaient la majorité de la 11e armée, Manstein représentait donc tout ce qu'il y avait de plus prussien chez un officier. Même s'il pouvait parfois être charmant, certains officiers de son état-major ne l'appréciaient guère, du moins au premier abord, en raison notamment de son caractère arrogant, vaniteux et prétentieux, et de son commandement très spartiate. Mais la plupart d'entre eux surent rapidement faire abstraction de ses défauts au fur et à mesure qu'ils purent apprécier ses grandes qualités de chef de guerre.

Selon Mellenthin, officier d'état-major allemand durant la guerre, Manstein aurait été encore plus populaire au sein du corps des officiers s'il avait été plus décontracté et cordial dans ses relations de travail avec ses collègues. Aux officiers et soldats qui ne le connaissaient pas bien, Manstein donnait l'impression d'être un homme froid et distant. « Il n'avait pas l'air vraiment sociable », se souvint Hans-Adolf von Blumröder, officier qui servit dans l'état-major de Manstein en 1943 et 1944. Il était également perçu par ses pairs comme un officier imbu de lui-même,

conscient de son immense talent. « Manstein aimait bien laisser voir aux autres qu'il était plus intelligent qu'eux », déclara Kielmansegg, officier d'état-major de la section des opérations de l'armée de terre. Sa fille Gisela expliqua la raison pour laquelle son père donnait aux autres une telle impression : « Il était de nature très taciturne, de même que réservé et timide. Il n'était pas un homme qui était fait pour les grandes assemblées. Mais avec les hommes qui le connaissaient bien, il était relâché et détendu. » En effet, il fut généralement en bons termes avec ses officiers d'état-major, développant même avec certains d'entre eux des relations d'amitié qui allaient se poursuivre bien au-delà de la guerre[274].

10
LA WEHRMACHT ET LA GUERRE GÉNOCIDAIRE EN RUSSIE

Appelé comme témoin à Nuremberg, en août 1946, le feld-maréchal Manstein se présenta à la barre comme le représentant d'une conception chevaleresque de la guerre, se faisant, par conséquent, un devoir de défendre l'honneur et l'intégrité de la Wehrmacht lors de la Seconde Guerre mondiale. C'est avec véhémence qu'il récusa ainsi l'accusation selon laquelle le haut commandement militaire aurait été une organisation criminelle, au même titre que celles du régime hitlérien, telles que le parti national-socialiste, la SS ou le SD : « J'ai été soldat pendant quarante ans. J'appartiens à une famille de soldats et j'ai été élevé dans la conception totale du devoir. L'exemple issu de ma plus proche parenté et qui m'est toujours resté devant les yeux, c'était le vieil Hindenburg. Jeunes officiers, nous avons naturellement considéré la gloire militaire comme quelque chose de grand. Je ne veux pas contester que j'étais fier de ce que, dans cette guerre, une armée me fût confiée. Mais notre idéal – et c'est aussi celui de mes camarades – ne réside pas dans la conduite de la guerre en soi, mais au contraire dans l'éducation de notre jeunesse afin d'en faire des hommes d'honneur et de braves soldats. Et c'est cette jeunesse qui, par millions, a été vouée à la mort sous notre commandement. »

Et puis il ajouta un mot personnel : « Mon fils aîné est tombé comme lieutenant d'infanterie à dix-neuf ans ; deux de mes gendres, élevés dans ma maison, sont tombés comme jeunes officiers, mes meilleurs camarades au cours de cette guerre, mon jeune officier d'ordonnance et mon jeune

chauffeur, presque tous les fils de mes frères et sœurs sont tombés. Que nous, vieux soldats, ayons entraîné notre jeunesse, qui nous tient à cœur, dans une guerre criminelle, voilà qui dépasse tout ce que l'imagination la plus folle peut supposer les hommes capables de commettre comme bassesses. Il est possible à un homme seul, sans famille et sans tradition, et qui est possédé par une croyance fanatique en une mission d'ordre élevé, de dépasser les bornes de la justice humaine. Nous, soldats, du point de vue purement humain, aurions été dans l'impossibilité de le faire. Nous étions incapables de conduire notre jeunesse au crime[275]. »

Pourtant, la réalité est tout autre. Non seulement Manstein eut connaissance de la nature criminelle de la guerre à l'Est conduite par la Wehrmacht, mais il y participa aussi de son plein gré. En tant que commandant en chef du 56e corps blindé sur le front de la Baltique, puis de la 11e armée en Crimée, sa responsabilité dans l'exécution de Juifs, de commissaires politiques et de prisonniers de guerre soviétiques, ainsi que dans la remise au SD, à la police de sécurité ou aux *Einsatzgruppen* d'« éléments jugés indésirables » par le régime national-socialiste, est patente. À l'instar de la grande majorité de ses collègues généraux, Manstein s'est livré à une véritable guerre criminelle en Russie bolchevique, se rendant ainsi coupable d'actions contraires au droit de la guerre.

La Wehrmacht et l'Holocauste

Que la guerre à l'Est eût conduit au génocide ne fut pas un hasard, car l'invasion de l'Union soviétique fut délibérément conçue comme une guerre d'anéantissement du « judéo-bolchevisme », du système et de ses représentants. En fait, l'éradication du « judéo-bolchevisme » était un objectif central, indissociablement lié à la campagne militaire. En d'autres termes, la conquête d'un espace vital, l'extermination du bolchevisme et l'annihilation des Juifs étaient des objectifs inextricablement liés, des éléments d'une seule et même guerre d'anéantissement. La campagne de Russie était donc une guerre pour la conquête de territoires, un choc d'idéologies et une lutte raciale. Dès les premiers jours de l'invasion, avec les opérations criminelles et meurtrières des *Einsatzgruppen*, épaulés efficacement et énergiquement par la Wehrmacht, le caractère génocidaire

du conflit prenait déjà forme. Il allait très rapidement prendre les proportions d'un vaste programme génocidaire systématique[276].

Sans commune mesure avec le précédent de la campagne de Pologne, l'étroite coopération entre la SS et la direction de l'armée de terre dans la préparation de l'opération « Barbarossa » permit à la barbarie des *Einsatzgruppen* de se déchaîner dans des proportions jamais connues auparavant. Les généraux de la Wehrmacht firent tout simplement leur l'objectif idéologique du combat contre le « judéo-bolchevisme ». Ils collaborèrent ainsi volontiers avec le SD, lui apportant une aide indispensable, sans laquelle les *Einsatzgruppen* n'auraient pu remplir leur mission avec efficacité sur une aussi grande échelle. D'ailleurs, à l'été 1941, les rapports des différents *Einsatzgruppen*, au sujet de leurs relations avec la Wehrmacht, faisaient état d'une bonne harmonie et, en particulier, d'une excellente compréhension des généraux à l'égard de la nécessité de mesures impitoyables contre les Juifs. « Par-dessus tout, indiquait l'un d'entre eux, on observe dans les cercles de la Wehrmacht un intérêt et une compréhension sans cesse croissants face aux tâches et aux activités de la Sûreté [SD]. C'est particulièrement évident lors des exécutions[277]. »

Dans les premières semaines de l'opération « Barbarossa », les actions entreprises par les *Einsatzgruppen* visèrent surtout les Juifs de sexe masculin. Mais à partir du mois d'août 1941, à la suite d'instructions verbales données par le *Reichsführer-SS* Himmler, chef de la SS, puis par les commandants des divers escadrons de tueurs, les femmes et les enfants furent généralement inclus dans les massacres sous prétexte qu'ils pouvaient se livrer à de possibles actes de vengeance. Ainsi, l'*Einsatzkommando 3*, qui opérait au sein de l'*Einsatzgruppe A* dans le sillage du groupe d'armées nord, dans le cadre duquel combattait le 56e corps blindé de Manstein à l'été 1941, liquida 4 239 Juifs dont 135 femmes en juillet, mais 26 243 femmes et 15 112 enfants sur un total de 56 459 Juifs assassinés en septembre 1941. Au total, les quatre *Einsatzgruppen* assassinèrent environ 50 000 Juifs avant la mi-août 1941. L'ampleur des tueries en Russie était déjà beaucoup plus considérable que celles commises en Pologne deux ans auparavant. Mais il ne s'agissait encore que d'un dixième des quelque 500 000 Juifs qui devaient trouver la mort au cours des quatre à sept mois suivants. Durant la guerre, ce sont 2,2 millions de Juifs qui furent liquidés par les *Einsatzgruppen*, le SD et la police de sécurité[278].

Si la plupart des actions meurtrières contre les Juifs des territoires soviétiques occupés étaient menées par les quatre *Einsatzgruppen* qui opéraient sur les arrières immédiats du front, la Wehrmacht se trouvait impliquée à différents niveaux. Non seulement les généraux étaient parfaitement informés des crimes commis par les escadrons de tueurs, mais ces derniers recevaient de l'armée un indispensable soutien logistique. Le nombre d'hommes initialement engagés dans les actions des *Einsatzgruppen*, soit environ 3 000 au total, aurait été insuffisant pour rassembler et exécuter des Juifs dans une telle proportion, somme toute pour mettre en œuvre un programme génocidaire de grande ampleur, sans la coopération étroite des unités de la Wehrmacht[279].

L'application par la Wehrmacht des ordres criminels élaborés par l'OKW et l'OKH et son soutien aux *Einsatzgruppen* la rendaient tout autant responsable que ces derniers de la mise en œuvre du génocide des Juifs de l'Europe de l'Est. La stratégie de terreur exterminatrice contre la population juive était pleinement acceptée et même encouragée par les autorités militaires. Dès juillet 1941, les *Einsatzgruppen* faisaient l'objet de nombreuses sollicitations de la part de l'armée afin de mener des « actions de nettoyage », nécessaires à la pacification des territoires occupés. Loin d'avoir été ignorées ou réprouvées, les actions meurtrières des *Einsatzgruppen* étaient, au contraire, sollicitées et encouragées par la plupart des haut gradés de l'armée de terre – y compris Manstein, comme nous le verrons plus loin –, satisfaits de disposer ainsi d'unités auxiliaires redoutablement efficaces dans la mise en œuvre de la répression à l'arrière du front. D'ailleurs, le colonel-général Halder ne tarissait pas d'éloges envers les *Einsatzgruppen* : « Pour nous, ces gens valent de l'or[280]. »

Les prisonniers de guerre soviétiques

La déposition de Manstein à Nuremberg comportait un autre volet : « En ce qui concerne le traitement des prisonniers de guerre, dans la mesure où ils relevaient de notre compétence, il faut que je précise avant tout que nous n'éprouvions, en tant que soldats, que du respect vis-à-vis de tout vaillant adversaire et que, par ailleurs, nous savions depuis la Première Guerre mondiale que tout mauvais traitement envers des prisonniers de guerre étrangers a ses répercussions, finalement, contre nos propres soldats. Nous avons donc, par principe, traité les prisonniers de guerre comme nous

l'avions appris en tant que soldats, et comme nous devions le faire, ce qui signifie, selon les stipulations de la loi martiale[281]. » Bien entendu, cela ne correspondait aucunement à la réalité.

Le caractère inhumain de la Wehrmacht en guerre contre l'ennemi « judéo-bolchevique » s'était également manifesté dans le sort réservé aux prisonniers de guerre soviétiques. À l'exception des Juifs, les prisonniers de guerre soviétiques furent ceux qui subirent le pire destin parmi toutes les victimes de l'Allemagne nazie. Au cours de la campagne de Russie, la Wehrmacht captura plus de 5,7 millions de soldats de l'Armée rouge dont 3,3 millions, soit 57,9 %, moururent en captivité. Des 3 350 000 Soviétiques faits prisonniers au cours de l'année 1941, 1,4 million étaient déjà morts en décembre 1941. Au 1er février 1942, 2 millions de ces 3 350 000 avaient péri, soit 600 000 depuis décembre 1941 seulement, pour un taux de mortalité d'environ 60 %. Le caractère effroyable du destin des prisonniers de guerre soviétiques prend toute son ampleur lorsqu'on considère que, des 232 000 soldats anglais et américains tombés entre les mains des Allemands durant la guerre, seuls 8 348 périrent, soit 3,6 %[282]. À vrai dire, à l'automne 1941, ce n'est pas moins de 8 348 prisonniers soviétiques qui mouraient chaque jour.

Ce taux de mortalité sans précédent parmi les prisonniers de guerre soviétiques résultait des projets allemands de guerre d'anéantissement élaborés depuis mars 1941. Les soldats de l'Armée rouge capturés par la Wehrmacht n'étaient pas traités comme des camarades. Dans cette guerre à l'Est, les conventions de La Haye étaient jugées inapplicables et les commissaires politiques étaient fusillés sans autre forme de procès, tandis que les populations civiles étaient soumises aux représailles les plus cruelles. La mort des soldats de l'Armée rouge faits prisonniers par la Wehrmacht s'expliquait donc par les conceptions idéologiques de la guerre d'anéantissement menée contre la Russie bolchevique.

Après la guerre, les officiers mis en accusation dans le cadre des procès de Nuremberg expliquèrent que cette effroyable hécatombe des prisonniers de guerre soviétiques était un drame regrettable mais inévitable. Selon eux, l'administration militaire aurait été débordée par l'arrivée de nombreuses vagues successives de prisonniers, consécutives aux gigantesques succès militaires allemands de l'été et de l'automne 1941. N'ayant pas prévu que les masses de prisonniers pussent prendre de telles proportions, il lui aurait été impossible de les nourrir convenablement, soutinrent-ils[283]. Appelé à

témoigner à Nuremberg, Manstein déclara que, lors des grandes batailles d'encerclement de 1941, il avait été impossible aux armées allemandes d'emporter avec elles les vivres nécessaires pour assurer la subsistance de plusieurs centaines de milliers de prisonniers[284].

La prise en charge d'un nombre considérable de prisonniers était pourtant prévisible, ne serait-ce qu'en raison de la stratégie de guerre éclair mise en œuvre contre l'URSS. Mais les rations alimentaires accordées aux prisonniers étaient très en dessous du niveau minimum d'existence. Malgré la multiplication des rapports sur les conditions effroyables qui régnaient dans les camps de prisonniers, le lieutenant-général Eduard Wagner, chef de l'intendance de Halder, ordonna, le 21 octobre 1941, une diminution des rations attribuées aux prisonniers détenus dans les territoires occupés et contrôlés directement par la Wehrmacht. Les soldats soviétiques détenus par l'armée allemande étaient donc délibérément réduits à la famine et laissés en plein air, sans abri, condamnés à mourir pendant le terrible hiver glacial et neigeux de 1941-1942. De fait, au terme d'épuisants transferts vers l'arrière, au cours desquels ils risquaient d'être abattus au bord de la route s'ils ne parvenaient pas à suivre ou bien de périr de froid lorsqu'ils étaient transportés sur des wagons à ciel ouvert en plein hiver, les prisonniers soviétiques étaient parqués dans des camps qui n'étaient la plupart du temps que de simples terrains à ciel ouvert entourés de barbelés. Sous-alimentés et exposés directement aux intempéries de l'automne, puis aux rigueurs de l'hiver, ils mouraient massivement de faim, de froid ou de maladies, telles que la dysenterie ou le typhus. Ce sort terrible était pourtant accepté sciemment par les dirigeants militaires.

Dire que la Wehrmacht n'était pas préparée à accueillir des masses de prisonniers dont elle n'avait pas prévu l'ampleur, c'est donc manquer l'essentiel. Si aucune disposition n'avait été prise en ce sens, c'était en raison d'un double choix : celui de donner la priorité absolue au ravitaillement du Reich et celui de ne pas utiliser, pour des raisons politiques et raciales, les prisonniers de l'Armée rouge dans l'économie allemande. Ce double choix condamnait à la mort une grande partie des captifs. Toutefois, la décision d'annuler le second choix, à la fin de l'automne 1941, le prolongement de la guerre rendant indispensable toute la main-d'œuvre disponible, accrut sensiblement les chances de survie des prisonniers de guerre aptes au travail. Il va sans dire néanmoins que ce traitement criminel réservé aux prisonniers de guerre soviétiques par la très

grande majorité des unités de la Wehrmacht contribua sans conteste au développement de la situation dans laquelle la « solution finale » à l'encontre des Juifs devint possible[285].

L'« ordre sur les commissaires »

Une violation encore plus flagrante du droit international fut l'exécution des commissaires politiques de l'Armée rouge, non parce qu'ils étaient soupçonnés d'actes de résistance, mais plutôt en raison de leurs fonctions de représentants du parti communiste dans les rangs de celle-ci. Selon les études les plus exhaustives sur le sujet, non seulement l'« ordre sur les commissaires » n'aurait pas été ignoré, contrairement à ce que Manstein et bon nombre de ses camarades généraux ont laissé entendre après la guerre, mais il fut appliqué avec zèle par toutes les unités de la Wehrmacht[286]. Tout comme le Führer, l'ensemble des officiers considérait que les commissaires politiques n'étaient pas de véritables soldats et qu'il fallait les liquider, parce qu'ils étaient les exécutants des volontés du parti communiste au sein de l'Armée rouge et, par conséquent, les représentants de la vision du monde « judéo-bolchevique ».

Reconnaissables par un insigne spécial sur leur uniforme, de nombreux commissaires politiques furent fusillés dans les premières semaines de l'opération « Barbarossa ». Après avoir été informés des mesures qui les visaient, les commissaires politiques eurent tôt fait d'enlever leur insigne. Le 17 juillet 1941, l'OKH autorisa les *Einsatzgruppen*, le SD et la police de sécurité à pénétrer dans les camps situés en Allemagne, en Pologne occupée et dans les territoires soviétiques conquis afin de sélectionner parmi les prisonniers les « éléments politiques indésirables » à exécuter. Élargie trois mois plus tard, soit le 7 octobre, aux zones contrôlées par l'armée de terre, cette mesure avait pour objectif de faciliter l'identification des commissaires politiques. Cependant, les procédures de sélection dans les camps de prisonniers ne se limitaient pas aux seuls fonctionnaires du parti, mais concernaient également tous les Juifs. Il est donc probable que la plupart des commissaires politiques ne furent pas exécutés au front, mais dans les divers camps de prisonniers.

Entre juin 1941 et mai 1944, de 580 000 à 600 000 prisonniers furent remis immédiatement au SD, aux *Einsatzgruppen* ou à la police de sécurité et fusillés sur-le-champ. Ceux qui survécurent à la sélection initiale furent

condamnés à succomber un peu plus tard à la faim, à l'épuisement, au froid et aux épidémies. Un nombre indéterminé, mais probablement considérable, de soldats de l'Armée rouge furent exécutés par les soldats de la Wehrmacht après leur capture, avant même d'avoir été comptabilisés comme prisonniers. À ces meurtres de prisonniers de guerre, s'ajouta l'exécution des ennemis politiques et biologiques du Reich, qualifiés pour la plupart de « partisans », sans grands efforts pour distinguer les véritables partisans des suspects politiques et des Juifs. Cet euphémisme servait, en fait, à couvrir de gigantesques massacres de militaires désarmés et de civils sans défense[287].

Il n'est guère étonnant que Manstein soutienne dans ses Mémoires, à l'instar de plusieurs de ses compagnons d'armes, avoir refusé d'exécuter l'« ordre sur les commissaires » : « Mais, si l'on pouvait avoir des doutes sur leur statut, il n'en répugnait pas moins aux sentiments de tout soldat de les fusiller sans autre forme de procès après les avoir capturés. Un tel ordre était contraire à l'esprit militaire. Non seulement son exécution entacherait l'honneur de la troupe, mais elle compromettrait aussi son moral. Je me vis donc contraint d'annoncer à mes supérieurs qu'il ne serait pas appliqué dans les limites de mon commandement. J'étais là-dessus parfaitement d'accord avec mes grands subordonnés et il ne le fut effectivement pas. Il va de soi que mes supérieurs partageaient mon sentiment[288]. »

Pourtant, l'exécution de l'« ordre sur les commissaires » fut l'un des crimes dont Manstein, en tant que commandant en chef du 56e corps blindé puis de la 11e armée, fut déclaré coupable à son procès. Très tôt, dès les premiers temps de l'opération « Barbarossa », Franz Walter Stahlecker, chef de l'*Einsatzgruppe A* qui opérait dans le sillage du groupe d'armées nord du feld-maréchal Leeb, faisait état de ses « relations harmonieuses » avec le 4e groupe de Panzer du colonel-général Hoepner, auquel étaient rattachés le 56e corps blindé du général Manstein et le 41e corps blindé du général Reinhardt. Le 10 juillet 1941, le 4e groupe de Panzer rapportait l'exécution de 101 commissaires politiques pour la période du 22 juin au 8 juillet. Près de deux semaines plus tard, il annonçait avoir liquidé 172 commissaires politiques en date du 19 juillet. D'autres rapports similaires s'accumulèrent au cours des semaines suivantes. D'ailleurs, l'application de l'« ordre sur les commissaires » par le groupe d'armées nord et, en particulier, par le 4e groupe de Panzer fut clairement démontrée à Nuremberg[289].

De toute évidence, le corps blindé de Manstein ne s'était pas comporté différemment des autres unités de la Wehrmacht. Et la situation ne changea guère après que Manstein eut pris le commandement de la 11e armée en Crimée où l'exécution des commissaires politiques de l'Armée rouge se poursuivit[290]. Dans ses Mémoires, il assure que l'« ordre sur les commissaires » ne fut pas appliqué par la 11e armée durant la période où il en exerça le commandement. Cependant, il ressent la nécessité d'apporter une précision : « Les quelques commissaires qui furent quand même fusillés n'avaient pas été pris au combat, mais dans la zone de l'arrière où ils étaient chefs ou organisateurs de partisans. Ils furent alors traités selon le droit de la guerre[291]. » Bien entendu, cette affirmation relève de la pure fantaisie, car elle ne correspond aucunement à la réalité.

Il est important de préciser que ni Manstein ni aucun autre commandant sur le front de l'Est ne pouvaient réellement interdire à leurs troupes l'exécution d'un ordre provenant directement du Führer. Certes, ils pouvaient exprimer au haut commandement leur mécontentement au sujet d'une directive de Hitler et faire connaître à leurs subordonnés leur désir qu'elle ne fût pas appliquée, mais ils ne pouvaient guère l'interdire formellement. Par conséquent, qu'il fût d'accord ou pas avec l'« ordre sur les commissaires », Manstein était tenu de le transmettre à ses troupes.

Cela dit, tout indique qu'il fut totalement indifférent au sort des commissaires politiques, ne serait-ce qu'en raison de sa haine viscérale pour le système soviétique. De même, il savait fort bien qu'il ne pouvait faire carrière au sein d'un régime totalitaire sans se compromettre avec ses politiques. Ainsi, le fait d'avoir satisfait à son devoir d'obéissance en transmettant cet ordre à ses soldats lui suffisait amplement, tandis que les conséquences qui pouvaient en résulter ne l'intéressaient guère. Par crainte d'être relevé de son poste, il préféra donc fermer les yeux sur la liquidation des commissaires politiques et s'occuper des questions purement militaires[292].

À Nuremberg, on demanda au général Wöhler, chef d'état-major de la 11e armée, quelles avaient été les mesures prises par le feld-maréchal Manstein, son commandant en chef, pour empêcher l'application de l'« ordre sur les commissaires » par ses subalternes et les unités qui lui étaient subordonnées : « Quelles mesures a-t-il prises, je ne le sais pas. À vrai dire, je n'ai rencontré aucune mesure dans ce domaine, car la question

concernant l'"ordre sur les commissaires" est avant tout une affaire qui relève incontestablement du commandant en chef et non du chef [d'état-major]. Si j'ai été amené à faire quelque chose, dont je ne peux me rappeler, alors je l'ai fait sur l'ordre du commandant en chef. Mais je ne le sais plus[293]. »

À la lumière de cette réponse de Wöhler, on peut avancer que Manstein ne prit effectivement aucune mesure pour empêcher l'exécution des commissaires politiques dans la zone opérationnelle relevant de son commandement. De toute façon, le principe de la chaîne de commandement ne permettait pas le recours à des mesures pour interdire l'application d'un ordre venant d'échelons supérieurs. Sachant que l'OKH était à la fois l'auteur et l'inspirateur de l'« ordre sur les commissaires » et que celui-ci recevait l'assentiment du chef suprême de la Wehrmacht, c'est-à-dire de Hitler lui-même, s'y opposer fermement pouvait valoir à un commandant sa destitution ou même sa mise à l'écart.

L'ordre de Manstein du 20 novembre 1941 sur l'éradication du « judéo-bolchevisme »

Au cours de l'opération « Barbarossa », plusieurs commandants d'armée de premier plan, tels que Reichenau, Hoth et Manstein, au lieu d'essayer de modérer la brutalité de leurs soldats, jugèrent qu'ils montraient trop de mansuétude à l'égard de l'ennemi. Ils s'efforcèrent donc de leur inculquer une meilleure compréhension de la politique de répression radicale, jugée essentielle à la victoire dans une guerre mettant aux prises deux idéologies antagonistes, et de les convaincre de la nécessité d'y participer activement. Pour cela, ils s'appliquèrent notamment à leur faire comprendre que les manifestations de résistance étaient essentiellement dues aux Juifs et aux bolcheviques, qu'il convenait de traiter avec la plus grande sévérité. En effet, selon eux, le développement des actions de partisans, pourtant la conséquence directe des ordres criminels de la Wehrmacht, requérait des mesures brutales et impitoyables contre les Juifs et les bolcheviques, qu'ils considéraient comme étant les principaux instigateurs de la résistance soviétique à l'égard de la Wehrmacht. Ainsi, durant les mois de l'automne 1941, ils émirent des décrets qui se faisaient directement l'écho de l'ordre du Führer du 30 mars 1941 et qui

témoignaient une fois de plus de l'alliance idéologique entre la direction de la Wehrmacht et le régime national-socialiste[294].

Le 12 septembre 1941, le chef de l'état-major général de l'OKW, le feld-maréchal Keitel, donna la directive suivante : « La lutte contre le bolchevisme exige une action rigoureuse, implacable et énergique, surtout contre les Juifs, principaux fourriers du bolchevisme[295]. » D'autres hauts responsables militaires allèrent encore plus loin dans leur exhortation, jugeant sans doute insuffisamment ferme la directive de Keitel.

Le 10 octobre 1941, le très nazi feld-maréchal Reichenau, commandant en chef de la 6e armée, qui opérait sur le front du groupe d'armées sud, donna à ses troupes un ordre qui était libellé dans les termes suivants : « Au sujet de la conduite de la troupe à l'égard du système bolchevique subsistent beaucoup d'idées confuses. Le but essentiel de la campagne contre le système judéo-bolchevique est la destruction totale de ses instruments de domination et l'élimination de l'influence asiatique sur la sphère européenne. Il en découle pour la troupe des devoirs qui vont au-delà du comportement militaire traditionnel au sens étroit. À l'Est, le soldat n'est pas seulement un combattant selon les règles de la guerre, mais aussi le représentant d'une idée nationale implacable et le vengeur de toutes les bestialités infligées au peuple allemand et à ceux qui lui sont apparentés. En conséquence, le soldat doit avoir une parfaite compréhension de la nécessité d'infliger un châtiment sévère mais juste aux sous-hommes juifs. Ce châtiment a aussi pour but d'étouffer dans l'œuf les rébellions à l'arrière de la Wehrmacht qui sont toujours préparées par les Juifs comme le prouve l'expérience. » Et de conclure : « C'est seulement ainsi que nous accomplirons notre devoir historique qui est de libérer, une fois pour toutes, le peuple allemand de la menace judéo-asiatique[296]. »

Loin d'être un cas isolé au sein du corps des officiers, Reichenau exprimait une vision idéologique de la guerre à l'Est qui était partagée par la plupart de ses camarades. D'ailleurs, nombreux furent les officiers supérieurs qui non seulement étaient d'accord avec la teneur de son ordre, mais qui s'empressèrent de le transmettre aussitôt à leurs propres troupes. Ainsi, l'ordre du commandant en chef de la 6e armée fut bientôt connu par toutes les unités déployées sur le front de l'Est. En outre, à peine une semaine après qu'il fut signé, le feld-maréchal Rundstedt, commandant en chef du groupe d'armées sud, diffusa l'ordre à la 11e armée du général

Manstein, à la 17e armée du colonel-général Hoth, au 1er groupe de Panzer du colonel-général Kleist et à toutes les unités de réserve à l'arrière des armées du groupe sud. Il y annexa une lettre d'accompagnement dans laquelle il suggérait à ses commandants de promulguer des directives analogues à celles de Reichenau qu'il approuvait entièrement. En effet, non seulement Rundstedt avait distribué l'ordre de Reichenau, mais il avait aussi écrit sur le document : « Je souscris pleinement à son contenu. » Le 28 octobre 1941, le chef de l'intendance au sein de l'OKH, le lieutenant-général Wagner, informa tous les commandants des groupes d'armées et d'armée de l'ordre de Reichenau et leur demanda d'émettre à leur tour des instructions similaires. L'ordre du commandant en chef de la 6e armée servit ainsi de modèle à bien d'autres généraux de la Wehrmacht. Il fut également particulièrement apprécié par Hitler lui-même qui qualifia l'initiative de Reichenau d'« excellente ».

Au début de novembre 1941, une visite de Reichenau à ses unités le convainquit toutefois que son ordre concernant « la conduite des troupes à l'Est » n'était pas encore suffisamment clair pour ses hommes. Il chargea alors ses subalternes de s'assurer que tous les soldats comprennent bien de quoi il en retournait et qu'ils sachent tout particulièrement « pourquoi les mesures qui sont prises à l'Est ne sont pas applicables dans les pays civilisés ». Les historiens ont donc entièrement raison d'attirer l'attention sur les différences entre la conduite de la guerre à l'Est et celle à l'Ouest.

Parmi les raisons qui peuvent être avancées en guise d'explication de l'ordre donné par Reichenau à ses troupes, il y a la détérioration de la base opérationnelle de la Wehrmacht depuis le début de la campagne et l'accroissement des activités des groupes de partisans consécutivement à la guerre d'extermination, d'asservissement et de pillage menée par la Wehrmacht en sol soviétique. Mais le facteur décisif de la diffusion de cet ordre fut l'acceptation presque unanime au sein du corps des officiers du concept d'une guerre idéologique contre le « judéo-bolchevisme ». La destruction physique des Juifs de l'Europe de l'Est se justifiait ainsi comme une mesure de châtiment. Dans ce contexte, le lien présumé entre la « juiverie » et les partisans fournissait simplement une justification supplémentaire[297].

Ayant remplacé le général Stülpnagel à la tête de la 17e armée, le 5 octobre 1941, le colonel-général Hoth était persuadé que la campagne à l'Est devait être menée à terme d'une manière très différente de celle qui

avait régné contre la France. Dans un ordre sur « la conduite des soldats allemands à l'Est », donné le 17 novembre 1941, il allait encore plus loin que Reichenau, en présentant une analyse beaucoup plus détaillée du contexte historique et idéologique de la guerre. Il aboutissait toutefois à la même conclusion : ce n'est qu'en exterminant des ennemis de race inférieure et, de surcroît, « moralement dépravés » que la Wehrmacht sauverait la culture européenne et, en particulier, germanique, menacée par la « barbarie asiatique » incarnée par le « judéo-bolchevisme ».

Il parlait ainsi de deux idéologies par nature inconciliables : « Il nous est apparu de plus en plus clairement cet été qu'ici, à l'Est, s'affrontent des visions profondément inconciliables : le sentiment de l'honneur et de la race des Allemands, et une tradition militaire (*Soldatentum*) séculaire, contre un mode de pensée asiatique et des instincts primitifs, excités par un petit nombre d'intellectuels, juifs pour la plupart : la peur du knout, le mépris des valeurs morales, le nivellement par le bas, le dédain de la vie individuelle jugée sans valeur. Plus que jamais nous sommes habités par la pensée d'une ère nouvelle, dans laquelle la direction de l'Europe est confiée au peuple allemand en vertu de la supériorité de sa race et de ses accomplissements. Notre mission est évidente, c'est de sauver la culture européenne de l'avancée de la barbarie asiatique. Nous savons maintenant que nous devons nous battre contre un adversaire acharné et tenace. Ce combat ne peut se terminer que par la destruction de l'un ou de l'autre des combattants ; il n'y a pas de compromis. »

Il poursuivait en précisant que « l'Armée rouge avait bestialement assassiné des soldats allemands ». Par conséquent, « sympathie et indulgence à l'égard de la population étaient complètement déplacées ». De ce fait, il appelait les soldats à comprendre « la nécessité de mesures sévères contre les éléments étrangers à la nation et à la race ». D'une manière encore plus résolue que Reichenau, Hoth justifiait les mesures d'extermination des Juifs en insistant sur leur culpabilité dans le sort de l'Allemagne après la Première Guerre mondiale. L'anéantissement des Juifs que le commandant en chef de la 17e armée décrivait comme « le support spirituel du bolchevisme, les représentants de leur organisation meurtrière, les auxiliaires des partisans », obéissait à la règle de « la préservation de soi-même ». Et il concluait en ces termes : « La Russie n'est pas un État européen, mais asiatique. Chaque pas que nous faisons dans ce pays malheureux, réduit à la servitude, nous montre cette différence. L'Europe et,

en particulier, l'Allemagne doivent être à jamais libérées de cette pression et des forces destructrices du bolchevisme[298]. »

Le 20 novembre 1941, le général Manstein, commandant en chef de la 11e armée, ressentit également la nécessité d'expliquer plus en détail à ses troupes les objectifs de la guerre contre l'Union soviétique, ainsi que de leur annoncer sa position à l'égard de l'annihilation des Juifs de l'Europe de l'Est. Reprenant certaines des formules de Reichenau, il en donna une vision personnelle, mais cependant nettement plus radicale : « Depuis le 22 juin, le peuple allemand mène une lutte à mort contre le système bolchevique. Cette guerre, à elle seule, contre la force armée soviétique, n'est pas menée selon la norme établie par les règles de la guerre européenne. Derrière le front aussi, la lutte continue et des partisans vêtus en civils, des francs-tireurs, attaquent les soldats isolés et les petites unités ; ils essaient de couper notre ravitaillement par les sabotages, les mines et les machines infernales. »

Il poursuivait en laissant sous-entendre que la responsabilité de la guerre d'anéantissement qui se déroulait à l'Est incombait à un régime soviétique dominé par les Juifs : « La juiverie sert donc d'intermédiaire entre l'ennemi à l'arrière et le reste des forces de l'Armée rouge encore combattantes. Plus fortement encore qu'en Europe, elle occupe toutes les positions clés de la direction de la politique et de l'administration, du commerce et de l'artisanat, et forme le noyau de tous les troubles et des émeutes possibles. » Il décrivait alors l'objectif de la guerre à l'Est : « Il faut que le régime judéo-bolchevique soit extirpé une fois pour toutes. Il ne doit plus jamais intervenir dans notre espace vital européen. C'est pourquoi le soldat allemand a le devoir, non seulement d'écraser le potentiel militaire de ce régime, mais il doit aussi se poser en défenseur d'une conception raciale et en vengeur de toutes les cruautés qui ont été perpétrées contre lui et le peuple allemand. » La double mission qu'il assignait à ses soldats était donc sensiblement la même que celle prescrite précédemment par Reichenau et Hoth à leurs troupes respectives.

Le commandant en chef de la 11e armée critiquait ensuite ses troupes pour leur manque de fermeté, voire leur négligence à l'égard de la lutte menée par les bolcheviques à l'arrière du front, de même que la distribution de denrées alimentaires à des Soviétiques qui ne s'étaient pas mis au service de la Wehrmacht : « La lutte derrière les lignes n'a pas encore été menée assez sérieusement. La coopération active de tous les soldats doit être

exigée pour désarmer la population, pour le contrôle et l'arrestation des rôdeurs, civils et militaires, et la disparition du symbole bolcheviste. Tout sabotage doit être puni immédiatement par les mesures les plus sévères et tous les indices devront en être dénoncés. La situation alimentaire de la patrie exige que la troupe tire sa subsistance, dans la plus large mesure, des ressources du pays et qu'en outre de larges approvisionnements puissent être mis à la disposition de la patrie. C'est surtout dans les villes ennemies qu'une large partie de la population devra souffrir de la faim. Malgré tout, rien de ce que la patrie donne, en se privant, ne devra être distribué à la population et aux prisonniers, à moins qu'ils ne soient au service de la Wehrmacht. »

Comme Reichenau et Hoth, Manstein exhortait ses soldats à comprendre la nécessité du sévère châtiment infligé aux Juifs, représentants spirituels de la terreur bolchevique : « Le soldat devra se montrer conscient de la dure expiation infligée au judaïsme, détenteur spirituel de la terreur bolchevique : elle est aussi indispensable pour étouffer dans l'œuf toutes les émeutes qui sont, pour la plupart, imputables aux Juifs. Il appartiendra aux chefs de tous grades de maintenir constamment vivante la signification de la lutte présente. Il y aura lieu d'éviter que, par manque d'idées, la lutte bolchevique soit facilitée en arrière du front. »

Enfin, il exigeait de ses troupes un traitement équitable des éléments non bolcheviques de la population. Mais si ceux-ci refusaient de prendre part à la lutte contre le bolchevisme, ils devaient y être contraints par des moyens appropriés : « En ce qui concerne les Ukrainiens, les Russes et les Tartares qui ne sont pas bolcheviques, il faudra qu'ils se convertissent à l'ordre nouveau. La passivité de nombreux éléments soi-disant antibolcheviques doit faire place à une résolution non équivoque de collaboration active contre le bolchevisme. Si elle ne se manifeste pas, elle devra être obtenue de force par des mesures adéquates[299]. »

Au titre de la lutte contre les partisans, Manstein et ses compagnons d'armes Reichenau et Hoth ont donc joué, de leur propre initiative, un rôle majeur dans la mise en œuvre du génocide des Juifs en Europe orientale. Un rôle majeur qui s'inscrivait dans le contexte plus général de la guerre d'anéantissement planifiée par l'État hitlérien et dont la Wehrmacht était partie prenante. Commandants de premier plan sur le front de l'Est, Manstein, Reichenau et Hoth invoquaient la guerre contre les partisans pour justifier le sort impitoyable réservé aux Juifs. En assimilant les Juifs aux

partisans ou en voyant en eux leur principale source de soutien, ils enjoignaient ainsi à leurs soldats de recourir à des mesures brutales et implacables contre ceux-ci. En d'autres termes, ils incitaient leurs troupes à liquider les Juifs des territoires occupés, qu'ils tenaient pour responsables de toutes les manifestations de résistance. « Où il y a un partisan, il y a un Juif ; où il y a un Juif, il y a un partisan », disait-on tant dans la Wehrmacht qu'au SD pour légitimer l'extermination des Juifs des territoires occupés. Par conséquent, le terme « partisan » servait à désigner tous les civils jugés indignes de vivre par l'armée allemande, que ce fût en raison de leurs actes de résistance ou bien de leur appartenance politique ou raciale[300].

Le général Hans Röttinger, chef d'état-major de la 4e armée, puis de la 4e armée de Panzer sur le front de l'Est en 1942-1943, confirma cette affirmation en déclarant à Nuremberg, en novembre 1945, avoir finalement compris que la guerre contre les partisans dans les territoires occupés avait été utilisée par les autorités allemandes à titre de prétexte afin de favoriser « une liquidation impitoyable des Juifs et de tous les autres éléments indésirables[301] ».

Ainsi, Manstein, Reichenau, Hoth et plusieurs autres officiers de haut rang ne se contentèrent pas seulement de cautionner le programme d'élimination des individus qui appartenaient aux catégories politiques et raciales indésirables pour le Reich allemand, ils l'encouragèrent aussi avec énergie. L'élément central que l'on retrouvait dans l'argumentation de ces généraux était que l'attaque de la Russie bolchevique n'avait été qu'une mesure préventive destinée à contrecarrer l'invasion imminente de la « barbarie asiatique » menée par le « judéo-bolchevisme », dont l'objectif était de ravager l'Europe et de détruire sa civilisation. C'est en raison de cette terrible menace que les mesures les plus impitoyables devaient être prises pour extirper le pilier de l'ordre soviétique, c'est-à-dire les communistes et les Juifs. La logique de cette argumentation consistait donc à faire endosser la responsabilité de la politique criminelle de l'Allemagne à l'Est par ses victimes[302].

Il va sans dire que la croyance en une conjuration mondiale dirigée par les Juifs était fort répandue au sein du corps des officiers de la Wehrmacht et nombreux furent ceux qui manifestèrent des marques d'approbation à l'endroit du Führer, qui avait su déclencher à temps le grand combat contre l'ennemi « judéo-bolchevique » accusé de menacer l'existence de

l'Allemagne. Les décrets respectifs de Reichenau, de Hoth et de Manstein en sont de bons exemples. Jusqu'aux derniers mois de la guerre, Hitler semble avoir bénéficié d'un crédit important auprès de ses officiers supérieurs.

La haine des Juifs était déjà présente au sein de l'armée du Kaiser. En effet, le haut commandement impérial, dirigé par le feld-maréchal Hindenburg et le général Ludendorff, n'avait pas hésité à organiser, en octobre 1916, soit en pleine guerre mondiale, un recensement de tous les Juifs servant sous les drapeaux. Ensuite, il avait conçu certains plans, à la même époque, selon lesquels les Juifs devaient être déplacés (*verpflanzt*) et tenus à l'écart d'une large zone-frontière séparant la Russie polonaise du Reich allemand.

Pourtant, les études démontrent que les Juifs allemands n'avaient pas été des patriotes moins ardents que les autres Allemands. Dans les années 1914-1918, vivaient en Allemagne environ 500 000 citoyens juifs. De ceux-ci, quelque 100 000 combattirent dans les rangs de l'armée allemande en tant que soldats, sous-officiers ou officiers, et 12 000 tombèrent au combat. Qu'ils firent preuve de bravoure, de courage et d'esprit de sacrifice, cela ne fait aucun doute, puisque 35 000 d'entre eux reçurent des décorations militaires, de la croix de fer à la plus haute des distinctions, soit celle de l'ordre Pour le Mérite. Qui plus est, plusieurs servirent dans l'armée en tant que volontaires. Malgré cela, l'antisémitisme demeurait profondément ancré dans l'armée et reposait sur des préjugés qui associaient les Juifs au pacifisme, au socialisme, au communisme et à l'internationalisme, éléments qui allaient évidemment à l'encontre de la vision du monde du corps des officiers prussiens, dont les fondements reposaient sur des valeurs antilibérales et antidémocratiques, celles de la monarchie prussienne, du militarisme, de l'autoritarisme et du nationalisme d'origine conservatrice.

L'antisémitisme de bien des officiers s'était ensuite nourri du traumatisme des années troubles d'après-guerre au cours desquelles l'imaginaire du « judéo-bolchevisme » avait acquis force de dogme. La défaite militaire, la chute de l'empire des Hohenzollern, l'avènement de la République de Weimar et les révolutions communistes du mouvement spartakiste étaient autant d'événements attribués aux Juifs, conviction renforcée par la légende du « coup de poignard dans le dos » qui aurait été assené à l'armée et à l'Empire, entre autres, par les principaux représentants du bolchevisme, c'est-à-dire les Juifs. Que le démocrate Matthias

Erzberger, accusé d'être un Juif par les nationalistes extrémistes, eût signé au nom de son pays l'armistice de Rethondes, puis accepté le traité de Versailles, ne fit que consolider cette légende.

Violemment antisémite et croyant dur comme fer à la thèse d'une conspiration internationale juive aspirant à la domination mondiale au moyen de coups d'État révolutionnaires, comme en Russie en 1917 ou en Allemagne en 1918-1919, le général Ludendorff mettait en garde les Allemands, en 1919, contre « la pensée défaitiste, pacifiste et internationaliste de la juiverie et du Vatican », qui cherchait à « détruire l'héritage racial des Allemands et leur caractère national ». À cet égard, l'antisémitisme de Ludendorff n'était guère différent de celui affiché par Hitler. Aussi, ce n'est pas un hasard que l'ancien général en chef de la Première Guerre mondiale se soit joint à Hitler lorsque celui-ci tenta de renverser la République de Weimar, le 9 novembre 1923, par un putsch à Munich. Dans un livre qu'il publia cette même année sous le titre *La Conduite de la guerre et la politique* (*Kriegführung und Politik*), Ludendorff mentionnait que l'Allemagne se devait d'être épurée de tous ses éléments juifs (*Judenrein*) avant d'entreprendre la prochaine guerre. La politique raciale hitlérienne des années 1933 à 1939 allait ainsi tout à fait dans le sens de la conception antisémite exposée par Ludendorff et partagée par un bon nombre d'officiers supérieurs de la Wehrmacht.

La politique antisémite du régime national-socialiste n'avait, de ce fait, guère suscité de réactions négatives au sein du corps des officiers, bien au contraire. Nombreux étaient les généraux qui se félicitaient de l'épuration des éléments juifs de l'armée. Que l'interdiction du mariage avec des femmes non aryennes n'eût suscité que de rares protestations montrait combien le développement de l'antisémitisme au sein de l'armée, après l'avènement de Hitler au pouvoir, était autant l'aboutissement d'un processus endogène que l'intériorisation des présupposés de la politique antisémite mise en œuvre par le régime hitlérien[303].

Un homme comme le colonel-général Fritsch, pour lequel Manstein et plusieurs autres officiers avaient énormément d'estime, était un antisémite fanatique dans la lignée d'un Ludendorff. Moins d'un an après avoir été destitué de ses fonctions de commandant en chef de l'armée de terre en raison de basses calomnies, et quelques semaines seulement après le pogrome de la « Nuit de cristal », il pouvait écrire : « Il est vraiment curieux que tant de gens considèrent l'avenir avec une inquiétude croissante, en

dépit des succès indiscutables remportés par le Führer au cours des années passées [...]. Peu après la [Première] Guerre mondiale, j'arrivai à la conclusion qu'il nous fallait remporter trois batailles, si l'Allemagne devait retrouver sa puissance : 1. la bataille contre la classe ouvrière – Hitler l'a gagnée ; 2. contre l'Église catholique ou, pour dire peut-être mieux, contre l'ultramontanisme ; 3. et contre les Juifs. Nous sommes au beau milieu de ces batailles et celle contre les Juifs est la plus difficile. J'espère que tout le monde voit clairement les difficultés de cette entreprise[304]. »

De tels propos auraient facilement obtenu l'assentiment de nombreux officiers et sans aucun doute de Manstein lui-même. De fait, Fritsch n'avait-il pas été, en quelque sorte, un père spirituel pour Manstein et bien d'autres officiers qui avaient servi directement sous ses ordres au sein du haut commandement de l'armée de terre ?

Plus intéressant encore est le point de vue sur la position et l'importance des Juifs en URSS que donna Manstein lors de son procès tenu à Hambourg en 1949. Il y justifiait les mesures préventives prises par la Wehrmacht contre les Juifs qu'il associait, comme dans la rhétorique nazie, aux bandes de partisans : « J'étais d'avis qu'il y avait un lien direct entre le système bolchevique et la juiverie. On trouvait les Juifs en grand nombre dans les positions importantes, non seulement dans les milieux politiques et économiques. À l'occasion de mes visites rendues à l'Armée rouge en Russie, je me souviens d'avoir rencontré des Juifs dans les plus hauts rangs et postes de commandement. Les Juifs étaient nombreux à se trouver parmi les bandes de partisans et de saboteurs [....]. Je ne nie pas que la politique national-socialiste avait incité les Juifs à la révolte contre nous. Cependant, il était naturel pour nous de prendre des mesures préventives afin de les empêcher de pouvoir traduire leur haine en actes[305]. »

Sans être aussi violemment antisémite que Blomberg, Fritsch, Brauchitsch, Halder, Küchler, Hoepner ou Reichenau par exemple, Manstein n'en était pas moins convaincu de la nécessité d'infliger un sévère châtiment aux Juifs, comme représentants spirituels de la terreur bolchevique, soutiens principaux des partisans dans les territoires occupés et responsables de tous les malheurs subis par le peuple allemand dans l'après-guerre. Ainsi, aussi bien dans son propre décret que dans celui de Reichenau ou de Hoth, on pouvait déceler le traumatisme national de la révolution de novembre 1918 dont le « judéo-bolchevisme » était tenu pour responsable. De toute évidence, Manstein était un produit du corps des

officiers prussiens pour lesquels l'antiparlementarisme, l'antimarxisme, l'antislavisme et l'antisémitisme étaient au cœur de leur vision du monde. Non seulement il avait été toute sa vie au contact de cette vision du monde, mais il l'avait manifestement faite sienne.

Ce contexte fait mieux comprendre les motivations qui générèrent le comportement criminel de toute une caste militaire sur le front de l'Est. La multiplicité des ordres criminels formulés tant par l'OKH ou l'OKW qu'au niveau des armées ou des divisions était moins des concessions à l'air du temps que le reflet de convictions racistes, antislaves, antisémites et antibolcheviques profondément enracinées. Le mépris racial de l'ennemi « judéo-bolchevique » était sans conteste le fondement de la vision du monde des officiers allemands en URSS. Il va sans dire que l'archaïsme des contrées traversées – routes non asphaltées, absence d'électricité, d'eau courante ou d'égouts, pauvreté extrême des campagnes – les confirmait davantage dans leurs préjugés raciaux selon lesquels les Slaves et les Juifs étaient des races de sous-hommes sales, bestiaux et inaptes à l'organisation sociale[306].

Il est cependant intéressant de noter que, à l'instar de la plupart des officiers de haut rang de la Wehrmacht, Manstein faisait une claire distinction entre les Juifs d'Europe de l'Est et les Allemands dont au moins un des grands-parents était juif, les *Mischlinge* (métis). D'ailleurs, en 1934, n'avait-il pas pris la défense des militaires allemands de descendance juive, s'opposant ainsi aux mesures aryennes introduites dans l'armée ? Bien qu'il fût un partisan déclaré du Führer, du régime national-socialiste et de ses politiques raciales, le feld-maréchal Reichenau n'en était pas moins lui aussi sympathique à la cause des *Mischlinge* servant au sein de l'armée allemande, venant même en aide à certains d'entre eux lors des années précédant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

À l'instar de la grande majorité des généraux, Manstein et Reichenau ne mettaient pas sur un pied d'égalité les *Mischlinge* et les Juifs. Pour eux, débarrasser l'Allemagne des Juifs, comme le disait le colonel-général Fritsch en décembre 1938, était un objectif primordial. Toutefois, ils étaient disposés à faire des exceptions pour les *Mischlinge*, qu'ils considéraient comme de simples compagnons d'armes. Ni Manstein, après n'avoir reçu aucune réponse à sa protestation de 1934 contre les mesures aryennes, ni Reichenau, après un dernier effort, en 1938, pour aider un *Mischling*, n'entreprirent d'autres démarches pour prévenir la persécution des

Mischlinge. Au contraire, leurs décrets respectifs de l'automne 1941 contribuèrent plutôt à sanctionner la mort de milliers de Juifs innocents, diminuant, par le fait même, la portée de leurs actions bienveillantes pour quelques *Mischlinge* dans les années 1930. S'ils étaient d'avis que certains *Mischlinge* devaient être sauvés, du moins ceux portant l'uniforme de l'armée allemande, ils étaient néanmoins d'accord sur le fait que les Juifs devaient être exterminés, notamment ceux de l'Europe de l'Est qui étaient communistes, slaves ou asiatiques.

On ne doit pas perdre de vue que le Führer lui-même vint en aide à des *Mischlinge*, et ce, au moment même où il ordonnait l'extermination des Juifs. Après tout, quelque 150 000 *Mischlinge* servirent dans la Wehrmacht durant la guerre. Au sein des hauts commandements, ce ne sont pas moins de 77 officiers de haut rang dont 25 généraux qui furent déclarés « aryens » par Hitler lui-même. Parmi eux, l'un des plus connus fut sans aucun doute le feld-maréchal Milch, inspecteur général et chef du développement de la Luftwaffe, considéré comme étant tout simplement indispensable[307].

Si les décrets de généraux de haut rang tels que ceux émis par Manstein, Reichenau et Hoth furent influents au sein des troupes, il y en eut d'autres. Même s'ils furent très rares et ne reçurent aucun appui dans l'armée, quelques commandants donnèrent des ordres significativement différents de ceux diffusés précédemment par les trois susmentionnés. L'un d'eux, le général Eberhard von Mackensen, commandant en chef du 3e corps motorisé, demanda à ses soldats, le 24 novembre 1941, de recourir à des mesures brutales et impitoyables à l'endroit des résistants, mais d'éviter autant que possible de se livrer à des actions arbitraires contre la population civile qui pourraient dresser encore davantage l'ennemi contre l'occupant[308]. Évidemment, l'action de Mackensen resta le fait d'une minorité, de cas isolés, car à aucun moment les échelons supérieurs de la hiérarchie militaire n'envisagèrent un quelconque adoucissement de la politique adoptée à l'encontre de la population civile occupée.

La conception idéologique et raciste de la guerre à l'Est mise en avant par Manstein dans son décret tend à faire de lui un véritable officier nazi, car rien ne l'aurait empêché d'émettre un ordre similaire à celui de Mackensen. L'argument selon lequel Manstein n'aurait pas eu le choix de promulguer un ordre intimant à ses troupes d'avoir recours aux mesures les plus rigoureuses contre les Juifs et les éléments bolcheviques, parce que l'OKH avait demandé à ses commandants du front de l'Est de donner des

directives similaires à celles de Reichenau, ne tient pas la route. D'autant que Mackensen ne fut pas sanctionné. Manstein ne pouvait ignorer que son ordre laissait à ses troupes carte blanche pour assassiner tous les éléments jugés indésirables par le Reich. Étant donné que des ordres analogues avaient déjà été émis par d'autres généraux de haut rang, l'impression qu'avait le soldat allemand de disposer désormais d'un véritable permis de tuer arbitrairement ne pouvait qu'être renforcée.

À Nuremberg, lorsqu'on l'interrogea au sujet de l'ordre de Reichenau du 10 octobre 1941, Manstein donna cette version des faits : « Cet ordre, sur le désir de Hitler, nous a été envoyé pour ainsi dire comme modèle ; moi-même, je l'ai refusé et ne m'en suis jamais servi pour la transmission des miens. J'ignore si quelque autre commandant en chef l'a pris en considération. » On lui demanda ensuite ce qu'il avait fait lorsqu'il lui fut suggéré d'émettre un ordre analogue à celui de Reichenau. « On ne me l'a pas proposé, nous ne le reçûmes que comme émanant de Hitler, comme modèle. Je n'en ai tenu aucun compte et je considérais de tels ordres comme absolument déplacés. Je voulais continuer la lutte en soldat et pas autrement. » La poursuite présenta alors un document daté du 20 novembre 1941 et signé par Manstein lui-même qui prouvait hors de tout doute que celui-ci avait bel et bien distribué à ses troupes un manifeste antisémite très similaire à celui émis précédemment par Reichenau.

Manstein affirma sans conviction n'avoir aucun souvenir de ce document, mais reconnut qu'il portait sa signature. Sa crédibilité venait de voler en éclats : « Je dois dire que cet ordre m'était complètement sorti de la mémoire. D'après la signature [...], je dois admettre que l'ordre est exact et que c'est moi qui l'ai donné. » Il serait pour le moins étonnant qu'il eût oublié un ordre d'une telle importance, ne serait-ce qu'en raison de la très vaste mémoire dont il fit montre dans son autobiographie, notamment pour les événements pittoresques de la guerre. « Mais je voudrais souligner que s'il est dit ici : "le régime doit être anéanti..." cela signifie l'extermination du système bolchevique et non celle des hommes. » On peut douter cependant que ses soldats eussent vraiment compris cette subtilité. Lorsqu'on lui demanda s'il n'était pas exact que son ordre fut rédigé dans l'intention que ses troupes l'accomplissent et qu'ils éprouvent de la sympathie pour la tâche des *Einsatzkommandos* chargés de l'extermination des Juifs, Manstein ne se fit guère plus convaincant : « Non, il n'est

nullement question que j’aie jamais, même entre les lignes, voulu inciter ma troupe à coopérer à de telles méthodes[309]. »

Au-delà de sa vision du monde et de la guerre à l’Est radicalement idéologique et raciste, il se peut aussi que son ordre du 20 novembre 1941 fût motivé, dans une certaine mesure, par le désir d’obtenir les faveurs du Führer. À cette époque, il savait fort bien que la guerre à l’Est se poursuivrait bien au-delà de 1941. De plus, il n’ignorait pas que les jours du feld-maréchal Brauchitsch en tant que commandant en chef de l’OKH étaient comptés, en raison de l’échec patent de l’opération « Barbarossa » et d’incessantes altercations avec le Führer au sujet de la conduite des opérations militaires. Il devait également soupçonner que le colonel-général Halder, chef d’état-major général de l’OKH, se retrouvait lui aussi, pour les mêmes raisons que Brauchitsch, dans une position très incertaine. Ainsi, en démontrant avec ardeur une vision du monde et de la guerre à l’Est des plus national-socialistes, il espérait peut-être que le Führer ferait appel à ses services à titre de commandant en chef ou bien de chef d’état-major général de l’armée de terre. C’est peut-être de cette façon qu’il espérait réaliser le rêve de toute sa carrière militaire, celui d’être nommé à la tête de l’armée allemande.

11
MANSTEIN, LA 11e ARMÉE EN CRIMÉE ET LA SOLUTION FINALE

Lors de son procès tenu à Hambourg, en 1949, Manstein fut déclaré non coupable relativement à la question de l'extermination des Juifs. Pourtant, son ordre du 20 novembre 1941 était suffisamment compromettant pour prouver sa culpabilité[310]. En outre, les arguments qu'il présenta pour sa défense étaient grossièrement erronés. Par exemple, il déclara n'avoir pratiquement rien su, au cours de la guerre, des *Einsatzgruppen*, si ce n'est qu'ils avaient une mission politique qui concernait, entre autres, la surveillance de la population des territoires occupés. Cette affirmation n'était guère différente de son témoignage à Nuremberg, trois ans auparavant, sur le même sujet : « En ce qui concerne les tâches des *Einsatzgruppen*, je savais seulement qu'elles étaient prévues pour préparer l'administration politique, c'est-à-dire en vue d'une surveillance politique de la population des territoires occupés de l'Est, qu'elles travaillaient d'après les instructions spéciales de Himmler et sous sa responsabilité. [...] Cette organisation des *Einsatzgruppen*, telle qu'elle m'apparaît aujourd'hui clairement, ne m'a pas été claire du tout à cette époque. Ses missions encore moins. »

En ce qui concerne l'intention et l'ordre d'exterminer les Juifs et d'autres éléments de la population, Manstein soutint n'en avoir jamais entendu parler, en répondant très brièvement : « Non, je ne l'ai pas su. » À la question lui demandant s'il n'avait jamais été avisé des exécutions des Juifs, il répondit de manière aussi catégorique : « Je n'ai reçu aucune

nouvelle relative à des exécutions de Juifs. Je n'ai entendu parler que de bruits. » Lorsqu'on lui demanda à nouveau s'il prétendait devant le tribunal qu'il ne savait pas que l'une des plus importantes missions des *Einsatzgruppen* était d'exterminer les commissaires politiques et les Juifs, il demeura conséquent avec ses réponses précédentes : « Non, je ne le savais pas[311]. »

Or, Manstein ne pouvait pas ne pas savoir ce qui se passait derrière le front et encore moins derrière la zone opérationnelle de l'armée qui relevait directement de son commandement. Il est tout à fait impossible qu'il ait ignoré la nature des activités des *Einsatzgruppen*. Selon l'accord du 26 mars 1941, conclu entre le lieutenant-général Wagner et le *SS-Gruppenführer* Heydrich, les *Einsatzgruppen* se trouvaient subordonnés aux armées en ce qui concernait leurs mouvements et leur approvisionnement, et se voyaient tenus, par surcroît, d'informer régulièrement les commandants en chef des armées de leurs opérations. Par conséquent, Manstein et tous les autres commandants d'armée du front de l'Est devaient, en toute logique, être informés des activités des *Einsatzgruppen*. À cet égard, le *SS-Obergruppenführer* Erich von dem Bach-Zelewski affirma à Nuremberg que tous les généraux du front de l'Est étaient parfaitement au courant de la véritable tâche des *Einsatzgruppen*[312].

L'Einsatzgruppe D dans le sillage de la 11e armée en Crimée

À Nuremberg, le *SS-Oberführer* Otto Ohlendorf, chef de l'*Einsatzgruppe D*, qui opérait dans le sillage de la 11e armée dans le sud de l'Ukraine et plus tard en Crimée, présenta l'un des témoignages les plus éclairants en ce qui concerne la relation entre l'armée de terre et les *Einsatzgruppen*. Au procès des grands criminels de guerre, cet intellectuel dévoyé, diplômé universitaire à la fois en droit et en économie politique, et ancien professeur à l'Institut des sciences économiques appliquées, ne chercha aucunement à disculper les généraux de la Wehrmacht et encore moins lui-même. En effet, loin de s'efforcer de contester les faits pour lesquels les commandants du front de l'Est et lui-même étaient accusés, il s'en montra plutôt fier, ce qui renforçait d'autant la crédibilité de son témoignage.

Il mentionna d'abord que la zone d'action de l'*Einsatzgruppe* était déterminée du fait qu'il était affecté spécifiquement à un groupe d'armées ou à la 11e armée et, par conséquent, marchait avec lui ou elle, tandis que les zones d'opérations des *Einsatzkommandos* étaient définies de leur côté par le groupe d'armées ou par la 11e armée. Il rappela ensuite que, si les chefs du SD et de la police de sécurité étaient les seuls habilités à donner des ordres aux *Einsatzgruppen* quant à leurs interventions, il existait cependant un accord aux termes duquel le groupe d'armées ou la 11e armée avaient le droit de donner des ordres à leur *Einsatzgruppe* si le cours des opérations l'exigeait. À cet effet, il y avait un agent de liaison entre le commandement du groupe d'armées ou de la 11e armée et le SD.

Plus intéressante encore fut son affirmation selon laquelle les commandants en chef des groupes d'armées et des armées étaient non seulement informés des ordres de liquidation des Juifs et des fonctionnaires soviétiques, mais qu'ils avaient reçu l'ordre de prêter main-forte aux unités du SD dans leurs zones d'opérations respectives pour qu'elles pussent accomplir convenablement cette liquidation. Et sans cette instruction aux commandants de la Wehrmacht, « les activités des *Einsatzgruppen* n'auraient pas été possibles », précisa à juste titre Ohlendorf.

Au sujet de la 11e armée, le chef de l'*Einsatzgruppe D* déclara avoir reçu des instructions de marche du feld-maréchal Manstein et de son chef d'état-major : « [...] lors de la discussion des progressions, des entretiens personnels eurent lieu entre von Manstein, son chef d'état-major et moi-même. » En outre, il spécifia que Manstein était au courant des opérations de liquidation de l'*Einsatzgruppe D*. À la question lui demandant s'il pouvait dire de quelle façon le commandant en chef de la 11e armée dirigeait ou surveillait l'*Einsatzgruppe D* dans l'exercice de ses activités de liquidation, Ohlendorf le mit en cause : « À Nikolaïev, la 11e armée envoya l'ordre de n'entreprendre cette liquidation que dans un rayon de 200 kilomètres autour du quartier général du commandant en chef. » Il se souvint ensuite d'un autre cas : « À Simféropol, le commandant de l'armée demanda aux *Einsatzkommandos* compétents de hâter la liquidation, parce que la famine était imminente et que le manque d'habitations se faisait lourdement sentir. » Puis, lorsqu'on lui demanda s'il savait combien de personnes furent liquidées par l'*Einsatzgruppe D*, durant la période où il en assura le commandement de juin 1941 à juin 1942, dans le secteur situé tout

au sud de l'Ukraine et rattaché à la 11e armée, Ohlendorf haussa les épaules et répondit, en marquant à peine une légère hésitation : « Dans l'année qui s'étend de juin 1941 à juin 1942, les *Einsatzkommandos* ont rendu compte de la liquidation d'environ 90 000 personnes[313]. »

Le témoignage de Ohlendorf ne laisse planer aucun doute sur le fait que Manstein était parfaitement au courant de la mission criminelle des *Einsatzgruppen* et, en particulier, de l'*Einsatzgruppe D* qui marchait dans le sillage de la 11e armée qu'il commandait. Son affirmation selon laquelle il ne savait pas ce qui se passait à l'arrière du front est tout simplement invraisemblable. Du temps où il se trouvait en Crimée, Manstein reçut de nombreuses informations sur les activités criminelles de l'*Einsatzgruppe D*, qui fut soutenu activement par les unités de la 11e armée. En effet, celle-ci plaça à la disposition de l'*Einsatzgruppe D* des troupes et du matériel pour faciliter sa tâche. La participation du feld-maréchal Manstein au génocide des Juifs ne fut donc pas seulement passive, mais aussi active. S'il ne semble pas avoir accordé beaucoup d'intérêt aux rapports et aux informations sur l'extermination des Juifs qui lui étaient adressés, il mit toutefois des unités de la 11e armée à la disposition de l'*Einsatzgruppe D*, notamment à Simféropol où 11 000 Juifs furent exécutés. Tout laisse donc croire que l'*Einsatzgruppe D* opérait dans la région militaire de la 11e armée, en bénéficiant non seulement de l'accord de Manstein – qui était très bien informé de ses activités criminelles –, mais également de son appui[314].

Du temps où le colonel-général Schobert commandait la 11e armée, le *SS-Oberführer* Ohlendorf faisait état dans ses rapports d'une excellente relation entre cette armée et l'*Einsatzgruppe D*. Loin de s'effriter avec le remplacement de Schobert par Manstein, la collaboration entre la 11e armée et l'*Einsatzgruppe D* ne cessa, au contraire, de devenir plus étroite et harmonieuse. Et les activités de l'*Einsatzgruppe D* continuèrent d'être rapportées à la 11e armée directement ou par l'entremise du commandement situé à l'arrière de la zone d'opérations de l'armée, mieux connu sous le nom de *Korück 553*. En définitive, Ohlendorf qualifiait tout simplement d'« excellents » les rapports entre l'*Einsatzgruppe D* qu'il dirigeait et la 11e armée que commandait Manstein[315].

À Nuremberg, dans le cadre du procès contre les *Einsatzgruppen*, Ohlendorf fit la lumière sur le cadre juridique à l'intérieur duquel avait eu lieu le programme de liquidation en Crimée. « Cette activité s'est déroulée

sous la responsabilité du commandant en chef. Lui seul était détenteur de l'autorité exécutive et maître de la vie et de la mort. Et cette responsabilité n'a jamais été restreinte. » Cette déclaration faisait suite à une autre de Ohlendorf, tout aussi révélatrice, sur la responsabilité de Manstein dans le génocide des Juifs en Crimée : « Les unités [de l'*Einsatzgruppe D*] relevaient de la compétence de l'armée en ce qui concerne l'intervention tactique. Elles étaient tenues de rendre compte respectivement à l'armée, aux corps [d'armée] et aux divisions de toutes les mesures prises. Dans tous les cas, mon activité en tant que chef de l'*Einsatzgruppe D* se trouvait, à tout moment, totalement sous la souveraineté de droit et de pouvoir du commandant en chef de mon armée. Et pour chaque activité que j'avais à exécuter, je devais tenir compte de la souveraineté de droit et de pouvoir du commandant en chef. »

Ces propos du *SS-Oberführer* Ohlendorf, qui en disent long sur la responsabilité de Manstein dans la guerre d'anéantissement conduite par la Wehrmacht en URSS, ont été confirmés par les documents. D'ailleurs, le jugement prononcé au procès des *Einsatzgruppen* conclut à une participation active de la 11e armée au génocide des Juifs en Crimée[316]. La 11e armée n'était donc aucunement restée fidèle à la tradition chevaleresque allemande, comme le prétend fallacieusement Manstein dans ses Mémoires[317].

Bien au contraire. La remise des prisonniers de guerre soviétiques au SD dans la zone d'opérations de la 11e armée s'effectuait sans accroc. Le triage des commissaires politiques et des Juifs parmi les prisonniers et leur exécution se déroulaient d'une manière des plus routinières. Aussitôt sélectionnés parmi les prisonniers rassemblés, les Juifs et les commissaires politiques étaient fusillés sur-le-champ. De même, la 11e armée négligea de fournir les vivres et les vêtements nécessaires à ses prisonniers afin d'assurer leur subsistance. Plusieurs périrent ainsi de faim et de froid lors de l'hiver 1941-1942. Entre décembre 1941 et août 1942, la 11e armée remit 3 311 soldats de l'Armée rouge au SD. Durant la même période, 7 504 autres furent rapportés comme étant décédés ou exécutés par les services de garde de la Wehrmacht[318].

Manstein et les crimes de guerre de la 11e armée en Crimée

Nombreux sont les documents d'archives qui attestent l'implication de la 11e armée dans l'extermination des Juifs, que ce soit à l'époque où elle était commandée par Schobert ou par Manstein. Bien que certains rapports n'emploient que le terme « partisans », il ne faut néanmoins pas perdre de vue que les expressions « commissaires », « Juifs » et « partisans » étaient généralement employées au hasard, d'autant qu'elles étaient souvent confondues. Dans ce contexte, la lutte contre les partisans servait de prétexte pour justifier la remise des communistes et des Juifs au SD et, subséquemment, leur exécution. Une analyse du choix des mots utilisés dans les ordres des officiers haut gradés de la Wehrmacht et dans les rapports des *Einsatzgruppen* démontre clairement qu'une équation était ainsi faite entre les termes « bolcheviques », « partisans » et « Juifs ».

Dès le début de la campagne de Russie, une collaboration étroite s'installa entre la 11e armée et l'*Einsatzgruppe D*. Le 3 juillet 1941, alors qu'elle se trouvait sous le commandement du colonel-général Schobert, la 11e armée émit la directive suivante, signée par son chef d'état-major, le général Wöhler, à l'*Einsatzgruppe D* : « L'*Einsatzgruppe D* de la police de sécurité [...] d'une force d'environ 470 hommes, sera placé sous les ordres du haut commandement de la 11e armée pour la marche, le logement et l'alimentation[319]. » Le même jour, le chef d'état-major de la 11e armée donna un ordre d'intervention au *Sonderkommando 11b*, attaché à l'*Einsatzgruppe D* : « [...] la capture des éléments politiquement peu fiables à Kischinev sera attribuée à un *Sonderkommando* de la police de sécurité (motorisée) d'une force de 50 hommes [...]. Pour la marche, le logement et l'alimentation, le *Sonderkommando* sera placé sous les ordres [de la 11e armée]. Le *Sonderkommando* travaille sur l'ordre du chef de la police de sécurité et sous sa propre responsabilité. Toutes les mesures prises doivent être signalées au haut commandement de la 11e armée [...]. Après l'exécution de ses tâches, dans le cadre de l'unité à laquelle il a été affecté, le [*Sonder*] *kommando* sera de nouveau mis à la disposition de la 11e armée et recevra d'elle d'autres directives[320]. »

Le 9 juillet 1941, le chef de la police de sécurité et du SD informa le haut commandement du groupe d'armées sud de ses activités dans la région

militaire de la 11e armée : « Le 8 de ce mois, une action importante a été menée au cours de laquelle la classe dirigeante juive a été intégralement arrêtée. Le jour suivant, environ 100 Juifs communistes [...] ont été exécutés. [...] En tout, plus de 500 Juifs ont été exécutés par la Wehrmacht et la police au cours du 8 et du 9 de ce mois[321]. »

Le 3 août 1941, le *Sonderkommando 10a* rapporta à l'*Einsatzgruppe D*, auquel il était rattaché, les informations suivantes : « À Kodyma [...] le commandement du 30e corps d'armée a mis 400 soldats à la disposition du [*Sonder*] *kommando* pour faire une razzia dans le quartier juif. À cette occasion, le recours à la force des armes a été nécessaire. [...] 97 Juifs ont été fusillés [...]. L'exécution [des Juifs] a été confiée, dans le cadre d'une intervention conjointe, à 24 hommes de la Wehrmacht et à 12 de la police de sécurité [...][322]. »

Quatre jours plus tard, le haut commandement de la 11e armée reçut un rapport de la police militaire secrète 647 l'avisant de l'exécution de 98 Juifs à Kodyma[323]. À peu près à pareille date, il fut informé par le *Sonderkommando 11a*, unité détachée par l'*Einsatzgruppe D*, de ses activités à Kischinev. Celui-ci lui indiqua avoir exécuté 68 Juifs en raison d'activité communiste et 6 autres pour cause d'incendie criminel[324].

Le 8 septembre 1941, le *Sonderkommando 11a* envoya à l'*Einsatzgruppe D* un rapport d'activité dans lequel il soulignait sa collaboration avec des unités de la 11e armée dans des actions contre les éléments qualifiés d'indésirables par les autorités du Reich : « En collaboration avec des unités de la Wehrmacht, le [*Sonder*] *kommando* a mis en branle quelques actions de recherches de Nikolaïev à Kherson qui se sont conclues par la capture de plusieurs partisans. [...] Lors de la marche sur Nikolaïev, 7 fonctionnaires politiques du parti communiste ont été identifiés et exécutés. [...] Les remarques et plaintes des autorités supérieures de la Wehrmacht, selon lesquelles les actes de violence des Juifs allaient se multiplier, ont été mises en évidence. [...] des mesures d'expiation auront lieu par l'exécution de 227 otages. [...] 122 Juifs seront exécutés à Kherson[325]. »

Quelques jours à peine après avoir pris le commandement de la 11e armée, Manstein, alors général, prenait connaissance de l'exécution des Juifs dans la zone militaire relevant de son autorité. Le 12 septembre 1941, l'*Einsatzgruppe D* envoya au haut commandement de la 11e armée un

rapport concernant les activités du *Sonderkommando 11a* à Kherson pour la période du 22 août au 10 septembre. Il fut reçu le 14 septembre, soit trois jours avant la prise de commandement de la 11e armée par Manstein. Le 26 septembre, il fut présenté à Manstein et signé par celui-ci. Ce rapport, qui constitua l'une des charges déposées contre Manstein lors de son procès, rendait compte de la situation dans les termes suivants : « La question juive est, pour le moment, en partie résolue. Déjà le 23 août 1941, l'ordre a été donné pour l'enregistrement et le port de l'étoile jaune par un appel des Juifs. [...]. Le commando a mis en œuvre les exécutions suivantes : 400 Juifs et 10 Juives ont été fusillés en guise de mesure punitive pour actes de sabotage ou pour avoir été liés aux renseignements. [...]. Informé au sujet des événements, le commandant de la 72e division d'infanterie a exprimé au commando sa reconnaissance et sa gratitude. L'armée avait placé à sa disposition des unités [...][326]. »

À son procès, Manstein dut expliquer pourquoi sa signature se retrouvait sur ce rapport concernant les activités de l'*Einsatzgruppe D* à Kherson. De manière peu crédible, Manstein affirma ne pas l'avoir lu, sinon il aurait exigé des explications sur son contenu. Il ajouta ensuite cette réponse tout à fait invraisemblable : « Je n'ai jamais reçu un rapport du SD dans lequel il était fait mention de l'exécution de Juifs[327]. » Pourtant, dans le rapport en question, daté du 12 septembre 1941, l'*Einsatzgruppe D* indiquait justement avoir abattu 410 Juifs.

En octobre 1941, le *Sonderkommando 10a* commit un massacre en périphérie de la ville de Genitchesk, auquel assistèrent des soldats de la 22e division d'infanterie appartenant à la 11e armée. Dans une note du 6 octobre adressée à l'*Einsatzgruppe D*, le chef d'état-major de la 11e armée indiquait que le *Sonderkommando 10a* se trouvait dans la zone de combat de la 22e division d'infanterie lorsqu'il se livra à des exécutions massives : « Il aurait dû attendre que toutes les mesures, en particulier les exécutions publiques de la ville de Genitchesk [...], aient reçu, au préalable, l'accord de l'état-major de la division[328]. »

Le 10 octobre 1941, le général Wöhler, en sa qualité de chef d'état-major de la 11e armée, signa un ordre concernant les partisans : « [...] les groupes de partisans sont sans cesse renforcés par les Juifs. La troupe ainsi que la police et les organes de sécurité de l'armée (police militaire secrète, gendarmerie de campagne et police de sécurité du SD) seront utilisés[329]. »

Trois jours plus tard, le commandant de Melitopol envoya à *Korück 553* un rapport d'activités dans lequel il était fait mention de l'exécution par le SD de 2 000 Juifs à Melitopol : « Melitopol et les villages de Peschanov et de Kisejar, qui lui sont rattachés, comptaient environ 85 000 habitants. De ceux-ci, 45 % étaient russes, 40 % ukrainiens, 13 % juifs et 2 % allemands d'origine. Lors de l'occupation de la ville par la Wehrmacht, environ 40 000 habitants y étaient restés. Tous les Juifs (2 000) furent exécutés par le SD[330]. » Le 28 octobre 1941, un rapport dressait un bilan de la situation à Melitopol depuis l'occupation de cette ville par l'armée allemande. Ce rapport confirmait le sort des 2 000 Juifs qui y vivaient. « L'administration et les organes du parti [communiste] se sont enfuis, le 28 septembre 1941 ; 1 [soldat] de l'Armée rouge, 24 personnes suspectes et 2 000 Juifs ont été remis au SD[331]. »

Le 20 octobre 1941, le commandant de Kachowka adressa à *Korück 553* un rapport faisant état des activités de nettoyage dans la ville : « 13 000 habitants, desquels 30 % sont des Juifs. L'épuration de l'endroit des éléments juifs et communistes a déjà été mise en œuvre par la police de sécurité en liaison avec la milice ukrainienne[332]. » Le 29 octobre 1941, le commandant de Marioupol rapporta à *Korück 553* l'opération s'étant déroulée dans la ville : « 8 000 Juifs ont été exécutés par le SD[333]. » Le 30 novembre 1941, le commandant de Armjansk informa *Korück 553* et la 11e armée de l'exécution de 14 Juifs et Juives dans la ville en date du 26 novembre, mesures prises afin de renforcer la sécurité des unités combattantes[334].

Huit jours auparavant, soit le 22 novembre, le commandant de Kertch avait envoyé à *Korück 553* le message suivant : « Le recensement de la population juive vivant à Kertch n'est pas encore achevé. La liquidation des Juifs sera mise en œuvre rapidement, à cause du tort occasionné par la situation alimentaire de la ville[335]. » Le 7 décembre 1941, il transmit cette note au même destinataire : « L'exécution des Juifs, à peu près au nombre de 2 500, a eu lieu du 1er au 3 décembre 1941. D'autres exécutions subséquentes sont à prévoir, car une partie de la population juive s'est enfuie ou se cache toujours [...][336]. »

Plus importante encore fut l'opération conduite à Simféropol, à la mi-novembre 1941, et qui entraîna la mort de 11 000 Juifs. Exigeant que cette ville fût épurée de tous ses éléments juifs avant Noël, le haut

commandement de la 11e armée mit quelques-unes de ses unités à la disposition du SD. L'empressement de l'état-major de Manstein à procéder à la liquidation des Juifs de Simféropol avant le 25 décembre s'expliquait non pas pour des raisons religieuses, mais plutôt pour des motifs militaires reliés à l'offensive prévue contre la forteresse de Sébastopol. Puisque la ville de Simféropol se trouvait au carrefour des voies de communication de la Crimée, il jugeait indispensable sa pacification pour assurer, en toute sécurité, le ravitaillement de la 11e armée lorsque celle-ci entreprendrait son offensive contre Sébastopol. Pour cela, il en appelait à l'exécution des Juifs qu'il considérait comme les principaux instigateurs des activités de résistance. En d'autres termes, il demandait de procéder à une action ou vengeance préventive contre les Juifs de Simféropol afin de sécuriser les territoires occupés de la Crimée[337].

À Nuremberg, Ohlendorf décrivit les exigences du haut commandement de la 11e armée jusque dans les moindres détails : « Le haut commandement a exigé que la liquidation des Juifs à Simféropol soit mise en œuvre avant Noël. Cette directive de l'armée m'a été annoncée par l'agent de liaison. [Le Dr Werner] Braune [chef du *Sonderkommando 11b*] a négocié par la suite avec l'armée, car nous ne disposions pas des conditions préalables afin de procéder à la liquidation. Ainsi, une fois l'accord conclu, l'armée s'est engagée à créer ces conditions préalables. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit et la liquidation a pu se faire avant Noël 1941. [...] L'armée a mis à notre disposition des camions pour le transport des Juifs, des chauffeurs, de l'essence, la gendarmerie de campagne pour le barrage. »

Il expliqua ensuite les raisons qui amenèrent l'état-major de Manstein à formuler cette demande : « À Simféropol, une demande d'accélérer la liquidation fut soumise par le haut commandement de l'armée aux *Einsatzkommandos* compétents selon la justification que cette région serait menacée de famine et d'un grand manque de logements. » À la question lui demandant si Manstein avait promulgué un ordre enjoignant la liquidation des Juifs de Simféropol, Ohlendorf mit en avant, encore une fois, la responsabilité du commandant en chef de la 11e armée : « Non, je ne peux le dire [...], mais il est évident, en vertu de la chaîne de commandement, que le premier quartier-maître ne peut faire une telle chose sans l'accord de son commandant en chef[338]. »

Dans un rapport du commandant de Simféropol en date du 14 novembre 1941 et adressé à *Korück 553*, avec une copie adressée au haut commandement de la 11e armée, figurait la mention suivante : « Simféropol comptait environ 156 000 habitants [...] à peu près 120 000 y sont restés. De ceux-ci, 70 000 étaient russes, 20 000 ukrainiens, 20 000 tartares, 20 000 juifs, le restant se répartissait entre différentes peuplades, dont à peine 100 Allemands d'origine [...]. Les 11 000 Juifs qui restent seront exécutés par le SD[339]. »

Le concours apporté par des unités de la 11e armée à l'*Einsatzgruppe D* dans des actions contre les Juifs de Simféropol est prouvé par de nombreux documents[340]. À Nuremberg, Manstein contesta le témoignage d'Ohlendorf selon lequel des soldats de la Wehrmacht auraient participé à l'exécution des Juifs de Simféropol. Il fit une déclaration sur l'honneur de l'officier prussien qu'il était : « Que des soldats de mon armée aient participé à des exécutions de Juifs, je considère cela comme absolument impossible. [...] Si une unité ou un officier de mon armée avait participé à de tels actes, c'eût été sa fin[341]. »

Lors de son procès, le général Wöhler, chef d'état-major de Manstein, se fit demander, pour sa part, si les 50 hommes du *Sonderkommando 11b* avaient regroupé, conduit et exécuté les 11 000 Juifs de Simféropol seuls ou s'ils avaient reçu l'aide de la Wehrmacht. Sa réponse fut des plus évasives : « Je ne sais pas [...] comment ils ont fait. Je ne peux me l'expliquer. » À la question lui demandant s'il était possible que 50 hommes eussent pu rassembler, amener et fusiller 11 000 personnes, il répondit tout bonnement : « Je ne peux en juger, car je n'y ai pas réfléchi [...]. » Obligé d'expliquer ensuite comment il avait pu être tenu dans l'ignorance au sujet de l'exécution de 11 000 Juifs à Simféropol, comme il le prétendait lui-même, alors que le quartier général de la 11e armée se trouvait à ce moment-là à Sarabus, soit à 30 kilomètres de distance, il fit cette déclaration peu crédible : « Bien, je ne peux me l'expliquer. Je peux me l'expliquer avec les arguments ou les raisons que j'ai déjà donnés, c'est-à-dire à cause du caractère secret du SD. »

Il poussa même l'audace jusqu'à oser prétendre n'avoir rien su au sujet de l'extermination des Juifs : « Que le national-socialisme voulait fondamentalement tuer les Juifs parce qu'ils étaient juifs, nous ne le savions pas. » Au sujet de cette réponse, le tribunal fit la remarque suivante : « Le

massacre de 90 000 personnes par ces unités de la police ne pouvait incontestablement pas s'être produit dans de telles circonstances sans que le chef d'état-major de cette armée en eût connaissance. Dans un tel cas, il se serait alors révélé exceptionnellement incompétent. En fait, le comportement de l'accusé ne nous a pas donné l'impression d'une incompétence de sa part et le jugement porté à son endroit par ses différents chefs réfute une telle hypothèse[342]. »

L'antisémitisme de Wöhler ne faisait pourtant pas de doute. En tant que commandant en chef de la 8e armée, il déclara, à la fin mai 1944 : « J'ai ordonné l'arrestation de ces créatures (Juifs). En résumé : les Juifs doivent disparaître. » Lorsqu'il apprit, à la même époque, que des soldats allemands entretenaient des relations avec des familles juives, il exprima sa colère ainsi : « [...] comportement indigne et impudent des soldats allemands [...]. Celui qui s'acoquine avec des Juifs [...] ne mérite pas d'être un soldat allemand[343]. »

Durant son procès, le général Wöhler expliqua même les origines de l'animosité qu'il ressentait à l'égard des Juifs : « En Allemagne, nous avons subi suffisamment le système judéo-bolchevique dans les premières années suivant la Première Guerre mondiale. La chute de l'empire des Hohenzollern, les conseils des soldats, le traité de paix, tout le tourment du corps des officiers abattu appelait un nom. » En des termes à peine voilés, il désignait ainsi les Juifs comme les responsables des malheurs vécus par l'Allemagne à la fin de la Grande Guerre et au début des années 1920. De ce fait, il lui paraissait juste de se venger d'eux, conformément à l'ordre du 20 novembre du feld-maréchal Manstein qui en appelait à un sévère châtiment infligé aux Juifs, représentants spirituels de la terreur bolchevique. Pour le chef d'état-major de la 11e armée, il fallait éviter par tous les moyens un second « coup de poignard dans le dos » des troupes allemandes. À cette fin, dans le sud de l'Ukraine et en Crimée, il pouvait compter sur l'*Einsatzgruppe D* du *SS-Oberführer* Ohlendorf[344].

À la suite de l'opération de Simféropol, l'*Einsatzgruppe D* présenta un bilan de ses activités depuis le début de la campagne de Russie : « Le nombre total des exécutions est de 75 881. » Il brossa également un tableau de ses opérations de liquidation des « éléments indésirables » pour la période du 11 novembre au 11 décembre 1941 : 17 645 Juifs, 2 504 *Krimtschaken* (groupe ethnique aux lointaines origines juives installé

depuis longtemps en Crimée), 824 Tsiganes, 212 communistes et partisans[345]. En ce qui concerne ses actions entreprises par la suite dans les alentours de Simféropol, l'*Einsatzgruppe D* en présenta le résultat le 9 janvier 1942 : « Le secteur d'activité des groupes de commandos, avant tout dans les petites localités, est épuré des Juifs (*Judenfrei gemacht*). Dans un rapport [...] 3 176 Juifs, 85 partisans, 12 pillards et 122 fonctionnaires communistes furent fusillés[346]. » Le lendemain, le commandant de Simféropol rapporta à *Korück 553* et au haut commandement de la 11e armée que des soldats avaient remis au SD trois commissaires politiques qu'il s'était chargé aussitôt d'abattre, ainsi que douze personnes arrêtées pour possession d'armes[347].

Ce ne sont pas moins de 2 400 soldats de la 11e armée de Manstein qui ont participé conjointement avec l'*Einsatzgruppe D* d'Ohlendorf aux opérations génocidaires à Simféropol et dans ses alentours, entre la mi-novembre 1941 et la mi-janvier 1942[348]. Dans un ordre d'intervention du *Sonderkommando 11b*, signé par le *SS-Sturmbannführer* Dr Braune, le 12 janvier 1942, on indiquait que plus de 2 300 soldats de la 11e armée avaient été mis à la disposition du SD, en vue d'une action contre les Juifs de Simféropol planifiée sur l'ordre du haut commandement de la 11e armée : « Sur l'ordre du haut commandement de la 11e armée [...], une action brusque sera mise à exécution, le 12 janvier 1942, à 11 heures, pour arrêter les éléments peu fiables (partisans, saboteurs, éventuelles troupes ennemies, parachutistes en civil, Juifs, communistes de premier plan, etc.). Le haut commandement de la 11e armée [...] a chargé l'*Einsatzgruppe D – Sonderkommando 11b –*, la police de sécurité et le SD de passer au peigne fin [Simféropol]. [...] des forces de l'ordre de 2 300 hommes [de la Wehrmacht], ainsi que de 55 hommes de la gendarmerie de campagne et de 20 hommes de la police militaire secrète seront placées à la disposition du *Sonderkommando 11b* [...][349]. »

Après le massacre de Simféropol, la 11e armée se trouva apparemment aux prises avec une pénurie de montres et exerça des pressions pour en pourvoir ses troupes afin de mieux coordonner les opérations à venir. À cet effet, un échange de lettres s'ensuivit entre Ohlendorf et Wöhler. L'une des lettres du chef de l'*Einsatzgruppe D* fut signée par le commandant en chef

de la 11e armée et son chef d'état-major. Les deux lettres sont datées du 12 février 1942.

La première, signée par Ohlendorf, concernait la réquisition des montres enlevées aux Juifs dans le cadre d'une opération de liquidation : « Les montres réquisitionnées, à la suite d'une action contre les Juifs, sont en bon état. Les montres qui représentent des objets de valeur (montres en or ou en argent) seront envoyées, conformément aux directives, à la caisse de l'État à Berlin. Les autres montres, dont la valeur est peu élevée [...] seront remises aux membres de la Wehrmacht (officiers et troupes) et aux membres de l'*Einsatzgruppe D*. [...] Comme l'expérience le prouve, presque seules les vieilles montres sont retrouvées et une grande partie est inutilisable. Pour le moment, il y a un nombre de montres remises en état qui sont encore disponibles et qui pourront être remises à l'état-major ci-haut indiqué[350]. »

En haut de la seconde lettre, également signée par Ohlendorf, se trouvent aussi les signatures de Wöhler et de Manstein. Elle indiquait la demande du commandant en chef de la 11e armée d'obtenir pour ses troupes les montres disponibles recueillies lors d'une action contre les Juifs : « À la suite d'un coup de téléphone du commandant de Simféropol, j'ai appris que *Herr* le commandant en chef avait demandé pour l'armée, à des fins professionnelles, les montres encore disponibles recueillies lors d'une action contre les Juifs. Je remets, par la présente, 120 montres à l'armée qui, entre-temps, sont devenues fonctionnelles après réparation. Il y a encore 50 autres montres qui sont en réparation, dont une partie pourra être remise en état. Si l'armée devait avoir besoin des autres montres, veuillez m'en informer[351]. »

Pour avoir signé cette lettre, Manstein dut s'expliquer à son procès. Comme il fallait s'y attendre, sa déclaration fut confuse : « Oui, j'ai signé la lettre [...]. Je crois qu'il est facile d'expliquer l'affaire. J'ai demandé à l'officier responsable de me procurer plus de montres et de s'adresser au maire de Simféropol. Simféropol était la plus grande ville de la Crimée et il y avait naturellement des magasins de montres et des ateliers de réparation. » On lui demanda ensuite s'il avait lu la lettre et il répondit que, même s'il l'avait lue, il ne lui serait pas venu à l'idée que les montres avaient été dérobées à la suite d'une exécution de Juifs. Il est pourtant

inconcevable qu'il n'ait pas lu le contenu de la lettre, longue de seulement quatre phrases[352].

Dans sa plaidoirie lors du procès de Manstein à Hambourg en 1949, l'avocat britannique Reginald Paget soutint que son client avait cru que les montres réquisitionnées étaient de fabrication suisse. Cette supposition voulant que les montres vendues dans les magasins de Simféropol pussent être originaires de Suisse, surtout à cette époque, était de la pure fantaisie. Pourtant, lorsqu'il avait été appelé à témoigner à Nuremberg trois ans auparavant, Manstein avait tenu un tout autre discours. Il affirmait avoir cru que les montres étaient de fabrication allemande et qu'elles avaient été envoyées directement d'Allemagne[353]. Une telle contradiction ne peut que nous laisser perplexe quant à la prétendue ignorance par Manstein du fait que les montres appartenaient à des Juifs fusillés.

Après la guerre, Wöhler essaya d'éluder sa propre responsabilité dans cette affaire en accablant Manstein, son ancien supérieur. Il contesta avoir pris lui-même la décision de réquisitionner les montres dérobées aux Juifs. Selon ses propos, celle-ci n'aurait été prise que sur l'ordre du commandant en chef de la 11e armée. À la question qui lui fut posée au tribunal lui demandant s'il savait que les montres réquisitionnées provenaient de Juifs assassinés, Wöhler tenta derechef de se dérober, en répondant par la négative. Puis il ajouta que s'il l'avait su, il n'aurait jamais réclamé ces montres. Lorsqu'on lui demanda ensuite si les montres avaient réellement été remises à la 11e armée, il répondit sans convaincre : « C'est possible[354]. »

Pour contrer les actes de sabotage ou les attentats contre l'occupant allemand, la 11e armée recourut à des mesures brutales et arbitraires à l'endroit d'innocents. Le 16 novembre 1941, le commandant de Simféropol décrétait que, pour tout attentat ou acte de sabotage perpétrés contre l'occupant allemand, 100 habitants de la région seraient exécutés en guise de représailles. Par exemple, le 29 novembre, 50 personnes furent fusillées à Simféropol pour venger un soldat allemand tué par une mine, le 22 novembre, et un sous-officier allemand abattu par un partisan dans la nuit du 27 au 28 novembre[355]. Bien que le nombre de personnes exécutées eût été deux fois moindre que ce que prescrivait le décret du 16 novembre, cela n'enlevait rien à l'arbitraire de cet acte de vengeance.

Le 15 décembre 1941, le major Stephanus, responsable de la lutte contre les partisans à l'état-major de la 11e armée, donna une directive aux unités d'intervention contre les partisans qui stipulait que : « [...] lorsqu'il existe le moindre soupçon à l'effet que la population ne s'oppose pas suffisamment avec énergie aux exigences des partisans [...] il faut procéder avec les moyens les plus sévères contre la population (exécuter des otages [...] incendier des villages) [...]. Les Juifs doivent être remis au SD [...]. Les partisans qui ont sévi doivent toutefois être pendus[356]. » Deux semaines auparavant, ce même Stephanus avait remis une note à Manstein, datée du 29 novembre, à propos des impératifs relatifs à la lutte contre les partisans : « *L'anéantissement des nombreux groupes de partisans identifiés*, la prévention de la formation d'autres bandes et la sécurisation des voies de ravitaillement constituent une condition importante pour l'épuration définitive [...] de la Crimée. *Toutes les unités* de la 11e armée, en particulier les réserves et les troupes d'approvisionnement, doivent participer à cette tâche[357]. »

Le 3 décembre 1941, le major Stephanus fut ainsi en mesure d'annoncer les résultats d'une semaine de lutte contre les partisans, engagée de manière systématique dans le sud de la Crimée depuis le 25 novembre 1941 : « La lutte systématique contre les partisans en Crimée a procuré, jusqu'à présent, le succès suivant : 470 partisans tués, 490 arrêtés[358]. » Ces chiffres correspondaient en tout point à ceux qu'avait dévoilés, la journée précédente, le major Hans Riesen, du département de l'*Abwehr*, au sein de l'état-major de la 11e armée. En outre, dans son rapport, Riesen indiquait les pertes allemandes et roumaines provoquées par ces opérations dans le cadre de la lutte contre les partisans : 45 tués, 72 blessés et 1 disparu du côté allemand ; 29 tués, 30 blessés et 1 disparu du côté roumain. Enfin, il soulignait en particulier la contribution du 30e corps d'armée et de la 132e division d'infanterie dans ces opérations, ainsi que l'exécution de 62 Juifs et communistes par l'*Einsatzgruppe D*, en guise de représailles à un attentat contre des soldats de la Wehrmacht[359]. Précédemment, le 24 novembre 1941, Riesen avait rapporté la participation de troupes de la 11e armée dans la liquidation des éléments considérés comme indésirables par le Reich : « Le 22 novembre 1941, 17 Juifs, qui, selon des témoignages de la population civile, étaient en relation avec des partisans, furent fusillés à Yalta par la 72e division d'infanterie[360]. »

Le 16 décembre 1941, Stephanus avisa ses supérieurs de l'état-major de la 11e armée : « Jusqu'au 15 décembre 1941, 950 partisans furent tués et 641 faits prisonniers[361]. » Ces chiffres furent corroborés par le rapport de Riesen du 15 décembre 1941, dans lequel figuraient également les pertes de la Wehrmacht dans la lutte contre les partisans : 80 tués, 126 blessés et 1 disparu du côté allemand ; 54 tués, 57 blessés et 1 disparu du côté roumain[362]. Cinq semaines plus tard, le 23 janvier 1942, Stephanus dressait le bilan suivant : « Depuis le début de la lutte contre les partisans, le 25 novembre 1941, jusqu'à aujourd'hui, le 23 janvier 1942. [...] 748 partisans arrêtés, 1 435 partisans tués, 21 parachutistes tués[363]. »

Toutefois, la lutte contre les partisans revêtit un caractère véritablement antisémite à Eupatoria. Le 5 janvier 1942, un débarquement de l'Armée rouge, appuyé par des unités navales, s'effectua dans le port d'Eupatoria. Simultanément, une révolte éclata dans la ville, à laquelle participa une partie de la population. Les faibles forces allemandes qui étaient déployées dans le secteur ne purent ni empêcher le débarquement ni réprimer l'insurrection. Après l'envoi de quelques renforts, les Allemands réussirent à reprendre cette ville de la Crimée. Sur l'ordre de Manstein, l'occupant allemand exerça ensuite à Eupatoria une vengeance particulièrement terrible et gratuite : 1 200 civils, dont naturellement de nombreux Juifs, furent fusillés le 7 janvier 1942[364].

Cette vengeance se déroula sous la direction du major Riesen, officier de l'*Abwehr* à l'état-major de la 11e armée. Cet officier était en charge de la lutte contre les partisans dans la zone d'opérations militaire, en vertu d'un ordre du haut commandement de la 11e armée signé par le général Wöhler. Toutes les informations concernant les partisans devaient être communiquées à Riesen qui, de surcroît, se voyait prescrit de faire appel à des unités de la 11e armée pour épauler celles de l'*Einsatzgruppe D* lorsque le besoin s'en faisait sentir[365]. Le 11 janvier, Riesen faisait état des mesures de représailles à Eupatoria dans un rapport adressé à ses supérieurs de la 11e armée : « À titre de mesure d'expiation contre le comportement [...] de la population à Eupatoria, lors de la tentative de débarquement des Russes, à peu près 1 200 civils furent fusillés le 7 janvier 1942[366]. »

Tant dans ses Mémoires que lors de son procès, Manstein soutint laconiquement que les 1 200 personnes fusillées à Eupatoria étaient des partisans armés. Contraint de fournir davantage d'explications à ce sujet, il

nia avoir donné un quelconque ordre à Riesen l'enjoignant de recourir à des mesures de représailles, tout comme avoir reçu des informations sur la nature des exécutions. D'ailleurs, il mentionna ne s'être guère soucié du contexte dans lequel s'étaient produites les exécutions : « On ne m'a pas rapporté si ces partisans avaient été fusillés au combat avec leurs armes en main ou s'ils avaient été arrêtés avec leurs armes en main et puis ensuite fusillés. Cela ne faisait aucune différence à ce moment ; notre situation était beaucoup trop sérieuse pour penser à de petites différences comme celle-là[367]. »

Pourtant, Riesen présenta à Nuremberg une tout autre version des faits concernant le massacre à Eupatoria. Il déclara avoir été chargé par Manstein lui-même d'exécuter, comme mesure de représailles, tous ceux qui étaient en état de porter des armes : « J'avais exécuté l'action de représailles sur l'ordre du commandant en chef. Le Dr Braune était également présent [...] 1 184 hommes furent choisis et fusillés[368]. » 90 soldats de la 11e armée participèrent à cette tuerie. Apparemment, le major Riesen avait voulu confier l'opération au *SS-Sturmbannführer* Dr Braune, mais le *SS-Oberführer* Ohlendorf s'y était opposé, irrité par le fait que, selon lui, les officiers de la Wehrmacht cherchaient constamment à refiler aux *Einsatzgruppen* les tâches militaires de ce genre. Le Dr Braune révéla, pour sa part, que l'opération d'exécution à Eupatoria avait été ordonnée par Manstein lui-même, ce qui confirme les propos de Riesen quant à la responsabilité pleine et entière du commandant en chef de la 11e armée dans le massacre de civils innocents. Même Ohlendorf corrobora les dires de Riesen et du Dr Braune, assurant que c'était bel et bien Manstein qui avait exigé des mesures de représailles, à Eupatoria, par l'exécution de tous ceux qui étaient en état de porter des armes[369].

Après les mesures de représailles menées à Eupatoria, de nombreuses actions de moindre envergure furent entreprises contre les Juifs dans les environs. Par exemple, le 17 janvier 1942, la 11e armée fut informée de l'exécution de 23 partisans et Juifs à 15 kilomètres au nord-ouest d'Eupatoria[370]. Le 30 janvier 1942, dans la petite localité de Sarabus où se trouvait le quartier général de Manstein, un document faisait état de l'arrestation de Juifs, de partisans et d'autres personnes suspectes, puis de leur exécution par le SD[371]. Le 14 février 1942, un rapport du commandant de Karasubasar, adressé à *Korück 553*, indiquait que 2 Juifs, qui se

cachaient dans la ville, avaient été remis au SD[372]. Or, l'*Einsatzgruppe D* avait déjà annoncé dans un rapport d'activités daté du 2 janvier 1942 que cette ville était complètement épurée de ses éléments juifs (*Karasubasar « Judenfrei » war*) depuis la fin de l'année 1941[373]. Le 28 février 1942, *Korück 553* rapporta la liquidation par le SD des 90 Juifs de la ville de Bachtschissaraj, opération qui s'était déroulée le 31 décembre 1941 : « À Bachtschissaraj, 90 Juifs. Le SD a exécuté les Juifs le 31 décembre 1941[374]. » Toujours le 28 février 1942, le commandant de Bachtschissaraj adressait à *Korück 553* la note suivante : « D'un point de vue politique, le calme règne dans la ville, qui est complètement épurée des Juifs [*ist vollkommen Judenfrei*]. Un mouvement de résistance de la population n'est pas à prévoir[375]. »

Plus important encore est le rapport de l'*Einsatzgruppe D* sur le bilan de ses activités dans le nord de la Crimée pour la période du 1er au 15 février 1942 : « Du 1er au 15 février, 1 451 personnes ont été exécutées, dont 920 Juifs, 45 partisans et 12 pilleurs, saboteurs, asociaux, pour un total jusqu'à présent de 86 632[376]. » Quant à la lutte que l'*Einsatzgruppe D* menait contre les bandes de partisans, le major Riesen fit état de la liquidation de 255 partisans pour la période du 4 au 24 février 1942[377].

Selon un rapport concernant ses activités dans la ville de Feodossia, l'*Einsatzgruppe D* révélait, le 2 janvier 1942, avoir nettoyé celle-ci de tous ses éléments juifs (*Feodossia « Judenfrei » gemacht*)[378]. Mais quelques Juifs avaient réussi à se cacher, comme l'atteste un rapport d'activités du commandant de la ville adressé à l'attention de *Korück 553*, le 28 février 1942. Dans ce rapport, il était fait mention de la liquidation à Feodossia de Juifs, de membres du NKVD et de partisans, opération menée conjointement par des soldats de la 11e armée et des membres du SD : « Jusqu'au 15 février 1942, 36 Juifs, 16 membres du NKVD, 12 partisans et 12 jeunes furent fusillés par le *Sonderkommando 10b*. [...] Les 36 Juifs de sexe masculin s'étaient tenus cachés à Feodossia et furent trouvés par le [*Sonderkommando 10b*]. [...] les soldats allemands [...] travaillent en collaboration avec la police allemande[379]. »

Un autre rapport, daté cette fois du 27 mars 1942, mentionnait que la ville de Feodossia avait été passée au peigne fin par des unités de la Wehrmacht : « Les observations, qui avaient été faites à la suite d'un travail de la police de sécurité du *Sonderkommando 10b*, laissaient conclure qu'il

se trouvait encore beaucoup d'éléments peu fiables et hostiles dans la région de la ville de Feodossia. La première razzia prit place le 5 mars 1942. [...] Environ 380 soldats étaient à la disposition » du *Sonderkommando 10b* « pour passer au peigne fin » le premier district de la ville « et pour faire barrage » aux éléments peu fiables et hostiles : « [...] 13 personnes dont 4 femmes furent incarcérées [...]. Les 13 personnes en état d'arrestation étaient les suivantes : 4 Juifs, desquels deux avaient de faux passeports [...] ; 3 Juives, desquelles deux avaient de faux passeports [...] ; 1 partisan ; 1 membre du NKVD ; 1 homme qui soignait et cachait illégalement des partisans ; 1 femme qui soignait et cachait illégalement des partisans ; 1 membre du parti communiste [...], 1 homme qui avait tué un soldat allemand [...]. En tout, 13 personnes furent exécutées plus tard. L'homme qui avait tué le soldat fut pendu en public sur la place du marché. »

« La deuxième razzia eut lieu le 9 mars 1942. [...] 360 membres de la Wehrmacht furent placés à la disposition » du *Sonderkommando 10b* « pour passer au peigne fin » le deuxième district de la ville : « [...]. 15 personnes dont 5 femmes [...] furent incarcérées. Les 15 personnes arrêtées étaient les suivantes : 6 Juifs, desquels 3 avaient de faux passeports du NKVD ; 3 Juives ; 1 femme qui avait pillé, dans une large mesure, des biens de la Wehrmacht ; 1 lieutenant de l'armée russe en civil (probablement un partisan égaré) ; 2 membres du NKVD ; 1 espionne [...] ; 1 membre du parti communiste [...]. Ces 15 personnes furent fusillées après un long interrogatoire. »

« La troisième razzia eut lieu le 13 mars 1942. [...] La razzia fut menée avec des unités de premier plan de la Wehrmacht [...]. Environ 350 hommes de la Wehrmacht étaient à la disposition » du *Sonderkommando 10b* pour passer au peigne fin le troisième district de la ville : « [...] 17 personnes furent incarcérées [...]. Ces 17 personnes étaient les suivantes : 3 Juifs ; 8 Juives ; 1 *Politruk* (officier politique) (en tenue civile – égaré) ; 3 membres du NKVD ; 2 hommes qui se sont livrés au pillage. De ces 17 personnes, 15 furent exécutées plus tard et 2 furent relâchées, car il ne fut pas prouvé que celles-ci s'étaient livrées au pillage. »

« Le 20 mars 1942, le quatrième et dernier district fut passé au peigne fin » par le *Sonderkommando 10b* avec « environ 350 soldats. [...] 7 personnes furent incarcérées. Ces 7 personnes arrêtées étaient les suivantes : 3 Juifs ; 3 communistes [...] ; 1 membre de premier plan du

NKVD. En tout, 7 personnes furent exécutées après de longs interrogatoires. » La tâche qui consistait à « passer au peigne fin la ville de Feodossia est terminée. Dans l'ensemble, le résultat peut être qualifié de satisfaisant[380] ».

Dans un rapport d'activités pour la période du 16 au 30 avril 1942 adressé à *Korück 553*, le commandant de Feodossia annonçait : « Deux personnes soupçonnées d'actions hostiles ont été remises au SD, ainsi qu'un membre de l'Armée rouge et une Juive pour d'autres raisons. » Il apportait aussi cette précision : « Dans la seconde moitié d'avril 1942, 43 personnes ont été exécutées dont 22 Juifs[381]. »

Dans un autre rapport daté du 20 mars 1942, le major Riesen dressa un bilan de la lutte contre les partisans dans les environs de Karasubasar pour la période du 13 au 15 mars 1942 : 353 partisans tués, dont 3 commissaires politiques et 11 femmes[382]. Trois semaines plus tard, le 12 avril 1942, il rapporta, dans le cadre de la lutte contre les partisans, la liquidation de 491 personnes par l'*Einsatzgruppe D* pour la période s'échelonnant du 25 février au 31 mars 1942[383]. Le 14 avril 1942, un rapport de la police militaire secrète 703 indiquait que 255 personnes provenant de bandes de partisans avaient été arrêtées, puis exécutées à Eupatoria, dont 51 en tant que partisans, 49 en tant qu'espions, 44 en tant que communistes et 5 en tant que Juifs[384].

Deux jours plus tard, l'*Einsatzgruppe D* informait le haut commandement de la 11e armée, dans un rapport concernant ses activités depuis le 1er février 1942, que les Juifs de la Crimée étaient tous éliminés : « *La Crimée est épurée des Juifs* [*Von Juden ist die Krim freigemacht*]. Seulement à l'occasion, il apparaît encore de petits groupes, en particulier dans les régions du Nord. Là où ils peuvent se camoufler individuellement au moyen de fausses cartes d'identité, ils seront reconnus tôt ou tard, comme l'expérience l'a montré [...][385]. »

Un rapport de l'*Einsatzgruppe D*, en date du 8 avril 1942, spécifiait que 91 678 Juifs avaient été exécutés. Selon les études les plus sérieuses sur le génocide des Juifs, le nombre total de personnes assassinées par l'*Einsatzgruppe D* dans le sillage de la 11e armée en Ukraine méridionale et en Crimée dépasserait les 100 000. Du nombre total de Juifs exécutés par l'*Einsatzgruppe D*, environ 33 000 furent assassinés lorsque le feld-maréchal Manstein commandait la 11e armée, ce qui signifie

qu'approximativement les deux tiers perdirent la vie durant la période où la 11e armée était dirigée par le colonel-général Schobert[386].

Les exécutions massives de Juifs, de commissaires politiques, de partisans et d'autres éléments jugés indésirables par les autorités allemandes se poursuivirent au cours des mois suivants dans la zone militaire de la 11e armée. Le 14 mai 1942, le major Riesen fit état des dernières opérations de l'*Einsatzgruppe D* contre les partisans : « Durant la période du 1er au 30 avril 1942, 191 partisans [...] furent fusillés[387]. » Treize jours plus tard, il brossa un tableau de la lutte menée par l'*Einsatzgruppe D* contre les partisans en Crimée pour la période du 15 novembre 1941 au 19 mai 1942 : 4 020 partisans tués et 1 290 incarcérés. Dans le cadre des opérations contre les partisans, les Allemands comptaient 150 tués et 148 blessés, tandis que les Roumains dénombraient 90 tués et 121 blessés[388]. Le 19 juin 1942, Riesen rapporta la liquidation par l'*Einsatzgruppe D* de 278 partisans, entre le 1er et le 30 mai 1942[389].

Le 26 juin 1942, soit quelques jours avant la chute de Sébastopol, un rapport de la police militaire secrète 647, portant sur ses activités pour le mois de juin 1942 et adressé à l'attention du haut commandement de la 11e armée, fit état de l'arrestation de 132 personnes, dont 58 furent abattues, essentiellement des partisans et des saboteurs[390]. Le mois suivant, la police militaire secrète 647 fit de nouveau rapport au haut commandement de la 11e armée de ses activités, cette fois-ci pour le mois de juillet 1942. Elle l'informait avoir procédé à l'arrestation de 133 personnes et à l'exécution de 29 d'entre elles, essentiellement des partisans, mais aussi quelques Juifs et commissaires politiques[391]. Dans son rapport d'activités du mois d'août 1942, adressé à l'attention du haut commandement de la 11e armée, en date du 25 août 1942, la police militaire secrète 647 annonça l'arrestation de 238 personnes, parmi lesquelles 116 furent fusillées, essentiellement des partisans, mais également quelques Juifs et commissaires politiques[392]. Quatre jours plus tard, Riesen dressa un bilan de la lutte contre les partisans du 15 novembre 1941 au 25 août 1942 : 5 165 partisans tués et 1 329 incarcérés. Les pertes de la Wehrmacht dans le cadre des opérations contre les partisans étaient les suivantes : 170 tués et 163 blessés du côté allemand ; 135 tués et 201 blessés du côté roumain[393]. Enfin, le 26 septembre 1942, la police militaire secrète 647 envoya au haut

commandement de la 11e armée un rapport portant sur ses activités sur le front de Leningrad durant le mois de septembre 1942. Elle y indiquait avoir exécuté 12 personnes, essentiellement des partisans mais aussi quelques Juifs, dans la zone d'opérations de la 11e armée[394].

La responsabilité de Manstein dans l'extermination des Juifs

Tous ces documents tirés des archives militaires donnent une image claire de l'activité très étendue de l'*Einsatzgruppe D* dans le sillage de la 11e armée au sud de l'Ukraine et en Crimée. Ils contribuent aussi à définir la responsabilité du feld-maréchal Manstein en tant que commandant en chef de la 11e armée déployée dans cette région des opérations militaires. Non seulement il cautionna les opérations de liquidation des Juifs et des communistes dans la zone militaire qui relevait de son autorité, mais il mit parfois à la disposition de l'*Einsatzgruppe D* des unités de son armée lorsqu'elles étaient requises pour mener à bien la politique d'extermination des éléments jugés indésirables par le régime national-socialiste. Ainsi, en se portant garant de celui-ci et, en particulier, de sa politique d'anéantissement, il se fit le complice à part entière d'un régime criminel.

Au moment où Manstein en prit le commandement, la 11e armée était déjà largement impliquée dans les activités criminelles des formations de l'*Einsatzgruppe D*. En prenant la direction de cette armée, à la mi-septembre 1941, il hérita donc des officiers d'état-major et des commandants de corps d'armée et de division de Schobert qui combattaient dans le secteur méridional du front soviétique et collaboraient avec l'*Einsatzgruppe D* depuis le début de l'opération « Barbarossa ».

Selon la juridiction militaire de la Wehrmacht, le commandant en chef d'une armée est le détenteur de l'autorité exécutive et le garant de l'ordre dans la zone militaire qui relève de son autorité. Le destin de la population locale qui se trouve dans cette zone militaire relève ainsi de la responsabilité du commandant en chef en question. Par conséquent, la responsabilité de Manstein n'est donc guère à démontrer sur le théâtre des opérations de la 11e armée[395]. À Nuremberg, Manstein prétendit que ses fonctions de commandant en chef de la 11e armée ne lui avaient pas permis d'apprendre ce qui arrivait aux Juifs de la Crimée : « Non, je n'étais pas

exposé à l'apprendre, car au cours de l'année je me suis trouvé successivement à douze ou à treize postes de commandement toujours sur le terrain des opérations. [...] Il faut aussi tenir compte de ce que la situation était telle qu'un commandant en chef était tellement absorbé par les soucis de la lutte et que, à juste titre, ne lui était communiqué que l'essentiel des faits accessoires. » Il assura ensuite n'avoir jamais toléré la moindre violation contre le droit martial : « Dans mon secteur militaire, je n'ai pas toléré de choses semblables et ce qui se passait sur le plan idéologique à l'extérieur, nous n'en savions rien. Cela échappait à notre influence et à notre connaissance. Nous n'avions ni la puissance, ni le droit d'empêcher quoi que ce soit, abstraction faite de ce que nous n'avions jamais eu connaissance de toutes les atrocités qui se révélaient[396]. »

Le prétexte invoqué par le feld-maréchal selon lequel ses fonctions de commandant en chef d'une armée l'avaient empêché de prendre connaissance du sort des Juifs se trouvant dans les territoires occupés par ses troupes, notamment en raison des soucis et des préoccupations de la lutte, est totalement absurde dans la mesure où il passait la plus grande partie de ses soirées à jouer avec son aide de camp, le lieutenant Alexander Stahlberg, aux échecs ou au bridge, ses passe-temps préférés. Selon ce dernier, ils auraient fait ensemble probablement plus de mille parties d'échecs en moins de trois ans. Et cela ne tient pas compte, toujours selon Stahlberg, du temps que Manstein s'accordait pour écouter ses disques préférés sur un gramophone portable, principalement la musique de Mozart[397].

À l'automne 1942, Manstein se rendit au quartier général de Hitler afin de recevoir le bâton de feld-maréchal que lui avait valu sa conquête de la forteresse de Sébastopol. Au petit déjeuner, il demanda à son Führer ce qu'il allait advenir des Juifs. À cette époque, des centaines de milliers de Juifs avaient déjà été tués par les *Einsatzgruppen* et la Wehrmacht. De même, les chambres à gaz d'Auschwitz-Birkenau fonctionnaient à plein régime. Hitler répondit que l'Allemagne devait créer un État pour les Juifs. Il avait d'abord pensé à la Palestine, puis à l'île de Madagascar. Mais il avait réalisé qu'un État juif se devait d'être contrôlé par les Allemands. Par conséquent, il avait décidé que ce serait à l'intérieur du gouvernement polonais de Lublin que les Allemands contrôleraient cet État juif. Hitler ne dit pas un seul mot sur l'extermination des Juifs. Le feld-maréchal, qui savait très bien que la tâche principale des *Einsatzgruppen* consistait à

liquider tous les Juifs et les cadres du parti communiste, se contenta de la réponse de son Führer et n'insista pas davantage[398]. Avait-il eu l'intention, avec cette conversation, de se créer un alibi, au cas où il aurait, plus tard, à répondre de ses actes ?

Lors de son procès tenu à Hambourg, les avocats de Manstein ne contestèrent pas que de nombreuses informations sur les activités criminelles de l'*Einsatzgruppe D* eussent pu être rapportées régulièrement au haut commandement de la 11e armée, soit directement par celui-ci ou par l'entremise de *Korück 553*. Mais ils prétendirent que leur client n'eut à aucun moment le temps de les lire, d'autant que son état-major ne voulait pas l'accabler avec de telles informations qui auraient pu l'inciter à abandonner son commandement[399].

Qu'il fût au courant ou non de toutes les activités criminelles de l'*Einsatzgruppe D*, cela ne diminue en rien sa responsabilité, car en raison de l'autorité qu'il exerçait dans sa zone militaire, en sa qualité de commandant en chef de la 11e armée, il était de son devoir de s'informer de tout ce qui s'y passait. Évidemment, il ne pouvait aucunement interdire les activités de l'*Einsatzgruppe* qui était rattaché à son armée, mais il disposait néanmoins de l'autorité nécessaire pour s'informer autant que possible de l'étendue des opérations de celui-ci, voire pour en limiter la portée. Cependant, en raison de son ambition démesurée de devenir un jour commandant en chef ou chef de l'état-major général de l'armée de terre, il préféra non seulement fermer les yeux sur les massacres horribles commis par l'*Einsatzgruppe D* à l'arrière du front de son armée, mais il consentit également à lui fournir des troupes lorsque le besoin s'en faisait sentir.

On comprend ainsi mieux pourquoi le haut commandement de la 11e armée, à propos du cas de Nikolaïev, donna des instructions à l'*Einsatzgruppe D* pour faire procéder aux liquidations des Juifs à 200 kilomètres au moins du quartier général du commandant en chef. Toutefois, le *SS-Oberführer* Ohlendorf dérogea à cette règle, en deux occasions au moins, d'abord à Simféropol, où les exécutions se déroulèrent à 30 kilomètres du quartier général de Manstein établi à Sarabus, puis dans cette petite ville, où elles se firent pratiquement devant la porte du quartier général non insonorisé du feld-maréchal[400]. De toute évidence, le sort des Juifs des territoires occupés laissait Manstein complètement indifférent.

Lorsque son aide de camp, le lieutenant Stahlberg, lui parla au printemps 1943 des rapports sur les exécutions massives de Juifs dans les territoires occupés que lui avait montrés son ami le colonel Hans Oster, du service de renseignements de l'*Abwehr*, lors d'une visite au bureau de celui-ci à Berlin, Manstein, alors commandant en chef du groupe d'armées sud, resta silencieux, préférant ne faire aucun commentaire.

À l'automne 1943, Stahlberg rapporta aussi à Manstein une conversation qu'il avait eue en privé avec son ami le colonel Eberhard Finckh, premier quartier-maître au groupe d'armées sud. Celui-ci l'avait informé des propos de deux officiers d'état-major qui avaient assisté, tout à fait par hasard, à une exécution massive de Juifs qui s'était déroulée dans une région boisée à l'arrière du front se trouvant sous la juridiction militaire du groupe d'armées sud. Perpétrée par des hommes qui portaient des uniformes de la SS ou du SD, la tuerie avait manifestement été bien organisée. Les deux témoins avaient aussi révélé à Finckh que, d'après un officier de la SS, le nombre de Juifs assassinés à cette occasion s'élevait à plus de 100 000.

La réaction de Manstein aux paroles de Finckh, que lui avait rapportées Stahlberg, fut vive et soudaine. À ses yeux, que 100 000 Juifs eussent été tués était quelque chose d'absolument incroyable. Si 100 000 Juifs avaient vraiment été exécutés dans une région boisée, comment avait-on pu alors faire disparaître leurs corps ? se demanda-t-il. Cette affirmation qu'il jugeait invraisemblable prouvait, selon lui, que Finckh et lui-même avaient été les victimes d'une sale propagande visant à saper le moral des Allemands. D'ailleurs, il avait déjà lui-même fait l'expérience de la propagande ennemie, en tant que jeune officier, durant la guerre 14-18, rappela-t-il. En conséquence, il était important de se prémunir contre les actions insidieuses ou contre toute intoxication par l'ennemi, ajouta-t-il. Ayant assisté tous les deux aux cérémonies d'ouverture des jeux Olympiques de 1936 à Berlin, où plus de 100 000 personnes se trouvaient dans le stade, Manstein demanda à Stahlberg de visualiser une telle foule et de lui dire ensuite à quel endroit 100 000 corps juifs auraient pu être dissimulés. Sur ce, il lui suggéra alors de dire à son ami Finckh d'écarter de son esprit des histoires aussi fantaisistes[401].

Dans les archives, il n'y a aucune indication qui confirmerait une exécution de masse de 100 000 Juifs en une seule journée dans une région boisée se situant à l'arrière de la zone des opérations du groupe d'armées

sud. En 1987, Rüdiger von Manstein fit appel à l'expertise de l'Institut de l'Europe de l'Est à Munich (*Osteuropa-Institut in München*) pour se pencher sur la véracité de la teneur du témoignage en question. Après analyse, celui-ci conclut : « L'assassinat d'un aussi grand nombre d'habitants juifs de l'URSS dans un bois est à exclure avec certitude [...]. » Mais cela ne signifie pas pour autant que Manstein ne fut aucunement au courant du sort des Juifs. Il ne voulait tout simplement pas croire ce qui lui semblait inimaginable[402].

Après la guerre, des témoins ont soutenu que Manstein avait assisté à une conférence donnée par de hautes autorités du régime nazi à Posen, le 25 janvier 1944. Au cours de celle-ci, le *Reichsführer-SS* Himmler parla, pour la première fois, à 300 feld-maréchaux et généraux de la question de l'extermination des Juifs, évoquant même la liquidation de millions d'entre eux. En fait, ce jour-là, au dire de Stahlberg, Manstein n'était pas à Posen, mais à son quartier général de Proskurov. Le lendemain, il aurait quitté son quartier général pour Liegnitz afin de passer la journée avec sa famille, avant de se rendre au quartier général du Führer à Rastenburg, le 27 janvier, où ses camarades officiers et lui-même avaient été convoqués par un Hitler pressé de s'assurer une fois de plus de leur indéfectible loyauté[403].

À l'époque où il était à la tête de la 11e armée en Crimée, Manstein avait été informé par l'un de ses officiers d'état-major, le capitaine Ulrich Gunzert, d'une exécution massive de Juifs à laquelle il avait assisté. Gunzert lui rapporta les événements suivants : « Dans une fosse profonde, gisaient plusieurs couches de cadavres. Après chaque salve, les hommes du SD descendaient dans la fosse et abattaient d'une balle à la tête tous ceux qui vivaient encore. C'était un massacre collectif. Je n'oublierai jamais le visage de ces personnes qui, sur un remblai surplombant la fosse, attendaient d'être exécutées. Lorsque j'ai essayé d'intervenir contre cela, un homme de la SS m'en a empêché : "Fichez le camp, ça ne vous regarde pas" ! »

La réaction de Manstein fut typique de son comportement à l'égard de la politique génocidaire du régime depuis la campagne de Pologne. À ce sujet, Gunzert écrivit : « J'ai offert à Manstein d'entreprendre quelque chose contre cela. Mais il a refusé, car il n'exerçait aucune influence dans la région située à l'arrière. Du reste, il avait bien d'autres soucis. Manstein s'est retranché derrière ses compétences militaires et m'a ordonné de ne pas

parler de cela à d'autres personnes. Il s'agissait d'une fuite devant ses responsabilités, un échec moral[404]. »

La déclaration de Manstein à son procès selon laquelle il n'avait reçu, durant la guerre, aucune information sur l'extermination des Juifs était donc un pur mensonge, d'autant plus qu'il avait même été mis au courant de ce qui se passait dans les camps de concentration par son aide de camp, le lieutenant Stahlberg. Lorsque, à l'automne 1943, celui-ci l'informa justement à propos des camps de concentration, notamment celui d'Auschwitz, Manstein resta d'abord silencieux, puis considéra les informations sur Auschwitz et les autres camps d'extermination comme étant si invraisemblables qu'il refusa d'y croire[405]. Pourtant, à Nuremberg, il prétendit n'avoir jamais été mis au courant du génocide des Juifs qui se déroulait à l'intérieur des camps de concentration : « [...] j'en savais aussi peu que le peuple allemand et même encore moins, car lorsqu'on est engagé dans un combat à un millier de kilomètres de l'Allemagne, on n'entend jamais parler de telles choses. J'ai appris avant la guerre l'existence de deux camps de concentration : Oranienburg et Dachau. Un officier qui avait été invité à visiter un tel camp m'a raconté qu'il y avait là une véritable collection de types de criminels, avec des détenus politiques, et qu'ils étaient d'ailleurs, d'après ce qu'il avait vu, sévèrement mais convenablement traités[406]. »

Qu'il fût totalement indifférent au sort des Juifs des territoires occupés, cela ne fait pas de doute. L'avancement de sa carrière, les promotions et les honneurs comptaient manifestement plus pour lui. Pour cela, il devait fermer les yeux sur les politiques criminelles du régime, voire y participer activement. Quand bien même il ne possédait aucunement un instinct criminel, Manstein n'en partageait pas moins les préjugés de ses contemporains à l'égard des Juifs, notamment ceux de l'Europe de l'Est. Et cela lui a suffi – de même qu'à ses camarades officiers – pour accepter de conduire une guerre d'anéantissement en URSS.

Lorsqu'il fut transféré de la région baltique à celle de la mer Noire, Manstein se retrouva dès lors dans un secteur habité par de nombreux Juifs. Pour des raisons raciales et idéologiques, elles-mêmes motivées par des considérations de sécurité et de pacification, il contribua à leur extermination. On peut donc se demander quel aurait été son destin s'il avait reçu le commandement de l'*Afrika Korps* à la place du feld-maréchal Rommel. Au moment de la création de l'*Afrika Korps*, Hitler avait jonglé

avec l'idée d'en confier la direction à Manstein. Non seulement Manstein aurait obtenu au moins autant de succès que Rommel sur le plan militaire, mais il aurait été amené, à l'instar de celui-ci, à conduire une guerre « propre », répondant à des objectifs politico-militaires plus traditionnels[407].

Le fait d'avoir sans doute des origines juives a-t-il pu influencer l'attitude de Manstein à l'égard du sort réservé aux Juifs par le IIIe Reich ? Son comportement face à la question juive est-il le résultat délibéré ou inconscient d'un quelconque déni de ses possibles origines juives ? Pour certains, le fait de soupçonner qu'il avait probablement des ancêtres juifs doit certainement avoir influé sur son attitude envers le national-socialisme[408]. Manstein ne cachait aucunement à ses proches qu'il avait peut-être des origines juives et c'est d'ailleurs en tant que Juif qu'il était durement jugé par plusieurs membres éminents du régime nazi, comme le *Reichsführer-SS* Himmler et le ministre de la Propagande Goebbels. À l'instar de la plupart de ses camarades officiers, Manstein partageait tout simplement les préjugés antisémites qui circulaient autant au sein de l'armée que dans la société allemande depuis la fin de la Première Guerre mondiale et qui avaient été portés à leur extrême sous le Reich hitlérien, en particulier dans le contexte de la lutte raciale et idéologique sans merci conduite en Russie bolchevique.

12
LE VENT DE BÉRÉZINA : LA TRAGÉDIE DE STALINGRAD

À la suite de l'encerclement de la 6e armée allemande à Stalingrad, le feld-maréchal Manstein reçut l'ordre de prendre le commandement du groupe d'armées Don, en cours de constitution de part et d'autre de cette ville. Sa mission : arrêter les attaques de l'ennemi et reprendre le terrain perdu depuis le début de son offensive. Cette tâche se révéla toutefois inexécutable avec les forces et les réserves mises à sa disposition. Quant à la destruction de la 6e armée, Manstein doit-il en assumer une part de responsabilité, notamment pour ne pas avoir été en mesure de la dégager du front d'investissement soviétique ? Cet échec a-t-il été le résultat, du moins en partie, de sa décision d'accepter le sacrifice de la 6e armée, qui retenait le gros des troupes soviétiques de la région, afin de faciliter la retraite stratégique de son groupe d'armées, lui-même menacé d'encerclement tout au long de l'hiver 1942-1943 ? Avant d'aborder le commandement du groupe d'armées Don dans le contexte de la tragédie de Stalingrad, il nous apparaît opportun de retracer d'abord le cours de celle-ci pour mieux évaluer par la suite les décisions militaires de Manstein, dont certaines demeurent encore aujourd'hui controversées.

L'analyse de Manstein sur les causes qui ont mené à la tragédie de Stalingrad

Après une glorification de l'héroïsme du soldat allemand sur la Volga, Manstein présente, dans ses Mémoires, une analyse pénétrante et une

appréciation des opérations qui, depuis l'offensive de l'été 1942, conduisirent à l'encerclement de la 6e armée et à la catastrophe de la fin de l'automne. Il juge également la situation qu'il trouva lorsqu'il prit le commandement du groupe d'armées Don.

D'emblée, il attribue, à juste titre d'ailleurs – comme nous le verrons plus loin –, la responsabilité de la destruction de la 6e armée à Hitler : « La destruction de la 6e armée est, bien entendu, imputable au refus de Hitler – inspiré avant tout par des considérations de prestige – d'évacuer volontairement Stalingrad. Mais si elle se trouva dans une telle situation, ce fut à cause des fautes opérationnelles commises par le haut commandement dans la préparation et la conduite de l'offensive de 1942, surtout dans la fixation de ses objectifs. »

Il relève ensuite les points qui eurent une signification décisive sur le sort de la 6e armée. Tout d'abord, à cause des objectifs dictés par des considérations d'économie de guerre, Hitler engagea l'offensive allemande en Russie méridionale sur deux grands axes d'attaque divergents : en direction de Stalingrad et vers le Caucase. Lorsqu'elle s'enraya, l'OKH hérita d'un front distendu que ses forces disponibles n'étaient pas en mesure de tenir. Après avoir transféré sur le front de Leningrad la 11e armée, qui devait originellement franchir le détroit de Kertch pour aller épauler la 17e armée aussitôt la forteresse de Sébastopol conquise, il ne disposait plus d'aucune réserve opérationnelle dans les secteurs de Stalingrad et du Caucase. Selon Manstein, le haut commandement commit ainsi une erreur catastrophique en enlevant la 11e armée, devenue libre en Crimée, pour l'employer à Leningrad et au rapiéçage du reste du front. N'eût été cette faute, soutint-il, la tragédie de Stalingrad aurait probablement été évitée : « Si – comme c'était initialement prévu – on lui avait fait franchir le détroit de Kertch pour couper la retraite, dans le Kouban, aux forces ennemies refoulées du Don sur le Caucase par le groupe d'armées A ou, s'il était trop tard, pour lui faire jouer le rôle de réserve à l'aile méridionale, la tragédie de Stalingrad aurait été sans doute évitée[409]. » Il n'est effectivement pas exagéré de soutenir que le maintien de la 11e armée dans le secteur méridional du front aurait prévenu ou, du moins, atténué grandement la tragédie de la 6e armée à Stalingrad[410].

Cela dit, poursuit Manstein, « le groupe d'armées A se trouvait orienté au sud, entre la mer Noire et la mer Caspienne, tandis que le groupe

d’armées B tenait, face à l’est et au nord-est, un front qui s’articulait sur la Volga au sud de Stalingrad, s’infléchissait vers le Don moyen au nord de la ville, et suivait ce fleuve jusqu’à Voronej ». Pour défendre des fronts aussi étendus, les deux groupes d’armées disposaient de forces insuffisantes, d’autant que l’aile sud des forces ennemies n’avait pas été vaincue de façon décisive et avait réussi à se soustraire à l’anéantissement. D’autre part, l’URSS possédait encore des réserves opérationnelles très importantes en arrière des autres secteurs du front et plus à l’intérieur du pays. Enfin, il existait entre les armées des groupes A et B une brèche de 300 kilomètres dans les steppes des Kalmouks, dont une seule division, la 16e motorisée stationnée à Elista, assurait la couverture.

Mis à part les erreurs commises dans la préparation et la conduite de l’offensive d’été, Manstein souligne trois autres fautes lourdes de conséquences qui devaient conduire la 6e armée à sa situation désespérée de la fin de novembre 1942. La première fut la tentative de tenir coûte que coûte ce front trop étendu. La deuxième, encore plus grave, fut l’ordre donné par le Führer au groupe d’armées B d’engager la 6e armée et la 4e armée de Panzer, c’est-à-dire l’essentiel de ses forces offensives, autour et dans Stalingrad. La sécurité du flanc septentrional de ce groupe, le long du Don, se trouvait alors confiée à trois armées satellites, la 3e roumaine, la 8e italienne et la 2e hongroise, et dans le secteur de Voronej, à la 2e armée allemande, aux effectifs trop faibles. Selon Manstein, Hitler aurait dû savoir que ces contingents alliés n’étaient aucunement en mesure de faire face, même derrière le Don, à une puissante contre-offensive soviétique. Et il fait la même remarque à propos de la 4e armée roumaine, à qui Hitler avait confié la mission de couvrir le flanc droit, complètement ouvert, de la 4e armée blindée allemande. La troisième faute fut l’organisation du commandement à l’aile méridionale allemande que Manstein qualifie de « vraiment ridicule », puisque le groupe d’armées A ne possédait pas de chef en propre, étant commandé indirectement par Hitler.

Manstein reconnaît que l’on doit parfois accepter des risques pour vaincre. Mais, selon lui, le haut commandement allemand n’aurait jamais dû accepter celui auquel il s’exposa, à la fin de l’automne 1942, en fixant les forces principales du groupe d’armées B dans le secteur de Stalingrad pendant une trop longue période de temps et en se contentant de défendre le front du Don avec des unités dont la combativité était relativement faible :

« Stalingrad n'ayant pu être que partiellement conquise dans le premier assaut, la décision de s'en emparer par une attaque en règle, afin de s'assurer la maîtrise de la Volga, se justifiait, à condition de se limiter à un espace de temps très court. Par contre, engager les forces principales du groupe d'armées B dans la ville, pendant plusieurs semaines, avec des flancs insuffisamment gardés, constituait une faute décisive. C'était abandonner l'initiative à l'adversaire, l'inviter formellement à saisir l'occasion d'encercler la 6e armée qui lui était ainsi offerte. »

Il termine son analyse en mentionnant le risque que le haut commandement allemand aurait dû accepter après que l'offensive de l'été eut procuré le gain d'un vaste territoire, mais non la défaite décisive de l'aile sud du front soviétique : « Il aurait dû consister *à reprendre la guerre de mouvement* entre le Caucase et le cours moyen du Don, en profitant des possibilités opérationnelles offertes par la grande boucle du Don, afin de *ne pas abandonner l'initiative à l'adversaire*. Mais il n'était pas dans le caractère de Hitler de permuter ainsi les risques. Il ne tira pas les conséquences du fait que son offensive s'était enrayée sans produire de résultat décisif, et prépara ainsi la tragédie de Stalingrad[411]. »

Ce point de vue de Manstein témoigne manifestement d'une certaine surestimation des possibilités qui s'offraient à la Wehrmacht à cette époque. Avec la possibilité de prendre du recul, il est désormais évident qu'au début de septembre la Wehrmacht avait déjà perdu l'initiative stratégique et opérationnelle sur le front oriental, et ce, même si la bataille de Stalingrad entrait alors dans sa phase décisive. À ce moment, elle n'était plus en mesure d'atteindre les objectifs initiaux qu'elle s'était fixés sur le front du Caucase, notamment en ce qui concerne la capture des gisements de pétrole de Grozny. C'était seulement dans le secteur de Stalingrad qu'elle pouvait encore espérer remporter un succès partiel. Certes, la conquête de cette ville aurait libéré des réserves opérationnelles. Mais il est très douteux qu'elles eussent été suffisantes pour renforcer significativement les quelque 550 kilomètres du front s'étendant entre Voronej et Stalingrad, sur le Don supérieur, que tenaient les formations roumaines, italiennes et hongroises, dont la valeur combative ne soutenait pas la comparaison avec les unités allemandes, et sur lequel les Soviétiques avaient aménagé plusieurs têtes de pont.

Compte tenu du nombre restreint de réserves opérationnelles, de la faiblesse des contingents alliés et des problèmes d'approvisionnement en

essence et en armement, il aurait été préférable de procéder à un repli stratégique en profondeur des deux groupes d'armées sur une ligne de front s'étendant de Voronej à Rostov-sur-le-Don ou, encore mieux, sur la ligne du 28 juin, à partir de laquelle avait été déclenché le « plan bleu ». En rétrécissant la ligne de front, on aurait ainsi pu libérer de nombreuses réserves opérationnelles nécessaires pour stabiliser les positions allemandes et repousser la contre-offensive de l'Armée rouge que l'on était en droit d'attendre pour le début de l'hiver. Certes, cela aurait signifié l'abandon des conquêtes stratégiques réalisées au cours de l'été, mais c'était le prix à payer pour éviter la tragédie de Stalingrad et l'écroulement de l'aile sud du front[412].

Mais Hitler n'était aucunement disposé à consentir au moindre repli stratégique. D'ailleurs, au faîte de la campagne d'été, les frictions au sein du haut commandement devinrent de plus en plus fréquentes, en particulier entre Halder et Hitler. Le premier s'efforçait de faire comprendre au second que le groupe d'armées sud ne possédait plus la puissance nécessaire pour mener de front deux offensives de pareille envergure dans deux directions opposées. L'assaut contre Stalingrad suffisait amplement à absorber toutes les forces disponibles. Mais Hitler refusait d'entendre raison, convaincu que les Russes étaient finis. Pour le chef de l'état-major général de l'OKH, l'aveugle sous-estimation des ressources ennemies par le Führer et sa totale incapacité à embrasser la situation et ses conséquences accroissaient considérablement les risques d'une débâcle militaire. Halder tenait à être le cerveau opérationnel de l'armée. Cependant, Hitler insistait sur la supériorité de ses idées. Cette situation intenable conduisit au limogeage de Halder le 24 septembre.

Ce dernier fut remplacé par le général Kurt Zeitzler, chef d'état-major du feld-maréchal Rundstedt, commandant en chef du front de l'Ouest. À quarante-sept ans, il avait onze ans de moins que Halder et il était d'un rang relativement inférieur dans la hiérarchie militaire : major-général seulement depuis avril 1942, Hitler l'avait promu de deux rangs après l'avoir nommé chef d'état-major général de l'OKH. Reconnu comme un adepte fervent du Führer, il avait été recommandé par son ami personnel, le lieutenant-général Schmundt, agent de liaison de Hitler avec l'armée de terre, et par Göring. Hitler rejeta ainsi la proposition de Keitel selon laquelle Manstein ou Paulus seraient mieux qualifiés que Zeitzler pour assumer les fonctions de chef d'état-major général de l'OKH. Une fois de plus, Manstein voyait s'envoler

son rêve de devenir le chef d'état-major général de l'armée de terre. Sa trop forte personnalité ne pouvait guère plaire à un homme comme Hitler, qui préférait s'entourer d'officiers dociles[413].

La situation à la prise de commandement du groupe d'armées Don par Manstein

Le télégramme que le feld-maréchal Manstein reçut dans la région de Vitebsk, le 21 novembre, lui prescrivait de prendre le commandement du groupe d'armées Don – composé de la 6e armée, de la 4e armée blindée et de la 3e armée roumaine – afin d'assurer la coordination des opérations défensives au nord et au sud de Stalingrad. Il avait la mission, d'ailleurs inexécutable avec les forces et les réserves existantes, de rétablir la situation sur les fronts du Don et de la Volga. De fait, il se voyait attribuer, en quelque sorte, les responsabilités du colonel-général Weichs, commandant en chef du groupe d'armées B, un peu comme il s'était fait assigner celles du feld-maréchal Küchler dans le secteur de Leningrad quelques mois auparavant. Pour assumer ses nouvelles fonctions, il était assisté du général Friedrich Schulz, son chef d'état-major et son plus proche collègue depuis la fin de la campagne de Crimée, ainsi que du colonel Theodor Busse, son sous-chef d'état-major depuis le jour où il avait pris le commandement de la 11e armée en Crimée.

Le remarquable talent opérationnel et stratégique de Manstein faisait de lui un choix idéal pour assumer ce nouveau commandement créé spécifiquement pour rétablir la situation sur le front de Stalingrad. D'ailleurs, au moment de sa nomination, la réputation de Manstein était telle que la seule mention de son nom était suffisante pour inspirer les troupes allemandes[414].

Le feld-maréchal ne put avoir une idée précise des événements survenus au cours des jours précédents et de la situation du moment que lorsqu'il arriva au quartier général du nouveau groupe d'armées B – formé de la 2e armée allemande, de la 2e armée hongroise et de la 8e armée italienne – à Starobielsk, le 24 novembre 1942, jour de ses cinquante-cinq ans. Montrant à Manstein la carte des opérations dûment remise à jour, le colonel-général Weichs et le général Sodenstern, son chef d'état-major, ne lui dissimulèrent

pas la gravité de la situation dans laquelle il devait prendre son nouveau commandement.

Le 19 novembre 1942, les Soviétiques avaient déclenché à l'aube, sous les rafales de blizzard, l'opération « Uranus », dont les préparatifs avaient commencé deux mois auparavant sous la supervision des généraux Georgi Joukov et Alexandre Vassilevski, respectivement commandant en chef et chef de l'état-major général de l'Armée rouge. Après une préparation d'artillerie extrêmement puissante, les blindés soviétiques, en formation massive, percèrent les lignes de la 3e armée roumaine au nord-ouest de Stalingrad, en fonçant en direction de la boucle du Don. Le lendemain, au sud de la ville, d'autres colonnes puissantes enfoncèrent la 4e armée roumaine et s'élancèrent à leur tour en direction du Don. Les deux armées roumaines furent rapidement disloquées et de fortes unités blindées soviétiques se ruèrent aussitôt dans les brèches. De sorte que, dès le 22 novembre, les deux branches de la tenaille opérèrent leur liaison à Kalatch, sur la boucle du Don, à 60 kilomètres à l'ouest de Stalingrad. Le piège s'était donc refermé autour de la 6e armée du colonel-général Paulus et de fractions allemandes et roumaines de la 4e armée de Panzer du colonel-général Hoth, soit 21 divisions allemandes et 2 roumaines, pour un total d'environ 250 000 hommes. Pis encore, le pont de Kalatch, qui commandait le ravitaillement routier de la 6e armée, tomba intact entre les mains des Soviétiques. Encerclées dans une poche de 40 à 50 kilomètres de côté, les troupes de Paulus ne pouvaient désormais être ravitaillées que par un pont aérien.

Dès que le général Zeitzler, chef de l'état-major général de l'OKH, réalisa que la manœuvre soviétique visait à isoler Stalingrad, il adjura Hitler d'ordonner le repli de la 6e armée sur la boucle du Don où le front ébréché pouvait encore être reconstitué. Mais cet ordre, Hitler refusa de le donner. Selon lui, un repli reviendrait à reconnaître l'échec de la campagne de 1942. Et il n'était pas prêt à faire cet aveu. Le 21 novembre, il ordonna lui-même au colonel-général Paulus de tenir bon et réitéra cet ordre formel, le lendemain, après l'encerclement complet de la 6e armée à Stalingrad. Le Führer croyait la situation remédiable. À ses yeux, il était possible de dégager la 6e armée au moyen d'une puissante contre-attaque de blindés. Une telle opération pourrait être tentée dans une dizaine de jours, le temps

de réunir les renforts nécessaires. D'ici là, la Luftwaffe assurerait le ravitaillement par les airs des troupes de Paulus.

C'était un pari risqué. Mais le feld-maréchal du Reich Göring certifia à Hitler que c'était possible. Le colonel-général Hans Jeschonnek, son chef d'état-major, se garda de le contredire, malgré les protestations véhémentes de Zeitzler. Au sein même de la Luftwaffe, le colonel-général Richthofen, commandant en chef de la 4e Luftflotte, éleva de vives objections, en raison des conditions météorologiques hivernales et d'une quantité insuffisante d'appareils pour faire face à pareille tâche. Hitler choisit de croire son fidèle et loyal Göring.

Le 23 novembre, Paulus, avec le soutien de la plupart de ses chefs de corps d'armée et de division, demanda l'autorisation de percer vers le sud-ouest, invoquant la faiblesse des réserves de vivres, d'équipement, de munitions et de carburant pour assurer la défense des positions de la 6e armée. Weichs et Zeitzler l'approuvèrent sans réserve, y voyant la seule option réaliste. Hitler resta néanmoins inébranlable. Il maintint sa décision de ravitailler la 6e armée de Paulus par les airs avant de pouvoir lui envoyer des renforts. Cette décision irrévocable du Führer allait sceller définitivement le destin de 250 000 hommes[415].

Le 24 novembre, la situation se présentait ainsi pour le feld-maréchal Manstein, commandant en chef du nouveau groupe d'armées Don :

La 6e armée du colonel-général Paulus se trouvait encerclée autour de Stalingrad, dans une poche d'une cinquantaine de kilomètres d'est en ouest et d'une quarantaine du nord au sud, avec 21 divisions allemandes et deux roumaines. La 4e armée blindée du colonel-général Hoth ne disposait plus, comme unité intacte, que de la 18e division d'infanterie roumaine, à l'aile nord, et de la 16e division motorisée allemande, étalée dans la steppe des Kalmouks de part et d'autre d'Elista, à plus de 250 kilomètres au sud de Stalingrad. Mais elle ne pouvait être retirée de la steppe où elle constituait l'unique couverture du flanc gauche du groupe d'armées A engagé profondément dans le Caucase. Ce qui restait de la 4e armée roumaine avait été subordonné au commandement de Hoth. De la 3e armée roumaine, il ne subsistait pratiquement plus que trois divisions d'infanterie qui n'avaient pas été concernées par la contre-attaque soviétique et qui se trouvaient sur le Don, en liaison avec les contingents italiens.

Du côté de l'ennemi, 24 unités avaient pénétré par la brèche du sud et 24 autres par celle du nord, et étaient parvenues jusqu'à Kalatch. Plus à l'ouest, 23 unités étaient signalées, marchant au sud-ouest, vers le Tchir. Évidemment, il fallait y ajouter les forces de Stalingrad qui avaient tenu la 6e armée en échec jusque-là et qui étaient renforcées à travers la Volga, et celles qui demeuraient sur le front nord, entre la Volga et le Don. Au total, l'Armée rouge pouvait opposer 143 grandes unités, dès le 28 novembre, au nouveau groupe d'armées Don[416].

Donc, en dehors de la 6e armée, non disponible du point de vue opérationnel, le groupe d'armées Don ne disposait que de débris d'unités, ceux de la 4e armée blindée et des deux armées roumaines, au sein desquelles seules une division motorisée allemande et quatre d'infanterie roumaines étaient encore intactes. Évidemment, on ne pouvait pas se faire la moindre illusion sur leur capacité à enrayer la contre-offensive soviétique.

L'évaluation de la situation générale et les considérations stratégiques de Manstein

La première décision de Manstein fut de faire appel à des renforts auprès de l'OKH. Le 21 novembre, dans un message adressé au chef d'état-major général de l'OKH, le général Zeitzler, il exposa clairement l'impossibilité pour son groupe d'armées d'accomplir la mission qui lui incombait, étant donné les forces mises en jeu par l'ennemi. Pour rétablir la situation, il fallait des renforts atteignant l'ordre de grandeur d'une armée, capables de passer le plus rapidement possible à la contre-offensive après la fin de leur rassemblement. Le lendemain, il reçut une réponse de Zeitzler lui annonçant l'arrivée, pour le début de décembre, de la 3e division de montagne, de la 306e division d'infanterie et de la 17e division blindée.

Mais à la différence de Paulus, de Weichs et de Zeitzler, Manstein n'était pas partisan d'une percée de la 6e armée avant l'arrivée des renforts. Le 24 novembre, il exposa ses conceptions par téléphone à Zeitzler. D'un point de vue opérationnel, dit-il, il était préférable d'attendre l'intervention des troupes de secours prévues, à tout le moins tant et aussi longtemps que la 6e armée pouvait être suffisamment ravitaillée par la voie aérienne. Une opération destinée à la dégager serait entreprise, avec les forces parvenues

sur les lieux, au début décembre. Mais il était absolument nécessaire de les renforcer de manière continue afin de contrer les puissants renforts que l'ennemi devait recevoir lui-même dans l'intervalle. Une percée isolée de la 6e armée ne pouvait devenir nécessaire que si la pression de l'ennemi empêchait le groupe d'armées Don de déployer ses nouvelles forces. En se voulant optimiste quant à la possibilité pour la Luftwaffe d'établir un pont aérien pour maintenir la résistance des troupes encerclées à Stalingrad, Manstein confortait ainsi Hitler dans sa décision de ne pas abandonner cette ville[417].

En fait, le feld-maréchal était d'avis que le moment favorable pour une percée de la 6e armée était manifestement passé. Elle n'aurait pu éviter l'encerclement qu'en tentant, dès le début de la contre-offensive soviétique, de percer soit vers l'ouest, en franchissant le Don, soit vers le sud-ouest, en restant à l'est de ce fleuve. Certes, il appartenait au haut commandement de lui en donner l'ordre. Mais Paulus aurait dû prendre lui-même la décision de se retirer de Stalingrad, et ce, même s'il n'était pas autant renseigné que l'OKH sur la situation des armées voisines. Lorsqu'il proposa, le 23 novembre, de percer vers le sud-ouest, le moment décisif était alors définitivement passé.

Une tentative de percée vers le sud-ouest, en direction des restes de la 4e armée de Panzer à l'est du Don, qui se trouvaient à environ 120 kilomètres, comportait d'énormes risques. La 6e armée ne pouvait compter, à ce moment, sur l'intervention d'aucune force allemande capable de lui apporter de l'aide, même si elle parvenait à rompre l'encerclement. Lorsqu'il lui faudrait franchir le Don, elle aurait sur les talons les forces soviétiques qui, jusque-là, lui faisaient face à l'est, au nord et à l'ouest. Elles la poursuivraient vers le sud pour l'empêcher de forcer le passage du fleuve. Abandonnée à ses seules forces, qui se limitaient à 150 blindés, la 6e armée se retrouverait alors aux prises avec l'ennemi dans la steppe, sans munitions, sans carburant, sans approvisionnement. Si certaines fractions réussissaient néanmoins à s'échapper, les unités blindées en particulier, le reste serait probablement condamné sans rémission. Et une percée vers l'ouest, en direction de Kalatch, qui était à environ 70 kilomètres, avait encore moins de chance de réussir. Même si elle parvenait à briser l'étreinte autour de Stalingrad, la 6e armée aurait à traverser le Don, avec ses

munitions presque entièrement consommées, devant de puissantes forces soviétiques en marche vers le Tchir.

Après la guerre, Manstein soutint que Paulus aurait dû savoir que le Führer n'accepterait jamais d'évacuer la ville. Il aurait tout simplement dû le mettre devant le fait accompli, chose d'autant plus facile que l'OKH n'émit aucune directive précise pendant les deux premiers jours de la contre-attaque soviétique. Mais Manstein reconnaissait que cela lui aurait probablement coûté son commandement : « On ne peut cependant penser que ce fut cette considération qui empêcha Paulus d'agir comme il l'estimait juste. Ce fut sans doute sa loyauté envers Hitler qui l'amena à solliciter l'autorisation de percer, d'autant plus qu'il demeurait en liaison radiotélégraphique avec l'OKH. En outre, [...] il n'avait probablement pas une vue suffisamment précise de la situation générale. La décision d'agir indépendamment dut être encore rendue plus difficile à prendre du fait que, *à ce moment*, la 6e armée courait plus de risques en essayant de percer qu'en restant accrochée autour de Stalingrad[418]. »

Le 24 novembre, au cours d'une rencontre avec son chef et son sous-chef d'état-major, le général Schulz et le colonel Busse, le feld-maréchal Manstein en vint à la conclusion que l'Armée rouge allait tout mettre en œuvre pour détruire la 6e armée encerclée. De plus, il envisagea la possibilité qu'elle essaierait probablement d'exploiter l'effondrement de la 3e armée roumaine, en fonçant avec des unités rapides dans la grande boucle du Don, en direction de Rostov-sur-le-Don. Elle pourrait alors non seulement couper les lignes de communication du groupe d'armées Don, mais également celles du groupe d'armées A engagé dans le Caucase. Il croyait, en fait, que les forces dont elle disposait, et qu'elle accroîtrait encore très certainement par l'arrivée de renforts, lui permettraient de poursuivre ces deux objectifs simultanément.

Dès le 24 novembre, c'est-à-dire avant même d'arriver à son nouveau quartier général de Novotcherkassk le 27 novembre, jour où il prit le commandement effectif du groupe d'armées Don, Manstein avait déjà correctement évalué la situation stratégique à l'aile méridionale du front de l'Est. Il ne s'agissait pas du sort d'une seule armée, mais de celui de toute l'aile méridionale du front allemand en Russie et, finalement, du sort de ce front tout entier. Si l'Armée rouge parvenait à s'emparer de Rostov-sur-le-Don, elle couperait les lignes de communication des groupes d'armées Don

et A, c'est-à-dire des 4e et 1re armées de Panzer, de la 17e armée et des débris de la 4e armée roumaine, qui comptaient en tout dans leurs rangs environ 1,5 million d'hommes. Par conséquent, le désastre serait considérablement plus grand que celui de Stalingrad. Cette éventualité était d'autant plus envisageable que les forces soviétiques, qui marchaient vers le Tchir, n'étaient qu'à environ 300 kilomètres de Rostov-sur-le-Don, tandis que la 1re armée de Panzer, qui constituait l'aile gauche du groupe d'armées A engagé dans le Caucase, se trouvait à quelque 600 kilomètres de cette ville.

D'ailleurs, ce ne devait pas être la dernière fois que Manstein anticiperait exactement les intentions soviétiques en tant que commandant en chef du groupe d'armées Don. Cette évaluation des enjeux stratégiques était aussi la première analyse rationnelle de la situation générale à l'aile sud du front depuis la contre-attaque soviétique du 19 novembre. Elle allait d'ailleurs motiver toutes les opérations subséquentes du groupe d'armées Don. En effet, de sa prise de commandement, à la fin novembre 1942, jusqu'à la contre-offensive de la 4e armée de Panzer, à la fin février 1943, Manstein n'allait jamais perdre de vue que l'Armée rouge portait son effort principal contre le groupe d'armées Don, avec pour objectif de couper le flanc sud du reste du front. Toutes les décisions opérationnelles du feld-maréchal allaient reposer sur ce postulat, malgré les tentatives du haut commandement soviétique de le tromper quant à ses véritables intentions, en essayant notamment de détourner son attention vers d'autres endroits du front. C'est cette capacité de Manstein à ne pas se laisser distraire par l'adversaire qui allait lui permettre de rétablir et de stabiliser la situation à l'aile méridionale du front.

Le 27 novembre, lorsque le feld-maréchal Manstein arriva enfin à son quartier général de Novotcherkassk, la situation apparue trois jours auparavant n'avait guère changé. L'ennemi, de toute évidence, consacrait ses forces principales à l'encerclement de la 6e armée. Sur les 143 grandes unités signalées dans le secteur du groupe d'armées Don, une soixantaine environ étaient affectées à cette tâche, soit un total de sept armées[419].

Manstein était chargé d'une double mission : « Il fallait avant tout dégager et sauver la 6e armée. C'était la tâche la plus pressante, la plus importante, non seulement du point de vue humain, mais aussi du point de vue opérationnel car, si elle n'était pas remplie, nous risquions de ne plus

pouvoir rétablir la situation à l'aile sud et, par conséquent, de compromettre l'ensemble du front. Mais il fallait également ne pas perdre de vue que *toute l'aile sud du front oriental courait le danger d'être anéantie*, événement qui, selon toute probabilité, aurait été décisif et aurait entraîné la perte de la guerre. Si les Russes parvenaient à déchirer le mince rideau de protection établi avec des moyens de fortune entre les arrières du groupe d'armées A et ce qui subsistait du front du Don, il faudrait non seulement abandonner tout espoir de sauver la 6e armée, mais nourrir les pires craintes pour tout le groupe d'armées A[420]. »

C'est aux éléments de la 4e armée de Panzer et de la 3e armée roumaine que revenait le mérite d'avoir réussi, en ces jours critiques de la fin novembre, à colmater cahin-caha les énormes brèches et à empêcher ainsi le haut commandement soviétique d'exploiter sans délai la situation. Si celui-ci était parvenu à lancer immédiatement ses unités rapides en direction de Rostov-sur-le-Don, le groupe d'armées Don et le groupe d'armées A auraient probablement été détruits, en plus de la 6e armée. C'est tout le front allemand qui se serait alors effondré, entraînant avec lui sans doute la fin de la guerre.

Dès sa prise de commandement, le feld-maréchal Manstein s'entretint avec le colonel-général Richthofen, commandant en chef de la 4e Luftflotte chargée d'assurer le ravitaillement de la 6e armée. Celui-ci le convainquit que, dans les conditions climatiques épouvantables du moment, un pont aérien suffisant était impossible. Même si le temps s'adoucissait, il serait impossible d'assurer pendant une période très longue un ravitaillement aérien. Il était donc patent que l'assurance donnée à Hitler par Göring, le 22 novembre, était fallacieuse. À cause de l'insuffisance et de la précarité du ravitaillement aérien, il importait de réunir au plus vite les forces de secours destinées à dégager les troupes de Paulus.

Le 28 novembre, le commandant en chef du groupe d'armées Don envoya à Hitler un rapport détaillé sur l'évaluation précise des forces ennemies, ainsi que sur la position et l'état de la 6e armée. Il soulignait que celle-ci perdrait bientôt sa puissance de feu et sa mobilité, étant donné l'épuisement de ses munitions et de son essence. Compte tenu des renforts limités que l'OKH lui avait promis, tout ce qu'il pouvait espérer était d'ouvrir un couloir qui permettrait de réapprovisionner la 6e armée en munitions et en carburant afin de lui rendre sa mobilité. Mais il faudrait

aussitôt la faire sortir de la poche, ajoutait-il, car elle ne pourrait tenir pendant tout l'hiver dans la steppe. Enfin, insistait-il, il était stratégiquement dangereux de clouer les forces allemandes sur un espace restreint alors que l'ennemi conservait la liberté d'action sur un front de plusieurs centaines de kilomètres. La manœuvrabilité devait être reconquise à tout prix et dans les plus brefs délais.

La réponse lui parvint seulement le 3 décembre. Hitler se déclarait en accord avec la plupart de ses idées. Mais il ne voulait pas raccourcir le front au nord de Stalingrad afin de libérer des forces pour d'autres tâches. Manifestement, il n'envisageait aucunement la possibilité de retirer la 6e armée de la poche de Stalingrad dans l'éventualité où le groupe d'armées Don parviendrait à rétablir la liaison avec elle, et encore moins de commander un repli général afin de rétablir et de stabiliser l'aile méridionale du front allemand. Quelques jours auparavant, le 29 ou le 30 novembre, Hitler avait d'ailleurs déclaré à Manstein, au cours d'une conversation téléphonique, qu'il ne pouvait acquiescer à sa proposition d'extirper la 6e armée de la poche dans laquelle elle se trouvait prise à Stalingrad. « La 6e armée va rester à Stalingrad, déclara-t-il. Elle s'est retranchée sur mes ordres et va défendre cette forteresse[421] ! »

Le plan d'opérations pour dégager la 6e armée

Entre-temps, l'OKH avait annoncé d'autres forces pour la mission du groupe d'armées Don. Deux divisions blindées (les 6e et 23e) et une de marche de la Luftwaffe (la 15e) seraient affectées à la 4e armée blindée du colonel-général Hoth, tandis que deux divisions blindées (les 11e et 22e), trois d'infanterie (les 62e, 294e et 336e) et deux de marche de la Luftwaffe (les 7e et 8e) formeraient le détachement d'armée du général Karl Adolf Hollidt, nouvellement créé. Mais sur les sept divisions prévues pour celui-ci, une division blindée (la 22e) et deux d'infanterie (les 62e et 294e) avaient dû être dépêchées d'urgence sur le front de la 3e armée roumaine pour colmater les brèches. Qui plus est, des trois divisions promises par l'OKH le 22 novembre, aucune ne put être affectée au dégagement de la 6e armée. La 3e division de montagne n'arriva même pas. Ses unités avaient été dispersées entre le groupe d'armées A et le groupe d'armées centre pour

parer à des crises locales. Quant à la 17e division blindée et à la 306e division d'infanterie, elles arrivèrent trop tard pour pouvoir intervenir au moment décisif. Compte tenu que les divisions de marche de la Luftwaffe ne pouvaient être employées que pour des missions défensives, par exemple la protection des flancs des groupes d'assaut, il ne restait alors plus à la 4e armée de Panzer, pour l'opération de dégagement, que deux divisions blindées, et au détachement d'armée Hollidt, qu'une division blindée et une d'infanterie.

En dépit de l'insuffisance des renforts, Manstein émit, le 1er décembre, ses directives concernant l'opération « Tempête d'hiver » (*Wintergewitter*). La 4e armée de Panzer de Hoth attaquerait, avec le gros de ses forces, à partir de la région de Kotelnikovo, qui se trouvait à environ 120 kilomètres au sud-est de la 6e armée encerclée à Stalingrad. Après avoir percé les défenses de l'ennemi, elle aurait pour tâche de prendre à revers ou de flanc le front d'investissement de Stalingrad, au sud ou à l'ouest. Pendant ce temps, le détachement d'armée Hollidt attaquerait, en partant de la tête de pont de Nijné Tchirskaya, sur le Tchir moyen, en direction de Kalatch, pour désorganiser les lignes de communication de l'adversaire et ouvrir le passage du Don à la 6e armée. Celle-ci devait percer, à une date qui serait fixée ultérieurement en fonction des résultats obtenus par la 4e armée blindée, au sud-ouest, en direction de la rivière Donskaïa Tsaritsa, pour entrer en liaison avec les Panzer de Hoth, et à l'ouest, pour participer avec les divisions de Hollidt à la conquête du passage sur le Don, à Kalatch. Sur l'ordre formel du Führer, elle devait toutefois conserver ses positions dans la région de Stalingrad, rendant ainsi sa mission encore plus difficile. La couverture des flancs droit et gauche de l'attaque serait assurée respectivement par ce qui restait de la 4e armée roumaine, intégrée à la 4e armée blindée, et par la 3e armée roumaine et certaines unités du détachement d'armée Hollidt. Que certaines de ces forces, chargées de couvrir l'offensive, se fussent déjà écroulées quelques semaines auparavant, lors de la puissante contre-attaque soviétique du 19 novembre, démontrait à quel point la situation était désespérée pour le groupe d'armées Don[422].

Au début de décembre, l'Armée rouge lança des attaques non seulement contre la 6e armée à Stalingrad, mais aussi sur le front du Tchir et dans la région de Kotelnikovo, c'est-à-dire dans les secteurs où l'action de dégagement devait être entreprise. Le feld-maréchal Manstein dut alors

remettre la date du déclenchement de l'opération « Tempête d'hiver », fixée originellement au 3 décembre, d'abord au 8 et finalement au 12.

À la suite des attaques soviétiques dans les secteurs du Tchir et de Kotelnikovo, Manstein commença à craindre de plus en plus la possibilité d'une offensive de grand style contre les fronts de la 3e armée roumaine et de la 4e armée blindée, dont l'objectif serait manifestement d'atteindre Rostov-sur-le-Don. Par conséquent, il n'était désormais plus certain de la conduite des opérations à adopter une fois que la liaison avec la 6e armée serait rétablie. Jusque-là, il avait toujours préconisé une percée de celle-ci, après l'ouverture d'un couloir, parce qu'elle était indispensable pour stabiliser la situation à l'aile méridionale du front. Mais, maintenant, il se demandait s'il n'était pas préférable qu'elle se maintînt à Stalingrad, même si une opération de dégagement rétablissait la liaison avec elle. En d'autres termes, malgré un besoin urgent en troupes pour renforcer le groupe d'armées Don dans sa mission visant à rétablir la situation à l'aile sud du front allemand, Manstein croyait que la 6e armée jouerait peut-être un rôle plus utile en fixant la masse des forces soviétiques autour de la poche de Stalingrad. Et une opération de dégagement contribuerait sans doute à en fixer davantage dans la région, ce qui faciliterait le rétablissement et la stabilisation de tout le front sud allemand en Russie. En revanche, pensait-il, si la 6e armée parvenait à s'extirper de la poche de Stalingrad, les forces d'encerclement deviendraient aussitôt disponibles pour une offensive de grande envergure en direction de Rostov-sur-le-Don, avec l'intention de couper les lignes de communication des groupes d'armées Don et A. Il en résulterait alors la destruction de toute l'aile méridionale du front et la fin probable de la guerre[423]. Il valait donc mieux que la 6e armée demeurât à Stalingrad après l'arrivée des secours et qu'elle ne cherchât pas à s'en extirper.

Les opérations « Tempête d'hiver » et « Coup de tonnerre »

Pendant que la 4e armée de Panzer de Hoth achevait sa concentration à l'est du Don, autour de Kotelnikovo, l'Armée rouge attaqua de nouveau, à l'ouest du Don, le front du Tchir inférieur, à partir du 10 décembre. Tout espoir d'engager le détachement d'armée Hollidt, depuis la tête de pont de

Nijné Tchirskaïa, sur le Tchir et le Don, en jonction avec la 4e armée blindée, venait de se dissiper. Celle-ci allait devoir compter uniquement sur ses propres forces pour rétablir la liaison avec la 6e armée. Mais elle ne pouvait manifestement pas atteindre la poche de Stalingrad avec deux divisions seulement (les 6e et 23e divisions blindées), pour un total de 232 chars d'assaut. Le commandant en chef du groupe d'armées Don réclama donc l'envoi immédiat du 3e corps blindé de la 1re armée de Panzer, engagée dans les montagnes caucasiennes, et de la 16e division motorisée, déployée autour d'Elista. Hitler lui refusa le corps blindé, car le groupe d'armées A aurait alors été obligé d'évacuer une position très avancée dans le Caucase, et la division motorisée qui constituait l'unique couverture de celui-ci[424].

L'opération « Tempête d'hiver » semblait ainsi vouée à l'échec dès le départ. C'était, au fond, une action désespérée qui, étant donné la puissance et la mobilité opérationnelle maintenant prouvées de l'adversaire, portait en elle le germe de l'échec. D'autant que les Russes avaient accru de 143 à 185 le nombre de leurs grandes unités déployées sur le front du groupe d'armées Don entre le 28 novembre et le 9 décembre. À ce titre, l'opération « Tempête d'hiver » apparaissait comme une démonstration que tout avait été fait pour libérer la 6e armée.

Le commandant en chef du groupe d'armées Don croyait néanmoins pouvoir assumer la responsabilité de cette entreprise discutable. C'était bien sûr l'effet de la confiance en soi, de la suffisance et du sentiment de supériorité du commandement allemand, grisé par les grandes victoires remportées depuis l'automne 1939. Mais, au-delà de justes connaissances techniques, une sous-estimation de l'adversaire, lourde de conséquences, entrait probablement en jeu[425].

Le 12 décembre, après une préparation d'artillerie, les unités blindées de Hoth purent attaquer les forces du front de Stalingrad au point le plus faible de l'encerclement soviétique. En dépit de la faiblesse de ses moyens, la 4e armée de Panzer parvint à bousculer la 51e armée soviétique et à forcer le passage de la rivière Aksaï, le 17 décembre. Le haut commandement soviétique rameuta aussitôt des éléments blindés et motorisés pour faire face à la menace qui venait du sud. Ne se bornant pas à la défensive, il lança constamment des contre-attaques pour essayer de reprendre le terrain conquis par l'armée blindée de Hoth ou d'encercler des fractions de celle-

ci. Malgré la violence des combats, la progression de cette dernière se poursuivit et, le 19 décembre, elle atteignit la rivière Myshkoya, derrière laquelle la résistance soviétique se raidit encore davantage. La 4e armée de Panzer ne se trouvait désormais plus qu'à 48 kilomètres du front d'investissement.

À l'intérieur de la poche, à Stalingrad, les soldats de la 6e armée écoutaient, pleins d'espoir, les bruits des combats qui se livraient au loin. Une grande clameur se faisait entendre dans les rangs de la 6e armée : « Manstein arrive ! » Pour les fidèles de Hitler, le bruit des canons et des fusils au loin était une preuve de plus que le Führer tenait toujours ses promesses. Il allait les tirer de là. Hitler, cependant, n'avait pas la moindre intention de retirer la 6e armée de Stalingrad. Au colonel-général Zeitzler, il déclara qu'il était impossible de se retirer de la ville, car cela reviendrait à nier « tout le sens de la campagne d'été ». Il ajouta que trop de sang avait été répandu pour qu'on pût renoncer à Stalingrad[426].

Soldat au sein de la 6e armée, Joachim Wieder raconta, après la guerre, l'espoir suscité par l'attaque de Manstein : « Au cours de la deuxième semaine de décembre, on sut, d'abord dans les états-majors, que le groupe d'armées du Don sous le commandement du feld-maréchal von Manstein avait commencé l'opération de dégagement si longtemps espérée. Bientôt, la bonne nouvelle fut connue également dans la troupe. À la vitesse de l'éclair, la grande nouvelle se répandit, qui donna un nouveau moral [...] : "Manstein arrive !" L'espoir flamba de nouveau. Nouvelle joie de vivre, joyeuse assurance, nouvel esprit d'entreprise commencèrent à se manifester. Ainsi, les souffrances et les sacrifices n'avaient pas été vains ! Maintenant, le salut nous faisait signe. Ce que le Führer avait promis, il devait bien sûr le tenir. Et cette parole donnée, il la tiendrait sûrement de façon généreuse. [...] À présent, l'aide extérieure approchait. "Le Führer nous tirera de là !" On comptait fermement qu'il ne pouvait s'agir que d'une opération de libération de grande envergure dont le succès était pour ainsi dire certain. Le fait que la mission de libérer notre armée eût été justement confiée au feld-maréchal von Manstein nous emplit d'une particulière satisfaction. Les capacités stratégiques remarquables de ce chef de guerre dont on ne parlait qu'avec le plus grand respect dans notre état-major renforcèrent notre confiance et nous parurent garantir à priori l'heureuse issue de la future opération[427]. »

Mais ces espoirs furent vains. Lorsque, après des combats d'une extrême violence et des pertes sévères, ses avant-gardes eurent conquis provisoirement une faible tête de pont, menacée de toutes parts dans le secteur de la Myshkoya, la 4e armée de Panzer, épuisée, était déjà contrainte à la défensive et l'initiative appartenait aux forces supérieures de l'ennemi. L'opération de dégagement avait déjà échoué.

La situation s'était aggravée entre-temps à cause de nouvelles offensives de l'ennemi sur le Tchir. L'Armée rouge avait redoublé ses efforts sur la rive ouest du Don pour crever le front du Tchir et s'emparer de la tête de pont de Nijné Tchirskaïa, tenue par les Allemands au confluent des deux cours d'eau. C'est donc contre celle-ci qu'elle lança son attaque à partir du 12 décembre. Deux jours plus tard, la tête de pont fut perdue, après avoir été détruite à la hâte par les Allemands afin d'empêcher l'effondrement complet du front du Tchir. Au même moment, un nouveau danger se manifesta à l'aile gauche du groupe d'armées Don.

Le 16 décembre, depuis la grande boucle du Don, les Soviétiques déclenchèrent une offensive contre ce front et enfoncèrent le détachement d'armée Hollidt, la 3e armée roumaine et la 8e armée italienne dans le secteur du groupe d'armées B. Devant l'effondrement de pans entiers du flanc gauche du groupe d'armées Don, le problème clé pour Manstein devenait la défense du bassin du Donets et du couloir de Rostov-sur-le-Don, seule voie de repli du groupe d'armées A encore engagé aux abords du Caucase. Manifestement, le haut commandement de l'Armée rouge venait de mettre en branle l'opération « Saturne ». Le détachement d'armée Hollidt parvint, tant bien que mal, à établir un nouveau front à la hauteur de celui de la 3e armée roumaine pour en protéger le flanc et aussi pour couvrir à tout prix les bases aériennes de Morosovski et de Tajinskaïa, indispensables pour le ravitaillement de la 6e armée. Mais il était bien évident qu'une telle situation ne pouvait se maintenir pendant plusieurs jours, d'autant plus que les forces soviétiques occupaient désormais toute la rive gauche du Tchir.

Étant donné la situation critique sur le front du Tchir et à l'aile gauche du groupe d'armées Don, les Allemands ne pouvaient plus poursuivre que pendant un temps très limité la tentative de dégagement amorcée à l'est du Don. Manstein doutait fortement que la 4e armée blindée pût atteindre la poche de Stalingrad, l'ennemi semblant lui opposer sans cesse de nouvelles

forces. Tout compte fait, des renforts s'avéraient essentiels pour relancer l'attaque. Hitler se résolut enfin à octroyer à la 4e armée de Panzer la 16e division motorisée, celle-ci devant être relevée par des éléments du groupe d'armées A. Mais le mouvement demandait dix jours, un délai beaucoup trop long pour qu'elle pût intervenir au moment opportun. Or, Manstein l'avait réclamée justement dix jours auparavant. Quant au 3e corps blindé de la 1re armée de Panzer, le Führer refusait toujours qu'il fût prélevé de la région du Caucase. Ainsi, les forces de Hoth demeuraient toujours insuffisantes pour sauver la 6e armée[428].

En conséquence, le 19 décembre à midi, Manstein envoya un message à Hitler pour l'aviser que la 4e armée de Panzer ne pourrait pas, selon toute probabilité, rétablir la liaison avec la 6e armée et encore moins la maintenir. Pour cela, il faudrait que l'armée de Paulus tente une percée vers le sud-ouest afin d'opérer sa jonction avec les éléments blindés de Hoth venus à son secours. Dans ce cas, elle devrait toutefois transférer ses forces au sud-ouest de la poche, en abandonnant le secteur septentrional de la région de Stalingrad.

À 18 heures, aucune réponse ne lui étant parvenue, Manstein demanda à Paulus de se préparer à effectuer une tentative de percée désespérée dans la direction de la 4e armée blindée qui, de son côté, tenterait un ultime effort[429]. Son idée n'était pas tant l'évacuation progressive de la région de Stalingrad que l'élargissement de la poche vers le sud-ouest afin de permettre l'ouverture d'un couloir par lequel la 4e armée de Panzer pourrait faire parvenir à la 6e armée le carburant, les munitions et les approvisionnements nécessaires à la poursuite de sa résistance. Dans le cadre de l'opération « Tempête d'hiver », la 6e armée avait déjà reçu l'ordre de préparer cette percée vers le sud-ouest, en direction de la rivière Donskaïa Tsaritsa, pour rétablir la liaison avec la 4e armée de Panzer. Elle devait toutefois tenir les autres fronts autour de Stalingrad, conformément à l'ordre formel du Führer. Mais, dans l'état où elle se trouvait, il était matériellement impossible qu'elle pût tenir le front autour de Stalingrad tout en exerçant son plein effort afin de percer vers le sud-ouest. Par conséquent, Manstein envisageait désormais, en vertu d'une instruction à Paulus ayant pour nom de code « Coup de tonnerre » (*Donnerschlag*), l'abandon de quelques-unes des positions de la 6e armée, du moins celles du

nord, pour permettre d'élargir la poche vers le sud-ouest. En d'autres termes, il s'agissait pour celle-ci de déplacer progressivement le front d'investissement, en fonction des progrès réalisés dans la tentative de percée, afin de rétablir la liaison avec la 4e armée blindée et de permettre le passage des convois de ravitaillement.

Le 19 décembre, le feld-maréchal Manstein envoya son officier de renseignements, le major Hans Eismann, dans la poche par la voie des airs. Le commandant en chef du groupe d'armées Don devait affirmer, après la guerre, que la mission du major consistait à demander au colonel-général Paulus et au major-général Arthur Schmidt, son chef d'état-major, de préparer la 6e armée en vue de l'opération « Coup de tonnerre ». Différentes versions furent données de l'entretien et des propos tenus par les uns et par les autres, de sorte qu'il est bien difficile de trancher entre elles. Ce qui est clair toutefois, c'est que Manstein refusait de prendre la responsabilité d'une désobéissance aux ordres du Führer. De toute évidence, il ne fit tenir au commandant en chef de la 6e armée aucune instruction vraiment précise et se refusa, pour des raisons de sécurité parfaitement valables au demeurant, de se rendre lui-même dans la poche pour discuter de la situation face à face avec Paulus. Or, Manstein devait savoir depuis longtemps que Paulus, toujours respectueux de la voie hiérarchique, ne bougerait jamais sans un ordre formel venu du commandement suprême de l'armée de terre, c'est-à-dire de Hitler[430].

Le soir du 23 décembre, Manstein et Paulus discutèrent de la situation au cours d'une conférence menée par téléscripteur. Le commandant en chef du groupe d'armées Don souligna que la 4e armée de Panzer s'était heurtée à une très forte opposition et que, sur le flanc nord, les troupes italiennes avaient cédé. Paulus demanda si la 6e armée était maintenant autorisée à tenter une percée. Son interlocuteur répondit qu'il n'avait pas encore obtenu l'accord du commandement suprême. Le feld-maréchal crut alors bon de ne pas entrer dans les détails. Si le colonel-général avait bénéficié d'informations plus complètes, il aurait pu voir que la 6e armée ne pouvait plus être secourue. Fit-il cette demande en désespoir de cause ? Se trouvant à ce moment-là dans l'antichambre, Stahlberg put entendre clairement cette conversation. « *Herr* feld-maréchal, implorait Paulus, je vous supplie de donner l'ordre pour la percée ! » La réponse de Manstein ne se fit guère attendre : « Paulus, je ne peux vous donner l'ordre. Mais si vous prenez la

décision indépendamment, je vais faire tout ce qui est en mon pouvoir pour vous aider et pour justifier votre décision[431]. » Décidément, Manstein refusait d'aller de l'avant en prenant la responsabilité d'une action personnelle opposée à la volonté du Führer. Il craignait qu'une telle initiative pût amener celui-ci à contrer son ordre, puis à le relever de son commandement, ce qui aurait mis fin, du même coup, à son rêve de devenir un jour commandant en chef de l'armée de terre ou chef d'état-major général de celle-ci.

De toute façon, la 6e armée n'était déjà plus en mesure d'accomplir une percée qui, somme toute, comportait des difficultés et des risques énormes. Elle avait besoin, estimait-elle, de six jours pour se préparer à percer, délai que Manstein jugeait beaucoup trop long. La crise survenue sur le front du Tchir et, plus particulièrement, à l'aile gauche du groupe d'armées Don ne lui permettait plus d'attendre six jours. En outre, la forte diminution des effectifs de la 6e armée et la réduction de la mobilité de ses unités, conséquence de la pénurie de carburant et de l'abattage de nombreux chevaux, rendaient encore plus difficile et périlleuse cette entreprise qui devait être exécutée dans les conditions d'un hiver rigoureux. La situation critique en essence était telle que les blindés de la 6e armée, dont à peine une centaine demeuraient encore opérationnels, ne pouvaient parcourir plus de 30 kilomètres. Pour entreprendre la percée, il fallait donc soit lui fournir une quantité suffisante de carburant, soit que les Panzer de Hoth se rapprochassent à 30 kilomètres au plus de la poche de Stalingrad. Or, ceux-ci se trouvaient encore à 48 kilomètres. De même, le groupe d'armées Don ne pouvait absolument pas attendre que l'approvisionnement de la 6e armée en essence eût été porté par le ravitaillement aérien au niveau nécessaire, soit 4 000 tonnes, pour exécuter la percée. C'était matériellement tout à fait impossible, d'autant que rien ne laissait présager une amélioration du ravitaillement par la voie des airs. Somme toute, le commandant en chef de la 6e armée décrivait la tentative de percée, possiblement sans secours de l'extérieur, comme « une solution catastrophique ».

Hitler approuva une attaque de la 6e armée en direction du sud-ouest pour rétablir la liaison avec la 4e armée de Panzer. Mais il insista pour que la première tînt absolument le front autour de Stalingrad. Il espérait toujours pouvoir ouvrir un corridor permettant de la ravitailler, mais sans devoir abandonner la moindre parcelle de terre de la région à l'ennemi. Il fit alors

demander au commandant en chef de la 6e armée jusqu'où il pensait pouvoir avancer vers le sud-ouest si les autres fronts devaient être tenus. La réponse fut claire : à cause de la question du carburant, il était impossible non seulement d'exécuter cette percée, mais même de s'y préparer. Sans tarder, Hitler décida de renoncer à cette idée. Le 21 décembre, Manstein fit pourtant un dernier effort afin de l'amener à approuver l'opération « Coup de tonnerre ». Le Führer lui répondit sur-le-champ qu'il n'y avait aucune possibilité pour la 6e armée d'élargir la poche vers le sud-ouest, en raison d'une pénurie en carburant : « Que voulez-vous au juste ? Paulus n'a d'essence que pour 20 kilomètres, 30 tout au plus. Il ne peut pas percer, comme il le déclare lui-même[432]. »

Cependant, il est probable qu'avec sa très grande intelligence Manstein avait compris que toute tentative de percée était à l'évidence vouée à l'échec. Avant même que le gros de la 2e armée de la Garde se fût déployé devant elle, la 4e armée de Panzer de Hoth avait été bloquée sur la Myshkoya. La 6e armée de Paulus, avec ses troupes épuisées et à peine une centaine de chars presque à court de carburant, n'avait aucune chance de forcer le front d'investissement. Plus important encore, Manstein savait, dès le 16 décembre, que l'opération « Saturne », lançant trois armées russes supplémentaires sur ses arrières, venait de changer complètement la donne. Mais il avait probablement senti que, vis-à-vis de l'Histoire comme vis-à-vis de ses camarades de la Wehrmacht, il devait apparaître comme un commandant ayant fait tout son possible, et ce, même s'il était convaincu que la seule chance de la 6e armée de s'extirper de la poche s'était évanouie depuis près d'un mois. L'apparente mauvaise conscience dont il témoigna après la guerre était probablement due au fait que, étant donné le refus de Hitler de se retirer du Caucase, il avait également utilisé la 6e armée pour fixer sept armées de l'Armée rouge qui l'encerclaient à Stalingrad. Et, par ailleurs, si Paulus avait pu briser le front d'investissement, il lui serait resté trop peu d'hommes et en trop piètre état pour être de la moindre utilité militaire ultérieurement[433].

Dans son récit d'après-guerre, Manstein donna l'impression que l'ordre décisif d'abandonner Stalingrad contre la volonté de Hitler avait été effectivement donné par le groupe d'armées Don, tandis que Paulus, à cause d'une étude par trop consciencieuse du risque et par obéissance au commandement suprême de la Wehrmacht, avait refusé de l'exécuter. Ainsi,

il imputa à Paulus la responsabilité de ne pas avoir tenté une percée, malgré le fait qu'il lui en avait donné l'ordre.

Dans ses Mémoires, il se montre très critique envers Paulus : « Si j'ai exposé avec tant de détails les raisons qui conduisirent le chef de la 6e armée à renoncer à la dernière chance de sauver celle-ci, c'est parce que je lui attribue la responsabilité de cette décision, sans tenir compte de sa personnalité ni de son attitude ultérieure. Ces raisons, comme je l'ai dit, ne pouvaient être balayées de la main. Mais, encore une fois, il s'agissait de la seule et dernière possibilité de salut. Ne pas la saisir – en acceptant les risques inévitables – c'était se résigner à la perte de l'armée. La saisir, cependant, c'était tout miser sur une carte unique. À notre avis, au commandement du groupe d'armées Don, il fallait le faire. Il est facile de critiquer l'attitude que le futur feld-maréchal Paulus eut en ces journées décisives. Mais, en tout cas, on ne l'explique pas en invoquant une obéissance aveugle à Hitler. Il connut assurément un grave conflit de conscience, l'opération devant le conduire à abandonner Stalingrad, contrairement à la volonté formellement exprimée par celui-ci. Cet abandon se justifiait cependant par la pression irrésistible de l'ennemi. D'autre part, le groupe [d'armées] Don l'ayant ordonné en assumait toute la responsabilité. [...] Si le [colonel-] général Paulus ne saisit pas cette ultime chance, s'il hésita et, finalement, renonça à accepter les risques, ce fut très certainement dans le sentiment de la responsabilité qui pesait sur ses épaules, responsabilité que le commandement du groupe d'armées avait essayé de prendre, en donnant son ordre, mais dont Paulus ne crut pas pouvoir s'affranchir devant Hitler et devant lui-même[434]. »

Manstein avait-il effectivement donné l'ordre décisif de lancer l'opération « Coup de tonnerre », déchargeant par là Paulus de la responsabilité d'une action personnelle de désobéissance au commandement suprême de la Wehrmacht ? En fait, les registres réfutent une telle allégation[435]. Des Mémoires de Paulus, il ressort clairement que la 6e armée n'a jamais reçu cet ordre. Comme nous l'avons vu plus haut, lorsque, au soir du 23 décembre 1942, Paulus le pressa de lancer l'opération « Coup de tonnerre », Manstein l'exhorta à la patience, en lui disant qu'il ne pouvait pas encore lui donner l'ordre. Ainsi, il n'est pas étonnant que Paulus ait formulé, après la guerre, une critique très acerbe à l'endroit de ce dernier : « Qui croyait à l'époque ne pas pouvoir me donner l'ordre ou

l'autorisation d'une percée n'a pas le droit aujourd'hui d'écrire qu'il avait souhaité ma percée et l'avait couverte[436]. »

Quoi qu'il en soit, le 21 décembre 1942, Manstein ne pouvait plus ignorer la situation générale du groupe d'armées Don, qui ne permettait pas de maintenir plus longtemps la 4e armée de Panzer à l'est du Don, en particulier en raison de l'ampleur de l'offensive déclenchée par l'Armée rouge depuis le 16 décembre. Désormais, le sort de la 6e armée n'était plus seul en cause. Celui du groupe d'armées Don et du groupe d'armées A l'était aussi, l'ennemi menaçant plus que jamais de couper leurs lignes de communication. En effet, il existait un danger de voir l'ennemi exploiter sa percée dans le secteur italien pour s'élancer, par les passages sur le Donets désormais ouverts devant lui, vers Rostov-sur-le-Don et l'artère vitale de toute l'aile méridionale du front allemand. L'ennemi avait manifestement l'intention de préparer un « super-Stalingrad » pour tout le front méridional allemand. La priorité était maintenant de tenir le flanc gauche afin d'empêcher une catastrophe pire que celle de la 6e armée. Manstein n'avait désormais plus le choix : s'il voulait éviter l'écroulement de toute l'aile méridionale du front allemand, il devait absolument sacrifier la 6e armée. Le salut de l'*Ostheer* passait tout simplement par la sauvegarde des groupes d'armées Don et A, qui comptaient dans leurs rangs environ 1,5 million d'hommes[437].

La crise dans le secteur du détachement d'armée Hollidt était alors à son comble. Des unités blindées et motorisées soviétiques s'étaient engouffrées profondément dans la brèche ouverte par la déroute de la 8e armée italienne. Certaines approchaient déjà des terrains d'aviation de Morosovski et de Tajinskaïa, tandis que d'autres étaient parvenues sur les arrières des éléments du détachement Hollidt qui combattaient encore sur le cours moyen et supérieur du Tchir. Le 23 décembre, Manstein dut retirer la 11e division blindée à la 3e armée roumaine pour rétablir la situation à l'aile gauche. Pour compenser cette perte, il lui fallut ordonner à la 4e armée de Panzer d'envoyer la 6e division blindée sur le Tchir inférieur, sans quoi ce front n'aurait pu être maintenu. De ce fait, Hoth lui-même dut faire reculer son armée blindée affaiblie. À la veille de Noël, elle fut attaquée sur la Myshkoya par des forces très largement supérieures en nombre qui ne cessaient de s'accroître, et elle se trouva refoulée sur l'Aksaï. Devant la supériorité numérique considérable de l'adversaire, qui avait jeté dans la

bataille deux armées (la 51e et la 2e de la Garde), et son intention de l'envelopper par l'est et par l'ouest, la 4e armée de Panzer dut se replier au cours des jours suivants sur Kotelnikovo, d'où elle avait lancé son offensive le 12 décembre[438]. La tentative pour forcer le siège de Stalingrad avait donc échoué. Le sort de la 6e armée se trouva ainsi définitivement scellé.

Mourir en héros ? Le sacrifice de la 6e armée

Dès lors, la 6e armée entra en agonie. Après que Paulus eut rejeté, sur l'ordre du Führer, un appel à la reddition le 8 janvier, les Russes lancèrent leur dernière attaque pour détruire la 6e armée deux jours plus tard. En dépit de l'inégalité des forces, les combats se poursuivirent durant plus de trois semaines. À bout de forces, à court de munitions, affamés et transis de froid, les Allemands furent refoulés dans les ruines de Stalingrad. Pour mettre un terme aux souffrances indicibles de ses hommes, Paulus demanda à Hitler, le 22 janvier, l'autorisation de se rendre. Hitler refusa et ordonna, au contraire, de combattre jusqu'au bout. Le lendemain, la 6e armée commença à se disloquer. Elle se retrouva coupée en deux par les troupes soviétiques du sud et de l'ouest de la ville qui avaient opéré leur jonction. Trois jours plus tard, la scission de la 6e armée était complète. Le 31 janvier, Paulus était promu feld-maréchal, Hitler escomptant sans doute qu'il allait mourir en héros, car l'idée qu'une armée allemande pouvait capituler lui était intolérable. Néanmoins, le soir même, le nouveau feld-maréchal se rendit. Deux jours plus tard, le 2 février, ce fut au tour des derniers éléments retranchés dans la partie nord. La bataille de Stalingrad était terminée. Sur les 250 000 hommes de la 6e armée, 25 000 avaient pu être évacués par avion, 112 000 avaient trouvé la mort et 113 000 étaient faits prisonniers. Du côté soviétique, les pertes encourues pour encercler les forces allemandes n'étaient pas moins sévères : 155 000 tués et 331 000 blessés[439].

Après l'échec de l'entreprise de dégagement menée par la 4e armée de Panzer, une capitulation immédiate de la 6e armée aurait certainement pu diminuer ses pertes et abréger ses souffrances. En combattant jusqu'au bout, elle priva toutefois l'adversaire de la victoire d'anéantissement sur l'aile méridionale allemande qui était à portée de sa main. En effet, si elle avait

cessé de résister non pas au début de février, mais pendant les sept premières semaines de l'encerclement, c'est-à-dire dès que sa situation devint sans espoir, les Russes seraient probablement parvenus à encercler cette aile méridionale. Et l'Allemagne aurait alors connu un désastre militaire d'une plus grande envergure que celui de Stalingrad. Les forces du feld-maréchal Manstein n'auraient pas pu résister au flot soviétique qui aurait déferlé le long du Don jusqu'à Rostov-sur-le-Don, tandis que celles du Caucase auraient été isolées. Et les groupes d'armées Don et A auraient probablement été perdus si la 6e armée avait réussi à rompre l'encerclement et à se replier vers l'ouest.

Bien que la résistance de la 6e armée durant la seconde moitié de janvier ne fût pas assez énergique pour empêcher les Russes d'envoyer des forces importantes en direction de Rostov-sur-le-Don, elle permit cependant de retenir une partie de leurs unités dans une proportion suffisante pour donner une chance aux armées du Caucase d'atteindre Rostov-sur-le-Don à temps pour s'esquiver. En somme, en luttant jusqu'à l'épuisement de ses moyens, la 6e armée, par son sacrifice héroïque, contribua ainsi, de façon décisive, au rétablissement du front allemand[440]. Hitler et Manstein n'avaient pas tort lorsqu'ils déclarèrent, en guise de consolation, que le sacrifice de l'armée de Stalingrad avait donné au haut commandement allemand le temps et la possibilité de prendre des mesures dont dépendait le sort de tout le front de l'Est.

Ainsi, lorsque le Führer somma Paulus de repousser l'offre de capitulation émise, le 8 janvier, par le haut commandement soviétique, Manstein se montra pleinement d'accord avec cette décision. À ce moment-là, il était d'avis que la résistance de la 6e armée était encore une nécessité pour la survie de toute l'aile méridionale du front allemand. Après la guerre, il déclara à ce sujet : « Je ne me place pas au point de vue purement militaire d'après lequel une armée ne doit jamais capituler tant qu'elle demeure en état de combattre. Abandonner ce principe, pourtant, serait mettre fin à l'esprit militaire. Tant qu'il y aura des soldats, il sera maintenu. Même si la lutte paraît sans issue, cela ne justifie pas une capitulation. Si tous les chefs qui jugent leur situation désespérée se mettaient à capituler, aucune guerre ne pourrait plus être gagnée. Il a été souvent possible de sortir de situations de ce genre. En tout cas, en ce qui concerne le [colonel-] général Paulus, repousser la capitulation constituait un devoir. Son armée

avait encore un rôle capital à jouer dans le cadre de la situation générale. Elle devait fixer aussi longtemps que possible les forces ennemies qui se trouvaient devant elle. » Dans la même foulée, il ajouta : « L'armée devait toujours combattre, même si elle n'avait rien à en attendre pour elle-même. Chaque journée gagnée par elle prenait une importance décisive pour le sort de tout le front allemand. Qu'on n'aille pas dire que, la guerre ayant été finalement perdue, il aurait mieux valu en accélérer la fin pour épargner des souffrances inutiles. Ce serait de la sagesse tardive. À cette époque, il n'était nullement certain que l'Allemagne la perdrait, militairement. Une paix de compromis demeurait dans le domaine des possibilités, mais pour cela, il fallait rétablir la situation sur cette partie du front, ce qui fut finalement fait. Pour atteindre ce résultat, il était indispensable que la 6e armée continuât de fixer les forces ennemies devant elle aussi longtemps qu'elle le pourrait. La dure nécessité de la guerre obligeait le haut commandement à réclamer cet ultime sacrifice de la part des vaillantes troupes. Qu'il portât la responsabilité d'avoir conduit l'armée dans cette situation est une autre question[441]. »

Il ne fait aucun doute que le sacrifice de la 6e armée permit de sauver toute l'aile sud du front allemand en permettant au groupe d'armées Don et au groupe d'armées A d'échapper à l'encerclement. À la fin novembre, des 143 grandes unités soviétiques opposées au groupe d'armées Don, une soixantaine participaient à l'investissement de la 6e armée. L'offensive de la 4e armée de Panzer obligea à en prélever une partie pendant un certain temps. Mais d'autres arrivèrent pour les remplacer de sorte que, à la mi-janvier, sur les 259 grandes unités déployées dans le secteur du groupe d'armées Don, 90 se trouvaient devant la 6e armée[442]. Il est donc facile de prévoir ce qui se serait passé si celle-ci les avait libérées, le 8 janvier, en acceptant de capituler, étant donné le danger couru par toute l'aile méridionale du front allemand.

En effet, la situation générale s'était largement détériorée, dans l'intervalle, depuis que l'Armée rouge avait enfoncé le front dans le secteur tenu par la 2e armée hongroise et, pour ainsi dire, mis en déroute le groupe d'armées B. Elle était ainsi parvenue à ouvrir une énorme brèche qui s'étendait de Vorochilovgrad, sur le Donets, à Voronej, sur le Don, c'est-à-dire sur une distance d'environ 320 kilomètres. L'existence même du groupe d'armées Don et celle du groupe d'armées A, dans la région du

Caucase, se trouvaient alors compromises plus que jamais. Fondée sur la nécessité de fixer encore les unités ennemies devant Stalingrad, la décision du Führer – confortée en cela par Manstein – de refuser la reddition de la 6e armée était donc judicieuse en soi, malgré l'énorme sacrifice qu'elle exigeait de celle-ci.

En outre, malgré la perte de la 6e armée, il n'était pas dit que la guerre sur le front de l'Est, et par conséquent la guerre tout court, était irrémédiablement perdue. Loin de là. Une solution de compromis avec Staline paraissait possible, aux yeux des généraux allemands, si Hitler la voulait et la cherchait. Mais ce n'était pas le cas. Dans sa guerre idéologique contre le « judéo-bolchevisme », le dictateur nazi était un jusqu'au-boutiste fanatique et acharné. Sur ce point, l'officier Manstein se berçait donc d'illusions.

Pourtant, il avait eu l'occasion d'apprécier pleinement la détermination de Hitler de combattre jusqu'au bout lorsque celui-ci refusa, le 22 janvier, la demande de Paulus de pouvoir engager des pourparlers en vue d'une capitulation. Ce même jour, Manstein pria le Führer d'autoriser la reddition de la 6e armée, croyant qu'elle avait parfaitement rempli sa mission consistant à fixer le plus longtemps possible le gros des forces ennemies devant Stalingrad. Sa sollicitation se fondait sur le fait que, depuis quelques jours, la poche allemande s'était rétrécie à un point tel que la 6e armée ne retenait plus autour d'elle qu'un nombre relativement faible de troupes ennemies. Mais, tout comme celle de Paulus, sa requête fut rejetée du revers de la main. Pour Hitler, il ne pouvait être question de capituler, car c'était un point d'honneur[443].

La perte de la 6e armée : Manstein a-t-il une part de responsabilité ?

Lorsqu'il raconta la bataille de Stalingrad après la guerre, Manstein imputa la principale responsabilité de la débâcle à Hitler, mais aussi, dans une certaine mesure, à Göring, pour avoir assuré à son Führer, de manière totalement irréaliste, que la Luftwaffe pourrait sauver la 6e armée par les airs, et à Paulus, pour l'erreur de ne pas avoir tenté de percer le front d'investissement quand il en était encore temps. Quant à Hitler, sa direction désastreuse et sa culpabilité écrasante étaient indéniables. D'ailleurs, il

reconnut lui-même sa responsabilité, au cours d'un entretien avec Manstein, le 6 février 1943 : « Pour Stalingrad, c'est moi qui en porte *seul* la responsabilité. Peut-être pourrais-je dire que Göring m'a fait un tableau inexact des possibilités de la Luftwaffe en ce qui concerne le ravitaillement aérien, et qu'il me serait donc possible de rejeter sur lui une partie de cette responsabilité. Mais je l'ai désigné moi-même pour me succéder, je dois par conséquent la revendiquer entièrement pour moi[444]. »

Pour certains, Manstein porterait aussi une partie de cette responsabilité, en particulier pour ne pas avoir préconisé une percée de la 6e armée avant l'arrivée des renforts ou bien pour avoir entrepris trop tard, avec des forces insuffisantes, l'offensive de dégagement. Porter un tel jugement, c'est toutefois oublier que lorsqu'il prit le commandement effectif du groupe d'armées Don, le 27 novembre, soit cinq jours après l'encerclement de la 6e armée à Stalingrad, il était déjà trop tard pour que celle-ci pût tenter une percée isolée, sans secours de l'extérieur. Si elle s'y était néanmoins résolue, on est en droit de supposer que seuls quelques débris auraient pu rallier la 4e armée de Panzer. Non seulement la 6e armée aurait perdu sa capacité opérationnelle, mais elle aurait libéré les forces soviétiques qu'elle fixait jusque-là. Il en aurait alors résulté fort probablement la destruction de toute l'aile méridionale du front allemand et, par le fait même, la fin de la guerre.

Quant à la critique suivant laquelle Manstein aurait entrepris trop tardivement, avec des forces insuffisantes, son entreprise de dégagement, comment pourrait-on le blâmer d'avoir tenté en désespoir de cause une opération visant à sauver ses compagnons d'armes ? S'il n'avait pu lancer sa contre-attaque plus tôt et avec des forces suffisantes, c'est en raison des pressions incessantes de l'ennemi en d'autres endroits du front méridional, qui menaçait de s'effondrer à tout moment, et de l'arrivée parcimonieuse et tardive de renforts à son groupe d'armées.

D'autres encore lui ont reproché d'avoir lancé son opération de dégagement à partir de la région de Kotelnikovo, se situant approximativement à 120 kilomètres du front d'investissement de Stalingrad, au lieu du front du Tchir, à environ 70 kilomètres seulement. Ils ont prétendu que, s'il avait rameuté les forces de la 4e armée de Panzer dans ce secteur, il serait peut-être parvenu à dégager la 6e armée. Les blindés de Hoth n'étaient-ils pas parvenus à quelque 50 kilomètres de la poche de

Stalingrad, soit justement après une progression de 70 kilomètres ? Avancer un tel argument, c'est toutefois ignorer que les forces ennemies sur le front du Tchir étaient trois fois plus nombreuses que celles sur le front de Kotelnikovo et que le haut commandement ennemi s'attendait apparemment à une opération de dégagement depuis le secteur du Tchir. Manifestement, si l'armée blindée de Hoth avait obtenu quelques succès initiaux depuis son point de départ à Kotelnikovo, c'était à cause de la faiblesse relative des forces ennemies qu'elle avait rencontrées sur ce front et du fait qu'elle n'avait pas eu à franchir l'obstacle du Don.

Pour ces diverses raisons, le feld-maréchal Manstein ne doit donc pas être tenu responsable de la tragédie de Stalingrad.

13
DE LA RETRAITE À L'« ATTAQUE EN RETOUR »

Après avoir échoué dans la mission de dégager la 6e armée de la poche de Stalingrad, il ne restait plus au groupe d'armées Don qu'à sauver toute l'aile méridionale du front allemand. Celle-ci était non seulement le théâtre des opérations du groupe d'armées Don, mais également des groupes d'armées A et B. Depuis le déclenchement de l'opération « Saturne » à la mi-décembre, la situation sur ce front s'était considérablement aggravée, notamment dans le secteur de la 8e armée italienne. La question qui se posait alors était de savoir si l'Armée rouge allait parvenir à encercler l'aile méridionale de l'*Ostheer* et à accomplir un pas décisif vers la victoire finale ou si le haut commandement allemand allait réussir à prévenir cette catastrophe. Les batailles de l'hiver 1943 allaient donc se révéler décisives pour la suite de la guerre. Et c'est en les menant que le feld-maréchal Manstein allait réaliser ses plus belles prouesses militaires, en parvenant à rétablir et à stabiliser le front de l'Est après sa contre-attaque dans le secteur de Kharkov, au moyen d'une rocade qui demeure encore aujourd'hui un classique du genre.

Le groupe d'armées du Caucase et la menace d'un second Stalingrad

Dès le 24 novembre 1942, le feld-maréchal Manstein avait compris que la puissante contre-attaque de l'Armée rouge du 19 novembre n'avait pas seulement pour objectif de détruire la 6e armée encerclée à Stalingrad, mais

également d’exploiter l’effondrement de la 3e armée roumaine, en fonçant avec des unités rapides dans la grande boucle du Don, en direction de Rostov-sur-le-Don. Elle pourrait alors couper les lignes de communication du groupe d’armées Don et, par le fait même, du groupe d’armées A engagé dans le Caucase. L’encerclement et la destruction de ces deux groupes d’armées scelleraient ainsi le sort de tout le front oriental à plus ou moins longue échéance.

Pour saisir toute l’ampleur du danger qu’une telle situation présentait pour les Allemands et les opportunités qu’elle offrait aux Soviétiques, il suffisait de comprendre qu’entre le secteur où la 3e armée roumaine avait été culbutée, le 19 novembre, et Rostov-sur-le-Don, il y avait un peu plus de 300 kilomètres. À Rostov-sur-le-Don passaient les lignes de communication de tout le groupe d’armées A, ainsi que celles de la 4e armée roumaine et de la 4e armée de Panzer. L’aile gauche du groupe d’armées A, dans la région caucasienne, se trouvait à quelque 600 kilomètres de cette ville, et la 4e armée blindée, déployée au sud de Stalingrad, à environ 400 kilomètres. Plus en arrière, les lignes de communication de l’aile méridionale de l’armée allemande franchissaient le Dniepr à Zaporojie et à Dniepropetrovsk. Or, ces points de passage essentiels étaient approximativement à 700 kilomètres de la 6e armée à Stalingrad et à 900 kilomètres de la 1re armée de Panzer dans le Caucase. Par contre, sur le cours moyen du Don, l’ennemi ne se trouvait qu’à 420 kilomètres. Après la guerre, Manstein expliqua plus exactement de quoi il retournait : « Je savais trop bien, par ma propre expérience, ce qu’une telle situation pouvait signifier. À l’été de 1941, avec le 56e corps blindé, j’avais parcouru en quatre jours 300 kilomètres séparant Tilsit de Dunabourg, contre une résistance bien supérieure à celle que les armées roumaine, italienne et hongroise du Don étaient capables d’offrir aux Russes. En outre, ceux-ci disposaient, en arrière de leur front, de réserves très supérieures à celles que nous possédions en cet hiver 1942[445]. »

Déjà, le 29 ou le 30 novembre 1942, au cours d’un entretien téléphonique, Manstein avait demandé à Hitler, à défaut de pouvoir faire sortir la 6e armée de la poche, de placer le groupe d’armées A sous son commandement et de lui donner toute liberté opérationnelle pour les deux groupes d’armées. La réponse du Führer ne s’était guère fait attendre : « Ce n’est pas possible, feld-maréchal ! » Loin de s’avouer vaincu, Manstein

demanda qu'on lui donne au moins la 1re armée de Panzer, l'une des deux armées du groupe d'armées A. Si celui-ci devait absolument conserver ses positions acquises dans le Caucase, dit-il, il pourrait le faire avec seulement l'une de ses deux armées, soit avec la 17e armée. Mais Hitler demeura inflexible. Exaspéré, Manstein lui posa cette question cruciale : « Mon Führer, dites-moi, s'il vous plaît, ce que le groupe d'armées A est supposé faire dans le Caucase ? » Hitler répondit vivement : « C'est une question relative à la possession de Bakou, feld-maréchal. À moins que nous ne prenions le pétrole de Bakou, la guerre est perdue. [...] Si je ne peux plus vous procurer le pétrole pour vos opérations, feld-maréchal, vous serez incapable de faire quoi que ce soit. » Rétorquant n'avoir aucun doute au sujet de l'importance du pétrole de Bakou, Manstein affirma cependant que la priorité devait être accordée à la 6e armée à Stalingrad et non au pétrole de Bakou. « Placez tout le groupe d'armées A sous mon commandement et donnez-moi toute liberté opérationnelle, et je vais livrer une bataille décisive dans le sud de la Russie, après laquelle vous allez pouvoir obtenir tout le pétrole que vous voulez. »

Le commandant en chef du groupe d'armées Don avait avancé ensuite d'autres arguments : les forces ennemies dans la région de Stalingrad, la supériorité numérique russe, les signes montrant clairement, selon lui, que les Russes cherchaient désormais à obtenir une victoire finale dans le sud de leur pays. « Mon Führer, les Russes ont appris de nous. Au lieu de simplement pousser tout droit, ils ont recours à la stratégie. Ils commencent à avoir confiance en eux. » Hitler ne réagit point. Après un silence, il termina la conversation abruptement : « Feld-maréchal, je dois vous rappeler quelque chose que je vous ai déjà dit à maintes reprises : nous devons marcher sur le Caucase au printemps prochain. Et je pense vous remettre le commandement de l'offensive du printemps. Vous allez alors joindre en Palestine l'armée du feld-maréchal Rommel, qui va venir vous rencontrer depuis l'Égypte. Nous marcherons ensuite avec nos forces réunies vers l'Inde, où nous scellerons notre victoire finale sur l'Angleterre[446]. »

Peu de temps avant le déclenchement de l'opération « Tempête d'hiver », Manstein avait encore préconisé un retrait des armées du Caucase, en demandant le transfert du 3e corps blindé de la 1re armée de Panzer à la 4e armée de Panzer pour son attaque en direction du front

d'investissement de Stalingrad. À ses yeux, si la Wehrmacht ne parvenait pas à dégager la 6e armée ou à rétablir la situation sur le front du Don, il ne pourrait plus alors être question de maintenir le groupe d'armées A dans le Caucase. En tout cas, dès que la brèche pratiquée à l'aile droite du groupe d'armées B eut ouvert aux Soviétiques la route de Rostov-sur-le-Don, il lui devint bien évident que le haut commandement allemand ne pouvait plus penser, d'aucune manière, à conserver le front du Caucase.

Le 20 décembre, jour où la déroute de la 8e armée italienne découvrit le flanc du détachement d'armée Hollidt et ouvrit à l'Armée rouge le chemin vers les passages du Donets, Manstein signala à Zeitzler que l'ennemi foncerait probablement en direction de Rostov-sur-le-Don afin d'encercler le groupe d'armées Don et le groupe d'armées A, et d'obtenir ainsi la décision contre l'aile méridionale allemande. Le 24 décembre, il fit remarquer une fois de plus au chef d'état-major général de l'OKH que l'offensive soviétique dans le secteur du groupe d'armées B avait pour objectif, en suivant un axe de Millerovo à Rostov-sur-le-Don, de couper les lignes de communication du groupe d'armées Don et du groupe d'armées A. De même, il le pria de retirer ce dernier du Caucase et de renforcer le premier qui essayait, tant bien que mal, de dégager la 6e armée et de rétablir l'aile nord de son front.

Devant l'insistance de Manstein et de Zeitzler, Hitler décida enfin, le 28 décembre, de replier la 1re armée de Panzer, très exposée à l'aile orientale du groupe d'armées A, sur la Kouma, entre Piatigorsk et Praskoveïa, c'est-à-dire à environ 100 kilomètres de la position qu'elle tenait au sud de Mozdok. Mais le Führer ne pensait encore nullement à abandonner le front du Caucase. Tout au plus espérait-il, par ce repli stratégique, permettre au groupe d'armées A de s'appuyer sur la Manytch, stabiliser la situation entre cette rivière et le Don comme dans la grande boucle du fleuve et, simultanément, sécuriser les lignes de communication de l'aile méridionale du front, notamment le long du Dniepr inférieur. Il n'entendait donc pas supprimer, mais réduire le « balcon » qu'avait formé le front à l'automne en s'étendant jusqu'au Caucase et à la Volga, et qui était à l'origine de la situation critique dans laquelle se trouvait la Wehrmacht depuis le 19 novembre 1942. Cette intention était utopique dans la mesure où l'OKH ne disposait pas de réserves pour compenser la disparition des deux armées roumaines, de l'armée italienne et, peu après, de l'armée

hongroise. Par conséquent, Hitler devrait tôt ou tard se résoudre à évacuer tout le Caucase.

À cause d'un manque de carburant, la 1re armée de Panzer ne put commencer son repli que le 2 janvier 1943. Le mouvement s'effectua avec une extrême lenteur afin de sauver le matériel. Conséquemment, aucune unité ne devint disponible. Finalement, ce n'est qu'au bout de vingt-cinq jours que l'armée atteignit, au complet, sa nouvelle position sur la Kouma[447].

Une manœuvre de repli suivie d'une attaque de flanc ou une rocade de l'est à l'ouest ?

Après que la situation eut pris une tournure aussi menaçante à cause de l'obstination de Hitler, il fallait trouver une issue aussi favorable que possible dans ces circonstances. Pour Manstein, la solution idéale, après l'échec de l'opération de dégagement de la 6e armée, était d'abandonner le terrain conquis au cours de l'offensive d'été, terrain qui ne pouvait plus être tenu de toute façon. Pour cela, il était nécessaire de replier les forces des groupes d'armées Don et A, d'abord en arrière du Don inférieur et du Donets, puis sur le Dniepr inférieur. Cette opération était sans doute la plus difficile à réaliser sans provoquer la déroute à une grande échelle. Entre-temps, il fallait rassembler, dans la région de Kharkov, le plus d'unités possible, y compris celles des deux groupes d'armées devenues disponibles à la suite du raccourcissement du front, et leur donner pour mission d'attaquer de flanc l'ennemi qui poursuivait les deux groupes d'armées ou essayait de les couper des passages sur le Don. L'idée était donc de transformer une vaste opération de repli en une manœuvre d'enveloppement avec l'intention d'acculer l'adversaire lui-même à la mer et de l'y détruire.

Le commandant en chef du groupe d'armées Don proposa cette solution à l'OKH, après la percée russe dans le secteur italien, quand il devint manifeste que le groupe d'armées A ne pouvait plus se maintenir dans le Caucase. Mais Hitler n'était aucunement disposé à cautionner une opération qui exigeait d'abord l'abandon des gains réalisés au cours de l'été 1942 et qui, incontestablement, comportait un risque opérationnel considérable. De toute façon, pour effectuer cette manœuvre de repli suivie d'une attaque de

flanc, le commandant en chef du groupe d'armées Don ne possédait pas l'autorité nécessaire. Il lui aurait fallu exercer le commandement de toute l'aile sud du front allemand, de Voronej au Caucase, et disposer librement des réserves opérationnelles de l'OKH.

Pour le moment, il en était réduit, dans le cadre de ses attributions, à éviter une catastrophe encore plus grande que celle de la 6e armée : l'encerclement de toute l'aile méridionale de l'armée allemande. Les réserves opérationnelles dont disposait l'OKH se révélaient néanmoins insuffisantes pour assurer la sécurité des lignes de communication de cette aile sur le Don inférieur et le Dniepr. Il était donc indispensable pour le groupe d'armées de Manstein de raccourcir son aile orientale et de regrouper les forces libérées à l'aile occidentale. Évidemment, cette opération devait s'effectuer le plus rapidement possible afin que les unités transférées pussent parer la manœuvre d'enveloppement de l'ennemi qui s'étendait de plus en plus vers l'ouest, mission d'autant plus difficile que le groupe d'armées B se trouvait sur le bord de l'effondrement en raison de la débandade des armées alliées. D'autre part, ce déplacement des forces ne pouvait atteindre l'ampleur suffisante sans prélever des unités dans le groupe d'armées A qui ne se trouvait pas sous le commandement de Manstein.

L'idée de parer la tentative d'enveloppement de l'ennemi en effectuant une rocade de l'est à l'ouest était la solution la plus simple à réaliser dans ces circonstances. Pour qu'elle fût efficace, il fallait l'appliquer suffisamment tôt, c'est-à-dire à un moment où la menace d'encerclement n'était pas encore très critique. La seule façon d'effectuer immédiatement la rocade proposée par Manstein était de ramener d'un trait la 4e armée de Panzer sur Rostov-sur-le-Don pour lui faire défendre le flanc sud et les lignes de communication vers l'ouest du groupe d'armées Don, et de replier sur le Donets le groupe Mieth – du nom du général qui avait pris le commandement de l'ancien secteur de la 3e armée roumaine – et le détachement d'armée Hollidt, qui se battaient encore dans la grande boucle du Don.

Cependant, l'obligation faite au colonel-général Kleist, commandant en chef du groupe d'armées A depuis la fin novembre, de conserver ses positions dans le Caucase rendait cette solution impossible, car elle aurait complètement dégarni ses arrières. Or, le groupe d'armées de Manstein avait pour mission non seulement de couvrir les arrières des armées du

Caucase, mais aussi d'assurer leur sécurité et leurs lignes de communication qui passaient par Rostov-sur-le-Don. L'idée de manœuvre consistant à transporter à l'ouest le centre de gravité des forces pour prévenir un encerclement de l'aile sud des armées allemandes n'était donc pas immédiatement exécutable. Malgré l'aggravation de la menace sur leur flanc ouest, les armées commandées par Manstein étaient contraintes de livrer une bataille désespérée pour protéger les arrières des armées du Caucase. Hitler en restait toujours au principe de la conservation rigide du terrain, tandis que Manstein apercevait le moyen d'infliger un sévère revers à l'ennemi en recourant à des opérations mobiles[448].

Le combat entre le Don et le Dniepr pour les lignes de communication de l'aile méridionale

Au lieu de parer la menace d'encerclement par un déplacement de son centre de gravité à l'ouest, comme le commandait la situation, le groupe d'armées de Manstein devait se battre dans des conditions de plus en plus critiques pour gagner du temps. Au sud du Don inférieur, la 4e armée de Panzer devait couvrir le flanc gauche du groupe d'armées A, tout en maintenant ouvertes ses lignes de communication qui passaient par Rostov-sur-le-Don. Dans la grande boucle du Don et en avant du Donets, le détachement d'armée Hollidt devait suffisamment ralentir la progression de l'ennemi au nord du Don inférieur pour l'empêcher de couper les lignes de communication des blindés de Hoth, ainsi que celles des armées de Kleist. Simultanément, il lui fallait interdire le franchissement du Donets dans le secteur de Vorochilovgrad et, par conséquent, l'approche de Rostov-sur-le-Don par le nord. Finalement, il devait trouver le moyen de maintenir ouvertes les lignes de communication avec l'ouest, le long du Dniepr inférieur.

C'est la 4e armée de Panzer qui était à même de remplir la mission de protéger les arrières du groupe d'armées A. D'une part, elle devait empêcher l'ennemi d'agir dans le dos de la 1re armée de Panzer tant que celle-ci n'aurait pas occupé un front face à l'est. D'autre part, il lui fallait prévenir une percée de l'adversaire sur le cours inférieur du Don jusqu'à Rostov-sur-le-Don, où il couperait non seulement les lignes de

communication du groupe d'armées A, mais aussi les siennes. Il s'agissait d'une double mission que l'armée blindée de Hoth n'était manifestement pas en mesure de remplir, car elle ne disposait pas des forces suffisantes pour barrer tout l'espace entre le cours inférieur du Don et les premiers contreforts du Caucase, en face d'effectifs ennemis largement supérieurs en nombre. Après la disparition des Roumains, elle se composait du seul 57e corps blindé, dont les deux divisions (17e et 23e) se trouvaient déjà considérablement affaiblies, et de la 15e division de marche de la Luftwaffe qui n'était pas encore prête à s'engager. Les seuls renforts que l'OKH put lui envoyer furent la 16e division motorisée et la division SS *Wiking*, libérées toutes les deux par le groupe d'armées A.

Avant même de pouvoir reconstituer ses forces, la 4e armée de Panzer avait été refoulée à l'ouest de Kotelnikovo par trois armées soviétiques (la 28e, la 51e et la 2e de la Garde), dès le début de janvier. Le 9 de ce mois, elle livrait de difficiles combats entre le Manytch et le Sal, sur le cours du Kouberle. L'ennemi manifestait l'intention de l'envelopper par le nord et par le sud. La 2e armée de la Garde se trouvait à Konstantinovsk, sur le Don, et avançait vers Proletarsk, au sud-est, pour parvenir sur les arrières des forces de Hoth, tandis que la 28e armée, récemment sortie de la steppe des Kalmouks, essayait d'encercler celles-ci, le long du Manytch.

Au lieu d'essayer d'offrir une résistance insuffisante sur une ligne de front trop étirée, Manstein jugeait que la 4e armée de Panzer devait garder ses forces concentrées, seule façon de présenter une résistance vraiment forte sur un point important. Pour cela, elle devait évacuer momentanément certains secteurs. De toute façon, les moyens dont elle disposait ne lui permettaient tout au plus que d'exécuter une seule de ses deux missions. Par conséquent, il décida d'accorder la priorité à la couverture de la 1re armée blindée pendant que celle-ci effectuait son changement de front. Certes, cette décision aggravait la menace contre Rostov-sur-le-Don. Mais, si l'ennemi réussissait à encercler la 1re armée de Panzer, tenir cette ville ne présenterait plus aucune utilité, le sort de tout le groupe d'armées A s'en trouvant alors scellé. Par contre, si la 1re armée de Panzer réussissait son mouvement, la crise de Rostov-sur-le-Don pouvait toujours être conjurée.

Malgré les manœuvres d'enveloppement répétées des Russes, le colonel-général Hoth réussit à y soustraire son armée blindée, ainsi que celle du groupe d'armées A qui acheva son changement de front le

14 janvier. Avec son aile gauche, la 1re armée blindée occupait désormais la ligne Tcherkessk-Petrovskoïé, face à l'est, ce qui lui permettait une certaine coordination opérationnelle avec la 4e armée blindée. Celle-ci avait donc rempli sa première mission. Il ne lui restait plus que la seconde : couvrir les lignes de communication du groupe d'armées de Kleist qui passaient par Rostov-sur-le-Don.

Dans l'intervalle, le détachement d'armée Hollidt devait empêcher l'ennemi, descendant du nord, d'avancer sur le cours inférieur du Don, c'est-à-dire sur les arrières de la 4e armée blindée, et surtout lui interdire une percée sur Rostov-sur-le-Don. De même, il devait défendre les passages sur le Donets dans le secteur de Vorochilovgrad. Pour accomplir cette double tâche sur un front d'environ 200 kilomètres, s'étendant de Nijné Tchirskaïa, sur le Don, à Kamensk-Chakhtinski, sur le Donets, il disposait, y compris le groupe Mieth, placé sous son autorité, de trois divisions blindées (6e, 7e et 11e) et de quatre divisions d'infanterie (62e, 294e, 336e, 387e) déjà fortement épuisées par les combats précédents. Les deux divisions de marche de la Luftwaffe, placées sous son commandement, n'étaient pas encore prêtes au combat, tandis que la 22e division blindée, trop éprouvée, dut être dissoute.

Le détachement d'armée Hollidt se trouva rapidement débordé par trois armées soviétiques (la 5e de Choc, la 5e blindée et la 3e de la Garde) sur ses deux flancs : à l'ouest, à la suite de la disparition de l'armée italienne, à la place de laquelle le groupe Fretter-Pico – du nom du lieutenant-général qui en avait pris le commandement – reculait lentement en combattant de Millerovo vers le Donets ; à l'est, après la défection des armées roumaines, plusieurs unités ennemies franchissaient le Don à Potemkinskaïa, puis à Tsymlianskaïa. Après de durs et violents combats, le détachement d'armée parvint finalement à arrêter la progression de l'adversaire sur le Donets et, par conséquent, à empêcher que les lignes de communication de la 4e armée de Panzer et du groupe d'armées A ne fussent coupées[449].

À la mi-janvier, au moment où la 1re armée blindée atteignit la ligne Tcherkessk-Petrovskoïé, établissant ainsi un front face à l'est, la situation s'aggrava sur le front du détachement d'armée Hollidt. L'ennemi réussit à percer en direction du Donets, avec des unités rapides, au sud de Millerovo, dans la zone du groupe Fretter-Pico. Son objectif était de franchir la rivière de part et d'autre de Kamensk-Chakhtinski. En même temps, d'autres unités

rapides surgirent dans le secteur formé par le Sal, le Don et le Manytch, c'est-à-dire entre le détachement d'armée Hollidt et la 4e armée blindée qui devait encore couvrir le flanc nord de la 1re armée blindée, en avant de Salsk. Ces forces pouvaient franchir le Don, pour s'emparer de Rostov-sur-le-Don, ou bien prendre à revers le détachement d'armée Hollidt. Leur intention réelle se précisa, le 20 janvier, lorsqu'elles attaquèrent sur le cours inférieur du Manytch, en direction de Rostov-sur-le-Don. Des éléments blindés atteignirent même l'aérodrome de cette ville. Simultanément, l'ennemi poursuivait ses assauts sur le front du détachement d'armée Hollidt dans le dessein bien évident de fixer celui-ci jusqu'au moment où la prise de Rostov-sur-le-Don lui permettrait de l'encercler.

Une fois de plus, le feld-maréchal Manstein dut décider quelle menace il fallait parer en premier. Le danger que courait Rostov-sur-le-Don lui paraissait beaucoup plus immédiat et pressant. Il ordonna ainsi un repli sur cette ville non seulement de la 4e armée de Panzer, mais également de la 1re armée de Panzer. C'était la seule solution. Sinon, il faudrait renoncer à l'espoir de transférer à l'ouest des forces suffisantes pour prévenir l'encerclement de toute l'aile méridionale du front allemand. Si Hitler était disposé à accorder la liberté de mouvement à la 4e armée blindée, en la déchargeant de la couverture du flanc nord de la 1re armée blindée, il se montrait néanmoins hésitant en ce qui concernait un repli de celle-ci sur Rostov-sur-le-Don.

En retardant sa décision au sujet de la rocade proposée par Manstein, Hitler favorisait évidemment l'adversaire. Depuis le 19 janvier, une brèche provoquée par la déroute de la 8e armée italienne et puis par celle de la 2e armée hongroise, survenue dans l'intervalle, s'ouvrait sur une distance d'environ 320 kilomètres depuis Vorochilovgrad, sur le Donets, jusqu'à Voronej, sur le Don. L'ennemi eut le temps d'exploiter la rupture des secteurs italien et hongrois et de détacher des forces importantes auxquelles le groupe d'armées Don n'avait, pour le moment, rien à opposer. De ce fait, il avait la possibilité de lancer directement ses unités sur Rostov-sur-le-Don ou d'envelopper l'aile occidentale du détachement d'armée Hollidt, par Vorochilovgrad. Au même moment, la résistance de la 6e armée tirait à sa fin. Il fallait donc s'attendre à voir intervenir les unités, fixées jusque-là devant la 6e armée, dans la région de Starobielsk, c'est-à-dire dans la vaste brèche entre les groupes d'armées B et Don.

Le 22 janvier, Hitler se décida enfin à replier, tout au moins, l'aile nord de la 1re armée blindée sur Rostov-sur-le-Don, c'est-à-dire à l'endroit où se livrait la bataille décisive, et de la placer sous le commandement du groupe d'armées Don. Quant à son aile sud, elle serait incorporée à la 17e armée, qui devait se replier sur la tête de pont du Kouban. Dès lors, il convenait de précipiter au maximum l'exécution du mouvement afin de pouvoir transférer la 4e armée blindée à l'aile occidentale dans les plus brefs délais. Deux jours plus tard, l'aile nord du groupe d'armées A se trouvait à Bielaia-Glina et, plus au sud, à l'est d'Armavir, c'est-à-dire à 150 et 250 kilomètres de Rostov-sur-le-Don. Tandis que la 4e armée blindée luttait désespérément au sud-est et tout près de cette ville pour maintenir ouvert le passage sur le Don à la faveur de l'aile nord de la 1re armée blindée, le détachement d'armée Hollidt défendait tant bien que mal le Donets. Mais il était évident que celui-ci ne pourrait contenir bien longtemps encore les forces ennemies considérablement supérieures[450].

À la fin du mois, le retrait du groupe d'armées A était, dans l'ensemble, achevé. Le 29 janvier, la 1re armée de Panzer opérait sa jonction avec la 4e armée de Panzer et, trois jours plus tard, elle atteignait Rostov-sur-le-Don. Quant à la 17e armée, elle prenait position sur la tête de pont du Kouban dès le 2 février. Après un repli à marches forcées de 500 à 600 kilomètres, dans des conditions climatiques hivernales parfois épouvantables, sans soutien aérien et en face d'un ennemi supérieur en nombre et en matériel, c'était rien de moins qu'une performance extraordinaire sur le plan opérationnel que venait de réaliser le groupe d'armées A. Cependant, ce n'était pas seulement le rêve de Hitler d'une opération ultérieure dans le Moyen-Orient contre les positions britanniques qui venait de voler en éclats, mais aussi la raison d'être de toute la campagne de l'été 1942. Même si Hitler espérait lancer une nouvelle offensive à l'intérieur des terres du Caucase, à partir de la tête de pont du Kouban, à l'été 1943, rien ne garantissait qu'il en serait capable[451].

Manstein : le commandant suprême à l'Est ?

Le 12 janvier 1943, le feld-maréchal Manstein avait transféré son quartier général à Taganrog, puis le 29 janvier, à Donetsk (Stalino), alors que le centre de gravité de ses forces se déplaçait du Don vers le Donets.

Ayant réalisé avec succès sa seconde mission, dont l'objectif immédiat était de couvrir l'évacuation du Caucase par le groupe d'armées A, la question qui se posait maintenant au groupe d'armées Don était de savoir s'il pouvait conserver le bassin du Donets, une région industrielle qui avait joué un rôle primordial dans les considérations stratégiques de Hitler dès 1941.

Au début février, l'ennemi avait amené de nouvelles forces sur le front du groupe d'armées Don. Conséquemment, il exerçait une pression plus forte sur l'aile droite de celui-ci et, en particulier, sur la 4e armée blindée qui couvrait le déplacement de la 1re armée blindée de Rostov-sur-le-Don vers le cours moyen du Donets. Il était à prévoir qu'il lancerait une attaque de grande envergure contre Rostov-sur-le-Don de part et d'autre de Novotcherkassk. À l'aile gauche du groupe d'armées Don, des unités russes avaient franchi le Donets et, du fait de la débandade des Italiens, étaient parvenues à l'est de Vorochilovgrad. L'ennemi se trouvait désormais devant Slaviansk et avait pris Izioum. Il cherchait manifestement à interdire le repli du détachement d'armée Hollidt sur la position du Mious. La menace d'un enveloppement de toute l'aile méridionale du front allemand se profilait de plus en plus à l'horizon.

Devant cette aggravation de la situation, Manstein réclama l'évacuation de la région orientale du bassin du Donets par un repli immédiat de l'aile droite de son groupe d'armées. Or, Hitler n'avait aucunement l'intention d'approuver un tel mouvement. Malgré ce différend, la nécessité d'aboutir à une solution de compromis était plus urgente que jamais. Manstein fut donc appelé au quartier général du Führer à Rastenburg, en Prusse-Orientale, le 6 février 1943. La discussion s'engagea sur deux points : la conduite des opérations dans le secteur du groupe d'armées Don et la question du haut commandement.

Hitler commença en déclarant qu'il portait seul la responsabilité de la fin tragique de la 6e armée survenue quelques jours auparavant. Même si la catastrophe de Stalingrad lui fournissait déjà un prétexte suffisant, le feld-maréchal Manstein tira profit de cette confidence pour remettre en cause le haut commandement lui-même, c'est-à-dire la façon dont Hitler l'exerçait depuis le départ du feld-maréchal Brauchitsch. Sachant fort bien qu'il était impossible à un dictateur comme Hitler d'abandonner le commandement sans perdre la face, il essaya de lui rendre acceptable une solution qui n'entamait pas son prestige, mais assurait, pour la suite, une direction plus efficace des opérations militaires. Il lui proposa, tout en demeurant

nominalement commandant suprême, de se choisir un chef d'état-major général des trois armes de la Wehrmacht jouissant de toute sa confiance, à qui il déléguerait ses pouvoirs et la responsabilité afférente à ceux-ci. En d'autres termes, il tenta de le persuader de renoncer au commandement de l'armée de terre et de nommer un chef suprême responsable qui, bénéficiant de toute sa confiance, exercerait une autorité pleine et entière dans la conduite des opérations sur tous les théâtres ou, à tout le moins, sur celui du front de l'Est.

Mais Hitler n'était manifestement pas disposé à prendre sérieusement en considération cette question. Il la replaçait constamment sur le terrain personnel, parlant des déceptions que lui avaient causées naguère le ministre de la Guerre et commandant en chef de la Wehrmacht, le feld-maréchal Blomberg, ainsi que le commandant en chef de l'OKH, le feld-maréchal Brauchitsch. Il n'était pas possible, ajouta-t-il, de désigner un chef d'état-major général auquel Göring serait pratiquement subordonné. Étant donné que ce dernier était son dauphin et le seul feld-maréchal du Reich en Allemagne, jamais il n'accepterait une telle subordination, même si le chef d'état-major général parlait au nom de Hitler. Jamais il n'accepterait de se soumettre à l'autorité de quelqu'un d'autre que la sienne et de n'être que l'égal des généraux de l'OKW ou de l'OKH. Le Führer avait peut-être raison à propos de la suffisance de Göring, mais il l'évoquait manifestement à titre de prétexte afin d'éviter d'aborder les véritables raisons qui motivaient son refus[452].

Le feld-maréchal Manstein était le candidat naturel au poste de « commandant suprême à l'Est ». Il ne fait pas de doute que c'est à lui-même qu'il pensait lorsqu'il fit cette suggestion à Hitler. Non seulement il se considérait le plus apte à occuper cette fonction, mais il espérait être celui qui serait désigné par le Führer pour en assumer la charge. En outre, il savait pertinemment que de nombreuses autorités de l'armée souhaitaient lui voir attribuer les fonctions de chef d'état-major des trois armes de la Wehrmacht ou de généralissime. Au sein même de la Luftwaffe, des officiers supérieurs de renom, tels que le colonel-général Richthofen et le feld-maréchal Milch, s'entendaient pour dire que le Führer devrait nommer un commandant en chef sur le front de l'Est, et que celui-ci devrait être le feld-maréchal Manstein. En fait, ce dernier était le premier choix de la majorité des généraux pour occuper le poste de commandant en chef du front de l'Est[453].

Mais Hitler n’en voulait pas, et ce, même s’il le considérait comme le meilleur de ses commandants. Il ne connaissait pas d’homme à qui confier un tel commandement, assura-t-il. Son point de vue était soutenu par Göring, extrêmement jaloux du prestige dont jouissait Manstein au sein du corps des officiers et auprès des troupes. Du reste, le colonel-général Guderian avait probablement raison de soupçonner que Manstein était trop indépendant d’esprit et avait trop de franc-parler aux yeux du Führer. Après les âpres conflits des mois précédents, celui-ci préférait la servilité d’un Keitel ou d’un Jodl aux objections véhémentes d’un Manstein, même si le résultat était d’affaiblir encore l’efficacité militaire de la Wehrmacht.

D’ailleurs, au cours des jours suivants, Hitler jongla même avec l’idée de relever Manstein de son commandement. Il était apparemment contrarié par les réserves exprimées par ce dernier envers la façon dont il exerçait le commandement suprême. Jusque-là, jamais personne ne lui avait exposé pareillement les insuffisances de sa manière de commander. S’il décida finalement de le maintenir dans ses fonctions, c’est probablement parce qu’il en vint à la conclusion que, dans ce moment extrêmement critique de la guerre, les compétences professionnelles du feld-maréchal lui étaient absolument indispensables pour rétablir et stabiliser la situation à l’aile méridionale du front allemand. Au dire de Hitler, le feld-maréchal Manstein était tout simplement « le meilleur cerveau que l’état-major ait produit[454] ».

L’entretien demeurant infructueux sur ce point, les deux interlocuteurs s’engagèrent dans une discussion longue et obstinée sur la situation opérationnelle à l’aile méridionale du front allemand. Pour faire approuver ses conceptions, Manstein insista sur le fait que les forces de son groupe d’armées ne suffisaient en aucun cas pour tenir le saillant Don-Donets. Quelle que fût l’importance de cette région, déclara-t-il, il s’agissait simplement de savoir s’il fallait essayer de la conserver en prenant le risque de la perdre en même temps que le groupe d’armées Don et, de ce fait, que le groupe d’armées A, ou bien s’il convenait de la sacrifier en partie en temps utile afin d’échapper à la catastrophe. Selon lui, si le groupe d’armées Don demeurait dans le saillant, l’ennemi aurait la latitude d’encercler toute l’aile méridionale sur le Dniepr inférieur ou sur la côte de la mer d’Azov avec des forces importantes, compte tenu de l’élimination presque totale du groupe d’armées B. Et de la décision à l’aile méridionale du front dépendait le sort entier de la guerre à l’Est, souligna-t-il.

Pour réaliser l'encerclement de toute l'aile méridionale du front allemand, les Soviétiques pouvaient faire appel à de puissantes réserves opérationnelles, notamment celles devenues libres à Stalingrad. L'ennemi étant assez fort pour exécuter cette manœuvre de grand style tout en assurant la couverture de son flanc, face à l'ouest, dans la région de Kharkov, une contre-attaque du corps blindé SS, récemment arrivé dans les environs, ne suffirait certainement pas pour la lui interdire, pas plus que l'ensemble des réserves opérationnelles disponibles. Il était donc essentiel, insista Manstein, de faire emboîter le pas à la 1re armée blindée, en marche vers le Donets moyen, par la 4e armée blindée, pour parer la menace d'enveloppement qui prenait forme à l'aile sud du front entre le Donets et le Dniepr. Si cette action était menée, il deviendrait alors possible, avec l'aide des renforts en cours d'acheminement, de rétablir la situation sur tout le front méridional. Mais, pour cela, il fallait absolument retirer la 4e armée de Panzer du Don inférieur, ce qui exigeait l'évacuation du saillant Don-Donets à la faveur d'un repli derrière le Mious. Il n'y avait pas un jour à perdre, mentionna Manstein, car il n'était aucunement certain que le détachement d'armée Hollidt parviendrait encore à se retirer à temps sur le Mious. Le feld-maréchal se voyait donc contraint de demander l'autorisation d'abandonner toute la partie de la région du Donets située à l'est de cette rivière.

Hitler réitéra sa répugnance habituelle à abandonner volontairement un territoire chèrement conquis alors que, disait-il, rien ne garantissait que l'évacuation du bassin du Donets, même partielle, rétablirait nécessairement la situation. Mais devant la ténacité avec laquelle Manstein s'accrochait à ses idées, il lui donna finalement son accord pour le repli sur le Mious, mettant ainsi un terme à un entretien qui avait duré plus de dix-sept heures, y compris la discussion sur le haut commandement[455].

Le repli derrière le Mious

Le 7 février, dès son retour au quartier général du groupe d'armées Don, le feld-maréchal Manstein ordonna au détachement d'armée Hollidt d'évacuer sa position dans la boucle du Donets et de se replier derrière le Mious afin d'y constituer une ligne de défense s'étendant de Taganrog, sur la côte de la mer d'Azov, jusqu'à Krasnyi Loutch, sur le Donets moyen. Mais, avant d'atteindre cette nouvelle position, il devait tout d'abord reculer

sur la ligne Novotcherkassk-Kamensk-Chakhtinski, car, étant donné que l'ennemi se trouvait déjà au sud du Donets, à Vorochilovgrad, en arrière de son aile gauche, rien ne garantissait qu'il pût se replier d'un seul tenant sur la position du Mious, ni que la 1re armée de Panzer pût tenir ou rétablir le front sur le Donets moyen. La situation se compliquait davantage avec l'effondrement imminent du front de Kharkov, dans le secteur du groupe d'armées B qui s'était, pour ainsi dire, volatilisé. Les Russes pourraient alors non seulement pousser sur Dniepropetrovsk et Zaporojie, les passages sur le Dniepr, et couper ainsi les lignes de communication du groupe d'armées Don et, par le fait même, du groupe d'armées A, mais aussi remonter le cours du fleuve, le franchir et prendre à revers toute l'aile méridionale du front allemand. De ce fait, la 4e armée de Panzer du colonel-général Hoth se vit prescrire de « roquer » sans délai du flanc est au flanc ouest mais, à cause des distances et de l'état des routes, le mouvement réclamait environ deux semaines.

Malgré ces mesures, de nouvelles crises se produisirent à Rostov-sur-le-Don et à Vorochilovgrad, où les Russes firent irruption. La position critique dans laquelle se trouvait déjà le détachement d'armée Hollidt s'aggrava encore par l'incapacité de la 1re armée de Panzer du colonel-général Mackensen à empêcher l'ennemi de franchir le Donets, de Lissichansk à Slaviansk. Le 9 février, des unités de l'Armée rouge s'emparèrent de Bielgorod et de Koursk, au nord de Kharkov, dans le secteur du groupe d'armées B. D'autres unités, partant de la boucle du Donets, à Izioum, avancèrent vers l'ouest. Pratiquement, seuls le détachement d'armée du général Hubert Lanz, nouvellement constitué autour de Kharkov, et la 2e armée du groupe d'armées B, fortement usée, demeuraient dans la brèche entre le Dniepr et l'aile droite du groupe d'armées centre, qui commençait très au nord de Koursk.

Le 12 février, le commandant en chef du groupe d'armées Don envoya à l'OKH un rapport sur la situation qui ne cessait de s'envenimer. Malgré l'arrivée d'une série de divisions, le rapport des forces demeurait de 8 à 1 en faveur de l'ennemi sur le théâtre des opérations des groupes d'armées Don et B, alors qu'il n'était que de 4 à 1 en faveur de l'adversaire sur celui des groupes centre et nord, et ce, bien que l'Armée rouge cherchât manifestement la décision en essayant de détruire l'aile méridionale du front. Pourtant, les groupes d'armées Don et B se battaient très durement et sans arrêt depuis plusieurs mois en rase campagne, ce qui n'était pas le cas

pour les deux autres groupes qui repoussaient des attaques sporadiques à partir de retranchements creusés. Conséquemment, les armées de l'aile sud du front ne pouvaient être laissées plus longtemps dans une situation numérique aussi défavorable. Pour améliorer le rapport des forces à cette aile, il fallait consentir à des prélèvements en d'autres secteurs du front de l'Est ou sur d'autres théâtres.

Manstein reçut une réponse de l'OKH le jour même. Le groupe d'armées Don, qui avait transféré son quartier général à Zaporojie pour se rapprocher de l'endroit où les combats décisifs allaient se livrer, reçut la dénomination de « groupe d'armées sud ». De plus, une nouvelle armée allait être déployée sur la ligne Poltava-Dniepropetrovsk, et une autre au sud-ouest d'Orel, c'est-à-dire en arrière de l'aile sud de la 2e armée. L'objectif était de les engager dans la bataille dès la fin février. Mais ces dispositions ne furent pas suivies d'effet. La 2e armée reçut bien quelques renforts, mais ils furent prélevés sur ceux déjà promis au groupe d'armées sud. Quant à l'armée qui devait prendre place sur la ligne Poltava-Dniepropetrovsk, elle se révéla finalement être le détachement d'armée Lanz, déjà fixé autour de Kharkov. Par la suite, elle fut subordonnée au groupe d'armées sud, en même temps que le secteur du groupe d'armées B jusqu'à Bielgorod. La 2e armée fut incorporée au groupe d'armées centre, tandis que le groupe d'armées B disparut du commandement sur le front oriental.

Sous son commandement, le feld-maréchal Manstein disposait désormais de 32 divisions déployées sur un front de 700 kilomètres s'étendant de la mer d'Azov à Bielgorod[456]. Même si elles avaient un effectif inférieur aux divisions allemandes, pas moins de 342 unités soviétiques étaient déployées devant le groupe d'armées sud. La suppression du groupe d'armées B procurait néanmoins la possibilité à Manstein de commander seul et au point décisif sur toute l'aile méridionale du front allemand.

Le secteur de Kharkov fut cependant une nouvelle source de soucis. Hitler avait ordonné au détachement d'armée Lanz de tenir cette ville coûte que coûte. En outre, le corps blindé SS, qui constituait son noyau, devait attaquer en direction de Lozovaïa pour dégager le flanc gauche du groupe d'armées sud. Étant donné que seules deux des trois divisions de ce corps blindé SS étaient arrivées, en l'occurrence la *Das Reich* et la *Leibstandarte Adolf Hitler*, le détachement d'armée Lanz ne pouvait manifestement pas

exécuter simultanément ces deux missions. Manstein suggéra alors à Hitler d'abandonner la ville afin d'éliminer les forces soviétiques (la 6e armée) au sud de celle-ci et d'écarter le danger de les voir franchir le Dniepr de part et d'autre de Krementchoug. Il proposa également d'arrêter les unités blindées soviétiques (la 25e armée blindée et le 1er corps blindé de la Garde) qui avançaient sur Zaporojie et Dniepropetrovsk par l'intervention de la 4e armée de Panzer. Si le détachement d'armée Lanz battait l'ennemi au sud de Kharkov, il pourrait entreprendre la reconquête de la ville. Mais, fidèle à son habitude, Hitler n'était aucunement disposé à adopter une solution qui exigeait initialement l'abandon de territoires, en l'occurrence la ville de Kharkov.

Heureusement pour Manstein, les circonstances se montrèrent plus fortes que la volonté de Hitler de conserver à tout prix cette ville. Menacé de s'y trouver investi, le corps blindé SS évacua la ville, le 15 février, contrairement aux ordres du général Lanz. Le commandant en chef du corps blindé, le lieutenant-général SS Paul Hausser, s'était montré plus énergique que le feld-maréchal Paulus qui, à la tête de la 6e armée, s'était retrouvé dans une situation similaire à Stalingrad. Si l'abandon de Kharkov, prise par l'ennemi dès le lendemain, avait été ordonné par un général de l'armée, Hitler l'aurait probablement traduit en cour martiale, mais comme il s'agissait d'un officier SS, rien ne se produisit. D'ailleurs, cette initiative fut, après coup, approuvée par Manstein et Zeitzler. Le général Lanz fut cependant remplacé, quelques jours plus tard, sous prétexte qu'il était un spécialiste des troupes de montagne, par le général Werner Kempf, un spécialiste des unités blindées. Hitler songea une fois de plus à relever le feld-maréchal Manstein de son commandement, en raison justement de l'abandon de Kharkov par le corps blindé SS, malgré son ordre formel de tenir cette ville jusqu'au dernier soldat allemand. Mais, en raison de l'aggravation de la situation, il se ravisa, encore une fois, au dernier moment[457].

Le 16 février, comme Manstein s'y attendait depuis longtemps, des éléments avancés de la 6e armée soviétique marchaient vers Pavlograd et Dniepropetrovsk. S'ils atteignaient le nœud ferroviaire de Lozovaïa ou bien de Pavlograd, la voie ferrée venant de Poltava serait alors coupée. La situation devint si critique que le Führer décida de se rendre au quartier

général de Manstein à Zaporojie pour discuter des intentions de celui-ci afin de rétablir la situation.

La rocade de l’est à l’ouest et la contre-attaque entre le Dniepr et le Donets

Lorsque Hitler arriva le 17 février, Manstein s’empressa de lui exposer en détail la situation. Le détachement d’armée Hollidt avait atteint la position du Mious ce jour même, quoique poursuivi de près par l’ennemi. La 1re armée de Panzer avait arrêté l’adversaire dans la région de Krasnoarmeïsk-Grichino, mais s’était révélée incapable de l’éliminer. Quant au détachement d’armée Lanz, il avait évacué Kharkov et s’était replié vers le sud-ouest, derrière la rivière Moch.

Le commandant en chef du groupe d’armées sud expliqua ensuite à son interlocuteur son intention de retirer complètement le corps blindé SS de la région de Kharkov, en n’y laissant que les autres éléments du détachement d’armée Lanz. Partant des environs de Krasnograd, le corps blindé SS attaquerait vers le sud-est, en direction de Pavlograd, pour établir la liaison avec la 4e armée de Panzer venant du sud. Ces forces auraient pour mission commune de détruire l’ennemi s’étant engouffré dans la large brèche de 160 kilomètres entre la 1re armée de Panzer et le détachement d’armée Lanz. Ce résultat obtenu et le danger de voir encercler le détachement d’armée Hollidt et l’armée blindée de Mackensen ainsi écarté, il s’agirait ensuite de reconquérir Kharkov.

Comme il fallait s’y attendre, Hitler refusa de donner suite au concept opérationnel de Manstein. Non seulement il ne voulait pas croire à la présence de forces importantes entre la 1re armée de Panzer et le détachement d’armée Hollidt, mais il craignait que le dégel n’arrêtât l’opération envisagée entre le Dniepr et le Donets, étant donné que l’hiver se trouvait déjà fort avancé. Mais le principal motif de son refus venait de son désir de reprendre Kharkov dans les plus brefs délais, si possible dès que le corps blindé SS aurait reçu sa troisième division.

Ce qu’il ne semblait pas réaliser toutefois, c’était que l’élimination de la menace sur les passages du Dniepr constituait la condition primordiale d’une attaque sur Kharkov. La reconquête de cette ville ne serait d’aucune utilité si les lignes de communication de la 1re armée de Panzer et du

détachement d'armée Hollidt étaient coupées. En outre, la collaboration de la 4e armée de Panzer demeurait indispensable, car les seules forces du corps blindé SS ne pouvaient suffire pour une telle entreprise. Enfin, le dégel interromprait vraisemblablement les opérations entre le Donets et le Dniepr bien avant celles autour de Kharkov, plus au nord. Par conséquent, il était raisonnable d'espérer encore attaquer cette ville après avoir éliminé les forces soviétiques entre l'armée blindée de Mackensen et le détachement d'armée Lanz.

Ce n'est qu'après deux jours de discussions, soit le 19 février, que Manstein parvint à convaincre Hitler de la nécessité de disposer de presque toutes les divisions blindées du groupe d'armées sud, pour lancer une contre-attaque à son aile occidentale afin de sécuriser ses lignes de communication. À cette fin, il avait tiré profit de l'aggravation de la situation au cours des vingt-quatre dernières heures. Non seulement les troupes russes avaient atteint Sinelnikovo, coupant ainsi la principale voie de ravitaillement de l'aile centre et de l'aile droite du groupe d'armées sud, mais elles n'étaient plus qu'à 60 kilomètres de son quartier général, dans lequel se trouvait toujours le Führer. Prenant enfin conscience du danger d'encerclement que l'aile méridionale du front oriental courait à ce moment-là, ce dernier ordonna alors au groupe d'armées A de céder toutes les unités dont il pourrait faire l'économie. Manifestement, il avait renoncé à l'idée d'agir offensivement à partir de la tête de pont du Kouban. De plus, il consentit à la proposition de Manstein de déployer l'armée blindée de Hoth en vue d'une attaque contre les forces ennemies qui se trouvaient sur la ligne Perechtchépino-Pavlograd-Grichino[458].

Il fallait agir rapidement, car les Russes pressaient le détachement d'armée Hollidt sur la position du Mious, cherchant la rupture en trois points, et essayaient de percer le front encore très faible du détachement d'armée Kempf – du nom du général qui avait remplacé Lanz dans l'intervalle – au sud-ouest et à l'ouest de Kharkov, de l'envelopper sur son flanc nord-ouest et de le déborder par le nord. En dépit de cette situation désespérée, le feld-maréchal Manstein chercha à restaurer le front allemand et à regagner l'initiative stratégique par une action offensive. Son intention était d'exploiter la situation aventurée de l'Armée rouge en lançant une contre-attaque sur les colonnes blindées soviétiques, aux flancs peu protégés et démesurément allongés, qui fonçaient en direction de la grande boucle du Dniepr. Dans ce but, la 4e armée de Panzer devait battre

rapidement l'ennemi engagé entre la 1re armée de Panzer et le détachement d'armée Kempf afin de maintenir les lignes de communication avec les passages sur le Dniepr. Ensuite, en liaison avec les blindés de Mackensen, ceux de Hoth attaqueraient les forces soviétiques se trouvant dans le secteur Krasnoarmeïsk-Grichino. Pendant ce temps, le détachement d'armée Kempf se bornerait à offrir la résistance la plus farouche pour empêcher l'adversaire d'atteindre soit Dniepropetrovsk par Krasnograd, soit Krementchoug par Poltava, tandis que le détachement d'armée Hollidt tiendrait le front du Mious coûte que coûte.

Les jours suivants apportèrent le succès espéré de la contre-attaque exécutée par la 4e armée de Panzer et redonnèrent ainsi l'initiative à la Wehrmacht. Pour sa contre-offensive, Manstein bénéficia du soutien de la 4e Luftflotte de Richthofen qui, avec ses 950 appareils, effectua plus de 1 000 sorties par jour à partir du 20 février, comparativement aux 350 sorties par jour du mois de janvier précédent. En fait, la Luftwaffe allait être en mesure de procurer, et ce, pour la dernière fois sur le front oriental, une supériorité aérienne aux unités terrestres de l'*Ostheer* pour une opération d'envergure. La 4e armée de Panzer, qui disposait du corps blindé SS, battit d'abord les forces ennemies qui avançaient vers les passages sur le Dniepr, autour de Pavlograd. Il s'agissait de quatre corps : deux blindés, un d'infanterie et un de cavalerie. Puis, en liaison avec la 1re armée de Panzer, elle détruisit les quatre corps blindés ou motorisés arrêtés sur le front de cette dernière. Entre-temps, le front du Mious avait tenu. Un corps de cavalerie, encerclé depuis quelque temps à Debaltsevo, fut anéanti. De même, un corps blindé, qui avait percé à Matvaïev Kougan, fut enveloppé et condamné à se rendre.

Après cette victoire, Manstein décida de tirer avantage de l'initiative retrouvée pour passer à l'attaque du front de Voronej, c'est-à-dire des forces soviétiques établies autour de Kharkov qui faisaient face au détachement d'armée Kempf. Initialement, son intention était de prendre à revers l'ennemi, qui pressait le détachement d'armée Kempf dans la région d'Achtyrka et de Poltava, pour lui livrer une bataille à fronts renversés. Pour cela, la 4e armée de Panzer aurait dû franchir le Donets, en aval de Kharkov, puis obliquer ensuite vers l'ouest, pour parvenir sur les arrières des forces stationnées dans cette ville et à l'ouest de celle-ci. La glace était devenue cependant trop fragile. Cela était regrettable pour les Allemands,

car s’ils avaient pu traverser le Donets rapidement et venir se placer sur les arrières des armées russes qui avançaient vers l’ouest, ils auraient probablement infligé aux Soviétiques un désastre comparable à celui qu’ils avaient eux-mêmes subi à Stalingrad. Manstein choisit donc d’aborder les forces ennemies par leur flanc sud pour les refouler de Kharkov et les prendre ultérieurement à revers par le nord et le nord-est. L’objectif n’était pas tant de reprendre Kharkov que de détruire ces forces au sud-ouest de la ville avant qu’elles ne reçussent des renforts et que le dégel n’empêchât toute action offensive.

Le 5 mars, la 4e armée de Panzer et le corps blindé SS, dont la dernière division, la *Totenkopf*, était arrivée dans l’intervalle, détruisirent les forces soviétiques installées sur la Berestovaïa, au sud-ouest de Kharkov, ce qui permit une attaque vers le nord en partant des environs de Krasnograd. Le détachement d’armée Kempf devait se joindre à cette offensive dès que l’adversaire commencerait à donner des signes de faiblesse sur son front. En coupant les forces ennemies se trouvant devant le détachement d’armée Kempf, Manstein espérait pouvoir enlever Kharkov par une sorte de coup de main. Mais il était bien décidé à éviter à tout prix que la ville se transformât en un second Stalingrad. C’est ainsi qu’il dut intervenir énergiquement pour empêcher le lieutenant-général SS Hausser d’exécuter une attaque frontale, de s’y fixer et de permettre aux éléments ennemis, demeurés à l’ouest de la ville, de s’échapper. Il réussit finalement à lui faire contourner Kharkov par le nord et le nord-est. Le 14 mars, la ville tomba aux mains de la division SS *Leibstandarte Adolf Hitler*, qui parvint à couper la retraite vers le Donets à d’importantes fractions des forces soviétiques. Le détachement d’armée Kempf put alors poursuivre l’ennemi. Le 18 mars, la division SS *Leibstandarte Adolf Hitler* reprit la ville de Bielgorod, qui était tombée cinq semaines plus tôt, et atteignit le Donets moyen. Le 23 mars, la résistance soviétique à l’ouest de ce fleuve était définitivement éliminée[459].

L’offensive de Manstein pour reprendre Kharkov et atteindre le Donets avait été un succès extrêmement nécessaire. En un mois de combat, le groupe d’armées sud avait détruit trois armées soviétiques (la 6e armée, la 3e armée blindée et le groupe Popov) et en avait mis trois autres en déroute (la 1re armée de la Garde, les 40e et 60e armées). Au total, l’Armée rouge

comptait 46 000 tués, 14 000 prisonniers, 600 chars et 1 200 canons détruits ou capturés[460].

La reconquête de Kharkov et de Bielgorod mit fin à la seconde contre-attaque du groupe d'armées sud de février-mars 1943. Le dégel du sol ne permettait plus de poursuivre les opérations. Par conséquent, l'intention de Manstein de réduire le vaste saillant constitué autour de Koursk dans le front allemand ne put se réaliser, d'autant que le groupe d'armées centre s'estimait incapable d'apporter la collaboration indispensable. Il n'en tenait pas moins solidement tout le front de son groupe d'armées, depuis Bielgorod jusqu'à la mer d'Azov. C'était celui sur lequel les troupes allemandes avaient passé les terribles mois de l'hiver 1941-1942 et à partir duquel elles avaient déclenché le « plan bleu » au début de l'été 1942.

En dépit des énormes sacrifices consentis dans le cadre de ses nombreuses offensives durant l'hiver 1942-1943, l'Armée rouge ne parvint pas à réaliser son objectif principal qui était d'encercler toute l'aile méridionale du front allemand en l'acculant à la mer d'Azov ou à la mer Noire. Dans l'euphorie de sa victoire à Stalingrad, elle avait manifestement surestimé ses capacités opérationnelles et sous-estimé la valeur combative de l'*Ostheer* et surtout le talent stratégique et opérationnel du feld-maréchal Manstein. S'attendant à la poursuite de la retraite allemande sur le Dniepr, elle fut complètement prise au dépourvu par les contre-offensives de Manstein de février-mars 1943, d'autant qu'elle avait commis la maladresse de disperser ses forces sur un large front et d'exposer ses flancs, mal protégés et démesurément allongés[461].

Toutefois, après l'épreuve du feu d'une première année de guerre marquée par de cuisants échecs, l'armement, l'instruction et le commandement soviétiques avaient été considérablement améliorés. Le haut commandement avait efficacement tiré profit des leçons de son ennemi relativement aux grandes opérations, à la mobilité, à l'esprit d'offensive et à l'emploi rationnel des forces aux centres de gravité choisis. Mais ce qu'il avait le plus appris depuis le début des hostilités concernait l'organisation et l'emploi des unités blindées. Les masses de chars, qu'il n'avait pas su engager de façon autonome en 1941, constituaient désormais des corps blindés redoutables, qui appliquaient la tactique allemande de la percée en profondeur et dont la progression était soutenue massivement par l'aviation.

L'emploi de cette doctrine n'avait cependant pas permis au haut commandement de l'Armée rouge d'envelopper toute l'aile méridionale du

front allemand. Il avait été manifestement incapable d'arriver au point décisif suffisamment vite et avec assez de forces. Il permit ainsi non seulement au groupe d'armées de Kleist d'évacuer à temps le Caucase, mais également à celui de Manstein de livrer bataille à l'endroit décisif, grâce à la rocade de forces qu'il effectua de son aile orientale à son aile occidentale.

Pour l'Allemagne, les deux contre-attaques entre le Dniepr et le Donets constituaient « une véritable victoire de la Marne[462] ». Pour souligner cet exploit, Hitler décora le feld-maréchal Manstein en lui conférant la croix de chevalier avec feuilles de chêne. Le succès opérationnel du groupe d'armées de Manstein, qui contribua à rétablir et à stabiliser le secteur méridional du front de l'Est, fit réaliser à Staline que l'*Ostheer* disposait encore de réserves suffisantes pour lancer de puissantes contre-attaques, même après sa défaite à Stalingrad. Mais si l'*Ostheer* avait réussi à rétablir et à stabiliser le front, elle n'en avait pas moins perdu toutes ses conquêtes de l'été 1942. Elle avait certes retrouvé l'initiative stratégique en infligeant deux défaites à l'ennemi, mais ses pertes ne lui permettaient plus vraiment d'obtenir une décision militaire. Plus inquiétant encore pour l'*Ostheer* était le rapport de forces largement favorable à l'Armée rouge en date du 1er avril 1943. Tandis que celle-ci mettait en ligne 5 792 000 soldats répartis dans quelque 500 divisions et soutenus par plus de 6 000 chars d'assaut et 20 000 pièces d'artillerie, l'armée allemande n'opposait plus sur le front de l'Est que 2 732 000 hommes répartis dans 147 divisions et appuyés par 1 336 blindés et 6 360 pièces d'artillerie[463].

Hitler n'en avait pas moins repris confiance. Devant l'ampleur des pertes soviétiques de février-mars, il en avait déduit une fois de plus que les réserves de Staline devaient être en train de s'épuiser. Comme l'évoqua le major-général Warlimont, sous-chef d'état-major de l'OKW, le Führer quitta, à la mi-mars, Vinnitsa pour regagner Rastenburg « avec des airs de chef de guerre victorieux, estimant manifestement que lui-même, et sa conduite des opérations, était le principal responsable du tour favorable des événements qui avaient temporairement arrêté le retrait après Stalingrad ». À son chef de presse Otto Dietrich, Hitler déclara d'ailleurs : « C'est moi qui ai reconquis Kharkov, et non pas *Herr* von Manstein[464] » !

Manstein : un maître dans l'art de l'« attaque en retour » ou de la « seconde frappe »

La reconquête de Kharkov et de Bielgorod, et, de ce fait, le rétablissement du front du groupe d'armées sud sur le Donets moyen, marquèrent la fin de la campagne de l'hiver 1942-1943. En quatre semaines, la contre-offensive du feld-maréchal Manstein avait donc accompli ce qui semblait pourtant inconcevable après l'encerclement de la 6e armée à Stalingrad, le 22 novembre 1942 : elle avait empêché l'Armée rouge de réaliser un « gigantesque Stalingrad », c'est-à-dire l'encerclement de toute l'aile méridionale du front allemand. Elle apporta à Hitler sa dernière victoire à l'Est et à Manstein la certitude qu'il pouvait venir à bout de toutes les situations militaires extrêmement critiques en recourant, sur des champs de bataille à découvert, au concept de la guerre de mouvement.

Peu avant la contre-attaque allemande entre le Dniepr et le Donets, le haut commandement soviétique avait cherché à réaliser un concept opérationnel qui ressemblât beaucoup au plan « coup de faucille » de Manstein. Dans le cadre de l'offensive à l'Ouest, l'armée allemande avait exercé son effort principal en direction de l'embouchure de la Somme, avec pour objectif de prendre à revers les forces anglo-françaises au nord de ce fleuve et de les acculer à la Manche. En février 1943, le point de concentration de l'offensive soviétique était dirigé vers le cours inférieur du Dniepr dans l'intention d'encercler toute l'aile méridionale du front allemand et de l'acculer à la mer d'Azov ou à la mer Noire. Pris au piège, les groupes d'armées sud et A n'auraient pas pu répéter le miracle de Dunkerque à partir de la péninsule de Crimée, ne serait-ce qu'en raison du faible nombre de navires allemands en mer Noire et du contrôle de celle-ci par la flotte de guerre soviétique.

Le feld-maréchal Manstein décida alors de transformer une vaste opération de repli en une brillante contre-attaque entre le Dniepr et le Donets afin de contrer une gigantesque manœuvre d'enveloppement exécutée par un adversaire dont la supériorité numérique était de l'ordre de 8 contre 1. Auteur du plan « coup de faucille », la manœuvre d'enveloppement la plus ingénieuse de la Seconde Guerre mondiale, Manstein était également un maître dans l'art de l'« attaque en retour » ou

de la « seconde frappe », c'est-à-dire de la contre-attaque à revers menée dans une situation de défense stratégique. En d'autres termes, cette tactique consistait à laisser délibérément l'ennemi avancer le plus profondément possible sur ses arrières afin de contre-attaquer, le moment venu, sur ses flancs trop étirés et, par conséquent, peu protégés. En février-mars 1943, il exploita donc la situation exposée de l'Armée rouge pour contre-attaquer les colonnes blindées soviétiques, aux flancs mal protégés et démesurément allongés, qui fonçaient en direction de la grande boucle du Dniepr. Pour cela, il attendit d'abord que l'offensive soviétique eût atteint son « point culminant », en vertu de l'un des principes de Clausewitz. L'idée était que plus les colonnes blindées ennemies progresseraient vers l'ouest, plus le piège tendu par Manstein se refermerait loin derrière elles.

Le plan opérationnel de Manstein reposait sur une aile orientale statique et sur une aile occidentale mobile. Comme il ne disposait pas de réserves opérationnelles suffisantes pour prévenir la manœuvre d'enveloppement de l'ennemi entre le Donets et le Dniepr, il préleva des forces à l'aile orientale du groupe d'armées sud pour les regrouper à l'aile occidentale, là où se déroulait la bataille décisive. Mais pour cela, il dut raccourcir le front de son groupe d'armées. En ordonnant l'évacuation du saillant Don-Donets pour un repli sur le Mious, il put alors faire suivre la 1re armée de Panzer, en marche vers le Donets moyen, par la 4e armée de Panzer. Il prescrivit ensuite au détachement d'armée Hollidt de tenir à tout prix le front du Mious, pendant que les blindés de Hoth attaqueraient, en liaison avec ceux de Mackensen, l'ennemi engagé entre ces derniers et le détachement d'armée Kempf, afin de maintenir les lignes de communication avec les passages sur le Dniepr. Une fois que cette mission fut accomplie, Hoth put lancer une attaque en direction de Kharkov et repousser les forces soviétiques au-delà du Donets moyen. C'est donc en effectuant une rocade de l'est vers l'ouest que Manstein put réussir à transformer une vaste opération de repli en une brillante manœuvre en tenaille qui prit l'ennemi à revers et complètement par surprise, puisque celui-ci s'attendait jusque-là à la poursuite de la retraite allemande sur le Dniepr.

Lors des batailles de l'hiver 1942-1943, Manstein fit ainsi montre de toutes les qualités d'un véritable génie militaire : énergie, détermination, audace, clairvoyance et acceptation du risque. En effet, après une retraite de plus de 600 kilomètres en trois mois, il réussit à lui mettre un frein en lançant une contre-attaque qui permit d'éliminer de nombreuses forces

soviétiques et de reconquérir un territoire considérable. Non seulement il ne perdit jamais de vue que l'objectif premier du haut commandement de l'Armée rouge était d'encercler toute l'aile méridionale du front allemand, mais il parvint toujours à anticiper ses mouvements, ce qui lui permit de lancer, au bon endroit et au moment opportun, sa contre-attaque à revers que certains considèrent encore aujourd'hui comme un véritable chef-d'œuvre de la stratégie classique[465].

En évitant la destruction de toute l'aile méridionale du front allemand par une retraite ordonnée et méthodique et en réussissant à regagner l'initiative stratégique au moyen d'une puissante contre-attaque, il démontra que la guerre de mouvement était la tactique la plus appropriée contre un ennemi largement supérieur en nombre, sur un territoire aussi vaste que celui de l'Union soviétique. À l'instar du feld-maréchal Rommel dans le désert de la Cyrénaïque, il prouva qu'il était possible de transformer une opération de repli en une victoire militaire inattendue par une utilisation éclairée d'unités blindées et motorisées sur un terrain propice comme celui des steppes soviétiques. Il était donc manifeste que la volonté du Führer de se battre pour chaque mètre de terrain, dans le cadre d'une guerre statique visant à tenir le front à tout prix, ne pouvait être guère payante pour l'armée allemande.

Poursuivre la guerre à l'Est en vue de parvenir à une paix de compromis ?

Avec une étonnante naïveté, le feld-maréchal Manstein, établissant le bilan de la campagne de l'hiver 1942-1943, en tirait la conclusion suivante : « À la fin de cette campagne d'hiver, l'initiative se retrouvait entre les mains des Allemands. Les deux défaites infligées par eux à leurs adversaires n'avaient pas, il est vrai, un caractère décisif, mais elles leur permettaient de stabiliser leur front et leur ouvraient la possibilité de poursuivre la guerre à l'Est en vue d'obtenir une paix de compromis. Tout espoir de lancer une offensive décisive pendant l'été de 1943 s'évanouissait. De toute évidence, le haut commandement aurait dû tirer la conclusion qu'il lui fallait, à tout prix, chercher à s'entendre au moins avec un des adversaires et comprendre que désormais, sur le front oriental, il fallait poursuivre un seul objectif : épargner ses forces, éviter en particulier

de perdre des armées entières comme à Stalingrad, en essayant d'épuiser la puissance offensive des Russes. Renonçant délibérément à tous les objectifs secondaires, il devait transférer sur ce front le centre de gravité des forces allemandes aussi longtemps que l'adversaire occidental n'était pas en mesure de débarquer en France ou de porter le coup décisif en partant de la Méditerranée[466]. »

S'il existait une chance pour l'Allemagne de conclure une paix de compromis avec un de ses adversaires, celle-ci se trouvait du côté de Moscou. De l'automne 1942 jusqu'à l'été 1943, le gouvernement soviétique se montra effectivement disposé à entreprendre des négociations en ce sens, en posant comme condition un retour aux frontières du 22 juin 1941. Mais Hitler n'était aucunement disposé à abandonner tous les territoires occupés et à se replier sur les frontières du 22 juin 1941. Après deux ans d'efforts sanglants sur le front de l'Est, ces conditions lui apparaissaient inacceptables. De toute façon, en raison de son tempérament du « tout ou rien », il ne pouvait envisager l'idée d'une paix de compromis avec l'ennemi idéologique de toujours qu'il avait attaqué dans le dessein d'éradiquer le « judéo-bolchevisme » et de conquérir un espace vital nécessaire à la survie et au développement du Reich allemand comme puissance continentale, voire même mondiale.

Le principe de la reddition sans condition adopté par Churchill et Roosevelt à la conférence de Casablanca, qui eut lieu du 14 au 24 janvier 1943, s'accordait donc parfaitement avec la mentalité du Walhalla caractéristique du Führer. Pour lui, cette décision ne faisait que confirmer une fois de plus qu'il avait raison d'être intransigeant. Comme il le confia à son entourage, au début février, il se sentait désormais libéré de tous les efforts entrepris pour le persuader de rechercher un règlement de paix négocié. Ainsi qu'il l'avait toujours affirmé, ce serait la victoire ou la destruction[467]. Par conséquent, Manstein s'illusionnait en pensant que le Führer pourrait être tenté de jouer la carte politique à l'Est.

Mais, à cette époque, il refusait d'écarter cette éventualité, préférant croire que le Führer se résoudrait tôt ou tard à une paix de compromis avec Staline, pour ouvrir au Reich la perspective d'une défense victorieuse sur le front de l'Ouest. En effet, le débarquement des puissances occidentales en Afrique du Nord, en novembre 1942, laissait prévoir la fin des opérations sur ce théâtre et l'ouverture d'un second front en Europe dans un avenir rapproché. Le délai accordé à l'Allemagne pour vaincre la Russie

bolchevique avant que les Anglo-Américains pussent porter un coup décisif en Europe paraissait effectivement écoulé. Selon Manstein, la déclaration de Casablanca ne laissait guère d'autre possibilité que de chercher à obtenir une solution de compromis à l'Est car, sur ce front, tout ce que pouvait espérer la Wehrmacht, sur le plan militaire, était d'aboutir à un match nul. Pour cela, elle devait cependant agir judicieusement. Il lui fallait assener de nouveaux revers militaires à l'Armée rouge, condition nécessaire pour amener Staline à proposer une solution acceptable à Hitler.

Dans ses Mémoires, Manstein tente d'expliquer le raisonnement qu'il a eu à l'époque : « Il n'existait plus aucune possibilité d'agir décisivement contre les Occidentaux depuis que Hitler avait renoncé prématurément à son attaque contre l'Angleterre pour se retourner contre la Russie. Par ailleurs, la déclaration de Casablanca ne laissait subsister aucun doute quant à leur volonté de détruire non seulement Hitler et son régime, mais l'Allemagne elle-même. Il n'y avait aucun espoir de négocier une paix avec eux sauf – peut-être – après avoir repoussé un débarquement éventuel ou avoir battu les forces qui réussiraient à débarquer. Mais, dans les deux cas, il fallait, au préalable, prélever des forces importantes sur le front oriental. La première question à se poser était donc de savoir s'il était encore possible d'obtenir une solution acceptable à l'Est, à cette époque. Évidemment pas dans le sens d'une victoire totale sur la puissance soviétique. Mais ne pouvait-on nourrir l'espoir d'aboutir à un compromis, ouvrant au Reich la perspective de se défendre victorieusement ? On peut dire, aujourd'hui, qu'il s'agissait là d'un rêve chimérique, mais il n'est pas sûr qu'il le fut dès cette époque. Un accord avec l'Union soviétique était-il politiquement possible au printemps 1943 ? Nous autres, soldats, ne pouvions en juger mais non plus écarter complètement cette éventualité – à condition, bien entendu, que Hitler y fût disposé. »

Puis, il poursuit sa réflexion : « Par contre, nous étions convaincus, au haut commandement du groupe d'armées Don (qui entre-temps fut nommé groupe d'armées sud), que, sur le plan militaire, nous pouvions aboutir à un match nul [*Remis*] sur le front oriental, en agissant judicieusement. L'ennemi, pour avancer de Stalingrad jusqu'au Donets, avait dû consentir de lourds sacrifices, sans atteindre son objectif stratégique. Nous avions reconquis l'initiative. La valeur de nos troupes et de leur commandement s'était affirmée de nouveau dans tous les combats de cette campagne d'hiver. Stalingrad, certes, nous avait coûté cher mais, d'après des

estimations dignes de foi, faites à l'OKH, l'ennemi avait déjà perdu 11 millions d'hommes depuis le début de la guerre, en prisonniers, tués et blessés irrécupérables ! La puissance offensive russe finirait bien, elle aussi, par s'épuiser ! En tout cas, c'est ainsi que nous jugions la situation militaire au groupe d'armées sud, influencés peut-être par le fait que nous avions réussi à "fouler la défaite aux pieds". D'ailleurs, à quoi nous aurait-il servi d'estimer la guerre perdue de toute façon, à la manière de tant de critiques jugeant après coup ? Nous avions pour mission de tenir éloigné des frontières allemandes un ennemi que nous ne pouvions amener éventuellement à une solution de compromis qu'en lui assenant de nouveaux coups. D'autre part, la déclaration de Casablanca ne nous laissait guère d'autre possibilité que de chercher à obtenir une telle solution à l'Est[468]. »

L'affirmation de Manstein selon laquelle la déclaration de Casablanca ne laissait subsister aucun doute quant à la volonté des Alliés occidentaux de détruire non seulement Hitler et son régime, mais aussi l'Allemagne elle-même, explique son raisonnement. Cependant, il passe sous silence le rôle déterminant des chefs de l'OKH dans la décision de renoncer à une invasion de l'Angleterre pour préférer une attaque contre l'URSS, en imputant la responsabilité de celle-ci à la seule personne de Hitler. Plus intéressant encore est le fait que Manstein, en dépit de sa très grande intelligence des questions militaires, ne tenait compte que de l'étendue des pertes, en prisonniers, tués et blessés, pour juger de l'état des forces de l'ennemi, alors que ses réserves opérationnelles disponibles étaient pourtant un facteur beaucoup plus déterminant pour la poursuite de la guerre.

Pour parvenir à un match nul avec l'Union soviétique, il fallait remplir trois conditions selon Manstein. Premièrement, l'Allemagne ne devait laisser transparaître à l'ennemi aucun signe de faiblesse, notamment sur le plan de la politique intérieure. Deuxièmement, tout l'effort de guerre allemand devait être concentré temporairement sur le front soviétique, ce qui exigeait l'acceptation de risques sur les autres théâtres des opérations. Troisièmement, Hitler devait finir par entendre raison au sujet de la direction des opérations militaires en en laissant la responsabilité à un chef d'état-major général des trois armes de la Wehrmacht ou, à tout le moins, à un commandant en chef du front de l'Est[469].

Bien entendu, Manstein pensait qu'il était le meilleur candidat parmi tous les généraux allemands pour assumer les fonctions de chef d'état-

major général de la Wehrmacht ou bien de commandant en chef du front de l'Est. Et il espérait bien être celui qui serait désigné par Hitler pour occuper de telles fonctions dans l'éventualité où celui-ci consentirait enfin à abandonner la direction des opérations militaires. En outre, Manstein était convaincu que, si le Führer lui laissait les mains libres dans la conduite de la guerre, il pourrait alors stabiliser la situation militaire sur l'ensemble du front de l'Est de manière à contraindre l'ennemi soviétique à s'asseoir à la table des négociations pour signer une paix de compromis.

14
LE CHOC DES TITANS : LA BATAILLE DE KOURSK

Le printemps et l'été 1943 furent placés sous le signe de l'opération « Citadelle », la dernière tentative de la Wehrmacht pour conserver l'initiative stratégique à l'Est et imposer sa volonté à l'Armée rouge. Quand elle s'acheva par un échec flagrant, l'initiative stratégique passa définitivement dans le camp soviétique pour le restant de la guerre. En ce sens, même si elle ne constituait pas le tournant décisif de la guerre, à partir duquel la Wehrmacht ne pouvait plus espérer remporter la victoire par les seuls moyens militaires, elle représentait néanmoins une étape majeure vers la défaite militaire complète du Reich à l'Est. Le feld-maréchal Manstein ayant joué un rôle de premier plan dans la préparation et la conduite de cette opération, il est opportun d'exposer ici les principes stratégiques qui le guidèrent, ainsi que les raisons de son insuccès final. Il s'agit aussi d'évaluer la part de responsabilité de Manstein dans cet échec militaire aux conséquences irréversibles pour le Reich afin de faire la lumière sur un moment de sa carrière militaire qui demeure encore aujourd'hui controversé.

Manstein et Hitler : deux conceptions stratégiques différentes de la conduite de la guerre ?

Depuis qu'il avait été nommé commandant en chef du groupe d'armées Don, le feld-maréchal Manstein avait eu maintes fois l'occasion d'apprécier l'exercice du commandement militaire par Hitler. En effet, sa nouvelle

affectation l'avait fait passer, pour la première fois, sous les ordres directs du Führer, en sa qualité de commandant en chef de l'OKW et de l'OKH. Il respectait, certes, son coup d'œil pour juger les possibilités opérationnelles, ainsi que ses connaissances et sa mémoire étonnante dans les questions techniques et les problèmes relatifs à l'armement. Mais il dénonçait sa propension à croire à la justesse de ses décisions, à la supériorité de son jugement et de son intuition, et à la puissance de sa volonté comme élément décisif. En plus de son dilettantisme, il condamnait ses interventions de plus en plus fréquentes dans l'action de ses subordonnés et son refus de réorganiser le haut commandement militaire dans l'intérêt d'une conduite plus rationnelle et plus efficace de la guerre.

Il est indéniable que le Führer possédait certaines des qualités essentielles du chef militaire : une volonté puissante, la maîtrise de ses nerfs dans les moments de crise, une intelligence incontestable et, en plus d'un certain talent dans le domaine des opérations, la faculté de reconnaître les possibilités créées par la technique. Cependant, il lui manquait les compétences acquises par tout officier d'état-major de profession. À ce sujet, Manstein écrivit dans ses Mémoires : « Mais, à tout prendre, ce qui lui manquait, c'était *les capacités militaires fondées sur l'expérience* que son "intuition" ne pouvait nullement remplacer. S'il possédait [...] un certain "flair" pour les possibilités et les chances opérationnelles ou s'il les apercevait rapidement quand quelqu'un les lui montrait, il ne savait pas juger des conditions et des possibilités d'exécution. Il ne comprenait pas les relations qui peuvent exister entre l'objectif fixé, l'ampleur de l'opération, et les nécessités de temps et de forces à déployer. Il ne comprenait pas non plus toutes les contingences qui dérivent des questions de ravitaillement[470]. »

Ainsi, il ne semblait pas tenir compte du fait que toute offensive à vaste objectif doit être constamment alimentée par de nouvelles forces qui s'ajoutent à celles qui sont nécessaires pour l'assaut initial, la percée et la poursuite. Sa conduite de l'offensive de l'été 1942 le montra de façon éclatante, de même que l'idée irréaliste, qu'il exprima à Manstein maintes fois à l'automne 1942, de pousser, l'année suivante, après la conquête du Caucase, dans le Proche-Orient et jusqu'en Inde.

Ce qui lui manquait le plus, c'était une expérience militaire dans le domaine de l'organisation, du déploiement et de l'approvisionnement des armées. Non seulement il était incapable de déterminer ce qui pouvait être

accompli en fonction des ressources humaines et matérielles disponibles, mais il ne comprenait pas que le but stratégique de toute guerre doit être la destruction des forces armées de l'ennemi et que cela nécessite la concentration d'un maximum de forces au point décisif et non la dispersion de celles-ci dans la poursuite de plusieurs objectifs simultanés. La séparation des opérations de la campagne de l'été 1942 en deux offensives simultanées selon deux axes différents, et le refus de dégarnir des fronts secondaires au profit de celui où la décision devait intervenir, en étaient la manifestation la plus évidente. En outre, il ne comprenait pas que seule la victoire permet d'atteindre les objectifs politiques et économiques fixés. L'anéantissement des forces militaires de l'ennemi permet l'occupation et la conservation d'un territoire, alors que l'inverse n'est pas nécessairement vrai.

Ces déficiences étaient encore plus patentes depuis que le Führer intervenait constamment aux divers échelons du commandement militaire. Le feld-maréchal Manstein n'en avait pas fait encore l'expérience que le feld-maréchal Kluge lui en donna un avant-goût au cours d'une discussion à la gare d'Orsha, sur le trajet Vitebsk-Rostov-sur-le-Don, le 21 novembre 1942. Le commandant en chef du groupe d'armées centre lui brossa un tableau sombre de la situation, depuis la contre-attaque soviétique sur le front de Stalingrad, et lui dit : « Vous ne pourrez engager aucune unité plus grande qu'un bataillon sans en avoir référé d'abord à Hitler[471]. » Prophétie qui, d'ailleurs, se révéla juste.

Depuis l'échec de l'opération « Barbarossa » à la fin de l'automne 1941, Hitler ne faisait plus confiance à ses généraux, qui l'avaient pressé, à l'été 1940, d'entreprendre la conquête de l'URSS en l'assurant que celle-ci serait facilement vaincue en moins de trois mois. Depuis lors, il s'attribuait non seulement le mérite des victoires militaires des premières années, mais également celui d'avoir surmonté un triple handicap à l'hiver 1941-1942 : la puissance des contre-attaques de l'Armée rouge, le désarroi de son haut commandement et le spectre de la Grande Armée de Napoléon de 1812. Plus que jamais convaincu de son génie, Hitler n'écoutait presque plus personne. Pourtant, s'il avait été supérieur aux dirigeants politiques étrangers lorsqu'il avait mené une diplomatie dont les revendications se réclamaient de leurs idées, il fut manifestement inférieur à ses généraux, aux professionnels et aux produits du grand état-major dès qu'il voulut

combiner tous les pouvoirs d'un Frédéric le Grand ou d'un Napoléon et diriger les armées en même temps que la conduite de la guerre[472].

Tandis que Staline avait tiré les leçons de 1941 en laissant de plus en plus les questions militaires aux spécialistes, la manie qu'avait Hitler de se mêler des détails tactiques aussi bien que de la grande stratégie, en raison de sa méfiance chronique de plus en plus vive à l'égard de ses généraux, avait des effets profondément dommageables. Directement responsable de la tactique aussi bien que de la grande stratégie, Hitler accumulait des responsabilités qui dépassaient largement ses compétences. D'ailleurs, aucun autre chef d'État en guerre ne devait s'impliquer à ce point dans le détail des affaires militaires. Pas même Staline qui, après les grandes défaites initiales, se retint d'intervenir directement dans la tactique de l'Armée rouge.

Après la guerre, Manstein tint un discours sévère, mais éclairé, sur le commandement militaire exercé par Hitler : « Dans le domaine militaire [...] Hitler manquait du sens du réel. Son esprit, extrêmement actif, s'emparait de tout objectif qui lui paraissait séduisant, et il en résulta un éparpillement des forces allemandes qui furent engagées simultanément dans plusieurs directions ou sur divers théâtres d'opérations. Il n'accepta jamais réellement la règle selon laquelle on ne saurait être trop fort au point décisif, qu'il faut savoir renoncer à des fronts secondaires ou accepter le risque de les affaiblir momentanément pour obtenir des résultats capitaux. [...] En ce qui concernait ses objectifs – tout au moins dans la lutte contre l'Union soviétique –, ceux-ci étaient avant tout déterminés par des considérations politiques et économiques. [...] Assurément de telles considérations, surtout les secondes, doivent jouer un rôle à notre époque. Mais ce qu'il ne voyait pas, c'est que pour atteindre, et avant tout pour conserver, un objectif territorial, il faut vaincre de façon décisive les forces militaires ennemies. Tant que ce résultat n'est pas obtenu – comme le démontra la guerre contre la Russie –, il devient problématique de conquérir des régions de grande importance économique, par conséquent d'atteindre des objectifs territoriaux, et impossible de les conserver à la longue. » Il tira ensuite cette conclusion clausewitzienne : « Si la stratégie doit être la servante de la direction politique, celle-ci ne doit pas oublier, au point où le faisait Hitler, le but stratégique de toute guerre : briser la résistance militaire de l'ennemi. Seule la victoire ouvre la voie aux buts politiques et économiques. » Enfin, il dit de lui : « Il voulait être un Napoléon, qui

n’aurait toléré que des aides et des organes d’exécution, sans en posséder la formation ni le génie[473]. »

Fidèle héritier de la pensée de Clausewitz en matière de stratégie militaire, Manstein – ainsi que la très grande majorité des généraux allemands – estimait que l’objectif prioritaire d’un combat était la destruction ou l’anéantissement des forces de l’ennemi. Dans le jargon militaire, ces deux mots n’impliquaient pas nécessairement le massacre des soldats, mais signifiaient la mise hors de combat des armées ennemies. De même, il considérait que seuls la destruction ou l’anéantissement des forces armées de l’ennemi permettaient d’occuper un territoire, pendant que l’inverse n’était pas vrai : l’occupation du terrain ne garantissait ni l’anéantissement des armées ni la capitulation de l’État ennemi. Il préconisait donc la manœuvre d’enveloppement ou à fronts renversés, dans la mesure où elle tendait à créer les conditions de la supériorité aux points importants et à livrer bataille dans des conditions telles qu’elle donnerait des résultats décisifs.

Malgré ces références aux grands principes stratégiques de Clausewitz, Manstein – et il en allait de même pour ses camarades du corps des officiers de la Wehrmacht – n’était guère influencé par sa pensée politique de la guerre, à l’exception du postulat qui stipule le primat du politique sur le militaire dans la conduite d’une guerre. En effet, les généraux allemands étaient davantage imprégnés des écrits de Schlieffen. Après la guerre, le colonel-général Kleist en a fourni l’explication : « Pour ma génération, les enseignements de Clausewitz étaient passés de mode, même au temps où j’étais à l’École de guerre et à l’état-major général. On le citait encore, mais on ne l’étudiait plus attentivement. Ses œuvres, pensait-on, procédaient plus de la philosophie militaire que de l’enseignement pratique. On s’intéressait beaucoup plus aux livres de Schlieffen qui paraissaient plus pratiques parce qu’ils étudiaient le problème suivant : comment une armée de puissance inférieure à celle de ses adversaires coalisés – ce qui était le cas de l’Allemagne – pouvait-elle vaincre ses adversaires sur deux fronts ? Cependant les réflexions de Clausewitz étaient toujours valables, spécialement sa doctrine : la guerre est une continuation de la politique par d’autres moyens. On sous-entendait par là que les facteurs politiques sont plus importants que les facteurs militaires. La faute de l’Allemagne fut de croire qu’un succès militaire pouvait résoudre ses problèmes politiques. À ce point que, sous les nazis, nous avions presque retourné la maxime de

Clausewitz et en venions à considérer la paix comme une continuation de la guerre. Clausewitz avait également vu juste en prédisant la difficulté de conquérir la Russie[474]. »

En dépit d'une opinion trop souvent admise, les généraux allemands étaient devenus, dès avant 1914, des disciples de Schlieffen bien plus que de Clausewitz ou de Moltke. Et tout laisse croire que Manstein ne faisait guère exception à cette règle. Comme le disait Kleist, les généraux allemands s'interrogeaient sur les moyens de vaincre décisivement une coalition disposant de ressources supérieures, grâce à la virtuosité opérationnelle. Et, tout au long de son commandement du groupe d'armées sud, Manstein allait justement chercher, à défaut de le vaincre décisivement, à imposer sa volonté à l'adversaire soviétique, qui disposait de ressources supérieures, grâce à la virtuosité opérationnelle.

D'ailleurs, à l'issue de l'hiver 1942-1943, il croyait, certes naïvement, qu'il y avait encore une chance de poursuivre la guerre à l'Est dans l'intention de parvenir à une paix de compromis. Conscient que le rapport de forces ne permettait plus à l'*Ostheer* de lancer des offensives de grand style comme au cours des années précédentes, il prônait logiquement le recours à la défensive stratégique. Pour deux raisons, il ne pouvait accepter que l'Allemagne se prive des possibilités offertes par la guerre de mouvement.

Premièrement, personne ne pouvait dire, au printemps 1943, si l'Armée rouge allait reprendre l'offensive à la fin de la *raspoutitsa*. Elle pouvait fort bien rester dans l'expectative, en se renforçant jusqu'à ce que les puissances occidentales fussent parvenues à ouvrir un second front sur le continent. Une telle stratégie laisserait place, bien entendu, à de petites attaques localisées pour empêcher des prélèvements de forces allemandes sur le front oriental. Dans l'éventualité d'un tel scénario, la Wehrmacht aurait alors à se battre sur deux fronts contre des adversaires aux forces intactes. Pour cette raison, l'OKH ne pouvait recourir à la défensive statique, prenant sensiblement la forme d'une guerre de positions.

Deuxièmement, le nombre de divisions allemandes disponibles à l'Est ne permettait tout simplement pas d'adopter cette défensive statique. Le front, du golfe de Finlande à la mer d'Azov, était beaucoup trop long pour que l'*Ostheer* pût y offrir une résistance décisive. Cela était encore plus vrai sur le théâtre des opérations du groupe d'armées sud, où 32 divisions devaient défendre un front de 760 kilomètres, de Taganrog, sur la mer

d’Azov, jusqu’au sud-est de Soumy. Étant donné le rapport de forces largement favorable aux Russes, ceux-ci auraient toujours la possibilité de réaliser des concentrations écrasantes en divers endroits du front pour ensuite le crever. Il en résulterait alors soit l’encerclement des secteurs où les troupes allemandes se maintiendraient, soit un repli.

Manstein prescrivait donc d’adopter non pas la défensive statique, mais la défensive stratégique, en faisant jouer les supériorités dont les Allemands disposaient encore sur l’ennemi : un commandement meilleur et plus souple, la valeur combative des troupes et leur plus grande mobilité. Il expliqua ainsi son point de vue : « [...] il fallait assener des *coups partiels* mais vigoureux non seulement pour infliger des pertes sanglantes à l’ennemi, mais aussi pour faire de nombreux prisonniers dans le but général de le disposer à accepter une paix de compromis. Nous devions encore, toujours dans le cadre de cette stratégie défensive, exécuter des opérations de mouvement où nous étions supérieurs, soit en profitant des possibilités que nous offraient les attaques de l’adversaire, soit en prenant l’initiative[475]. » Il intervint dans ce sens, auprès de l’OKH et de Hitler lui-même, dès le début de février 1943.

La défense élastique proposée par Manstein relevait de la guerre de mouvement qui, à partir de 1943, n’était manifestement possible qu’en abandonnant volontairement, quoique passagèrement, des régions conquises. Mais le Führer s’en tenait à une défense rigide de chaque mètre de terrain, une conception héritée de la Grande Guerre. Après que les troupes allemandes furent parvenues à contenir l’ennemi au cours de l’hiver 1941-1942, Hitler se persuada que seule son interdiction d’abandonner volontairement le moindre mètre carré avait empêché la Wehrmacht de subir le sort de la Grande Armée de Napoléon en 1812. Lorsqu’il se retrouva devant une nouvelle crise à la fin de l’automne 1942, à Stalingrad et dans le Caucase, il crut encore pouvoir remédier à la situation en ordonnant la résistance à tout prix. En dépit de la catastrophe de Stalingrad, il n’abandonna presque plus jamais ce principe, même si c’était à son contraire, celui de la mobilité, que l’armée allemande avait dû ses victoires de 1939 à 1941.

Selon la pensée clausewitzienne, la défense constitue la plus puissante forme de combat. Mais ce n’est vrai que si elle est organisée assez efficacement pour que l’adversaire s’use contre le front défensif. Pour cela, il ne faut absolument pas se trouver dans une situation d’infériorité

numérique écrasante. Ce qui n'était pas le cas en Russie, où le nombre de divisions allemandes disponibles ne suffisait pas pour organiser une défense efficace. Disposant d'une énorme supériorité numérique, l'ennemi avait la possibilité, en massant ses forces en des points particuliers, d'effectuer des percées à travers un très long front faiblement défendu, certaines des unités allemandes ne pouvant alors échapper à des encerclements.

Plus tard, Hans-Georg Krebs, capitaine au sein de l'état-major de Manstein, décrivit les longues et âpres discussions, concernant la conduite de la guerre, entre son commandant en chef et Hitler : « Manstein exposait naturellement l'idée qu'il fallait se replier vers l'arrière, car si on voulait épargner les troupes et obtenir du succès, on devait mener des opérations mobiles. À ce moment-là, Hitler coupait fréquemment la parole à Manstein et disait : "Voulez-vous ne plus parler de cela !" Ceci portait souvent fruit, car Manstein se taisait. Lorsqu'il se rendait compte qu'il n'allait pas récolter grand-chose, il arrêtait tout simplement de parler. Ce n'était pas dans l'intérêt de Manstein de ne rien dire lorsqu'il tenait quelqu'un pour irresponsable. Pour lui, Hitler était le caporal ignorant de la Première Guerre mondiale qui s'imaginait s'y connaître. » Après une analyse de la situation au cours de laquelle Hitler avait une fois de plus imposé sa volonté, Krebs entendit Manstein s'exclamer : « Mon Dieu, est-il idiot[476] ? » Malgré cela, Manstein ne démissionna jamais de son poste, se considérant indispensable à la Wehrmacht.

La valeur supérieure du commandement et des troupes allemands était indéniable. Elle ne pouvait cependant jouer que dans des opérations mobiles, par lesquelles l'*Ostheer* serait peut-être en mesure de tenir l'ennemi en échec. De ce fait, la défensive stratégique prônée par Manstein s'avérait beaucoup plus appropriée que la défensive statique vantée par Hitler.

L'« attaque en retour » ou l'« attaque directe » ?

Les échanges d'idées au sein du haut commandement allemand sur la stratégie à adopter sur le front de l'Est, après la fin de la *raspoutitsa*, durèrent jusqu'à la fin de mars 1943. Dans l'ensemble, elles portaient sur une alternative. La Wehrmacht devait-elle essayer de conserver l'initiative et attaquer préventivement, avant que l'adversaire ne se fût pleinement remis des conséquences de la campagne hivernale ? Ou devait-elle laisser

l'initiative à l'Armée rouge, attendre son attaque, puis, après avoir rétabli la situation et créé des conditions favorables, contre-attaquer à son tour ? La réponse dépendait évidemment des intentions prêtées à l'ennemi, la seconde solution de l'alternative n'étant possible que s'il reprenait l'offensive aussitôt après la période de la boue.

Sans exclure la possibilité que les Soviétiques pouvaient attendre passivement l'ouverture d'un second front par les Alliés occidentaux, Manstein et son état-major étaient toutefois d'avis qu'ils reprendraient l'offensive. La grande victoire à Stalingrad avait donné sans doute de l'assurance à leur commandement, pensaient-ils. Du point de vue psychologique, Staline ne pouvait guère se permettre de marquer une pause dans la « grande guerre patriotique » destinée à libérer le territoire russe. Il ne pouvait pas davantage s'y résoudre s'il désirait parvenir avant les Alliés en Europe de l'Est, surtout dans les Balkans, une région sans cesse convoitée depuis l'époque tsariste. Cette conviction et les arguments qui l'appuyaient étaient partagés par l'OKH.

Dès lors, la supériorité numérique de l'ennemi lui ouvrait plusieurs possibilités. Il pouvait essayer de percer à l'aile méridionale du groupe d'armées nord pour la rabattre vers la côte baltique et l'encercler. Il pouvait également tenter de réduire le saillant constitué autour d'Orel par le front du groupe d'armées centre, en l'attaquant en tenaille. Cependant, c'était dans le secteur du groupe d'armées sud que s'offraient à lui les meilleures possibilités, tant du point de vue opérationnel que politique et économique. Le front allemand y prenait la forme d'un « balcon », débordant largement vers l'est. En attaquant à l'est, sur le Mious, et au nord, sur le Donets, il pouvait espérer acculer à la côte de la mer d'Azov ou de la mer Noire les armées qui s'y trouvaient et les y détruire. En complétant cette opération par une offensive dans la région de Kharkov, en direction du Dniepr en aval de Kiev, il pouvait encore atteindre l'objectif qui lui avait échappé au cours de l'hiver précédent, c'est-à-dire l'encerclement de toute l'aile méridionale du front allemand, comprenant non seulement le groupe d'armées sud, mais aussi le groupe d'armées A, demeuré dans la tête de pont du Kouban avec sa 17e armée. Une victoire en ce point lui permettrait de récupérer le bassin métallurgique du Donets, ainsi que le « grenier à blé » de l'Ukraine, et lui ouvrirait la route des Balkans et d'abord celle des gisements pétrolifères roumains. Enfin, elle ne demeurerait pas sans effet sur l'attitude politique du gouvernement de la Turquie.

Tout compte fait, la répartition de leurs forces ne laissait pas le moindre doute sur le fait que, si les Russes reprenaient l'offensive, le centre de gravité de leurs attaques se trouverait à l'aile sud du front oriental, avec l'intention bien évidente de chercher la décision contre le groupe d'armées sud par une offensive à l'aile méridionale du groupe d'armées centre. Par conséquent, Manstein prévoyait une attaque de l'ennemi contre le « balcon » du Donets, sur le Mious et sur le Donets moyen, pour fixer les unités allemandes qui s'y trouvaient et, si possible, les refouler vers la côte. Cette attaque serait complétée par une offensive de grand style partant de la région de Kharkov, en direction du Dniepr moyen[477]. C'est exactement ce que fit le haut commandement de l'Armée rouge à l'été de 1943.

Ceci dit, Manstein expliqua à Hitler que l'armée allemande ne pouvait aucunement espérer contenir l'ennemi par une stratégie purement défensive. Ses forces étaient insuffisantes pour défendre un front aussi étendu, surtout face à un adversaire numériquement supérieur. Sa seule chance, lui déclara-t-il, était d'utiliser à bon escient la supériorité et la souplesse de son commandement, ainsi que la plus grande valeur combative et la plus grande mobilité de ses troupes, au moyen d'une stratégie défensive élastique. Dans le cadre d'une telle stratégie, Manstein proposa deux solutions pour la conduite des opérations en 1943, après la fin de la période de la boue.

La première consistait à conserver l'initiative, en lançant une offensive destinée à prévenir une attaque soviétique. Certes, il s'agissait d'une « attaque directe », mais elle s'inscrivait néanmoins dans le cadre de la défensive stratégique. Dans ce cas, elle devait être déclenchée le plus tôt possible, c'est-à-dire immédiatement à la fin de la *raspoutitsa*, avant que l'Armée rouge n'ait eu le temps de reconstituer ses forces, notamment ses unités blindées et motorisées. La reconstitution des forces allemandes devant, selon toute vraisemblance, s'achever plus tôt, une occasion extrêmement favorable s'offrait à la Wehrmacht. Et le saillant de Koursk paraissait tout indiqué pour infliger à l'ennemi une sévère défaite.

Si les deux victoires remportées par Manstein, à la fin de l'hiver, avaient permis de rétablir le front de Taganrog jusqu'à Bielgorod, le long du Mious et du Donets, il subsistait un saillant soviétique au nord de Bielgorod, entre les groupes d'armées centre et sud. Formant un arc autour de Koursk, il s'étendait, par Soumy et Rylsk, jusqu'au sud d'Orel, allongeant le front d'environ 500 kilomètres et fixant des forces considérables. En plus de couper les voies ferrées allant du secteur des

armées de Kluge à Kharkov, il constituait une base de départ pour une attaque contre le flanc méridional du groupe d'armées centre et contre le flanc septentrional du groupe d'armées sud. En mars, Manstein avait eu l'idée d'attaquer le saillant de Koursk, après la reconquête de Kharkov. Mais le brusque dégel et l'incapacité du groupe d'armées centre d'apporter sa collaboration, pourtant indispensable, l'en avaient empêché.

Ce saillant représentait tout naturellement une cible invitante pour une attaque directe, avec l'espoir d'améliorer les positions défensives allemandes et la liaison entre les groupes d'armées de Manstein et de Kluge, ainsi que d'y encercler des forces relativement importantes et de libérer des effectifs allemands élevés. Afin de se maintenir dans ce secteur d'une grande importance opérationnelle pour lui, l'ennemi jetterait très certainement dans la bataille les réserves opérationnelles dont il disposait devant l'aile méridionale du groupe d'armées centre et devant l'aile septentrionale du groupe d'armées sud. Après avoir détruit ces réserves blindées, l'*Ostheer* serait en mesure d'attaquer de nouveau sur le front du Donets.

L'autre solution, la meilleure selon Manstein, consistait à laisser l'initiative aux Russes en leur permettant d'attaquer en premier, avant de contre-attaquer leurs armées trop aventurées pour leur infliger une défaite décisive. Déjà en février, il avait exposé à plusieurs reprises à Hitler cette idée d'une « attaque en retour », parfois appelée la « seconde frappe ». Devant la perspective fort probable d'une attaque soviétique dirigée contre l'aile méridionale du front allemand, dont l'intention serait d'encercler celle-ci après l'avoir acculée à la mer d'Azov ou à la mer Noire et de l'y détruire, il s'agissait pour le groupe d'armées sud de se replier en combattant pour entraîner les armées assaillantes jusqu'aux environs de la ligne Melitopol-Dniepropetrovsk, tout en rassemblant des forces puissantes en arrière de son aile septentrionale. En laissant l'ennemi progresser jusqu'au Dniepr inférieur, les unités de Panzer concentrées dans la région de Kharkov pourraient alors lancer une puissante contre-attaque contre le flanc droit de l'offensive des Soviétiques, puis, poussant vers le sud-est ou le sud, les refouler contre la côte pour les détruire. C'était, en quelque sorte, répéter le type de manœuvre exécuté par Manstein dans le cadre des contre-attaques de février-mars 1943.

Le principe de cette opération différait radicalement de celui de l'offensive allemande de l'été 1942, car il s'agissait d'attaquer en retour

l'ennemi qui aurait largement engagé et dépensé ses forces d'assaut. Contrairement au « plan bleu », l'objectif n'était pas tant la conquête de territoires que la destruction de l'aile méridionale soviétique par un encerclement contre la côte. Pour l'empêcher de se dérober vers l'est, comme à l'été 1942, les Allemands lui tendraient un appât auquel elle ne saurait résister : ils lui ouvriraient le chemin vers le Dniepr inférieur. Si l'opération s'avérait un franc succès, le groupe d'armées sud pourrait peut-être frapper un second coup, cette fois en direction du nord, dans le secteur central du front.

Une telle manœuvre aurait pu être tentée en d'autres secteurs, mais elle ne pouvait apporter une victoire aussi importante qu'à l'aile sud du front, où l'adversaire chercherait manifestement la décision et où la mer faciliterait l'encerclement. Ce n'en était pas moins une opération fort audacieuse dont l'exécution réclamait deux conditions.

Premièrement, en vue d'assurer le succès de l'opération, il fallait renforcer significativement l'aile nord du groupe d'armées de Manstein chargée d'exécuter la manœuvre principale. Pour cela, il était absolument indispensable de dégarnir les théâtres secondaires, quitte à y provoquer des difficultés, et de prélever des éléments sur les groupes d'armées centre et nord ou, au minimum, d'y constituer des réserves opérationnelles en procédant à de nouvelles rectifications du front oriental, notamment en évacuant le saillant d'Orel, difficile à défendre. Deuxièmement, il fallait abandonner le bassin du Donets afin de s'assurer la liberté d'action nécessaire en exécutant un repli méthodique. Il s'agissait d'un abandon de territoire provisoire, car l'« attaque en retour » devait permettre sa reconquête.

Mais, comme il fallait s'y attendre, Hitler n'était disposé à remplir aucune de ces dispositions. En dépit de l'insistance avec laquelle Manstein lui avait exposé la nécessité d'exercer l'effort de guerre principal à l'est et, plus particulièrement, à l'aile méridionale, il ne put se résoudre ni à transporter nettement au sud le centre de gravité des forces allemandes ni à céder le saillant d'Orel et encore moins le bassin du Donets, région à laquelle il attribuait une importance capitale pour l'économie de guerre allemande. Cela ne tenait pas seulement à sa répugnance à céder des territoires, ne serait-ce que provisoirement, et à accepter des risques en des endroits secondaires, mais aussi à son incapacité de prévoir l'action probable de l'ennemi. Le refus de Hitler de donner suite à cette idée

d'« attaque en retour » eut pour résultat de priver complètement Manstein de la liberté d'action qui lui aurait été indispensable pour porter un coup sévère à l'adversaire, en l'empêchant de rassembler des forces suffisantes à l'aile nord de son groupe d'armées[478].

Hitler n'était cependant pas le seul à montrer peu d'enthousiasme à l'égard de la solution préférée de Manstein qui, en quelque sorte, consistait à « faire un pas en arrière, deux pas en avant ». Le colonel-général Zeitzler s'y opposait lui aussi. L'idée de battre définitivement l'aile méridionale soviétique par un recul volontaire au lieu d'une action purement offensive ne disait rien qui vaille aussi bien à Hitler qu'à Zeitzler. Ils préféraient tous les deux exploiter la faiblesse momentanée où se trouvait l'adversaire à la suite de ses dernières défaites pour lui porter un dur coup avant qu'il eût pu reconstituer ses forces. De cette manière, ils n'auraient pas à évacuer le saillant d'Orel et le bassin du Donets.

La stratégie qui avait les préférences de Hitler et du chef d'état-major général de l'OKH était une opération impliquant l'enveloppement et la destruction du plus grand nombre possible de divisions soviétiques dans le saillant de Koursk. Cinq armées soviétiques se trouvaient dans le saillant, large de 200 kilomètres sur une profondeur de 120 kilomètres. Victorieuse, l'opération pourrait gravement affaiblir le potentiel offensif de l'ennemi. En plus de la destruction d'environ 60 divisions soviétiques, elle permettrait de libérer des forces allemandes requises sur d'autres fronts ou théâtres d'opérations[479].

Différends entre les généraux sur le calendrier de l'opération « Citadelle »

Le 15 avril, Hitler confirma l'ordre, donné le 13 mars par l'OKH, de ce qui allait devenir l'opération « Citadelle » et qui prévoyait une attaque en tenaille du groupe d'armées de Manstein, depuis le sud, et du groupe d'armées de Kluge, par le nord, afin d'envelopper les troupes soviétiques dans le saillant de Koursk. Les détails opérationnels de ce plan furent élaborés par Zeitzler.

Sur le front du groupe centre, c'est à la 9e armée du colonel-général Walter Model qu'incombait la mission d'exécuter l'attaque. Dans l'intention de percer en direction de Koursk, elle disposait de 3 corps

blindés groupant au total 6 divisions blindées, 2 divisions motorisées et 7 divisions d'infanterie. Ces trois corps attaqueraient sur un front de 50 kilomètres, les deux placés sur les ailes assurant simultanément la protection des flancs. Toutefois, l'OKH espérait élargir ce front en engageant, si possible, deux corps d'infanterie, de part et d'autre, pour assumer à leur tour la protection des flancs.

Dans le secteur du groupe sud, l'opération impliquait davantage de forces, soit 2 armées, comprenant au total 5 corps, soit 11 divisions blindées et 7 divisions d'infanterie, car il était escompté que l'ennemi engagerait aussitôt ses réserves opérationnelles, dont la destruction était considérée aussi importante que la réduction du saillant de Koursk. La 4e armée de Panzer, sous le commandement du colonel-général Hoth, avait pour mission d'effectuer une percée proprement dite, en marchant à la rencontre de la 9e armée, puis de détruire les forces encerclées à l'ouest de Koursk. Pour cela, elle disposait de 2 corps blindés, comptant au total 6 divisions blindées et 1 division d'infanterie, tandis qu'un autre corps d'infanterie, réunissant 3 divisions, participerait à l'assaut sur son flanc occidental. Le détachement d'armée du général Kempf, avec un corps blindé et un corps d'infanterie, soit au total 3 divisions blindées et 3 divisions d'infanterie, devait couvrir offensivement l'opération de rupture en direction de Koursk, face à l'est et au nord-est. Un autre corps blindé, constitué de 2 divisions blindées, maintenu tout d'abord en réserve, serait mis à sa disposition dès qu'il aurait gagné suffisamment d'espace et de liberté de mouvement au nord-est. De plus, avec un corps d'infanterie, il devait assurer la défense du front sur le Donets, depuis le sud-est de Kharkov jusqu'à la hauteur de Voltchansk.

Enfin, la 2e armée qui, avec 9 divisions d'infanterie affaiblies, occupait 200 kilomètres du saillant à l'ouest de Koursk, devait essayer de fixer les forces qui lui faisaient face pour assurer leur encerclement. Quant à la couverture aérienne de l'attaque, elle devait être attribuée aux 4e et 6e Luftflotten. Opérant en masse, celles-ci devaient ouvrir la route aux blindés[480].

L'attaque comportait un risque considérable pour les deux groupes d'armées. Dans le secteur de Kluge, elle devait partir du front sud du saillant d'Orel, qui avançait fortement vers l'est. Cela offrait donc à l'ennemi la possibilité d'effectuer lui-même une manœuvre d'enveloppement qui, si elle réussissait, mettrait en péril les unités engagées

dans l’opération « Citadelle ». Dans le secteur de Manstein, il existait un danger analogue, puisque le bassin du Donets devait être conservé à tout prix et que l’adversaire pouvait l’assaillir des deux côtés avec des forces supérieures. Pour parer cette menace, il était impératif du côté des Allemands de compléter le plus rapidement possible les préparatifs de leur offensive, car plus ils accorderaient du temps aux Russes pour reconstituer leurs unités, plus les risques s’accroîtraient.

Pour cette raison, il était prévu que l’opération « Citadelle » commencerait le plus tôt possible. Manstein et Kluge pressaient l’OKH de l’entreprendre au début mai, si la période de boue était alors terminée. En fait, son déclenchement avait été fixé à la mi-mai. Mais des retards significatifs allaient nuire à son succès. Ils résultèrent de différends sur le calendrier de l’offensive entre les principaux généraux concernés. Le 4 mai, Hitler les réunit à Munich pour discuter de l’opération en question.

Les feld-maréchaux Manstein et Kluge, et le colonel-général Jeschonneck, chef d’état-major général de la Luftwaffe, étaient partisans d’aller de l’avant au plus vite, au milieu ou, au plus tard, au deuxième tiers de mai. Selon eux, c’était la seule chance d’infliger de lourdes pertes à l’ennemi. Sans quoi, plaidaient-ils, mieux valait annuler l’opération « Citadelle ». Ils redoutaient vivement de perdre l’avantage de la surprise et de permettre aux Russes de renforcer leurs positions à l’intérieur du saillant de Koursk en cas d’ajournement. À leurs yeux, les Russes auraient également le temps de renforcer leurs unités, encore fortement affaiblies par les pertes de la campagne d’hiver et atteintes dans leur moral par les défaites récemment subies. En outre, soulignaient-ils, tout retard accroîtrait considérablement les risques d’attaques soviétiques sur plusieurs secteurs du front, comme le saillant d’Orel ou de Kharkov, le Donets moyen, le Mious, et ce, d’autant plus que des réserves blindées avaient été signalées en arrière de tous ces points névralgiques. Si l’adversaire ne pouvait pas encore passer à l’offensive, il n’en serait pas nécessairement de même en juin, assuraient-ils. Dans un contexte plus général, ajoutait personnellement Manstein, le début de l’opération risquait de coïncider avec un débarquement ennemi sur le continent, si l’Allemagne devait perdre prochainement la Tunisie, ce qui la contraindrait à livrer une bataille décisive sur deux fronts.

En revanche, la lourde défaite de Stalingrad et la faiblesse de l’aile méridionale du front allemand dissuadaient les autres généraux de se lancer

dans une offensive de grande envergure aussi rapidement. Le colonel-général Model, reconnu comme un commandant particulièrement dur et capable, ce qui avait contribué à faire de lui l'un des favoris de Hitler pour rétablir la situation sur un front menacé ou chancelant, recommandait un ajournement jusqu'à ce que des renforts fussent disponibles. Soulignant les difficultés auxquelles son attaque allait se heurter à cause de la puissante organisation des lignes russes et, en particulier, de la consolidation de la défense antichars, il estimait indispensable de renforcer les unités blindées pour assurer la rupture. De ce fait, il faisait sienne la conviction du colonel-général Zeitzler, également très en faveur auprès de Hitler, que les chars des types Tigre (56 tonnes, canon de 88 mm) et Panthère (43 tonnes, canon de 75 mm), qui sortaient tout juste des chaînes de production, permettraient à la Wehrmacht d'opérer une percée rapide, nécessaire pour obtenir un grand succès d'encerclement. Hitler plaçait également de grands espoirs dans ces deux nouveaux chars et apporta son appui à Model. Il envisagea alors de presque doubler l'effectif des chars pour l'opération, ce qui pouvait être réalisé pour le 10 juin, selon son estimation.

Manstein tergiversa. L'appoint de chars qui était envisagé, déclarait-il, serait vraisemblablement compensé par l'afflux des blindés du côté soviétique. Kluge, pour sa part, se laissa convaincre par l'idée de renforcer les unités blindées. Le colonel-général Guderian, depuis peu inspecteur général des forces blindées, appuyé par Albert Speer, à la tête de l'industrie des armements, émettait de fortes réserves sur l'emploi prématuré des nouveaux chars, tout en s'opposant au plan d'opérations de Zeitzler. Il faisait observer qu'il était impossible de remédier aux maladies de jeunesse du Panthère avant l'offensive et qu'il fallait ménager des réserves en vue de la nécessité prioritaire de repousser l'invasion qui ne manquerait pas de se produire l'année suivante à l'Ouest. Par conséquent, il affirmait qu'une offensive à l'Est était inutile en 1943[481].

Les objections de Guderian firent la plus forte impression sur Hitler qui, sans repousser le principe de l'opération, refusa de s'engager et de donner une date précise. En fait, les hésitations du Führer se poursuivirent pendant plusieurs semaines. Il laissa ainsi passer la deuxième et la troisième semaines de mai, période considérée comme la plus favorable par Manstein et Kluge. Mais le mois de juin s'écoula aussi sans qu'il pût se résoudre à donner l'ordre de déclencher l'opération. Les raisons de cet ajournement ne manquaient pas. Hitler restait surtout préoccupé par la situation du théâtre

méditerranéen depuis la perte de la Tunisie, le 13 mai, et craignait un débarquement en Italie ou dans les Balkans. Il tenait également à renforcer ses divisions de Panzer par l'adjonction d'un nombre élevé de chars Tigre et Panthère.

Pendant ce temps, Manstein proposa une solution de rechange au plan d'opérations contre le saillant de Koursk, en faisant appel à une idée peu conforme aux principes traditionnels de la stratégie militaire. Il suggéra de réduire le saillant non pas par une attaque concentrique, c'est-à-dire par une manœuvre en tenaille, depuis le nord et le sud, destinée à prendre à revers puis à encercler les unités ennemies qui seraient restées à l'ouest de la poche, mais par une attaque là où l'adversaire s'y attendait le moins, soit directement à l'ouest. En effet, plutôt que d'attaquer les côtés nord et sud du saillant où il fallait s'attendre à rencontrer une défense bien organisée, il préconisa une attaque excentrique contre la face ouest qui, après avoir éventré le saillant, se scinderait en deux ailes, une bifurquant vers le nord-est, l'autre vers le sud-est, prenant à revers puis encerclant les forces ennemies qui seraient demeurées à l'ouest de la poche. Il s'agissait donc d'une manœuvre d'enveloppement excentrique et non d'une manœuvre classique d'enveloppement concentrique. Ce concept opérationnel audacieux suscita l'intérêt de Hitler, mais pas celui de Zeitzler qui, manifestement, préférait s'en tenir à son plan original. De toute façon, un redéploiement complet des unités, en vertu du nouveau plan d'opérations de Manstein, aurait exigé beaucoup trop de temps[482].

Le 1er juillet, Hitler convoqua à son quartier général de Rastenburg, en Prusse-Orientale, Manstein, Kluge et tous les commandants des grandes unités devant participer à l'opération « Citadelle », pour leur annoncer sa décision de déclencher celle-ci le 5 juillet. Malgré ce retard, qui rendait l'attaque plus difficile et accroissait considérablement le danger dans le saillant d'Orel et sur le flanc sud, surtout dans le secteur formé par le « balcon » du Donets, Manstein – et il en allait ainsi pour Zeitzler, Kluge et Model – demeurait néanmoins convaincu de la réussite de l'opération. Il s'était persuadé que l'Allemagne ne pouvait attendre indéfiniment une offensive russe qui interviendrait peut-être seulement en hiver ou après l'ouverture d'un second front. Après la guerre, il justifia sa prise de position : « On peut incliner à croire, après coup, que nous aurions dû déclarer catégoriquement l'opération impossible, car elle était prévue pour exploiter la faiblesse momentanée de l'ennemi, faiblesse qui avait disparu

après tous ces retards. Je ne l'ai pas fait (ce qui peut avoir été une erreur) pour les raisons suivantes. Premièrement, renoncer à "Citadelle" aurait entraîné une nouvelle attente avec tous les dangers que celle-ci comportait, eu égard à l'ouverture éventuelle d'un second front. On pouvait penser que les Russes attendraient effectivement celle-ci pour passer à l'offensive. Deuxièmement, nous étions convaincus du succès, en tout cas au haut commandement du groupe d'armées sud, malgré les difficultés, alors que nous étions inquiets des conséquences d'une attaque soviétique dans la région du Donets. Une victoire à Koursk nous aurait permis de parer à une crise dans cette région, et peut-être même de remporter une victoire plus grande encore. »

Apparemment, il espérait, avec une certaine naïveté, que la destruction des meilleures armées et d'une fraction importante des réserves opérationnelles de l'ennemi dans le saillant de Koursk ouvrirait la voie à une solution de compromis, d'autant qu'elle permettrait également de maîtriser rapidement les crises qui pourraient surgir, entre-temps, sur le front du Donets. En outre, il croyait toujours à la possibilité, en cas de nécessité, d'un repli sur le Dniepr inférieur pour reprendre, après une victoire à Koursk, son ancienne idée d'une « attaque en retour ». « Une telle éventualité, évidemment, n'aurait pas rencontré l'approbation de Hitler, mais un succès lui aurait rendu le bassin du Donets[483] », pensa-t-il.

La plus grandiose bataille de chars de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale

Comme il fallait s'y attendre, l'Armée rouge tira profit des mois de mai et de juin pour masser une grande partie de ses forces d'élite blindées et mécanisées dans le saillant de Koursk, y établir trois lignes principales de défense et les disposer parallèlement sur plus de 40 kilomètres de profondeur, en multipliant les champs de mines et les fossés antichars, et en fortifiant les villages. Elle y concentra également de nouveaux prototypes d'armes, comme le char T-34/85 (32 tonnes, canon de 85 mm) et le canon d'assaut SU-76 (29 tonnes, canon de 76 mm). C'était donc de pied ferme qu'elle attendait l'ennemi. En fait, dès le 12 avril, soit trois jours avant l'entérinement par Hitler de l'opération « Citadelle », son haut commandement en était venu à la conclusion que les Allemands

attaqueraient probablement le saillant de Koursk par une manœuvre en tenaille depuis les secteurs d'Orel, au nord, et de Bielgorod, au sud. Qui plus est, peu après la conférence militaire du Führer du 1er juillet, il fut averti par son service de renseignements de la date approximative de l'offensive : entre le 4 et le 6 juillet.

À l'aube du 5 juillet, les batteries soviétiques ouvrirent le feu sur les concentrations de troupes allemandes, devançant la préparation d'artillerie de l'adversaire et retardant de quelques heures son offensive. Ce formidable barrage d'artillerie soviétique, qui ébranla les Allemands, donna un signe clair que l'Armée rouge avait été avertie du calendrier de l'opération « Citadelle ». Au moins 3 000 chars et canons d'assaut et 2 900 avions avaient été mobilisés pour défendre Koursk. Face à eux, se trouvaient 2 700 Panzer et canons d'assaut de l'*Ostheer* et 1 800 appareils de la Luftwaffe. Environ 50 % de toutes les forces blindées de l'Armée rouge et 64 % de celles de la Wehrmacht étaient déployées dans le secteur de Koursk. Manifestement, c'était la plus vaste concentration de forces jamais vue sur le front de l'Est dans un espace aussi restreint. La plus grandiose bataille de chars de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale allait ainsi faire rage durant plus d'une semaine[484].

La 9e armée de Model, avec ses 1 200 Panzer et canons d'assaut, ne parvint pas, malgré d'énormes sacrifices, à enfoncer le système de défense soviétique. Dès le lendemain, elle dut essuyer des contre-attaques de plus en plus violentes contre son front et ses flancs. Au prix de lourdes pertes, elle put néanmoins poursuivre sa progression en direction de Koursk, mais sur une largeur de 10 kilomètres seulement. Elle réussit à forcer la première ligne de résistance ennemie et même à entamer la deuxième. Le 9 juillet, elle fut définitivement arrêtée, devant les hauteurs fortifiées des environs d'Olkhovatka, et puis refoulée en arrière par l'adversaire qui avait jeté dans la mêlée ses réserves opérationnelles. À ce moment-là, elle avait déjà épuisé sa capacité offensive. Sa pénétration n'avait pas dépassé une profondeur d'une dizaine de kilomètres. Model envisagea cependant de reprendre l'offensive vers le 12 juillet, pour achever la percée après avoir repoussé les contre-attaques et déplacé le point de concentration de son effort, en engageant ses propres réserves opérationnelles. Mais il ne put réaliser cette intention. Le 12 juillet, les Russes attaquèrent par l'est et le nord-est la 2e armée de Panzer qui tenait le saillant d'Orel et qui se trouvait, en fait, sur

les arrières de la 9e armée. Le développement de la situation obligea Kluge à arrêter la poussée de son armée pour y prélever des forces afin de les faire intervenir dans le secteur de la 2e armée blindée.

Au sud, les résultats obtenus par les armées de Manstein furent plus encourageants, sans toutefois être décisifs. La 4e armée de Panzer et le détachement d'armée Kempf, avec un total de 1 500 chars et canons d'assaut, parvinrent à progresser respectivement d'une trentaine et d'une dizaine de kilomètres. Au prix d'énormes efforts, les Panzer de Hoth crevèrent les première et deuxième lignes ennemies, par de durs combats, au cours des deux premiers jours. Le 7 juillet, ils réussirent même à enfoncer un coin dans les lignes de résistance soviétiques et à avancer en terrain libre, en direction d'Obojan, après avoir infligé des pertes sévères à l'ennemi. Mais ils durent aussitôt repousser de puissantes contre-attaques, lancées du nord-est, du nord et de l'ouest, ce qui ralentit considérablement leur allure. Le 12 juillet, ils furent de nouveau contre-attaqués, près de Prokhorovka, par la 5e armée blindée de la Garde, tenue en réserve jusque-là. La bataille de chars qui s'ensuivit fut la plus grande de toute la guerre. Environ 900 blindés de chaque côté s'affrontèrent dans un combat sans merci qui fit rage toute la journée. Le soir, plus de 300 chars allemands, dont 70 des 100 Tigre, avaient été détruits. Plus de la moitié des chars soviétiques avaient subi le même sort. Considérablement affaiblie, l'offensive de Hoth se trouva alors momentanément arrêtée. Manstein n'en était pas moins résolu à poursuivre la lutte encore incertaine, convaincu d'avoir battu l'essentiel des réserves russes sur son front. Il disposait du 24e corps blindé (2 divisions blindées) en réserve et, jouant son va-tout, il voulait l'engager pour relancer la bataille[485].

Mais, le 13 juillet, Hitler convoqua Manstein et Kluge à son quartier général afin d'évaluer la situation. Celle-ci, commença-t-il par leur déclarer, était devenue très sérieuse en Sicile où les Anglo-Américains avaient débarqué le 10 juillet. L'île serait probablement perdue et les Alliés occidentaux pourraient ensuite l'utiliser comme tremplin pour un débarquement en Italie méridionale ou dans les Balkans. Il était donc urgent de constituer de nouvelles armées dans ces régions. Pour cela, il fallait absolument prélever des forces sur le front oriental, et donc mettre un terme à l'opération « Citadelle ». C'était exactement ce que Manstein avait prévu à Munich, le 4 mai, si l'*Ostheer* retardait son offensive.

Kluge affirma que la 9e armée était incapable de reprendre l'offensive, ayant déjà perdu plus de 20 000 hommes. En outre, il était obligé d'en retirer des unités rapides pour colmater les brèches profondes ouvertes sur le front de la 2e armée de Panzer dans le saillant d'Orel. Pour ces seules raisons, l'armée de Model devait interrompre son attaque en direction de Koursk et n'était pas en mesure de la reprendre.

Pour sa part, Manstein était partisan d'une poursuite de l'opération « Citadelle ». La bataille, argua-t-il à Hitler, avait atteint son « point culminant » et décisif. Considérant avoir détruit la presque totalité des réserves soviétiques, fait 24 000 prisonniers, détruit ou capturé 1 800 chars, 267 pièces d'artillerie et 1 080 canons antichars, il estimait que la victoire était à sa portée. Selon lui, la 9e armée pouvait, à tout le moins, fixer les forces ennemies lui faisant face et reprendre éventuellement l'attaque par la suite, pendant que la 4e armée de Panzer essaierait de battre décisivement celles, déjà fortement éprouvées, qui lui faisaient face. Aussitôt après, elle obliquerait vers le nord, franchirait le Psel, à l'est d'Obojan, puis se retournerait vers l'ouest pour contraindre les unités ennemies restées dans le saillant de Koursk à livrer une bataille à fronts renversés. Mais, pour cela, ajouta-t-il, il fallait adjoindre le plus rapidement possible le 24e corps blindé au détachement d'armée Kempf pour lui permettre de couvrir offensivement cette opération vers le nord et l'est. Si la 9e armée n'était plus en mesure d'intervenir, même après le rétablissement de la situation dans le saillant d'Orel, il fallait néanmoins essayer d'éliminer les forces ennemies contre lesquelles les troupes de Hoth et de Kempf étaient alors engagées. Sinon, assura-t-il, les Allemands pouvaient s'attendre à des crises dans le bassin du Donets et aussi dans le secteur de la bataille de Koursk.

Kluge tenant pour exclue une reprise de l'offensive par l'armée de Model et demandant même un repli de celle-ci sur ses positions de départ, le Führer mit une fin prématurée à l'opération « Citadelle » pour tenir compte des nouvelles nécessités nées sur le théâtre méditerranéen. Il refusa à Manstein la libre disposition du 24e corps blindé à cause de la menace qui planait sur le front du Donets, mais autorisa la poursuite de l'effort de ses armées pour battre les forces qu'elles avaient devant elles, afin de créer la possibilité de retirer des unités engagées dans l'opération « Citadelle »[486].

La reprise de l'offensive dans le secteur sud du saillant de Koursk ne devait toutefois pas se réaliser. Le 17 juillet, deux nouvelles décisions

mirent fin définitivement à l'opération. L'OKH retira deux divisions blindées à la 4e armée de Panzer pour les envoyer dans le saillant d'Orel. En même temps, il ordonna à Hoth de remettre le corps blindé de son armée à sa disposition afin de pouvoir l'employer en Italie. Devant cet affaiblissement de ses moyens, Manstein fut contraint d'abandonner ses intentions offensives, de rompre le combat, d'évacuer le terrain péniblement conquis et de replier ses armées sur leurs lignes de départ.

Le résultat de la bataille de Koursk fut une indiscutable victoire défensive pour l'Armée rouge. En une semaine et demie d'affrontements, plus de 40 000 Allemands avaient été mis hors de combat. Dans les rangs des deux armées commandées par Manstein, les pertes étaient de 20 720 hommes dont 3 330 morts. Du côté de l'Union soviétique, le nombre des prisonniers s'élevait à 34 000, celui des morts à 17 000, de sorte qu'en comptant le double de blessés l'ennemi avait dû perdre environ 85 000 hommes[487].

Manstein et sa part de responsabilité dans l'échec de la bataille de Koursk

La bataille voulue par Zeitzler, Manstein, Kluge et Model avait conduit à un échec militaire coûteux. Ces généraux avaient manifestement péché par excès de confiance et avaient sous-estimé la puissance de l'adversaire. Malgré les risques que faisait courir un report d'environ deux mois de l'offensive, ils étaient demeurés favorables à son déclenchement. Ils avaient même persuadé le Führer qu'ils ne pouvaient attendre indéfiniment une offensive soviétique qui n'interviendrait peut-être qu'en hiver ou après l'ouverture d'un second front en Europe. Dans ses Mémoires, Manstein cherche à atténuer sa responsabilité : « Les Russes ayant attendu jusqu'au milieu de juillet pour passer à l'offensive, notre idée de prendre l'initiative ne fut en tout cas pas erronée[488]. »

Il n'en demeure pas moins que l'offensive allemande s'est soldée par un échec patent. Si Manstein, Kluge, Zeitzler et Model avaient pris, en juin, la décision d'annuler l'opération « Citadelle », la Wehrmacht aurait pu préserver sur le front de l'Est l'essentiel des forces qu'elle venait à peine de remettre en état. Tout en conservant l'initiative face à l'Armée rouge, une partie importante des unités engagées dans l'offensive contre le saillant de

Koursk serait alors devenue disponible pour intervenir sur d'autres fronts ou théâtres des opérations. Mais, en perdant la bataille dans laquelle elle avait jeté le gros de ses formations blindées, pourtant laborieusement reconstituées, l'initiative passa définitivement dans le camp ennemi. Dorénavant, il ne pouvait plus être question d'une solution politique à l'Est, telle que l'avait cherchée Manstein. La défaite à Koursk avait, en effet, enterré la dernière chance d'une paix de compromis sur ce front[489].

C'est donc à juste titre que le Führer rejeta l'essentiel du blâme de la défaite sur ses généraux : « C'est la dernière fois que j'écoute les conseils de mon état-major général », déclara-t-il à ses collaborateurs après l'entrevue avec Manstein et Kluge qu'il avait convoqués, le 13 juillet, pour leur ordonner de mettre fin à l'opération[490]. Par le terme « état-major général », il ne visait évidemment pas seulement Zeitzler, mais aussi Manstein, Kluge et Model, les partisans d'aller de l'avant coûte que coûte, peu importe le retard.

L'échec de l'opération « Citadelle » était imputable à plusieurs raisons, dont la principale était qu'elle ne put créer un effet de surprise. Aucun camouflage ne pouvait tromper l'ennemi pendant si longtemps. En outre, en retardant le déclenchement de l'offensive de la mi-mai jusqu'au début de juillet, les Allemands permirent aux Russes d'accumuler des forces et des réserves à l'intérieur du saillant de Koursk, ainsi que d'y bâtir en profondeur une série de lignes fortifiées. Du même coup, ils perdirent l'occasion de libérer à temps des réserves opérationnelles pour les redéployer en Europe méditerranéenne afin d'y repousser un débarquement des Alliés.

Le résultat aurait-il été différent si l'offensive s'était produite en mai, comme l'avaient souhaité initialement Manstein et Kluge ? C'est du moins ce que soutint Manstein après la guerre : « En exécutant "Citadelle" à la fin mai ou, au plus tard, au début de juin, on avait la certitude qu'elle ne coïnciderait pas avec un débarquement des Occidentaux sur le continent, et on aurait frappé avant que l'ennemi eût le temps de reconstituer ses forces. Même en renonçant à augmenter le nombre de nos chars, nous aurions disposé d'une supériorité capable d'assurer la victoire. L'échec de "Citadelle" est donc imputable au fait que le commandement allemand essaya d'échapper à un risque qu'il aurait dû accepter pour garantir le succès de cette dernière de nos grandes opérations offensives sur le front oriental. »

De même, il prétendit que quelques divisions de plus auraient suffi pour assurer le succès de la 9e armée, faciliter les premiers combats de rupture du groupe d'armées sud et accélérer la décision. Il aurait également suffi, ajouta-t-il, de renforcer le front de la 2e armée de Panzer pour que l'ennemi ne pût y remporter un succès rapide pour menacer la 9e armée sur ses arrières. Selon lui, l'OKH aurait pu se procurer ces forces supplémentaires sur les théâtres d'opérations de l'OKW, mais en acceptant des risques considérables en Norvège, en France, dans les Balkans et en évacuant à temps l'Afrique du Nord, dont le ravitaillement ne pouvait plus être assuré[491].

Cependant, rien ne permet de confirmer ces propos. En mai, les défenses des Russes étaient sans aucun doute plus faibles, leurs préparatifs moins avancés. Mais, à cette date, le groupe d'armées sud, par exemple, ne disposait que d'environ 850 blindés et canons d'assaut contre 1 500 deux mois plus tard, et il est certain que ce furent les nouveaux chars qui, en dépit de leurs insuffisances, permirent d'enfoncer localement les positions soviétiques. Une victoire allemande au printemps n'avait rien d'assuré. Rien n'empêchait le haut commandement de l'Armée rouge d'adopter une action retardatrice qui aurait quand même usé les forces blindées allemandes et conduit à un simple raccourcissement du front[492].

En outre, Manstein exagérait quand il affirmait que Hitler interrompit la lutte prématurément, au seuil de la victoire décisive, et que s'il l'avait autorisé à engager le 24e corps blindé dans la bataille, un succès décisif aurait pu être obtenu, tout au moins sur son front[493]. Pourtant, la contre-offensive des Russes sur le front de la 2e armée de Panzer dans le secteur d'Orel et le débarquement des Anglo-Américains en Sicile ne laissaient aucune autre option que celle de mettre fin à l'opération « Citadelle ». Il était alors impératif de retirer des unités blindées à la 4e armée de Panzer pour les envoyer dans le saillant d'Orel et en Italie méridionale afin de parer le plus rapidement possible aux crises qui venaient de surgir dans ces deux régions. De toute façon, en raison de leur faiblesse numérique, les divisions d'infanterie allemandes s'étaient révélées incapables d'assurer efficacement la protection des flancs des unités blindées. Quant à celles-ci, elles n'avaient pas été en mesure de percer décisivement les lignes de défense ennemies profondément échelonnées. Dans cette bataille frontale, ce combat du fort au fort, c'est manifestement la supériorité numérique de

l’Armée rouge en hommes et en matériel de guerre qui, en fin de compte, fut décisive sur le champ de bataille.

Après l’interruption de l’opération « Citadelle », l’initiative stratégique passa donc définitivement dans le camp des Russes. Désormais, ils pouvaient attaquer à l’endroit et au moment qui leur conviendraient en faisant jouer leur écrasante supériorité numérique. En raison de son échec, l’offensive contre le saillant de Koursk n’apporta pas aux Allemands le répit espéré, puisqu’ils n’étaient parvenus ni à encercler des forces suffisamment importantes dans la poche ni à obtenir la décision contre les réserves opérationnelles jetées par l’adversaire dans la bataille. Malgré les pertes subies, le haut commandement soviétique possédait, en effet, des réserves opérationnelles suffisantes pour lui permettre de poursuivre ses préparatifs d’offensive sur l’ensemble du front. L’attaque contre le saillant d’Orel n’était pas une simple diversion destinée à soulager le front de Koursk, mais le point de départ d’une série d’offensives ininterrompues qui allaient se poursuivre pendant tout l’été, l’automne et même l’hiver, et conduire les forces russes des plaines de l’Ukraine jusqu’aux contreforts des Carpates. Comme il fallait s’y attendre, le commandant en chef de l’Armée rouge, le maréchal Joukov, et son chef d’état-major général, le maréchal Vassilevski, poursuivirent au cours de cette période l’objectif qui leur avait échappé à l’hiver 1942-1943 : la destruction de l’aile méridionale du front allemand. Le feld-maréchal Manstein allait cependant déjouer cette intention de l’ennemi, grâce à une retraite magistralement orchestrée, l’un des plus beaux faits d’armes de sa carrière, et retarder, par le fait même, l’issue de la guerre.

15
MANSTEIN ET LA RÉSISTANCE MILITAIRE À HITLER

La capitulation de la 6e armée à Stalingrad eut pour résultat de relancer la conjuration contre Hitler et le régime national-socialiste. Le feld-maréchal Manstein refusa de prendre part, de quelque manière que ce soit, à la conspiration du colonel Claus Graf Schenk von Stauffenberg, qui mena au putsch raté du 20 juillet 1944. Étant donné que, des 3 500 généraux et amiraux qui constituaient les rangs de la Wehrmacht au soir du 20 juillet 1944, 5 seulement avaient appuyé énergiquement Stauffenberg dans son attentat contre le chef de l'État allemand et que 15 seulement avaient sympathisé de près ou de loin avec lui, alors on peut avancer que l'attitude du feld-maréchal Manstein à l'égard de la résistance militaire à Hitler fut la règle et non l'exception[494]. Manifestement, à l'instar de la quasi-totalité des officiers de haut rang, il était resté conséquent et loyal à l'alliance qui liait l'armée au régime, d'autant que le serment de fidélité que ses camarades officiers et lui-même avaient dû prêter à Hitler, à l'été 1934, était une forme de soumission choisie délibérément et suggérée au Führer par les chefs de la Wehrmacht. D'ailleurs, ceux qui, comme le feld-maréchal Manstein, s'étaient investis et engagés au sein d'un régime criminel et avaient brûlé leurs vaisseaux avec lui jugèrent peut-être qu'il était davantage dans leur intérêt de rester liés au Führer. En refusant de rejoindre la conjuration, ils se portaient cependant garants du régime nazi et de ses crimes.

L’attitude de Manstein à l’égard de la conspiration : la règle et non l’exception

Dans une lettre publiée, le 10 janvier 1988, dans le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Rüdiger von Manstein, le fils du feld-maréchal, présenta de façon succincte les cinq arguments de son père contre un coup d’État : 1. afin de sortir de l’impasse militaire, il fallait arracher sur le front de l’Est un constat de match nul, c’est-à-dire parvenir à une paix de compromis avec l’Union soviétique. Pour cela, il était essentiel que la direction politique ne fît preuve d’aucune faiblesse ni d’aucune division ; 2. un coup d’État, dans la situation militaire précaire de 1943, aurait conduit à un effondrement à court terme ; 3. Hitler demeurait le seul homme qui jouissait de la confiance du peuple et des soldats, d’autant plus qu’ils croyaient en lui ; 4. un dirigeant militaire responsable ne pouvait pas exiger, pendant des années, de ses soldats un maximum d’implication et de sacrifices, pour ensuite précipiter la défaite de sa propre main ; 5. un coup d’État n’aurait rien changé aux exigences des Alliés occidentaux, qui réclamaient la capitulation sans condition[495].

Le premier argument de Manstein est valable dans la mesure où la Wehrmacht ne pouvait plus espérer remporter une victoire militaire décisive sur le front de l’Est. Seule une solution politique avec l’URSS pouvait permettre au Reich de se sortir d’une impasse militaire dans laquelle il était inexorablement condamné à la défaite à plus ou moins longue échéance, du fait de l’écrasante supériorité de l’Armée rouge en matière d’effectifs et d’armements. Cependant, Manstein ne semble pas avoir réalisé que le principal obstacle à une telle paix de compromis était bel et bien Hitler lui-même, un partisan de la guerre menée jusqu’au bout, dont l’issue ne pouvait être – selon les propres termes du dictateur nazi – que la victoire totale ou la destruction complète de l’Allemagne. En s’opposant à l’idée d’un coup d’État, Manstein ne pouvait ainsi contribuer qu’à éloigner davantage la perspective d’une paix de compromis.

De plus, l’occasion d’arracher un match nul à l’Est ne s’était présentée qu’au cours du printemps 1943. La contre-attaque victorieuse de Manstein dans le secteur de Kharkov avait alors permis à la Wehrmacht de rétablir et de stabiliser l’aile méridionale du front oriental menacée d’un effondrement

complet, consécutivement à la catastrophe militaire de Stalingrad. À la suite de l'échec de la bataille de Koursk à l'été 1943, il ne pouvait plus être question d'un match nul, mais seulement d'une paix de compromis qui serait favorable à l'ennemi, car l'armée allemande n'était alors plus en mesure de lancer de nouvelles offensives sur le front de l'Est, et ce, pour le reste de la guerre.

Or, à l'été 1943, après la contre-attaque de l'Armée rouge dans le secteur de Koursk et le débarquement anglo-américain en Sicile, Manstein s'obstinait encore à croire en la possibilité d'une solution nulle, non seulement sur le front oriental, mais aussi sur le théâtre méditerranéen. Dans ses Mémoires, le lieutenant Stahlberg, aide de camp du feld-maréchal, rapporte une conversation qu'ils eurent tous les deux à ce sujet, au printemps 1943 : « Je considérais l'idée d'un match nul plutôt irréaliste. [...] Si je comprenais correctement [...], commençais-je, il assumait que Hitler serait placé dans une situation où il pourrait s'asseoir à une table avec Staline, Churchill et Roosevelt pour négocier un grand compromis. Manstein inclina la tête en signe d'approbation. De façon simplifiée, c'était son opinion. Je répondis que c'était une illusion. On devait prendre en considération que dans les rassemblements publics du parti diffusés à la radio, Hitler avait qualifié Winston Churchill de "Whisky-pochard" et le président des États-Unis de "paralytique". Ne serait-ce que pour cela, Hitler avait irrévocablement anéanti toutes les possibilités de dialogue politique. De plus, avant même le début de la guerre, Hitler avait violé des traités qu'il avait lui-même conclus seulement quelque temps auparavant. Pour cette raison, il n'était plus qualifié, à mes yeux, pour négocier, et encore moins pour conclure un traité. Et, finalement, dans les territoires que nous occupions, des actes avaient été commis du côté allemand, depuis le début de la guerre, qui n'étaient pas compatibles avec le droit international. »

Après qu'il lui eut présenté son opinion, Manstein tenta de défendre son point de vue, notamment en avançant une fois de plus sa conception très étroite du rôle du soldat : « Manstein me laissa parler sans me contredire. Mais, lorsque je fis une pause, il déclara que j'avais tort, bien qu'il ne contestât pas mes arguments. En politique, de tels arguments étaient insignifiants en dernière analyse. Et, par-dessus tout, ce n'était pas la tâche des soldats d'argumenter à propos de la moralité politique. L'Allemagne détenait encore plusieurs bons atouts qui n'avaient pas encore été joués. Par exemple, pas un seul soldat allié n'avait débarqué jusqu'ici sur le continent

européen. Certes, il envisageait maintenant que les Américains et les Britanniques débarqueraient, dans un avenir prévisible, en Italie, dans les Balkans ou sur la côte atlantique. À ce moment-là, nous, les Allemands, pourrions, si nécessaire, nous replier dans les Alpes, qui pourraient être défendues avec des forces très limitées. Nous disposions encore de réserves insoupçonnées. Mais les réserves n'étaient utiles que si elles étaient utilisées au bon endroit et que les plans stratégiques étaient développés au bon moment. [...] Il serait à l'avantage de Hitler de laisser la planification et les opérations à lui, Manstein. C'est seulement si les choses se déroulaient aussi misérablement que cela avait été le cas récemment que la situation pourrait devenir un jour critique. Mais nous n'avions pas encore atteint ce point[496]. »

L'argumentation de Manstein était extrêmement naïve. Comment pouvait-il croire en la possibilité d'une paix de compromis à un moment où l'*Ostheer* battait en retraite devant l'Armée rouge après la défaite subie à Koursk, et lorsque les troupes anglo-américaines débarquaient dans le sud de l'Italie après avoir vaincu l'*Afrika Korps*, alors que Churchill avait refusé de négocier avec Hitler à l'été 1940, à une époque où la puissance militaire du Reich paraissait invincible à la suite de sa victoire sur la France et où l'Angleterre se retrouvait isolée plus que jamais ? Gardant cette illusion, il allait continuer à croire en la possibilité d'arracher un match nul, puis une paix de compromis, même après l'été 1944, c'est-à-dire après le succès de l'invasion alliée en Normandie en juin 1944, la débâcle du groupe d'armées centre sur le front de l'Est en juillet 1944, et le coup d'État contre Hitler le 20 juillet 1944[497].

Pour juger du deuxième argument de Manstein, il est tout à fait possible qu'un putsch couronné de succès, dans la situation militaire difficile de 1943, ait pu provoquer un effondrement du front. Toutefois, à ce moment-là, la guerre était déjà irrévocablement perdue pour la Wehrmacht et sa poursuite ne pouvait entraîner pour l'Allemagne que davantage de pertes en vies humaines et de destructions de villes. Les chiffres suivants sur les militaires et les civils allemands tués avant et après le 20 juillet 1944 démontrent bien l'aberration d'une lutte menée jusqu'au bout. Du 1er septembre 1939 au 20 juillet 1944, 2 335 000 militaires et 500 000 civils perdirent la vie, pour un total de 2 835 000 personnes, soit une moyenne de 1 588 morts par jour. Du 20 juillet 1944 au 6 mai 1945, 1 976 000 militaires et 2 850 000 civils moururent, pour un total de 4 826 000 personnes, soit

une moyenne de 16 641 morts par jour. Pour toute la période de la guerre, c'est-à-dire du 1er septembre 1939 au 6 mai 1945, 4 311 000 militaires et 3 350 000 civils périrent, pour un total de 7 661 000 personnes, soit une moyenne de 3 692 morts par jour. À cet égard, le quatrième argument de Manstein ne tient pas compte de la responsabilité de tout dirigeant militaire d'éviter des pertes inutiles lorsque la situation militaire est devenue sans espoir. Manifestement, le feld-maréchal semble avoir été indifférent aux pertes en vies humaines, qu'elles fussent militaires ou civiles[498].

Dans ses Mémoires, Manstein ne montre d'ailleurs aucun regret pour les centaines de milliers de soldats allemands qui tombèrent sur le champ de bataille pour une cause désespérée. Au contraire, à ses yeux, « l'élément *décisif* fut le dévouement, la bravoure, la fidélité, le sens du devoir du *soldat* allemand, ainsi que l'amour des responsabilités et le savoir des *chefs* de tout grade. Eux seuls nous ont permis de faire face à l'écrasante supériorité de nos adversaires[499] ».

Le troisième argument concernant la confiance du peuple allemand en son Führer correspond sans aucun doute à la réalité. Par contre, l'Histoire a souvent démontré que la population pouvait rapidement mettre fin à son allégeance à l'égard du chef de l'État ou du régime. Par exemple, l'annonce du renversement de Mussolini et de son régime fasciste, le 25 juillet 1943, déclencha l'euphorie dans presque toute l'Italie, lasse d'une guerre qui avait sonné le glas non seulement pour l'Allemagne hitlérienne, mais aussi pour l'Italie mussolinienne.

Enfin, le cinquième argument du feld-maréchal ne peut être plus juste. La plupart du temps, toute demande de reddition est formulée sans condition, le vainqueur dictant ses propres exigences au vaincu qui est forcé de les accepter sous la menace d'une poursuite des combats[500].

Malheureusement, dans le premier tome de son autobiographie portant sur les années de la guerre, Manstein n'aborde presque pas la question d'un changement par la force du régime national-socialiste ni celle de la tentative faite dans ce sens le 20 juillet 1944. Dans un passage, il fit ce bref commentaire : « Je me bornerai à dire que je n'ai pas cru, en ma qualité de responsable et de chef militaire, devoir envisager l'idée d'un coup d'État qui, à mon avis, aurait entraîné un rapide écroulement du front et, vraisemblablement, conduit l'Allemagne au chaos. Sans parler, bien entendu, de la question du serment ni de la légitimité et du droit de commettre un meurtre pour des raisons politiques. Ainsi que je l'ai déclaré

à mon procès : “On ne peut, en tant que chef militaire, réclamer à ses soldats, pendant des années, de sacrifier leur vie pour la victoire et amener la défaite de ses propres mains.” D’autre part, il était déjà manifeste qu’un coup d’État n’aurait rien changé à la détermination des Alliés d’exiger de l’Allemagne une capitulation sans condition. Au moment où j’exerçais mon commandement, nous n’en étions pas encore, à mon avis, au point où cette solution pouvait sembler la seule possible. » Un peu plus loin, il fait une déclaration qui abonde dans le même sens : « Mais un chef militaire ne peut démissionner de ses fonctions comme un homme politique si les affaires tournent mal ou si la ligne du gouvernement ne lui plaît pas. C’est un soldat, il doit combattre là et comme on le lui a ordonné. » Enfin, plus loin, il résume sa pensée sur cette question épineuse : « Mais je compris également que toute tentative pour obtenir par la force les changements indispensables [à une refonte du haut commandement militaire] entraînerait l’écroulement du front. La pensée que les Russes envahiraient l’Allemagne, aussi bien que la demande de reddition inconditionnelle formulée par les Anglo-Saxons, excluaient, pour moi, le recours à cette voie[501]. »

La crainte qu’un coup d’État pût entraîner le chaos en Allemagne et amener les bolcheviques à s’emparer du pouvoir à Berlin était très présente chez la plupart des généraux et feld-maréchaux de la Wehrmacht. Elle pourrait d’ailleurs expliquer le refus de la plupart d’entre eux de participer à un attentat contre Hitler. C’est du moins ce que pensait le futur colonel-général Kielmansegg, qui servit dans la branche opérationnelle de l’OKH avant d’être arrêté par la Gestapo, le 8 août 1944, puis emprisonné pour le restant de la guerre, pour complicité avec les hommes du 20 juillet. « Ils avaient peur du bolchevisme, dit-il plus tard. La réflexion de Manstein était la suivante : si nous déclenchons maintenant une guerre civile contre Hitler, alors tout s’effondrera, et nous aurons les bolcheviques à Berlin. » Manstein et la plupart de ses camarades officiers se retrouvaient confrontés à une situation dans laquelle ils pensaient qu’il n’était que deux partis possibles : le national-socialisme ou le bolchevisme ; Hitler ou Staline. Craignant qu’un attentat contre le Führer pût résulter en une guerre civile qui amènerait la « bolchevisation » de l’Allemagne, ils ne voyaient pas d’autre solution que de poursuivre la guerre sous la direction de Hitler et du régime national-socialiste[502].

Dans le second tome de ses Mémoires, Manstein fournit une autre explication pour justifier son refus de participer à une action contre Hitler :

« Les conditions pour un coup d'État auraient été [...] le soutien de l'ensemble de la Wehrmacht et l'appui de la majorité de la population. Ces deux conditions n'existèrent ni pendant les années de paix du IIIe Reich ni pendant la guerre (à l'exception peut-être des tout derniers mois). » Après la guerre, Guderian tint lui aussi des propos similaires pour expliquer sa décision de ne pas joindre les rangs de la conspiration lorsque la guerre semblait perdue : « À cette époque – le fait semble indiscutable –, la plus grande partie du peuple allemand croyait encore en Adolf Hitler et était convaincue qu'en le tuant son assassin aurait supprimé le seul homme encore capable d'amener la guerre à une conclusion favorable. » Après la fin de la guerre, Blumentritt, qui n'avait pas participé à la conspiration, estima qu'au moins « la moitié de la population civile s'était indignée que les généraux allemands eussent pris part à une tentative pour renverser Hitler et avait éprouvé une vive amertume à leur égard – et [que] l'armée manifestait le même sentiment[503] ».

En plus de cet argument, Manstein prétendit aussi que les généraux allemands avaient été empêchés de se rebeller parce que leur tradition était celle d'un « dévouement plein d'abnégation au service de l'État, du Reich et de la nation[504] ». Ils n'auraient fait alors que leur devoir en obéissant aux ordres, en vertu d'une prétendue tradition apolitique de l'armée allemande. Ce mythe d'une tradition militaire excluant l'intervention dans les questions politiques fut d'ailleurs un leitmotiv présent dans de nombreux écrits apologétiques d'après-guerre pour justifier le comportement des officiers à l'égard de Hitler et de son régime criminel. Toutefois, cet argument est inexact dans la mesure où la Reichswehr fut loin d'être apolitique, interférant plutôt fréquemment dans la politique afin de défendre ses propres intérêts. Les multiples concessions qu'elle fit à Hitler étaient, de ce fait, motivées par des calculs politiques, en vue d'exercer une plus grande influence au sein de l'État nazi. Pour obtenir le privilège d'être la seule organisation du Reich à avoir le droit de porter les armes, elle se montra prête à abandonner certains principes fondamentaux de la tradition militaire allemande. Le silence complice des dirigeants militaires sur les assassinats de Röhm, de Schleicher et de Bredow lors de la « Nuit des longs couteaux » ou leur empressement à proposer à Hitler que tous les soldats de l'armée lui prêtent un serment de fidélité en sont des exemples[505].

Enfin, Manstein avance, dans le premier tome de ses Mémoires, un autre argument pour expliquer son refus de se porter garant d'un coup

d'État : il n'aurait pas eu connaissance des atrocités commises par le régime national-socialiste : « Je me bornerai à dire – en ce qui concerne le caractère général de cette question – que, absorbé pendant des années par mes difficiles fonctions au front, je n'eus pas la possibilité de reconnaître le glissement du régime vers le pire, ni la véritable nature de Hitler, avec toute la clarté qui nous semble évidente aujourd'hui. Les rumeurs qui circulaient dans le pays ne parvenaient guère au front, et peut-être sur le nôtre encore moins qu'ailleurs. Les soucis et les préoccupations de la lutte ne nous laissaient pas de loisirs pour réfléchir aux questions générales. À cet égard, nous nous trouvions dans une situation radicalement différente de celle des soldats ou des hommes politiques séjournant dans notre patrie ou dans les pays occupés, où l'on ne se battait pas[506]. »

Bien entendu, Manstein ne pouvait pas ne pas savoir ce qui se passait véritablement à l'arrière du front, les unités spéciales de la SS ou du SD et celles de la Wehrmacht ayant le plus souvent travaillé en étroite collaboration sur le front soviétique, notamment en Crimée, un secteur des opérations qui s'était trouvé directement sous sa responsabilité. Quant à l'existence des camps d'extermination, il en avait été informé par plusieurs proches, en particulier par son aide de camp Stahlberg.

D'un point de vue militaire, on peut se demander pourquoi Manstein s'est entêté à rester à son poste aussi longtemps, en dépit du fait que Hitler repoussait la plupart des propositions qu'il avait si souvent présentées et se refusait à reconnaître les nécessités les plus inéluctables. Dans ses Mémoires, il laisse sous-entendre que, plus que la volonté d'éviter un effondrement militaire encore plus rapide, c'était le souci de ne pas abandonner ses subordonnés qui l'avait guidé : « Du point de vue personnel, j'ai eu assez souvent le désir de déposer mes fonctions. J'ai dit fréquemment au chef d'état-major général que Hitler pouvait me chercher un remplaçant quand celui-ci repoussait mes propositions ou essayait de s'ingérer dans l'exercice de mon commandement. Ce qui m'empêcha de me retirer – en plus des prières de mes collaborateurs directs – ne peut s'exprimer par la formule courante que j'ai voulu "éviter le pire". Ce fut plutôt la conviction qu'aucun autre état-major, soudé comme le nôtre par les plus dures expériences, ne serait en mesure de remplir les missions qui se présentaient dans notre secteur, le plus décisif. Mon départ aurait constitué plus qu'un changement de la personne du chef. Ce fut le sentiment que je ne pouvais abandonner des troupes qui me faisaient confiance, à moins que,

justement, la demande d'être relevé de mes fonctions ne constituât l'ultime moyen d'obtenir de Hitler une mesure assurant leur salut[507]. »

Malgré les nombreuses réserves et critiques qu'il pouvait avoir à l'égard de la conduite de la guerre par Hitler, le feld-maréchal Manstein décida de servir le IIIe Reich jusqu'à la fin. Il demeura conséquent et fidèle à l'alliance qui liait la Wehrmacht au régime national-socialiste et il ne s'en détacha partiellement qu'après la guerre. Au service du politique, il était du devoir d'un soldat de se cantonner aux questions militaires, pensait-il. Non seulement il choisit ainsi de respecter son serment de fidélité au Führer, mais il espéra, jusqu'à la fin de la guerre, que celui-ci se déciderait tôt ou tard à faire appel à ses services comme chef d'état-major général sur tous les théâtres d'opérations ou à titre de commandant en chef du front de l'Est, pour sauver l'Allemagne d'une catastrophe militaire devenue pourtant inévitable. Mais Hitler ne fut jamais disposé à réformer le haut commandement militaire et encore moins à confier la direction des opérations militaires à Manstein.

Manstein appelé à jouer le rôle de Yorck von Wartenburg ?

Depuis l'échec de l'opération « Barbarossa », les relations du Führer avec ses généraux n'avaient cessé de se détériorer. Il annulait leurs décisions, ignorait leurs avis, les traitait de couards, les forçait à exécuter des ordres qu'ils jugeaient impossibles à exécuter, et les limogeait lorsqu'ils ne le faisaient pas. Ses critiques à l'égard du corps des officiers visaient son conservatisme et son attitude pessimiste, bref son manque d'ardeur national-socialiste au combat. Évidemment, pour Hitler, l'esprit combatif national-socialiste équivalait à l'empressement à exécuter ses ordres, sans hésiter et sans penser à ce qu'il en coûtait. Néanmoins, la grande majorité des généraux continuaient d'appliquer les ordres du Führer, de mener des batailles pour lui en dépit de ses interférences continuelles et d'accepter les titres, les décorations et les cadeaux qu'il leur accordait.

Cependant, il y avait un petit nombre d'officiers, la plupart au-dessous du grade de général, qui cherchaient à débarrasser l'Allemagne de Hitler qu'ils tenaient responsable de la situation militaire catastrophique dans laquelle se retrouvait leur pays. L'un des plus importants était le colonel

Tresckow, le sous-chef d'état-major du groupe d'armées centre du feld-maréchal Kluge, qui utilisa sa position pour regrouper des officiers qui partageaient ses idées. Issu d'une vieille famille aristocratique prussienne de tradition militaire, Tresckow, comme beaucoup d'officiers qui rejoignirent la résistance, s'était d'abord montré enthousiaste pour le nouveau régime national-socialiste qui, à ses yeux, avait libéré l'Allemagne de la démocratie honnie, de la menace bolchevique et des contraintes du traité de Versailles. Dès 1930, trois ans avant la prise du pouvoir par Hitler, Tresckow révéla d'ailleurs ses convictions politiques en demandant que l'armée fût formée et éduquée dans le plus pur esprit du national-socialisme[508]. Admirateur de Hitler aussi longtemps qu'il engrangeait succès sur succès avant la guerre, puis remportait des victoires éclairs au début de celle-ci, il se transforma ensuite en opposant déterminé lorsqu'il prit conscience que sa direction des opérations militaires menait le Reich tout droit à la défaite. Il en vint même à mépriser l'état-major général de l'armée de terre pour sa plate soumission au Führer, mais il reconnaissait néanmoins que le corps des officiers demeurait le seul groupe capable de s'opposer au régime nazi.

Parmi ceux que Tresckow put faire venir au groupe d'armées centre, il y avait le capitaine Fabian von Schlabrendorff, qui devint son officier d'ordonnance, et le lieutenant-colonel Rudolf-Christoph Freiherr von Gersdorff, chef de la section de renseignements du groupe d'armées centre. Toutefois, ces officiers ne parvinrent pas à obtenir un engagement clair de Kluge. Soucieux de ménager la chèvre et le chou, le commandant en chef du groupe d'armées centre désirait ne se fermer aucune option pour pouvoir soutenir finalement la partie victorieuse : le régime ou les putschistes. S'il n'y avait rien à attendre de sa part, les membres de l'opposition conservèrent néanmoins l'illusion que le feld-maréchal était au fond de leur côté. Quant à l'espoir de voir Manstein rallier les rangs de la conspiration, il fut vite déçu.

Tresckow pensait qu'un coup d'État pourrait provoquer une réaction salutaire au sein de la Wehrmacht à condition qu'elle disposât, à une position clé, d'un chef largement respecté. Le feld-maréchal Manstein bénéficiant à coup sûr du respect nécessaire, Tresckow, dès que l'occasion s'en présenta, lui fit affecter comme aide de camp son jeune cousin, le lieutenant Stahlberg qui, jusque-là, avait œuvré au sein de la 12e division blindée sur le front de Leningrad et de la Volkhov. Celui-ci entra en

fonction, le 18 novembre 1942, trois jours avant que Manstein ne fût désigné par Hitler pour commander le nouveau groupe d'armées Don.

Si l'intelligence et les qualités militaires du feld-maréchal étaient indéniables, ses sentiments politiques étaient beaucoup plus difficiles à percer. Certes, il méprisait le feld-maréchal du Reich Göring et détestait Hitler, qu'il considérait comme un parvenu. Devant ceux en qui il avait entièrement confiance, il admettait même avoir des antécédents juifs. Il aimait également tourner Hitler en dérision : non seulement il avait l'habitude, en présence de ses plus fidèles collaborateurs, de l'appeler Effendi – ancien titre de dignitaires civil ou religieux turcs –, mais il avait aussi dressé son chien Knirps à lever la patte au commandement de « *Heil Hitler !* ». Son épouse, en revanche, était une grande admiratrice du Führer et un membre du parti nazi très impliqué. Elle dut sûrement exercer une certaine influence sur l'attitude de son mari à l'égard des conspirateurs, d'autant plus que sa confiance en Hitler dura apparemment jusqu'à la toute fin de la guerre.

Il fallut six jours de train pour traverser la campagne russe enneigée, du quartier général de la 11e armée à Vitebsk au nouveau quartier général du groupe d'armées Don à Novotcherkassk. Au cours de ce périple, Manstein et son nouvel aide de camp Stahlberg jouèrent aux échecs et au bridge, discutèrent musique, relations communes et littérature, mais n'abordèrent la politique que par allusions. Apprenant que le feld-maréchal Manstein était apparenté au défunt feld-maréchal et président du Reich Hindenburg, le lieutenant Stahlberg en profita pour lui demander, sans gêne, lequel des jeunes feld-maréchaux de cette nouvelle guerre pourrait devenir, selon lui, le « sauveur de la patrie » dans l'éventualité d'une défaite totale. « Certainement pas moi », répliqua vivement Manstein[509]. Il va sans dire que, dans son esprit, il n'était absolument pas question de perdre la guerre.

Son optimisme n'était cependant pas partagé par le colonel-général Paulus, dont la 6e armée était alors encerclée à Stalingrad. Les conspirateurs essayèrent de le gagner à leur cause, pensant qu'il devait sans doute éprouver une amère désillusion à l'égard du Führer qui avait rendu cette catastrophe possible. En fait, ils espéraient que Paulus allait se rebeller et déclencher ainsi une réaction dans toute l'armée. Pour l'inciter à agir ainsi, ils évoquaient l'attitude du général prussien Hans Graf Yorck von Wartenburg refusant à Tauroggen, le 30 décembre 1812, de continuer à combattre sous le roi de Prusse allié de Napoléon et suscitant ainsi une

vague de patriotisme dans tous les États allemands qui allait mener aux guerres de libération. Apparemment, le général Walther von Seydlitz-Kurzbach, commandant en chef du 51e corps d'armée qui se trouvait encerclé à Stalingrad, en fit état au cours d'une conversation avec Paulus, en s'efforçant de convaincre celui-ci de tenter, malgré les ordres formels du Führer, une percée. Le colonel Herbert Selle, responsable du génie à la 6e armée, fit de même. La réponse de Paulus à Selle fut non seulement négative, mais empreinte d'un incontestable fatalisme : « Je sais, lui dit-il, que l'histoire de la guerre s'est déjà prononcée contre moi. »

De même, Paulus n'avait pas tort de refuser la comparaison entre sa situation et celle de Yorck von Wartenburg à Tauroggen. Sans moyens de communication, ce dernier pouvait prétendre parler au nom du roi de Prusse et conserver son commandement. Mais à une époque où tout quartier général était en contact permanent par radio ou par téléphone avec le commandement suprême, le désaveu et l'ordre de mettre aux arrêts le chef rebelle auraient tôt fait d'arriver. En fait, comme l'avait déjà déterminé Tresckow, le seul acteur du drame capable de jouer le rôle de Yorck von Wartenburg était Manstein. Mais il ne devait pas tarder à comprendre que celui-ci n'avait aucunement l'intention d'accepter un rôle aussi dangereux[510].

La rencontre Stauffenberg-Manstein

Appelé à devenir le chef de file de la conspiration contre Hitler, Stauffenberg était un officier d'état-major issu d'une famille aristocratique de Souabe. Comme bon nombre de jeunes officiers, il avait été séduit par le national-socialisme, notamment par son insistance sur la valeur de puissantes forces armées et sur une politique extérieure d'opposition au traité de Versailles. En revanche, il rejetait son antisémitisme racial. Toutefois, lorsqu'il avait servi en Pologne, il n'avait pas caché son mépris pour les Polonais et avait approuvé la colonisation du pays, tout en s'enthousiasmant pour la victoire du IIIe Reich. Il s'était réjoui encore davantage après les succès stupéfiants de la campagne de France et ceux des premiers mois de l'opération « Barbarossa ». Mais, lorsqu'il se rendit compte que la guerre ne pouvait plus déboucher que sur une catastrophe, il se convainquit qu'il fallait agir avant qu'il ne fût trop tard.

Le 26 janvier 1943, quelques jours avant la capitulation de la 6e armée à Stalingrad, Stauffenberg, alors major, fut envoyé par le colonel-général Zeitzler au quartier général du groupe d'armées Don à Taganrog afin d'y rencontrer le feld-maréchal Manstein. En sa qualité d'officier au sein de la section organisationnelle de l'OKH, Stauffenberg devait s'entretenir avec Manstein sur la levée d'unités de volontaires cosaques. Le feld-maréchal ne connaissait pas le major personnellement. Cependant, on lui avait annoncé sa venue, en prenant soin de lui dire qu'il était l'un des plus talentueux jeunes officiers de l'état-major général de l'armée de terre. Quant à Stauffenberg, cette rencontre avec le commandant en chef des armées du groupe Don était une occasion en or pour le convaincre de rejoindre les rangs de la conspiration.

La discussion allait se dérouler en privé dans le bureau de Manstein. Son aide de camp, le lieutenant Stahlberg, y conduisit Stauffenberg et retourna aussitôt dans l'antichambre, là où se trouvait son propre bureau, en laissant entr'ouverte la porte qui communiquait avec le bureau du feld-maréchal, ce qui lui permit de rapporter l'essentiel de la conversation dans son autobiographie. Le fait n'avait cependant rien d'inhabituel, l'essentiel de sa tâche étant d'écouter et de noter les propos qu'il considérait importants. Malheureusement, Manstein n'a pas cru bon, en revanche, de relater dans ses Mémoires cette conversation de quelque quarante-cinq minutes avec Stauffenberg.

Après avoir terminé son exposé sur la levée d'unités de volontaires cosaques et abordé brièvement la situation militaire du groupe d'armées Don, avec la 6e armée encerclée à Stalingrad, et du groupe d'armées A, qui n'avait toujours pas complété son retrait du Caucase, Stauffenberg demanda l'autorisation de poursuivre la conversation, ce à quoi Manstein consentit. Le major continua en affirmant qu'il ne pouvait pas accepter que la 6e armée fût la victime de rien d'autre que de grossières erreurs stratégiques. En fait, à ses yeux, toute la campagne de Russie n'avait été qu'une série d'erreurs. Le feld-maréchal fut d'accord, en insistant sur le fait que l'offensive contre la Russie avait été effectivement une erreur depuis le début. Si on lui avait demandé de concevoir un plan d'opérations avant le déclenchement de l'attaque contre l'URSS, dit Manstein, il aurait été très différent de celui de l'OKH. Mais, ajouta-t-il, ce n'était pas le moment de discuter de ce qu'aurait été son propre plan pour une campagne à l'Est,

sinon pour dire qu'il n'aurait pas entraîné cette dispersion constante des forces allemandes.

« On doit apprendre à traiter avec les faits tels qu'ils sont, dans le cas actuel avec le fait que la 6e armée à Stalingrad est perdue », reprit Stauffenberg. Ce dernier poursuivit en mentionnant qu'il ne pouvait guère se résigner à l'idée que des centaines de milliers de soldats allemands avaient été sacrifiés pour une bataille dont l'objet était inutile. La conversation entra alors dans une phase très tendue. Manstein expliqua à Stauffenberg que le devoir d'un officier en temps de guerre était aussi d'accepter de perdre une bataille, avant d'ajouter : « Nommez-moi une guerre victorieuse dans l'histoire militaire au cours de laquelle au moins une bataille n'a pas été perdue ? » La réplique du major ne se fit guère attendre : « Cela ne me convainc pas. Jusqu'à maintenant, *Herr* feld-maréchal, nous sommes d'accord que la campagne de Russie [...] n'a été qu'une série d'erreurs du début jusqu'à la fin. Qui peut garantir que le même scénario ne se reproduira pas à l'avenir ? Depuis l'échec de notre offensive à l'automne 1941, nous sommes passés d'une crise à une autre ; plusieurs fois nos armées se sont trouvées au bord de l'effondrement. Et, maintenant, dans le sud de la Russie, je crois que nous devons uniquement à l'incroyable talent d'un certain feld-maréchal von Manstein le fait que le front ne se soit pas complètement effondré. »

À vrai dire, Stauffenberg ne partageait pas l'opinion de Manstein selon laquelle Stalingrad n'était, en fait, qu'une bataille perdue. Selon lui, Stalingrad pouvait se révéler le commencement de la fin d'une guerre perdue, à moins de se décider à remédier à la cause de toutes les erreurs. Or, celles-ci étaient avant tout l'œuvre du commandement suprême. Son interlocuteur acquiesça et souligna que des changements étaient nécessaires dans la structure du haut commandement militaire de l'armée de terre, et même de la Wehrmacht. D'après lui, il fallait un commandant en chef militairement qualifié pour assumer la direction des opérations sur le front de l'Est et, pour favoriser ce changement, il allait faire tout son possible. Peu satisfait de cette réponse, Stauffenberg rétorqua qu'il était peu probable que le Führer décidât de renoncer à son commandement militaire. Il s'empressa ensuite d'ajouter ces mots : « *Herr* feld-maréchal, vous êtes celui qui est prédestiné, par son talent et son rang, à prendre le commandement militaire. » Compte tenu que c'était effectivement la

fonction à laquelle il aspirait depuis fort longtemps, Manstein fut probablement flatté par cette affirmation.

D'une manière ou d'une autre, poursuivit le major, il fallait forcer le cours des choses dans cette direction. Toutefois, c'était un seuil que le feld-maréchal refusait de franchir. Il se déclara prêt à discuter de cette question du haut commandement avec le Führer dès la première occasion, mais affirma n'être aucunement disposé à prendre part, que ce fût directement ou indirectement, à une quelconque entreprise illégale. La réplique de Stauffenberg fut des plus vives : « Si personne ne prend l'initiative, tout se poursuivra comme avant, ce qui signifie que nous sombrerons éventuellement dans une catastrophe majeure. » C'est alors avec véhémence que Manstein réfuta ces propos, en alléguant que ce n'était pas ses intentions, mais plutôt celles de Stauffenberg qui allaient conduire à une catastrophe, notamment à un effondrement des fronts et à une guerre civile. « Une guerre n'est pas perdue tant et aussi longtemps qu'elle n'est pas considérée comme étant perdue », souligna-t-il. À ses yeux, il se pouvait fort bien que le Reich n'eût pas encore surmonté sa plus grande crise militaire, mais si tel était le cas, alors le Führer ne saurait tarder à le comprendre et ferait ainsi appel à une personne militairement qualifiée pour restaurer la situation. D'ici là, il fallait faire preuve de caractère et attendre.

Stauffenberg prononça alors le mot « Tauroggen ». Après une pause, Manstein vociféra avec indignation que Tauroggen n'avait absolument rien à voir avec la présente situation et le pria d'avoir l'obligeance de renoncer à mettre en avant de telles idées. Mais le major revint à la charge. Croyant que le feld-maréchal ne l'avait pas bien compris, il expliqua que son allusion à Tauroggen ne signifiait pas qu'il entendait par là un renversement des alliances avec les Russes, mais tout simplement la possibilité de créer un fait accompli. « Tauroggen implique aussi une extrême loyauté », déclara le major. La discussion devenant de plus en plus houleuse, Manstein décida d'y mettre un terme, en assurant à son interlocuteur avoir apprécié la conversation. « À quoi pourrait bien servir un état-major, demanda le feld-maréchal, si les officiers d'état-major ne pouvaient plus se parler en toute liberté ? » Puis, il lança cette citation à l'improviste : « La critique est le sel de l'obéissance. » Sur cette lancée, il demanda au major s'il connaissait l'auteur de ces paroles. « Clausewitz ? Ou le vieux Moltke peut-être ? » répondit Stauffenberg. Manstein sourit et affirma ne pas le savoir lui non plus. Et ainsi prit fin la discussion entre les deux officiers. Au dîner,

Manstein invita Stauffenberg à s'asseoir à côté de lui, mais les deux officiers n'entreprirent aucune véritable conversation[511].

La citation de Manstein était-elle venue spontanément à ses lèvres ? Peut-être avait-il voulu rassurer Stauffenberg, en lui faisant comprendre qu'il n'avait pas à craindre une dénonciation venant de sa part ? Cette conversation aurait pu lui causer de sérieux problèmes après le 20 juillet 1944. Mais, par esprit de camaraderie, il préféra mettre sous le boisseau la teneur de cette discussion et protéger ainsi celui que Zeitzler considérait comme l'un des plus doués, et peut-être même le plus talentueux de tous les jeunes officiers d'état-major qui travaillaient à ses côtés à l'OKH. À Stahlberg, qui lui demandait ses impressions sur Stauffenberg, Manstein répondit : « Il est très intelligent. Ce fut une conversation brillante et très intéressante. Mais il a essayé de me faire avaler que la guerre était perdue. Et cela, je ne l'ai pas pris. » À propos de sa rencontre avec Stauffenberg, Manstein écrivit à son épouse : « Je l'ai bien aimé. Il est agréable et intelligent. À vrai dire, il est tout simplement trop intelligent pour ces temps difficiles, car il voit les dangers [...] comme étant insurmontables. Moi aussi je les vois tous, mais je les surmonte[512]. »

Le lendemain, le 27 janvier 1943, au cours d'un entretien téléphonique, Zeitzler demanda à Manstein, une fois que leur discussion sur la situation militaire à l'aile sud du front de l'Est fut terminée, son opinion à propos de Stauffenberg. En envisageant de promouvoir la carrière de ce jeune officier talentueux, le chef d'état-major général de l'OKH entendait accorder une grande importance au point de vue de Manstein sur la personnalité de Stauffenberg. Le commandant en chef du groupe d'armées Don se déclara en accord avec le jugement de Zeitzler, affirmant même que Stauffenberg avait une « personnalité extraordinaire ». Selon lui, il n'y avait aucun doute que l'officier en question possédait toutes les qualités requises pour connaître une carrière militaire remarquable. Toutefois, il était clair, à ses yeux, que Stauffenberg avait passé beaucoup trop de temps à l'OKH, car il avait tendance à se faire du souci pour des problèmes qui ne le concernaient aucunement. De ce fait, Manstein pensait qu'il était temps de le transférer sur le front pendant une certaine période de temps. Après un silence, Zeitzler répondit : « Très bien *Herr* feld-maréchal, je vais y penser. »

Quelques jours plus tard, soit le 7 février 1943, le major Stauffenberg quittait l'OKH pour l'*Afrika Korps* du feld-maréchal Rommel. Affecté à la 10e division blindée, il devait occuper les fonctions de sous-chef d'état-

major. Puisque l'affectation temporaire d'un jeune officier d'état-major à une formation combattant au front était une décision qui était prise régulièrement, il se peut que celle de Stauffenberg ait été prévue depuis quelque temps. Il n'en demeure pas moins que Manstein recommanda à Zeitzler le transfert de Stauffenberg le 27 janvier 1943, c'est-à-dire onze jours avant qu'il se produisît[513].

De sa rencontre avec Manstein, Stauffenberg sortit manifestement extrêmement déçu et défait. À ses yeux, il était devenu clair que la résistance ne pourrait pas compter sur l'appui du plus doué des feld-maréchaux de la Wehrmacht. À sa femme, il écrivit : « La réponse de Manstein n'a pas été celle d'un feld-maréchal. » Plus tard, il affirma même à un proche que Manstein aurait menacé de le faire arrêter sur-le-champ s'il ne renonçait pas immédiatement à l'idée de commettre un attentat contre Hitler. « Si vous n'arrêtez pas tout de suite avec ces choses, je vous fais arrêter », lui aurait déclaré Manstein. Cependant, une telle affirmation paraît invraisemblable, ne serait-ce qu'en raison des propos amicaux de Manstein à l'endroit de Stauffenberg à la fin de leur conversation, puis de l'invitation qu'il lui fit de venir dîner à ses côtés. En fait, la version d'après-guerre de Manstein à ce sujet semble beaucoup plus plausible : « Que j'aie menacé Stauffenberg de le faire arrêter est totalement inexact. Je me suis efforcé d'aider ce jeune camarade d'une grande valeur en écoutant ses soucis légitimes. Tout au plus, il serait possible que je lui aie conseillé, dans son intérêt, de faire preuve de prudence dans ses propos, car il y avait probablement peu de commandants en chef qui se montreraient, comme moi, disposés à entendre ses critiques à l'endroit du Führer[514]. »

À l'encontre de la position de Manstein, la tradition militaire prussienne relative au concept de la loyauté ne devait pas, selon Stauffenberg, se réduire à une simple obéissance inconditionnelle. Ce dernier considérait, en fait, que la désobéissance pouvait révéler un sens du devoir tout à fait honorable si elle se produisait dans l'intention de servir l'intérêt commun. En ce sens, son allusion à l'insubordination du général prussien Yorck von Wartenburg était tout à fait appropriée. Si, à première vue, l'insubordination de celui-ci à Tauroggen, le 30 décembre 1812, pouvait apparaître comme un acte illégitime, elle n'en constituait pas moins une forme de loyauté au sens profond du terme ; Yorck von Wartenburg avait placé l'impératif de libérer le peuple allemand du joug napoléonien au-dessus de l'obligation de fidélité à l'égard du roi de Prusse. Par conséquent, le concept de l'obéissance

absolue dans la tradition militaire prussienne dont Manstein et plusieurs autres généraux haut gradés de la Wehrmacht se revendiquaient pour justifier leur refus de participer à un coup d'État contre Hitler n'était, pour ainsi dire, rien de moins qu'une perversion du « prussianisme[515] ».

La rencontre Tresckow-Manstein

Quelque temps après l'épisode du major Stauffenberg, le colonel Tresckow rendit visite à son tour au feld-maréchal Manstein qui, en raison de la retraite de son groupe d'armées, avait transféré son quartier général de Taganrog à Donetsk, le 29 janvier 1943. En sa qualité de sous-chef d'état-major du feld-maréchal Kluge, Tresckow téléphonait régulièrement au quartier général de Manstein, en considération de la nécessité de coordonner les opérations militaires des groupes d'armées centre et Don. C'est Stahlberg qui, à titre d'officier d'ordonnance de Manstein, était le premier à prendre les appels, ce qui lui donnait parfois l'occasion de discuter avec son ami Tresckow. Un soir, au cours d'une conversation avec ce dernier, Stahlberg l'informa de la promotion prochaine du général Schulz à la tête d'une unité sur le front et de la possibilité de voir le colonel Busse, le sous-chef d'état-major, lui succéder. Son interlocuteur lui laissa aussitôt savoir qu'il allait essayer d'obtenir le poste de chef d'état-major du groupe d'armées Don, puisque aucune décision officielle n'avait encore été prise à ce sujet.

Une telle affectation aurait été logique dans la carrière de Tresckow, compte tenu qu'il avait déjà travaillé près de Manstein – en tant que chef du bureau des opérations pendant que ce dernier était chef d'état-major – au sein du groupe d'armées de Rundstedt, à l'automne 1939 et à l'hiver 1940. De leur collaboration fructueuse avait résulté, entre autres, le fameux plan d'opérations de la campagne de France. D'ailleurs, c'est aux liens d'amitié de Tresckow avec Schmundt, le principal officier d'ordonnance du Führer, que Manstein devait sa rencontre fatidique avec celui-ci, à la mi-février 1940, au cours de laquelle il avait pu lui présenter son plan « coup de faucille ». Par la suite, lorsque Manstein était devenu commandant en chef, d'abord d'un corps blindé, puis d'une armée, il avait demandé Tresckow comme chef d'état-major. On le lui avait refusé, chaque fois, sous le prétexte, pour le moins curieux, qu'il « n'avait pas besoin d'un chef d'état-major aussi intelligent ». Apparemment, Manstein aurait fait part à

maintes reprises à Stahlberg de l'excellente relation de travail qu'il avait développée avec son cousin[516]. Tout compte fait, entre Manstein et Tresckow, il existait une amitié et une camaraderie, ainsi qu'un respect réciproque, qui dataient de plusieurs années.

Dès le lendemain de sa conversation avec Stahlberg, Tresckow s'envola de Smolensk pour Donetsk afin d'y rencontrer Manstein. La discussion entre les deux hommes ayant eu lieu derrière une porte fermée, Stahlberg ne put entendre la teneur des propos. Mais lorsqu'il dut pénétrer dans la pièce, à deux reprises, pour mettre à jour la carte des opérations, il trouva, à chacune de ces occasions, Manstein dans un état d'agitation qu'il n'avait jamais vu auparavant, pendant que Tresckow avait des larmes de désespoir dans les yeux. Il eut alors l'impression que la conversation faisait suite à celle avec Stauffenberg à Taganrog, mais que cette fois-ci elle se déroulait de manière beaucoup plus orageuse[517].

Il est regrettable que Manstein n'ait pas cru bon de rapporter cette conversation dans ses Mémoires. Cependant, dans une lettre explicative d'après-guerre, il contesta avoir discuté de questions politiques avec Tresckow lors de cette rencontre[518]. Que ce dernier n'ait pas fait allusion à ses intentions de renverser Hitler est très douteux, d'autant qu'il avait placé Stahlberg, quelques mois auparavant, dans l'état-major du feld-maréchal justement pour des motifs politiques.

D'ailleurs, quelque temps après sa conversation avec Manstein, Tresckow devait révéler à Stahlberg que le feld-maréchal avait refusé de le prendre comme chef d'état-major en raison de ses idées qu'il considérait trop consternantes. Ainsi, pour des motifs essentiellement politiques, Manstein aurait préféré accorder le poste à Busse. Certes, à l'instar de Tresckow, Busse était reconnu comme un officier énergique et capable qui possédait un talent le plaçant au-dessus de la plupart des officiers d'état-major de l'armée allemande. Mais à la différence du colonel, qui comptait parmi les opposants les plus critiques à l'égard du régime nazi, le nouveau chef d'état-major du groupe d'armées Don apparaissait comme un soldat apolitique, à une époque ou le terme « apolitique » signifiait tout simplement une obéissance absolue envers l'autorité légale. Non seulement Manstein était accoutumé à la présence de Busse à ses côtés, mais il était certain que celui-ci ne lui poserait aucun problème, contrairement à Tresckow qui, à cause de son implication dans la résistance, aurait pu s'avérer un collègue fort peu accommodant. Qui plus est, Busse était le

beau-frère du général Wilhelm Burgdorf, l'un des aides de camp de Hitler. Le premier avait, en effet, épousé la sœur de la femme du second. Généralement reconnu comme un national-socialiste engagé, Burgdorf se montrait toujours prêt à s'exécuter pour le régime avec la meilleure grâce du monde[519]. Par conséquent, Busse devenait un choix logique pour Manstein, soucieux de démontrer sa loyauté envers le Führer et de ne pas laisser croire qu'il avait pu être tenté de se ranger du côté des conspirateurs, dans l'éventualité où ceux-ci seraient arrêtés par la Gestapo, puis forcés de dévoiler toutes leurs activités ainsi que les personnes avec lesquelles ils étaient entrés en contact.

Dans ses Mémoires, Manstein se défend de ne pas avoir choisi Tresckow comme chef d'état-major pour des raisons autres que militaires : « Au printemps 1943, quand j'étais le chef d'un groupe d'armées, on me l'a offert, mais je ne pouvais alors me séparer du général Busse qui collaborait depuis longtemps avec moi [...]. On a alors répandu le bruit que je ne voulais pas de Tresckow parce qu'il n'était pas un bon national-socialiste. Quiconque me connaît sait que je n'ai jamais choisi mes collaborateurs d'après semblable considération[520]. » Pourtant, dans une lettre adressée à son épouse, Manstein présenta une tout autre explication : « Tresckow n'a pas pu reprendre l'avion hier et il est resté ici jusqu'en soirée. On peut toujours agréablement discuter avec lui. Par le passé, j'ai pensé à quelques reprises à le prendre comme chef [d'état-major]. Mais, maintenant, je ne crois pas que cela serait un choix judicieux. Même si je l'apprécie beaucoup et qu'il est [...] intelligent [...], il voit les difficultés et les dangers de manière beaucoup trop sévère et négative. Je les vois tous moi-même, mais je peux passer par-dessus. On a besoin de quelqu'un qui voit aussi tout cela clairement, mais qui ne perd pas pour autant son optimisme, car sinon il pourrait devenir un fardeau[521]. »

Schlabrendorff soutient, dans ses Mémoires, que Manstein a confié à Schmundt, le principal officier d'ordonnance du Führer, avoir refusé Tresckow en raison de ses opinions négatives à l'égard du national-socialisme[522]. Cette affirmation, qui a été contestée par plusieurs auteurs, paraît effectivement invraisemblable dans la mesure où une telle dénonciation de la part de Manstein aurait pu mettre un terme à la carrière militaire de Tresckow, officier pour lequel il avait beaucoup d'estime. En fait, non seulement ce dernier poursuivit, jusqu'à sa mort, sa belle carrière d'officier d'état-major, mais il fut même promu au grade de major-général

et se vit attribuer le poste de chef d'état-major de la 2e armée sur le front de l'Est. Dans une lettre adressée à Schlabrendorff après la guerre, Manstein donna sa version des faits : « Mes relations avec Tresckow reposaient sur un profond respect mutuel et sur l'amitié, et ce, malgré de vieilles différences de caractère. J'aurais été un parfait imbécile de rejeter mon plus fidèle partisan pour une telle raison, car en dépit de son amitié avec Schmundt, elle n'aurait pas été sans conséquence pour lui[523]. » Si les propos de Manstein semblent crédibles, il est cependant douteux que Tresckow soit demeuré son plus fidèle partisan après leur rencontre au quartier général du groupe d'armées Don à Donetsk.

Malgré l'échec de sa demande, Tresckow était néanmoins parvenu à introduire auprès de Manstein, en tant que successeur à Busse au poste de sous-chef d'état-major, l'un de ses plus proches collègues et amis, et l'un des sympathisants à sa cause, le colonel Georg Schulze-Büttger. La déception de Tresckow n'en était pas moins grande. Peu de temps après, lorsque Stahlberg lui fit part de la conviction qu'avait Manstein que Hitler finirait par lui remettre le commandement suprême quand il réaliserait que c'était la seule solution pour éviter la défaite de l'Allemagne, Tresckow déclara : « C'est l'une des illusions typiques de Manstein. D'ailleurs, ce ne sera pas long avant que Manstein ne soit lui-même plus en mesure d'éviter le pire[524]. »

La rencontre Schulenburg-Manstein et la correspondance Beck-Manstein

Cet échec essuyé par Tresckow pour convaincre Manstein de se joindre à un mouvement visant à chasser Hitler du pouvoir s'ajoutait non seulement à celui de Stauffenberg, mais aussi à ceux de Fritz-Dietlof Graf von der Schulenburg et du colonel-général Beck.

Le premier des conjurés à avoir approché le feld-maréchal Manstein fut l'ex-ambassadeur à Moscou. Dès l'été 1942, Schulenburg lui rendit visite dans la presqu'île de Crimée. Pour le gagner à sa cause, il sortit de sa poche des documents qui attestaient de crimes commis par Hitler. Le commandant en chef de la 11e armée les repoussa, affirmant qu'il n'avait pas besoin d'en prendre connaissance, car il savait déjà que le Führer était un criminel. « Donc, pouvons-nous compter sur vous, *Herr* feld-maréchal ? – Non, Graf

Schulenburg. – Et pourquoi non ? – Qui me donne l'assurance de la réussite ? – Quoi ? – Ne savez-vous donc pas que c'est une question de vie ou de mort pour moi et l'armée ? » Par cette réponse, Manstein démontrait une fois de plus que sa vision du monde restait celle du soldat au service du politique et confiné, par conséquent, aux seules questions militaires[525]. Sa réponse est aussi la preuve qu'il a menti dans ses Mémoires, en écrivant par exemple qu'il n'avait pas eu « la possibilité de reconnaître le glissement du régime vers le pire, ni la véritable nature de Hitler », en raison de ses difficiles fonctions au front.

Le second à avoir essayé de convaincre le feld-maréchal de joindre les rangs de la conspiration est l'ancien chef de l'état-major général de l'armée de terre. Alors que la bataille de Stalingrad n'en était pas encore à son dénouement, Beck écrivit une lettre à Manstein dans laquelle il soulignait que la guerre était perdue et qu'il fallait absolument faire quelque chose pour éviter une catastrophe. À ses yeux, il était insensé de vouloir poursuivre la lutte. Tout ce qui comptait désormais, c'était d'assurer l'existence du Reich : « Il ne sera possible de sécuriser les frontières et de maintenir l'ordre intérieur qu'avec des troupes intactes. » Il fallait donc éviter de commettre une nouvelle fois l'erreur de 1918. Dans sa réponse adressée à son ancien mentor, Manstein répliqua qu'« une guerre n'est pas perdue tant qu'on ne la reconnaît pas soi-même comme perdue[526] ». Cet échange de lettres ne fut malheureusement pas rapporté par Manstein dans ses Mémoires. Après la guerre, le 5 février 1968, il écrivit néanmoins à l'éditeur du journal *Alte Kameraden* à propos de cet épisode. S'il confirma les propos qu'il avait tenus dans sa réponse, il nia toutefois, mais sans guère convaincre, que Beck ait fait allusion à un coup d'État dans sa lettre[527].

Les espoirs de voir Manstein rallier la cause des conjurés s'étaient presque tous envolés dès la fin de l'hiver 1943. Peu avant la capitulation de la 6e armée à Stalingrad, le lieutenant-général Bernhard Klamroth avait averti le capitaine Winrich Behr de se montrer très prudent avec Manstein sur cette question. « Lorsqu'il est tranquillement à table, lui déclara-t-il, Manstein se montre très hostile à Hitler, mais ce ne sont que de belles paroles. Si Hitler lui ordonnait de tourner à gauche ou de tourner à droite, il obéirait immédiatement. »

Les propos de Klamroth étaient tout à fait fondés. Malgré tout l'irrespect qu'il exprimait à l'égard du Führer en privé, notamment en présence des collaborateurs qui avaient sa confiance, Manstein ne voulait

aucunement risquer de compromettre sa position, sa carrière et son ambition de devenir le chef d'état-major général de la Wehrmacht ou le commandant en chef du front oriental. À maintes reprises, il justifia son attitude en soutenant qu'un attentat contre Hitler entraînerait l'effondrement immédiat du front et le chaos à l'intérieur du pays. Manifestement, il faisait partie de cette génération d'officiers dont le sentiment antibolchevique avait été forgé à tout jamais par les mutineries et les révolutions de 1918-1919.

La crainte que lui inspirait Hitler devait se manifester assez rapidement. Les discussions entre ses officiers sur les responsabilités dans la tragédie de Stalingrad l'indisposèrent tellement par leur franchise qu'il adressa à son chef d'état-major une note déclarant que « les discussions sur les responsabilités des événements récents » devaient cesser, car elles ne pouvaient « changer en rien les faits et seulement saper la confiance ». Il était aussi strictement défendu aux officiers de discuter « des causes de la destruction de la 6e armée » dans leur correspondance personnelle[528].

La rencontre Gersdorff-Manstein

Au printemps 1943, le colonel Tresckow poursuivit suffisamment ses efforts de persuasion auprès du feld-maréchal Kluge pour que celui-ci en vînt à tolérer les activités des conjurés dans son entourage immédiat. Son quartier général de Smolensk allait vite devenir le foyer majeur de la conspiration. Au fur et à mesure que la situation militaire se dégradait, le commandant en chef du groupe d'armées centre semblait davantage disposé à discuter de l'élimination du Führer et du renversement du régime. Bien qu'il hésitât toujours à s'engager activement dans la résistance, il lui donnait désormais son accord tacite. Durant l'été 1943, il entra en contact avec le colonel-général Beck et d'autres chefs de file de l'opposition, tels que Carl Goerdeler, ancien maire de Leipzig, et Johannes Popitz, ministre prussien des Finances. À l'instigation du colonel Tresckow, il essaya même de gagner le soutien de commandants militaires, notamment en envoyant le lieutenant-colonel Gersdorff auprès du feld-maréchal Manstein dans l'espoir de persuader celui-ci de se joindre à la conjuration et d'assumer les fonctions de chef d'état-major général de la Wehrmacht, c'est-à-dire des trois armes combinées – l'armée de terre, la Luftwaffe et la Kriegsmarine –, à la suite d'un coup d'État réussi.

Le 8 août 1943, Gersdorff se rendit ainsi au quartier général du groupe d'armées sud à Zaporojie afin d'y rencontrer Manstein. Il apporta dans ses poches des lettres de Goerdeler et de Popitz à ne remettre au feld-maréchal que si la discussion s'avérait fructueuse, car elles ne devaient pas mettre en danger leurs auteurs. Tresckow ayant ses contacts à Zaporojie avec le colonel Schulze-Büttger, chef du bureau des opérations, et le lieutenant Stahlberg, officier d'ordonnance de Manstein, la rencontre entre ce dernier et Gersdorff put être bien préparée. En présence du major-général Busse, chef d'état-major, Gersdorff ne devait discuter que de questions militaires. Mais Manstein n'insista pas pour que son chef d'état-major fût présent, ce qui permit à Gersdorff de lui parler franchement. Si le feld-maréchal ne relata malheureusement pas dans ses Mémoires sa conversation avec le lieutenant-colonel, celui-ci, en revanche, en rapporta l'essentiel dans son autobiographie.

D'emblée, Gersdorff déclara que le feld-maréchal Kluge se faisait beaucoup de soucis pour la poursuite de la guerre. En raison de l'antagonisme entre l'OKW et l'OKH, ainsi que du dilettantisme toujours de plus en plus patent de Hitler en tant que commandant suprême de la Wehrmacht, l'effondrement du front de l'Est n'était plus qu'une question de temps. Pour cette raison, on devait faire comprendre à Hitler qu'il conduisait l'Allemagne tout droit vers la catastrophe. Aux motifs d'inquiétude de Kluge, Manstein répondit : « Je suis totalement d'accord. Mais je ne suis pas la bonne personne pour dire cela à Hitler. Bien que ce ne soit aucunement le cas, la propagande ennemie m'a décrit comme un homme avide de s'emparer du pouvoir de Hitler. Ce dernier est donc maintenant très méfiant à mon égard. Seuls Rundstedt et Kluge peuvent se charger d'une telle mission. » Ce à quoi Gersdorff répliqua : « Peut-être que tous les feld-maréchaux devraient aller voir ensemble le Führer et brandir un pistolet en direction de sa poitrine. » Mais ces propos ne plurent guère à Manstein qui s'empressa de répondre d'un ton ferme et résolu : « Les feld-maréchaux prussiens ne se mutinent pas. »

Frondeur, le lieutenant-colonel contesta l'affirmation du feld-maréchal : « Dans l'histoire prussienne, il y a suffisamment d'exemples de généraux de haut rang qui ont agi contre les volontés et les ordres de leur roi. Je me souviens seulement de Seydlitz et de Yorck. En tout cas, les feld-maréchaux prussiens n'ont jamais été dans une position comme celle dans laquelle ils se retrouvent aujourd'hui. Des situations sans précédent requièrent des

méthodes sans précédent. Mais, nous aussi, nous ne croyons plus qu'une action commune des feld-maréchaux aurait la moindre chance de succès. Au groupe d'armées centre, nous sommes convaincus depuis longtemps que tous les moyens doivent être pris afin de sauver l'Allemagne d'une catastrophe. » Consterné par ce qu'il venait d'entendre, Manstein rétorqua prestement : « Vous voulez alors le tuer ? – Oui, *Herr* feld-maréchal, comme un chien fou ! » Cette réponse de Gersdorff fit bondir de sa chaise le feld-maréchal qui se mit alors à marcher dans son bureau d'un pas nerveux, puis cria : « Ne comptez pas sur moi ! Cela va entraîner l'effondrement de l'armée ! »

Gardant son calme, Gersdorff souligna la contradiction dans les propos de son interlocuteur : « *Herr* feld-maréchal, vous avez dit tout à l'heure que l'Allemagne s'effondrerait si rien n'était entrepris pour l'empêcher. Ce n'est pas l'armée, mais l'Allemagne et le peuple allemand qui sont les priorités. » Le feld-maréchal défendit alors sa vision des choses d'un point de vue strictement militaire : « Je suis un soldat qui est en première ligne. Vous ne connaissez pas le front autant que moi. Tous les jours, je parle avec mes vieux et jeunes soldats, et avant tout avec mes jeunes officiers. Je vois dans leurs yeux l'enthousiasme avec lequel ils parlent du Führer. Ils ne comprendraient donc pas une action contre lui. Une telle chose entraînerait certainement une guerre civile à l'intérieur de l'armée. » Le lieutenant-colonel revint aussitôt à la charge : « Moi aussi, je suis souvent au front et je parle avec de jeunes officiers. J'admets que la plupart sont toujours enthousiastes à l'égard de Hitler. Mais j'en connais aussi beaucoup d'autres qui ont un tout autre avis. J'ai la conviction avant tout que le corps des officiers et la troupe resteront derrière leurs dirigeants militaires selon le principe de l'obéissance absolue et que chaque ordre qui leur sera donné sera exécuté. Après la disparition de Hitler, il n'y aura vraisemblablement plus personne qui parlera de lui. »

Mais Manstein n'était pas du genre à se laisser convaincre aussi facilement. Fermement cantonné sur ses positions, il réaffirma son refus de prendre part à une entreprise qui, selon lui, ne pouvait qu'entraîner l'effondrement de l'armée. Constatant qu'il ne pourrait réussir à le faire changer d'avis, Gersdorff décida alors de ne pas lui remettre les lettres de Goerdeler et de Popitz. Avant de mettre un terme à leur discussion, Gersdorff fit néanmoins part de la requête de Kluge : « Le feld-maréchal von Kluge m'a chargé de vous demander si vous seriez prêt à devenir le

chef d'état-major général de la Wehrmacht après un coup d'État réussi. » Manstein s'inclina légèrement, puis déclara : « Dites au feld-maréchal von Kluge que je le remercie pour la confiance qu'il me témoigne. Le feld-maréchal von Manstein sera toujours le serviteur loyal d'un gouvernement légalement constitué[529]. »

Par cette réponse, Manstein s'en tenait à l'attitude traditionnelle selon laquelle le soldat devait se limiter exclusivement aux questions militaires. Loin de faire montre d'un quelconque caractère attentiste, il rappelait plutôt qu'il était un militaire apolitique, ayant servi loyalement chaque gouvernement légitime, du Reich bismarckien au IIIe Reich en passant par la République de Weimar, et ce, sans se laisser influencer par ses propres opinions politiques.

Cependant, même si son éducation militaire lui prescrivait d'obéir aux ordres, il ne pouvait pas ne pas se rendre compte que l'Allemagne se dirigeait tout droit vers une catastrophe militaire. Selon Beck, l'attitude de Manstein s'expliquait davantage par son caractère que par sa prétendue conviction selon laquelle tout devait être fait pour empêcher les Russes d'envahir l'Allemagne et que, dans l'éventualité d'un coup d'État, cela deviendrait encore plus difficile, sinon impossible. En fait, la manière la plus sûre d'amener les armées russes sur le territoire allemand était de prolonger la guerre. Et c'est justement ce qui se produirait si rien n'était fait pour renverser Hitler et le régime national-socialiste.

Visiblement, la discussion entre Manstein et Gersdorff révélait deux conceptions du monde totalement divergentes quant au devoir du soldat en temps de guerre. Paradoxalement, les deux se réclamaient de la tradition militaire prussienne. Pour Manstein, ce qui lui importait au plus haut point, c'était l'intégrité de l'armée et la loyauté absolue à l'égard du commandant suprême de la Wehrmacht et du chef de l'État, en l'occurrence Hitler. Quant à Gersdorff, c'était plutôt la survie de l'Allemagne et du peuple allemand qui comptait plus que toute autre chose[530].

Le Journal personnel de Manstein ne mentionne nulle part que Gersdorff lui ait parlé d'un possible attentat contre Hitler. Il aurait été, de toute évidence, très dangereux pour lui et sa famille d'y laisser une note à ce sujet. Le risque que son Journal pût un jour se retrouver entre les mains de la SS ou du SD était beaucoup trop grand. En fait, quiconque osait critiquer le commandement militaire s'exposait à des risques considérables, comme en témoigne cette remarque de Keitel : « Je laisserai fusiller les

officiers qui critiquent le Führer ou qui expriment leurs doutes sur la victoire. » Ainsi, de sa conversation avec Gersdorff, Manstein rapporta la question relative au haut commandement en prenant bien soin de peser ses mots : « Il n'y a aucun doute que la conséquence de la situation actuelle est le résultat d'erreurs du commandement. Mais on doit absolument exclure l'idée que Hitler abandonne ses fonctions de commandant en chef. En revanche, on doit convaincre le Führer de la nécessité de procéder à une réorganisation efficace du commandement. Le Führer devrait travailler avec un chef d'état-major général de la Wehrmacht ou assumer également le commandement en chef de la Luftwaffe et de la marine, et puis travailler avec les trois chefs d'état-major général, mais dans une structure de commandement à l'intérieur de laquelle la position prépondérante reviendrait à l'armée de terre. En même temps, il faut faire comprendre au Führer qu'il doit écouter ses conseillers et non plus vouloir tout diriger lui-même. Sa tâche, en tant que Führer et commandant suprême, consiste avant tout dans la direction de la politique étrangère de la guerre, dont les régions occupées font partie, et dans la gestion de l'armement et de l'économie. Sur le plan militaire, elle devrait toutefois se limiter seulement aux décisions politiques et militaires fondamentales. C'est la tâche de Kluge de présenter cette question du commandement militaire à Hitler. Je ne peux pas le faire moi-même, en raison de la propagande ennemie qui me fait passer pour un homme qui veut obtenir le commandement. »

En ce qui concerne la paix, Manstein nota aussi qu'il avait laissé savoir à Gersdorff que toutes les possibilités de négociation devaient être utilisées, mais que cela relevait exclusivement de la compétence du Führer : « L'armée n'a strictement rien à faire avec de telles affaires. Elle a prêté un serment de fidélité et, par conséquent, elle a un devoir d'obéissance. Elle sera donc l'institution [au sein du régime] qui restera toujours fidèle. Toute idée que la direction militaire se mêle des questions de la direction politique signifierait qu'elle abandonnerait le principe de la subordination militaire, ce à quoi elle s'est constamment opposée. En tout cas, Hitler est le seul homme qui a la confiance du peuple et des soldats, et ils croient en lui. Personne d'autre ne pourrait jouir de cette confiance. Il n'y a également personne d'autre qui pourrait le remplacer, s'il tombait malade, par exemple[531]. »

Manifestement, Manstein était un soldat et ne voulait être rien d'autre. Éduqué dans la plus pure tradition militaire du corps des officiers prussiens,

il se voyait tenu à la loyauté et à l'obéissance vis-à-vis de la direction légale de l'État, aussi bien que vis-à-vis de Hitler, le seul homme qui, à ses yeux, jouissait de la confiance du peuple et des soldats allemands. Entre ses devoirs de conscience et d'obéissance, il avait donc choisi le second[532].

L'entretien Rommel-Kluge-Manstein

Quelques semaines auparavant, soit le 13 juillet 1943, les feld-maréchaux Manstein, Kluge et Rommel avaient été convoqués par Hitler à son quartier général de Rastenburg en Prusse-Orientale. En compagnie du colonel-général Zeitzler, son chef d'état-major général de l'armée de terre, le Führer voulait faire le point, avec ses trois commandants en chef, sur l'opération « Citadelle », qu'il avait déclenchée le 5 juillet 1943, et sur le débarquement des Anglo-Américains en Sicile, qui avait eu lieu cinq jours plus tard.

Après la conférence militaire, Manstein, Kluge et Rommel se retrouvèrent dans le salon de la maison des hôtes pour dîner et prendre un verre. Les trois feld-maréchaux discutèrent à nouveau de la situation militaire, mais ne s'entendirent pas sur les conséquences à tirer de la bataille de Koursk et de l'opération amphibie des Alliés en Italie. Contrairement à Kluge et à Rommel qui voyaient poindre à l'horizon la défaite militaire, Manstein croyait toujours en la possibilité d'obtenir un match nul sur le front de l'Est, pour ainsi parer à une invasion de grande envergure des Anglo-Américains en Europe de l'Ouest.

Lorsque Kluge se leva pour aller dormir, il interpella Manstein : « Manstein, la fin sera désastreuse. Et je réitère ce que je vous ai déjà dit plus tôt, je suis prêt à servir sous vos ordres. » Courtois, Manstein le remercia gentiment pour ce qu'il considérait comme un charmant compliment, mais n'y donna pas suite.

Dans le salon, il ne resta plus alors que Rommel, Manstein et son aide de camp Stahlberg. Terminant son verre de vin, Rommel lança soudainement à Manstein : « La fin de la guerre sera une catastrophe totale. Si les Alliés devaient également débarquer dans les Balkans et finalement sur la côte atlantique, alors toute la maison s'effondrera. » Mais Manstein répliqua qu'on n'était pas encore arrivé à ce point dramatique. En fait, il assura son interlocuteur que le Führer allait abandonner volontairement le commandement suprême des opérations militaires avant qu'il ne soit trop

tard. D’esprit opiniâtre, Rommel rétorqua : « Il ne renoncera jamais volontairement au commandement suprême. Manifestement, je le connais beaucoup mieux que vous, *Herr* von Manstein. » Manstein se leva pour souhaiter bonne nuit à Rommel qui l’imita, avant d’ajouter : « Je suis également prêt à servir sous vos ordres. – Bonne nuit », répondit Manstein en se dirigeant vers le vestibule. Au même moment, Rommel saisit la manche de Stahlberg et lui déclara : « Votre feld-maréchal est un stratège génial. Je l’admire, mais il se berce d’illusions. Faites en sorte qu’il n’oublie pas ce que je viens juste de lui dire[533]. »

Contrairement à Manstein, les conspirateurs et leurs sympathisants ne se faisaient pas d’illusions. Pour eux, la guerre était perdue depuis la défaite de la Wehrmacht devant Moscou en décembre 1941 ou, au moins, à Stalingrad à l’hiver 1942-1943, et jamais Hitler ne renoncerait volontairement au commandement suprême des opérations militaires et encore moins au pouvoir politique. Mais Manstein allait espérer naïvement, jusqu’à la toute fin de la guerre, que Hitler ferait appel à ses services, en lui confiant l’entière responsabilité de la conduite des opérations militaires pour sauver l’Allemagne d’une défaite pourtant inéluctable. Que le Führer lui remît l’ensemble du commandement militaire était justement, selon lui, la condition *sine qua non* pour arracher aux mains de l’ennemi soviétique un match nul et conclure avec lui une paix de compromis. Cette ambition de devenir le sauveur de l’Allemagne et d’entrer à ce titre dans l’Histoire témoignait d’une énorme confiance en soi et d’un orgueil exceptionnel quant à ses compétences en matière de tactique et de stratégie. Une assurance sans doute confortée par le fait que des feld-maréchaux de la trempe de Kluge et de Rommel, plus anciens en grade que lui, étaient prêts à servir sous ses ordres.

Manstein : commandant suprême à l’Est ou généralissime de tous les théâtres d’opérations ?

Rommel n’avait pas tort d’affirmer que Manstein se berçait d’illusions en pensant que le Führer se résoudrait tôt ou tard à renoncer volontairement au commandement suprême de la Wehrmacht. À deux autres reprises, à l’été 1943 et à l’hiver 1944, Manstein allait demander en vain à Hitler qu’il

lui remît la conduite des opérations sur tous les fronts ou, au moins, sur celui de l'Est. Malgré le refus catégorique exprimé par Hitler en chacune de ces occasions, il allait continuer à espérer, avec une naïveté déconcertante, que celui-ci finirait par changer d'idée lorsque la situation militaire ne lui laisserait plus d'autres solutions.

Le 3 septembre 1943, à la suite de l'aggravation critique de la situation sur le front de l'Est, le feld-maréchal Manstein se rendit en avion, en compagnie du feld-maréchal Kluge, au quartier général de Prusse-Orientale afin de souligner à Hitler la nécessité de créer un haut commandement unique, qui ferait ainsi disparaître la dualité de l'OKW (fronts de l'Ouest, de la Scandinavie et de la Méditerranée) et de l'OKH (front de l'Est).

Dès l'arrivée à Rastenburg, Manstein, appuyé par Kluge, demanda à Hitler de confier la direction des opérations militaires sur tous les théâtres à un chef d'état-major général responsable devant lui et de nommer un commandant en chef particulier sur le front de l'Est. Même s'il devait demeurer, en vertu de cette proposition, nominalement commandant suprême, Hitler n'était guère disposé à créer un haut commandement unique qui serait exercé par un chef d'état-major général responsable. Il n'était pas du tout enclin à renoncer à la conduite directe des opérations, pas même sur le front oriental en y nommant un commandant en chef.

En essayant derechef de convaincre Hitler de la nécessité de remettre la conduite des opérations militaires à un général professionnel qualifié en la matière, Manstein n'avait, cette fois-ci, pas caché son ambition d'assumer de telles fonctions. Sans ambages, il se proposa lui-même en tant que candidat pour occuper le poste de commandant en chef du front de l'Est : « Mon Führer, si vous deviez penser à ma personne, je vous garantis que je parviendrais [...] à stabiliser le front. » Hitler répondit que lui seul avait la détermination nécessaire pour surmonter une telle situation. Une fois de plus, le feld-maréchal éprouva une amère déception devant le refus de son Führer[534]. Mais il ne se découragea pas pour autant.

Le 4 janvier 1944, lorsque Manstein se rendit au quartier général du Führer pour exposer la dégradation rapide de la situation du groupe d'armées sud, il demanda à Hitler de l'entretenir en la seule présence de Zeitzler, chef d'état-major général de l'OKH. À contrecœur, comme chaque fois qu'il ne savait pas trop à quoi s'en tenir, Hitler accepta. Dès que la pièce se fut vidée, Manstein lui expliqua que la fâcheuse position de l'*Ostheer* ne résultait pas uniquement de l'incontestable supériorité de

l’ennemi, mais aussi de la manière dont elle était dirigée. Déjà froid, Hitler eut tôt fait de devenir glacial, fixant le feld-maréchal d’un regard perçant. Persévérant sans se laisser intimider par l’atmosphère orageuse, Manstein déclara que la méthode de commandement de la Wehrmacht ne pouvait plus durer et qu’il lui fallait revenir à sa proposition, déjà formulée à deux reprises, selon laquelle le Führer avait besoin d’un chef d’état-major général véritablement responsable, sur les conseils duquel il s’appuierait pour la conduite des opérations militaires. En conséquence de quoi il devait nommer pour le front de l’Est, comme c’était déjà le cas pour l’Italie et l’Ouest, un commandant en chef disposant d’une autorité absolue dans le cadre de la conduite générale de la guerre.

Comme dans la requête qu’il avait déjà présentée par deux fois à Hitler, Manstein ne cachait pas son ambition d’être lui-même désigné commandant en chef du front oriental avec toute latitude d’action dans le cadre d’objectifs stratégiques généraux, comme le feld-maréchal Rundstedt à l’Ouest et le feld-maréchal Kesselring en Italie. Cela aurait obligé Hitler à abandonner *de facto* son commandement sur le théâtre de l’Est. Investi de l’entière responsabilité des opérations militaires sur le front soviétique, Manstein espérait pouvoir manœuvrer de manière à arracher un match nul à l’ennemi, ce qui permettrait à Hitler de négocier par la suite une paix de compromis avec Staline. Pour cela, Hitler devait toutefois accepter de se départir de son commandement militaire pour le remettre à Manstein.

Mais Hitler ne voulait pas en entendre parler. Il considérait qu’il était le seul à tenir en main tous les moyens du Reich allemand et, de ce fait, à pouvoir conduire efficacement la guerre, même dans le domaine militaire. De même, il était le seul en mesure de fixer les forces à employer sur les différents théâtres d’opérations et de leur prescrire les manœuvres opérationnelles appropriées. D’autre part, il soulignait que jamais Göring n’accepterait d’obéir aux ordres de quelqu’un d’autre. Quant à la question de la nomination d’un commandant en chef sur le front de l’Est, il répondit à Manstein, qu’il soupçonnait d’ailleurs de briguer ce poste, que personne ne jouirait de la même autorité que lui : « Je n’arrive même pas à me faire obéir des feld-maréchaux ! Vous imaginez peut-être qu’ils vous obéiraient plus volontiers ? » À la limite de l’insolence, Manstein rétorqua que, lui, jamais on ne désobéissait à ses ordres. Sur quoi Hitler, contenant sa colère tout en prenant clairement acte de l’insubordination de son feld-maréchal, mit fin à l’entretien[535].

Une fois de plus, Manstein avait échoué dans sa tentative pour amener le Führer à modifier le système du haut commandement militaire sans porter atteinte à son prestige. Non seulement il n'avait aucune chance d'être nommé commandant en chef sur le théâtre des opérations à l'Est, mais son franc-parler et ses ambitions personnelles avaient éveillé des doutes dans l'esprit de Hitler sur la nécessité de le maintenir à la direction du groupe d'armées sud. En attendant, l'ordre de Hitler à Manstein était on ne peut plus clair : il n'était pas question d'effectuer le moindre repli tactique.

La dernière rencontre Tresckow-Manstein

Les conspirateurs ne purent attirer dans leurs rangs aucun des feld-maréchaux en activité. Certes, il y avait le feld-maréchal Witzleben, ancien commandant en chef en France et un des premiers conspirateurs, mais il était en disponibilité et n'avait pas de troupes sous ses ordres. Le feld-maréchal Rundstedt, commandant en chef du front de l'Ouest, fut invité à se joindre aux conjurés, mais il refusa de manquer à son serment de fidélité au Führer. À l'instar du feld-maréchal Kluge, le très populaire feld-maréchal Rommel prêta l'oreille aux conspirateurs, mais sans pour autant se rallier activement à eux. Quant à l'idée que le feld-maréchal Manstein pût s'engager dans la résistance, elle fut anéantie à l'automne de 1943.

Le 25 novembre 1943, se rendant au quartier général de la 2e armée, à laquelle il venait tout juste d'être affecté à titre de chef d'état-major, avec le grade de major-général, Tresckow en profita, en cours de route, pour rendre visite à Manstein. S'il ne pouvait guère compter sur une participation active du feld-maréchal au complot visant à renverser Hitler et son régime, il espérait néanmoins obtenir sa caution morale, qu'il jugeait essentielle pour assurer l'ordre au sein des troupes en cas de réussite du coup d'État. Mais Manstein ne se laissa aucunement convaincre. Selon lui, un coup d'État affaiblirait le moral des troupes et anéantirait toutes possibilités pour le Reich d'arracher une paix de compromis. Bref, un attentat ne pourrait que provoquer l'effondrement du front et l'occupation de l'Allemagne par les Russes. Convaincu que le Führer lui céderait tôt ou tard la conduite des opérations à l'Est, il mit fin à la discussion en qualifiant Tresckow de défaitiste. Témoin de cette conversation, l'officier d'état-major Blumröder aurait entendu Manstein dire à Tresckow : « Tresckow, laissez-moi enfin tranquille avec votre stupide politique de paix. »

Cette visite de Tresckow à Manstein fut la dernière tentative de la conspiration pour gagner à sa cause le plus grand commandant de la Wehrmacht. Décidément, ce dernier ne soutiendrait d'aucune manière un coup d'État. Même si elle s'était faite à l'idée depuis longtemps, la déception au sein des rangs de l'opposition était grande. Lorsque le feld-maréchal fut démis de ses fonctions par Hitler, le 30 mars 1944, Beck fit ce commentaire : « Bien que je l'aie estimé très longtemps, je ne regrette d'aucune manière la destitution de Manstein[536]. »

Le cas de Manstein fut abordé une fois de plus, au printemps 1944, lorsque le lieutenant Stahlberg rendit une visite de courtoisie à son ami le major-général Hans Oster, à la Bendlerstrasse à Berlin. Au cours de leur conversation, le chef du service de renseignements de l'*Abwehr* parla avec mépris des feld-maréchaux qui, selon lui, s'étaient asservis à un caporal, au détriment de leur jugement pourtant supérieur, par seul souci de leur carrière. Stahlberg ne voyait toutefois pas son chef de cette manière. À ses yeux, il était du tempérament d'un Moltke et ne pouvait se résigner à admettre que son expertise et son talent militaires eussent été abusés par Hitler. En fait, il attendait son heure, déclara son adjudant. Quand Oster lui demanda si le feld-maréchal avait été mis au courant de l'ampleur de l'extermination massive des Juifs, Stahlberg répondit qu'il considérait les informations sur Auschwitz et les autres camps d'extermination comme étant si invraisemblables qu'il refusait tout simplement d'y croire.

Quelques jours plus tard, Stahlberg eut une discussion similaire avec Tresckow, en permission à son domicile de Babelsberg. Ils parlèrent de la loyauté et de l'obéissance de Manstein à l'égard de Hitler, ainsi que de son incapacité à reconnaître que ce dernier était non seulement un piètre stratège, mais aussi un homme complètement dépourvu de scrupules et de conscience. Lorsque Tresckow demanda à Stahlberg de quel côté Manstein se rangerait si Hitler était tué, il lui déclara que le feld-maréchal serait là où la loi le prescrirait. À l'instar d'Oster, Tresckow lui demanda également si Manstein était bien informé de l'ampleur de l'extermination des Juifs, ce à quoi il répondit par l'affirmative, avant d'ajouter que son chef refusait de tenir compte d'informations qu'il considérait comme invraisemblables[537].

« Il en sera donc ainsi, mon Führer ! »
La déclaration de fidélité de Manstein à Hitler

Loin de se laisser séduire par les projets des conspirateurs, le feld-maréchal Manstein allait confirmer de nouveau sa fidélité inconditionnelle au Führer à deux reprises au cours de l'hiver 1944, la première fois, le 27 janvier, la seconde, le 19 mars.

Le 27 janvier, Hitler convoqua à son quartier général une centaine de ses chefs militaires, dont tous les commandants de groupes d'armées du front oriental. Il les entretint longuement de la nécessité d'inculquer l'esprit du national-socialisme à l'armée, tout en les assurant que jamais il ne pourrait y avoir la plus infime idée de capitulation. Il exigea donc de ses généraux non seulement leur loyauté, mais un soutien absolu. Au faîte de sa péroraison, il déclara : « Si, en dernière extrémité, je devais jamais être abandonné en tant que chef suprême, je dois avoir autour de moi, comme dernière défense, le corps des officiers tout entier, sabre au clair, faisant bloc à mes côtés. » Sur ce, il fut interrompu, ce qui ne lui était pas arrivé depuis les brasseries de Munich. « Il en sera donc ainsi, mon Führer ! » s'exclama le feld-maréchal Manstein dans la toute première rangée. Visiblement décontenancé par cette réplique inattendue, Hitler perdit le fil de son propos. Il lui lança un regard glacial en commentant : « C'est bien. Si tel est le cas, nous ne pourrons jamais perdre cette guerre, jamais, quoi qu'il arrive. Car la nation entrera alors dans la guerre avec la vigueur qui est nécessaire. Je le note avec un vif plaisir, feld-maréchal von Manstein ! » Il reprit aussitôt ses esprits, soulignant malgré tout la nécessité de parfaire l'éducation national-socialiste du corps des officiers[538].

Prise à la lettre, l'exclamation de Manstein pouvait être perçue comme une marque de soumission fanatique envers Hitler. Toutefois, comme le feld-maréchal lui-même l'indiqua après la guerre, son sens implicite était beaucoup plus critique à l'égard de Hitler. S'il s'était permis cette interpellation, avoua-t-il plus tard, c'était parce qu'il avait eu le sentiment que le Führer avait porté atteinte à son honneur et à celui de ses collègues officiers en insinuant que leur loyauté pouvait être mise en doute. « Cette exclamation n'avait naturellement rien à voir avec notre sentiment personnel au sujet de la formation national-socialiste ou de Hitler lui-même, écrit-il dans ses Mémoires. Elle voulait simplement montrer que nous n'avions pas à recevoir de leçon morale, même de lui[539]. »

Hitler, pour sa part, espérait que le feld-maréchal avait voulu le rassurer sur sa loyauté. Mais Martin Bormann, chef de la Chancellerie du Reich, et ses adjudants lui dirent que les généraux l'avaient interprété autrement. Au

pire, le Führer vit dans l'interruption de Manstein une manière de lui reprocher sa méfiance envers les généraux. L'entretien qu'il avait eu avec lui, le 4 janvier précédent, lui restait encore sur le cœur. Il ne lui avait pas pardonné sa critique sur le haut commandement militaire et, par le fait même, sur sa manière de diriger les opérations. Il n'avait pas plus apprécié la note que lui avait envoyée par la suite le feld-maréchal et dans laquelle il ne mâchait pas ses mots à l'endroit de son commandement. Toujours interloqué, il avait fait venir Manstein, quelques minutes après son discours, et, en présence du feld-maréchal Keitel, lui avait interdit de recommencer à l'avenir : « *Herr* feld-maréchal, je n'admets pas que vous puissiez m'interrompre quand je parle aux généraux. Vous ne le toléreriez pas de la part d'un de vos subordonnés. » Manifestement très irrité, il ajouta une offense gratuite : « D'ailleurs, vous m'avez envoyé une note sur la situation, il y a quelques jours. Sans doute servira-t-elle, enregistrée dans les archives, à vous justifier plus tard devant l'Histoire. » Piqué au vif, le commandant en chef du groupe d'armées sud répliqua : « Les lettres que je vous adresse personnellement ne sont, bien entendu, pas enregistrées dans nos archives. Cette note est parvenue par le courrier directement au chef d'état-major général. Par ailleurs, excusez-moi d'employer une expression anglaise. Devant l'interprétation à laquelle vous vous livrez, je me bornerai à répondre que, *moi*, je suis un gentleman[540]. » Après un long silence, Hitler remercia son interlocuteur et leva l'audience sur cette note discordante. Les jours de Manstein étaient manifestement comptés.

Dans son Journal, en date du 27 janvier 1944, le général Schmundt nota : « Le Führer a prononcé une très sérieuse allocution devant ses feld-maréchaux et généraux des trois armes de la Wehrmacht en conclusion d'une réunion de dirigeants nationaux-socialistes. Durant l'allocution, le feld-maréchal von Manstein s'est permis d'intervenir. À la suite de cette interruption et des diverses tensions des derniers temps, la question de remplacer le feld-maréchal von Manstein en tant que commandant sera réévaluée[541]. »

Alors que la situation de la Wehrmacht sur le front oriental était critique, les feld-maréchaux appartenant à toutes les armes furent convoqués au Berghof à la fin de l'hiver. Parmi ceux-ci, on retrouvait Manstein, Kleist, Weichs, Busch et Rommel. Dans le cadre d'une étrange petite cérémonie, tenue le 19 mars, ceux-ci furent témoins de la présentation à Hitler par leur doyen, le feld-maréchal Rundstedt, d'une déclaration de

fidélité qu'ils avaient tous signée. C'est le général Schmundt, principal aide de camp du Führer pour la Wehrmacht, qui avait recueilli leurs signatures au cours d'une tournée sur les divers théâtres des opérations. L'idée de renforcer ainsi la confiance de Hitler dans la Wehrmacht était venue de Goebbels. Elle fut réalisée discrètement et à l'insu du Führer par Schmundt. Il y avait été incité par la propagande subversive diffusée depuis Moscou par le général Walther von Seydlitz-Kurzbach et d'autres officiers prisonniers tombés entre les mains des Russes à Stalingrad. Même si cette propagande n'avait qu'un effet limité, l'intention de Goebbels et de Schmundt était de dissiper la méfiance de Hitler envers ses feld-maréchaux et de réchauffer des relations dont la conférence du 27 janvier à Rastenburg, interrompue par Manstein, avait montré combien elles demeuraient glaciales. Que, au plus fort de la guerre, les dirigeants militaires eussent cru bon de signer une déclaration de loyauté envers leur commandant suprême et chef d'État n'était pas seulement étonnant, mais remarquable en soi.

Cette démarche n'en cachait pas moins un certain malaise. C'est probablement ce que pensait le feld-maréchal Manstein, le dernier à apposer sa signature sur le document en question. Comme il le dit à Schmundt, il avait le sentiment qu'une telle déclaration était tout à fait superflue de la part d'un soldat qui avait déjà prêté serment de fidélité au Führer, en août 1934, après la mort du vieux feld-maréchal Hindenburg. Mais les autres feld-maréchaux ayant signé, il ne lui restait plus qu'à les imiter, car un refus aurait équivalu à avouer de la sympathie pour la propagande de Seydlitz-Kurzbach. En tous cas, Hitler parut touché par la cérémonie et fut particulièrement satisfait de voir que Manstein, le plus critique de ses feld-maréchaux, avait signé la déclaration. Au sujet de cette déclaration de fidélité, Goebbels indiqua justement à son Führer qu'elle était « très catégorique, très explicite et totalement national-socialiste ». Ce fut manifestement l'un des rares moments d'harmonie dans les relations de Hitler avec ses plus hauts chefs militaires après l'été 1941[542].

La destitution de Manstein

Moins d'une semaine après, soit le 25 mars, le feld-maréchal Manstein était de retour au Berghof. La 1re armée de Panzer était menacée d'encerclement par les troupes soviétiques qui avaient percé de Ternopol vers le Dniestr. Sa situation était tellement critique qu'une armée blindée

russe avait coupé ses lignes de communication à l'ouest, tandis qu'une autre progressait déjà sur la rive occidentale du Dniestr. Pour le commandant en chef du groupe d'armées sud, la 1re armée blindée devait percer vers l'ouest, rétablir ses lignes de communication et la liaison avec la 4e armée blindée au nord des Carpates. Peut-être parviendrait-elle ainsi à couper le ravitaillement des deux armées blindées soviétiques qui opéraient sur ses arrières.

Mais il ne pouvait être question de la replier en direction du sud, par-delà le Dniestr, comme le suggérait le général Hans Valentin Hube, son commandant. Manstein reconnaissait que c'était la voie la plus facile à ce moment. À l'ouest, il lui faudrait s'ouvrir un chemin à travers deux armées blindées, tandis que vers le sud elle pouvait encore s'échapper sans rencontrer de résistance. Cependant, il considérait absolument indispensable qu'elle retrouvât la liaison, à l'ouest, avec la 4e armée de Panzer du général Erhard Raus. Autrement, l'ennemi pourrait percer vers la Galicie, au nord des Carpates. De plus, en marchant vers le Dniestr, elle courrait à sa perte, car elle ne possédait pas le matériel nécessaire pour franchir ce fleuve sur un large front. En essayant de passer sur les quelques ponts permanents qui existaient, elle perdrait la plus grande partie de son matériel lourd sous les attaques de l'aviation soviétique. Puisque l'ennemi avançait déjà lui-même au sud du Dniestr, la 1re armée de Panzer se trouverait tôt ou tard prise entre ces deux éléments et les deux armées blindées qui l'avaient tournée. Un mouvement vers le sud aboutirait vraisemblablement à un nouvel encerclement de l'armée de Panzer de Hube et à sa destruction. Pour ces diverses raisons, Manstein suggérait donc de percer vers l'ouest. Mais pour que cette manœuvre réussît, la 4e armée blindée devait marcher au-devant de la 1re armée blindée et, par conséquent, être renforcée sans délai. Pour cela, l'accord du Führer lui était indispensable, car les renforts qu'il lui fallait pour assister la 1re armée de Panzer ne pouvaient être prélevés que sur une autre section du front.

Hitler refusa d'accéder à la demande de son feld-maréchal. Il lui était impossible, affirma-t-il, de prélever des unités sur les autres secteurs du front russe, et encore moins à l'Ouest, tant et aussi longtemps que planait la menace d'un débarquement. Il lui était également impossible, pour des raisons politiques, de puiser dans les forces alors stationnées en Hongrie. Par ailleurs, déclara-t-il, si la 1re armée de Panzer essayait de percer vers

l'ouest, elle ne devait absolument pas abandonner le front qu'elle tenait face à l'est. Une vive discussion s'engagea alors entre les deux hommes lorsque le Führer tint Manstein pour personnellement responsable de la fâcheuse posture de son groupe d'armées. Si on lui avait attribué tout de suite les renforts qu'il réclamait depuis si longtemps pour son aile nord ou si on lui avait accordé toute liberté d'action à son aile sud, répliqua le feld-maréchal, son groupe d'armées ne se serait pas retrouvé dans cette situation défavorable. La conférence militaire de midi prit alors fin et la poursuite des délibérations fut reportée jusqu'à celle du soir. Exaspéré, Manstein fit part au général Schmundt, aide de camp du Führer, de son intention de démissionner de son commandement si Hitler n'approuvait pas ses propositions.

À la conférence militaire du soir, lorsque la discussion reprit, Hitler avait, contre toute attente, changé d'avis. Pour quelle raison ? Sous l'influence de qui ? Avait-il simplement ruminé la question avant de revenir sur sa décision ? Les choses ne sont pas claires. De toute manière, il approuva l'intention de Manstein en ce qui concernait la percée vers l'ouest de la 1re armée de Panzer et décida, non sans regret, de donner à la 4e armée de Panzer un corps blindé SS (les 9e et 10e divisions blindées SS), nouvellement constitué à l'Ouest, ainsi que la 100e division de chasseurs et la 367e division d'infanterie, prélevées en Hongrie. Le feld-maréchal repartit pour son quartier général momentanément satisfait[543]. Ces unités fraîches lui permirent de surprendre le maréchal Joukov et d'éviter le piège tendu par ce dernier qui aurait entraîné la destruction de 22 divisions allemandes, parmi lesquelles quelques-unes des meilleures divisions blindées, comprenant au total 200 000 hommes. La 1re armée de Panzer échappa à l'étau qui se resserrait de plus en plus autour d'elle en inversant sa marche et en rééchelonnant ses unités de telle sorte qu'elle put rejoindre les renforts qui venaient à son secours à travers les arrières des forces soviétiques surprises par la brillante manœuvre. Sans le savoir, Manstein venait de remporter sa dernière « victoire perdue ». Hitler en avait plus qu'assez de collaborer avec ce militaire doué mais obstiné. Six jours plus tard, il allait le relever de son commandement.

Hitler s'en voulait d'avoir fait des concessions, en particulier après son refus initial devant un large auditoire, à un commandant qui, de son point de vue, avait été au cours des semaines précédentes un fauteur de troubles et,

de surcroît, inefficace dans la conduite des opérations. Mis à part les désastres de la guerre aérienne qui n'avaient pas affecté la position du feld-maréchal du Reich Göring, son vieil ami politique et commandant en chef de la Luftwaffe, Hitler réagissait invariablement à chaque grand revers militaire en en rejetant la responsabilité sur le commandant en place pour le remplacer par un autre susceptible de relever le moral des troupes et de revigorer leur volonté et leur esprit combatif. L'heure était donc venue pour lui de se séparer de Manstein, de même que d'un autre feld-maréchal, Kleist, qui, deux jours après son collègue, était venu à son tour au Berghof pour obtenir enfin l'autorisation de replier le groupe d'armées A du Boug, sur la côte de la mer Noire, vers le Dniestr inférieur.

Le 30 mars, l'avion personnel du Führer, le Condor, passa prendre les feld-maréchaux Manstein et Kleist pour les conduire au Berghof. À leur arrivée, ils s'entretinrent avec le colonel-général Zeitzler. Celui-ci leur apprit que le Führer voulait les relever de leur commandement. Il confia aussi à Manstein que, lors de récentes conversations au Berghof, Göring, Himmler et probablement Keitel avaient monté Hitler contre lui, ce qui avait certainement contribué à l'inciter à se départir non seulement de lui, mais aussi de Kleist. Il ajouta qu'en apprenant cette décision, il avait aussitôt demandé à être relevé lui aussi de ses fonctions de chef d'état-major général de l'OKH, parce qu'il avait toujours été d'accord avec Manstein et ne pouvait rester s'il partait. Mais sa requête avait été sommairement repoussée, de même que celle qu'il renouvela par écrit.

Le général Schmundt avait veillé à ce que les deux feld-maréchaux fussent limogés avec dignité afin d'éviter qu'ils eussent de la rancœur contre Hitler. Manstein et Kleist furent remplacés respectivement par le colonel-général Model et le général Ferdinand Schörner, tous deux des commandants coriaces et énergiques, des favoris du Führer, qui les jugeait tout désignés pour réveiller l'ardeur des troupes et leur inculquer l'esprit rigoureux et combatif du national-socialisme. Model, qui avait arrêté la déroute du groupe d'armées nord après la libération de Leningrad, et Schörner, qui était proche du parti et avait été recommandé par Himmler, étaient deux farouches nazis qui devaient consacrer l'essentiel de leurs capacités à ramener leurs soldats à une soumission servile aux ordres du Führer. Par la même occasion, les groupes d'armées sud et A furent rebaptisés « groupe d'armées d'Ukraine septentrionale » et « d'Ukraine méridionale »[544].

Au cours de leur entretien, Hitler rendit hommage à Manstein, en ajoutant les glaives à sa croix de chevalier. Mais il lui déclara qu'à l'Est le temps des opérations de grand style, auxquelles il excellait tout particulièrement, était désormais révolu. Ce qu'il fallait désormais, ce n'était plus un maître de la guerre de mouvement et des percées blindées, mais un nouveau commandant expert en stratégie défensive statique qui saurait fouetter l'ardeur de ses troupes au combat afin qu'elles pussent se battre efficacement et avec acharnement pour chaque mètre de terrain. Et, pour mener à bien cette tâche, c'était le colonel-général Model qui lui paraissait le mieux qualifié. Du même coup, il annonça à Manstein son intention de doter le groupe d'armées sud d'un nouveau nom. Il lui laissa néanmoins entendre qu'il ferait appel à ses services dans un proche avenir, c'est-à-dire aussitôt que l'armée allemande pourrait de nouveau lancer de grandes offensives, et qu'il devait rester, d'ici là, à sa disposition. Il lui fit même miroiter la possibilité de le nommer commandant en chef du front de l'Ouest, un poste détenu encore par le feld-maréchal Rundstedt. Puis il lui souhaita le meilleur pour son opération à l'œil droit et un prompt rétablissement. Tout au long de leur conversation, Hitler se montra courtois, voire même cordial, et assura Manstein qu'il n'y avait pas de discorde entre eux. Il ne voulait manifestement pas le compter parmi ses ennemis[545].

Au soir du 30 mars, l'OKH envoya un télex au groupe d'armées sud pour lui annoncer que son commandant en chef, le feld-maréchal Manstein, était mis en disponibilité pour des raisons de santé. Il est vrai qu'il souffrait de la cataracte et qu'il repoussait depuis longtemps une opération à l'œil droit. Mais cette souffrance n'était pas devenue à ce point insupportable qu'il ne pût plus assumer ses fonctions. En fait, sa mise à l'écart tenait à d'autres raisons, notamment à une série d'altercations avec Hitler concernant la conduite de la guerre.

Manstein savait, certes, que Göring et Himmler travaillaient depuis longtemps à sa chute. Il imputait néanmoins la raison principale de sa destitution au fait que Hitler avait été obligé, le 25 mars, de lui concéder, devant une assistance nombreuse, ce qu'il lui avait refusé peu auparavant. Ce à quoi il aurait pu ajouter l'épisode du 27 janvier 1944 au cours duquel il avait interrompu le Führer durant son discours. Tout compte fait, son renvoi était la conclusion logique d'une longue série de querelles. « Aucun autre n'est autant entré en conflit avec Hitler que Manstein », déclara après la guerre Kielmansegg. Convaincu de la justesse de ses conceptions

opérationnelles, le feld-maréchal n'hésitait parfois pas à qualifier celles du Führer de non-sens, même en présence de plusieurs autres officiers, lors de conférences militaires, affirma également après la guerre Blumentritt[546]. Sa mise à l'écart tenait également au fait que Hitler affirmait plus que jamais que la Wehrmacht ne devait plus du tout reculer, ce qui exigeait un commandant qui ne manœuvrait pas, mais qui tenait le front coûte que coûte. Et, pour le Führer, les généraux ne manœuvraient que pour mieux retraiter.

Que le Führer eût attendu aussi longtemps pour se départir des services de Manstein témoigne bien de sa haute opinion pour les capacités opérationnelles du feld-maréchal. En effet, c'est à de multiples reprises qu'il avait jonglé auparavant avec l'idée de le démettre de ses fonctions. Mais il s'était ravisé chaque fois, ne se croyant pas en mesure de se passer de ses compétences militaires devant lesquelles il se montrait toujours profondément impressionné.

Lorsque Goebbels, Göring et Himmler exercèrent des pressions sur lui, en février 1943, pour obtenir le limogeage de Manstein, Hitler se retint d'aller en ce sens, craignant que le départ de son commandant le plus doué n'envenimât davantage la situation militaire. Le 2 mars 1943, Goebbels notait dans son Journal : « Le Führer avait, en fait, l'intention, lors de son voyage sur le front du Sud, de remplacer Manstein. Mais, pour l'instant, il n'a pas réalisé cette intention. » À l'automne 1943, Hitler partageait la méfiance presque pathologique qu'éprouvaient Goebbels et Himmler à l'égard de Manstein après l'échec de celui-ci dans la tentative d'établir une ligne défensive solide sur le Dniepr. Et, pour Hitler, cet échec était imputable essentiellement au manque d'orientation politique ou de vision du monde (*Weltanschauung*) du feld-maréchal – et non pas à la fatigue des troupes, aux ordres contradictoires du Führer ou à l'insuffisance de matériel de guerre et surtout de pétrole. Toutefois, Manstein ne fut pas relevé du commandement du groupe d'armées sud. Le 19 octobre 1943, Goebbels écrivait que Manstein « est tout sauf un partisan du régime national-socialiste. Mais, pour le moment, nous ne pouvons rien entreprendre contre lui, c'est du moins ce que le Führer prétend ». La semaine suivante, Goebbels notait : « Le Führer prévoit de remédier d'urgence à une crise personnelle au groupe d'armées sud [...]. Il veut octroyer au colonel-général Model le poste du feld-maréchal Manstein et lui confier le commandement du groupe d'armées. » Mais, deux mois plus tard, le même faisait part,

toujours dans son Journal, de son impatience grandissante, parce que le Führer n'avait toujours pas relevé Manstein de son commandement. « Il s'appelle, écrivait Goebbels à propos de Manstein, [...] le feld-maréchal en marche arrière[547]. »

Himmler, Göring et Goebbels, qui soupçonnaient depuis longtemps Manstein de vouloir prendre le commandement de l'armée allemande, parvinrent sans doute, en mars 1944, à convaincre Hitler de s'en débarrasser une bonne fois pour toutes. À leur grand soulagement d'ailleurs, car ils craignaient que le Führer ne finît par acquiescer à la demande de Manstein en lui accordant la responsabilité pleine et entière des opérations militaires, et de voir ainsi naître un nouveau centre de pouvoir militaire, mais également politique, qui rivaliserait avec celui qu'ils avaient eux-mêmes mis en place[548].

Que le magazine américain *Time, The Weekly Newsmagazine* eût consacré sa page frontispice du 10 janvier 1944 à Manstein, ne pouvait qu'avoir attisé davantage leur jalousie et leur méfiance envers celui-ci. En effet, dans ce numéro, dont le titre était pour le moins évocateur : « Feld-maréchal Fritz Erich von Manstein : la retraite peut être magistrale, mais la victoire se trouve dans la direction opposée », il y était question des compétences militaires exceptionnelles de Manstein et de ses nombreux faits d'armes sur le front de l'Est, en particulier durant l'hiver 1943-1944. La relation du feld-maréchal avec son Führer y était également traitée sous le sous-titre : « Un Pétain allemand ? » Devant la perspective d'une défaite imminente, y était-il mentionné, la très conservatrice caste militaire prussienne pourrait être tentée de se débarrasser de Hitler et de demander à un Junker, comme le feld-maréchal Manstein, de jouer le même rôle en Allemagne que le maréchal Pétain dans la France de Vichy. « Malgré la défaite et le désespoir, le citoyen allemand d'aujourd'hui n'a pas de plus grande idole militaire que Manstein[549]. »

Même s'il destitua son feld-maréchal, Hitler ne continua pas moins à avoir beaucoup d'estime pour son remarquable talent militaire, comme en fait foi cette remarque de Goebbels dans son Journal du 18 avril 1944 : « Le Führer n'a absolument rien contre Manstein, comme je l'avais initialement supposé. Certes, il ne le considère pas comme un chef d'armée enthousiaste qui peut entraîner la troupe avec lui, mais plutôt comme un tacticien finement intelligent. Il envisage même de recourir encore à lui lorsque nous serons de nouveau en mesure de lancer des offensives. Mais il nous reste

encore un bon moment avant d'en arriver là et lorsque cela arrivera, alors nous en dissuaderons le Führer[550]. »

Au printemps 1944, peu de temps après qu'il eut relevé Manstein de son commandement, Hitler exprima à Jodl sa propre opinion sur le feld-maréchal : « À mes yeux, Manstein a un énorme talent pour les opérations. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Et si j'avais une armée de 20 divisions, par exemple, à effectifs complets et en condition de temps de paix, je ne pourrais pas penser à un meilleur commandant pour celles-ci que Manstein. Il va savoir comment les manœuvrer et il le fera admirablement. Il va les déplacer comme un éclair, mais toujours à la condition qu'il ait du matériel de première classe, du pétrole et assez de munitions. Mais si quelque chose ne tourne pas rond [...], il n'est pas en mesure de répondre à la situation. Si je reçois une autre armée aujourd'hui, je ne suis pas sûr du tout que je n'emploierai pas Manstein, car il est certainement l'un de nos officiers les plus compétents [...]. Il peut manœuvrer avec des divisions tant et aussi longtemps qu'elles sont en bonne condition. Mais si les divisions sont sévèrement malmenées, je dois les lui retirer à la hâte, car il ne sait pas comment s'y prendre dans une telle situation[551]. »

Si les compliments formulés par Hitler à l'égard de Manstein étaient justifiés, il n'en allait cependant pas de même pour ses reproches. À vrai dire, à partir de novembre 1942, le feld-maréchal avait presque toujours eu à combattre sur le front de l'Est avec des formations dont les effectifs étaient incomplets, en infériorité numérique vis-à-vis de l'ennemi et souvent en mauvais état. En tenant de tels propos non fondés sur Manstein, Hitler semble avoir cherché à justifier sa décision de se départir de ses services.

Kleist fut reçu après Manstein et congédié de manière analogue. Lorsque les deux feld-maréchaux disgraciés quittèrent le Berghof, leurs successeurs, le colonel-général Model et le général Schörner, attendaient déjà à la porte. Le 2 avril, Manstein transmit à Model son commandement. Le dégagement de la 1re armée de Panzer et son regroupement avec la 4e armée de Panzer, entre les Carpates et les marais du Pripet, étaient assurés, bien qu'il fallût livrer encore de durs combats. Le 5 avril, les Panzer de Raus purent passer à l'attaque et, le 9 avril, les unités blindées de Hube étaient libérées.

Assez vite, il devait cependant apparaître clairement que les changements de têtes et de nomenclature ne suffiraient pas à éviter la

déroute allemande. Les nouveaux commandants ne se révélèrent pas plus capables d'arrêter l'inexorable progression de l'Armée rouge que ne l'avaient été Manstein et Kleist. Malgré les directives répétées du Führer selon lesquelles il fallait tenir le front à tout prix, les forces de Model furent rejetées sur la Galicie et les Carpates, tandis que celles de Schörner durent abandonner Odessa et puis la Crimée tout entière. Lorsque les combats s'achevèrent avec la *raspoutitsa* du printemps 1944, les Allemands avaient dû reculer, dans certains secteurs, de plus de 900 kilomètres depuis le début de l'année. Entre mars et la mi-avril, l'aile méridionale allemande s'était repliée sur une distance de 220 kilomètres[552].

Lorsqu'il quitta son quartier général de Lemberg (Lvov), le 3 avril, Manstein ne pensait pas que sa carrière militaire venait de prendre fin pour de bon. À ce moment-là, il espérait toujours, certes avec une naïveté étonnante, que le Führer se résoudrait tôt ou tard à faire appel à ses services, en lui confiant la direction des opérations militaires sur tous les théâtres d'opérations ou, du moins, sur celui de la Russie bolchevique, pour épargner à l'Allemagne un effondrement militaire total qui, pourtant, était déjà inéluctable. Après une opération à l'œil droit, il allait d'ailleurs tout faire pour se rétablir le plus rapidement possible afin d'être fin prêt lorsque son Führer ferait appel à ses services. Mais son rêve de devenir un jour chef d'état-major général ou commandant en chef ne devait pas se réaliser.

Durant les seize mois où il avait commandé le groupe d'armées Don et le groupe d'armées sud, Manstein avait conduit une retraite ordonnée et méthodique de près de 1 300 kilomètres sur un front parfois large de quelque 800 kilomètres. En effet, des steppes du Don jusqu'à la Galicie, il avait su préserver la cohésion au sein de ses troupes[553]. C'était un véritable exploit en soi. Et encore plus si l'on considère qu'il avait pu éviter à ses troupes le sort de Stalingrad, en luttant à la fois contre un ennemi largement supérieur en nombre et contre l'entêtement de Hitler dans l'idée de se battre pour chaque mètre de terrain. Contrairement à celui-ci qui croyait à la toute-puissance de sa volonté, non seulement pour maintenir ses armées à l'endroit où elles se trouvaient, mais encore pour arrêter l'ennemi, le feld-maréchal croyait – comme la plupart des autres chefs militaires allemands – que le succès ne pouvait être obtenu que par des opérations mobiles, seul domaine où la supériorité des officiers et des soldats allemands pouvait jouer pleinement. S'il ne parvint pas, pour l'essentiel, à imposer sa manière de voir et si, en conséquence, ses espoirs d'en finir avec l'ennemi ne se

réalisèrent pas, il obtint cependant un résultat positif. L'adversaire ne put, en effet, mener à bien l'encerclement de toute l'aile méridionale du front allemand, alors que la situation opérationnelle et son immense supériorité numérique lui donnaient tous les atouts à cet égard.

En somme, la série de succès défensifs de Manstein remportés à 1 contre 6 et parfois même à 1 contre 8, après l'encerclement de la 6e armée de Paulus à Stalingrad, représentait un exploit remarquable. Elle montrait à quel point il aurait été possible pour l'*Ostheer* de faire durer la guerre et d'épuiser les Soviétiques si la stratégie défensive avait été à la hauteur de la tactique. Mais les chances furent compromises sur ce point par l'insistance de Hitler sur l'obligation de n'entreprendre aucun repli sans son autorisation, autorisation qu'il ne donnait qu'avec la plus extrême répugnance et souvent dans des conditions moins favorables que la première fois où la retraite lui avait été proposée. Les chefs d'armées qui prenaient une telle initiative sans l'autorisation préalable du Führer étaient menacés d'être traduits en cour martiale, même s'il s'agissait du repli d'un simple bataillon depuis une position dangereusement isolée. Le mot d'ordre de Hitler était toujours le même : il fallait tenir bon en se battant sur place. Ce principe rigide avait certes permis à la Wehrmacht de surmonter la crise du premier hiver russe, mais il devint fatal lorsque les troupes allemandes manquèrent de plus en plus de ressources pour tenir les espaces soviétiques et que l'ennemi améliora considérablement son commandement. Il priva les commandants allemands de la souplesse indispensable pour s'esquiver, se regrouper et appliquer la doctrine qui consistait à reculer pour mieux contre-attaquer. Les contre-offensives de Manstein en février-mars 1943, entre le Dniepr et le Donets, qui permirent de reprendre Kharkov et Bielgorod, et celles de novembre de la même année, dans le secteur de Kiev, qui rendirent possible la reconquête de Jitomir et de Korosten, avaient démontré à quel point cette doctrine pouvait se révéler extrêmement efficace et redoutable si elle était bien appliquée.

La conduite des opérations selon la stratégie de l'« attaque en retour » ou de la « seconde frappe », telle que Manstein l'avait proposée à maintes reprises à l'hiver et au printemps 1943, aurait obligé Hitler à accepter de gros risques sur d'autres théâtres et en d'autres secteurs du front oriental, ainsi que des désavantages politiques et économiques importants. C'était pourtant la seule façon de réussir à épuiser la puissance offensive des Russes, en 1943, et d'ouvrir ainsi la voie à un compromis politique avec

eux, voie dans laquelle, il est vrai, Hitler n'était aucunement disposé à s'engager.

Le putsch du 20 juillet 1944 : Manstein à la recherche d'un alibi

L'attentat à la bombe du 20 juillet 1944, perpétré contre la personne de Hitler par le colonel Stauffenberg, est trop connu pour qu'on y insiste. Toutefois, après qu'il s'en fut sorti presque indemne, le Führer, saisi d'une crise de fureur et d'une soif inextinguible de vengeance, chargea le *Reichsführer-SS* Himmler de traquer inlassablement tous ceux qui avaient osé, si peu que ce fût, comploter contre lui. Il demanda que l'action fût rapide et implacable. À ces traîtres, il n'était pas question d'accorder la mort honorable du soldat devant un peloton d'exécution. Ils seraient exclus de la Wehrmacht, puis traduits en justice en tant que civils et exécutés dans les deux heures suivant leur condamnation. Il donna ainsi l'ordre de mettre en place un tribunal d'honneur militaire pour chasser de l'armée tous ceux qui avaient trempé dans le complot. Quant à ceux que le tribunal du peuple condamnerait ensuite à mort, ils seraient pendus en prison comme de vulgaires criminels.

Les enquêtes et les exécutions de la Gestapo se poursuivirent sans interruption jusqu'aux derniers jours de la guerre, et les séances du tribunal du peuple, présidé par le fanatique juge nazi Roland Freisler, durèrent pendant des mois. À quelques exceptions près, largement dues à la chance – qu'on pense au lieutenant-colonel Gersdorff ou au capitaine Schlabrendorff –, tous ceux qui avaient participé de près ou de loin au complot, du côté civil comme du côté militaire, soit quelque 200 personnes en tout, furent arrêtés, torturés et exécutés. Le feld-maréchal Witzleben, le colonel-général Hoepner (privé d'emploi depuis que le Führer l'avait relevé du commandement du 4e groupe de Panzer en janvier 1942), le général Erich Fellgiebel (chef des communications à l'OKW), le général Paul von Hase (commandant de Berlin) et le colonel Schulze-Büttger furent condamnés à mort et pendus. À la veille de la capitulation, l'amiral Wilhelm Canaris, victime de son comportement plus qu'ambigu, et le major-général Oster furent exécutés à leur tour dans leur camp d'internement. Pour avoir soufflé autant le chaud que le froid, le colonel-

général Fromm fut également exécuté sur l'ordre de Himmler, qui lui succéda aussitôt à la tête de l'armée de réserve.

D'autres officiers optèrent pour le suicide, à l'exemple du colonel-général Beck ; ainsi le major-général Tresckow et le feld-maréchal Kluge. Ce dernier, s'il ne s'était pas suicidé, aurait été, de toute évidence, arrêté par la Gestapo pour avoir prêté une oreille complaisante aux conjurés, d'autant qu'il avait été dénoncé par certains témoignages de conjurés arrachés par la torture. Pour sa part, le général Stülpnagel, gouverneur militaire de la France, fut pendu après sa tentative manquée de suicide. Enfin, le feld-maréchal Rommel, mis en cause tout comme Kluge par les aveux de certains conjurés, fut arrêté et accusé de haute trahison. Hitler permit néanmoins que l'un de ses feld-maréchaux favoris, l'un des plus populaires de toute l'Allemagne, pût se suicider. Il lui accorda même des funérailles nationales avec tous les honneurs militaires. Pour éviter un scandale en Allemagne, on cacha au public sa prétendue participation au complot, en mettant sa mort sur le compte des blessures infligées par l'aviation ennemie, le 17 juillet 1944.

Malgré le très petit nombre de généraux ayant participé au complot, le corps des officiers de l'armée allemande sortait humilié de cette purge. Il s'était vu obligé de demeurer passif pendant que certains de ses membres étaient jetés dans les prisons de la Gestapo et assassinés judiciairement après des semblants de procès devant le tribunal du peuple. Dans cette situation sans précédent et en dépit de ses traditions séculaires, ce corps des officiers ne serra pas les rangs. Au contraire, il chercha à regagner la confiance du Führer en se faisant le complice de cette purge. Le feld-maréchal Rundstedt accepta même de présider le tribunal d'honneur militaire créé par Hitler, le 2 août 1944, pour expulser de la Wehrmacht tous les officiers soupçonnés de complicité dans le putsch organisé contre lui, ce qui permettait de leur refuser la cour martiale et de les déférer au tribunal du peuple. N'ayant pas l'autorisation d'entendre un officier accusé présenter sa propre défense, ce tribunal d'honneur militaire se prononçait uniquement sur les prétendues preuves fournies par la Gestapo. Cependant, Rundstedt ne protesta pas contre cette restriction, pas plus que les autres juges, tous des généraux, à commencer par le feld-maréchal Keitel et le colonel-général Guderian[554].

Guderian, qui avait remplacé le colonel-général Zeitzler au poste de chef d'état-major général de l'OKH au lendemain de l'attentat, confessa

dans ses Mémoires qu'il avait reçu l'ordre d'y siéger et qu'il le fit à contrecœur et aussi peu souvent que possible. Il évoqua même les problèmes de conscience engendrés par cette tâche déplaisante qui consistait à envoyer des dizaines de camarades à une exécution certaine, après les avoir dégradés en les rayant de l'armée[555]. Pourtant, il fit plus encore. En sa qualité de chef d'état-major général de l'armée de terre, il rédigea deux ordres du jour retentissants pour exprimer au chef suprême des forces armées allemandes la fidélité inébranlable du corps des officiers.

Le premier, promulgué le 23 juillet 1944, accusait les conspirateurs d'être « un petit nombre d'officiers, dont certains de réserve, qui avaient perdu tout courage et, par lâcheté et faiblesse, avaient préféré s'engager sur le chemin de la honte plutôt que sur le seul chemin ouvert à un soldat digne de ce nom – celui du devoir et de l'honneur ». Sur quoi, il assurait solennellement son Führer de « l'unité des généraux, du corps des officiers et des soldats ».

Dans le second, qu'il émit le 29 juillet 1944, il avertissait tous les officiers de l'état-major général que dorénavant ils devaient donner l'exemple et devenir de bons nationaux-socialistes, loyaux et fidèles envers leur chef. « Chaque officier de l'état-major général doit être un officier national-socialiste, non seulement [...] par son attitude à l'égard des questions politiques, mais en coopérant activement à l'endoctrinement politique des officiers plus jeunes, conformément aux principes du Führer [...][556]. » Évidemment, Guderian ne fit aucune mention de ces ordres du jour dans ses Mémoires.

Le 20 juillet 1944, le feld-maréchal Manstein se trouvait depuis une semaine à Usedom, une presqu'île sur la côte de la Baltique, située à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Stettin, avec son épouse et son adjudant. Ce voyage entrepris pour se reposer s'avéra un heureux hasard, car il lui épargna, du moins dans l'immédiat, d'être soupçonné d'une quelconque participation au putsch. Si, ce jour-là, il était demeuré chez lui, à Liegnitz, là où il suivait, depuis sa destitution, la détérioration dramatique de la situation militaire sur tous les fronts, ou, pis encore, s'il s'était rendu à Berlin pour s'informer de la situation militaire, comme il avait parfois l'habitude de le faire, il aurait fort probablement fait l'objet d'un interrogatoire de la part de la Gestapo, d'autant que son nom pouvait être mentionné dans certains documents compromettants.

Avant ces quelques jours de vacances à Usedom, sur l'autoroute entre Liegnitz et Breslau, Stahlberg avait annoncé à Manstein qu'on s'apprêtait à commettre un attentat contre Hitler. Dans ses Mémoires, il consacre à l'épisode un passage fort intéressant : « "*Herr* feld-maréchal, je pense qu'il est de mon devoir de vous rapporter que le Führer sera tué aujourd'hui ou au cours des prochains jours." Une pause. Une longue pause. Aucune réponse. Après un temps qui m'a semblé une éternité, une réponse vint : "Dites-moi cela encore une fois !" Je répétai mot pour mot. Une autre longue pause. [...] Après une autre "éternité", vint la question que j'attendais et à laquelle j'avais réfléchi de longues heures à la réponse la nuit précédente. "Qui vous a donné cette information ?" Je répondis tout de suite : "Le général Fellgiebel." Après une autre pause, il me fit répéter de nouveau ma réponse : "Le général Fellgiebel." Après un silence qui dura plusieurs kilomètres, j'ai pensé que le temps était venu de poser une question au feld-maréchal : "*Herr* feld-maréchal, j'aimerais vous demander s'il n'aurait pas été mieux de ne pas vous rapporter cette information ?" Sa réponse vint très rapidement : "Bien sûr que non ! Il était de votre devoir de me le dire !" Je respirai de nouveau. Après un autre long silence [...] le feld-maréchal brisa soudainement le silence et déclara : "Stahlberg, ce que nous savons tous les deux est vraiment quelque chose." [...] Sur le chemin du retour vers Liegnitz, Manstein ne me dit aucun mot. Lorsque nous sommes arrivés à sa maison, il s'en alla tout de suite à sa chambre à l'étage. [...] Durant le déjeuner, il me demanda soudainement si je connaissais une quelconque jolie maison sur le bord de la Baltique où nous pourrions tous prendre deux ou trois semaines de vacances. Je lui donnai le nom de l'hôtel et de la pension "Seeschloss" dans le Bansin sur l'île Usedom[557]. » Manifestement, il parut opportun à Manstein de partir en vacances au loin afin de se mettre à l'abri de tout soupçon, dans l'éventualité où il y aurait effectivement un coup d'État et que celui-ci échouerait.

Le feld-maréchal ne demeura pas moins perturbé par l'établissement d'un tribunal d'honneur militaire dont la tâche était d'expulser de la Wehrmacht tous les officiers soupçonnés d'avoir participé au coup d'État contre Hitler ou d'avoir eu connaissance de sa préparation. Les suspects se voyaient alors refuser la cour martiale. Remis à la Gestapo, ils étaient aussitôt déférés au tribunal du peuple. Les dégradés étaient ensuite conduits à la prison de Plötzensee de Berlin, où ils étaient exécutés par pendaison. Ayant été sollicité à plusieurs reprises par les conjurés, Manstein avait de

quoi s'inquiéter, d'autant qu'il était un bon ami du général Fellgiebel. Sachant qu'il se tramait quelque chose contre Hitler depuis l'hiver 1942-1943, il pouvait être accusé de complicité. Mais, par esprit de camaraderie, il avait préféré ne pas dénoncer ses collègues officiers qui avaient tenté de le convaincre de se joindre à la conspiration. Il s'efforça alors de se constituer un solide alibi qui le mettrait à l'abri de tout soupçon. Un effort qui ne fut pas vain car, dans son enquête sur Manstein, la Gestapo ne put prouver une quelconque implication du feld-maréchal dans les activités des hommes du 20 juillet. Par conséquent, elle le laissa tranquille jusqu'à la fin de la guerre[558].

Même après la guerre, il chercha à diminuer l'importance de ce qu'il savait, à l'époque, au sujet du complot contre Hitler. À Nuremberg, lors du procès contre le haut commandement de la Wehrmacht, il prétendit même n'avoir jamais eu connaissance que le cercle des hommes du 20 juillet avait pris contact avec lui. C'était évidemment un mensonge flagrant. À ce sujet, il déclara au tribunal militaire : « Je n'en ai pas eu connaissance. J'ai reçu une fois une lettre du [colonel-] général Beck, à l'hiver 1942, dans laquelle il exprimait son opinion sur la situation stratégique à propos de Stalingrad et était d'avis que la guerre pourrait difficilement être menée à bonne fin. Je lui ai répondu que je ne pouvais pas refuser son exposé, mais qu'une défaite n'était pas une raison de considérer la guerre comme perdue, qu'une guerre n'était vraiment perdue que si on la reconnaissait comme telle ; que le front me causait d'ailleurs de tels soucis que je ne pouvais me laisser entraîner à discuter longuement de ces choses. C'est maintenant, après coup, qu'il m'est devenu évident que différentes tentatives avaient été faites en vue de sonder, de connaître le fond de ma pensée. C'est ainsi qu'un jour le général von Gersdorff est venu me trouver, porteur – comme il me l'a révélé plus tard – de lettres de Goerdeler, je crois, et de Popitz, qu'il devait me montrer si j'avais été mûr pour un coup d'État. Comme j'ai toujours été d'avis que la disparition ou la suppression de Hitler ne pouvait, en pleine guerre, qu'amener le chaos, il ne m'a pas montré ces lettres. Que tout cela constituait des tentatives de sondage, c'est ce qui m'est apparu clairement par la suite. Je n'ai donc jamais donné mon consentement à qui que ce soit, de participer à une telle entreprise[559]. »

Après la guerre, Stahlberg relata la violente réaction de Manstein lorsqu'il lui apprit, après avoir écouté le discours du Führer, un peu après minuit, que c'était Stauffenberg qui avait commis l'attentat : « Il n'était pas

encore allé au lit et était assis à la table avec sa femme. Je l'informai que Hitler avait parlé et annoncé qu'il s'agissait de Stauffenberg. Pendant un moment, il me regarda comme s'il était stupéfait, puis il commença à crier comme je ne l'avais jamais encore entendu auparavant. Il ragea : "Est-il devenu fou ? Comment peut-il faire une chose pareille !" Il répéta ces mots encore et encore. Lorsqu'il devint plus calme, je demandai s'il avait d'autres ordres pour moi. Ensuite, je lui souhaitai une bonne nuit[560]. » Pour Manstein, l'attentat contre Hitler était une trahison, un acte illégal contre la direction légale de l'État[561].

La nomination du colonel-général Guderian au poste de chef d'état-major général de l'armée de terre, à la place du colonel-général Zeitzler, après le coup d'État du 20 juillet 1944, avait profondément affecté le feld-maréchal Manstein. Non seulement il aspirait depuis fort longtemps à occuper de telles fonctions, mais il entendait profiter de ce poste pour amener Hitler à lui accorder une autorité pleine et entière dans la conduite des opérations militaires et, si possible, à lui confier la responsabilité des trois armes de la Wehrmacht. Mais avec la nouvelle affectation de Guderian, reconnu pour son dévouement indéfectible au Führer, il ne pouvait plus être question de créer un poste de chef d'état-major général de la Wehrmacht comprenant les trois armes. Manstein avait été encore plus déçu lorsque le feld-maréchal Kluge s'était vu octroyer le commandement du front de l'Ouest, le 11 juillet 1944, en remplacement du feld-maréchal Rundstedt. Pourtant, au moment où Manstein avait été démis de ses fonctions, le 30 mars 1944, Hitler lui avait laissé entendre qu'il ferait probablement appel à ses services à titre de commandant en chef du front de l'Ouest.

Manifestement, Hitler n'avait jamais eu l'intention de lui confier quoi que ce soit depuis cette journée-là, du moins pas tant que le Reich ne serait en mesure de lancer des offensives de grand style. En mars 1945, deux mois avant la capitulation de l'Allemagne, il allait tenir ces propos à son égard : « Si j'avais 40 excellentes divisions offensives pour battre décisivement l'ennemi, alors seulement Manstein entrerait en ligne de compte pour commander ces troupes. Mais je ne peux l'employer dans la situation actuelle. Il lui manque la foi au national-socialisme. Il ne peut résister à la pression à laquelle est confronté un général en chef par la situation militaire actuelle[562]. »

À la fin d'août 1944, Manstein commençait à se rendre compte que la guerre était peut-être définitivement terminée pour lui. Il fit d'ailleurs part à Guderian de sa très grande déception de ne pas avoir été nommé commandant en chef du front de l'Ouest : « Lorsque Hitler m'a parlé à la fin mars, il m'a dit qu'il ferait de nouveau appel à mes services dans un temps prévisible. Or, depuis, le poste de commandant en chef sur le front de l'Ouest a déjà été occupé à deux reprises et presque tous les groupes d'armées ont de nouveaux commandants en chef, et ce, sans qu'on ait fait appel à moi. Je dois donc tirer la conclusion que, pour l'instant, le Führer n'envisage aucunement de recourir à mes services. Vous devez savoir, en vertu de votre propre expérience, à quel point cette période d'inactivité est douloureuse pour moi[563]. »

Dans ses Mémoires, Guderian raconta avoir demandé au Führer à plusieurs reprises de nommer Manstein à titre de chef de l'OKW à la place de Keitel et d'avoir essuyé chaque fois une fin de non-recevoir pour la simple raison que « Hitler ne pouvait pas tolérer dans son environnement la présence d'une personne aussi compétente militairement que Manstein ». Selon le nouveau chef de l'état-major général de l'OKH, cette raison résultait d'une incompatibilité des caractères de Hitler et de Manstein : « Leurs caractères étaient trop opposés : d'une part Hitler, avec sa grande force de volonté et son imagination fertile ; d'autre part Manstein, un homme ayant les talents militaires les plus distingués et un produit de l'état-major général allemand [...] qui s'imposait comme notre plus brillant cerveau opérationnel. [...] lorsque j'occupais les fonctions de chef de l'état-major général de l'armée, j'ai proposé fréquemment à Hitler que Manstein soit nommé chef de l'OKW à la place de Keitel, mais toujours en vain. Il est vrai que Keitel rendait la vie facile à Hitler, car il cherchait à anticiper et à réaliser chacune de ses volontés avant même qu'elles fussent prononcées. En revanche, Manstein n'était pas un homme avec qui on pouvait traiter facilement. Il formulait ses propres opinions et les exprimait à haute voix. À ma proposition répétée à maintes reprises, Hitler répondit finalement par ces mots : "Manstein est peut-être le meilleur cerveau que l'état-major général ait produit. Mais il peut opérer seulement avec de bonnes divisions fraîches, et non pas avec les divisions restantes, c'est-à-dire celles dont nous disposons actuellement. Puisque je ne peux pas lui trouver de formations fraîches capables de mener des opérations de grand style, il n'est pas question de lui confier le poste." Mais la vérité est qu'il ne voulait pas de

lui et qu'il essayait, par la formulation de telles excuses, de justifier son refus[564]. »

Que Manstein se crût en mesure d'éviter le pire à l'Allemagne, en raison de la supériorité de son talent opérationnel par rapport à celui de ses camarades généraux, ne fait aucun doute. Après sa destitution au printemps 1944, il en fit de nouveau la preuve lorsqu'il aborda la question du théâtre des opérations militaires en Méditerranée avec le lieutenant Stahlberg, qui n'était plus officier d'ordonnance mais adjudant du feld-maréchal. S'il ne tenait pas en très haute estime son camarade Kesselring, commandant en chef des forces allemandes en Italie, Manstein avait encore moins de considération pour les commandants des forces alliées. À ce sujet, il déclara à Stahlberg : « Ces messieurs en Italie commandent comme des foutriquets. Ils gaspillent leurs troupes. On ne devrait pas du tout faire la guerre en Italie avec des armes modernes, car on détruit les trésors artistiques et gaspille le sang des soldats. S'ils considèrent qu'ils doivent absolument combattre en Italie, ils devraient plutôt chercher une bataille décisive dans la vallée du Pô. Si j'étais commandant en chef des Alliés, je retiendrais les Allemands dans le sud de l'Italie avec un minimum de forces et débarquerais le gros de mes forces à Gênes afin de couper tout le groupe d'armées de Kesselring de sa base. Ainsi, l'Italie tomberait du ciel comme un fruit mûr. »

Lorsque Stahlberg lui demanda de quelle manière il conduirait la guerre en Italie s'il était responsable de ce théâtre des opérations, Manstein répondit qu'il ramènerait en Allemagne le gros des forces stationnées en sol italien, et ce, le plus rapidement possible pour que les Américains et les Anglais ne puissent les rattraper. Il pourrait ainsi défendre les passages alpins avec seulement quelques troupes. Quant aux unités mobiles du groupe d'armées de Kesselring, elles pourraient être reconstituées en Allemagne, puis préparées en vue d'une action offensive en tant que réserves stratégiques. Mais la conception étroitement militaire de Manstein se révéla une fois de plus quand Stahlberg lui demanda si, dans l'éventualité de l'invasion alliée tant attendue sur les côtes normandes, il entendait accorder la priorité au front de l'Est ou de l'Ouest dans la défense stratégique du Reich : « C'est une décision politique et le soldat est au service du politique, dit le feld-maréchal. Nous devons nous confiner aux discussions relevant des questions militaires et ne pas nous casser la tête sur des problèmes politiques[565] », ajouta-t-il. Une réponse qui, manifestement, était très caractéristique de la personnalité de Manstein.

Un domaine pour Manstein à titre de cadeau du Führer pour accroître sa loyauté ?

Bien qu'il fût constamment inquiet d'être arrêté par la Gestapo, puis traduit devant le tribunal d'honneur militaire, Manstein assigna à Stahlberg une tâche particulière. À l'automne 1944, il lui fit part de son intention d'acquérir une terre et une ferme, si possible en Poméranie orientale, là où il avait des amis, ce qui lui assurerait un voisinage agréable. La beauté de la Poméranie l'avait charmé depuis qu'il avait été commandant d'un bataillon à Kolberg. Lorsque son adjudant lui demanda s'il ne valait pas mieux chercher un domaine quelque part au Schleswig-Holstein ou en Westphalie, en raison d'un probable déplacement vers l'ouest de la frontière polonaise, Manstein rétorqua que si la Poméranie était perdue, ils seraient tous perdus. Une telle réponse démontrait bien à quel point le feld-maréchal était un homme qui se nourrissait d'illusions sur l'issue de la guerre. Au même moment, des centaines de milliers d'Allemands étaient expulsés de la Prusse-Orientale et, bientôt, une grande partie de la Poméranie n'allait plus appartenir au Reich[566].

Stahlberg entra donc en contact avec le Dr Albert Hagemann, un expert agronome de la Poméranie fort respecté, afin de dénicher dans la région un domaine correspondant aux goûts du feld-maréchal. Accompagné de Hagemann, avec qui ils prirent plusieurs rendez-vous, Manstein et Stahlberg traversèrent les campagnes de la Poméranie en automobile. Cependant, seuls les domaines se trouvant dans une mauvaise situation financière étaient disponibles ; les propriétaires de fermes prospères n'étaient aucunement disposés à vendre.

Le 7 octobre 1944, après avoir assisté à la cérémonie d'État au Monument de Tannenberg en Prusse-Orientale, le feld-maréchal Manstein alla dîner avec son bon ami le colonel-général Guderian, le chef d'état-major général de l'OKH. Stahlberg avait réservé pour la soirée une table pour quatre personnes. Les deux officiers de haut rang et leurs adjudants respectifs discutèrent avant tout de la situation militaire préoccupante : l'Armée rouge avait repoussé le groupe d'armées centre jusqu'à la frontière allemande de la Prusse-Orientale. Après le repas, la conversation devint plus détendue avec l'aide d'une ou deux bouteilles de vin. Puis, soudainement, Manstein demanda : « Dites-moi, Guderian, j'ai entendu dire que vous avez reçu un domaine à Posen. Comment avez-vous fait cela ? »

Guderian lui dit tout bonnement qu'on lui avait remis une liste de beaux domaines polonais qu'il avait visités pendant quelques jours, avant de choisir la propriété qui lui convenait le mieux. Manstein en fut interloqué et voulut savoir si les propriétaires polonais y vivaient encore à ce moment-là. Lorsque Guderian lui répondit par l'affirmative, Manstein demanda aussitôt ce qu'il était advenu d'eux. Le colonel-général rétorqua qu'il ne le savait pas. Quand il prit possession de son domaine, ajouta-t-il, les Polonais étaient déjà partis. Il n'avait donc pas la moindre idée de ce qui leur était arrivé. Le feld-maréchal était muet, stupéfié par ce qu'il venait d'entendre. « Son visage tiqua une ou deux fois. Je le connaissais trop bien pour ne pas savoir ce que cela voulait dire : cette procédure pour obtenir un domaine n'était pas du tout son style », raconta Stahlberg dans ses Mémoires[567].

Les démarches de Manstein pour obtenir un domaine démontraient néanmoins à quel point il était opportuniste. À l'instar de nombreux compagnons d'armes, il voulait tirer profit du système de dotations du Führer et obtenir sa part du gâteau. Au-delà des primes mensuelles exonérées d'impôts qu'il accordait aux colonels-généraux et aux feld-maréchaux, ainsi que celles récompensant les commandements de division, de corps d'armée, d'armée et de groupe d'armées, Hitler décernait d'autres cadeaux à ses élites militaires, notamment lors d'anniversaires de naissance, lorsque des haut gradés atteignaient l'âge de 50, 55, 60, 65 ou 70 ans, pour souligner les services rendus à l'Allemagne national-socialiste. Ces dotations se faisaient le plus souvent sous la forme de montants d'argent exonérés d'impôts, parfois aussi sous celle de propriétés foncières ou de domaines ou encore d'objets d'art. La discrétion dans la remise des dons était jugée nécessaire pour ne pas susciter la jalousie ou le ressentiment. L'octroi de tels dons à des généraux de haut rang de la Wehrmacht était une pratique courante, témoin d'un régime politique corrompu[568].

Le feld-maréchal Manstein, qui comptait parmi les plus grands critiques de Hitler en ce qui concernait les questions relatives à la conduite des opérations militaires et à la structure du haut commandement de la Wehrmacht, ne reçut aucune dotation pour son cinquante-cinquième anniversaire, le 24 novembre 1942. Du moins, il n'y a rien à ce sujet dans les archives. À Nuremberg, lorsqu'on lui demanda s'il avait reçu une dotation, il répondit par la négative[569]. Toutefois, certains contemporains prétendirent qu'il avait bel et bien reçu de Hitler un vaste domaine à l'automne 1944[570]. Mais cette affirmation n'a toujours pas été prouvée. En

fait, cette question demeure encore aujourd'hui une véritable énigme. Il est tout à fait possible que Manstein se soit mis à la recherche d'un domaine sans avoir reçu auparavant une dotation du Führer. En outre, il est fort probable que les dotations de domaines dont bénéficièrent Kleist, en octobre 1942, Guderian, en octobre 1943, Leeb, en juillet 1944, et Keitel, en octobre 1944, aient incité Manstein à entreprendre des démarches auprès de Hitler en vue d'en acquérir un à son tour.

Il existe un document dans lequel il est indiqué que le Führer aurait confié à Herbert Backe, ministre du Reich, la tâche de procurer un domaine à Manstein. En effet, Backe, qui était à la tête du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture, écrivit au feld-maréchal Manstein, le 17 octobre 1944, pour lui faire part du « souhait du Führer de l'aider dans la recherche d'une propriété foncière convenable ». Le choix des mots employés par Backe laisse sous-entendre que Manstein avait peut-être reçu un don auparavant, car Hitler s'était souvent montré prêt, à la lumière de ce type de formulation, à aider ceux qui, après l'obtention d'un don en argent, voulaient l'utiliser pour acquérir une propriété foncière ou un domaine. Quoi qu'il en soit, Backe recommanda à Manstein, « en vertu de considérations sérieuses et de ses intérêts particuliers », de regarder plutôt du côté de l'achat d'un domaine boisé. Toutefois, rien ne permet de savoir si les efforts du feld-maréchal furent couronnés de succès. Il se peut que le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture fût contraint d'écarter toutes les demandes relatives à l'acquisition d'un domaine dans les provinces orientales du Reich, en raison de la détérioration de la situation militaire sur le front de l'Est. À l'été 1944, le secrétaire d'État de Backe, Werner Willikens, lui proposa d'ailleurs de remettre après la fin de la guerre toute dotation de domaines à l'Est ou, à tout le moins, d'attendre que la Wehrmacht eût repoussé l'Armée rouge de la partie orientale du Reich[571].

« Manstein, sauve l'Allemagne ! »

À la fin de janvier 1945, la Silésie devenant le théâtre de combats, Manstein décida de quitter Liegnitz pour Achterberg, un manoir situé à l'ouest de la région d'entraînement militaire de Bergen, pas très loin de Celle, dans les Landes de Lunebourg. C'est avec sa famille et Stahlberg qu'il s'établit dans cette résidence qui n'était plus habitée depuis quelques années. En fait, la dernière personne à y avoir vécu était l'ancien

commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Fritsch, mort lors de la campagne de Pologne, en septembre 1939. Le 25 janvier, le feld-maréchal, sa famille et Stahlberg quittèrent ainsi Liegnitz pour Achterberg. En raison des bombardements aériens alliés, ils durent faire un détour par Berlin et Hanovre.

Le 29 janvier, Manstein, qui était à Berlin depuis deux jours, en profita pour se rendre à la Chancellerie du Reich afin d'y rencontrer le Führer. Espérait-il le convaincre de lui remettre la conduite des opérations militaires pour sauver l'Allemagne d'une catastrophe qui était pourtant inévitable ? Aspirait-il à devenir le sauveur de la patrie et de la nation allemande, bien qu'il eût déjà déclaré le contraire à Stahlberg ? Avec la défaite qui se profilait à l'horizon, Manstein semblait, en effet, vouloir entrer dans l'Histoire comme le sauveur de l'Allemagne et de la Wehrmacht face à l'Armée rouge et au bolchevisme. « Lorsqu'il aura de l'eau jusqu'au cou, il fera appel à moi », confia-t-il à maintes reprises à Stahlberg en parlant de Hitler. Malgré cette heure tardive, Manstein était encore convaincu que le Führer ne pourrait pas indéfiniment se passer de lui, de loin le meilleur commandant de l'armée allemande[572].

Que Hitler eût confié, quelques mois auparavant, l'offensive des Ardennes au feld-maréchal Rundstedt l'avait probablement piqué au vif. Déclenchée le 16 décembre 1944, cette dernière offensive allemande de la guerre échoua en moins de dix jours, faute de réserves. Bien que le concept opérationnel de cette offensive ressemblât étrangement au plan « coup de faucille », Hitler n'avait pas jugé bon de faire appel aux services de Manstein pour la conduire, et ce, malgré le fait qu'il lui avait fait part, le 30 mars 1944, de son intention de lui confier de nouvelles tâches dès que la Wehrmacht serait de nouveau en mesure de mener des offensives. À la fin de l'année 1944, il avait même refusé à Rundstedt les services de Manstein, de Leeb ou de Kleist pour l'aider dans la conduite des opérations sur le front de l'Ouest[573].

Ceci dit, lorsque Manstein entra dans la Chancellerie du Reich, accompagné de son adjudant, deux hommes de la SS assis à une table se levèrent et le saluèrent. Manstein répondit en levant son bâton de feld-maréchal : « Je suis le feld-maréchal von Manstein. Veuillez, s'il vous plaît, m'annoncer au Führer. » L'un des deux SS demanda : « Avez-vous un rendez-vous, *Herr* feld-maréchal ? » Manstein déclara ne pas en avoir, mais qu'il était venu pour une affaire importante. On lui demanda, ainsi qu'à son

adjudant, de s'asseoir et d'attendre dans l'antichambre, pendant que l'un des deux SS quittait la pièce. Après une demi-heure, ce dernier revint et déclara : « J'ai pour ordre de vous informer que le Führer ne reçoit pas. » Ayant de la difficulté à contenir sa colère, Manstein demanda alors : « Avez-vous dit au Führer ou à l'un de ses adjudants qui je suis ? – Je l'ai fait, *Herr* feld-maréchal ! – Je veux alors parler à l'un des adjudants. – Je regrette, *Herr* feld-maréchal, j'ai pour ordre de ne laisser entrer personne. » Manstein se leva brusquement et quitta la pièce sans saluer. Que pas un seul des adjudants du Führer ne fût disposé à le recevoir, il le prit comme une insulte. Il devait se rendre à l'évidence : le commandement suprême n'avait pas d'emploi pour « le plus dangereux ennemi des Alliés[574] ». De même, il devait se faire à l'idée qu'il n'aurait pas la chance de sauver l'Allemagne.

Le 1er mai 1945, lorsque Stahlberg apprit à la radio la mort du Führer, qui s'était suicidé dans son bunker le jour précédent, il accourut aussitôt auprès de Manstein pour lui annoncer la nouvelle. Le feld-maréchal était assis à une table avec son épouse et lisait un livre. « *Herr* feld-maréchal, s'exclama Stahlberg, le Führer est mort ! » Le feld-maréchal le regarda pendant plusieurs secondes sans rien dire, muet de stupéfaction. Puis vint un cri de son épouse, grande admiratrice du Führer et membre très impliqué du parti nazi : « Non ! Cela ne peut pas être vrai ! » Pendant que Manstein s'empressait de consoler sa femme, Stahlberg rapporta la nomination du grand-amiral Dönitz pour succéder au Führer comme chef d'État[575].

À la mi-avril, le feld-maréchal Manstein s'était établi à Weißenhaus, une propriété proche de Bad Oldesloe, une petite ville du Schleswig-Holstein, afin d'éviter d'être fait prisonnier avant la capitulation du Reich. Un autre de ses compagnons d'armes inactif, le feld-maréchal Bock, s'était également établi dans cette région du nord de l'Allemagne, à Lensahn. À la fin du mois d'avril, tous les deux s'efforcèrent d'entrer en contact avec le commandant en chef du groupe d'armées du nord de l'Allemagne, le feld-maréchal Busch, pour lui recommander de joindre ses forces à celles du front de l'Ouest, dans le but de sauver les troupes du front de l'Est et la population civile des provinces est-allemandes. Ils rendirent ensuite visite au grand-amiral Dönitz, commandant en chef de la Kriegsmarine, devenu chef du IIIe Reich, qui avait transféré son quartier général de Berlin à Plön, dans le Schleswig-Holstein. Ils lui recommandèrent de replier progressivement les armées du front de l'Est à proximité des fronts américain et britannique. Toutefois, ils ne prononcèrent pas un mot sur la

nécessité de mettre fin à la guerre. Apparemment, Manstein et Bock spéculaient sur une éventuelle dislocation de l'alliance de guerre entre les ennemis qui offrirait peut-être à l'Allemagne de nouvelles possibilités de négociations.

Sur le chemin du retour, au carrefour de Lübeck et de Weißenhaus, une patrouille militaire arrêta la voiture de Manstein et le pria de repartir immédiatement pour le quartier général de Dönitz. Ce dernier lui demandait de venir le rencontrer de nouveau à son quartier général de Plön. Il voulait le nommer commandant en chef de l'OKW, à la place du feld-maréchal Keitel, et le charger de négocier les conditions relatives à la capitulation militaire de l'Allemagne. Manifestement, Dönitz espérait que Manstein, en sa qualité de nouveau commandant en chef de l'OKW et grâce à l'énorme prestige dont il jouissait, atténuerait les conditions d'armistice des puissances alliées et, peut-être même, éviterait à une grande partie des soldats de l'*Ostheer* d'être captifs des Soviétiques.

Mais peu avant son arrivée à Plön, Manstein croisa la voiture du *Reichsführer-SS* Himmler. Le chef de la SS, de la Gestapo et de l'armée de réserve venait tout juste de s'entretenir avec Dönitz et l'avait dissuadé d'accorder à Manstein le commandement de la Wehrmacht. Ainsi, quand Manstein arriva à Plön, des officiers l'informèrent aussitôt qu'il était trop tard pour qu'il pût assumer les fonctions de commandant en chef de l'OKW. Par conséquent, il ne put rencontrer Dönitz. Il était effectivement trop tard pour qu'il pût changer quoi que ce soit à l'issue des combats. D'ailleurs, Manstein ne trouvait pas très alléchante l'idée de figurer maintenant parmi les fossoyeurs du Reich. Qu'il ait été sollicité de prendre le commandement suprême de l'armée allemande non seulement par les conjurés du 20 juillet, mais aussi par le nouveau chef du IIIe Reich, est très révélateur de l'admiration pour son immense talent opérationnel que lui témoignaient ses camarades de la Wehrmacht. D'ailleurs, dans les derniers jours de la guerre, un bon nombre d'officiers allemands plaçaient encore leurs derniers espoirs en lui[576].

Après la guerre, Dönitz soutint qu'un problème de communication avait empêché Manstein de prendre le commandement des forces armées allemandes lors des derniers jours de la guerre : « Dans les derniers jours d'avril, les feld-maréchaux von Bock et von Manstein sont venus chez moi. Nous avons discuté de la situation militaire. À cette occasion, Manstein avait insisté sur la nécessité de replier progressivement les armées du front

de l'Est à proximité des fronts américain et anglais. Cela concordait tout à fait avec mes intentions. Le 1er mai, j'ordonnai alors d'entrer en contact avec Manstein. Je voulais lui offrir de prendre la direction du haut commandement de la Wehrmacht à la place de Keitel. Mais on n'est pas parvenu à joindre Manstein. La direction de l'OKW demeura donc entre les mains de Keitel et de Jodl[577]. » Il semble néanmoins plus probable que la véritable raison tenait davantage aux pressions de Himmler qu'à un prétendu problème de communication[578].

Le 3 mai 1945, le feld-maréchal Bock se rendit à Weißenhaus afin d'y rencontrer le feld-maréchal Manstein. Il voulait l'entretenir de la capitulation imminente de l'Allemagne. Au cours de son trajet de Lensahn à Weißenhaus, la voiture de Bock fut mitraillée par un chasseur britannique. Le feld-maréchal fut gravement blessé et transporté dans un hôpital à Oldenburg. Son épouse et sa fille furent tuées. Aussitôt informés de la tragédie, Manstein et Stahlberg se rendirent à l'hôpital. Bock gisait dans un lit, emmailloté de bandages. Lorsque le médecin annonça au patient l'identité de ceux qui se trouvaient au pied de son lit, celui-ci ne put dire que quelques mots, les derniers qu'il devait prononcer avant de mourir : « Manstein, sauve l'Allemagne ! » Bock était le troisième feld-maréchal, après Kluge et Rommel, à considérer Manstein, pourtant plus jeune en grade, comme le *primus inter pares*[579]. Il était cependant trop tard pour qu'il pût sauver l'Allemagne, qui capitula le 8 mai 1945.

Pour Manstein, cette capitulation, qu'il avait cru pouvoir éviter dans l'éventualité où Hitler se serait résolu à lui remettre la responsabilité pleine et entière des opérations militaires, était une véritable catastrophe. Le 8 mai, jour de la capitulation, il chargea Stahlberg d'informer le maréchal britannique Bernard Montgomery de l'endroit où il séjournait. Non seulement il ne voulait pas se cacher comme un criminel, mais il se persuadait qu'on aurait peut-être besoin de lui, en cas d'une dislocation de l'alliance de circonstance entre les Alliés occidentaux et l'URSS[580]. Bien entendu, il se faisait encore une fois des illusions. Le 26 août 1945, il fut plutôt emprisonné par l'armée britannique, une captivité qui allait durer jusqu'au 7 mai 1953.

16
LA LÉGENDE D'UNE « WEHRMACHT HONORABLE ET INTÈGRE »

Reconnu pour son apolitisme, le feld-maréchal Manstein était resté loyal à Hitler jusqu'à la toute fin de la guerre, même s'il lui avait tenu tête à l'occasion au sujet de la conduite des opérations. C'est seulement après l'effondrement le plus complet du IIIe Reich qu'il prit ses distances avec Hitler, en protestant énergiquement de son innocence et en insistant pour que l'on ne voie en lui qu'un soldat qui n'avait fait que son devoir. Plus que n'importe lequel de ses camarades du corps des officiers, Manstein accrédita après la guerre, par ses témoignages et ses Mémoires, les mythes suivants : l'armée allemande n'aurait été qu'une victime de la politique expansionniste nazie ; les généraux n'auraient fait que leur devoir en obéissant aux ordres ; Hitler serait le seul responsable de la défaite militaire du Reich ; et la Wehrmacht n'aurait jamais pris part aux actions criminelles du régime.

Lors du procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international de Nuremberg, les observateurs furent nombreux à prétendre que Manstein s'était illustré « comme le plus brillant » témoin à prendre fait et cause pour la Wehrmacht[581]. Son témoignage, joint à celui de plusieurs autres anciens combattants, contribua fortement à influencer les chercheurs qui s'en inspirèrent. Manstein devint ainsi, après 1945, l'une des principales cautions morales de l'intégrité de la Wehrmacht, ce qui explique qu'il fut l'un de ceux qui, à la demande du chancelier Konrad Adenauer, participèrent à la supervision de la reconstruction de l'armée allemande dans le cadre de l'OTAN, en 1956.

Pourtant, il avait été condamné à Hambourg, le 19 décembre 1949, par un tribunal militaire britannique, à dix-huit ans de prison pour la responsabilité qu'il devait assumer en tant que commandant en chef de la 11e armée en Crimée, où des actions contraires au droit de la guerre avaient été commises par ses soldats. Il fut ensuite relâché, le 7 mai 1953, un an après avoir reçu un congé pour raisons médicales. D'aucuns en Allemagne de l'Ouest pensaient alors qu'il n'avait été qu'une victime de la « justice des vainqueurs », purgeant une peine collective et non celle d'un simple criminel de guerre. Or, le feld-maréchal s'était porté garant de la Wehrmacht et de ses actions, se plaçant ainsi lui-même à l'ombre de l'image que l'on en retient[582].

Manstein ou le devoir de défendre l'honneur et l'intégrité de la Wehrmacht à Nuremberg

Dans le but de punir les responsables du déclenchement de la guerre et des crimes d'une violence inégalée qui y avaient été perpétrés, un tribunal interallié d'exception s'était réuni à Nuremberg du 20 novembre 1945 au 30 septembre 1946. Certes, il s'agissait d'établir la responsabilité de l'Allemagne national-socialiste dans le déclenchement du conflit, mais il fallait surtout juger les actes de barbarie pratiqués sur une grande échelle à l'endroit des populations civiles et le génocide organisé de groupes humains entiers. Composé de magistrats des quatre puissances victorieuses, le tribunal retint quatre chefs d'accusation contre vingt-deux hauts dignitaires nazis : le plan concerté ou complot visant à la domination du continent européen au moyen d'une guerre d'agression ; les crimes contre la paix définis par la violation de traités internationaux ; les crimes de guerre ayant entraîné pillages, esclavages et assassinats ; et les crimes contre l'humanité caractérisés par la persécution et l'extermination systématique d'adversaires politiques et de minorités raciales et religieuses. Si seul le dernier chef d'accusation était une nouvelle notion juridique, le jugement de six grands organismes du IIIe Reich (parti national-socialiste, cabinet du Reich, SS, SA, Gestapo et SD, état-major général et haut commandement militaire) accusés de crimes constituait aussi une innovation.

Parmi les principaux hiérarques du régime national-socialiste appelés à comparaître, on retrouvait cinq militaires : Göring, feld-maréchal du Reich

et commandant en chef de la Luftwaffe ; Keitel, feld-maréchal et chef de l'état-major général à l'OKW ; Jodl, colonel-général et chef du département des opérations à l'OKW ; Raeder, grand-amiral et commandant en chef de la Kriegsmarine jusqu'en 1943 ; et Dönitz, grand-amiral, commandant en chef de la Kriegsmarine de 1943 jusqu'à la fin de la guerre et dernier chef du Reich à la suite de la mort de Hitler.

Le 1er octobre 1946, Göring, Keitel et Jodl furent condamnés à mort, tandis que Raeder et Dönitz furent condamnés respectivement à la prison à vie et à dix ans de détention. Quant à l'état-major général et au haut commandement, accusés d'avoir formé une organisation criminelle, Sir Geoffrey Lawrence, président du Tribunal militaire international à Nuremberg, déclara immédiatement après avoir lu les attendus : « Le tribunal estime qu'une déclaration de criminalité ne doit pas être faite en ce qui concerne l'état-major général et le haut commandement. » Il évoqua ensuite le même motif pour le cabinet du Reich, que rien n'avait permis de déclarer comme une organisation criminelle : « Bien que le nombre de personnes ici visées soit plus élevé que dans le cas du cabinet du Reich, il est suffisamment restreint pour que des procès individuels de ces officiers constituent une procédure plus opportune qu'une déclaration générale de criminalité. » Il ajouta toutefois : « Un motif plus important résulte du fait que, selon l'avis du tribunal, l'état-major général et le haut commandement ne constituent ni une "organisation", ni un "groupe" au sens de l'article 9 du statut[583]. »

Pour plusieurs observateurs, cet acquittement était dû, dans une large mesure, au témoignage d'un feld-maréchal du nom d'Erich von Manstein, commandant en chef du groupe d'armées sud jusqu'au 30 mars 1944. Appelé à la barre en tant que témoin à décharge, celui-ci se fit fort de défendre l'honneur et l'intégrité de l'armée allemande. En raison de son prestige en tant que commandant de campagne le plus talentueux de la Wehrmacht, il contribua fortement à disculper l'état-major général et le haut commandement des accusations d'avoir formé une organisation criminelle au même titre que le parti national-socialiste, la SS, le SD et la Gestapo. Il se vit ainsi attribuer le qualificatif de « cerveau stratégique » (*strategische Kopf*) de la défense. Selon le général Westphal, « l'âme de notre défense fut le feld-maréchal von Manstein, le plus doué de nos dirigeants militaires. Inventif, toujours courageux au combat, l'acquittement de l'état-major général, en octobre 1946, est largement redevable à son activité inlassable

et intelligente ». Pour d'autres encore, Manstein fut tout simplement le « sauveur de l'état-major général et de l'honneur du soldat allemand[584] ».

En fait, il se fit le porte-parole d'un groupe d'officiers supérieurs dont faisaient également partie le feld-maréchal Brauchitsch, commandant en chef de l'OKH jusqu'au 19 décembre 1941, le colonel-général Halder, chef d'état-major général de l'OKH jusqu'au 24 septembre 1942, le général Warlimont, adjoint de Jodl au département des opérations à l'OKW jusqu'au 6 septembre 1944, et le général Westphal, chef de l'état-major du commandement suprême à l'Ouest jusqu'au 7 mai 1945. Dans sa déposition à Nuremberg, Manstein reprit *grosso modo* les arguments du mémorandum qu'il avait rédigé, à l'automne 1945, en collaboration avec Brauchitsch, Halder, Warlimont et Westphal, et qui avait servi aux avocats de la défense pour leur plaidoirie.

Mieux connu sous le nom de « mémorandum des généraux », cette déposition intitulée *L'Armée allemande de 1920 à 1945* (*Das Deutsche Heer von 1920-1945*), datée du 19 novembre 1945 et destinée au Tribunal militaire international de Nuremberg, déchargeait les officiers et les soldats de la Wehrmacht de toute responsabilité dans les faits relatifs aux quatre chefs d'accusation. Il ressortait de ce mémorandum que les généraux n'avaient fait que leur devoir de soldats, en obéissant aux ordres et en se limitant exclusivement aux questions militaires, et qu'ils avaient été empêchés de se rebeller, en raison d'une tradition militaire apolitique qui était celle d'un dévouement plein d'abnégation au service de l'État, du Reich et de la nation. Selon le mémorandum, la Wehrmacht avait été une institution distincte de l'appareil nazi et elle s'était montrée imperméable à l'idéologie national-socialiste, en demeurant fidèle aux valeurs chevaleresques d'une longue tradition militaire prussienne. Non seulement elle avait été hostile au parti national-socialiste et à la SS, mais elle s'était également opposée à presque toutes les décisions importantes de Hitler, que ce fût celle du déclenchement de la guerre ou celle de l'application des ordres criminels sur le front de l'Est. Aux dires des auteurs du document en question, l'armée allemande avait pris ses distances face aux actions criminelles commises par les unités de la SS et du SD, s'y opposant même lorsque cela avait été possible, bien qu'elle ignorât, en général, ce qui se passait à l'arrière du front et, par conséquent, la véritable nature et la réelle ampleur des massacres perpétrés à l'Est[585].

Manifestement, aucun des auteurs n'acceptait d'assumer la responsabilité de ses actions. Il n'en demeure pas moins que ce « mémorandum des généraux » est l'un des documents les plus importants visant à minimiser autant que possible la responsabilité de l'OKW et de l'OKH dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, dans les préparatifs et la conduite de guerres d'agression, et dans l'élaboration et l'exécution d'ordres criminels. À vrai dire, ce « mémorandum des généraux » contribua largement à la naissance de la légende d'une « Wehrmacht honorable et intègre ». Le fait justement qu'il fût écrit par des généraux de premier plan assura sans doute la diffusion de cette version apologétique du rôle de la Wehrmacht sous le IIIe Reich auprès des opinions publiques occidentales durant les décennies suivantes. Il va sans dire que le jugement du Tribunal militaire interallié selon lequel l'état-major général et le haut commandement n'avaient pas formé une organisation criminelle consolida énormément cette légende d'une « Wehrmacht sans reproche[586] ».

Pourtant, avant même le procès de Nuremberg, les puissances victorieuses n'avaient aucun doute quant à la complicité des dirigeants militaires avec le pouvoir national-socialiste. Sans eux, Hitler n'aurait pas eu les moyens de ses ambitions expansionnistes de nature agressive et ses mesures criminelles n'auraient pas pu être appliquées sur une aussi grande échelle. Après tout, Hitler n'avait-il pas déjà qualifié la Wehrmacht de second pilier du régime, au côté du parti nazi ? En dépit des nombreuses preuves matérielles les incriminant présentées à Nuremberg, l'état-major général et le haut commandement furent néanmoins acquittés des charges pesant contre eux.

Si l'on prend en considération que 20 millions d'Allemands combattirent ou servirent dans l'armée allemande à un moment ou à un autre durant la Seconde Guerre mondiale et que, de ce nombre, 13 millions accomplirent leurs tâches sur le front de l'Est, la condamnation de l'état-major général et du haut commandement, en l'occurrence de la Wehrmacht, aurait eu comme signification de jeter, en quelque sorte, l'anathème sur une partie considérable de la société allemande. Une amnistie générale serait alors devenue nécessaire pour légitimer la reconstruction de la nation allemande sur les cendres du IIIe Reich[587]. Il aurait été extrêmement difficile de légitimer par la suite le réarmement de la République fédérale d'Allemagne entrepris, dans le cadre de l'OTAN, durant la seconde moitié des années 1950. À ce sujet, le général Walther Wenck, qui s'était illustré

sur le front de l'Est pendant la guerre, mentionnait que, si la défense n'était pas parvenue à disculper l'état-major général et le haut commandement de l'accusation d'avoir formé une organisation criminelle, « il n'y aurait probablement pas eu de Bundeswehr et de contribution allemande à la sécurité euro-atlantique dix ans plus tard[588] ».

Après avoir présenté le réquisitoire contre l'état-major général et le haut commandement, le brigadier-général Telford Taylor, avocat américain de la poursuite à Nuremberg, s'était efforcé d'attirer l'attention du tribunal sur la manière dont des témoins comme Manstein et Rundstedt voyaient le présent et l'avenir : « Les premiers pas vers la renaissance du militarisme allemand ont été faits ici même dans cette salle d'audience. L'état-major général allemand a eu largement le temps de penser depuis le printemps 1945 et il sait bien ce qui est en jeu ici. Les militaristes allemands savent que leur force future dépend du rétablissement de la foi du peuple allemand dans leurs exploits militaires et de leur dissociation des atrocités qu'ils ont commises au service du IIIe Reich. [...] Les documents et les dépositions montrent que ce sont là des contrefaçons manifestes. Mais ici, à l'état embryonnaire, résident les mythes et légendes que les militaristes allemands chercheront à propager dans l'esprit allemand. Ces mensonges doivent être marqués et étiquetés pour ce qu'ils sont, maintenant que la preuve est fraîche. »

Il avait poursuivi son allocution en affirmant que la guerre était ancrée en certains généraux allemands. Pour étayer son propos, il avait déclaré, à juste titre, que Manstein « considérait la gloire de la guerre comme quelque chose de grand ». Selon Taylor, Manstein ne devait pas penser différemment de Jodl qui, dans un mémorandum formulant l'« opinion réfléchie » de l'OKW, avait écrit en 1939 : « Malgré toutes les tentatives faites pour la prescrire, la guerre reste une loi de la nature qui peut être contestée, mais pas éliminée. Elle sert à perpétuer la race et l'État et à assurer son avenir historique. Ce but hautement moral donne à la guerre tout son caractère et sa justification morale. »

Taylor avait conclu par une condamnation du militarisme, en insistant sur ses conséquences destructrices : « La vérité est établie dans le dossier devant nous et tout ce que nous avons à faire est de déclarer simplement la vérité. Les militaires allemands ont réuni leurs forces à Hitler et, avec lui, ont créé le IIIe Reich ; avec lui, ils ont délibérément fait un monde dans lequel la puissance était tout ce qui importait ; avec lui, ils ont plongé le

monde dans la guerre et répandu la terreur et la dévastation sur le continent européen. Ils ont porté un coup à l'humanité ; un coup si sauvage et si infâme que la conscience du monde en sera ébranlée pendant des années. Ce ne fut pas une guerre, ce fut un crime. Ce ne furent pas des combats de soldats, ce fut de la sauvagerie. Ces choses doivent être dites. Nous ne pourrons pas ici refaire l'histoire, mais nous pourrons veiller à ce qu'elle soit écrite conformément à la vérité. »

Il était à craindre qu'on prît à tort l'avis du Tribunal militaire international pour un acquittement de la hiérarchie militaire allemande. En sa qualité de président du tribunal, Lawrence prit soin de bien mettre en exergue la responsabilité des dirigeants militaires allemands. Il voulait, en faisant cette déclaration, s'assurer que la conclusion du tribunal n'empêcherait pas de poursuivre individuellement des généraux ou des officiers de grade moins élevé, dont les actions criminelles étaient prouvées : « Bien que le tribunal estime que le terme de "groupement" figurant dans l'article 9 doit signifier quelque chose de plus que cette réunion d'officiers de l'armée, il a entendu de très nombreux témoignages sur la participation de ces officiers à la préparation et à la conduite de la guerre d'agression, ainsi qu'à l'accomplissement de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Pour nombre d'entre eux, ces témoignages sont nets et convaincants. Ils sont largement responsables des malheurs et des souffrances de millions d'êtres humains. Ils ont discrédité l'honorable métier militaire. [...] Bien qu'ils n'aient pas constitué un groupe aux termes du statut, ils ont sûrement formé une caste militaire impitoyable. Le monde doit savoir que beaucoup de ces hommes ont tourné en dérision le serment de soldat. Ils devaient obéir, disent-ils maintenant, lorsque cela convient à leur défense ; ils ont désobéi, disent-ils maintenant, lorsqu'il s'avère qu'ils étaient au courant des crimes brutaux de Hitler. Là où les faits justifient cette procédure, ces hommes devraient être individuellement poursuivis, afin que ceux d'entre eux qui sont coupables de ces crimes n'échappent pas au châtiment[589]. »

Après la décision du Tribunal militaire international de ne pas incriminer l'état-major général et le haut commandement comme une organisation criminelle, les autorités américaines en Allemagne décidèrent de procéder par cas individuels dans leur zone d'occupation. En d'autres termes, au lieu de faire porter une responsabilité à l'armée allemande dans son ensemble, ils préférèrent traduire devant la justice de hauts dirigeants

militaires accusés de crimes contre la paix, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité et qui n'avaient pas été jugés par le Tribunal militaire international de Nuremberg. Des douze procès qui allaient donner suite à l'action de celui-ci, trois impliquaient des militaires : le procès de Milch (cas 2), le procès des généraux du Sud-Est (cas 7) et le procès de l'OKW (cas 12).

Si le procès des généraux du Sud-Est concernait un théâtre des opérations bien précis, celui des Balkans, le procès de l'OKW, pour sa part, visait aussi bien les représentants du commandement suprême de la Wehrmacht que les principaux commandants de l'armée de terre, de la Luftwaffe et de la Kriegsmarine. En fait, seuls trois des quatorze généraux de haut rang accusés avaient servi à l'OKW : le colonel-général Rudolf Lehmann, le général Hermann Reinecke et le général Warlimont. Les autres étaient les suivants : le feld-maréchal Leeb, le feld-maréchal Sperrle, le feld-maréchal Küchler, le colonel-général Blaskowitz, le colonel-général Hoth, le colonel-général Reinhardt, le colonel-général Salmuth, le colonel-général Hollidt, l'amiral Otto Schniewind, le général Karl von Rocques et le général Wöhler.

Le procès de l'OKW se déroula du 30 décembre 1947 au 29 octobre 1948. Blaskowitz s'étant suicidé dès la première journée d'audience, le 5 février 1948, treize accusés furent jugés pour crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Les deux derniers chefs d'accusation étaient les plus importants, compte tenu du traitement brutal et indigne réservé par la Wehrmacht aux prisonniers de guerre soviétiques, aux commissaires politiques de l'Armée rouge, ainsi qu'aux populations civiles et aux Juifs d'Europe de l'Est. Comme il fallait s'y attendre, les accusés refusèrent d'assumer la moindre responsabilité personnelle, se retranchant derrière le traditionnel argument qu'ils avaient été contraints d'obéir aux ordres ou feignant d'ignorer le véritable caractère et l'ampleur des crimes commis par le régime nazi.

Pour le chef d'accusation relatif à la préparation d'une guerre d'agression ou plus communément appelé crimes contre la paix, ils furent déclarés non coupables. Bien que certains d'entre eux eussent participé aux préparatifs des guerres d'agression de Hitler, le tribunal jugea qu'ils n'occupaient pas de fonctions au niveau de la direction politique. Pourtant, Keitel et Raeder avaient été condamnés pour crimes contre la paix par le Tribunal militaire international. Sur les chefs d'accusation de crimes de

guerre et de crimes contre l'humanité, onze des accusés furent condamnés : la prison à vie pour les généraux Warlimont et Reinecke ; vingt ans d'emprisonnement pour le feld-maréchal Küchler, le colonel-général Salmuth et le général Rocques ; quinze ans de prison pour les colonels-généraux Reinhardt et Hoth ; entre cinq et huit ans de détention carcérale pour les colonels-généraux Lehmann et Hollidt, ainsi que pour le général Wöhler. Le feld-maréchal Leeb fut condamné à trois ans de prison, peine qui, au moment de la proclamation du jugement, avait déjà été purgée. Quant au feld-maréchal Sperrle et à l'amiral Schniewind, ils furent déclarés non coupables[590].

Prenait ainsi fin l'avant-dernier procès jugé à Nuremberg, le dernier étant celui de l'ancien secrétaire d'État du Reich, Ernst von Weizsäcker, qui dura jusqu'en avril 1949. Mais les procès contre les généraux de la Wehrmacht n'étaient pas pour autant terminés. Le plus médiatisé allait se dérouler, au cours de l'année 1949, dans la zone d'occupation britannique, soit celui du feld-maréchal Erich von Manstein.

Traduire Manstein devant le tribunal pour crimes de guerre ?

Plus de deux ans après la capitulation de la Wehrmacht et plus d'un an après que le Tribunal militaire international eut rendu son verdict à Nuremberg, le gouvernement britannique se trouvait toujours confronté avec la question de juger ou non pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité des officiers supérieurs allemands qu'il maintenait en captivité depuis la fin de la guerre. Cette question n'était pas banale en soi, car elle concernait quatre militaires de haut rang de la Wehrmacht : le feld-maréchal Manstein, le feld-maréchal Brauchitsch, le feld-maréchal Rundstedt et le colonel-général Strauß, tous détenus par les autorités britanniques depuis l'été 1945.

Durant l'été 1947, le brigadier-général Taylor, qui avait succédé à Robert H. Jackson au poste de procureur général des États-Unis pour les crimes de guerre, préparait le procès de l'OKW pour juger les principaux dirigeants de la Wehrmacht emprisonnés par les autorités américaines et qui n'avaient pas été traduits devant le Tribunal militaire international. Au cours des recherches sur les quatorze accusés, l'équipe de chercheurs de

Taylor avait amassé un nombre important de preuves incriminant Manstein, Brauchitsch, Rundstedt et Strauß.

Le 6 août 1947, Taylor transmit ces preuves à Sir Hartley Shawcross, le procureur général de la Grande-Bretagne, sous la forme d'un long mémorandum. Les charges principales réunies contre les quatre haut gradés cités dans le document étaient les suivantes : 1. liquidation de commissaires politiques soviétiques, en vertu de l'« ordre sur les commissaires » ; 2. exécution de prisonniers de guerre et mauvais traitements infligés à ceux-ci ; 3. exécution d'otages, représailles excessives, déportation de civils pour rassembler une main-d'œuvre d'esclaves, et extermination de Slaves, de Juifs et de communistes. Dans le mémorandum, Taylor suggéra à Shawcross et aux Britanniques de suivre l'exemple des Américains. À cette fin, il soumit les procédures judiciaires à suivre pour entreprendre une telle action[591].

Le mémorandum de Taylor laissait plutôt perplexes les autorités britanniques, notamment quand il les incitait à juger leurs prisonniers de guerre de la Wehrmacht, à l'instar des Américains qui, à ce moment-là, se préparaient à engager des procédures judiciaires contre les généraux maintenus en captivité dans leur zone d'occupation. Shawcross, qui avait été le procureur en chef de l'Angleterre lors du Tribunal militaire international de Nuremberg, soumit le mémorandum de Taylor au ministère de la Guerre, car l'affaire relevait principalement de sa juridiction, et suggéra que le ministère des Affaires étrangères fût consulté sur ce dossier.

Après avoir lu le mémorandum, Frederick Bellenger, ministre de la Guerre, écrivit le 3 octobre 1947 à Ernest Bevin, ministre des Affaires étrangères, que les preuves réunies par Taylor contre Manstein, Brauchitsch, Rundstedt et Strauß constituaient une affaire recevable qui, malheureusement, ne pouvait pas être ignorée. « Nous avions tous espéré qu'il n'y aurait plus de ces procès contre des généraux allemands », ajouta-t-il amèrement. Cependant, Bellenger mentionna à Bevin que l'armée ne pouvait pas ouvrir un tel procès, car il n'avait pas à sa disposition d'officiers ayant l'expertise et l'expérience juridiques requises, ainsi que les qualifications linguistiques nécessaires pour interroger les accusés, ni l'équipe de chercheurs qualifiés pour dépouiller les nombreux documents allemands afin de préparer judicieusement la cause. « Pour ces raisons, conclut Bellenger, je ne recommande pas que nous nous chargions de ce procès. » Selon lui, la meilleure solution était de remettre les quatre

généraux aux Polonais ou aux Russes, les premiers concernés par leurs crimes, ou bien de demander aux Américains de les inclure dans le procès de l'OKW qu'ils préparaient à Nuremberg contre les hauts dirigeants de la Wehrmacht détenus en captivité dans leur zone d'occupation.

Le mémorandum de Taylor soulevait des problèmes qui dépassaient largement le cadre des difficultés administratives du ministère de la Guerre. À cause de la stature des officiers concernés et de leurs crimes durant la guerre, le mémorandum avait aussi des implications d'ordre de politique internationale. De ce fait, Bellenger remit cette affaire à son collègue du ministère des Affaires étrangères. Bevin ne tarda pas à prendre la situation en main. Dès le 15 octobre 1947, son ministère télégraphia au maréchal Sir Sholdo Douglas, le gouverneur militaire de la zone d'occupation britannique. Il l'invita à demander à son homologue américain, le général Lucius Clay, si les Américains seraient disposés à inclure les feld-maréchaux Manstein, Brauchitsch, Rundstedt et le colonel-général Strauß dans le procès de l'OKW qui devait s'ouvrir prochainement afin de juger quatorze dirigeants militaires de haut rang, accusés d'avoir commis des offenses similaires.

Durant huit jours, Douglas ne donna pas suite à ce télégraphe. L'indignation de l'armée britannique à l'égard du jugement rendu contre le feld-maréchal Albert Kesselring n'était sans doute pas étrangère à son inertie. Jugé par un tribunal militaire britannique à Venise, au printemps 1947, Kesselring avait été condamné à mort. Mais les protestations dans le cercle des militaires britanniques avaient été telles que la sentence fut ensuite commuée à la prison à vie. Le maréchal Harold George Alexander avait été l'un des nombreux officiers britanniques à écrire au Premier ministre, le travailliste Clement Attlee, à propos du comportement sans reproche de Kesselring, expliquant que les représailles auxquelles il avait eu recours en Italie, en sa qualité de commandant en chef de ce théâtre des opérations, étaient des mesures malheureuses, mais compréhensibles en temps de guerre.

Apparemment, Douglas était convaincu que la comparution d'autres généraux allemands devant un tribunal militaire britannique provoquerait des protestations aussi vives dans l'armée britannique. Avant de consulter le général Clay sur cette affaire, il voulait d'abord s'assurer que la proposition avait été mûrement considérée. De toute évidence, il avait de sérieuses

réserves et les exprima dans un télégraphe adressé au ministère des Affaires étrangères, le 23 octobre 1947[592].

Le maréchal Douglas chargea ensuite son adjoint à Berlin, le lieutenant-général Sir Brian Robertson, de parler de ce dossier épineux au général Clay. Ce dernier lui déclara qu'il était peu disposé à accepter la proposition britannique, car les actes d'accusation avaient été menés à terme et le procès de l'OKW était sur le point de commencer. Il lui aurait même laissé sous-entendre que non seulement il ne voulait pas prendre les quatre généraux et les traduire devant le tribunal, mais qu'il espérait que les Britanniques en viendraient à la conclusion qu'il était préférable de ne pas les juger. Ce commentaire amena Robertson à assurer le ministère des Affaires étrangères qu'il n'y aurait aucune critique de la part des Américains si la décision était prise d'abandonner l'idée d'ouvrir un procès contre Manstein, Brauchitsch, Rundstedt et Strauß. En privé, il déclara : « Je suis certain que nous serions bien avisés d'agir ainsi[593]. »

Cependant, pour Bevin, ce n'était pas une solution envisageable, d'autant plus que Taylor faisait de plus en plus pression sur les Britanniques pour leur faire accepter sa requête. À vrai dire, le ministre des Affaires étrangères se trouvait dans une situation très délicate. Si le gouvernement britannique choisissait de ne rien faire et que, par malheur, les preuves rassemblées contre les quatre généraux allemands finissaient par être connues de l'opinion internationale, il va sans dire qu'il s'attirerait automatiquement les foudres de celle-ci pour abriter et protéger des criminels de guerre. D'un autre côté, il ne pouvait être question de les remettre à l'URSS ou à la Pologne, alors qu'un rideau de fer s'abattait sur le centre de l'Europe dans un contexte international de guerre froide entre le bloc occidental et le bloc soviétique.

Le 3 décembre 1947, Bevin en vint à la conclusion qu'il n'y avait pas d'autre solution pour les autorités britanniques que de les juger. Mais dès qu'il l'apprit, le grand chancelier d'Angleterre, William Jowitt, s'opposa immédiatement à cette décision. Il écrivit à Bevin pour l'informer qu'il avait parlé récemment à Robertson, qui se trouvait à Londres pour une conférence des ministres des Affaires étrangères des quatre puissances victorieuses, dont l'objet était de parvenir à un règlement définitif de la question allemande, et que celui-ci l'avait assuré que les preuves contre les quatre chefs militaires allemands n'étaient guère convaincantes. Accompagné de Shawcross, Bevin rencontra alors Jowitt et lui montra le

mémorandum. Après en avoir pris connaissance, le grand chancelier reconnut qu'il y avait effectivement matière à procès contre les feld-maréchaux Manstein, Brauchitsch et Rundstedt, ainsi que contre le colonel-général Strauß.

Robertson espérait néanmoins convaincre Emanuel Shinwell, qui avait succédé à Bellenger au poste de ministre de la Guerre, que la mise en jugement de généraux ou de tout autre dignitaire du IIIe Reich devait prendre fin. Au ministère de la Guerre, le 13 décembre 1947, Robertson affirma à Shinwell qu'il était ridicule d'engager des procédures judiciaires pour punir des hommes de crimes qu'ils auraient commis plus de deux ans auparavant. La réconciliation avec l'Allemagne lui semblait beaucoup plus importante que la poursuite judiciaire de ses anciens dirigeants militaires. À ses yeux, le soutien des dirigeants ouest-allemands dans le combat contre le communisme, dans le contexte de la guerre froide, dépendait justement de l'arrêt de tels procès. Mais, à l'instar de Bevin, Shinwell demeurait convaincu que les accusations contre les quatre généraux étaient recevables et qu'il fallait aller de l'avant avec cette affaire[594].

Cependant, le rapport de l'examen médical des quatre généraux allait l'inciter à changer son fusil d'épaule. Au début de l'année 1948, le ministère de la Guerre fit effectivement passer un examen médical aux quatre prisonniers de guerre afin de déterminer si, en raison de leur âge, leur état de santé leur permettait d'endurer un procès. Les trois médecins de l'armée britannique qui avaient fait passer l'examen médical aux quatre commandants de la Wehrmacht, déclarèrent unanimement qu'ils étaient inaptes à subir un procès. Shinwell déclara alors à Bevin qu'il serait préférable de rapatrier ces quatre prisonniers de guerre en Allemagne.

Le procureur général Shawcross s'opposa toutefois à les laisser partir sur la foi d'un rapport médical qu'il considérait plus que douteux, compte tenu qu'il était l'œuvre d'une commission médicale de l'armée. Par conséquent, il exigea un nouvel examen médical des accusés et, cette fois, par des médecins des prisons du ministère de l'Intérieur selon les critères de la cour criminelle anglaise. Le 22 mars 1948, Bevin, Shinwell, Shawcross et Jowitt s'entendirent pour demander ce nouvel examen médical et laisser au cabinet le soin de décider si les quatre officiers devaient être jugés ou non. D'après le nouveau rapport médical, seuls Manstein, Rundstedt et Strauß étaient considérés suffisamment en bonne santé pour supporter un long procès, tandis que Brauchitsch était jugé trop malade.

Pendant ce temps, alors que la pression pour aboutir à une décision se faisait de plus en plus sentir, le problème auquel se trouvaient confrontés les ministres britanniques se compliqua davantage en raison des interventions russes et américaines dans cette affaire fort embarrassante. Le 11 mars 1948, l'administration militaire soviétique en Allemagne demanda que les feld-maréchaux Manstein et Rundstedt lui fussent remis dans l'intention de les juger pour crimes de guerre commis contre des citoyens soviétiques. À peine un mois plus tard, le procureur général des États-Unis pour les crimes de guerre réclama aussi ces hommes, ainsi que Brauchitsch, en tant que témoins de la défense dans le procès de l'OKW à Nuremberg.

À la requête du maréchal Vassili Sokolovsky, gouverneur militaire de la zone d'occupation soviétique, d'extrader Manstein et Rundstedt, le lieutenant-général Robertson répondit négativement, en évoquant la nécessité de les détenir en Angleterre pour des raisons similaires à celles formulées par son vis-à-vis. Si, toutefois, les quatre généraux devaient être rapatriés en Allemagne comme le suggérait Shinwell, ils feraient sans doute l'objet d'une nouvelle demande d'extradition. Robertson s'opposa donc à leur retour en Allemagne. Une solution à ce dilemme fut trouvée avec la décision prise par Londres, le 12 avril 1948, de mettre fin à toutes les procédures judiciaires contre les criminels de guerre allemands à partir du 1er septembre 1948 et de ne plus considérer les demandes d'extradition présentées après cette date que pour des cas exceptionnels.

Quant à la requête du brigadier-général Taylor, elle posait également un sérieux problème. S'ils devaient être appelés à la barre en tant que témoins de la défense, Manstein et Rundstedt feraient nécessairement face à un contre-interrogatoire de la poursuite, ce qui les impliquerait vraisemblablement tout autant que les accusés. Même si on leur permettait de ne pas répondre aux questions qui pouvaient les incriminer, leur seule présence à Nuremberg suffirait à mettre dans l'embarras le gouvernement britannique ou à l'amener à précipiter sa décision quant à son intention de les juger ou non. De ce fait, les raisons médicales ne pourraient plus être invoquées pour justifier la décision de ne pas les traduire devant un tribunal. Par conséquent, la réponse à la requête américaine devait être différée jusqu'à la décision du cabinet concernant cette affaire épineuse.

Lorsque le cabinet se pencha finalement sur la question, le 5 juillet 1948, il fut décidé, pour éviter que la Grande-Bretagne pût prêter le flanc à la critique internationale, d'ouvrir un autre procès qui se tiendrait à

Hambourg aussitôt que ses préparatifs auraient été achevés. Shinwell était invité à engager des poursuites judiciaires contre les quatre généraux. Le cas de Brauchitsch devait être réévalué à la lumière de sa santé, au cas où les preuves réunies contre lui justifieraient un procès. Pendant ce temps, Manstein et Rundstedt seraient mis à la disposition des autorités américaines pour qu'ils pussent comparaître à Nuremberg en tant que témoins pour la défense dans le cadre du procès de l'OKW[595].

Le 14 juillet 1948, le feld-maréchal Brauchitsch et le colonel-général Strauß étaient transférés à l'hôpital de Münsterlager à Hambourg, là où les feld-maréchaux Manstein et Rundstedt les rejoignirent quelques jours plus tard, après leur refus, sur les conseils des avocats de la défense, de témoigner au procès de Leeb. Pendant que la poursuite préparait leurs procès respectifs, les quatre hommes étaient placés dans leur chambre d'hôpital sous la surveillance permanente de gardiens pour prévenir toute tentative de suicide. Quant au sort qui les attendait, ils en furent tenus dans l'ignorance la plus complète jusqu'à l'arrivée du nouvel an. Trois d'entre eux, en l'occurrence Manstein, Rundstedt et Strauß, furent alors informés qu'ils seraient inculpés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Quant à Brauchitsch, il était entre-temps décédé d'une thrombose, le 18 octobre 1948.

La décision du cabinet de transférer les quatre haut gradés de la Wehrmacht à l'hôpital de Münsterlager à Hambourg avait été prise dans la plus grande discrétion afin d'éviter de soulever un tollé de protestations en Grande-Bretagne. Mais toute cette affaire n'allait pas tarder à être connue du public. On avait délibérément autorisé Manstein à écrire à son nouvel ami, l'historien militaire britannique Basil Henry Liddell Hart, à qui, durant sa captivité en Angleterre, il avait relaté ses nombreux faits d'armes. Il lui écrivit une lettre, publiée plus tard dans *The Manchester Guardian*, qui relatait sa souffrance. Il y décrivait, en fait, ce qu'il appelait son « tourment » et son « supplice ». Son épouse pouvait seulement lui rendre visite une heure par jour, tandis que ses enfants ne le pouvaient absolument pas. Maintenu dans l'ignorance à propos du sort qui lui était réservé, il se plaignait d'humiliations sans fin : « Nous sommes confinés comme des criminels », écrivait-il.

La publication de la lettre eut l'effet désiré. Elle souleva une vague de protestations et d'indignation au sein de l'opinion publique britannique contre le prétendu traitement indigne qui était réservé aux quatre

prisonniers de guerre, de même qu'un flot de sympathie à leur égard. Cependant, lorsque Churchill, le chef de l'opposition, menaça de protester publiquement aux Communes dans l'éventualité où le gouvernement annoncerait sa décision de juger les quatre généraux allemands, Bevin resta froid et imperturbable. À ses conseillers politiques qui, à la lumière du tollé provoqué par toute cette affaire, lui demandaient s'il n'était pas préférable de faire marche arrière, le ministre des Affaires étrangères répondit promptement : « Nous avons jugé les caporaux, maintenant c'est au tour des généraux. » Après avoir jugé ceux qui avaient exécuté des ordres criminels, déclara Bevin, on ne pouvait maintenant que faire la même chose avec ceux qui les avaient donnés[596].

Mais l'ampleur des protestations l'avait manifestement pris au dépourvu. D'ailleurs, à la suite du refus de Shinwell d'annoncer publiquement aux Communes qu'un procès serait bel et bien engagé contre les quatre haut gradés de la Wehrmacht, Bevin insista sur la nécessité de réunir de nouveau le cabinet afin de réaffirmer la décision qu'il avait prise antérieurement et d'approuver la déclaration qu'il était prêt à prononcer aux Communes, le 22 septembre 1948.

La réaction des Communes à la déclaration de Bevin fut résolument hostile. Aucune voix ne se fit entendre pour appuyer la décision du gouvernement. Parmi les chefs de file qui critiquaient cette décision sur les bancs de la Chambre, on retrouvait, outre Churchill, les députés Reginald Paget et Richard Stokes. Ce dernier était surnommé le « député du parlement de Hambourg », en raison de ses critiques persistantes contre la politique allemande des Alliés qu'il considérait négative. Durant la guerre, il avait mené une campagne, conjointement avec Paget, contre les bombardements des villes du Reich et de la population civile allemande, en affirmant qu'ils constituaient un crime de guerre, car ils ne servaient aucun objectif militaire. À l'annonce de la décision du gouvernement de traduire devant le tribunal les feld-maréchaux Manstein, Brauchitsch et Rundstedt, ainsi que le colonel-général Strauß, les députés Paget et Stokes furent parmi ceux qui se levèrent d'un bond aux Communes pour exprimer leur indignation. Que, parmi les membres du Parlement dénonçant la décision de juger des généraux « vieux et malades » un peu plus de trois années après la fin de la guerre, il y en eut même certains qui avaient souffert durant celle-ci, était assez révélateur de l'ampleur de l'opposition.

La grogne gagna également les rangs de la Chambre des lords, notamment en la personne de Bell, l'évêque de Chichester qui, au cours de la guerre, avait été l'un des principaux porte-parole contre les bombardements de la population civile et des villes en Allemagne. Dans sa croisade qu'il menait contre la décision du gouvernement de juger les quatre généraux de la Wehrmacht, il était appuyé par le vicomte de L'Isle, le vicomte Maugham qui, jusqu'en 1945, avait été le principal critique du gouvernement pour son laxisme dans les préparatifs des procès pour crimes de guerre, Lord Hankey, ancien secrétaire au cabinet, ainsi que par un grand nombre de collègues conservateurs, parmi lesquels plusieurs étaient d'anciens partisans de la politique d'apaisement.

À l'extérieur du Parlement, le militant le plus en vue était l'éditeur juif Victor Gollancz, un philanthrope qui soutenait que la réconciliation était d'une importance capitale. Ce pacifiste radical et résolument socialiste dénonçait la politique des procès pour crimes de guerre comme un « mélange abominable d'hypocrisie, de péremption et de soif revancharde ». Il ajoutait cette critique : « Si ces feld-maréchaux avaient vraiment enfreint les règles de la guerre, alors on les aurait déjà traduits depuis longtemps devant un tribunal. En tout cas, des accusations auraient été portées contre eux dans des délais raisonnables. » Gollancz protestait également contre les conditions de détention que vivaient les quatre généraux et qu'il qualifiait de dégradantes, citant même, à l'appui, la lettre que Manstein avait adressée à Liddell Hart[597].

Si la plus grande partie du mouvement de protestation provenait de la droite politique et de l'opinion publique d'allégeance conservatrice, il n'épargnait toutefois pas les milieux libéraux et de gauche dans lesquels régnait un virulent anticommunisme, nourri par le contexte de la guerre froide. Quelques-uns, issus de l'échiquier politique du centre et de la gauche, préféraient que ces anciens dignitaires de la Wehrmacht ne fussent pas jugés afin de ménager les Allemands de l'Ouest, dont ils espéraient la participation à une alliance militaire transatlantique pour assurer la défense de l'Europe occidentale face au bloc soviétique, à un moment où la guerre froide était à son paroxysme. Pour atteindre cet objectif politique, plusieurs Britanniques étaient prêts, en effet, à mettre sous le boisseau les crimes de guerre commis par les anciens généraux allemands et à présenter une image tout à fait honorable de la Wehrmacht. À leurs yeux, celle-ci ne s'était pas comportée différemment des autres armées. Elle avait mené une « guerre

propre » et ses soldats avaient mérité le respect et la dignité en combattant selon un code d'honneur chevaleresque[598].

Loin de s'estomper avec le temps, les critiques prirent de l'ampleur, notamment avec les débats à la Chambre des communes qui se tinrent au cours des semaines suivantes. Les critiques portèrent, entre autres, sur l'opportunité d'ouvrir un tel procès, sur les raisons du cabinet de l'entreprendre et sur les conditions de détention des accusés, en particulier depuis leur retour en Allemagne. Le 10 octobre 1948, au nom de l'opposition, Churchill condamna la décision du gouvernement comme étant « une entreprise défavorable et mauvaise » pour des raisons « militaires, humaines et juridiques ». Il la qualifia même de « stupide », d'« insensée » et de « folle ». À ses yeux, elle n'était ni plus ni moins que le résultat d'une soif de vengeance des vainqueurs. Deux semaines plus tard, il revint à la charge : « La persécution vengeresse est de toutes les politiques la plus pernicieuse [...] la politique britannique devrait plutôt passer l'éponge sur le passé – aussi difficile que cela puisse paraître – et regarder vers l'avenir pour l'amour de notre salut[599]. »

Malgré ces critiques véhémentes, le gouvernement décida de procéder, comme ses membres l'avaient décidé, à la préparation du procès. L'achèvement des actes d'accusation exigeait un travail colossal d'interrogation de témoins en Allemagne et d'étude de documents allemands conservés à Nuremberg, à Berlin, à Londres et à Washington. Au printemps 1949, alors que les préparatifs allaient bon train, arrivèrent des nouvelles inquiétantes au sujet de l'état de santé de Rundstedt et de Strauß. Le ministre de la Guerre avait ordonné un autre examen médical des trois officiers survivants par une commission médicale issue de l'armée et du ministère de l'Intérieur. Les quatre médecins militaires et civils qui la composaient en étaient venus unanimement à la conclusion que seul Manstein demeurait apte à subir un procès. Le 5 mai 1949, le cabinet décida alors de remettre en liberté Rundstedt et Strauß pour raisons de santé. Quant aux accusations portées contre Manstein, il comptait les annoncer prochainement. En fait, c'est le 24 mai 1949 qu'il allait informer Manstein des charges retenues contre lui[600]. Cette décision de le traduire devant un tribunal allait soulever un tollé de protestations aussi bien en Allemagne de l'Ouest qu'en Grande-Bretagne.

Vague de sympathie pour Manstein due à des considérations politiques ?

The Manchester Guardian qualifia l'annonce du gouvernement de juger Manstein pour crimes de guerre de « décision honteuse ». Son éditorial continuait en ces termes : « Dieu est las des mots trompeurs que les États et les Royaumes prononcent lorsqu'ils parlent de vérité et de justice. » Pour l'hebdomadaire *The Economist*, le jugement « de l'un des plus doués des commandants allemands de la guerre en Russie et en Pologne serait plutôt incompatible avec le ralliement de l'Allemagne à la cause de l'Ouest dans la guerre froide [...]. Le prolongement du délai [...] a probablement été dû à la répugnance pour un procès d'une telle importance dont toutes les preuves proviennent de l'autre côté du rideau de fer ».

Parmi ceux qui proposaient de tirer un trait définitif sur toute entreprise visant à juger les généraux allemands pour crimes de guerre, il y avait notamment le philosophe Bertrand Russell qui, dans le *Hamburger Abendblatt*, soutenait que Manstein avait déjà amplement purgé sa peine depuis toutes ces années où il était détenu par l'armée britannique. Selon lui, aller de l'avant avec le procès contre Manstein risquerait d'attiser en Allemagne des sympathies pour le national-socialisme, d'autant que les criminels de guerre des puissances victorieuses n'avaient, pour leur part, aucunement été punis. Non seulement il fallait éviter de ranimer le nationalisme allemand, mais il importait avant tout de se concilier l'Allemagne de l'Ouest comme un partenaire fiable pour lutter contre le communisme, dans le contexte de la guerre froide qui alors faisait rage.

L'évêque de Chichester, qui prônait depuis longtemps l'adoption d'une politique modérée à l'égard des « bons Allemands » par opposition aux nazis, dénonçait la décision du gouvernement pour des « questions de justice, d'humanité et de sagesse politique ». Très critique envers la charte du Tribunal militaire international, en particulier pour l'exclusion de toute défense s'appuyant sur l'argument de l'obéissance à des ordres supérieurs, l'évêque Bell plaidait pour une amnistie générale, de même que pour la libération inconditionnelle des commandants de la Wehrmacht. « Après tout ce temps, après un tel intervalle depuis la Déclaration de Moscou, après quatre ans d'emprisonnement, laissez-les partir », déclarait-il.

Ce point de vue était également partagé par ceux qui, tout en appuyant cette motion, mettaient l'accent sur d'autres aspects du débat. Le vicomte

Simon, par exemple, remettait en question les fondements politiques de la décision du gouvernement, en indiquant que le concept britannique des procès pour crimes de guerre, à l'élaboration duquel il avait lui-même contribué, avait pour objectif d'établir la loi et la justice par un petit nombre d'exemples. Il se demandait donc quel avantage de plus le gouvernement pouvait retirer en faisant un autre exemple, cette fois-ci avec Manstein. D'autres encore parlaient d'un précédent dangereux, de la confusion du concept de justice avec celui de la vengeance, et de l'adhésion aveugle à des accords internationaux qui avaient déjà été violés par les Soviétiques. La décision de traduire Manstein devant un tribunal pour crimes de guerre apparaissait d'autant plus politique que les criminels de guerre des puissances victorieuses n'étaient pas poursuivis[601].

Cette sympathie envers Manstein prit rapidement de l'ampleur dans l'opinion publique britannique, d'autant que la majorité des Britanniques ne saisissaient pas encore, à cette époque, toute l'ampleur et la véritable signification de la politique d'extermination des Juifs d'Europe mise sur pied par le régime national-socialiste. Pour leur part, les officiers supérieurs des forces armées britanniques refusaient de voir en Manstein autre chose que l'incarnation des traditionnelles vertus militaires chevaleresques prussiennes. En fait, tant pour l'opinion publique que pour les officiers britanniques, Manstein était tout simplement un officier issu de la vieille caste militaire prussienne et le représentant de la plus pure tradition militaire qui fût.

Il va sans dire que les officiers supérieurs britanniques éprouvaient forcément un esprit de camaraderie pour leur ancien ennemi. Ayant en mémoire la campagne militaire « propre » menée en Afrique du Nord par Rommel, un feld-maréchal auquel ils témoignaient un immense respect, les élites militaires britanniques ne pouvaient croire que les autres feld-maréchaux ou généraux allemands, dont les faits d'armes avaient été accomplis essentiellement en territoire soviétique, eussent pu se comporter de manière différente. En outre, la création prochaine de l'OTAN, cette alliance militaire transatlantique destinée à endiguer la menace soviétique de l'autre côté du rideau de fer, et les pourparlers qui avaient lieu dans le camp occidental sur la nécessité d'y faire participer une Allemagne de l'Ouest remilitarisée, n'étaient certainement pas étrangers à cette sympathie envers Manstein. En effet, les dirigeants militaires britanniques considéraient qu'il était dans l'intérêt de leur pays de faire preuve de

clémence envers le feld-maréchal allemand afin de ne pas compromettre le réarmement de la République fédérale d'Allemagne et son adhésion au sein de l'OTAN. Appelée à devenir le bastion de l'Occident contre la menace soviétique, en raison de sa situation géostratégique en Europe, la RFA était considérée comme un partenaire indispensable pour contrer efficacement et avec crédibilité la propagation du communisme[602].

C'était une situation qui allait être brillamment exploitée par les Dr Paul Leverkuehn et Hans Laternser, les deux avocats allemands désignés pour défendre Manstein à son procès. Pendant plusieurs mois, ils avaient tenté de convaincre le ministère des Affaires étrangères britannique que Manstein devrait pouvoir compter sur un avocat britannique pour assurer sa défense et que celui-ci devrait être payé à même les fonds du gouvernement de Londres, car le feld-maréchal n'avait pas de ressources en Grande-Bretagne. À l'instar de ses compagnons d'armes, sa pension avait été suspendue et sa fortune confisquée. Mais le ministère des Affaires étrangères avait rejeté cette proposition.

Le 11 juillet 1949, avec l'aide du vicomte de L'Isle, Leverkuehn adressa une lettre au journal *The Times* afin d'obtenir un avocat britannique pour la défense de son client, déclarant que les avocats allemands se trouvaient désavantagés au point de vue de la langue anglaise et du droit anglais, reconnaissant tout bonnement leur ignorance d'un droit étranger, en l'occurrence le *Common Law*, et des techniques de la procédure des tribunaux anglo-saxons. Pourtant, les deux avocats allemands avaient passé les quatre dernières années à plaider de façon remarquable devant des juges britanniques et américains à Nuremberg, à Dachau, à Hambourg et à Venise. C'est d'ailleurs Laternser qui avait été le principal avocat de la défense de l'état-major général et du haut commandement devant le Tribunal militaire international de Nuremberg et qui, au cours de ce procès, avait interrogé le feld-maréchal Manstein à titre de témoin de la défense. Il avait également défendu la cause du feld-maréchal Leeb devant un tribunal militaire américain à Nuremberg dans le cadre du procès de l'OKW, ainsi que celle du feld-maréchal Kesselring devant un tribunal militaire britannique à Venise. Si Laternser comprenait la langue anglaise, il ne pouvait cependant pas la parler, contrairement à Leverkuehn qui connaissait très bien l'Angleterre et l'Amérique pour y avoir déjà vécu et qui maîtrisait parfaitement la langue anglaise, la parlant même sans le moindre accent allemand.

La lettre remporta néanmoins un immense succès. Deux jours plus tard, lord Bridgeman et les vicomtes de L'Isle et Dudley organisèrent une collecte publique de fonds pour défrayer les coûts de la défense. Churchill, qui dénonça « un procès tardif d'un général allemand âgé », fut l'un des premiers à y contribuer, en faisant un don de 25 £ (300 DM). Au total, la collecte pour assurer adéquatement la défense de Manstein allait recueillir la somme de 2 000 £ (24 000 DM).

Bien qu'ils fussent enchantés par le soutien d'une personnalité aussi éminente que celle de Churchill, les Allemands demeuraient perplexes devant la sympathie éprouvée par de nombreux Britanniques pour Manstein. Parmi ses supporters, on retrouvait même le très grand poète, critique et auteur dramatique T.S. Eliot. Plusieurs Allemands interprétaient cette vague de sympathie pour Manstein non pas comme un geste d'amende honorable ni comme le fruit d'une réflexion selon laquelle il était aberrant de poursuivre judiciairement les criminels de guerre, mais plutôt comme une preuve accablante de la volonté des Britanniques de profiter des connaissances d'un officier allemand hors pair de la trempe de Manstein, dont les principaux faits d'armes s'étaient déroulés à l'Est, et de les mettre à profit contre les Russes dans le contexte de la guerre froide. Les dirigeants soviétiques interprétaient d'ailleurs de la même façon cette bienveillance que les Britanniques témoignaient à Manstein, accusant même Churchill d'être « le belliciste numéro 1 ». La proposition de l'ambassade britannique à Moscou d'obtenir la collaboration des Russes dans ce dossier fut alors rejetée formellement[603].

Le procès de Manstein sur fond de guerre froide

Le procès de Manstein se tint devant un tribunal militaire britannique à Hambourg, dans la Maison Curio, du 24 août au 19 décembre 1949. Les murs de la salle du tribunal étaient recouverts de cartes qui montraient à quel endroit se trouvaient les armées de Manstein au fur et à mesure du déroulement de la guerre à l'Est. Dans les coulisses, on racontait que, si Manstein s'était rendu aux Polonais, il aurait été pendu, alors que s'il s'était livré aux Russes, il aurait été placé à la tête d'un groupe d'armées, pendant que les Britanniques avaient du mal à choisir laquelle de ces deux perspectives ils aimaient le moins.

Pour assurer sa défense, Manstein avait à sa disposition, outre les avocats allemands Leverkuehn et Laternser, les avocats britanniques Reginald Paget et Samuel C. Silkin, tous deux députés du parti travailliste qui formait le gouvernement à Londres. Avocat de la Couronne et ancien officier de la Royal Navy, Paget avait accepté l'invitation de Leverkuehn de prendre en charge la défense de Manstein, mais avait refusé de recevoir des honoraires pour ses services. Pour l'assister dans sa tâche, il avait fait appel à Silkin, un Juif qui avait atteint le grade de lieutenant-colonel dans l'armée de terre britannique. Les propagandistes allemands n'allaient d'ailleurs pas tarder à révéler que Silkin, qui avait également refusé de recevoir des honoraires pour son travail, était juif. Il va sans dire que le fait qu'un Juif se fût investi dans la défense d'un feld-maréchal de la Wehrmacht causa un grand émoi en Allemagne. L'opinion publique en fut profondément impressionnée, de même que les journaux qui y virent la preuve de l'innocence de Manstein.

Au cours du procès, un troisième avocat britannique du nom de Bill Croome, spécialiste de la défense, allait se joindre à l'équipe rassemblée autour de Manstein. Le général Busse, ancien chef d'état-major de Manstein et proche ami de celui-ci, et trois secrétaires se dévouèrent également corps et âme pour la défense du feld-maréchal[604].

Le principal avocat de la Couronne était Sir Arthur Comyns-Carr, qui avait été procureur général de la Grande-Bretagne au procès des crimes de guerre à Tokyo. Il était secondé par Elwyn Jones, le secrétaire parlementaire privé du procureur général de la Grande-Bretagne et l'un des procureurs britanniques au Tribunal militaire international à Nuremberg, ainsi que par le colonel Gerald Draper. La présidence du tribunal était assurée par le lieutenant-général Sir Frank Simpson. Le juge Justice Collingwood siégeait à ses côtés, à titre de conseiller juridique et d'assesseur du président du tribunal.

Jusqu'à la fin de mai 1949, l'accusé Manstein s'était vu refusé le droit de connaître les chefs d'accusation retenus contre lui, ainsi que la preuve présentée contre lui. On lui avait également dénié le droit de contester la juridiction de la cour ou de s'opposer à l'un ou l'autre de ses membres, de même que d'en appeler du jugement. Paget et son équipe d'avocats n'avaient pu préparer convenablement la défense avant l'ouverture du procès, car ils ne connurent que sur le tard les charges qui allaient être retenues contre leur client. Cela constituait une entorse majeure à la

pratique anglaise du droit, s'insurgeait Paget. C'est d'ailleurs pour toutes ces raisons, s'il faut en croire ses propos, qu'il avait accepté de prendre en charge la défense du feld-maréchal. Lors de leur première rencontre à l'hôpital Münsterlager, Paget avait expliqué à Manstein que, s'il était venu à Hambourg, c'était pour la seule et unique raison qu'il considérait contraire à l'honneur de son pays qu'un accusé se vît empêché d'obtenir une défense convenable.

Manstein avait répondu avoir suivi ses activités à la Chambre des communes et avoir été très impressionné par ce qu'il considérait être une attitude honorable envers les vaincus. Il lui en avait exprimé toute sa gratitude. Puis, il lui avait déclaré que tout ce qui comptait à ses yeux, dans le cadre de son procès, c'était de préserver l'honneur de l'armée allemande : « Je ne suis pas particulièrement préoccupé par ce qu'il va m'arriver. De toute façon, ma vie est terminée. Je suis plutôt préoccupé par mon honneur et celui de l'armée allemande que j'ai commandée. Vos soldats, qui nous ont livré bataille, savent que nous avons combattu comme des soldats honorables. Mais la propagande bolchevique vous a convaincus que nous avons combattu comme des sauvages en Russie. C'est faux. Dans une guerre terriblement dure, nous avons maintenu une ferme discipline et avons combattu honorablement. Je suis déterminé à défendre l'honneur de l'armée allemande[605]. » Tout comme à Nuremberg, trois ans auparavant, Manstein s'investissait de la mission de préserver l'honneur de l'armée allemande, honneur qu'elle avait pourtant elle-même souillé en étant partie prenante du régime national-socialiste et de ses politiques criminelles.

Le 24 août 1949, Comyns-Carr, l'avocat de la poursuite, ouvrit le procès en énonçant les chefs d'accusation retenus contre le feld-maréchal Manstein. Ceux-ci reposaient sur l'allégation selon laquelle il aurait commis des actes enfreignant les lois et les coutumes de la guerre définis par la convention de La Haye de 1907. Les chefs d'accusation étaient au nombre de dix-sept.

Les trois premières charges concernaient la campagne de Pologne au cours de laquelle Manstein avait été le chef d'état-major de Rundstedt, commandant en chef du groupe d'armées sud. Elles mettaient en exergue plusieurs incidents dans lesquels des civils et des soldats polonais avaient été assassinés. Ces meurtres avaient été commis, dans certains cas, par des soldats de l'armée et, dans d'autres, par des membres des *Einsatzgruppen*, de la SS, du SD et de la police de sécurité, alors que ces organisations

paramilitaires nazies se trouvaient directement sous contrôle militaire. La responsabilité de Manstein était établie en raison de ses fonctions de chef d'état-major d'un groupe d'armées qui lui conféraient la possibilité, s'il l'avait voulu, de prévenir ou, du moins, de s'opposer à de tels crimes, et du fait qu'il connaissait très bien la politique criminelle qu'entendait mener en Pologne la machine de guerre nazie, ayant été informé de celle-ci par Hitler lui-même lors de la conférence militaire que ce dernier avait donnée au Berghof, le 22 août 1939, devant les généraux de la Wehrmacht.

La quatrième charge était relative au traitement des prisonniers de guerre en Crimée, à un moment où Manstein était le commandant en chef de la 11e armée. Il était allégué que le feld-maréchal, en tant que commandant en chef de cette armée, avait négligé, de manière délibérée et insouciante, son devoir d'assurer un traitement humain aux prisonniers de guerre soviétiques détenus par les forces placées sous son commandement. Par conséquent, plusieurs milliers d'entre eux étaient morts de froid, de faim ou de sévices. D'autres encore avaient été tués ou bien remis par ses troupes à l'*Einsatzgruppe D*, aux unités de la SS, du SD ou de la police de sécurité, qui opéraient dans cette région militaire se trouvant directement sous son commandement, pour être abattus sur-le-champ. On reprochait ainsi à Manstein d'avoir consenti à l'élimination de certains groupes de prisonniers de guerre, en premier lieu les communistes et les Juifs, pour des raisons idéologiques et raciales exprimées par le régime national-socialiste. En l'espace de neuf mois en Crimée, ses troupes avaient remis aux organisations paramilitaires nazies quelque 3 300 prisonniers de guerre considérés comme des éléments indésirables.

Les trois charges suivantes traitaient également de la question des prisonniers de guerre soviétiques. Il était retenu que ceux-ci avaient été traités illégalement comme des partisans et que, par conséquent, plusieurs milliers d'entre eux avaient été tués sans procès par les soldats de la 11e armée, conformément aux ordres criminels donnés par le haut commandement de l'armée et par Manstein lui-même. Il était également mentionné que les Allemands avaient incorporé de force des prisonniers de guerre soviétiques dans l'armée allemande et que Manstein n'avait pas dérogé à cette pratique. D'autre part, il était allégué que des prisonniers de guerre soviétiques avaient été utilisés par les Allemands pour des tâches prohibées et dangereuses. À ce titre, la poursuite se rapportait aux clauses de la convention de La Haye de 1907 qui stipulaient que les prisonniers de

guerre pouvaient être utilisés pour des travaux, mais dans la mesure où ceux-ci n'étaient pas excessifs ni reliés aux opérations militaires. Selon la poursuite, Manstein s'était servi de prisonniers de guerre en Russie dans quatre situations qui contrevenaient à ces clauses : 1. l'entretien des troupes de combat allemandes ; 2. la construction et l'entretien des ponts, des routes et des chemins de fer ; 3. le déminage ; 4. la construction de fortifications. Qui plus est, ces prisonniers étaient régulièrement employés dans des zones avancées du front où ils se trouvaient sous le feu de leurs propres troupes.

La huitième charge se rapportait à l'« ordre sur les commissaires », qui enjoignait aux troupes de la Wehrmacht d'exécuter sommairement tous les cadres du parti communiste affectés à l'Armée rouge à titre de mesure visant à extirper la terreur bolchevique. La poursuite avançait que Manstein avait reçu cet ordre peu avant l'invasion de l'URSS et qu'il avait été appliqué au cours des trois principaux commandements que l'accusé avait exercés en Russie soviétique durant la guerre. En outre, il était allégué que la directive de Manstein du 20 novembre 1941, donnée en sa qualité de commandant en chef de la 11e armée en Crimée, correspondait tout à fait à l'esprit de l'« ordre sur les commissaires ». D'après la poursuite, cette directive de Manstein avait pour objectif d'inciter davantage ses troupes à exécuter sur-le-champ les commissaires politiques qui leur tombaient sous la main ou à les remettre aussitôt que possible à l'*Einsatzgruppe D*, à la SS, au SD ou à la police de sécurité pour les mêmes fins. La directive du 20 novembre 1941 était donc invoquée à titre de preuve pour démontrer que Manstein avait bel et bien fait exécuter par ses troupes l'« ordre sur les commissaires » qu'il approuvait pleinement.

Appelés « charges antijuives », les quatre chefs d'accusation suivants abordaient la question de l'extermination des Juifs, en se référant aux activités de l'*Einsatzgruppe D* sur les arrières de la 11e armée dans le sud de l'Ukraine et dans la presqu'île de Crimée. Ils imputaient à Manstein la responsabilité de 33 000 des quelque 100 000 Juifs assassinés dans cette région méridionale de la Russie bolchevique. Plus précisément, il était accusé d'avoir autorisé des exécutions de Juifs sur une grande échelle, voire même de les avoir encouragées par la distribution à ses troupes de son ordre du 20 novembre 1941. Non seulement il était accusé d'avoir incité ses troupes à se conduire avec brutalité contre les Juifs, mais aussi de leur avoir ordonné de remettre les Juifs capturés dans les territoires occupés aux unités de l'*Einsatzgruppe D*, sachant très bien que cela conduirait à leur assassinat.

Pour ces raisons, on lui reprochait, en tant que commandant en chef d'une armée, d'avoir négligé, de manière délibérée et insouciante, son devoir d'assurer l'ordre et la sécurité publique, ainsi que celui de respecter les droits et l'honneur de la famille et de la vie individuelle. En outre, on l'incriminait de n'avoir rien fait pour empêcher l'*Einsatzgruppe D* de mener à bonne fin ses tâches, alors qu'il était responsable des mouvements et du ravitaillement de cette organisation qui se trouvait directement rattachée à son armée. Bien que les ordres relatifs à ses activités fussent du ressort du chef du SD ou de la police de sécurité, le commandant en chef de l'armée avait aussi le droit de lui en donner si le cours des opérations l'exigeait. Selon la poursuite, Manstein était donc bien informé des activités de l'*Einsatzgruppe* qui était rattaché à son armée, d'autant que ses troupes l'avaient assisté dans sa mission visant à liquider tous les Juifs de la région.

Les treizième et quatorzième charges concernaient le « décret Barbarossa », selon lequel les crimes commis contre des civils ou des prisonniers ennemis ne seraient poursuivis en cour martiale qu'en cas de rupture de la discipline militaire au combat. De ce fait, elles accusaient Manstein d'avoir donné des ordres enjoignant à ses troupes d'exécuter des otages en guise de représailles à des actes de guérilla contre des soldats allemands ou de sabotage contre les infrastructures militaires allemandes. Les otages étaient choisis au hasard parmi la population civile de la localité où la résistance s'était manifestée. On lui reprochait ainsi d'avoir fait exécuter sans procès des civils innocents pour des offenses commises par d'autres. Il était également allégué que les mesures de représailles étaient démesurées par rapport aux offenses commises, la plupart du temps 50 civils étant exécutés pour tout soldat allemand tué. Comme si cela n'était pas suffisant, le 16 novembre 1941 l'état-major de la 11e armée avait décrété que pour tout attentat ou acte de sabotage perpétrés contre l'occupant allemand, 100 habitants seraient exécutés en mesure de représailles, ce qui témoignait d'un arbitraire incontestable. Qui plus est, Manstein était accusé d'avoir ordonné à ses troupes l'exécution sans procès de civils simplement soupçonnés d'appartenir à des bandes de partisans. Plusieurs milliers de civils innocents avaient ainsi été assassinés sous le prétexte qu'ils étaient des partisans, des guérilleros ou des bandits.

Les trois dernières charges se rapportaient à la période de la guerre durant laquelle l'armée allemande se retirait des vastes territoires de l'Union soviétique qu'elle avait occupés précédemment. La poursuite s'y

référait en les nommant « charges des travaux forcés ». Elles accusaient Manstein d'avoir donné à ses troupes un certain nombre de directives relatives au travail forcé de civils soviétiques, à la suite desquelles plusieurs milliers de ces derniers avaient été employés à la construction de fortifications et à bien d'autres travaux militaires. Elles alléguaient que ces travaux avaient été menés, dans plusieurs cas, très près de la ligne de front et qu'ils impliquaient parfois des femmes enceintes, des enfants et des vieillards. La poursuite invoquait un ordre de l'OKH, daté de février 1943, qui décrétait que tous les habitants de la zone des opérations âgés de 14 à 64 ans et aptes au travail étaient assujettis à des travaux forcés pour les forces allemandes. Manstein était également accusé d'avoir donné divers ordres pour la déportation forcée de civils soviétiques des territoires occupés vers l'Allemagne, là où ils furent contraints de travailler pour les industries d'armements et de munitions, dans le cadre du programme nazi de travail obligatoire dirigé par Fritz Sauckel. On lui reprochait donc d'avoir coopéré à l'enlèvement d'hommes, de femmes et d'enfants qui furent expédiés en Allemagne pour travailler comme des esclaves. De toute façon, seule l'entière coopération de la Wehrmacht avait rendu possible la déportation forcée en Allemagne de quelque 3 millions de civils russes contraints à y travailler dans les usines de guerre. Enfin, Manstein était accusé d'avoir donné des ordres pour prendre le bétail et les denrées alimentaires, détruire les maisons et les fabriques, et déporter les civils aptes à travailler. On l'incriminait ici de s'être livré à la politique dite « de la terre brûlée » adoptée par la Wehrmacht au cours de sa retraite[606].

Avec l'aide de Laternser et de Leverkuehn, Paget et Silkin préparèrent leurs plaidoyers selon les grandes lignes du « mémorandum des généraux » rédigé, en novembre 1945, par Manstein, Brauchitsch, Halder, Warlimont et Westphal. La défense se lança dans une « croisade » visant à dénoncer l'humiliation infligée par les Alliés aux généraux allemands et, de ce fait, à sauver l'honneur de la Wehrmacht. Bien entendu, elle minimisa la guerre d'anéantissement menée par la Wehrmacht à l'Est, en particulier ses objectifs politiques et idéologiques de conquête, ainsi que sa participation à l'extermination des Juifs, des commissaires politiques et des prisonniers de guerre soviétiques qu'elle attribua au contexte de la lutte contre les partisans. De même, elle éluda la contribution des élites militaires à la planification et à la conduite de cette guerre d'agression à la fois criminelle et barbare. Qui plus est, elle mit sur le compte de la propagande soviétique

les allégations selon lesquelles la Wehrmacht aurait commis des atrocités en Europe de l'Est.

En somme, au dire de la défense, loin d'enfreindre les principes de la convention de La Haye de 1907, Manstein aurait maintenu l'ordre et la discipline au sein de ses troupes. Celles-ci auraient tout simplement livré un combat honorable et chevaleresque, en traitant convenablement leurs prisonniers de guerre et les populations civiles des territoires qu'elles occupaient. En outre, Manstein aurait refusé d'exécuter les ordres criminels promulgués par ses supérieurs, comme l'« ordre sur les commissaires », et n'aurait pas eu connaissance de l'extermination des Juifs par les unités du SD ou de la SS, ayant été trop accaparé par les questions militaires dues à ses responsabilités de commandant sur le front[607].

Il est quand même étonnant qu'un homme comme Manstein, reconnu pour ses exceptionnelles capacités intellectuelles sur le plan militaire et pour sa mémoire remarquable des moindres détails, ait été maladroit dans son témoignage, en se contredisant à maintes reprises. Il se défendit en avançant l'argument selon lequel il avait été contraint, par son devoir de soldat, d'obéir aux ordres de ses supérieurs. Or, c'était un argument que le jugement rendu par le Tribunal militaire international de Nuremberg avait carrément rejeté. Venant d'un feld-maréchal qui s'enorgueillissait d'avoir affronté Hitler à quelques occasions sur des questions ayant trait à la conduite des opérations militaires, cet argument n'était guère conforme à l'image héroïque de l'officier prussien que plusieurs lui prêtaient. S'il avait été accepté, cela aurait signifié que, en dehors de Hitler et des principaux dignitaires du régime nazi, très peu d'Allemands, sur une population de près de 70 millions d'habitants, auraient pu être tenus responsables de quoi que ce soit. En se prévalant des critiques qu'il avait adressées à Hitler pour sa conduite des opérations militaires, Manstein laissait sous-entendre, sans s'en rendre compte, qu'il avait accepté tout ce qu'il n'avait pas critiqué, comme la politique du régime d'anéantissement à l'Est, c'est-à-dire l'extermination des Juifs, la liquidation des commissaires politiques, les sévices infligés aux prisonniers de guerre et aux populations civiles, ainsi que l'exploitation brutale des territoires occupés[608].

À la conclusion du procès, Paget prononça une plaidoirie dans laquelle il résuma ses principaux arguments visant à disculper Manstein des dix-sept accusations prononcées contre lui. Ceux-ci reposaient essentiellement sur trois points principaux : 1. le devoir d'un général était d'obéir aux ordres

que lui donnait son gouvernement ; 2. la convention de La Haye ne pouvait s'appliquer à la guerre en Russie bolchevique, car celle-ci n'y avait pas adhéré ; 3. Manstein n'était impliqué en rien dans les crimes de guerre du régime national-socialiste, y compris ceux relatifs à l'extermination des Juifs.

C'est en dénonçant l'objectif politique du procès qu'il conclut sa plaidoirie : « On a essayé de ternir la réputation de l'armée allemande et de son plus grand commandant. [...] Lorsque nous avons livré bataille à la Wehrmacht en Afrique, en Italie et en France, elle a toujours combattu honorablement. En raison de la propagande russe que nous avons beaucoup entendue, nous pensons que les Allemands ont combattu comme des sauvages à l'Est. [...] Cela n'a pas été prouvé par les documents qui nous ont été présentés ici. Selon mon avis, ils ont démontré que la Wehrmacht a fait montre, dans une large mesure, de retenue et de discipline, et cela, dans des circonstances de cruautés inimaginables. »

Faisant ensuite implicitement allusion au contexte de la guerre froide qui prévalait à l'époque du procès et, en particulier, aux impératifs liés à la défense de l'Europe de l'Ouest face au bloc soviétique, notamment au réarmement envisagé de l'Allemagne de l'Ouest, Paget demanda la réhabilitation de Manstein : « J'espère que nous deviendrons tous des camarades à l'avenir. Si l'Europe de l'Ouest doit vraiment être défendue, alors nous devons être des camarades. Je ne crois pas [...] qu'il est du droit des vainqueurs, qu'il soit de notre droit, de ternir la réputation des vaincus. Pour l'Allemagne, Manstein ne sera jamais un criminel de guerre. Il est un héros pour son peuple et le demeurera. Il a été l'architecte de la victoire allemande et l'Hector dans la défaite de l'Allemagne, l'homme qui a commandé la grande retraite alors que dans son cœur et dans son âme il savait que Troie allait tomber. Et, ici, devant ce tribunal, il a maintenant livré courageusement sa dernière bataille pour l'honneur des hommes qu'il a dirigés et qui sont tombés au combat sous son commandement. »

Paget poursuivit son allocution en déclarant que si le tribunal prenait la décision de condamner Manstein, alors on ne tarderait pas à le considérer comme une victime de la « justice des vainqueurs », issue d'un esprit revanchard : « Si nous le condamnons, alors nous ferons du tort non pas à sa réputation, mais à la nôtre. Les vainqueurs n'ont pas le droit de nuire à la réputation des vaincus. César a condamné Vercingétorix. L'Histoire a oublié les colons romains qui furent massacrés par les Gaulois insurgés. Elle se

souvient seulement du noble Gaulois qui mourut du triomphe du vainqueur. Seuls la réputation de César et l'honneur de Rome furent entachés. Il a toujours été facile de condamner les vaincus comme des criminels de guerre. Après la guerre sud-africaine, nous aurions pu condamner les généraux boers qui avaient fusillé les prisonniers cafres. Nous avons plutôt pris un chemin plus noble et intelligent. Il y a cinq cents ans, nous avons condamné une dirigeante militaire ennemie. Nous avions alors agi pour des raisons politiques. Nous voulions la dénoncer comme une sorcière, mais nous en avons fait une sainte. J'espère [...] que la décision de ce tribunal va marquer un retour en Europe à un style de vie généreux et plus civilisé. »

Paget termina sa plaidoirie en demandant l'acquittement de Manstein qui, à ses yeux, était un honorable feld-maréchal qui n'avait fait que son devoir de soldat en obéissant aux ordres que lui avaient donnés ses supérieurs : « Je ne crois pas qu'il y en ait un parmi vous qui, ne serait-ce que pendant une seule seconde, ose imaginer que Manstein est un mauvais homme. Il était apprécié par son état-major et ses soldats. C'est du moins ce qui a été clairement démontré. Personne ne met en doute qu'il possédait toutes les qualités morales traditionnelles. [...] L'accusation qui est portée contre lui est qu'il a exécuté la volonté de son commandant en chef, mais c'est le crime de l'Allemagne. [...] Selon mon avis [...], il est au plus haut point injuste et de fond en comble totalitaire de condamner une personne qui n'a fait rien de plus que d'exécuter la volonté de son gouvernement. Par conséquent, une telle expiation symbolique est une négation de l'individu. [...] Je demande l'acquittement de Manstein, parce que je crois que son acquittement sera honorable pour mon pays[609]. »

Cette plaidoirie faisait l'apologie d'un criminel de guerre. Le passage où Paget déclara que Manstein avait été « l'architecte de la victoire allemande » et non pas « des victoires allemandes » est très frappant, car il constituait une interprétation de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale qui n'était pas sans arrière-pensée. Celle-ci était très claire : il s'agissait de souligner implicitement la contribution de Manstein à la lutte contre le bolchevisme et de laisser sous-entendre que, sans ses exploits militaires en Russie soviétique, l'Europe de l'Ouest aurait probablement été « bolchevisée » tout comme l'Europe de l'Est. Dans le contexte de la guerre froide de l'époque, de la division de l'Allemagne et du continent européen en deux blocs antagonistes, et de la création d'une communauté de l'Europe de l'Ouest et de l'OTAN pour parer la menace du bolchevisme, une telle

allusion ne pouvait laisser indifférents les membres du tribunal. De plus, la comparaison avec Troie réveillait le mythe d'une Allemagne qui n'aurait pas été vaincue sur le champ de bataille, mais seulement par la ruse. Elle suggérait même que l'Allemagne aurait mené une guerre défensive, alors qu'en réalité c'est elle qui avait déclenché la guerre et envahi la plupart des pays du continent européen. Enfin, la comparaison avec Hector faisait de Manstein le plus grand défenseur de l'Allemagne, celui qui, de surcroît, avait résisté à un ennemi largement supérieur en nombre. Bref, les rôles de l'assaillant et du défenseur avaient été inversés : l'Allemagne et Manstein étaient les victimes, tandis que la Russie bolchevique était l'agresseur.

Dans sa plaidoirie de clôture du procès, Comyns-Carr résuma les preuves qu'il avait réunies à propos de chacun des chefs d'accusation retenus contre Manstein. Selon l'avocat de la poursuite, le feld-maréchal était coupable d'avoir soutenu par conviction la guerre criminelle menée par Hitler aussi bien en Pologne qu'en URSS, comme en témoignait notamment son attitude par rapport à l'extermination des Juifs ou à la liquidation des commissaires politiques. S'il l'avait voulu, ajouta Comyns-Carr, il aurait pu empêcher ou, tout au moins, s'opposer aux actions criminelles qui eurent lieu dans la région militaire placée sous son commandement sans courir de risques pour sa propre personne. Il termina son allocution par ces mots : « Je vous demande d'ignorer les considérations politiques [de la défense] et de déclarer que cet accusé est coupable des charges pour lesquelles il a été inculpé[610]. »

Après les plaidoiries, le tribunal ajourna ses séances pendant trois semaines pour permettre à Collingwood, le conseiller juridique et l'assesseur de Simpson, de préparer un résumé récapitulatif du procès. Celui-ci recommandait d'abord au tribunal d'adopter la justice de Nuremberg pour rendre son jugement. Par conséquent, ni les ordres donnés par des supérieurs ni les lois adoptées par l'État ne pouvaient être revendiqués par la défense comme motifs susceptibles de disculper son client pour des actions criminelles qu'il aurait commises. En outre, l'exécution de prisonniers de guerre à titre de représailles était déclarée une action illégale en toutes circonstances. Il était aussi précisé que les principes de la convention de La Haye s'appliquaient à la guerre contre l'URSS, que celle-ci les eût respectés ou pas, et que le concept relatif à la nécessité de guerre était valable seulement dans les cas prévus expressément par la convention de La Haye. Enfin, il était mentionné que Manstein était

responsable de l'exercice du pouvoir exécutif dans la région placée sous son commandement militaire et que l'ignorance ou la violation de ses prérogatives militaires n'étaient pas une excuse. Collingwood présenta ensuite un résumé récapitulatif des arguments de la poursuite et de la défense.

Le 19 décembre 1949, le tribunal rendait finalement son verdict. Le feld-maréchal Manstein était acquitté de huit charges et reconnu coupable de neuf autres. Après avoir prononcé le jugement devant l'accusé, le président du tribunal, le lieutenant-général Simpson, ajouta cette remarque toute personnelle : « J'ai dû agir, pour la première fois de ma vie, à l'encontre de mes convictions. Si j'avais été dans la situation du feld-maréchal, je n'aurais pas agi différemment de lui. Mais je devais le condamner en raison des dispositions en vigueur[611]. »

Bien que sa culpabilité ne fît aucun doute, Manstein était déclaré non coupable pour les trois chefs d'accusation concernant la Pologne, le tribunal avançant l'argument que ses fonctions de chef d'état-major d'un groupe d'armées ne le rendaient en rien responsable des crimes qui avaient été commis lors de cette campagne militaire. Malgré les faits exposés devant le tribunal, il était aussi reconnu non coupable de l'accusation d'avoir procédé au recrutement forcé de prisonniers de guerre soviétiques pour la Wehrmacht. Le tribunal le déclara toutefois coupable d'avoir utilisé des prisonniers de guerre soviétiques pour le déminage et la construction de fortifications militaires, et d'avoir déporté de force des civils de sa zone de commandement militaire vers le Reich afin qu'ils y constituassent une main-d'œuvre servile.

Contre toute attente, il était acquitté pour les trois charges ayant trait à l'extermination des Juifs, en dépit des preuves accablantes présentées au tribunal qui l'incriminaient hors de tout doute, notamment celle relative à son ordre du 20 novembre 1941. Le tribunal estima que la poursuite n'avait pas prouvé avec certitude que Manstein eût approuvé l'extermination des Juifs et qu'il y eût activement participé, que ce fût en incitant ou en autorisant ses troupes à exécuter des Juifs ou à les remettre aux unités du SD ou de la SS pour les mêmes fins. Cependant, pour ces trois charges, on le condamnait pour avoir négligé son devoir d'assurer, en tant que commandant de campagne, l'ordre et la sécurité publique, ainsi que le respect des droits et de l'honneur de la famille et de la vie individuelle dans la région militaire placée sous son commandement, en conséquence de quoi

un nombre considérable de Juifs avaient été exterminés. Mais le tribunal déclara qu'il ne s'agissait pas d'une négligence délibérée ou insouciante, comme le disait la poursuite. Cette condamnation mettait pourtant en évidence la responsabilité effective de Manstein dans les crimes de guerre qui s'étaient déroulés dans la région des opérations relevant de son commandement militaire.

Fait plutôt surprenant, Manstein était disculpé par le tribunal pour les exécutions massives de civils qualifiés de partisans, alors que ses compagnons d'armes avaient été condamnés auparavant pour ce même chef d'accusation lors du procès de l'OKW. En fait, le tribunal jugea que Manstein n'avait aucune part de responsabilité dans l'application du « décret Barbarossa ». Quant aux charges portant sur les ravages causés par l'armée allemande lors de sa retraite, Manstein n'était pas condamné. Mais on le tint responsable des mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre soviétiques, de l'exécution de plusieurs d'entre eux, de leur remise aux unités du SD ou de la SS, et de l'exécution des commissaires politiques de l'Armée rouge. Le tribunal considéra sans doute que l'exécution de commissaires était un plus grand crime que l'exécution de civils qualifiés de partisans et qu'il méritait d'être sanctionné, contrairement au second. Enfin, Manstein était reconnu coupable de l'exécution de civils en guise de représailles, ainsi que pour les actions de ses officiers subalternes en vertu des ordres donnés par l'OKH, mais non pas de ceux qu'il avait lui-même promulgués[612].

Le tribunal condamna le feld-maréchal Manstein à dix-huit ans de prison. À la lumière des recherches historiques actuelles sur la responsabilité de la Wehrmacht dans l'extermination des Juifs en Europe de l'Est et en ce qui concerne l'exécution massive des commissaires politiques et des prisonniers de guerre soviétiques, ainsi que par rapport aux mauvais traitements infligés aux populations civiles de cette région du continent européen, cette sentence paraît bien insignifiante. L'ordre du 20 novembre 1941 donné par Manstein à ses troupes suffisait pourtant amplement à prouver son consentement et sa participation à l'Holocauste des Juifs.

Cette sentence provoqua un tollé autant en Allemagne qu'en Grande-Bretagne. En fait, elle allait faire de Manstein rien de moins qu'un véritable martyr. D'aucuns en Allemagne de l'Ouest pensaient alors qu'il n'avait été qu'une victime de la « justice des vainqueurs », subissant une punition collective plutôt que de purger une peine individuelle à titre de criminel de

guerre. Le simple fait qu'il eût été jugé était perçu comme une entrave faite à l'honneur du soldat allemand, car il était considéré comme étant au-dessus de tout soupçon. Les responsables de la politique allemande craignaient que cette sentence remît tout simplement en question l'ancrage à l'Ouest de la RFA. Du côté britannique, l'opinion publique exprimait *grosso modo* les mêmes sentiments, redoutant l'émergence d'un nouveau nationalisme en République fédérale d'Allemagne qui affaiblirait l'intégration de celle-ci dans la communauté des démocraties occidentales[613].

Dans le *Hamburger Allgemeine Zeitung*, un journal très libéral et de tradition antimilitariste, la condamnation de Manstein fut dénoncée comme un jugement politique : « Tout comme les procès de Nuremberg, ce procès contre le feld-maréchal von Manstein était avant tout un procès politique. Un procès qui ne fut pas engagé contre un quelconque officier allemand de haut rang, mais contre un homme qui était considéré par les critiques militaires britanniques comme le plus remarquable des commandants de l'armée allemande de la Seconde Guerre mondiale. Comme tel, il était un membre de la Wehrmacht dont l'honneur est identique à celui de tous ces Allemands qui, dans le sens de ce mot, se considèrent comme des soldats. Des millions d'entre eux sont morts pour cet honneur, mais des millions de survivants, bien qu'ils aient déposé les armes, demeurent attachés pour toujours à l'idée d'un honneur du soldat allemand. Après les précédents de Nuremberg, un acquittement honorable de Manstein pouvait difficilement être envisagé, mais tous les Allemands qui suivirent le procès de Manstein à chacune de ses étapes espéraient un jugement tempéré. Le geste politique d'un tel jugement aurait certainement reçu un accueil chaleureux. Que ce geste n'ait pas été posé, est un fait avec lequel nous devrons composer. Mais c'est aussi quelque chose que l'opinion politique allemande, homme ou femme, ne sera pas en mesure d'oublier. »

Dans *The Times*, le célèbre auteur militaire Liddell Hart fit part de sa profonde indignation au sujet de la sentence prononcée contre Manstein : « Il est clair [...] que Manstein n'a jamais initié une quelconque politique de brutalité [...]. Bien que la guerre de Russie devînt une lutte barbare, le corps [d'armée] de Manstein s'est abstenu de se soumettre aux ordres draconiens du haut commandement. Aucun délit n'a été trouvé jusqu'à ce qu'il soit affecté au commandement d'une armée dans une région où ces ordres étaient déjà appliqués. Il est absurde d'assumer qu'un simple commandant d'armée, nouvellement arrivé [...], pouvait annuler publiquement des ordres

qui étaient déjà connus de ses nouveaux subordonnés et des SS des environs. Pourtant, il y a plusieurs preuves selon lesquelles il a atténué leur sévérité. Plus significative encore est une note dans le Journal de Goebbels, qui avertissait fréquemment Hitler de l'opposition de Manstein à ses ordres : "Manstein et Kleist ont introduit un traitement plus humain pour les habitants des régions qui sont tombées sous l'administration militaire à la suite de notre retraite." (28/4/43) Il est évident que Manstein a pris l'initiative d'atténuer les mesures inhumaines. Nous pouvons espérer, du moins pour la réputation de notre pays, que nous soyons amenés à faire montre d'un sens d'humanité similaire en réduisant la sentence sauvage qui lui a été imposée. J'ai étudié les rapports de guerre suffisamment longtemps pour réaliser à quel point peu d'hommes, qui ont commandé des armées dans une dure bataille, auraient pu se tirer d'une épreuve aussi rigoureuse par leurs faits et paroles aussi bien que Manstein l'a fait. Sa condamnation apparaît comme un exemple flagrant d'une ignorance grossière ou bien d'une hypocrisie grossière[614]. »

Manstein fut incarcéré dans la prison des criminels de guerre de Werl, tout près de Dortmund, en Westphalie, dans laquelle se trouvaient dix autres généraux allemands, en particulier le feld-maréchal Kesselring et le colonel-général von Mackensen. On mit à la disposition de Manstein un secrétaire pour l'assister dans la rédaction de ses Mémoires. Il convient de noter que pas un seul des 632 criminels de guerre exécutés après leur condamnation par des tribunaux britanniques et américains n'était un général. Ceux qui furent exécutés étaient tous des subordonnés qui, dans leur procès, avaient invoqué l'obligation d'obéir aux ordres donnés par leurs supérieurs[615].

Après un long débat interne, consécutif au tollé déclenché par la condamnation du feld-maréchal, sa peine d'emprisonnement fut réduite à douze ans, en février 1950. Cela ne mit toutefois pas un terme aux protestations. En effet, de nombreux groupes d'intérêt menèrent une campagne afin de faire libérer Manstein, provoquant du même coup un débat beaucoup plus général sur les criminels de guerre allemands incarcérés dans les prisons des Alliés occidentaux en RFA. L'intérêt public pour le destin de Manstein allait ainsi accélérer la recherche d'une solution à la question de la remise en liberté des anciennes élites militaires allemandes emprisonnées pour crimes de guerre.

La libération du feld-maréchal Manstein ainsi que celle du feld-maréchal Kesselring furent négociées au plus haut niveau par le conservateur Churchill, de nouveau Premier ministre (1951-1955), et par Adenauer, le chancelier chrétien-démocrate ouest-allemand (1949-1963). Cette question avait d'ailleurs fait l'objet de maintes réflexions dans les officines britanniques. Du fait de la guerre froide, la Grande-Bretagne et la République fédérale étaient devenues des alliées de circonstance. Il était donc dans l'intérêt de la première de ne pas froisser la seconde pour ne pas risquer d'affaiblir son ancrage à l'Ouest. Comme le déclarait le lieutenant-général Robertson, l'un des militants les plus en vue en Angleterre pour faire libérer Manstein, il fallait non seulement éviter que celui-ci ne devînt un martyr pour les Allemands, mais également prévenir l'émergence d'un nouveau nationalisme en RFA. Bien que la libération des criminels de guerre allemands incarcérés dans des prisons britanniques ne se fît pas sans contestations, ils allaient néanmoins être relâchés avant la fin de leur peine. Dans le cas de Manstein, cela se produisit le 7 mai 1953, après qu'il eut reçu l'année précédente un congé pour raisons médicales. Pour sa part, le feld-maréchal Kesselring avait été relâché un peu plus tôt, soit au cours de l'année 1952, également pour raisons médicales. Outre une sérieuse opération aux yeux, les protestations de personnalités de renom, tels l'homme d'État Churchill, le maréchal Montgomery ou bien le réputé auteur militaire Liddell Hart, furent pour beaucoup dans la libération prématurée de Manstein[616].

Déjà à l'époque du procès de Manstein, Bevin avait entrepris des démarches afin d'éviter que son gouvernement ne fût une fois de plus confronté à une situation aussi embarrassante et explosive. Des discussions eurent ainsi lieu entre Londres, Paris et Washington pour définir une politique générale concernant le dossier épineux des criminels de guerre allemands. En conclusion de celles-ci, il fut convenu que la Grande-Bretagne cesserait, après le procès de Manstein, de juger quiconque était accusé de crimes de guerre. Les cas de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité seraient jugés seulement devant des tribunaux allemands et selon les procédures judiciaires propres à la loi criminelle allemande. Si la politique britannique de poursuivre tous ceux qui étaient accusés de crimes contre la paix demeurait en vigueur, l'extradition de personnes accusées de meurtres dans les pays qui en faisaient la demande restait possible, pour autant que les requêtes d'extradition incluaient une preuve suffisamment

recevable pour faire exception à la date butoir du 1er septembre 1948. Le procès de Manstein fut donc le dernier procès britannique engagé contre un criminel de guerre allemand en Allemagne[617].

Les Mémoires, la guerre froide et la légende d'une Wehrmacht « sans reproche »

En 1951, Paget publia un ouvrage dans lequel il exposait ses vues pour le moins apologétiques sur la conduite de la guerre par Manstein, de même que sur son procès, ouvrage qui allait paraître en langue allemande l'année suivante. En qualifiant de « justice des vainqueurs » le verdict rendu contre Manstein par le tribunal militaire britannique à Hambourg, il contribua ainsi, autant en Grande-Bretagne qu'en Allemagne, à l'émergence de la légende d'une Wehrmacht « sans reproche ». Par conséquent, on doit garder en mémoire que cette légende du prétendu « bouclier non sali » de la Wehrmacht ne fut pas propagée seulement par les généraux allemands, mais aussi par des personnalités éminentes provenant de pays autrefois ennemis, tels Churchill, Liddell Hart et Paget[618].

Les généraux de la Wehrmacht renforcèrent ce mythe d'une Wehrmacht « propre » en publiant leurs Mémoires au cours des années 1950. Celles-ci, marquées par la reconstruction, la prospérité économique et la stabilité politique, avaient pour toile de fond la guerre froide et l'anticommunisme. Dans ce contexte, la consolidation de l'image d'une Wehrmacht prétendue victime de la politique nazie s'en trouva facilitée. Elle ne manqua pas d'influencer les chercheurs. Parmi les Mémoires les plus importants, il y eut ceux de Halder (*Hitler als Feldherr*, 1949), Guderian (*Erinnerungen eines Soldaten*, 1951), Kesselring (*Soldat bis zum letzten Tag*, 1953) et Dönitz (*Zehn Jahre und zwanzig Tage*, 1958), ainsi que ceux de Manstein, publiés en deux volumes, le premier sous le titre de *Verlorene Siege* (1955), le second sous celui de *Aus einem Soldatenleben 1887-1939* (1958).

Il est vrai que la guerre froide et, plus particulièrement, les tensions entre l'Union soviétique et les États-Unis contribuèrent à l'occultation du rôle et de la responsabilité des membres du haut commandement de l'armée allemande dans la planification et la conduite de guerres d'agression, ainsi que dans les actions criminelles commises à l'Est. Le besoin de légitimer le réarmement de la RFA et la nécessité de faire appel à d'anciens officiers,

sous-officiers et soldats de la Wehrmacht pour constituer les rangs de la Bundeswehr, qui fut intégrée à l'OTAN en 1955, exigeaient le maintien d'une image positive de l'armée allemande durant la période du IIIe Reich. La déclaration du président américain Dwight D. Eisenhower, le 23 janvier 1951, et celle du chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer, le 5 avril 1951, sur l'honneur des soldats allemands de la Seconde Guerre mondiale allaient en ce sens. D'ailleurs, d'anciens officiers avaient fait dépendre de ces déclarations leur collaboration à la levée des nouvelles forces armées de l'Allemagne de l'Ouest. Ce fut Adenauer lui-même qui intervint en faveur de Manstein auprès du général Eisenhower afin que ce dernier prononçât une déclaration sur l'honneur des soldats allemands ayant combattu durant la guerre 1939-1945.

La libération des prisonniers de guerre devint également l'une des conditions d'adhésion à l'OTAN formulées par le gouvernement ouest-allemand. La fermeture de la dernière prison militaire, celle de Landsberg, en 1958, faisait disparaître le fardeau moral qui pesait sur la population allemande et, plus encore, sur les anciens membres de la Wehrmacht. Elle consolidait le mythe selon lequel les officiers de la Wehrmacht avaient été incarcérés injustement et que la guerre à l'Est s'était déroulée dans les normes de la plus pure tradition militaire. En effet, selon l'opinion publique allemande et anglo-saxonne, il était inimaginable que des soldats allemands pussent avoir osé outrepasser le code d'honneur et d'éthique de la tradition militaire prussienne. L'armée allemande, pensait-elle, ne pouvait pas s'être comportée de manière pire que les autres[619].

C'est dans ce contexte que Manstein fut invité par le gouvernement Adenauer à participer à titre de conseiller à la création de la Bundeswehr. D'ailleurs, il fut le seul des feld-maréchaux de Hitler à être consulté par Bonn au sujet de la levée d'une armée ouest-allemande. Mais son influence sur les études et les réflexions relatives à la construction de la Bundeswehr a été parfois surestimée dans la littérature. Sa compréhension insuffisante de la situation politique de l'époque conduisit à des discussions répétées avec le général Heusinger, à la tête du département militaire du service Blank et ancien chef des opérations de l'OKH. Il n'en fut pas moins l'objet de plusieurs hommages rendus par la Bundeswehr pour lui avoir apporté son expertise, notamment lors de ses quatre-vingtième et quatre-vingt-cinquième anniversaires[620].

Le 10 juin 1973, Manstein mourut d'une attaque d'apoplexie, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à Irschenhausen, près de Munich, là où il vivait depuis 1958, après avoir demeuré successivement à Allmendingen, près d'Ulm, à Essen et à Münster. Il fut inhumé, le 15 juin 1973, avec les honneurs militaires, à Dorfmark, près de Soltau, dans les Landes de Lunebourg. Son corps fut enterré à côté de celui de son épouse, décédée sept ans auparavant. Jusqu'à sa mort, Manstein avait démontré un vif intérêt pour les discussions et les études portant sur sa propre personne, participant même parfois à quelques-unes d'entre elles. Plus d'un quart de siècle après la fin de la guerre, il se faisait toujours un devoir de défendre l'honneur du soldat allemand ayant combattu sous le IIIe Reich.

CONCLUSION
L’HOMME ET LE SOLDAT

Dans le premier tome de ses Mémoires, Manstein présente et explique la guerre du seul point de vue stratégique. En dépit des diverses hautes fonctions qu’il a exercées dans la Wehrmacht, il omet ainsi de poser la question de la responsabilité morale et politique. Dans la préface, il explicite les raisons de ce silence : « Le présent livre apporte les souvenirs d’un *soldat*. Je me suis donc délibérément abstenu de parler des problèmes politiques comme de tout ce qui n’était pas dans un rapport direct et immédiat avec les événements militaires. Qu’on se rappelle les paroles de l’écrivain militaire britannique Liddell Hart : “Les généraux allemands de cette guerre ont été plus que partout ailleurs les produits accomplis de leur profession. Ils auraient pu être meilleurs encore avec un horizon plus large et une compréhension plus profonde. *Mais s’ils étaient devenus des philosophes, ils auraient, par le fait même, cessé d’être des soldats*”[621]. »

Cette réflexion de Liddell Hart sur les généraux de la Wehrmacht est remarquablement pertinente pour comprendre Manstein, aussi bien l’homme que le soldat. En fait, elle décrit à merveille le caractère et la vision du monde d’un officier qui était le produit le plus accompli de la caste militaire prussienne de son époque et qui en était donc extrêmement représentatif. À travers lui, se profile tout simplement le destin de la grande majorité de ses camarades du corps des officiers allemands.

En s’en tenant ainsi aux seuls aspects militaires du conflit mondial, Manstein évitait d’aborder, sans doute en toute connaissance de cause, la question de la responsabilité morale et politique des conséquences catastrophiques de la guerre, de ses millions de morts et de son caractère criminel. De même, en citant cette réflexion de Liddell Hart sur les

généraux de l'armée de Hitler, il justifiait son affirmation selon laquelle il n'aurait été qu'un simple soldat au service du politique. À cet égard, l'écrivain militaire britannique n'avait pas tort de prétendre que la plupart des généraux allemands étaient essentiellement des techniciens, absorbés par leur emploi professionnel et très peu intéressés par les choses qui ne concernaient pas directement leurs tâches ou leurs fonctions[622].

Le feld-maréchal Manstein raconte le déroulement de la Seconde Guerre mondiale, notamment la campagne de Russie, ainsi que le rôle de première importance qu'il y joua, avec une étonnante absence de rapports avec la politique, d'autant plus qu'il ne soulève pas la question du sens des événements et de sa part de responsabilité dans ceux-ci. À ce titre, Joachim Wieder, qui fut témoin de la tragédie de Stalingrad en sa qualité de soldat de la 6e armée, fit part, après la guerre, de ses réflexions, à vrai dire tout à fait pertinentes, sur l'homme et le soldat Manstein : « Le succès militaire des grandes opérations où il était passé maître lui tenait visiblement plus à cœur que le souci de la morale politique. Même s'il fut honnêtement convaincu par fidélité à ses soldats de servir seulement le peuple allemand, il fut et restera – et c'est là qu'est son drame – celui que l'on a appelé fort justement "le plus inconfortable général du Diable". Les capacités de virtuose de la stratégie de Manstein ont peut-être contribué à prolonger la fatalité qui planait sur l'Allemagne. Ce fut une des grandes déceptions de l'ancien chef d'état-major général, Ludwig Beck, de constater que même les événements catastrophiques liés à la tragédie de Stalingrad ne suffisaient pas à ouvrir les yeux des grands chefs militaires devant les signes fatidiques de la menace de l'effondrement allemand. »

Wieder poursuit son analyse du comportement et de l'attitude de Manstein durant la guerre en citant Beck qui, dans son testament militaire écrit en 1938 en prévision du malheur qui allait s'abattre sur l'Allemagne, avait énoncé les critères suivant lesquels devaient être jugés les chefs de guerre : « C'est un manque de grandeur et de connaissance de sa mission pour un soldat de haut grade dans une pareille époque de voir ses devoirs et ses tâches dans le cadre limité de ses missions militaires, sans prendre conscience de ses hautes responsabilités devant tout le peuple. Les époques exceptionnelles exigent des actions exceptionnelles[623] ! »

Bien sûr, Manstein exprime, dans ses souvenirs de guerre, sa conviction qu'un rétablissement militaire, condition d'un redressement politique, aurait été possible après Stalingrad, voire même après Koursk. Ses propres idées

opérationnelles en auraient offert la chance. Mais, après que Hitler les eut toutes écartées du revers de la main, la défaite militaire était devenue inévitable. Ces conceptions de Manstein laissent supposer une surestimation du pouvoir de la stratégie sur le champ de bataille, alors qu'il n'est plus le même dans la guerre totale moderne, et, de plus, une complète méconnaissance des faits psychologiques, politiques et idéologiques liés à la personne de Hitler. Le feld-maréchal semble avoir considéré le champ de bataille comme une sorte de territoire autonome sur lequel la maîtrise et la conduite en virtuose des opérations militaires seraient d'une importance décisive à l'issue de la guerre. Devant une mise en valeur aussi exagérée de la seule dimension militaire et du seul point de vue stratégique, il suffit de rappeler les propos du colonel-général Beck, écrits en 1938 : « La conception actuelle, que l'on remarque chez beaucoup de gens, qu'une grande guerre ne peut être gagnée que par la victoire des armes est erronée, néfaste et, à une époque où, devant le monde entier, on ne parle que de la prétendue "guerre totale", absolument incompréhensible. »

Même après l'avancée irrésistible de l'Armée rouge vers les provinces orientales du Reich, le débarquement anglo-américain sur les côtes de la Normandie et le putsch manqué contre Hitler, le feld-maréchal Manstein ne considérait pas encore la guerre comme perdue et croyait possible un rétablissement de la situation militaire et, par le fait même, politique. Cependant, il n'a jamais exposé de manière convaincante et en détail comment une telle évolution pouvait se produire sous le pouvoir de Hitler, notamment après tous les crimes commis par l'Allemagne. Il est, en effet, difficile de comprendre comment une personnalité comme Manstein, exerçant de si hautes fonctions et d'un tel niveau d'intelligence, n'ait jamais reconnu à sa juste valeur la gravité des fatalités politiques et militaires. Pourtant, dès la catastrophe de Stalingrad, certains officiers supérieurs ressentaient, comme un poids sur leur conscience, l'impossibilité d'une issue favorable de la guerre. Pour des raisons bien fondées, un bon nombre d'entre eux tenaient même la guerre comme perdue. Dans le mouvement de résistance allemande de tendance conservatrice, il y avait des hommes qui s'efforçaient de mettre fin à une guerre sans espoir et d'épargner au peuple allemand les effroyables sacrifices qui le menaçaient. Parmi ces hommes, il y avait le colonel-général Beck, que l'historien Friedrich Meinecke décrivit comme « un de ces trop peu nombreux officiers de haut grade qui peuvent être considérés comme les authentiques héritiers de Scharnhorst, non

seulement comme des soldats inflexibles et énergiques, mais aussi comme des patriotes hautement cultivés et sachant voir loin[624] ». Manifestement, Manstein ne faisaient pas partie de ces officiers de haut grade qui savaient voir loin.

Dans son analyse de Manstein, Wieder met également en exergue la question de la responsabilité morale et politique de la guerre : « Les souvenirs de Manstein peuvent être considérés comme représentatifs de la grande majorité des textes et des Mémoires écrits par les principaux généraux allemands de l'époque hitlérienne pour se justifier. Une vue d'ensemble de cette littérature, qui reste tout de même une source éloquente de l'histoire contemporaine, nous montre une somme effrayante d'inébranlable confiance en soi, d'impénitence et de manque de jugement. L'écrivain militaire anglais Liddell Hart a décrit de façon percutante l'officier allemand du passé hitlérien, exclusivement attaché à sa sphère professionnelle, technique et militaire, obéissant sans discuter et que les difficiles problèmes de la responsabilité politique ne préoccupaient aucunement. Il lui apparaît, dit-il, comme un moderne Ponce Pilate qui se lave les mains de toute responsabilité concernant les ordres qu'il doit exécuter. Il n'est presque jamais question, dans ce genre de Mémoires, de défaillance personnelle ou de l'ordre supérieur de la conscience. On n'y voit presque jamais l'ensemble de la conduite de la guerre et on n'y pose jamais la question des arrière-plans politiques de l'événement. » En imputant à Hitler la responsabilité de tous les malheurs, ajoute-t-il, on « passe sous silence toute la hiérarchie des responsabilités qui va du chef suprême aux grades les plus inférieurs en passant par les commandants du front[625] ».

Après la guerre, certains allaient reprocher à Manstein d'avoir voulu créer un « mythe des feld-maréchaux allemands » par la publication de ses Mémoires et d'avoir voulu devenir, par le fait même, un « second Hindenburg ». Le titre du premier tome de ses Mémoires, *Verlorene Siege* (*Victoires perdues*), laisse, en effet, sous-entendre que les généraux n'ont perdu la guerre qu'à cause de Hitler. Au-delà du titre, Manstein présente dans son livre l'image d'un haut commandement militaire exceptionnel, tant du point stratégique que tactique, mais qui aurait été victime du dilettantisme du Führer et de ses incessantes interférences dans la conduite des opérations. Ainsi, si Hitler avait laissé les mains libres à ses généraux, ceux-ci n'auraient pas perdu la guerre. Par cette argumentation, Manstein

contribua, en quelque sorte, à l'émergence d'une nouvelle légende du « coup de poignard dans le dos ». L'énorme succès en librairie de son autobiographie et le fait qu'il fut même pressenti pour être le successeur du premier président de la République fédérale d'Allemagne, Theodor Heuss, démontrent à quel point il était vénéré par l'opinion publique. À vrai dire, au cours des deux décennies qui suivirent la fin de la guerre, Manstein devint tout simplement une « figure de proue » qui fit l'objet d'un véritable culte militaire[626].

En 1956, dans un article intitulé « Manstein » et publié dans le *Frankfurter Hefte*, Konrad von Hammerstein, le fils de l'ancien commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Kurt Freiherr von Hammerstein-Equord, s'en prit au culte dont faisaient l'objet certains feld-maréchaux de la Wehrmacht, à commencer par Manstein : « Les chefs de l'armée de la Seconde Guerre mondiale, qui n'étaient pas des nationaux-socialistes pour la plupart d'entre eux, portent une très lourde responsabilité dans le destin de leur peuple dont ils ne peuvent se décharger sur Hitler, en raison de leur connaissance étendue de la situation, de leur éducation et de leur fonction. C'est pourquoi on ne peut inventer un mythe des chefs de l'armée en promouvant justement la mise sur pied d'une nouvelle Wehrmacht[627]. »

Ces propos soulevaient une question intéressante : peut-on absoudre les généraux de la Wehrmacht de toute responsabilité dans la situation politique issue de la guerre qu'ils faisaient en Europe ? À l'occasion de la mort de Manstein, en juin 1973, dans un article commémoratif publié dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Jürgen Busche répondait justement à cette question : « La perfection dans l'art de faire la guerre [...] devient ridicule lorsqu'une mentalité criminelle domine aussi largement la direction politique, surtout quand l'officier, par sa haute compétence, prolonge alors la boucherie de la guerre. C'est en Allemagne, lors de ce siècle, que ce dilemme s'est présenté le plus clairement en la personne et dans le destin du feld-maréchal Erich von Lewinski, nommé von Manstein. [...] les victoires, que Manstein a décrites comme "perdues" dans son autobiographie, ont accru la misère au lieu d'y mettre fin. La compétence militaire a ainsi dégénéré en une contribution à la poursuite de l'inhumanité[628]. »

Le 24 novembre 1967, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de Manstein, l'inspecteur militaire de la Bundeswehr à l'époque, le lieutenant-général Ernst Ferber, invita les jeunes soldats allemands à ne pas mythifier

le plus brillant feld-maréchal de la Wehrmacht. À ses yeux, la jeune génération de soldats de la Bundeswehr devait plutôt voir dans le feld-maréchal Manstein une tragédie de son époque[629]. Il va sans dire que, pour la direction de la Bundeswehr, il était important d'inculquer aux jeunes soldats allemands une toute nouvelle conception du devoir de servir sous les armes. Du temps de la Wehrmacht, la valeur suprême du soldat était l'obéissance inconditionnelle au commandant suprême des forces armées et chef de l'État, en l'occurrence Hitler. À l'époque de la Bundeswehr, en revanche, la priorité du soldat devait être de servir l'Allemagne et le peuple allemand.

Les vertus militaires traditionnelles prussiennes, incarnées dans le sens du devoir, l'obéissance et la loyauté, empêchèrent le soldat Manstein de tirer les conséquences qui s'imposaient pour épargner à son pays une défaite militaire totale pourtant inévitable : quitter son poste de commandant en chef du groupe d'armées sud en guise de protestation contre la conduite de la guerre par le Führer ou soutenir activement la conspiration en vue d'assurer le succès d'un coup d'État contre le régime nazi. En tant que soldat apolitique imprégné de l'esprit de Moltke, il considérait devoir obéissance et loyauté à Hitler qui incarnait l'autorité légale. Il respecta ainsi l'un des principes majeurs qu'on lui avait appris dans le corps des cadets à l'époque de l'Allemagne impériale. En sa qualité de soldat, il aura donc rempli son devoir. Mais rien d'autre. À Manstein, on peut d'ailleurs appliquer cette phrase de Bertolt Brecht : « D'abord vient l'obéissance, puis la morale[630]. »

Au lieu de la rébellion, Manstein, le plus talentueux des feld-maréchaux de la Wehrmacht, choisit la subordination. Jusqu'à la toute fin de la guerre, il resta ainsi fidèle au Führer et au régime nazi. Mais en refusant de rallier les rangs de la résistance militaire, Manstein n'avait pas agi différemment des autres généraux, car sa position à l'égard du mouvement d'opposition fut la règle et non l'exception. En fait, la résistance du soldat apolitique que fut Manstein envers Hitler, s'il y en eut une, se limita au domaine des opérations militaires. « [...] l'opposition de Manstein à Hitler, raconta à juste titre Wieder dans ses réflexions d'après-guerre, fut celle du technicien militaire à la supériorité souveraine contre le dilettante. Elle eut lieu principalement du point de vue de ses fonctions militaires et non pour des raisons d'éthique d'ordre supérieur[631]. »

Au sujet de la position de Manstein à l'égard de la résistance, Guido Knopp tint ces propos fort révélateurs : « Il était un soldat – pas moins, mais pas plus[632]. » En outre, les deux documents autobiographiques de Manstein sont très évocateurs à ce propos, car ils ne traitent justement que de sa vie de soldat. Le premier, *Verlorene Siege* (*Victoires perdues*), paru en 1955, couvre la période de la campagne de Pologne jusqu'à son renvoi du commandement du groupe d'armées sud, le 30 mars 1944. Quant au second, *Aus einem Soldatenleben 1887-1939* (*D'une vie de soldat 1887-1939*), publié trois ans plus tard, il relate sa carrière militaire jusqu'à l'été 1939. Manifestement, pour Manstein, être soldat n'était pas un métier, mais plutôt une raison d'être et de vivre intimement liée à sa vision du monde.

Dans ses Mémoires, Gersdorff présente une analyse éclairante sur le caractère des plus hauts généraux de la Wehrmacht : « J'ai l'intime conviction que les commandants en chef de groupes d'armées et d'armée de la Première Guerre mondiale ne pouvaient aucunement se mesurer à des stratèges aussi géniaux que l'étaient, par exemple, les feld-maréchaux von Bock, von Manstein et von Rundstedt. Mais ils étaient supérieurs au point de vue du caractère aux commandants de la Seconde Guerre mondiale. Je ne méconnais toutefois pas qu'il était plus facile pour les généraux qui œuvraient au sein des hautes sphères du système monarchique de préserver leur caractère, car ils pouvaient compter sur le fait qu'il n'y aurait pas d'ordres donnés par leur direction politique et militaire qui remettraient en cause l'honneur du soldat. D'après le souvenir que j'ai de mon père et de plusieurs de mes anciens officiers de la vieille armée, je suis convaincu que le corps des officiers de l'Allemagne impériale aurait réagi, dans un tel cas, d'une manière beaucoup plus tranchante, résolue et ferme que le corps des officiers de la Wehrmacht. Au contraire de bien d'autres opinions, je crois que l'idée de résistance, donc de l'obligation d'outrepasser parfois le devoir d'obéissance, était plus profondément ancrée dans les temps anciens et même encore à l'époque de l'Allemagne impériale que durant le IIIe Reich. À elle seule, l'histoire prussienne comporte plusieurs exemples où l'on a effectivement recouru à une telle résistance. Les divers serments prêtés à répétition – à l'empereur et au roi, à [Friedrich] Ebert, à Hindenburg, puis finalement à Hitler – ont peut-être influencé négativement le sens des valeurs et le caractère des plus hauts généraux de la Wehrmacht[13]. »

En transposant tout bonnement les valeurs fondamentales de la tradition militaire prussienne relatives au sens du devoir de l'époque du Reich

impérial dans celle de l'État hitlérien, le feld-maréchal se retrouvait dans une situation où il devait obéir aux ordres. Pour cette raison, il ne pouvait pas admettre qu'il pût servir sous les ordres d'un criminel ou, à tout le moins, pour une cause injuste. Ce qui explique, en partie, son attitude passive à l'égard de la politique et des actions criminelles de la Wehrmacht en Europe de l'Est, de même qu'à propos des rapports concernant l'Holocauste.

Le sens des responsabilités de Manstein a toujours été terni par son indifférence politique et ses ambitions personnelles, ce qui l'amena à cautionner les guerres d'agression de Hitler, notamment celles de destruction et d'extermination à caractère racial et idéologique conduites en Europe de l'Est, en contradiction absolue avec les traditions militaires chevaleresques prussiennes. À l'instar de la grande majorité des officiers de haut rang, Manstein accepta ou, du moins, ne fit rien pour empêcher la participation de la Wehrmacht aux forfaits et aux crimes des *Einsatzgruppen*, de la SS et du SD. L'armée allemande était largement intégrée dans le programme démentiel d'exploitation et d'extermination de Hitler visant à l'établissement d'un espace vital, à la captation des ressources économiques de l'Union soviétique, aux déportations d'ouvriers transformés en esclaves et à la liquidation des Juifs et des cadres du parti communiste.

Lorsqu'on analyse Manstein, aussi bien l'homme que le soldat, on ne peut que se rappeler la description succincte que fit Jehuda L. Wallach du feld-maréchal : « [...] von Manstein était vraisemblablement un bon technicien et un bon expert, mais il était incontestablement un petit homme. » Comme l'affirma Raymond Aron, si Manstein était un « grand soldat », il était cependant un « piètre politique ». En outre, ajouta Aron, il fut l'« un des plus indulgents des généraux allemands à l'égard de Hitler », et ne parvint jamais à prendre « conscience de la contradiction entre les buts visés et les moyens appliqués par Hitler », ainsi qu'à comprendre pleinement « la substitution de l'État "racial" à l'État traditionnel »[14]. En ce sens, le feld-maréchal Manstein a probablement péché par naïveté en ne saisissant pas tout à fait les implications de son action, c'est-à-dire les conséquences de son rôle militaire de premier plan en faveur du régime national-socialiste, et en devenant, sans vouloir véritablement l'admettre, un instrument docile dans une entreprise criminelle.

NOTES

INTRODUCTION

1. Philippe Masson, *Histoire de l'armée allemande 1939-1945*, Paris, Perrin, 1994, p. 474.

2. Basil Henry Liddell Hart, *The Other Side of the Hill. Germany's Generals. Their Rise and Fall. With Their Own Account of Military Events 1939-1945*, Londres, Cassel, 1951, p. 94 ; Basil Henry Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1973, p. 42.

3. John Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 1990, p. 62 ; Christian Schneider, « Denkmal Manstein. Psychogramm eines Befehlshabers », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941-1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1995, p. 402 ; Guido Knopp, *Hitlers Krieger*, Munich, Goldmann, 2000, p. 235 ; David Irving, *Hitler's War*, New York, Viking, 1977, p. 81 ; Albert Seaton, *The German Army 1933-1945*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1982, p. 215.

4. Basil Henry Liddell Hart, « Forward », dans Erich von Manstein, *Lost Victories*, Londres, Methuen, 1958, p. 13 ; Richard Brett-Smith, *Hitler's Generals*, Londres, Osprey, 1976, p. 221.

5. *Ibid*., p. 234 ; Heinz Guderian, *Panzer Leader*, Washington, D.C., Zenger, 1979, p. 302 ; Liddell Hart, *The Other Side of the Hill*..., p. 98 ; Walther Görlitz (éd.), *The Memoirs of Field Marshal Keitel*, Londres, Kimber, 1965, p. 53.

6. Samuel W. Mitcham, *Hitler's Field Marshals and their Battles*, Londres, Grafton, 1988, p. 241 ; Lord Carver, « Manstein », dans Correlli Barnett (dir.), *Hitler's Generals*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1989, p. 221.

7. Marcel Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein. Kritische Betrachtung des Soldaten und Menschen*, Mayence, Hase & Koehler, 2002, p. 10-11.

8. Manfred Messerschmidt, « Das Bild der Wehrmacht in Deutschland seit 1945 », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 30, n° 2 (avril-juin 1998), p. 117-119.

9. Le premier tome des Mémoires du feld-maréchal Erich von Manstein est paru en 1955 (*Verlorene Siege*, 16e éd., Bonn, Bernard & Graefe, 2000), le second tome en 1958 (*Aus einem Soldatenleben 1887-1939*, Bonn, Athenäum, 1958).

1. DE L'ARMÉE IMPÉRIALE À LA REICHSWEHR

10. Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 13-14.

11. *Ibid*., p. 22-23.

12. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 178.

13. Manfred Messerschmidt, « German Staff Officers' Education since the Beginning of the 19th Century. Innovations and Traditions », *Militärhistorik Tidskrift*, n° 187 (1983), p. 9-13.

14. Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 51-57.

15. Andreas Hillgruber, « In der Sicht des Kritischen Historikers », dans *Nie ausser Dienst. Zum achtzigsten Geburtstag von Generalfeldmarschall Erich von Manstein*, Cologne, Greven & Bechtold, 1967, p. 68.

16. Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 54 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 182.

17. Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 77-84 (p. 81 pour la citation).

18. *Ibid*., p. 46.

19. *Ibid*., p. 115.

20. Wolfram Wette, *Die Wehrmacht. Feinbilder. Vernichtungskrieg. Legenden*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 2002, p. 141-150 (p. 144-145 et 150 pour les citations).

21. Edward W. Bennett, *German Rearmament and the West, 1932-1933*, Princeton, Princeton University, 1979, p. 506-507 ; Michael Geyer, *Aufrüstung oder Sicherheit. Die Reichswehr in der Krise der Machtpolitik 1924-1936*, Wiesbaden, Steiner, 1980, p. 41 ; Geoffrey P. Megargee, *Inside Hitler's High Command*, Kansas City, University Press of Kansas, 2000, p. 12 ; Klaus-Jürgen Müller, « Deutsche Militär-Elite in der Vorgeschichte des Zweiten Weltkrieges », dans Martin Broszat et Klaus Schwabe (dir.), *Deutsche Eliten und der Weg in den Zweiten Weltkrieg*, Munich, Beck, 1989, p. 246-247.

22. Carl Dirks et Karl-Heinz Janßen, *Der Krieg der Generäle. Hitler als Werkzeug der Wehrmacht*, Berlin, Propyläen, 1999, p. 11-33 (p. 25 pour la citation). Voir aussi Karl-Heinz Janßen, « Politische und militärische Zielvorstellungen der Wehrmachtführung », dans Rolf-Dieter Müller et Hans-Erich Volkmann (dir.), *Die Wehrmacht. Mythos und Realität*, Munich, Oldenbourg, 1999, p. 75-84.

23. Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 159.

2. LA WEHRMACHT : L'ARMÉE DU IIIe REICH

24. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 182.

25. Jean Solchany, « La lente dissipation d'une légende : La "Wehrmacht" sous le regard de l'histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 47, n° 2 (avril-juin 2000), p. 347.

26. Klaus-Jürgen Müller, « Deutsche Militär-Elite... », p. 257-260 ; Wilhelm Deist, *The Wehrmacht and German Rearmament*, Toronto, University of Toronto, 1981, p. 26.

27. Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 167-168.

28. Manfred Messerschmidt, « The Wehrmacht and the Volksgemeinschaft », *Journal of Contemporary History*, n° 18, n° 4 (oct. 1983), p. 721 et 730-731.

29. Manfred Messerschmidt, *Die Wehrmacht im NS-Staat : Zeit der Indoktrination*, Hambourg, Decker, 1969, p. 15 ; Wilhelm Deist, « The Rearmament of the Wehrmacht », dans Wilhelm Deist et *al*., *Germany and the Second World War*, vol. 1 : *The Build-up of German Aggression*, Oxford, Clarendon, 1990, p. 521 ; Klaus-Jürgen Müller, *Das Heer und Hitler : Armee und nationalsozialistisches Regime 1933-1940*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1969, p. 67.

30. Messerschmidt, « The Wehrmacht... », p. 730 ; Manfred Messerschmidt, « Forward Defense : The "Memorandum of the Generals" for the Nuremberg Court », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *War of Extermination. The German Military in World War II, 1941-1944*, New York, Berghahn, 2000, p. 383-384 ; Deist, « The Rearmament... », p. 523.

31. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 73-74.

32. Bryan Mark Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers. The Untold Story of Nazi Racial Laws and Men of Jewish Descent in the German Military*, Kansas City, University Press of Kansas, 2002, p. 77-81 ; Klaus-Jürgen Müller, *Armee und Drittes Reich 1933-1939. Darstellung und Dokumentation*. Paderborn, Schoningh, 1989, p. 57-58.

33. Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers*..., p. 83 ; Hans Breithaupt, *Zwischen Front und Widerstand. Ein Beitrag zur Diskussion um den Feldmarschall von Manstein*, Bonn, Bernard & Graefe Verlag, 1994, p. 123.

34. MGFA / DZ : II H 1008 / 1.

35. Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers*..., p. 98 ; Enrico Syring, « Erich von Manstein – Das operative Genie », dans Ronald Smelser et Enrico Syring (dir.), *Die Militärelite des Dritten Reiches*, Berlin, Ullstein, 1997, p. 330.

36. BA-MA, BMRS, dossier Rüdiger von Manstein, Manstein à Rigg, 21 juillet 2001 ; BA-MA, BMRS, entrevue de Rüdiger von Manstein, 17 novembre 1994, T-54 ; BA-MA, BMRS, entrevue de Alexander Stahlberg, 3 et 4 décembre 1994, T-68 ; BA-B, NS 19 / 2177. Voir aussi Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers*..., p. 85, 314 (note 62) et 316 (note 91) ; Alexander Stahlberg, *Die verdammte Pflicht. Erinnerungen 1932 bis 1945*, Berlin, Ullstein, 1994, p. 344-345 ; Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 79-80. Selon Gerald Reitlinger, *The SS Alibi of a Nation 1922-1945*, Londres, Heinemann, 1956, p. 377, le Reichsführer-SS Heinrich Himmler aurait découvert que le feld-maréchal Manstein et le SS-Obergruppenführer Erich von dem Bach-Zelewski avaient eu, au XVIe siècle, un ancêtre commun d'origine slave.

37. Bernd Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski, gen. von Manstein », dans Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Hitlers militärische Elite*, vol. 2 : *Vom Kriegsbeginn bis zum Weltkriegsende*,

Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1998, p. 145 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 182-183 ; Syring, « Erich von Manstein... », p. 329-330 ; Erich Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie aus dem Geist des Gehorsams. Deutschlands Generäle und Hitler – Erfahrungen und Reflexionen eines Frontoffiziers*, Bonn, Bouvier, 1998, p. 184-185 ; Müller, *Das Heer und Hitler*..., p. 84 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 27.

38. Müller, *Armee und Drittes Reich*..., p. 57-60.

39. Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 185.

40. *Ibid*., p. 187.

41. Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 144 ; Müller, *Armee und Drittes Reich*..., p. 69.

42. Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 153 ; Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie*..., p. 202-203.

43. Ian Kershaw, *Hitler 1889-1936 : Hubris*, Paris, Flammarion, 1999, p. 743-744 ; William L. Shirer, *Le IIIe Reich*, Paris, Stock, 1990, p. 249.

3. MANSTEIN ET LA MARCHE À LA GUERRE

44. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 27-28. Le corps des officiers vit ses rangs croître de 3 724, en mai 1932, à 21 793, en octobre 1938. Bernhard R. Kroener, « Auf dem Weg zu einer “nationalsozialistischen Volksarmee”. Die soziale Öffnung des Heeresoffizierkorps im Zweiten Weltkrieg », dans Martin Broszat et *al*., (dir.), *Von Stalingrad zur Währungsreform. Zur Sozialgeschichte des Umbruchs in Deutschland*, Munich, Oldenbourg, 1988, p. 652.

45. Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 350. Voir aussi Messerschmidt, « Forward Defense... », p. 384.

46. Michael Geyer, « The Dynamics of Military Revisionism in the Interwar Years. Military Politics between Rearmament and Diplomacy », dans Wilhelm Deist (dir.), *The German Military in the Age of Total War*, Leamington spa, Berg, 1985, p. 109-110 et 121 ; Klaus-Jürgen Müller, « Le réarmement allemand et le problème de la sécurité nationale face à la politique du révisionnisme (1933-1937) », *Guerres mondiales*, n° 154 (avril 1989), p. 63-67 ; Deist, « The Rearmament... », p. 402-404 et 416-423.

47. Müller, « Le réarmement allemand... », p. 76. Voir aussi Müller, « Deutsche Militär-Elite... », p. 267-270 ; Deist, *The Wehrmacht*..., p. 46-49 ; Deist, « The Rearmament... », p. 434-435, 438-439 et 454 ; Messerschmidt, « Forward Defense... », p. 384 ; Geoffrey P. Megargee, *Inside Hitler’s High Command*, Kansas City, University Press of Kansas, 2000, p. 30-32.

48. Guderian, *Panzer Leader*..., p. 21-22 ; Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 240-243.

49. *Ibid*., p. 243-250 ; Albert Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein », dans Michael Carver (dir.), *Military Commanders of the Twentieth Century. The War Lords*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1976, p. 233-234 ; Seaton, *The German Army*..., p. 167-168 ; Carver, « Manstein... », p. 225-226 ; Matthew Cooper, *The German Army, 1933-1945 : Its Political and Military Failure*, New York, Stein and Day, 1978, p. 277-278.

50. Ian Kershaw, *Hitler 1936-1945 : Nemesis*, Paris, Flammarion, 2000, p. 21.

51. *Ibid*., p. 25 et 49-50.

52. F.W. von Mellenthin, *German Generals of World War Two as I Saw Them*, Norman, University of Oklahoma, p. 23 ; Cooper, *The German Army*..., p. 51-52.

53. Klaus-Jürgen Müller, *General Ludwig Beck. Studien und Dokumente zur politisch-militärischen Vorstellungswelt und Tätigkeit des Generalstabschefs des deutschen Heeres 1933-1938*, Boppard, Boldt, 1980, p. 249-253 ; Karl-Heinz Janßen et Fritz Tobias, *Der Sturz der Generäle : Hitler und die Blomberg-Fritsch-Krise 1938*, Munich, Beck, 1994, p. 9-12. Appelé à témoigner au procès de Nuremberg, Manstein déclara, sans toutefois parvenir à convaincre l'auditoire, n'avoir rien su de la conférence du 5 novembre 1937. TMIN, t. XX, p. 645. Voir aussi des propos similaires dans Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 320-321.

54. *Ibid*., p. 281.

55. Janßen et Tobias, *Der Sturz der Generäle*..., p. 9-21 et 90 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 108-124.

56. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 184-185.

57. Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 317-318.

58. *Ibid*., p. 280-295 (p. 291 pour la citation).

59. Syring, « Erich von Manstein... », p. 331-333.

60. Nicolaus von Below, *Als Hitlers Adjutant 1937-1945*, Mayence, Hase & Koehler, 1980, p. 114. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 31.

61. Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 318-319.

62. Christian Hartmann, *Halder : Generalstabschef Hitlers 1938-1942*, Paderborn, Schoningh, 1991, p. 55.

63. Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 323-332 (p. 323 pour la citation).

64. Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 109-110 et 162-163 ; Müller, « Le réarmement allemand... », p. 75.

65. Müller, *General Ludwig Beck*..., p. 289-311 et 521-535.

66. BA-MA, H 08-28 / 4 (Nachlaß Beck). Voir aussi Müller, *Das Heer und Hitler*..., p. 335-337 et 656-665.

67. Müller, *General Ludwig Beck*..., p. 310-311 et 580.

68. TMIN, t. XX, p. 647.

4. LE « LABORATOIRE » POLONAIS

69. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 12-17, 20-21 et 68 (p. 12, 16, 20 et 68 pour les citations). Appelé à témoigner, après la guerre, au procès de Nuremberg, Manstein avança devant le Tribunal militaire international des arguments similaires pour justifier son impression qu'aucune guerre d'agression n'avait été envisagée par le Reich. TMIN, t. XX, p. 647-648.

70. Horst Rohde, « Hitler's First *Blitzkrieg* and its Consequences for North-Eastern Europe », dans Klaus A. Maier et *al*., *Germany and the Second World War*, vol. 2 : *Germany's Initial Conquests in Europe*, Oxford, Clarendon, 1991, p. 69, 71-72 et 81-82.

71. Mellentin, *German Generals*..., p. 25 ; Mitcham, *Hitler's Field Marshals*..., p. 243.

72. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 37-38.

73. *Ibid*., p. 24-28 ; Hans Umbreit, « The Battle for Hegemony in Western Europe », dans Klaus A. Maier et *al*., *Germany and the Second World War*..., p. 266 ; Rohde, « Hitler's First *Blitzkrieg*... », p. 101.

74. Donald Cameron Watt, *How War Came. The Immediate Origins of the Second World War, 1938-1939*, Londres, Mandarin, 1991, p. 69.

75. Christian Hartmann et Sergej Slutsch, « Franz Halder und die Kriegsvorbereitungen im Frühjahr 1939. Eine Ansprache des Generalstabschefs des Heeres », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, n° 45 (juillet 1997), p. 467-495 (pour la citation, p. 495). Voir aussi Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle*..., p. 136 ; Carl Dirks et Karl-Heinz Janßen, « Plan Otto », *Die Zeit*, n° 38 (19 septembre 1997), p. 16. Après la guerre, Halder déclara s'être opposé à l'intention de Hitler d'attaquer la Pologne. Il avoua son impuissance et celle des autres généraux à l'en empêcher. Hartmann et Slutsch, « Franz Halder... », p. 471.

76. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 14-15.

77. Diks et Janßen, *Der Krieg der Generäle*..., p. 71-72 ; Rohde, « Hitler's First Blitzkrieg... », p. 76-77.

78. *Ibid*., p. 124 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 367.

79. *Ibid*., p. 366.

80. *Ibid*., p. 371.

81. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 56-57.

82. Rohde, « Hitler's First *Blitzkrieg*... », p. 99-100.

83. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 30.

84. *Ibid*., p. 31-33. Voir aussi Philippe Masson, *Une guerre totale 1939-1945. Stratégies, moyens, controverses*, Paris, Tallandier, 1990, p. 104 ; Rohde, « Hitler's First Blitzkrieg... », p. 124-125 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*..., p. 29-30.

85. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 56.

86. Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 265-266 ; Philippe Masson, *Histoire de l'armée française de 1914 à nos jours*, Paris, Perrin, p. 184 et 188.

87. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 20.

88. Czeslaw Madajczyk, « Die Verantwortung der Wehrmacht für die Verbrechen während des Krieges mit Polen », dans Wolfram Wette et Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Kriegsverbrechen im 20. Jahrhundert*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2001, p. 113-115 et 117 ; Bernd Boll, Hannes Heer et Walter Manoschek, « Prelude to a Crime : The German Army in the National Socialist State, 1933-1939 », dans The Hamburg Institute for Social Research (éd.), *The German Army and Genocide*. *Crimes Against War Prisoners, Jews, and Other Civilians, 1939-1944*, New York, The New Press, 1999, p. 23 ; Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette Littérature, 1999, p. 95-105 ; Helmut Krausnick et Hans-Heinrich Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges : Die Einsatzgruppen der Sicherheitspolizei und des SD 1938-1942*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1981, p. 76-77.

89. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 57.

90. Boll, Heer et Manoschek, « Prelude to a Crime... », p. 25-26.

91. *Ibid*., p. 24 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges*..., p. 103-104. Voir aussi Bartov, *L'Armée d'Hitler*..., p. 100-103.

92. Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle*..., p. 135.

93. Müller, *Das Heer und Hitler*..., p. 437-450 ; Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 106.

94. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 35, 216 et 218-219 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges*..., p. 77 et 103 ; Madajczyk, « Die Verantwortung der Wehrmacht... », p. 122 (note 21) ; Oliver von Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen in Prozess gegen den Generalfeldmarschall Erich von Manstein 1949 », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, vol. 46, n° 4 (1998), p. 337. Lors du procès de Manstein à Hambourg, en 1949, les avocats de celui-ci avancèrent un argument peu convaincant pour expliquer son refus d'avaliser le projet de lettre de Langhaeuser. Ils soutinrent que, lorsque le projet de lettre fut présenté à leur client, celui-ci demanda à son auteur s'il avait des preuves que des soldats de la Wehrmacht avaient bel et bien commis des atrocités criminelles. Langhaeuser lui répondant qu'il n'avait entendu que des rumeurs, Manstein affirma alors qu'il ne pouvait approuver un tel projet de lettre tant qu'on ne lui aurait pas présenté des preuves concrètes. Reginald Thomas Paget, *Manstein : His Campaigns and His Trial*, Londres, Collins, 1951, p. 129-130. Pourtant, il avait déjà reçu plusieurs mémorandums faisant état de nombreuses exactions perpétrées par des soldats de l'armée allemande à l'égard de civils, de Juifs et de prisonniers de guerre polonais.

95. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 219 et 318-320 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges*..., p. 46-47, 77 et 81.

96. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 43-44.

97. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 219-220.

98. *Ibid*., p. 218-219 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges*..., p. 98.

99. Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 385.

5. *LE « PLAN MANSTEIN »*

100. Below, *Als Hitlers Adjutant*..., p. 210 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 232.

101. Karl-Heinz Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair. La campagne de l'Ouest de 1940*, Paris, Belin, 2003, p. 34 et 72-73 ; Karl-Heinz Frieser, « Der Westfeldzug und die "Blitzkrieg" – Legende », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Ideen und Strategien 1940. Ausgewählte Operationen und deren militärgeschichtliche Aufarbeitung*, Bonn, Mittler & Sohn, 1990, p. 169 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande*..., p. 82-83 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 236.

102. Müller, *Das Heer und Hitler*..., p. 481, 502 et 507-508 ; Hans-Adolf Jacobsen, *Fall Gelb : Der Kampf um den deutschen Operationsplan zur Westoffensive 1940*, Wiesbaden, Steiner, 1957, p. 25-26 et 44-49.

103. Jacobsen, *Fall Gelb*..., p. 46-47 ; Müller, *Das Heer und Hitler*..., p. 520-521 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 415-416 ; Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 74-75.

104. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 84.

105. *Ibid*., p. 79 et 89.

106. Seul Leeb implora Brauchitsch d'intervenir auprès du Führer pour qu'il cherchât une solution politique à la guerre. Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 237.

107. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 86-89.

108. TMIN, t. XX, p. 649.

109. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 78.

110. BA-MA, RH 6 / 1. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 93-96 et 620-623.

111. BA-MA, RH 6 / 2. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 93-96 et 623-625. La conquête des Pays-Bas fut rétablie, à la mi-novembre, sur les insistances de la Luftwaffe. Celle-ci craignait que les Britanniques, en cas d'invasion allemande de la Belgique, transférassent des forces aériennes en Hollande, ce qui représenterait une menace directe pour la Ruhr. De ce fait, elle jugeait plus opportun que les Pays-Bas fussent occupés par l'Allemagne, d'autant plus que ses terrains pourraient servir de tremplin à des opérations contre l'Angleterre. Ernest R. May, *Strange Victory. Hitler's Conquest of France*, New York, Hill and Wang, 2000, p. 230 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 242 ; Cooper, *The German Army*..., p. 198.

112. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 96-100. Voir aussi Günther Roth, « Operational Thinking in Schlieffen and Manstein », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Development, Planning and Realization of Operational Conceptions in World Wars I and II*, Herford, Mittler & Sohn, 1989, p. 9, 12, 18-23.

113. BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 100-105 et 625-626.

114. Günther Roth, « The Campaign Plan “Case Yellow” for the German Offensive in the West in 1940 », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Operational Thinking in Clausewitz, Moltke, Schlieffen and Manstein*, Herford, Mittler & Sohn, 1988, p. 48-50 ; Roth, « Operational Thinking... », p. 9-12 et 25 ; Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 91-92, 96 et 362-364 ; Raymond Aron, *Penser la guerre, Clausewitz*, vol. 2 : *L’Âge planétaire*, Paris, Gallimard, 1976, p. 88.

115. Roland G. Foerster, « Operational Thinking of the Elder Moltke and its Consequences », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Operational Thinking in Clausewitz*..., p. 27.

116. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 97.

117. Roth, « Operational Thinking... », p. 17-18 et 21 ; Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 97-98 et 406 (note 70) ; Aron, *Penser la guerre*..., p. 43-44.

118. Stein, *Generalfeldmarchall Erich von Manstein*..., p. 36-37 et 87.

119. BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 105.

120. BA-MA, RH 6 / 3. Voir aussi Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 79 et 93.

121. Jacobsen, *Fall Gelb*..., p. 32, 40 et 273-274 ; Cooper, *The German Army*..., p. 196 et 200 ; Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 88 et 92 ; May, *Strange Victory*..., p. 238.

122. Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 240-241.

123. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 93 ; Jacobsen, *Fall Gelb*..., p. 118.

124. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 107 ; Liddell Hart, *The Other Side of the Hill*..., p. 153 ; Guderian, *Panzer Leader*..., p. 89.

125. BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 107 et 627-631.

126. BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 109-110 et 631-633.

127. BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 110 et 633-637.

128. David Downing, *The Devil’s Virtuosos : German Generals at War, 1940-1945*, New York, St. Martin’s Press, 1977, p. 26.

129. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 110 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 36-37 et 87 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 190-191 ; Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 82. Selon Umbreit, « The Battle for the Hegemony... », p. 245, le concept opérationnel de Manstein était connu de Hitler dès décembre 1939. Mais il ne dit pas de quelle manière il en fut informé. Pour sa part, Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 440, soutient que le Führer avait eu quelques échos des grandes lignes du plan élaboré par Manstein dans la seconde quinzaine de décembre. À l’instar de Umbreit, il ne précise toutefois pas comment il aurait eu vent des idées du chef d’état-major du groupe d’armées A. D’après Liddell Hart, *Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*..., p. 43, après la conversation qu’il eut avec Manstein à la mi-décembre, Warlimont aurait fait part des idées de celui-ci au lieutenant-général Jodl, chef du bureau des opérations à l’OKW, qui, à son tour, en aurait parlé à Hitler. Cependant, il est peu probable que le Führer eut vent de ces idées, ne serait-ce qu’en raison de

la jalousie professionnelle éprouvée par Jodl envers Manstein. D'ailleurs, il n'avait guère montré d'intérêt pour le plan d'opérations du chef d'état-major du groupe d'armées A lorsqu'il en fut informé par Warlimont. À ce sujet, voir Liddell Hart, *The Other Side of the Hill*..., p. 154.

130. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 110-112 (p. 112 pour la citation).

131. BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 112-113 et 637-641.

132. BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 113-114 et 641-648.

133. Liddell Hart, *The Other Side of the Hill*..., p. 155 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*..., p. 41.

134. BA-MA, RH 19 II / 21. Voir aussi Jacobsen, *Fall Gelb*..., p. 99-100.

135. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 117.

136. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 80-81.

6. DISGRÂCE ET COUP DE THÉÂTRE

137. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 82-83.

138. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 118. Cette opinion est acceptée par la quasi-totalité des auteurs qui traitent de cet épisode. Par contre, Masson, *Histoire de l'armée allemande*..., p. 96, prétend qu'il ne s'agissait aucunement d'une mise à l'écart de la part de l'OKH, mais d'une affectation prévue depuis l'automne 1939. Or, les pressions exercées par Manstein sur l'OKH pour que celui-ci acceptât son plan d'opérations avaient justement commencé à l'automne 1939. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 37-38, abonde dans le même sens que Masson.

139. Syring, « Erich von Manstein... », p. 335 ; Hillgruber, « In der Sicht... », p. 74.

140. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 86-87.

141. May, *Strange Victory*..., p. 230-231.

142. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 71-73 et 76.

143. BA-MA, RH 19 I / 25. Voir aussi Guderian, *Panzer Leader*..., p. 90.

144. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 89-90 et 152-153.

145. Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 174 ; Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 112.

146. *Ibid*., p. 83-84 (pour la citation) et 94 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 191 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 247 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 81 ; Cooper, *The German Army*..., p. 201 ; Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale*..., p. 63 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande*..., p. 95 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*..., p. 43.

147. BA-MA, RH 19 I / 41 ; BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 118-120.

148. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 192. Voir aussi Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 84 et 405 (note 24).

149. BA-MA, RH 19 I / 38.

150. Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 174 ; Frieser, « The Execution of “Case Yellow”... », p. 59.

151. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 111 et 115.

152. Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 270-271.

153. Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*..., p. 42.

154. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 153-154 et 410 (note 73).

155. *Ibid*., p. 108-109.

156. Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*..., p. 44.

157. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 92.

158. Roth, « The Campaign Plan.... », p. 54.

159. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 106-107.

160. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 92-95.

161. Roth, « The Campaign Plan... », p. 54-55 ; Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 88.

162. Syring, « Erich von Manstein... », p. 335 ; Otto E. Moll, *Die deutschen Generalfeldmarschälle 1939-1945*, Rastatt, Pabel, 1961, p. 119.

163. Mellenthin, *German Generals*..., p. 25.

7. LA VICTOIRE INCOMPLÈTE DU « COUP DE FAUCILLE »

164. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 51-53 et 59-64. Voir aussi Jacobsen, *Fall Gelb*..., p. 258-259 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 279.

165. Masson, *Histoire de l’armée allemande*..., p. 112-114 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 284-285 ; Frieser, « The Execution... », p. 67.

166. Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 176-177, 182 et 185 ; Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 119, 132, 157, 174, 194-196 et 211-213.

167. *Ibid*., p. 77 et 209.

168. *Ibid*., p. 89-90, 209-210, 225-226 et 287-295 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 247 et 286.

169. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 77 et 212.

170. Masson, *Histoire de l'armée française*..., p. 223-226. Voir aussi Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 287.

171. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 122 et 127.

172. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 275 et 421 (note 19).

173. Umbreit, « The Battle For Hegemony... », p. 289-291 et 293-294 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 447-449 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande*..., p. 116-118 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*..., p. 86-89 ; Shirer, *Le IIIe Reich*..., p. 772-774 ; Cooper, *The German Army*..., p. 230-232 ; Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 336.

174. *Ibid*., p. 323-326 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 293-295.

175. Shirer, *Le IIIe Reich*..., p. 772 et 776 ; Liddell Hart, *Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*..., p. 85 ; Bevin Alexander, *How Hitler Could Have Won World War II : The Fatal Errors that Led to Nazi Defeat*, New York, Three Rivers, 2000, p. 31-32.

176. Karl-Heinz Frieser, « Die deutschen Blitzkriege : Operativer Triumph – strategische Tragödie », dans Rolf-Dieter Müller et Hans-Erich Volkmann (dir.), *Die Wehrmacht*..., p. 191 ; Frieser, « The Execution of "Case Yellow"... », p. 80 ; Roth, « Operational Thinking... », p. 40 ; Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 339 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 193-194.

177. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 122-124 et 126-128 (p. 122 pour la citation).

178. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 328-329 ; J. Lukacs, *Le Duel Churchill-Hitler, 10 mai-31 juillet 1940*, Paris, Laffont, 1992, p. 125-126.

179. Roth, « Operational Thinking... », p. 38 ; Frieser, « The Execution of "Case Yellow"... », p. 80.

180. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 125-126.

181. *Ibid*., p. 122-123 et 126-129 (p. 122-123 et 128 pour les citations).

182. *Ibid*., p. 127-133.

183. *Ibid*., p. 140 ; Liddell Hart, *The Other Side of the Hill*..., p. 95.

184. Jeremy Noakes et Geoffrey Pridham, *Nazism 1919-1945 : A Documentary Reader*, vol. 3 : *Foreign Policy, War, and Racial Extermination*, Exeter, University of Exeter, 1997, p. 778.

185. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 195.

186. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*..., p. 210.

187. Stefan Martens, « La défaite française : une heureuse surprise allemande ? », dans Christine Levisse-Touzé (dir.), *La Campagne de 1940. Actes du colloque : 16 au 18 novembre 2000*, Paris, Tallandier, 2001, p. 410 ; Jürgen Förster, « Hitler's Decision in Favour of War Against the

Soviet Union », dans Horst Boog et *al*., *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union*, Oxford, Clarendon, 1998, p. 13.

188. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 149-150. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 314-315.

189. Joachim Wieder, *Stalingrad ou la responsabilité du soldat*, Paris, Albin Michel, 1983, p. 243.

190. Gerd Rolf Ueberschär et Winfried Vogel, *Dienen und Verdienen. Hitlers Geschenke an seine Eliten*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1999, p. 13-34 et 71-75 (p. 72 pour la citation). Voir aussi Norman J. W. Goda, « Black Marks : Hitler's Bribery of His Senior Officers during World War II », *The Journal of Modern History*, n° 72 (juin 2000), p. 423-424 ; Winfried Vogel, « ... schlechthin unwürdig », *Die Zeit*, n° 14 (28 mars 1997), p. 44 ; Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 154-155.

191. Ueberschär et Vogel, *Dienen und Verdienen*..., p. 72-73, 98-99, 101-110, 193-195 et 243-247 ; Goda, « Black Marks... », p. 418-423 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command*..., p. 126.

192. Goda, « Black Marks... », p. 424-426 et 429.

8. ENTRE DEUX CAMPAGNES

193. Lukacs, *Le Duel Churchill-Hitler*..., p. 201.

194. Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle*..., p. 128-129.

195. Shirer, *Le IIIe Reich*..., p. 799-802 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*..., p. 94-95.

196. Dans ses Mémoires, Manstein mentionna que son corps d'armée devait regrouper trois divisions d'infanterie pour l'opération de débarquement en Angleterre. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 150. Cependant, dans sa répartition des forces de la première vague d'invasion, Umbreit, « Plans and Preparations for a Landing in England », dans Klaus A. Maier et *al*., *Germany and the Second World War*, vol. 2 : *Germany's Initial Conquests*..., p. 370, n'attribuait que deux divisions d'infanterie au 38e corps d'armée.

197. Shirer, *Le IIIe Reich*..., p. 799-803 (p. 803 pour la citation). Voir aussi Masson, *Histoire de l'armée allemande*..., p. 141-142 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*..., p. 95.

198. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 157.

199. *Ibid*., p. 159.

200. Heinz Magenheimer, *Hitler's War. Germany's Key Strategic Decisions 1940-1945. Could Germany Have Won World War Two ?* Londres, Arms & Armour, 1998, p. 29-30.

201. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 161-162.

202. Andreas Hillgruber, *Hitlers Startegie. Politik und Kriegsführung, 1940-1941*, Francfort-sur-le-Main, Bernard & Graefe, 1965, p. 188-192. Voir aussi Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 30-31, 70 ; Alexander, *How Hitler*..., p. xi et 48-50 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 492-493.

203. Alexander, *How Hitler*..., p. xi-xii et 49-52 ; Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 70.

204. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 163-171 (p. 163-165, 168-169 et 171 pour les citations). Appelé comme témoin à Nuremberg, Manstein soutint derechef avoir considéré la guerre contre la Russie comme une guerre préventive de la part de l'Allemagne. TMIN, t. XX, p. 649.

205. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 171.

206. Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 23, 28-29 et 32 ; Shirer, *Le IIIe Reich*..., p. 805.

207. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 147, 154-156, 170, 179-180 et 304.

208. Ernst Klink, « The Military Concept of the War Against the Soviet Union », dans Horst Boog et *al*., *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union*..., p. 225-325.

209. Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle*..., p. 127-138 ; Dirks et Janßen, « Plan Otto... », p. 16.

210. Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle*..., p. 136-142 ; Dirks et Janßen, « Plan Otto... », p. 16.

211. Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle*..., p. 142-143.

212. Förster, « Hitler's Decision... », p. 26-27 ; Klink, « The Military Concept... », p. 232-233 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 461 et 466-467 ; Hillgruber, *Hitlers Strategie*..., p. 213-214 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command*..., p. 103.

213. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 174.

214. Klink, « The Military Concept... », p. 257-265 et 270-285 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command*..., p. 104-105, 111-112, 124 et 131-132.

215. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 171.

216. Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale*..., p. 134.

217. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 173-174.

218. Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945*..., p. 817-818 ; David M. Glantz et Jonathan House, *When Titans Clashed. How the Red Army Stopped Hitler*, Kansas, University Press of Kansas, 1995, p. 31 ; Barry A. Leach, *German Strategy against Russia 1939-1941*, Oxford, Clarendon, 1973, p. 192.

219. Joachim Hoffmann, « The Soviet Union up to the Eve of the German Attack », dans Horst Boog et *al*., *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union*..., p. 92-93 ; Klink, « The Military Concept... », p. 323-325 ; Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 76-80 ; Leach, *German Strategy*..., p. 192.

220. Megargee, *Inside Hitler's High Command*..., p. 110-111 et 114.

221. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 173.

222. Förster, « Hitler's Decision... », p. 13-38 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 509-514 et 576-578.

223. Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges*..., p. 115 ; Jürgen Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest and Annihilation », dans Horst Boog et *al*., *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union*..., p. 482-485 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 527-528.

224. Förster, « Operation Barabarossa... », p. 485 et 491-492 (p. 485 pour la citation). Voir aussi Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 530.

225. Förster, « Operation Barbarossa... », p. 492 et 497 (p. 497 pour la citation) ; Gerd Rolf Ueberschär et Wolfram Wette (dir.), « *Unternehmen Barbarossa* ». *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion 1941*. *Berichte*, *Analysen*, *Dokumente*, Paderborn, Schoningh, 1984, p. 248. Voir aussi Christian Streit, *Keine Kameraden : Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen 1941-1945*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1978, p. 36 ; Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 95.

226. Förster, « Operation Barbarossa... », p. 498.

227. Ueberschär et Wette (dir.), « *Unternehmen Barbarossa* »..., p. 249 ; Förster, « Operation Barbarossa... », p. 491-496.

228. Ueberschär et Wette (dir.), « *Unternehmen Barbarossa* »..., p. 252-254 et 259-260 ; Förster, « Operation Barbarossa... », p. 501-510.

229. Förster, « Hitler's Decision... », p. 37 ; Förster, « Operation Barbarossa... », p. 519-520 ; Ueberschär et Wette (dir.), « *Unternehmen Barbarossa* »..., p. 251.

230. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 238.

231. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 176.

232. Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 535 ; Förster, « Operation Barbarossa... », p. 520.

233. *Ibid*., p. 518-519 ; Jürgen Förster, « New Wine in Old Skins ? The Wehrmacht and the War of "Weltanschauungen", 1941 », dans Wilhelm Deist (dir.), *The German Military in the Age of Total War*, Leamington Spa, Berg, 1985, p. 312 ; Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 340-341.

234. Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 578.

9. À LA CONQUÊTE DE LA CRIMÉE

235. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 182-186 (p. 184 pour la citation). Voir aussi Paget, *Manstein*..., p. 32 ; Cooper, *The German Army*..., p. 290 et 300-302.

236. Syring, « Erich von Manstein... », p. 335-336.

237. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 208.

238. *Ibid*., p. 214-218.

239. Mitcham, *Hitler's Field Marshals*..., p. 244.

240. Porter Randall Blakemore, *Manstein in the Crimea : The Eleventh Army Campaign, 1941-1942*, thèse de Ph. D. (Histoire), University of Georgia, 1978, p. 56-58. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 218-223.

241. *Ibid*., p. 223-225.

242. Ernst Klink, « The Conduct of Operations », dans Horst Boog et *al*., *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union*..., p. 612-613 ; Blakemore, *Manstein in the Crimea*..., p. 78-79.

243. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 227-231 (p. 229 pour la citation).

244. *Ibid*., p. 235-240 ; Klink, « The Conduct of Operations... », p. 628-629.

245. Masson, *Une guerre totale*..., p. 126 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*..., p. 172 ; Alan Clark, *Barbarossa. The Russian-German Conflict, 1941-1945*, New York, Morrow, 1965, p. 182-183.

246. Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 662-664 et 1380 (note 370) (p. 663 pour la citation) ; Megargee, *Inside Hitler's High Command*..., p. 138-139 et 147 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 351 et 359-360.

247. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 213. Voir aussi Liddell Hart, *The Other Side of the Hill*..., p. 96.

248. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 240-243 ; Blakemore, *Manstein in the Crimea*..., p. 140 et 236.

249. *Ibid*., p. 129-131 ; Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 244-245 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 198.

250. Klink, « The Conduct of Operations... », p. 759 ; Blakemore, *Manstein in the Crimea*..., p. 131-132.

251. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 245 ; Blakemore, *Manstein in the Crimea*..., p. 132 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 39-40 ; Eberhard Einbeck, *Das Exempel Graf Sponeck. Ein Beitrag zum Thema Hitler und die Generäle*, Bremen, Schünemann, 1970, p. 8-10.

252. Blakemore, *Manstein in the Crimea*..., p. 133-134 ; Klink, « The Conduct of Operations... », p. 630-631 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 198 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 41-42.

253. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 248-250. Voir aussi Blakemore, *Manstein in the Crimea*..., p. 149-150.

254. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 254 et 261 (p. 261 pour la citation).

255. *Ibid*., p. 254-255 ; Bernd Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943 », dans Horst Boog et *al*., *Germany and the Second World War*, vol. 6 : *The Global War. Widening of the Conflict into a World War and the Shift of the Initiative 1941-1943*, Oxford, Clarendon, 2001, p. 930-932 ; Blakemore, *Manstein in the Crimea*..., p. 175.

256. Joel Hayward, « A Case Study in Early Joint Warfare : An Analysis of the Wehrmacht's Crimean Campaign of 1942 », *The Journal of Strategic Studies*, vol. 22, n° 4 (décembre 1999), p. 115.

257. Blakemore, *Manstein in the Crimea*..., p. 197.

258. Wallace P. Franz, « Operational Concepts », *Military Review*, vol. 64, n° 7 (1984), p. 2-15.

259. Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 933.

260. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 262.

261. *Ibid*., p. 262 et 265-269 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 935 et 940 ; Blakemore, *Manstein in the Crimea*..., p. 201-202 ; Mellenthin, *German Generals*..., p. 33-34 ; Brett-Smith, *Hitler's Generals*..., p. 224-225.

262. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 277-278 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 938.

263. Mitcham, *Hitler's Field Marshals*..., p. 246 ; Brett-Smith, *Hitler's Generals*..., p. 225 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 238 ; Blakemore, *Manstein in the Crimea*..., p. 220.

264. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 283.

265. Heuer, *Die deutschen Generalfeldmarschälle*..., p. 92 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 315.

266. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 290-291 ; Blakemore, *Manstein in the Crimea*..., p. 236-237.

267. Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 238 ; Blakemore, *Manstein in the Crimea*..., p. 236 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 203-204 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 417 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 993.

268. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 291-292.

269. BA-MA, RH 19 III / 185 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 993 ; Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 147 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 204.

270. Seul le grand-amiral Raeder s'opposa à la destruction complète de Leningrad. Ses réserves étaient cependant d'ordre purement militaire, car tout ce qu'il souhaitait c'était préserver les infrastructures portuaires vitales pour la Kriegsmarine. Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 993 et 995.

271. *Idem*. Manstein ne fait évidemment pas allusion à ces conversations dans ses Mémoires.

272. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 294-295 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 998-1 000 ; Mitcham, *Hitler's Field Marshals*..., p. 246.

273. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 297.

274. Mellenthin, *German Generals*..., p. 30 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 196.

10. LA WEHRMACHT ET LA GUERRE GÉNOCIDAIRE EN RUSSIE

275. TMIN, t. XX, p. 668.

276. Jürgen Förster, « The German Army and the Ideological War against the Soviet Union », dans Gerhard Hirschfeld (dir.), *The Policies of Genocide : Jews and Soviet Prisoners of War in Nazi Germany*, Boston, Allen & Unwin, 1986, p. 15 ; Förster, « New Wine in Old Skins ?... », p. 304 et 319 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 671-672.

277. *Ibid*., p. 677 (pour la citation) ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges*..., p. 223-243 ; Streit, *Keine Kameraden*..., p. 109-127 ; Jürgen Förster, « Securing "Living-Space" », dans Horst Boog et *al*., *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union*.., p. 1205.

278. Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges*..., p. 621 ; Förster, « The German Army... », p. 22 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 680-681. En avril 1942, les rapports des quatre *Einsatzgruppen* faisaient état de l'exécution d'au moins 461 500 Juifs soviétiques : 229 052 pour l'*Einsatzgruppe A* (en date de février 1942), 45 467 pour l'*Einsatzgruppe B* (en date du 14 novembre 1941), 95 000 pour l'*Einsatzgruppe C* (en date de décembre 1941), et 92 000 pour l'*Einsatzgruppe D* (en date du 4 avril 1942). Christian Streit, « The German Army and the Policies of Genocide », dans Gerhard Hirschfeld (dir.), *The Policies of Genocide*..., p. 7, 13-14 (note 31).

279. Pour assurer une plus grande « pacification » des territoires occupés, des bataillons de police supplémentaires furent mis sur pied à partir de la fin du mois de juillet 1941. À la fin de 1941, les membres des escadrons de tueurs étaient onze fois plus nombreux qu'au début de l'opération « Barbarossa ». En juin 1942, ces escadrons comptaient dans leurs rangs 165 000 membres ; en janvier 1943, les effectifs avaient atteint les 300 000. Christopher Browning, *The Path to Genocide. Essays on Launching the Final Solution*, Cambridge, Cambridge University, 1992, p. 106.

280. Timm C. Richter, « Die Wehrmacht und der Partisanenkrieg », dans Rolf-Dieter Müller et Hans-Erich Volkmann (dir.), *Die Wehrmacht*..., p. 846 (pour la citation) ; Hannes Heer, « Killing Fields : The Wehrmacht and the Holocaust in Belorussia, 1941-42 », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *War of Extermination*..., p. 72-73 ; Jürgen Förster, « Wehrmacht, Krieg und Holocaust », dans Rolf-Dieter Müller et Hans-Erich Volkmann (dir.), *Die Wehrmacht*..., p. 963 ; Streit, « The German Army... », p. 10 ; Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 343.

281. TMIN, t. XX, p. 652.

282. Christian Streit, « Soviet Prisoners of War in the Hands of the Wehrmacht », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *War of Extermination*..., p. 80-81 ; Streit, *Keine Kameraden*..., p. 10, 131 et 293 ; Rolf-Dieter Müller, « The Failure of the Economic "*Blitzkrieg*" Strategy », dans Horst

Boog et *al*., *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union*..., p. 1173 et 1176-1177.

283. Streit, « Soviet Prisoners of War... », p. 81 ; Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 344.

284. TMIN, t. XX, p. 652-653.

285. Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 344-345 ; Streit, « Soviet Prisoners of War... », p. 81-83 et 86-88.

286. Se référant au Journal de Halder du 1er août et du 21 septembre 1941, Streit soutient qu'une seule unité sur le front de l'Est n'aurait pas appliqué l'« ordre sur les commissaires », soit la 17e division blindée du lieutenant-général Hans-Jürgen von Arnim. Streit, *Keine Kameraden*..., p. 83-87. Cependant, Förster et Krausnick affirment que des rapports de la 17e division blindée concernant l'exécution de commissaires politiques, en août et en septembre 1941, prouveraient bel et bien la culpabilité des troupes d'Arnim dans l'application de l'« ordre sur les commissaires ». Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1226 ; Förster, « The German Army... », p. 23 ; Helmut Krausnick, « Kommissarbefehl und "Gerichtsbarkeitserlaß Barbarossa" in neuer Sicht », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 25 (1977), p. 734-735, en particulier la note 261 sur les rapports de la 17e division blindée attestant l'exécution de quelque 26 commissaires politiques pour la période du 17 août au 26 septembre 1941.

287. Streit, *Keine Kameraden*..., p. 105 ; Streit, « The German Army... », p. 4-7 ; Streit, « Soviet Prisoners of War... », p. 85-86 ; Bartov, *L'Armée d'Hitler*..., p. 126-127 ; Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1228-1231 ; Förster, « The German Army... », p. 20-21 ; Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 345.

288. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 176-177. À Nuremberg et lors de son procès à Hambourg, il réitéra avoir refusé d'appliquer l'« ordre sur les commissaires », en évoquant sensiblement les mêmes arguments. TMIN, t. XX, p. 650 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 341 ; Paul Leverkuehn, *Verteidigung Manstein*, Hambourg, Nölke, 1950, p. 11-12, 25 et 31.

289. NOKW 1674 ; Krausnick, « Kommissarbefehl... », p. 733 (note 257) ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 200-201 ; Jörg Friedrich, *Das Gesetz des Krieges. Das deutsche Heer in Rußland 1941 bis 1945. Der Prozeß gegen das Oberkommando der Wehrmacht*, Munich, Piper, 1993, p. 596 et 600.

290. *Ibid*., p. 596-601 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 340-341 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 205 ; Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 146.

291. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 177.

292. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 202, 207, 210 et 211 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 195.

293. Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*..., p. 597.

294. Streit, « The German Army... », p. 8-9 ; Heer, « Killing Fields... », p. 64-68 ; Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 100.

295. Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 677.

296. Streit, *Keine Kameraden*..., p. 115 ; Förster, « Securing “Living-Space”... », p. 1211-1212 ; Bartov, *L’Armée d’Hitler*..., p. 188 ; Ueberschär et Wette (dir.), *« Unternehmen Barbarossa »*..., p. 285.

297. Förster, « Securing “Living-Space”... », p. 1211-1213 ; Streit, *Keine Kameraden*..., p. 115 ; Streit, « The German Army... », p. 7 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges*..., p. 260.

298. Streit, *Keine Kameraden*..., p. 116-117 ; Förster, « Securing “Living-Space”... », p. 1214-1215 ; Bartov, *L’Armée d’Hitler*..., p. 189-190.

299. BA-MA, RH 20-11 / 519. Voir aussi TMIN, t. XX, p. 684-685 ; Förster, « Securing “Living-Space”... », p. 1215-1216 ; Jehuda L. Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein und die deutsche Judenausrottung in Rußland », *Jahrbuch des Instituts für Deutsche Geschichte*, vol. 4 (1975), p. 462-464 ; Ueberschär et Wette (dir.), *« Unternehmen Barbarossa »*..., p. 289.

300. Streit, *Keine Kameraden*..., p. 125 ; Streit, « The German Army... », p. 9 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges*..., p. 248 ; Bartov, *L’Armée d’Hitler*..., p. 134-135 et 139.

301. Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 205 ; Messerschmidt, « Forward Defense... », p. 382 ; Messerschmidt, « The Wehrmacht... », p. 736 ; Förster, « The German Army... », p. 23-24. À Nuremberg, lorsqu’on lui demanda s’il avait su que la guerre contre les partisans avait pour but d’exterminer les Juifs et les Slaves, Manstein répondit par un non catégorique. TMIN, t. XX, p. 656.

302. Bartov, *L’Armée d’Hitler*..., p. 190.

303. Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 40-46 et 49-50 ; Solchany, « La lente dissipation d’une légende... », p. 348 et 351 ; Martin Kitchen, *The Silent Dictatorship. The Politics of the German High Command under Hindenburg and Ludendorff, 1916-1918*, Londres, Croom Helm, 1976, p. 142, 194 et 211 ; Heer, « Killing Fields... », p. 67.

304. Nicolas Reynold, « Der Fritsch-Brief vom 11. Dezember 1938 », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, n° 28 (1980), p. 362-363 et 370.

305. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 243.

306. Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 51-52 et 101 ; Solchany, « La lente dissipation d’une légende... », p. 348-351.

307. Rigg, *Hitler’s Jewish Soldiers*..., p. 268-269 ; Bryan Mark Rigg, « Riggs Liste. Warum gehorchten Soldaten jüdischer Herkunft einem Regime, das ihre Familien umbrachte » ? *Die Zeit*, n° 15 (4 avril 1997), p. 11. Voir aussi Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 86.

308. Förster, « Securing “Living-Space”... », p. 1216.

309. TMIN, t. XX, p. 683, 686 et 688.

11. MANSTEIN, LA 11e ARMÉE EN CRIMÉE ET LA SOLUTION FINALE

310. Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein... », p. 464-465.

311. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 212-213 ; TMIN, t. XX, p. 659, 661 et 676.

312. Werner Maser, *Der Nürnberger Prozeß*, Cologne, Markus Verlagsgesellschaft, 1958, p. 419.

313. TMIN, t. IV, p. 321, 323-325 et 356-357 (p. 324, 325 et 357 pour les citations).

314. Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein... », p. 469-470 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 214-215 ; Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 147 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 200 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 342 ; Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*..., p. 596 et 959. Invité lors du procès de Nuremberg à préciser s'il avait eu personnellement affaire à Ohlendorf durant la campagne de Crimée, Manstein se montra très évasif, affirmant l'avoir peut-être déjà vu, mais ne pas s'en souvenir. TMIN, t. XX, p. 659-660.

315. NOKW 3234 ; NOKW 12.

316. Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*..., p. 634 et 665. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 241.

317. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 283.

318. NOKW 1284 ; NOKW 1286 ; BA-MA, RH 23 / 69 ; BA-MA RH 20-11 / 337.

319. BA-MA, RH 20-11 / 488.

320. BA-MA, RH 20-11 / 488.

321. BA-MA, RH 20-11 / 488.

322. BA-MA, RH 20-11 / 488.

323. BA-MA, RH 20-11 / 488.

324. BA-MA, RH 20-11 / 488.

325. BA-MA, RH 20-11 / 488.

326. BA-MA, RH 20-11 / 488.

327. Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 344-345.

328. NOKW 641.

329. BA-MA, RH 20-11 / 341.

330. BA-MA, RH 23-72 ; NOKW 1632.

331. BA-MA, RH 23 / 69.

332. BA-MA, RH 23 / 72.

333. NOKW 1529.

334. NOKW 1532.

335. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 272.

336. BA-MA, RH 23 / 72 ; NOKW 1628.

337. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 273 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 342 ; Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*..., p. 661-662.

338. NOKW 1573.

339. BA-MA, RH 23 / 72 ; NOKW 1573.

340. BA-MA, RH 23 / 72 ; BA-MA, RH 23 / 80 ; BA-MA, RH 23 / 86.

341. TMIN, t. XX, p. 661.

342. Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*..., p. 628-629 et 631 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 293-294 (note 672).

343. NOKW 3422 ; NOKW 3439.

344. Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*..., p. 632.

345. NOKW 2834.

346. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 276-277.

347. BA-MA, RH 23 / 86.

348. Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 347 ; Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*..., p. 652-653 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 275.

349. BA-MA, RH 23 / 86 ; NOKW 3453.

350. BA-MA, RH 20-11 / 488.

351. BA-MA, RH 20-11 / 488.

352. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 277-280. Voir aussi Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*..., p. 669-670 ; Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein.... », p. 467-468.

353. Leverkuehn *Verteidigung Manstein*..., p. 37 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 280 (note 629) ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 345 (note 114) ; TMIN, t. XX, p. 662 ; TMIN, t. XXI, p. 9.

354. NOKW 5905. Voir aussi Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*..., p. 670-671 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 281-282.

355. NOKW 1259 ; NOKW 1590.

356. BA-MA, RH 20-11 / 341.

357. BA-MA, RH 20-11 / 341.

358. BA-MA, RH 20-11 / 341.

359. BA-MA, RH 20-11 / 342.

360. BA-MA, RH 20-11 / 342.

361. BA-MA, RH 20-11 / 341.

362. BA-MA, RH 20-11 / 342.

363. BA-MA, RH 20-11 / 341.

364. BA-MA, RH 23 / 80 ; NOKW 1872.

365. BA-MA, RH 20-11 / 341.

366. BA-MA, RH 20-11 / 342.

367. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 249 ; Leverkuehn, *Verteidigung Manstein*..., p. 51 ; Paget, *Manstein*..., p. 148-150 (p. 149-150 pour la citation).

368. NOKW 584.

369. Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*..., p. 648 et 654 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 347.

370. BA-MA, RH 23 / 80.

371. NOKW 1283.

372. BA-MA, RH 23 / 75 ; BA-MA, RH 23 / 79.

373. BA-MA, RH 23 / 75.

374. BA-MA, RH 23 / 72.

375. BA-MA, RH 23 / 79.

376. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 289.

377. BA-MA, RH 20-11 / 342.

378. Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges*..., p. 204.

379. BA-MA, RH 23 / 79.

380. BA-MA, RH 20-11 / 488.

381. NOKW 1717.

382. BA-MA, RH 20-11 / 342 ; BA-MA, RH 23 / 91.

383. BA-MA, RH 20-11 / 342.

384. Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges*..., p. 276.

385. BA-MA, RH 20-11 / 488 ; NOKW 6281.

386. Raul Hilberg, *Die Vernichtung der europäischen Juden*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1990, p. 1 294 ; Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*..., p. 665 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 240-241 et 296.

387. BA-MA, RH 20-11 / 342.

388. BA-MA, RH 20-11 / 342.

389. BA-MA, RH 20-11 / 342.

390. BA-MA, RH 20-11 / 337.

391. BA-MA, RH 20-11 / 337.

392. BA-MA, RH 20-11 / 337.

393. BA-MA, RH 20-11 / 342.

394. BA-MA, RH 20-11 / 337.

395. À ce sujet, voir NOKW 1878 ; Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*..., p. 420-421 et 638-639.

396. TMIN, t. XX, p. 660-661 et 665.

397. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 234-235 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 262.

398. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 199.

399. Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 344.

400. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 292-294, 305-306 (note 698) et 320 (note 733).

401. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 314-315.

402. Knopp, *Hitlers Kriger*..., p. 202. Dans un documentaire sur les soldats de Hitler, Stahlberg confirma la version de cet épisode relatée dans ses Mémoires, puis ajouta au sujet de l'extermination des Juifs : « Il [Manstein] savait tout. » Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 259.

403. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 354-356.

404. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 203. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 261.

405. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 351-353 et 376-378.

406. TMIN, t. XX, p. 656.

407. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 294-295.

408. Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 143.

12. LE VENT DE BÉRÉZINA : LA TRAGÉDIE DE STALINGRAD

409. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 262 et 322-323 (p. 262 et 322 pour les citations).

410. Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 153.

411. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 323-325 (p. 323 et 325 pour les citations).

412. Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 156-157, 159-161 et 281-282.

413. Megargee, *Inside Hitler's High Command*..., p. 181-183 ; Walter Warlimont, *Inside Hitler's Headquarters 1939-1945*, New York, Praeger, 1964, p. 259-260 ; Below, *Als Hitlers Adjutant*..., p. 315 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 424 ; Cooper, *The German Army*..., p. 445.

414. Dana V. Sadarananda, *Beyond Stalingrad. Manstein and the Operations of Army Group Don*, New York, Praeger, 1990, p. 12.

415. Manfred Kehring, *Stalingrad. Analyse und Dokumentation einer Schlacht*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1974, p. 163, 183 et 219-220 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 786-787 ; Below, *Als Hitlers Adjutant*..., p. 323-324.

416. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 328-330.

417. Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 17-18 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 1136 ; Downing, *The Devil's Virtuosos*..., p. 121 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 787-788 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 458.

418. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 333-336 (p. 333-334 pour la citation).

419. *Ibid*., p. 334 et 344 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 208-209 ; Downing, *The Devil's Virtuosos*, p. 120 ; Alexander, *How Hitler*..., p. 156 ; Brett-Smith, *Hitler's Generals*..., p. 227 ; Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 166.

420. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 341-342.

421. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 242-249. Voir aussi Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 19 ; Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 346 et 351.

422. *Ibid*., p. 351-354 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 21-24.

423. *Ibid*., p. 30-31.

424. Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945*, p. 843 ; John Erickson, *The Road to Berlin. Stalin's War with Germany*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1983, p. 7-8 ; Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 357-361.

425. Wieder, *Stalingrad*..., p. 154 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 1 143-1 145.

426. Anthony Beevor, *Stalingrad. The Fateful Siege : 1942-1943*, New York, Viking, 1998, p. 297-298.

427. Wieder, *Stalingrad*..., p. 64.

428. Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 36-42 ; Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 360-363 et 376-379 ; Cooper, *The German Army*..., p. 429-430.

429. Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 42-43.

430. Beevor, *Stalingrad*..., p. 299.

431. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 250.

432. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 369-371 (p. 371 pour la citation) ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 788-789 ; Kehring, *Stalingrad*..., p. 406-410 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 43 ; Wieder, *Stalingrad*..., p. 69 et 142.

433. Beevor, *Stalingrad*..., p. 309-310.

434. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 371-372.

435. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 45 et 135-136.

436. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 209.

437. Wieder, *Stalingrad*..., p. 34 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 46 ; Downing, *The Devil's Virtuosos*..., p. 129 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 468 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 208-209.

438. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 373-377.

439. Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 167-168. L'étendue des pertes allemandes dans le secteur de Stalingrad constitua une surprise de taille pour le haut commandement de l'Armée rouge qui, à la

fin novembre, avait estimé le nombre de soldats investis dans la poche à 85 000-90 000 seulement. *Ibid*., p. 165.

440. *Ibid*., p. 166-167 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande*..., p. 236 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*..., p. 482 ; Hillgruber, « In der Sicht... », p. 78.

441. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 383-385.

442. *Ibid*., p. 384 ; Cooper, *The German Army*..., p. 439-440. Selon le service de renseignements de l'OKH, la 6e armée aurait fixé autour de Stalingrad jusqu'à 107 grandes unités de l'Armée rouge dont 13 blindées. Irving, *Hitler's War*..., p. 482.

443. Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 1163 et 1171 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 795.

444. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 395.

13. DE LA RETRAITE À L'« ATTAQUE EN RETOUR »

445. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 400.

446. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 245-249.

447. Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 304 (note 89) ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 53-54 ; Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 409-413 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 1 173-1 174.

448. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 402-408.

449. *Ibid*., p. 415-421 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 62-72.

450. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 394 et 424-426.

451. Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 1176-1177.

452. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 437-438 ; Hayward, « A Case Study... », p. 105-106.

453. Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 98 ; Hayward, « A Case Study... », p. 105-106 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 483-484 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 222-223.

454. Below, *Als Hitlers Adjutant*..., p. 329 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 477 et 483 ; Guderian, *Panzer Leader*..., p. 302 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 831-832 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 1185 ; Cooper, *The German Army*..., p. 444 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 235.

455. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 437-444 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 98-101 ; Eberhard Schwarz, *Die Stabilisierung der Ostfront nach Stalingrad. Mansteins Gegenschlag zwischen Donez und Dnjepr im Frühjahr 1943*, Göttingen, Münster-Schmidt, 1985, p. 69-73.

456. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 445-451 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 102-103 et 108 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 1184 ; Moll, *Die deutschen Generalfeldmarschälle*..., p. 126.

457. Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 1183-1184 ; Schwarz, *Die Stabilisierung*..., p. 110-120 ; Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 451-454 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 108-109 ; Downing, *The Devil's Virtuosos*..., p. 143 ; Brett-Smith, *Hitler's Generals*..., p. 228 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 240 ; Carver, « Manstein... », p. 237.

458. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 454-459 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 109-111 ; Schwarz, *Die Stabilisierung*..., p. 254-258 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 1185 et 1188-1189.

459. Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 116-126 et 140-146 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union... », p. 1189-1192 ; Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 459-464 ; Glantz et House, *When Titans Clashed*..., p. 144 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*..., p. 485-486 ; Erickson, *The Road to Berlin*..., p. 64.

460. Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 146.

461. Erickson, *The Road to Berlin*..., p. 52-55. Dans ses Mémoires, le maréchal Vassilevski, chef d'état-major général de l'Armée rouge, affirma que la contre-attaque du feld-maréchal Manstein avait représenté une véritable surprise pour le haut commandement soviétique, expliquant ainsi en partie la raison de son franc succès. Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 241.

462. L'expression est de Masson, *Une guerre totale*..., p. 135. Pour sa part, Humble, *Hitler's Generals*..., p. 109, emploie l'expression « miracle de la Marne ».

463. Glantz et House, *When Titans Clashed*..., p. 151.

464. Warlimont, *Inside Hitler's Headquarters*..., p. 312 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 216.

465. Roth, « Operational Thinking... », p. 31-33 ; Humble, *Hitler's Generals*..., p. 109-110 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 240.

466. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 468-469.

467. Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 831 ; Below, *Als Hitlers Adjutant*..., p. 330 ; Gerhard L. Weinberg, *A World at Arms*. *A Global History of World War II*, Cambridge, Cambridge University, 1994, p. 482 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 478 (note 4).

468. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 474-475.

469. Syring, « Erich von Manstein... », p. 339.

14. LE CHOC DES TITANS : LA BATAILLE DE KOURSK

470. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 305-306.

471. Clark, *Barbarossa*..., p. 251. Voir aussi Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 233.

472. Aron, *Penser la guerre*..., p. 77.

473. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 306-307 et 313.

474. Aron, *Penser la guerre*..., p. 91-92.

475. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 476.

476. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 217.

477. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 477 et 479-480.

478. *Ibid*., p. 480-484 ; Rüdiger von Manstein et Teodor Fuchs, *Manstein. Soldat im 20. Jahrhundert. Militärisch-politische Nachlese*, Munich, Bernard & Grafe, 1981, p. 170-172 ; Liddell Hart, *The Other Side of the Hill*..., p. 318-319 ; Downing, *The Devil's Virtuosos*..., p. 156-158 ; Paget, *Manstein*..., p. 57-58 ; Cooper, *The German Army*..., p. 456 ; Erickson, *The Road to Berlin*..., p. 63-64. Voir aussi Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 207, 284 et 307 (note 71), qui considère cette idée de Manstein comme étant « la solution la plus brillante », et Alexander, *How Hitler*..., p. 204-205, qui en parle comme du « meilleur plan stratégique ».

479. Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 833 ; Guderian, *Panzer Leader*..., p. 306 ; Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 207.

480. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 485-488 ; Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945*..., p. 863.

481. Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 834-835 ; Manstein, *Verlorene Siege*..., 488-491 ; Guderian, *Panzer Leader*..., p. 306-309.

482. Roth, « Operational Thinking... », p. 37 ; Downing, *The Devil's Virtuosos*..., p. 168.

483. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 488 et 494-495.

484. Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 207-209, 211-212, 308 (note 80) ; Masson, *Histoire de l'armée allemande*..., p. 246 ; Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945*..., p. 862-863 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 851-852.

485. Masson, *Histoire de l'armée allemande*..., p. 251-255 ; Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945*..., p. 863-864 ; Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale*..., p. 458-460 ; Downing, *The Devil's Virtuosos*..., p. 169-177 ; Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 499-501.

486. *Ibid*., p. 501-503 ; Brett-Smith, *Hitler's Generals*..., p. 228-229 ; Below, *Als Hitlers Adjutant*..., p. 341 ; Weinberg, *A World at Arms*..., p. 603 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 535 et 538.

487. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 504.

488. *Ibid*., p. 506.

489. Roth, « Operationel Thinking... », p. 37-38 ; Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 212-213 et 284-285 ; Seaton, *The German Army*..., p. 206.

490. Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale*..., p. 460 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 538.

491. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 505-506.

492. Masson, *Histoire de l'armée allemande*..., p. 256.

493. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 504.

15. MANSTEIN ET LA RÉSISTANCE MILITAIRE À HITLER

494. Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle*..., p. 190. Voir aussi Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 228-229.

495. Rüdiger von Manstein, « Mansteins Argumentation zum Staatsstreich », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 10 janvier 1988.

496. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 322-323.

497. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 61 (note 106) ; Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie*..., p. 197 ; Bodo Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte*, Oldenburg, Stalling, 1978, p. 140.

498. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 457 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 172 (note 366), 300 et 315.

499. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 8.

500. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 172 (note 365 et 367).

501. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 318, 392 et 574.

502. Engert Jürgen, *Soldaten für Hitler*, Reinbeck, Rowohlt, 1999, p. 162. Voir aussi Hillgruber, « In der Sicht... », p. 78-79 et 81.

503. Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 353 ; Guderian, *Panzer Leader*..., p. 276 ; Shirer, *Le IIIe Reich*..., p. 1112.

504. Manstein, *Aus einem Soldatenleben*..., p. 354. On retrouve les mêmes arguments dans Guderian, *Panzer Leader*..., p. 458-464 ; Albert Kesselring, *The Memoirs of Field-Marshal Kesselring*, Londres, Leventhal, 1988, p. 314-315 ; Karl Dönitz, *Memoirs : Ten Years and Twenty Days*, Londres, Greenhill, 1990, p. 299-314.

505. Joachim Fest, *Plotting Hitler's Death. The Story of the German Resistance*, New York, Henry Holt, 1997, p. 331.

506. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 603.

507. *Ibid*., p. 603-604.

508. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 174.

509. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 224-227 et 234 (p. 234 pour la citation). Voir aussi Beevor, *Stalingrad*..., p. 273-274 ; Seaton, *The German Army*..., p. 232.

510. Beevor, *Stalingrad*..., p. 275-276 (p. 276 pour la citation).

511. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 262-270.

512. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 186 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 212.

513. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 262-263 et 270-272 (p. 271 pour la citation). Voir aussi Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte*..., p. 137.

514. Peter Hoffmann, *Claus Schenk Graf von Stauffenberg und seine Brüder*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1992, p. 267.

515. Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie*..., p. 191.

516. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 281 ; Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 62.

517. *Ibid*., p. 282. Voir aussi Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte*..., p. 137-138 ; Fabian von Schlabrendorff, *Offiziere gegen Hitler*, Berlin, Siedler, 1984, p. 159-160.

518. Manstein et Fuchs, *Manstein*..., p. 205-207.

519. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 281-282.

520. Manstein, *Velorene Siege*..., p. 62.

521. Breithaupt, *Zwischen Front und Widerstand*..., p. 86.

522. Schlabrendorff, *Offiziere gegen Hitler*..., p. 114.

523. Breithaupt, *Zwischen Front und Widerstand*..., p. 84.

524. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 282-283 et 310 (p. 310 pour la citation).

525. Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte*..., p. 137.

526. *Ibid*., p. 136 ; Schlabrendorff, *Offiziere gegen Hitler*..., p. 160.

527. Manstein et Fuchs, *Manstein*..., p. 207-210. Voir aussi Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 315.

528. Beevor, *Stalingrad*..., p. 347.

529. Gersdorff, *Soldat im Untergang*..., p. 133-136.

530. Peter Hoffmann, *Widerstand-Staatsstreich-Attentat. Der Kampf der Opposition gegen Hitler*, Munich, Piper, 1985, p. 340-341 ; Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte*..., p. 138 ; Schlabrendorff, *Offiziere gegen Hitler*..., p. 160 ; Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie*..., p. 192-195 et 199 ; Schneider, « Denkmal Manstein... », p. 406-407.

531. Manstein et Fuchs, *Manstein*..., p. 185-186.

532. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 226-227.

533. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 338-339.

534. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 229. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 524-525.

535. Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 887-888 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 595 ; Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 569-570 et 572-574.

536. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 228. Voir aussi Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie*..., p. 197 ; Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte*..., p. 138.

537. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 376-381.

538. Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 889-890. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 579-580.

539. *Ibid*., p. 580. Voir aussi Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 890 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 597-598 ; Mitcham, *Hitler's Field Marshals*..., p. 252 ; Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 357.

540. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 580-581. Voir aussi Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 890-891.

541. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 358.

542. *Ibid*., p. 360-363 et 409 ; Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie*..., p. 195-196 ; Knopp, *Hitlers Krieger*, p. 232 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 903-904 et 1441 (note 90).

543. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 608-614 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 234 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 904-905.

544. *Ibid*., p. 905-906 ; Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale*..., p. 467-468 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 616.

545. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 614-616. Voir aussi Carver, « Manstein... », p. 242 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 242 ; Seaton, *The German Army*..., p. 216 ; Mellenthin, *German Generals*..., p. 38 ; Mitcham, *Hitler's Field Marshals*..., p. 253 ; Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 369-372 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 174.

546. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 616 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 172-173 et 218 (p. 218 pour la citation) ; Liddell Hart, *The Other Side of the Hill*..., p. 98.

547. Goda, « Black Marks... », p. 441-443 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 172, 220, 224 et 230.

548. Syring, « Erich von Manstein... », p. 340.

549. Manstein et Fuchs, *Manstein*..., p. 193-194. Voir aussi Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 224.

550. Syring, « Erich von Manstein... », p. 340.

551. Brett-Smith, *Hitler's Generals*..., p. 234-235.

552. Kershaw, *Hitler 1936-1945*..., p. 906 ; Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale*..., p. 467.

553. R.D. Palsokar, *Manstein : The Master General*, Poona, The Beg, 1970, p. 154 ; Paget, *Manstein*..., p. 65 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 242-243.

554. Shirer, *Le IIIe Reich*..., p. 1109-1110.

555. Guderian, *Panzer Leader*..., p. 345-347.

556. Shirer, *Le IIIe Reich*..., p. 1110.

557. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 391-392.

558. Syring, « Erich von Manstein... », p. 342. Voir aussi Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 149.

559. TMIN, t. XX, p. 667.

560. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 395.

561. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 234.

562. *Ibid*., p. 235.

563. Manstein et Fuchs, *Manstein*..., p. 200.

564. Guderian, *Panzer Leader*..., p. 302.

565. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 375-376.

566. *Ibid*., p. 401 ; Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie*..., p. 200 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 235.

567. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 401-405 (p. 405 pour la citation).

568. Ueberschär et Vogel, *Dienen und Verdienen*..., p. 74-83.

569. TMIN, t. XX, p. 667.

570. Kunrat Freiherr von Hammerstein, *Spähtrupp*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1963, p. 140 ; Rolf-Dieter Müller, *Hitlers Ostkrieg und die deutsche Siedlungspolitik. Die Zusammenarbeit von Wehrmacht, Wirtschaft und SS*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1991, p. 35 ; Alan Bullock, *Hitler et Staline*. *Vies Parallèles*, vol. 2, Paris, Albin Michel / Robert Laffont, 1994, p. 295 ; Irving, *Hitler's War*..., p. 616 et 729 ; Mitcham, *Hitler's Field Marschals*...., p. 253.

571. BA-B, NS 19 / 909 : lettre de Backe à Manstein, 17 octobre 1944. Voir aussi Ueberschär et Vogel, *Dienen und Verdienen*..., p. 180-181 et 238 (pour une copie de la lettre de Backe adressée à Manstein le 17 octobre 1944) ; Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 149. Après la guerre, Otto John, qui faisait office de conseiller en droit allemand pour la partie plaignante, confirma les démarches entreprises par Manstein auprès du Führer en vue d'obtenir un domaine. Il rapporta une conversation qu'il avait eue, quelques années auparavant, avec l'agent immobilier Schlange-Schöningen. Ce dernier lui aurait raconté que Manstein avait bel et bien reçu une dotation et qu'il

avait eu l'intention de l'utiliser, en janvier 1945, afin d'acquérir un domaine. À Manstein, Schlange-Schöningen aurait répondu : « Mais *Herr* feld-maréchal, les Russes seront probablement là la semaine prochaine. » La réponse de Manstein, s'il faut en croire ce témoignage, démontrerait encore une fois à quel point il se berçait d'illusions sur l'issue de la guerre : « Ils seront de nouveau repoussés par le Führer très bientôt. » Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 48.

572. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 423. Voir aussi Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 149 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 234.

573. Irving, *Hitler's War*..., p. 729.

574. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 423-425 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 236.

575. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 434-435.

576. Manstein et Fuchs, *Manstein*..., p. 213-214 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 236 ; Hillgruber, « In der Sicht... », p. 81 ; Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 149 ; Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p.435.

577. Dönitz, *Memoirs*..., p. 447.

578. Manstein et Fuchs, *Manstein*..., p. 213-214.

579. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 435-436 ; Manstein et Fuchs, *Manstein*..., p. 215.

580. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 236-237.

16. LA LÉGENDE D'UNE « WEHRMACHT HONORABLE ET INTÈGRE »

581. Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie*..., p. 178.

582. Paul Létourneau, « Le maréchal Erich von Manstein : à l'ombre de l'image de la Wehmacht », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 30, n° 2 (avril-juin 1998), p. 128.

583. Telford Taylor, *Procureur à Nuremberg*, Paris, Seuil, 1995, p. 536 (note 13), p. 599-601 (p. 601 pour les citations).

584. Syring, « Erich von Manstein... », p. 342-343 ; Siegfried Westphal, *Der deutsche Generalstab auf der Anklagebank. Nürnberg 1945-1948*, Mayence, Hase & Koehler, 1978, p. 92 ; Schneider, « Denkmal Manstein... », p. 415.

585. Westphal, *Der deutsche Generalstab*..., p. 28-87.

586. Messerschmidt, « Forward Defense... », p. 381-399 ; Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 205-207 ; Georg Meyer, « Zur Situation der deutschen militärischen Führungsschicht im Vorfeld des westdeutschen Verteidigungsbeitrages 1945-1950 / 51 », dans Roland G. Foerster et *al*., *Anfänge*

westdeutscher Sicherheitspolitik 1945-1956, vol. 1 : *Von der Kapitulation bis zum Pleven-Plan*, Munich, Oldenbourg, 1982, p. 672.

587. Omer Bartov, « German Soldiers and the Holocaust. Historiography, Research and Implications », *History & Memory*, vol. 9, n°s 1-2 (1997), p. 163.

588. Walther Wenck, « Nie Ausser Dienst », dans *Nie Ausser Dienst*..., p. 86.

589. Taylor, *Procureur à Nuremberg*..., p. 545-546 et 601-602.

590. Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 208, 212-216. Voir aussi Georg Meyer, « Soldaten ohne Armee. Berufssoldaten im Kampf um Standesehre und Versorgung », dans Martin Broszat et *al*., (dir.), *Von Stalingrad zur Währungsreform*..., p. 709-710 ; Meyer, « Zur Situation der deutschen militärischen Führungsschicht... », p. 621-624.

591. Telford Taylor, *Final Report to the Secretary of the Army on the Nuremberg War Crimes Trials under Control Council Law No. 10*, Washington, D.C., US Government Print. Off., 1949, p. 80-83. Voir aussi J. H. Hoffman, « German Field Marshals as War Criminals ? A British Embarrassment », *Journal of Contemporary History*, vol. 23, n° 1 (janvier 1988), p. 17-18 et 32 (note 3) ; Oliver von Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung. Kriegsverbrecherprozeß gegen Generalfeldmarschall Erich von Manstein im Widerstreit britischer Interessen », *Mittelweg 36*, vol. 6, n$^{\circ}$ 3 (1997), p. 26.

592. Tom Bower, *The Pledge Betrayed. America and Britain and the Denazification of Postwar Germany*, Garden City, Doubleday, 1982, p. 227-228.

593. Hoffman, « German Field Marshals... », p. 20 ; Bower, *The Pledge Betrayed*..., p. 228-229 ; Taylor, *Final Report*..., p. 82 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 27.

594. Bower, *The Pledge Betrayed*..., p. 222, 230-231.

595. Hoffman, « German Field Marshals... », p. 22-24 ; Bower, *The Pledge Betrayed*..., p. 235-236 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 27-28.

596. Bower, *The Pledge Betrayed*..., p. 237-238.

597. *Ibid*., p. 233 et 238 ; Meyer, « Zur Situation der deutschen militärischen Führungsschicht... », p. 625 ; Jörg Friedrich, *Die kalte Amnestie. NS-Täter in der Bundesrepublik*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1984, p. 132.

598. Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 221.

599. Meyer, « Zur Situation der deutscher militärischen Führungsschicht... », p. 624 ; Bower, *The Pledge Betrayed*..., p. 239.

600. Hoffman, « German Field Marshals... », p. 26-28 et 35 (note 52) ; Leverkuehn, *Verteidigung Manstein*, p. 9 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 28.

601. Bower, *The Pledge Betrayed*..., p. 240 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 29 ; Hoffman, « German Field Marshals... », p. 28-29 ; Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 223.

602. Friedrich, *Die kalte Amnestie*..., p. 131 ; Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein... », p. 471 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 51 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 26-28.

603. Bower, *The Pledge Betrayed*..., p. 241.

604. Paget, *Manstein*..., p. 74, 107 et 132-133 ; Bower, *The Pledge Betrayed*..., p. 241 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 332 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 30.

605. Paget, *Manstein*..., p. 69-70 et 75-76 (p. 75-76 pour la citation).

606. Leverkuehn, *Verteidigung Manstein*..., p. 10-16 ; Paget, *Manstein*..., p. 88-104 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 335-349 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 28-29.

607. Leverkuehn, *Verteidigung Manstein*..., p. 33-35.

608. Bower, *The Pledge Betrayed*..., p. 224 et 244.

609. Leverkuehn, *Verteidigung Manstein*..., p. 45-46.

610. Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 350.

611. Meyer, « Zur Situation der deutschen militärischen Führungsschicht... », p. 628 ; Manstein et Fuchs, *Manstein*..., p. 302.

612. Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen », p. 351-352.

613. Friedrich, *Die kalte Amnestie*..., p. 131 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen », p. 352.

614. Paget, *Manstein*..., p. 195-199.

615. Bower, *The Pledge Betrayed*..., p. 247.

616. Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen », p. 352 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 33-36 ; Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie*..., p. 179.

617. Hoffman, « German Field Marshals... », p. 30 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen », p. 329 ; Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 150.

618. Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 222-223.

619. Voir Norbert Frei, « Das ganz normale Grauen », *Der Spiegel*, n° 16 (14 avril 1997), p. 64-67 ; Wette, *Die Wehrmacht*..., p. 232-234.

620. Heuer, *Die deutschen Generalfeldmarschälle*..., p. 92 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*..., p. 52 ; Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 150 ; Syring, « Erich von Manstein... », p. 343-344.

CONCLUSION
L'HOMME ET LE SOLDAT

621. Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 7. Pour cette citation de Liddell Hart, voir son ouvrage *The Other Side of the Hill*..., p. 471.

622. *Ibid*., p. 7-8.

623. Wieder, *Stalingrad*..., p. 175.

624. *Ibid*., p. 169 et 171.

625. *Ibid*., p. 249.

626. Syring, « Erich von Manstein... », p. 343-344 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 240.

627. Konrad von Hammerstein, « Mainstein », *Frankfurter Hefte*, vol. 11 (1956), p. 449-454 (p. 454 pour la citation).

628. Kosthorst, *Die Geburt des Tragödie*..., p. 180.

629. Joachim Engelmann, *Manstein. Stratege und Truppenführer. Ein Lebensricht in Bildern*, Friedberg, Podzun-Pallas, 1981, p. 175.

630. Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 176. Voir aussi Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie*..., p. 201.

631. Wieder, *Stalingrad*..., p. 175. Voir aussi Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte*..., p. 142 ; Knopp, *Hitlers Krieger*..., p. 228-229.

632. *Ibid*., p. 226 et 241.

SÉLECTION BIBLIOGRAPHIQUE

Sources primaires

Bundesarchiv-Militärarchiv-Freiburg (BA-MA)

AOK 11 :
RH 20-11/337 (Gruppe Geheime Feldpolizei)
RH 20-11/341 (Partisanenbekämpfung)
RH 20-11/342 (Meldung des Stabes für Partisanenbekämpfung)
RH 20-11/488 (Einsatzgruppe D)
RH 20-11/519 (Manstein-Befehl 20.11.1941)

Korück 553 :
RH 23/69
RH 23/70
RH 23/71
RH 23/72
RH 23/77
RH 23/78
RH 23/79
RH 23/80
RH 23/83
RH 23/84
RH 23/86
RH 23/88
RH 23/91

AOK HGr A :

RH 19 I/25
RH 19 I/26
RH 19 I/38
RH 19 I/41

OKH :
RH 6/1
RH 6/2
RH 6/3
RH 19 II/21

MGFA/DZ : II H 1008/1
H 08-28/4 (Nachlaß Beck)

Bryan Mark Rigg-Sammlung :
BMRS, Interview Rüdiger von Manstein, 17.11.1994, T-54
BMRS, Akte Rüdiger von Manstein, Manstein an Rigg, 21.7.2001
BMRS, Interview Alexander Stahlberg, 3-4.12.1994, T-68

Bundesarchiv-Berlin (BA-B)

Persönlicher Stab Reichsführer-SS :
NS 19/909 (Backe an Manstein, 17.10.1944)
NS 19/2177

Nürnberger Oberkommando der Wehrmacht – Dokumente (NOKW). Der Prozeß der Vereinigten Staaten von Amerika gegen Wilhelm von Leeb und andere (OKW-Prozeß, High Command-Case : Fall 12

19-156 (Opening Statement der Anklage)
156-1743 (Beweisverfahren der Anklage)
1743-2642 (Fall Leeb mit allen Zeugenverhören inclusive Halder)
2642-2992 (Fall Küchler mit allen Zeugenverhören)
2992-3277 (Fall Hoth mit allen Zeugenverhören)
3277-3832 (Fall Reinhardt mit allen Zeugenverhören)
5469-5962 (Fall Wöhler mit allen Zeugenverhören)
6126-6979 (Fall Warlimont mit allen Zeugenverhören)

Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international de Nuremberg (TMIN), 14 novembre 1945 – 1er octobre 1946, Nuremberg, 1949, 42 volumes

Tome IV
Tome XX
Tome XXI

Sources secondaires[I]

Monographies

ALEXANDER, Bevin, *How Hitler Could Have Won World War II. The Fatal Errors that Led to Nazi Defeat*, New York, Three Rivers, 2000.

BARTOV, Omer, *L'Armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette Littérature, 1999.

BEEVOR, Anthony, *Stalingrad. The Fateful Siege : 1942-1943*, New York, Viking, 1998.

BELOW, Nicolaus von, *Als Hitlers Adjutant 1937-1945*, Mayence, Hase & Koehler, 1980.

BLAKEMORE, Porter Randall, *Manstein in the Crimea : The Eleventh Army Campaign, 1941-1942*, Thèse de Ph. D (Histoire), University of Georgia, 1978.

BOWER, Tom, *The Pledge Betrayed. America and Britain and the Denazification of Postwar Germany*, Garden City, Doubleday, 1982.

BREITHAUPT, Hans, *Zwischen Front und Widerstand. Ein Beitrag zur Diskussion um den Feldmarschall von Manstein*, Bonn, Bernard & Graefe, 1994.

BRETT-SMITH, Richard, *Hitler's Generals*, Londres, Osprey, 1976.

COOPER, Matthew, *The German Army, 1933-1945 : Its Political and Military Failure*, New York, Stein and Day, 1978.

DEIST, Wilhelm (dir.), *The German Military in the Age of Total War*, Leamington Spa, Berg, 1985.

DIRKS, Carl et JANßEN, Karl-Heinz, *Der Krieg der Generäle. Hitler als Werkzeug der Wehrmach*, Berlin, Propyläen, 1999.

DOWNING, David, *The Devil's Virtuosos : German Generals at War, 1940-1945*, New York, St. Martin's Press, 1977.

FRIESER, Karl-Heinz, *Le Mythe de la guerre éclair. La campagne de l'Ouest de 1940*, Paris, Belin, 2003.

FRIEDRICH, Jörg, *Die kalte Amnestie. NS-Täter in der Bundesrepublik*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1984.

—, *Das Gesetz des Krieges. Das deutsche Heer in Rußland 1941-1945. Der Prozess gegen das Oberkommando der Wehrmacht*, Munich, Piper, 1995.

GERSDORFF, Rudolf-Christoph Freiheer von, *Soldat im Untergang. Lebensbilder*, Berlin, Ullstein, 1977.

GEYER, Michael, *Aufrüstung oder Sicherheit. Die Reichswehr in der Krise der Machtpolitik 1924-1936*, Wiesbaden, Steiner, 1980.

GUDERIAN, Heinz, *Panzer Leader*, Washington, D.C., Zenger, 1979.

HEER, Hannes et NAUMANN, Klaus (dir.), *War of Extermination. The German Military in World War II, 1941-1994*, New York, Berghahn, 2000.

HEUER, Gerd F., *Die deutschen Generalfeldmarschälle und Grossadmirale*, Rastatt, Pabel, 1978.

HIRSCHFELD, Gerhard (dir.), *The Policies of Genocide : Jews and Soviet Prisoners of War in Nazi Germany*, Boston, Allen & Unwin, 1986.

HUMBLE, Richard, *Hitler's Generals*, Londres, Arthur Barker, 1974.

IRVING, David, *Hitler's War*, New York, Viking, 1977.

KEEGAN, John, *La Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 1990.

KERSHAW, Ian, *Hitler. 1889-1936 : Hubris*, Paris, Flammarion, 1999.

—, *Hitler. 1936-1945 : Nemesis*, Paris, Flammarion, 2000.

KNOPP, Guido, *Hitlers Krieger*, Munich, Goldmann, 2000.

KOSTHORST, Erich, *Die Geburt der Tragödie aus dem Geist des Gehorsams. Deutschlands Generäle und Hitler – Erfahrungen und Reflexionen eines Frontoffiziers*, Bonn, Bouvier, 1998.

KRAUSNICK, Helmut et WILHELM, Hans-Heinrich, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges : Die Einsatzgruppen der Sicherheitspolizei und des SD 1938-1942*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1981.

LIDDELL HART, Basil Henry, *The Other Side of the Hill. Germany's Generals. Their Rise and Fall. With their own Account of Military Events, 1939-1945*, Londres, Cassel, 1951.

—, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1973.

LEVERKUEHN, Paul, *Verteidigung Manstein*, Hambourg, Nölke, 1950.

MAGENHEIMER, Heinz, *Hitler's War. Germany's Key Strategic Decisions 1940-1945. Could Germany have won World War Two ?*, Londres, Arms & Armour, 1998.

MANSTEIN, Erich von, *Aus Einem Soldatenleben. 1887-1939*, Bonn, Athenäum, 1958.

—, *Verlorene Siege*, Bonn, Bernard & Graefe, 2000.

MANSTEIN, Rüdiger von et FUCHS, Theodor, *Manstein. Soldat im 20. Jahrhundert. Militärisch-politische Nachlese*, Munich, Bernard & Graefe, 1981.

MASSON, Philippe, *Histoire de l'armée allemande, 1939-1945*, Paris, Perrin, 1994.

MELLENTHIN, F.W. von, *German Generals of World War Two as I Saw Them*, Norman, University of Oklahoma, 1977.

MESSERSCHMIDT, Manfred, *Die Wehrmacht im NS-Staat : Zeit der Indoktrination*, Hambourg, Decker, 1969.

MILITÄRGESCHICHTLICHES FORSCHUNGSAMT (MGFA), *Germany and the Second World War*. vol. 1 : *The Build-up of German Aggression* ; vol. 2 : *Germany's Initial Conquests in Europe* ; vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union* ; vol. 6 : *The Global War. Widening of the Conflict into a World War and the Shift of the Initiative 1941-1943*, Oxford, Clarendon, 1990, 1991, 1998 et 2001.

MITCHAM, Samuel W., *Hitler's Field Marshals and their Battles*, Londres, Grafton, 1988.

MOLL, Otto E., *Die deutschen Generalfeldmarschälle 1935-1945*, Rastatt, Pabel, 1961.

MÜLLER, Klaus-Jürgen, *Das Heer und Hitler : Armee und nationalsozialistisches Regime 1933-1940*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1969.

—, *Armee, Politik und Gesellschaft in Deutschland 1933-1945 : Studien zum Verhältnis von Armee und NS-System*, Paderborn, Schöningh, 1979.

MÜLLER, Rolf-Dieter et VOLKMANN, Hans-Erich (dir.), *Die Wehrmacht. Mythos und Realität*, Munich, Oldenbourg, 1999.

PAGET, Reginald, *Manstein : His Campaigns and His Trial*, Londres, Collins, 1951.

PALSOKAR, R. D., *Manstein : The Master General*, Poona, The Beg, 1970.

RIGG, Bryan Mark, *Hitler's Jewish Soldiers. The Untold Story of Nazi Racial Laws and Men of Jewish Descent in the German Military,*

Kansas City, Unversity Press of Kansas, 2002.
SADARANANDA, Dana V., *Beyond Stalingrad. Manstein and the Operations of Army Group Don*, New York, Praeger, 1990.
SCHEURIG, Bodo, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte*, Oldenburg, Stalling, 1978.
SCHWARZ, Eberhard, *Die Stabilisierung der Ostfront nach Stalingrad. Mansteins Gegenschlag zwischen Donez und Dnjepr im Frühjahr 1943*, Göttingen, Münster-Schmidt, 1985.
SEATON, Albert, *The German Army 1933-1945*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1982.
SHIRER, William L., *Le IIIe Reich*, Paris, Stock, 1990.
STAHLBERG, Alexander, *Die verdammte Pflicht. Erinnerungen 1932 bis 1945*, Berlin, Ullstein, 1994.
STEIN, Marcel, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein. Kritische Betrachtung des Soldaten und Menschen*, Mayence, Hase & Koehler, 2002.
STREIT, Christian, *Keine Kameraden : Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen 1941-1945*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1978.
TAYLOR, Telford, *Procureur à Nuremberg*, Paris, Seuil, 1995.
UEBERSCHÄR, Gerd Rolf et WETTE, Wolfram (dir.), « *Unternehmen Barbarossa ». Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion 1941. Berichte, Analysen, Dokumente*, Paderborn, Schoningh, 1984.
UEBERSCHÄR, Gerd Rolf et VOGEL, Winfried, *Dienen und Verdienen*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1999.
WARLIMONT, Walter, *Inside Hitler's Headquarters 1939-1945*, New York, Praeger, 1964.
WETTE, Wolfram, *Die Wehrmacht. Feinbilder. Vernichtungskrieg. Legenden*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 2002.
WETTE, Wolfram et UEBERSCHÄR, Gerd Rolf (dir.), *Kriegsverbrechen im 20. Jahrhundert*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2001.
WIEDER, Joachim, *Stalingrad ou la responsabilité du soldat*, Paris, Albin Michel, 1983.

Articles

BOLL, Bernd, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski, gen. von Manstein », dans Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Hitlers militärische Elite*, vol. 2 : *Vom Kriegsbeginn bis zum Weltkriegsende*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1998, p. 143-153.

CARVER, Lord, « Manstein », dans Correlli Barnett (dir.), *Hitler's Generals*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1989, p. 221-246.

DIRKS, Carl et JANßEN, Karl-Heinz, « Plan Otto », *Die Zeit*, 19 septembre 1997, p. 16.

FRIESER, Karl-Heinz, « Der Westfeldzug und die "*Blitzkrieg*" – Legende », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Ideen und Strategien 1940. Ausgewählte Operationen und deren militärgeschichtliche Aufarbeitung*, Bonn, Mittler & Sohn, 1990, p. 159-204.

GODA, Norman J.W., « Black Marks : Hitler's Bribery of His Senior Officers during World War II », *The Journal of Modern History*, n° 72 (juin 2000), p. 413-452.

HAYWARD, Joel, « A Case Study in Early Joint Warfare : An Analysis of the Wehrmacht's Crimean Campaign of 1942 », *The Journal of Strategic Studies*, vol. 22, n° 4 (décembre 1999), p. 103-130.

HARTMANN, Christian et SLUTSCH, Sergej, « Franz Halder und die Kriegsvorbereitungen im Frühjahr 1939. Dokumentation », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 45, n° 3 (juillet 1997), p. 467-495.

HILLGRUBER, Andreas, « In der Sicht des Kritischen Historikers », dans *Nie ausser Dienst. Zum achtzigsten Geburtstag von Generalfeldmarschall Erich von Manstein*, Cologne, Greven & Bechtold, 1967, p. 65-84.

HOFFMAN, J. H., « German Field Marshals as War Criminals ? A British Embarrassment », *Journal of Contemporary History*, vol. 23, n° 1 (janvier 1988), p. 17-35.

LÉTOURNEAU, Paul, « Le maréchal Erich von Manstein : à l'ombre de l'image de la Wehrmacht », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 30, n° 2 (avril-juin 1998), p. 127-135.

MANSTEIN, Rüdiger von, « Mansteins Argumentation zum Staatsstreich », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 10 janvier 1988.

MARTENS, Stefan, « La défaite française : une heureuse surprise allemande ? », dans Christine Levisse-Touzé (dir.), *La Campagne de*

1940. Actes du colloque : 16 au 18 novembre 2000, Paris, Tallandier, 2001, p. 403-415.

MESSERSCHMIDT, Manfred, « The Wehrmacht and the Volksgemeinschaft », *Journal of Contemporary History*, vol. 18, nº 4 (octobre 1983), p. 719-740.

—, « German Staff Officiers' Education since the Beginning of the 19th Century : Innovations and Traditions », *Militärhistorisk Tidskrift*, nº 187 (1983), p. 9-19.

MÜLLER, Klaus-Jürgen, « Deutsche Militär-Elite in der Vorgeschichte des Zweiten Weltkrieges », dans Martin Broszat et Klaus Schwabe (dir.), *Die deutschen Eliten und der Weg in den Zweiten Weltkrieg*, Munich, Beck, 1989, p. 226-290.

—, « Le réarmement allemand et le problème de la sécurité nationale face à la politique du révisionnisme (1933-1937) », *Guerres mondiales*, nº 154 (avril 1989), p. 63-77.

RIGG, Bryan Mark, « Warum gehorchten Soldaten jüdischer Herkunft einem Regime, das ihre Familien umbrachte ? », *Die Zeit*, nº 15 (avril 1997), p. 7.

ROTH, Günther, « The Campaign Plan "Case Yellow" for the German Offensive in the West in 1940 », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Operational Thinking in Clausewitz, Moltke, Schlieffen and Manstein*, Herford, Mittler & Sohn, 1988, p. 41-56.

—, « Operational Thinking in Schlieffen and Manstein », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Development, Planning and Realization of Operational Conceptions in World Wars I and II*, Herford, Mittler & Sohn, 1989, p. 7-44.

SCHNEIDER, Christian, « Denkmal Manstein. Psychogramm eines Befehlshabers », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *Vernichtungskrieg Verbrechen der Wehrmacht, 1941 bis 1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1995, p. 402-417.

SEATON, Albert, « Field-Marshal Erich von Manstein », dans Michael Carver (dir.), *Military Commanders of the Twentieth Century. The War Lords*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1976, p. 231-243.

SOLCHANY, Jean, « La lente dissipation d'une légende : la "Wehrmacht" sous le regard de l'Histoire », *Revue d'histoire moderne et*

contemporaine, vol. 47, nº 2 (avril-juin 2000), p. 323-353.

SYRING, Enrico, « Erich von Manstein – Das operative Genie », dans Ronald Smelser et Enrico Syring (dir.), *Die Militärelite des Dritten Reiches*, Berlin, Ullstein, 1997, p. 325-348.

WALLACH, Jehuda L., « Feldmarschall Erich von Manstein und die deutsche Judenausrottung in Rußland », *Jahrbuch des Instituts für Deutsche Geschichte*, vol. 4 (1975), p. 457-472.

WROCHEM, Oliver von, « Rehabilitation oder Strafverfolgung. Kriegsverbrecherprozeß gegen Generalfeldmarschall Erich von Manstein im Widerstreit britischer Interessen », *Mittelweg 36*, vol. 6, nº 3 (1997), p. 26-36.

—, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen in Prozess gegen den Generalfeldmarschsall Erich von Manstein 1949 », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, vol. 46, nº 4 (1998), p. 329-353.

I. Pour une sélection plus complète des sources secondaires, voir la bibliographie de la thèse de doctorat de l'auteur, publiée en 2004, à l'Université de Montréal, sous le titre suivant : *Le Feld-maréchal Erich von Manstein : un officier prussien à l'ombre de l'image de la Wehrmacht. Étude critique de l'homme et du soldat.*

GLOSSAIRE DE TERMES ALLEMANDS

Abwehr : service de renseignements et du contre-espionnage de la Wehrmacht.

Blitzkrieg : guerre éclair, fondée sur le principe d'une attaque foudroyante.

Einsatzgruppe : groupe d'intervention du SD dans les territoires occupés.

Einsatzkommando : unité spéciale d'un *Einsatzgruppe*.

Geheime Feldpolizei : police militaire secrète de la Wehrmacht.

Gleichschaltung : « mise au pas » de la société.

Kriegsakademie : École de guerre de Berlin.

Kriegsspiel : manœuvres militaires sur carte, à double action, c'est-à-dire avec un ennemi.

Lebensraum : espace vital.

Ostheer : armée allemande sur le front de l'Est.

Schwerpunkt : point de concentration de l'offensive.

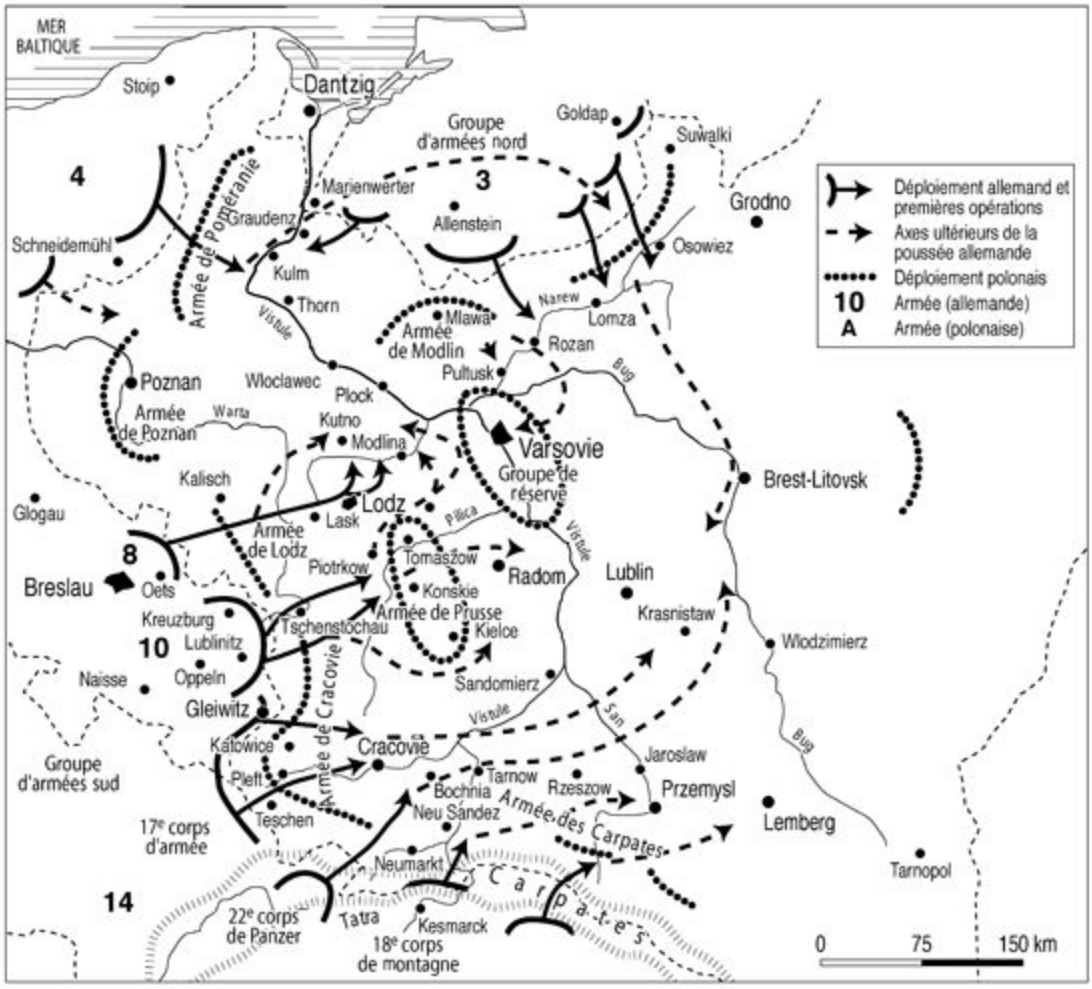
Sonderkommando : unité spéciale d'un *Einsatzgruppe*.

Truppenamt : office des troupes.

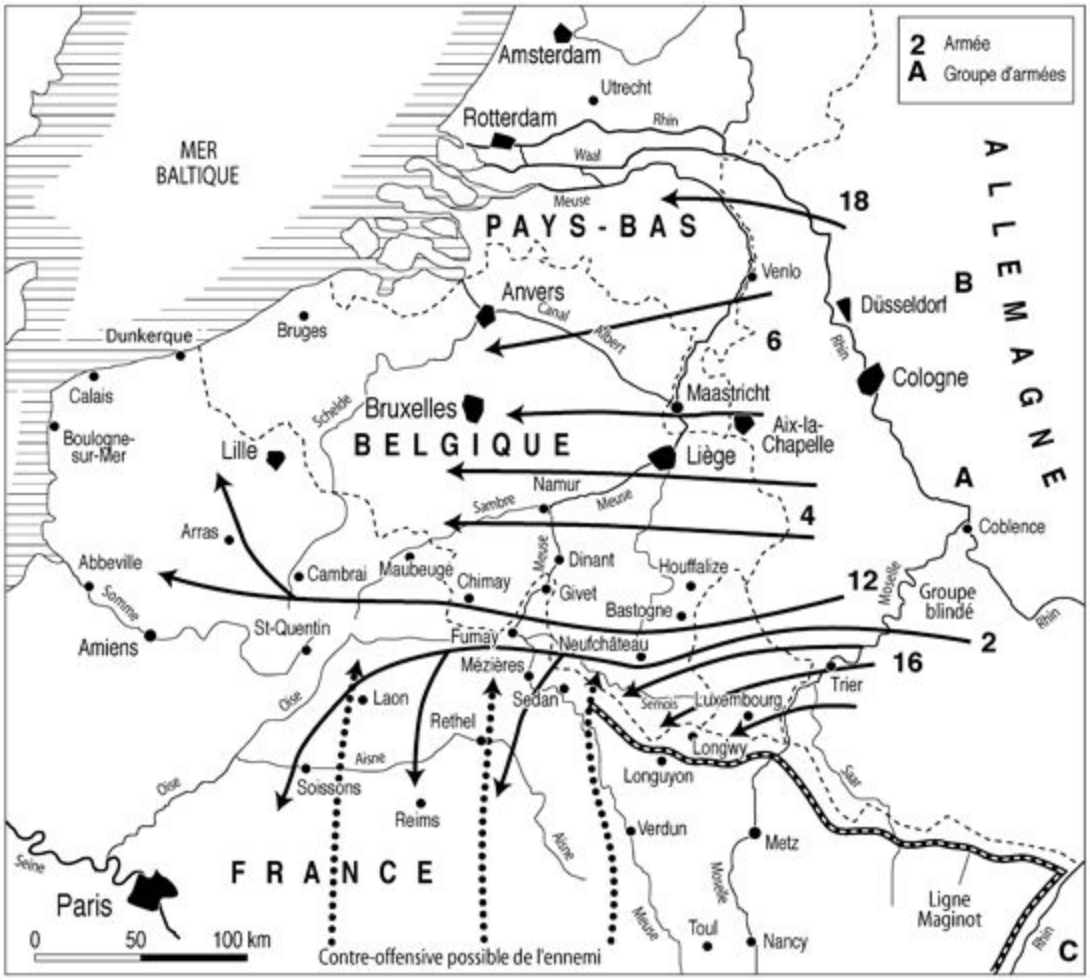
Volksgemeinschaft : communauté nationale.

Weltanschauung : vision du monde.

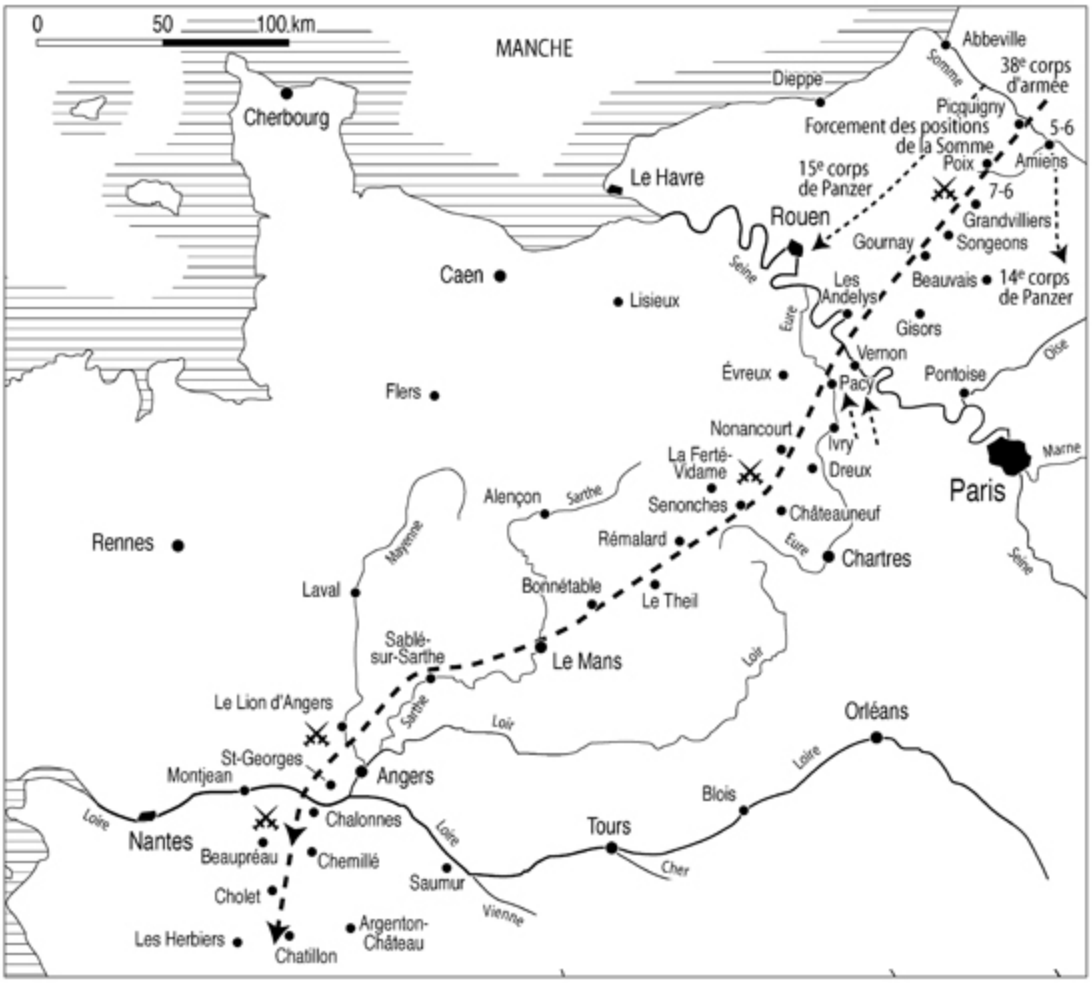
CARTES



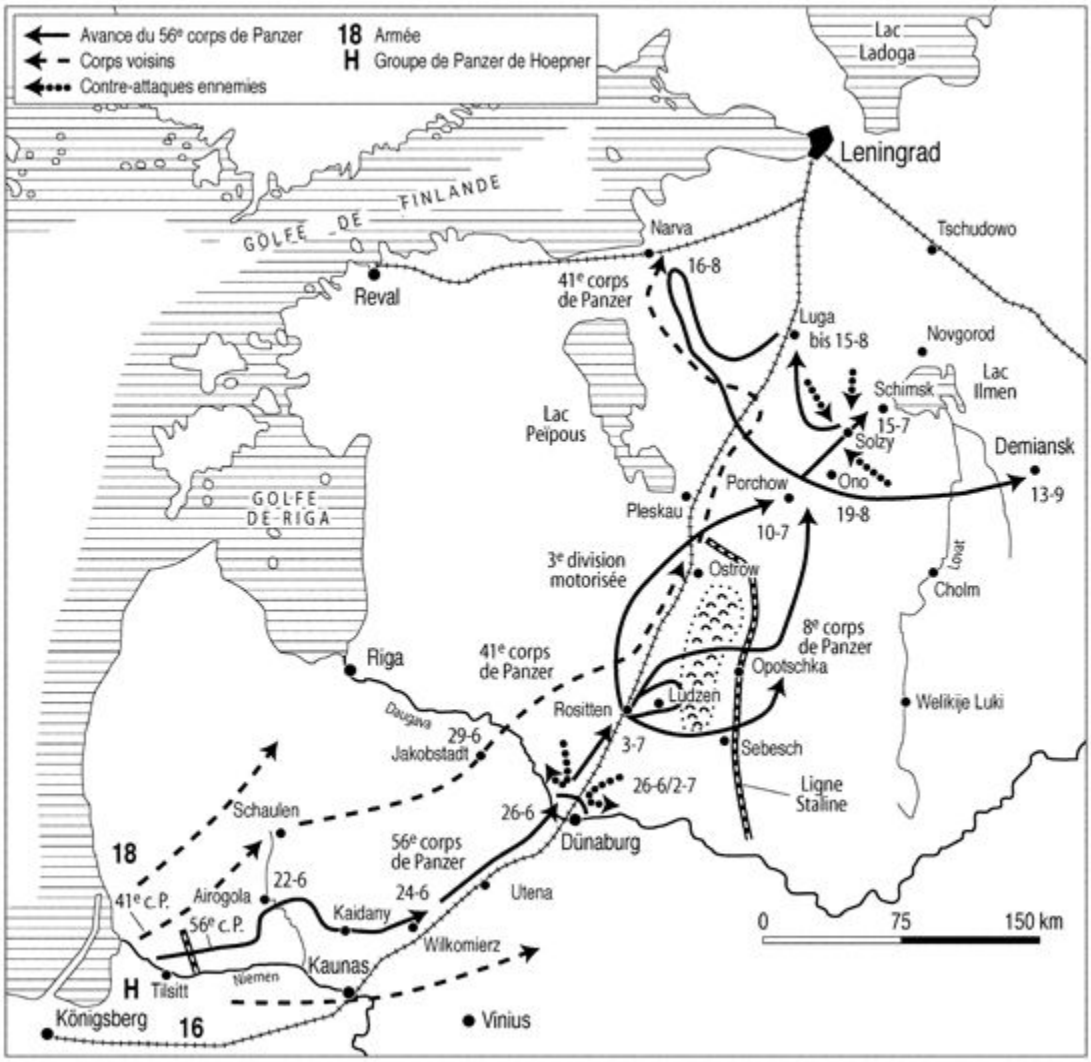
Les déploiements allemand et polonais – la mise en œuvre de l'offensive allemande lors de la campagne de Pologne (septembre 1939)



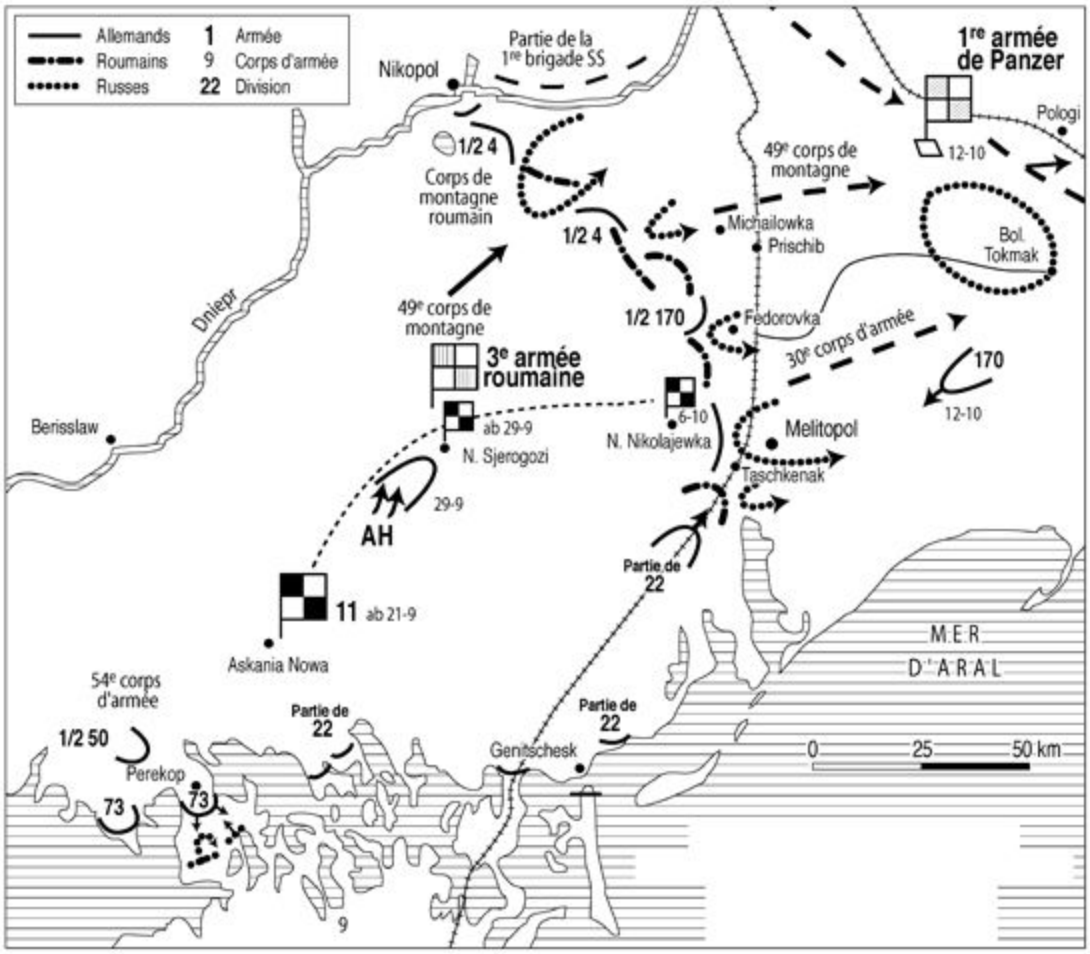
Le plan d'opérations proposé par Manstein
pour la campagne de l'Ouest



La marche du 38e corps d'armée de Manstein
de la Somme jusqu'au-delà de la Loire
lors de la 2e phase de la campagne de France
(juin 1940)

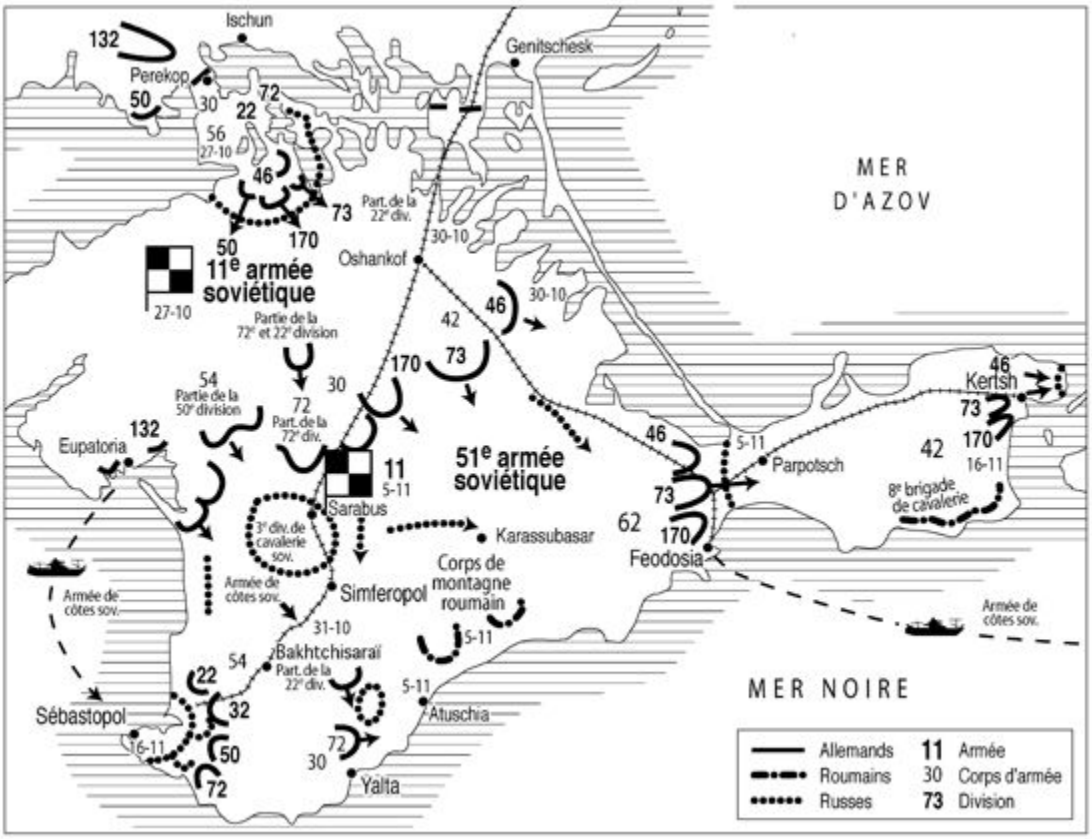


Le raid du 56e corps de Panzer de Manstein
dans la région baltique (été 1941)

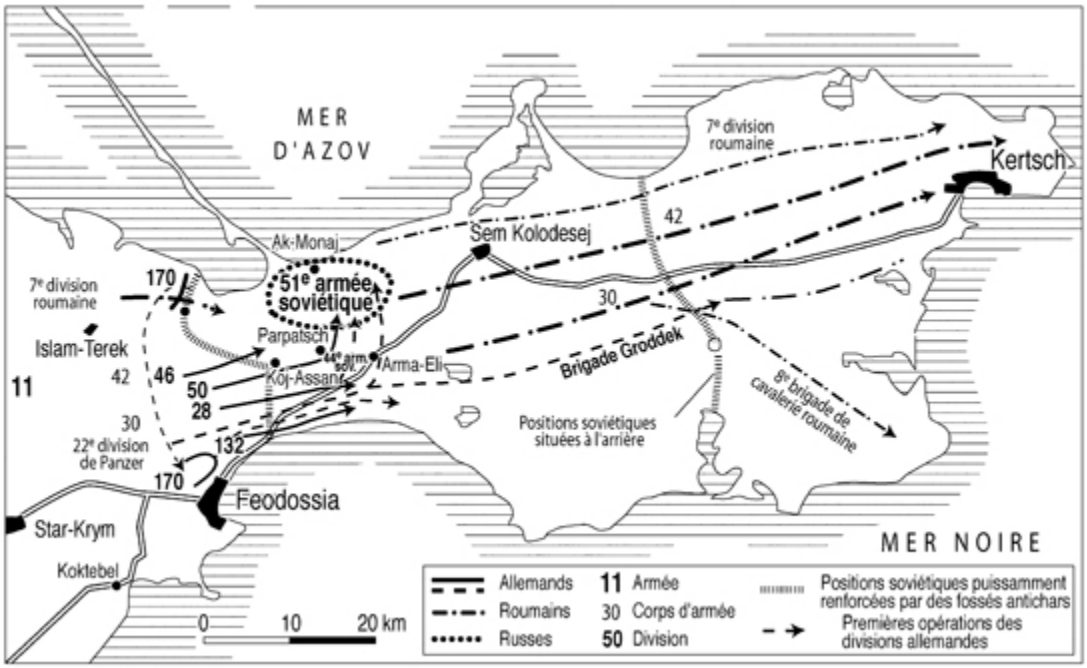


La bataille de la mer d'Azov et le forcement

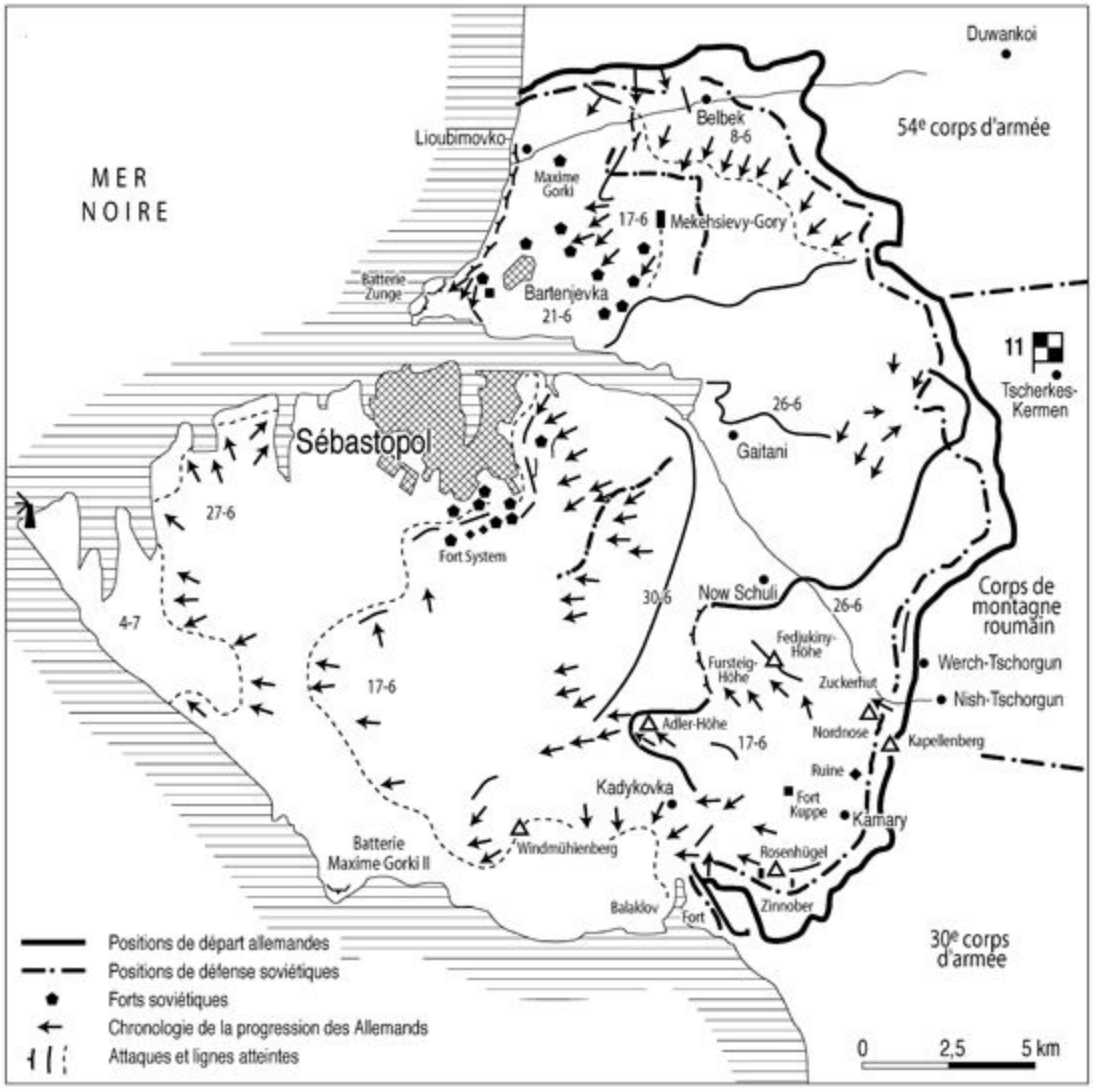
de l'isthme de Perekop par la 11e armée de Manstein
(septembre-octobre 1941)



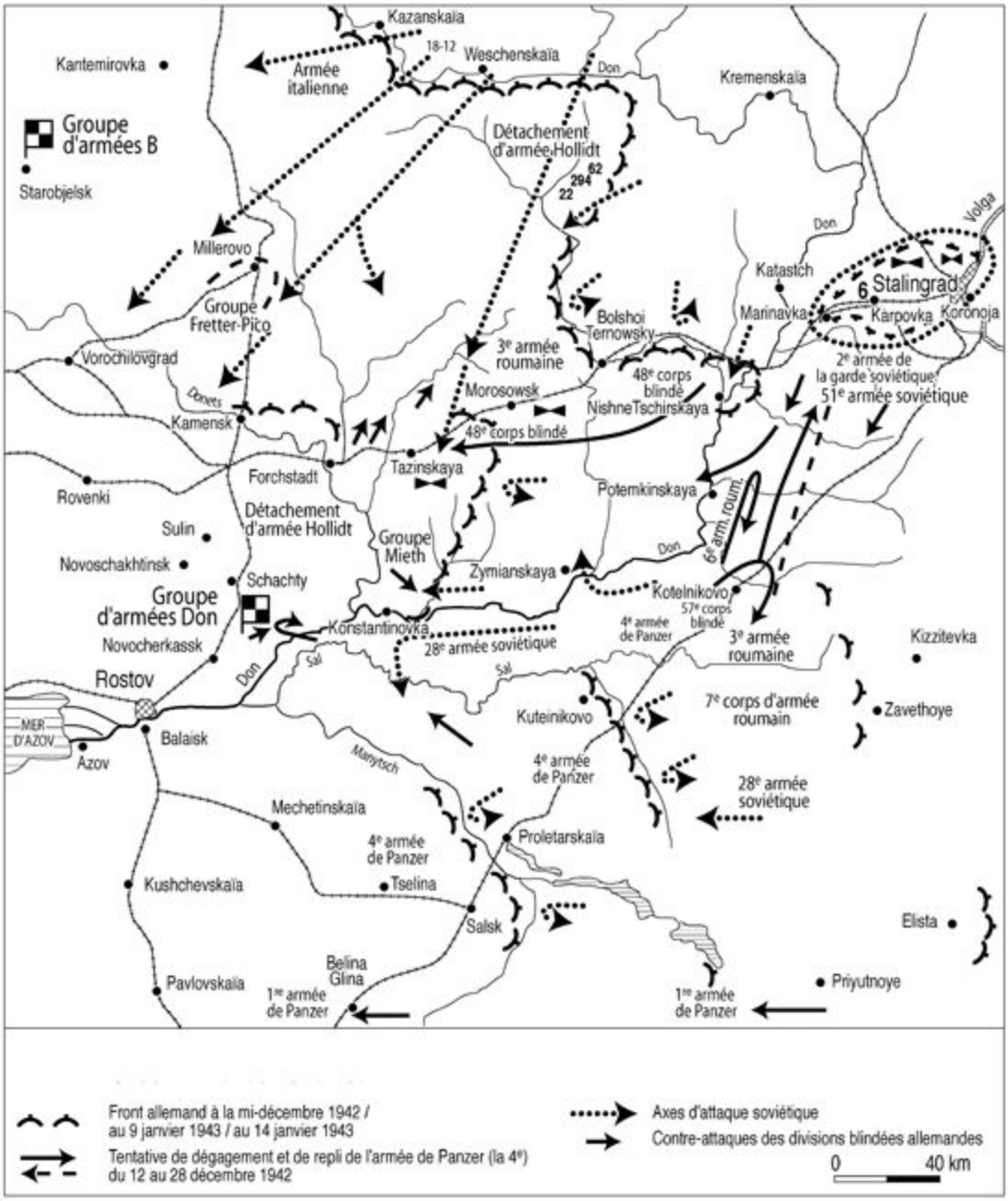
Le forcement de l'isthme d'Ichoun et la conquête
de la Crimée par la 11e armée de Manstein
(automne 1941)



La reconquête de la presqu'île de Kertch (mai 1942)

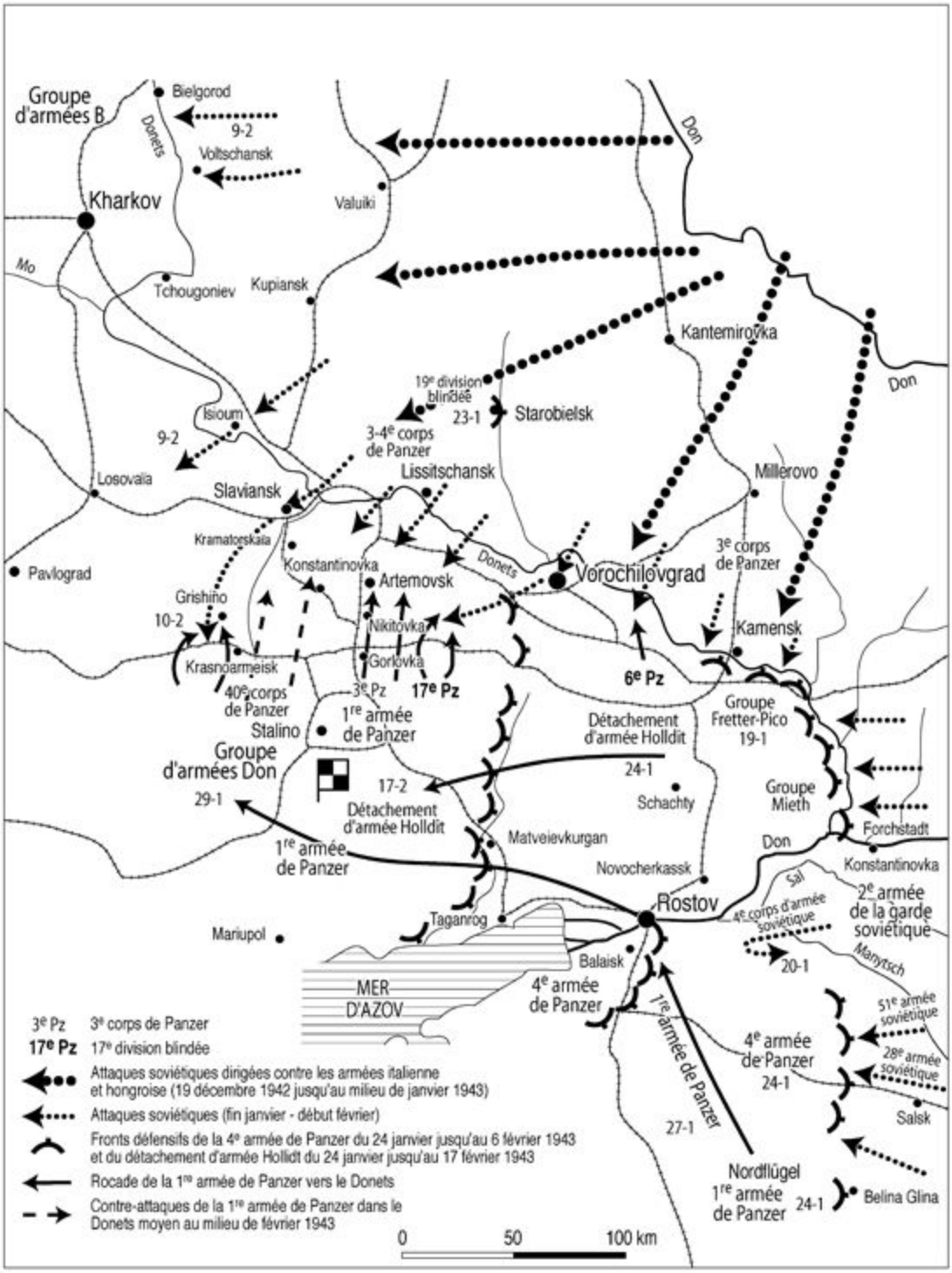


La conquête de Sébastopol (juin-juillet 1942)

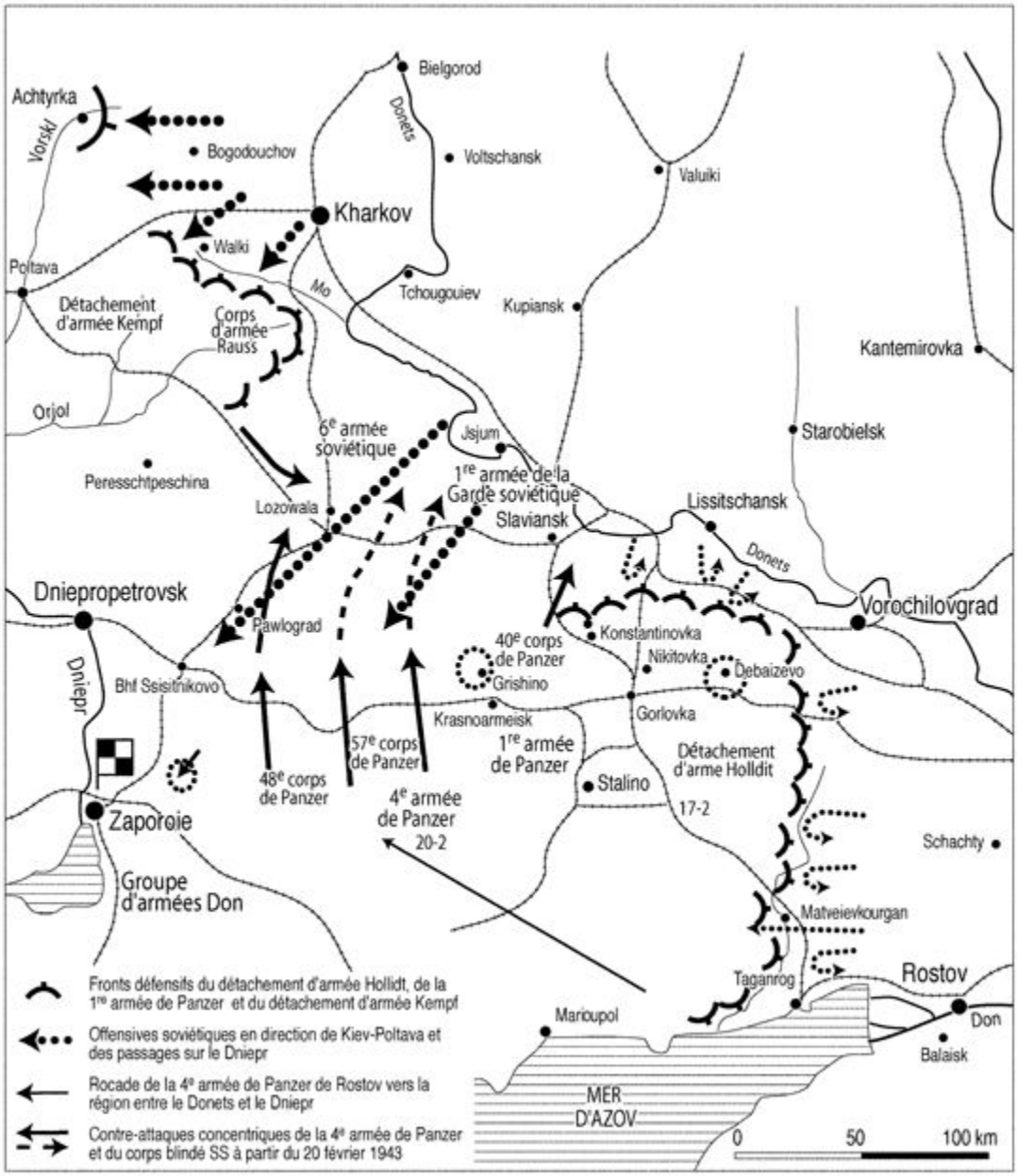


La campagne d'hiver 1942-1943 :
le combat du groupe d'armées Don

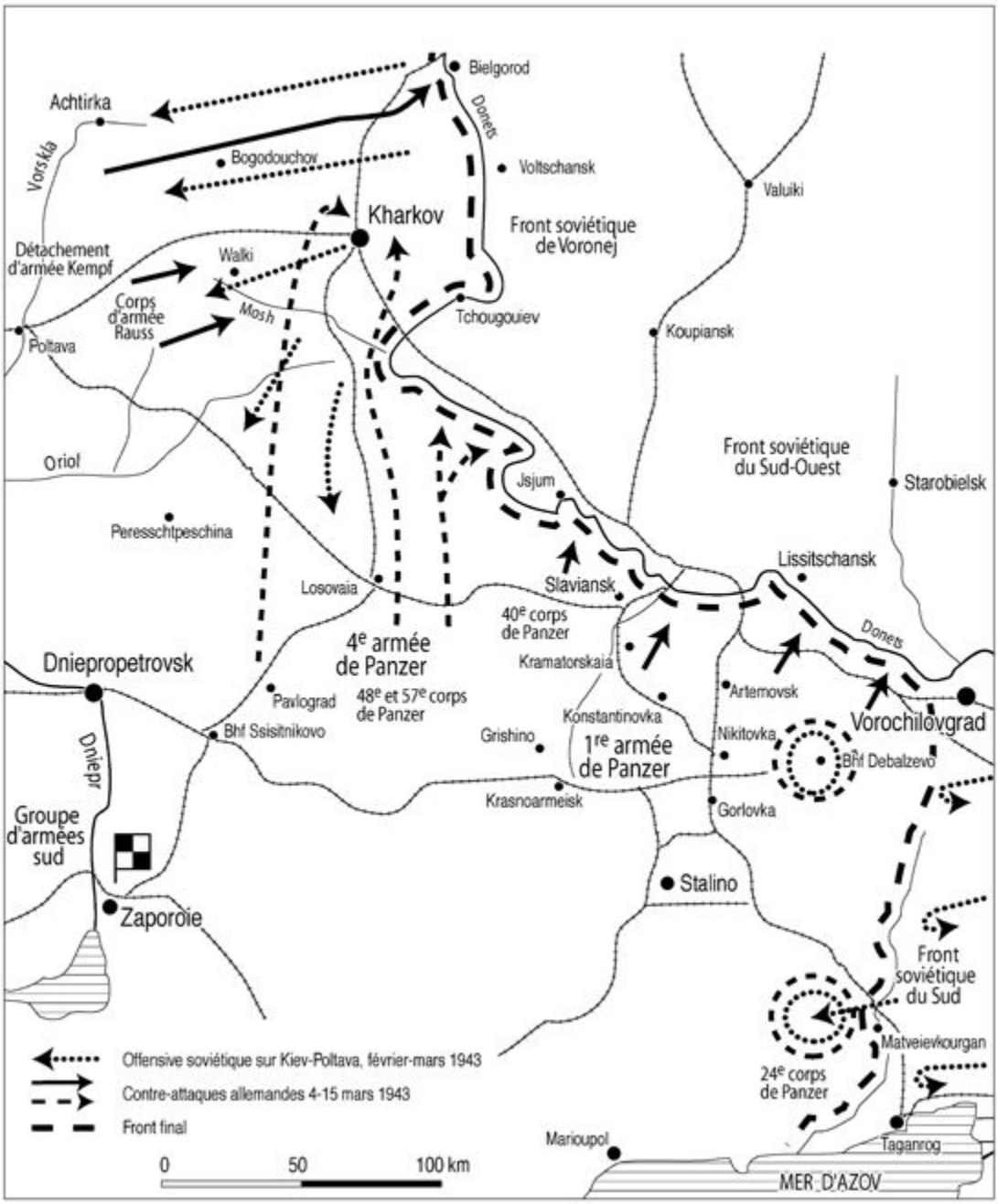
pour dégager la 6e armée du front d'investissement
à Stalingrad et protéger les arrières
du groupe d'armées A



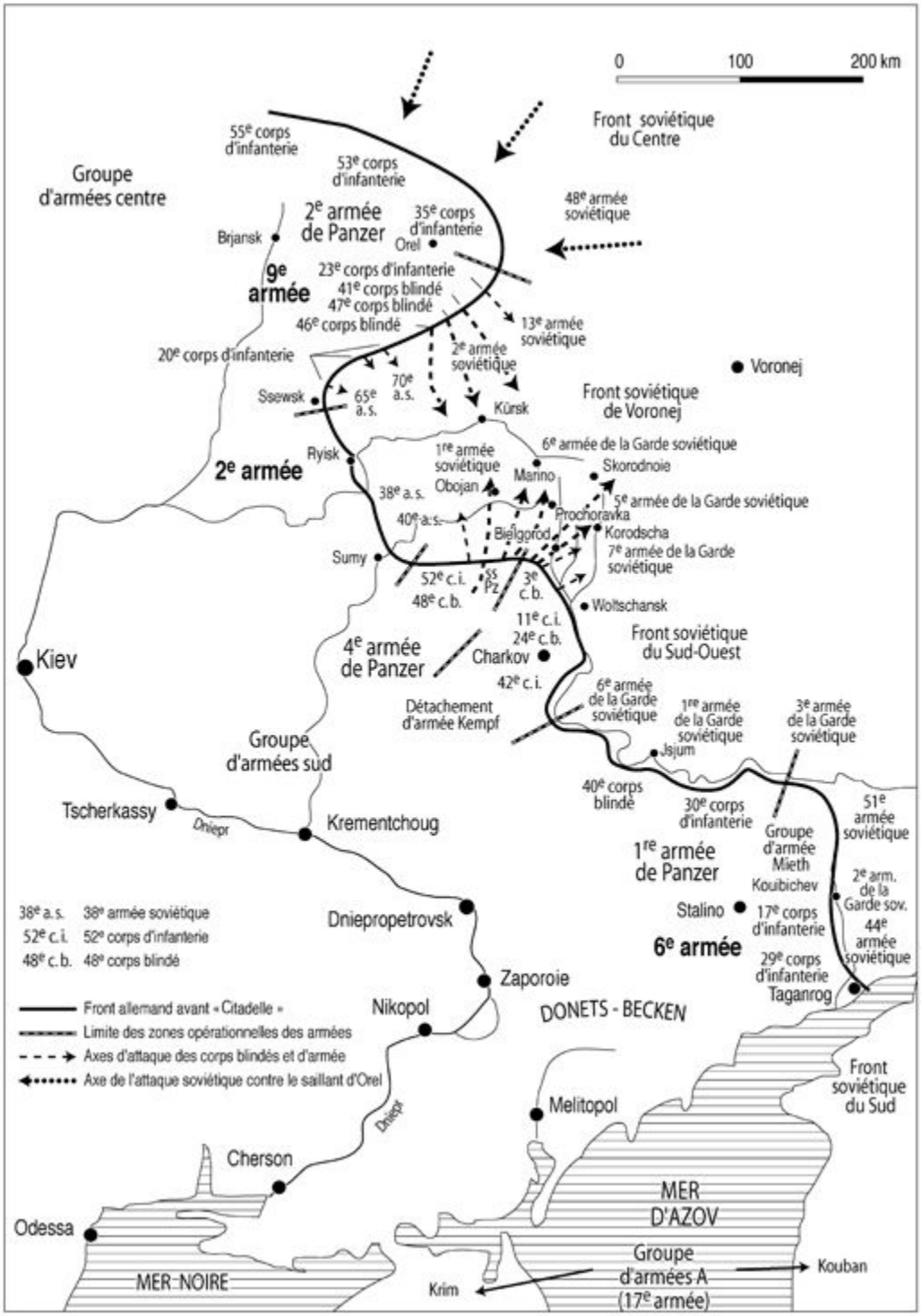
La campagne d'hiver 1942-1943 :
le combat du groupe d'armées Don pour les lignes
de communication de l'aile méridionale allemande



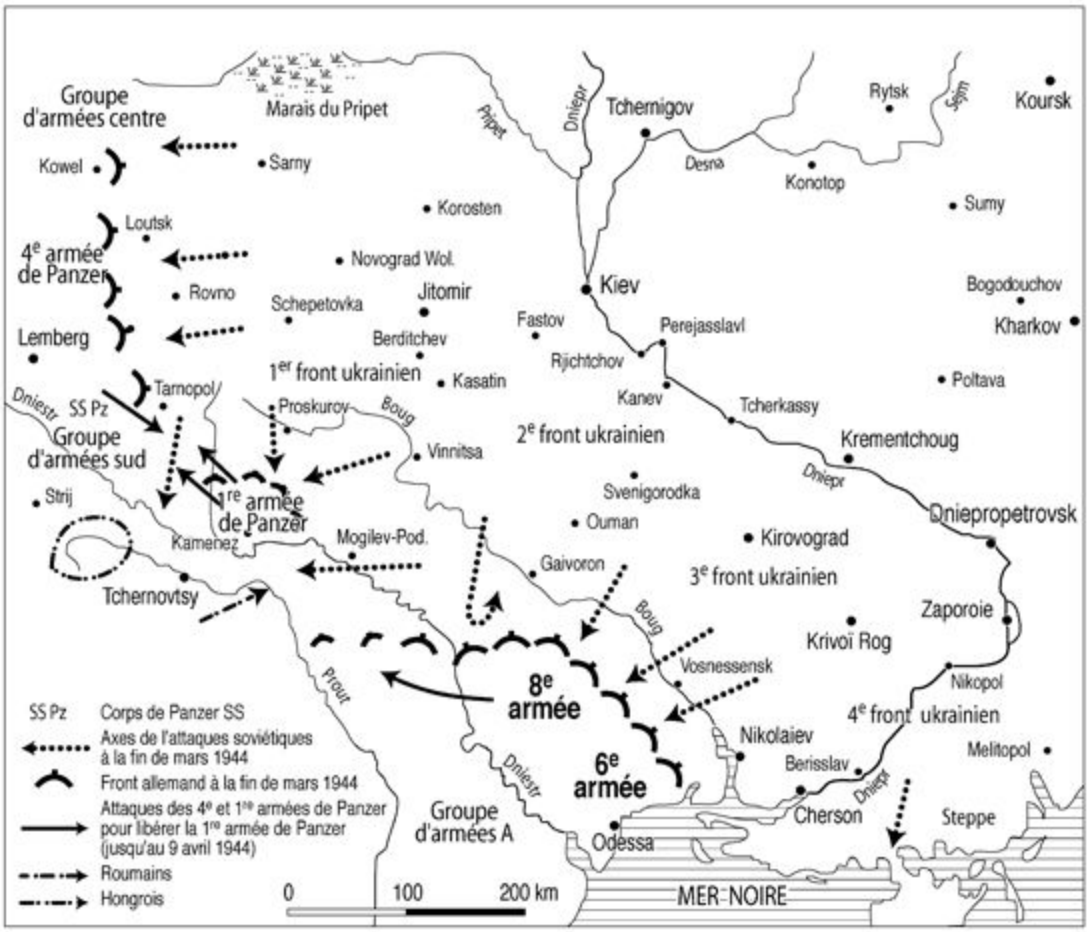
La campagne d'hiver 1942-1943 :
la contre-attaque entre le Donets et le Dniepr



La campagne d'hiver 1942-1943 :
la contre-attaque allemande à Kharkov



L'opération « Citadelle » :
la bataille de Koursk (juillet 1943)



Le développement de la situation à l'aile méridionale
du front de l'Est à la fin de mars 1944

INDEX

Adam, Wilhelm : 1.
Adenauer, Konrad : 1, 2, 3, 4.
Alexander, Harold George : 1.
Antonescu, Ion : 1, 2.
Arnim, Hans-Jürgen von : 1.
Aron, Raymond : 1, 2, 3.
Attlee, Clement : 1.

Bach-Zelewski, Erich von dem : 1, 2.
Backe, Herbert : 1, 2, 3.
Beck, Ludwig : 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9, 10, 11, 12-13, 14-15, 16-17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24-25, 26, 27, 28, 29, 30, 31-32, 33, 34, 35, 36, 37.
Behr, Winrich : 1.
Bell, évêque de Chichester : 1, 2.
Bellenger, Frederick : 1, 2, 3.
Below, Fritz von : 1.
Below, Nicolaus von : 1, 2, 3, 4, 5-6.
Bevin, Ernest : 1, 2, 3-4, 5, 6.
Bismarck, Fürst Otto von : 1.
Blaskowitz, Johannes : 1, 2-3, 4, 5, 6, 7.
Blomberg, Werner von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7-8, 9, 10, 11-12, 13, 14, 15, 16, 17.
Blücher, Fürst Gebhard Leberecht von Wahlstatt : 1.
Blumentritt, Günther : 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Blumröder, Hans-Adolf von : 1, 2.
Bock, Fedor von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23-24, 25-26, 27.
Bormann, Martin : 1.

Brauchitsch, Walther von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9-10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23-24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34-35, 36, 37, 38, 319-321, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45-46, 47-48, 49, 50, 51.
Braune, Werner : 1, 2, 3, 4.
Brecht, Bertolt : 1.
Bredow, Ferdinand von : 1, 2, 3, 4.
Brett-Smith, Richard : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Bridgeman, Lord : 1.
Buhle, Walter : 1.
Burgdorf, Wilhelm : 1.
Busch, Ernst : 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Busche, Jürgen : 1.
Busse, Theodor : 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8, 9.

Canaris, Wilhelm : 1.
Churchill, Winston : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.
Clausewitz, Carl von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Clay, Lucius : 1, 2.
Collingwood, Justice : 1, 2.
Comyns-Carr, Sir Arthur : 1, 2, 3.
Croome, Bill : 1.

De L'Isle, vicomte : 1, 2, 3.
Dietrich, Otto : 1.
Dönitz, Karl : 1, 2-3, 4, 5, 6, 7.
Douglas, Sir Sholdo : 1, 2.
Draper, Gerald : 1.
Dudley, vicomte : 1.

Ebert, Friedrich : 1.
Eisenhower, Dwight D. : 1, 2.
Eismann, Hans : 1.
Eliot, T.S. : 1.
Engel, Gerhard : 1.
Erhard, Ludwig : 1.
Erzberger, Matthias : 1.

Fellgiebel, Erich : 1, 2, 3.
Ferber, Ernst : 1.
Finckh, Eberhard : 1, 2.
Frédéric-Guillaume Ier : 1, 2.
Frédéric-Guillaume II : 1.
Frédéric-Guillaume III : 1.
Frédéric-Guillaume IV : 1.
Frédéric le Grand : 1, 2, 3.
Freisler, Roland : 1.
Fretter-Pico, Maximilian : 1, 2.
Fritsch, Werner Freiherr von : 1-2, 3, 4, 5, 6, 7-8, 9, 10-11, 12-13, 14, 15, 16, 17-18, 19, 20, 21.
Fromm, Friedrich : 1, 2.

Gallwitz, Max von : 1.
Gamelin, Maurice : 1-2, 3.
Gersdorff, Rudolf-Christoph Freiherr von : 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8.
Goebbels, Joseph : 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8.
Goerdeler, Carl : 1, 2, 3, 4.
Gollancz, Viktor : 1, 2.
Göring, Hermann : 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25-26, 27.
Gort, Lord John : 1.
Greiffenberg, Hans von : 1, 2.
Guderian, Heinz : 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14-15, 16-17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43.
Guillaume Ier : 1, 2.
Guillaume II (Kaiser) : 1, 2, 3.
Gunzert, Ulrich : 1, 2.

Hagemann, Albert : 1, 2.
Halder, Franz : 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8, 9, 10-11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20-21, 22-23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34-35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46-47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61.
Hammerstein, Konrad von : 1.
Hammerstein-Equord, Kurt Freiherr von : 1, 2, 3, 4.
Hankey, Lord : 1.

Hannibal : 1, 2, 3.
Hansen, Christian : 1, 2.
Hase, Paul von : 1.
Hausser, Paul : 1, 2.
Heusinger, Adolf : 1, 2.
Heuss, Theodor : 1.
Heydrich, Reinhard : 1, 2, 3.
Hillgrüber, Andreas : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Himmler, Heinrich : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12-13, 14, 15, 16, 17, 18.
Hindenburg, Paul von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20.
Hitler, Adolf : *passim*.
Hoepner, Erich : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Hollidt, Karl Adolf : 1-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10, 11, 12, 13-14, 15, 16, 17.
Hoßbach, Friedrich : 1, 2.
Hoth, Hermann : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9-10, 11, 12, 13, 14, 15-16, 17, 18, 19, 20, 21, 22-23, 24, 25, 26, 27, 28-29, 30, 31, 32.
Hube, Hans Valentin : 1, 2, 3, 4.

Irving, David : 1, 2-3.

Jackson, Robert H. : 1.
Jeschonnek, Hans : 1.
Jodl, Alfred : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26.
John, Otto : 1.
Jones, Elwyn : 1.
Joukov, Georgi : 1, 2, 3, 4.
Jowitt, William : 1-2.

Kalinov, Kyrill : 1.
Kapp, Wolfgang : 1-2, 3.
Keegan, John : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Keitel, Wilhelm : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36.
Kempf, Werner : 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8.
Kesselring, Albert : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Kielmansegg, Johann Adolf Graf von : 1, 2, 3, 4, 5.
Klamroth, Bernhard : 1.
Kleist, Ewald von : 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9-10, 11, 12-13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26.
Kluge, Günther von : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12-13, 14-15, 16, 17, 18-19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27.
Knopp, Guido : 1, 2-3.
Krebs, Hans-Georg : 1, 2.
Kübler, Ludwig : 1.
Küchler, Georg von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.

Lammers, Hans Heinrich : 1, 2, 3.
Langhaeuser, Rudolf : 1, 2, 3.
Lanz, Hubert : 1-2.
Laternser, Hans : 1-2, 3.
Lawrence, Sir Geoffrey : 1, 2.
Leeb, Wilhelm Ritter von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.
Lehmann, Rudolf : 1, 2.
Lemelsen, Joachim : 1.
Leverkuehn, Paul : 1-2, 3, 4, 5, 6, 7.
Lewinski, Eduard von : 1.
Liddell Hart, Basil Henry : 1-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13-14, 15, 16-17, 18, 19.
Lindemann, Georg : 1.
List, Wilhelm : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Loesch, Arthur von : 1.
Loßberg, Bernhard von : 1, 2.
Loßberg, Fritz von : 1, 2.
Ludendorff, Erich : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Lüttwitz, Walther von : 1, 2.
Lutze, Viktor : 1, 2.

Mackensen, Eberhard von : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7.
Malinowski, Rodion : 1.
Manstein, Georg von : 1, 2.
Manstein, Gero von : 1.

Manstein, Gisela von : 1, 2.
Manstein, Jutta Sibylle von (von Loesch) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Manstein, Rüdiger von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Marcks, Erich : 1.
Mattenklott, Franz : 1, 2, 3.
Maugham, vicomte : 1.
Meinecke, Friedrich : 1.
Mellenthin, Friedrich-Wilhelm von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Mieth, Friedrich : 1, 2.
Milch, Erhard : 1, 2, 3, 4, 5.
Mitcham, Samuel W. : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7.
Model, Walter : 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9, 10.
Mölders, Werner : 1.
Molotov, Viatcheslav : 1, 2, 3.
Moltke, Helmuth Graf von (dit le Vieux) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.
Moltke, Helmuth von (dit le Jeune) : 1-2.
Montgomery, Bernard : 1, 2.
Mussolini, Benito : 1.

Napoléon Ier : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Napoléon III : 1.
Neurath, Konstantin von : 1, 2.

Ohlendorf, Otto : 1-2, 3, 4-5, 6, 7, 8.
Oster, Hans : 1, 2, 3.

Paget, Reginald : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.
Paulus, Friedrich : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7-8, 9, 10-11, 12-13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21.
Pétain, Philippe : 1, 2.
Popitz, Johannes : 1, 2, 3, 4.
Prételat, André Gaston : 1.
Preuschen, Frau von (von Lewinski) : 1.
Preußen, Friedrich-Karl von : 1.

Raeder, Erich : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Raus, Erhard : 1, 2.
Reichenau, Walter von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11-12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23-24, 25-26.
Reinecke, Hermann : 1, 2.
Reinhardt, Georg-Hans : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Richthofen, Wolfram Freiherr von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Riesen, Hans : 1-2, 3-4.
Robertson, Sir Brian : 1-2, 3.
Rocques, Karl von : 1, 2.
Roettig, Wilhelm : 1.
Röhm, Ernst : 1, 2-3, 4.
Rommel, Erwin : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10-11, 12, 13, 14, 15, 16.
Roosevelt, Franklin Delano : 1, 2.
Röttinger, Hans : 1.
Rundstedt, Gerd von : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7-8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15-16, 17-18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26-27, 28-29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54-55, 56-57, 58, 59, 60, 61.
Russell, Bertrand : 1.
Rydz-Smigly, Edward : 1.

Salmuth, Hans von : 1, 2, 3, 4.
Sauckel, Fritz : 1.
Scharnhorst, Gerhard von : 1.
Schlabrendorff, Fabian von : 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Schlange-Schöningen : 1, 2.
Schleicher, Kurt von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Schlieffen, Alfred Graf von : 1, 2-3, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.
Schmeling-Diringshofen, Klaus von : 1, 2, 3.
Schmidt, Arthur : 1.
Schmundt, Rudolf : 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.
Schneider, Christian : 1, 2, 3, 4.
Schniewind, Otto : 1, 2.
Schobert, Eugen Ritter von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Schörner, Ferdinand : 1, 2, 3.
Schulenburg, Fritz-Dietlof Graf von der : 1.
Schulz, Friedrich : 1, 2, 3.
Schulze-Büttger, Georg : 1, 2, 3.

Schuschnigg, Kurt von : 1.
Seaton, Albert : 1, 2, 3, 4, 5-6, 7.
Seeckt, Hans von : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.
Selle, Herbert : 1.
Seydlitz-Kurzbach, Walther von : 1, 2, 3.
Shawcross, Sir Hartley : 1, 2, 3.
Shinwell, Emanuel : 1-2, 3.
Siewert, Curt : 1.
Silkin, Samuel C. : 1, 2, 3.
Simon, vicomte : 1.
Simpson, Sir Frank : 1, 2.
Sodenstern, Georg von : 1, 2, 3, 4.
Sokolovsky, Vassili : 1.
Speer, Albert : 1.
Sperrle, Hugo : 1, 2, 3.
Sperling, Hedwig von : 1, 2.
Sperling, Helene von : 1.
Sperling, Oskar von : 1.
Sponeck, Hans Graf von : 1, 2-3, 4.
Stahlberg, Alexander : 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12-13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22-23, 24, 25, 26, 27, 28-29, 30.
Stahlecker, Franz Walter : 1.
Staline, Joseph : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15.
Stauffenberg, Claus Graf Schenk von : 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8.
Stephanus, major : 1, 2.
Strauß, Adolf : 1, 2, 3-4, 5-6, 7, 8, 9.
Stokes, Richard : 1, 2.
Stülpnagel, Joachim von : 1.
Stülpnagel, Otto von : 1, 2-3, 4, 5, 6, 7, 8.

Taylor, Telford : 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8.
Toukhatchevski, Mikhaïl : 1.
Tresckow, Henning von : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10-11, 12, 13, 14-15, 16.

Ulex, Wilhelm : 1, 2.

Varron, Terentius : 1, 2.

Vassilevski, Alexandre : 1, 2, 3.

Wagner, Eduard : 1, 2, 3, 4, 5.
Wallach, Jehuda L. : 1, 2, 3, 4, 5.
Warlimont, Walter : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.
Wartenburg, Hans Graf Yorck von : 1, 2, 3, 4.
Weichs, Maximilian von : 1, 2, 3, 4, 5.
Weizsäcker, Ernst von : 1.
Wenck, Walther : 1, 2.
Westphal, Siegfried : 1, 2, 3, 4, 5.
Weygand, Maxime : 1.
Wieder, Joachim : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Wietersheim, Gustav von : 1, 2.
Willikens, Werner : 1.
Witzleben, Erwin von : 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Wöhler, Otto : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10, 11, 12, 13.

Zeitzler, Kurt : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10-11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20.

Erich von Manstein

Benoît Lemay

Le maréchal von Manstein fut le maître tacticien de Hitler, l'homme de la guerre éclair et des coups de génie offensifs. Fondée sur des archives inexplorées, cette biographie critique fait la lumière sur l'un des chefs les plus importants de l'armée allemande et montre le rôle de premier plan qu'il a joué dans les guerres en Pologne, en France et en Union soviétique.
Surtout, le cas Manstein éclaire les rouages de l'alliance entre la Wehrmacht et Hitler. A travers lui se profile ainsi le destin de ses pairs, ces officiers qui ont servi le Führer jusqu'à la fin, pensant accomplir un devoir patriotique.

Benoît Lemay est spécialiste d'histoire militaire et de l'Allemagne. Il est notamment l'auteur d'une biographie d'Erwin Rommel (Perrin).

Adolf Hitler et Erich von Manstein le 17 février 1943.
© S.M. / Süddeutsche Zeitung Photo / Rue des Archives.

978-2-262-03262-3
9 782262 032623

www.editions-perrin.fr
12,20 €
Prix France TTC
TVA 7%